

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

I

JX  
3  
A6

Digitized by the Internet Archive  
in 2024

**ARCHIVES**  
**DIPLOMATIQUES**  
1869

---

**RECUEIL**  
**DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE**

---

TOME PREMIER

9<sup>e</sup> ANNÉE

**JANVIER, FÉVRIER, MARS**

1869

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1809

RECORD

THE DIPLOMATIC RECORD

1809

1809

1809

1809

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

### 1869

---

#### I

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### AUTRICHE.

---

#### LIVRE ROUGE

---

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX DÉLÉGATIONS DES DIÈTES DE VIENNE ET DE PESTH  
RÉUNIES A VIENNE, LE 21 NOVEMBRE 1868.

Correspondances du Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères  
de janvier à novembre 1868.

---

#### INTRODUCTION.

#### I

AFFAIRES ALLEMANDES. — DÉVELOPPEMENT INTÉRIEUR ET FINANCIER  
DE LA MONARCHIE. — QUESTION DU SLESVIG. — RELATIONS AVEC  
L'ESPAGNE.

Les relations extérieures de la monarchie austro-hongroise ont conservé, depuis la dernière session des délégations, un caractère satisfaisant. Bien que dans la grande famille politique européenne maintes

aspirations et maints intérêts contradictoires se fassent jour, et que les Gouvernements, dont le devoir et le désir sont de maintenir la paix comme étant la première condition du bien-être et du progrès des nations, aient plus d'une grande mission à remplir, bien que sur quelques points de l'étranger des événements sérieux se soient produits, la monarchie n'a été par aucune question de politique générale atteinte d'une façon compromettante pour l'œuvre de transformation intérieure où elle doit puiser sa force. La direction commune des affaires extérieures s'est constamment attachée à prévenir tout danger de cette nature, et partout où elle a été appelée à exercer directement ou indirectement son influence, elle l'a fait dans l'intérêt de la paix et dans le sens d'une solution conciliatrice des difficultés pendantes<sup>1</sup>.

Sur le terrain des questions allemandes, le Gouvernement Impérial Royal n'a rien eu à changer aux points de vue qui ont été déjà indiqués aux délégations dans le courant de janvier 1868. La justesse de ces points de vue paraît s'être imposée à la conviction générale d'une façon trop décisive pour qu'une tentative quelconque ait été faite, soit d'un côté, soit de l'autre, en vue de déterminer le Gouvernement de l'Empereur et Roi à dévier d'une attitude conforme aux conditions de la paix de Prague, loyalement acceptées par lui. Vis-à-vis de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, comme vis-à-vis des États Allemands du Sud, le Gouvernement Impérial et Royal a entretenu avec le soin le plus scrupuleux les relations amicales auxquelles il attache un grand prix. A ce point de vue, il lui importait d'établir en temps utile et d'une manière non équivoque que, tout en envisageant d'un œil favorable et bienveillant la fête des tireurs allemands célébrée à Vienne, fête dont il a dû se réjouir comme d'une manifestation de sympathies nobles et profondément enracinées, il n'a pas cessé de considérer cette fête comme une manifestation des nationalités de la monarchie entièrement volontaire, née et accomplie en dehors de l'influence du Gouvernement; qu'en conséquence, il doit protester à l'avance, avec toute l'énergie possible, contre toute conclusion que l'on pourrait inférer de la célébration de la fête des tireurs à Vienne au point de vue de la situation politique de la monarchie. Et, de même que le Gouvernement Impérial Royal s'est montré attentif à prévenir de nouveaux incidents qui auraient pu altérer ses relations d'amitié avec la Prusse, de même il a considéré que son caractère et ses aspirations conciliantes lui font aujourd'hui un devoir d'éviter, même en cette occasion qui s'offre à lui, tout ce qui touche à des reminiscences malheureuses, encore que ces souvenirs aient vivement préoccupé l'opinion publique. On approuvera sa résolution de renon-

1. Voir plus loin, n<sup>os</sup> 1, 4.



cer à de plus amples développements sur cette matière, afin de séparer de la politique du présent ce qui appartient au passé.

Toutefois, le Gouvernement Impérial commettrait une injustice s'il voulait signaler son attitude bienveillante vis-à-vis de ses voisins Allemands sans faire, en même temps, mention des sentiments de cordialité et d'attachement que, de leur côté, les populations allemandes qui habitent au delà de ses frontières, nourrissent pour l'Autriche, leur ancienne confédérée, sentiments qui survivent à la séparation. Le Gouvernement a recueilli, notamment dans les rapports de ses représentants, de nombreux témoignages de ce vif et chaud intérêt que l'on prend en Allemagne, comme d'ailleurs dans d'autres régions du monde civilisé, au développement prospère du droit et des libertés constitutionnelles dans les États gouvernés par la dynastie des Habsbourg. Envisageant cette sympathie comme un important gain moral, le ministère commun des affaires étrangères a eu à cœur de la tenir en éveil autant qu'il était en lui, notamment par le langage de ses organes accrédités, de la vivifier et de l'encourager en présence des commentaires pessimistes qu'ont fait surgir les difficultés de sa mission. Quelques faits suffiront à indiquer l'influence que le cabinet impérial s'est attaché à exercer dans ce sens<sup>1</sup>.

Peut-être est-ce ici le lieu de constater que c'est précisément grâce à cette sympathie universelle dont le développement constitutionnel de la monarchie austro-hongroise est entouré, que le ministère commun des affaires extérieures a pu écarter ou tout au moins neutraliser, aussi complètement qu'il l'a fait, les protestations des intéressés étrangers contre les mesures financières prises au sujet de la réduction de l'intérêt et de l'unification de la dette publique<sup>2</sup>.

Pour revenir aux affaires allemandes, il faut encore constater qu'un changement des relations diplomatiques, devenu nécessaire par suite de la situation créée par les derniers événements, s'est produit en ce sens que S. M. le roi de Prusse a, dans le courant de décembre 1867, accrédité son ambassadeur à Vienne en qualité de représentant de la Confédération de l'Allemagne du Nord près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et que, d'autre part, l'ambassadeur de l'empereur et roi a été à Berlin accrédité en outre près S. M. le roi de Prusse pour les affaires dans lesquelles le roi de Prusse agit au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Un changement analogue s'accomplit en ce moment dans les représentations consulaires.

*Nord-Slesvig.* — En ce qui concerne l'affaire du Nord-Slesvig, le gouvernement impérial est resté complètement fidèle à sa manière de

1. Voir nos 5 à 9. — 2. Voir nos 10-11.

voir; indiquée dans des communications antérieures. Dans l'article 5 du traité de Prague, qui n'est pas né à son instigation et par lequel il a reçu une promesse à l'accomplissement de laquelle ce n'est pas lui-même, mais un tiers qui est intéressé, il n'a pu voir aucun motif d'exercer dans aucun cas une initiative positive, une pression peut-être préjudiciable à ses rapports avec les puissances directement intéressées. Mais, d'autre part, il n'a jamais désavoué la position qu'il occupe comme ayant stipulé ledit article, mais a cherché à en profiter en toute occasion, pour exercer par son langage une action modératrice sur les prétentions opposées, et pour recommander aux parties intéressées de résoudre en temps opportun, dans leur propre intérêt, ce point de contestation. On peut donc dire qu'aucune partie de la responsabilité ne lui incomberait si, la question du Nord-Slesvig restant ouverte plus longtemps, il devait en résulter jamais un danger pour le caractère pacifique de la situation générale<sup>1</sup>.

*Espagne.* — Aussitôt après l'explosion du mouvement espagnol, le gouvernement de S. M. l'Empereur et Roi se rendit compte d'une manière parfaitement claire de l'attitude qu'il devra prendre à cet égard. Ses intérêts veulent qu'il reste avec l'Espagne dans des rapports aussi amicaux que possible. Il appartient donc au Gouvernement de manifester de la sympathie pour la prospérité et l'indépendance de ce pays, mais non des tendances qui pourraient paraître exercer une influence directe ou indirecte sur la forme de son gouvernement.

Le Gouvernement de Sa Majesté Apostolique n'attend donc que la constitution d'une forme de gouvernement définitive pour reprendre immédiatement les relations diplomatiques régulières; mais en attendant, le chargé d'affaires impérial à Madrid a été chargé de s'exprimer dans le sens indiqué, et en même temps de suivre des relations officielles avec le Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement a eu la satisfaction de se trouver tout à fait en cela sur la même ligne que les autres grandes puissances<sup>2</sup>.

## II

### AFFAIRES D'ORIENT.

L'état des choses dans l'empire ottoman a, dans le courant de l'année dernière et dans les premiers mois de cette année, soumis à de dures épreuves le Gouvernement de S. M. le sultan, et si, sur quelques

1. Voir n° 12. — 2. Voir n° 13-14.



points de l'empire, la lutte a pris un caractère si menaçant qu'il a fallu recourir à un grand développement de forces pour défendre l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Turquie, il est également vrai que, dans le courant de l'été 1868, des événements aussi sérieux ont fait subir à la situation telle qu'elle a été jusqu'ici, un changement qui, bien que peu menaçant en apparence, n'en est pas moins digne de remarque au fond.

Dans le courant de l'été, la lutte dans l'île de Crète a passé à l'état chronique<sup>1</sup>.

La Turquie s'était surtout proposé d'empêcher l'explosion des hostilités sur un terrain plus étendu et de favoriser autant que possible le retour des Crétois fugitifs<sup>2</sup>.

Et comme la tentative faite par une bande armée pour faire soulever la Bulgarie a échoué devant les mesures prises avec une extrême rigueur par le Gouvernement turc, la lutte n'est engagée nulle part ouvertement et avec force ; toutefois, l'état dans lequel se trouve la péninsule des Balkans renferme tous les germes d'une crise permanente qui, abstraction faite des dangers qu'elle présente pour la paix de l'Europe, est d'autant plus regrettable qu'elle entrave continuellement les efforts du Gouvernement de S. M. le sultan pour marcher dans la voie des réformes et pour réaliser le développement des ressources matérielles et morales de l'empire.

Toutes ces circonstances ne pouvaient donc manquer d'éveiller aussi à un haut degré l'attention du Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale.

Par suite des obligations internationales qui, en vertu de l'article VII du traité de paix de Paris, font du respect de l'indépendance de l'intégrité territoriale de l'empire ottoman une question d'intérêt commun, toute tentative ayant pour but de troubler violemment l'ordre dans l'État des balkans est à considérer comme un événement grave pour la paix européenne, et un pareil événement ne peut qu'affecter vivement la monarchie de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Ainsi, si les événements qui s'étaient produits dans les provinces éloignées de l'empire turc, avaient déjà une haute importance pour la monarchie austro-hongroise, cette importance devenait surtout incontestable pour le cas où le danger d'un conflit violent, ou d'un mouvement tendant à ébranler les droits de suzerain du sultan surgirait dans les parties de l'empire turc qui, touchant aux confins des pays de Sa Majesté Impériale et Royale, entretiennent avec ces derniers de fréquents rapports. Tout ébranlement ou toute modification de la

1. Voir n° 15 à 22.

2. Voir n° 23 à 29.

situation de ces pays réagit infailliblement sur la situation intérieure de la monarchie.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique doit en conséquence accueillir avec les plus vives sympathies et appuyer chaleureusement toutes les concessions faites par le sultan, relativement à l'organisation intérieure et au développement des parties de l'empire ottoman qui touchent à nos frontières en vue d'assurer le bien-être matériel et moral de ces pays, car ces concessions renforcent non-seulement la confiance dans les intentions de la Porte, mais elles préviennent aussi toute tentative désespérée des populations de ces pays pour améliorer elles-mêmes leur sort<sup>1</sup>.

Sous ce rapport, l'expérience pourrait confirmer qu'à S. M. le sultan et ses hommes d'État reconnaissent que, si l'on réussissait à mettre les tendances nationales et les intérêts de ces provinces en connexion intime avec les droits de suzeraineté de la Porte, cette solution serait le plus ferme appui et la plus sûre garantie de l'avenir de la Turquie.

Les événements en Serbie et leurs conséquences justifient cette manière de voir.

L'intérêt de la monarchie austro-hongroise à voir se développer paisiblement, dans l'intérêt de la prospérité nationale, toutes les forces dont il faut tenir compte, puisqu'elles constituent les éléments les plus importants de l'organisation future de l'Empire ottoman, se ressentit vivement de l'événement émouvant qui arracha le prince Michel Obrenovich à son pays. La Serbie devait aux actes d'un prince éclairé, sérieux et conscient de sa tâche, une ère de tranquillité presque parfaite et de progrès salulaire.

La mort violente du prince Michel aurait pu facilement entraîner de grands dangers pour la Serbie. L'attitude modérée de la nation serbe a pu seule empêcher la catastrophe qui avait soudain frappé le pays de devenir le signal d'une pernicieuse anarchie.

Reconnaissant clairement ce qu'il y avait à faire en présence d'une si grande perte, l'Assemblée des représentants de la nation s'efforça de donner aux pouvoirs publics la plus solide garantie de l'autorité légale; elle proclama prince le successeur appelé à régner par loi d'hérédité, lequel fut immédiatement confirmé par la puissance suzeraine. On sait que pendant la minorité du prince un conseil de régence, composé des hommes les plus considérés dans le pays, gère l'administration.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur et Roi a pu se féliciter d'apprendre que le sultan, appréciant dignement l'importance des droits

1. Voir nos 30 à 34.



héréditaires de la famille suzeraine de la nation serbe, ainsi que l'attachement des Serbes à ces droits, avait accordé sans délai la confirmation suzeraine et donné par là une nouvelle preuve de sa confiance. Cette preuve était de nature à raffermir encore les bases des relations sincères qu'avait créées entre la Serbie et la Sublime-Porte l'évacuation de la forteresse de Belgrade.

Les rapports de bon voisinage qui avaient toujours existé entre le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale, se sont conservés aussi depuis que le prince Milano a succédé au prince Michel<sup>1</sup>, et ce gouvernement, partageant les augustes sentiments de Sa Majesté, a vivement à cœur de prouver que l'Empire austro-hongrois est l'ami le plus sincère et le plus désintéressé de la Serbie. C'est pourquoi les rapports réciproques respirent l'esprit d'une prévenance ouverte et amicale, et des négociations pendantes en ce moment ont pour but de régler une série de questions politico-commerciales et judiciaires également importantes pour la Serbie et l'Autriche.

Les négociations ont été entamées aussi il y a longtemps avec le Gouvernement des Principautés réunies de la Moldo-Valachie: elles étaient destinées à régler de concert avec la Roumanie, plusieurs questions commerciales et administratives. Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique s'est constamment efforcé de vouer à ces questions sa plus vive sollicitude, afin de prouver aussi de nouveau par là qu'il n'a jamais cessé d'attacher un haut prix aux relations amicales avec le Gouvernement du prince Charles, et qu'il était volontiers prêts à ouvrir les délibérations désirées; il reconnaissait que le règlement de ces questions aurait pour effet de cimenter puissamment les bons rapports entre deux pays unis l'un à l'autre par tant d'intérêts réciproques.

Le Gouvernement de Sa Majesté peut constater avec satisfaction que quelques-unes de ces questions pendantes ont été heureusement réglées: les résolutions de la conférence sur les tarifs télégraphiques sont déjà ratifiées.

Les négociations sur le règlement du système postal dans les Principautés touchent à un heureux dénoûment. De plus, des négociations pendantes sont destinées à relier les chemins de fer austro-hongrois aux chemins de fer projetés dans les Principautés et le Gouvernement de Sa Majesté s'efforce vivement d'écarter pour sa part toutes les difficultés dont la disparition serait propre à raviver les relations commerciales directes en facilitant le trafic sur la frontière.

Quant à la question importante de la juridiction consulaire et de son règlement, elle est l'objet de l'examen le plus minutieux, et une

1. Voir n° 35 à 46.

solution définitive et basée sur une juste appréciation du système judiciaire dans les principautés danubiennes, est d'autant plus probable que toutes les puissances ont voué leur attention à cette question, et qu'elle a déjà donné lieu à des négociations sérieuses et approfondies. L'importance et l'étendue considérable de nos rapports commerciaux ainsi que le grand nombre des sujets et protégés de la monarchie austro-hongroise dans les principautés danubiennes font de cette question une affaire d'une gravité exceptionnelle.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît en principe avec le Gouvernement moldo-valaque qu'un règlement de la juridiction consulaire est désirable, mais il ne pouvait, sans léser gravement les intérêts commerciaux de la monarchie, et sans provoquer par là la stupefaction légitime du monde commercial, régler précipitamment cette question. Il s'efforce, toutefois, de découvrir la base d'un arrangement dans ce sens, et il ne doute pas que, si les institutions judiciaires dans les Principautés garantissent une procédure judiciaire régulière, cette question ne soit résolue à la satisfaction des deux parties.

Dans le courant de l'été, il s'est présenté plusieurs cas où le Gouvernement moldo-valaque a refusé de satisfaire à nos exigences, ensuite des procédés arbitraires et des rapports contradictoires de plusieurs autorités subalternes. Mais le Gouvernement de Sa Majesté peut constater avec tranquillité que, dans tous ces cas, ses vues ont été finalement reconnues comme répondant à la vérité et fondées en droit.

L'intolérance religieuse qui se manifeste dans plusieurs classes de la population moldo-valaque a été cause des excès regrettables qui, dans plusieurs villes et villages, étaient dirigées contre les israélites, et qui offraient un exemple aussi punissable que flétri par l'improbaton du monde civilisé.

Des considérations d'humanité non moins que cette circonstance que des sujets de Sa Majesté se trouvaient parmi les victimes de ces excès, ont imposé aux consuls impériaux le devoir de protéger les persécutés et les exilés et de s'employer à réclamer des indemnités en leur faveur au Gouvernement du Prince <sup>1</sup>. C'est grâce à leur influence, qui a été énergiquement appuyée par les consuls de France, d'Angleterre et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, que les israélites persécutés ont obtenu secours et indemnité.

On ne saurait passer sous silence, on doit même constater avec satisfaction l'empressement que le Gouvernement des Principautés a mis à reconnaître, en présence des preuves irréfragables qui lui étaient

1. Voir n° 47 à 83.



fournies, combien la conduite de nos consuls avait été circonspecte et combien leurs réclamations étaient fondées, et à donner pleine satisfaction à leurs réclamations.

Un fait de la plus grande portée, au point de vue du maintien des bonnes relations entre la Sublime-Porte et le Gouvernement des Principautés, résulte de l'invasion en Bulgarie de bandes armées qui avaient été organisées sur le territoire moldo-valaque <sup>1</sup>. Lors même que le nombre relativement faible de ces aventuriers n'a pu ébranler la puissance ni le prestige de la Turquie dans cette province, et bien que le soulèvement projeté de la Bulgarie ait échoué complètement par suite des mesures extrêmement énergiques prises par les gouverneurs de cette région et de l'indifférence de la population, il n'est pas douteux que la tiédeur avec laquelle le Gouvernement des Principautés s'est mis à l'œuvre en vue d'empêcher la formation de ces bandes ne semble de nature à inspirer de sérieuses appréhensions sur la question de savoir si le Gouvernement des Principautés a la bonne volonté sincère de maintenir avec la Porte les relations qui, aux termes de traités solennellement conclus, et notamment des articles 22 et 23 du traité de Paris de 1856, doivent être la condition fondamentale du maintien de l'existence politique des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, condition garantie par les puissances signataires dudit traité et si, en lui supposant cette bonne volonté, il conserve encore la puissance de l'exécuter en présence de la surexcitation qui règne dans le pays lui-même.

L'incident signalé plus haut laisse admettre que le doute est permis sur cette question. En conséquence, si l'existence de ce fait serait déjà suffisante en soi pour éveiller à un haut degré les plus sérieuses appréhensions des puissances, son importance serait encore accrue par la précipitation avec laquelle on procède depuis un temps assez long dans les Principautés à des armements et à des préparatifs militaires qui ne sont nullement en proportion avec les nécessités de la défense intérieure, telles qu'elles sont précisées dans l'article 23 du traité de Paris, et qui dépassent de beaucoup les besoins réels et positifs d'un pays qui n'est menacé par aucun côté et qui d'ailleurs est protégé contre toute attaque, de quelque part qu'elle vienne, par la garantie des puissances <sup>2</sup>.

Le danger qui résulte de cet état de choses ne devrait également pas échapper à l'attention du Gouvernement des Principautés. Ce danger pourrait devenir compromettant pour le développement prospère de ce pays, car, par l'ébranlement de la situation qui leur a été créée par les traités internationaux, ils s'exposeraient eux-mêmes à

1. Voir n° 84 à 101. — 2. Voir n° 102 à 111.

perdre les privilèges que leur confèrent les mêmes traités, privilèges sans lesquels ils ne réussiront jamais à établir sur une base aussi indépendante qu'ils peuvent le faire en leur situation actuelle, le développement et la consolidation de leurs libertés intérieures ainsi que le bien-être de leurs habitants.

D'ailleurs, le Gouvernement de Sa Majesté est bien éloigné de l'intention de déduire du mouvement animé qui se manifeste dans les Principautés la crainte justifiée de l'éminence d'une perturbation violente de la position que les traités font à ces pays vis-à-vis de la Porte ou des rapports de bon voisinage; mais il a néanmoins pleine conscience de la nécessité indispensable de suivre d'un œil attentif la situation sur nos frontières, et dans l'accomplissement de cette mission, le Gouvernement de Sa Majesté ne se laissera guider que par les considérations que commandent la dignité et la sûreté de la monarchie, la protection de ses nationaux et le maintien des obligations contractées par les traités.

### III

#### NÉGOCIATIONS AVEC LE SAINT-SIÈGE.

Plusieurs dispositions du Concordat conclu entre le Saint-Siège et le Gouvernement de S. M. l'Empereur et le Roi ont été, depuis leur origine, l'objet d'une opposition, laquelle, depuis les événements de l'année 1859, a pris un caractère beaucoup plus intense et énergique.

Le Gouvernement Impérial et Royal ne pouvait pas laisser ce fait inaperçu, et déjà durant la période suivante de l'administration des affaires publiques elle a manifesté le désir sérieux de faire admettre par le Saint-Siège la possibilité de la révision du Concordat. Cependant, comme les négociations dont on vient de parler et qui ont été ouvertes avec Rome durant l'administration du cabinet dont l'avènement a eu lieu vers l'année 1861 et que ces négociations ont eu lieu en dehors du Ministère des affaires étrangères, elles ne peuvent pas faire partie du présent exposé.

Les démarches multiples qui avaient été faites dans ce sens étaient restées encore sans succès, lorsque s'opéra la transformation profonde de l'organisation intérieure de la monarchie. Cette transformation indiquait tout naturellement la nécessité d'une modification du Concordat en le plaçant en même temps carrément sur l'avant-plan.

Personne ne pouvait méconnaître que le rétablissement de la

Constitution hongroise d'une part, et le retour, dans les autres parties de la monarchie au droit constitutionnel d'autre part, n'eussent détruit décidément les bases légales de l'application pratique du Concordat.

Personne ne pouvait contester que l'intérêt public ne réclamât impérieusement de faire cesser les contradictions qui s'étaient manifestées entre l'ancienne et la nouvelle législation.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur et Roi n'a point méconnu cette nécessité. Il n'entre pas dans le cadre du présent exposé de faire connaître la position que le Gouvernement prit vis-à-vis du Reichsrath, dans lequel la question avait déjà revêtu la forme de propositions présentées, cet exposé ne pouvant avoir pour objet que les actes du Ministère des affaires étrangères. Mais la première déclaration qui fut faite par le Ministre de la justice et Chef du ministère du culte et de l'enseignement d'alors, au nom du ministère entier, était un motif de plus pour ouvrir des négociations avec Rome, qu'à cette époque le Ministre des affaires étrangères était encore membre et président du même ministère.

Le baron de Hubner, alors ambassadeur Impérial Royal à Rome, fut appelé en effet dans le courant de l'été de 1867 à Vienne, pour prendre part à des pourparlers qui avaient pour objet des négociations éventuelles avec Rome.

Seulement ces pourparlers faisaient prévoir précisément les difficultés les plus considérables; ils faisaient prévoir en outre que le Saint-Siège ne se montrerait accommodant que sur des questions de détail. A cela étaient venues se joindre d'autres considérations qui étaient de nature à devoir faire comprendre au Ministère des affaires étrangères qu'il serait dangereux d'ouvrir déjà à cette époque des négociations précises.

La création d'un ministère spécial pour les royaumes et pays représentés au Reichsrath et qui serait en outre un ministère parlementaire, ainsi que la conclusion de l'arrangement avec la Hongrie étaient alors imminentes. La solution de la question confessionnelle alors en litige ne pouvait pas être distraite de ce ministère.

Le Ministère des affaires étrangères manquait par conséquent de toute base pour des négociations de nature à couvrir sa responsabilité. D'ailleurs, si ce ministère avait voulu ouvrir déjà à cette époque, c'est-à-dire dans la seconde moitié de l'année 1867, les négociations au moyen de propositions positives, il aurait ajouté encore aux difficultés de la situation celles de démêlés diplomatiques. Car il n'est guère douteux que dans ce cas le Ministère aurait été exposé au péril soit de provoquer par ses propositions non acceptées des exigences nouvelles et plus énergiques, soit de voir repousser ses propositions acceptées par le Ministère qui serait arrivé dans l'entretemps au pouvoir.



Ce coup d'œil rétrospectif est nécessaire parce que ces retards ont été reprochés à Rome au Gouvernement Impérial Royal, et en outre, parce que même dans le pays des voix se sont parfois fait entendre pour invoquer ces retards comme une preuve de l'absence d'une sollicitude opportune.

Dans l'entretemps le Gouvernement Impérial et Royal a pu constater que la transformation profonde qui s'était opérée dans la situation générale exigeait également une modification dans le personnel de la représentation de Sa Majesté à Rome. Le baron de Hubner fut rappelé, le comte Crivelli fut désigné comme son successeur.

Les instructions données au nouvel ambassadeur, qui partit vers la fin de l'année pour son poste, forment le point de départ des dernières négociations et ouvrent la série de documents publiés dans le présent recueil <sup>1</sup>.

La teneur de ce document et des autres dépêches adressées au comte Crivelli, montrent clairement que deux principes ont décidé de l'attitude à observer par le Gouvernement Impérial Royal dans les négociations avec Rome <sup>2</sup>.

Ces principes étaient, d'abord, qu'une entente avec le Saint-Siège offrirait la solution la plus heureuse et la plus désirable de la question, parce qu'elle embrasserait en même temps l'aplanissement des causes premières du conflit en enlevant toute base aux passions qu'il fallait s'attendre avec la plus grande certitude à voir exciter par les adversaires du régime actuel.

Au surplus, l'attitude ferme du Gouvernement Impérial Royal, sans exclure toutefois l'observation absolue des formes nécessaires; cette attitude, disons-nous, devait convaincre le Saint-Siège que Sa Majesté et son Gouvernement avaient résolu irrévocablement de conduire les réformes intérieures à une solution féconde, et qu'aucune résistance ne parviendrait à entraver sa marche dans cette voie.

Il s'agissait de faire comprendre de la manière la plus positive à Sa Sainteté que le mouvement contre le Concordat, en Autriche, n'est point l'œuvre d'un seul ou d'un parti, mais que ce mouvement était sorti, naturellement, nécessairement de l'état général des choses, de la nature de la tâche que s'était imposée l'empire.

Le comte Crivelli était chargé, en négociant avec le Saint-Siège, de ne pas se départir de cette manière d'envisager les choses et de la faire accepter.

Cette opinion devait inspirer au Gouvernement Impérial Royal tout naturellement le désir et la proposition que le Saint-Père accéderait à

1. Voir nos 112. — 2. Voir nos 114-116.

une suppression complète du Concordat, tout en faisant entrevoir en même temps sa disposition à établir un arrangement nouveau et qui répondrait davantage à l'esprit et aux besoins du régime actuel en Autriche.

L'accueil que rencontrèrent les premières ouvertures du Gouvernement Impérial Royal dans ce sens n'était pas de nature à faire espérer beaucoup pour une solution favorable de la question <sup>1</sup>.

Cependant, malgré la vivacité avec laquelle le Saint-Siège repoussa l'idée d'une suppression préalable du Concordat, il était prêt à admettre la possibilité d'une révision partielle et à exprimer le vœu de recevoir l'expression dans des formes plus précises et plus concrètes des prétentions du Gouvernement Impérial Royal.

Il a été fait droit à ce désir au moyen d'un mémoire que le comte Crivelli a été chargé de remettre au Gouvernement papal. Cet office avait été élaboré en conformité exacte avec un exposé qui avait été fait par le Ministre du culte et de l'instruction en prenant pour point de départ les délibérations préalables au Conseil des Ministres cisleithan.

Cet exposé avait été remis au Ministre des affaires étrangères et faisait ressortir spécialement la série d'articles du Concordat qui était en opposition avec la nouvelle législation.

Malheureusement la réponse du Saint-Siège n'a pas pu servir de point de départ soit à un arrangement ultérieur, soit à la continuation fructueuse des négociations <sup>2</sup>. Cette réponse se bornait, en effet, à qualifier les bases proposées comme autant de contradictions avec les principes de l'Église.

Durant cet échange d'idées, le Reichsrath avait élaboré les lois dites confessionnelles et qui devaient être soumises alors à la sanction souveraine.

Dans cet état de choses, l'espoir d'arriver d'accord avec Rome à une modification radicale du Concordat était déçu; la tâche qui s'imposait alors au Gouvernement Impérial Royal résulte des points que voici <sup>3</sup> :

1° Il s'agissait d'abord d'exposer de nouveau au Saint-Père l'enchaînement des faits qui avait créé l'état actuel des choses;

2° Il s'agissait de faire disparaître les préjugés et de détruire les appréhensions apparentes qui ne voulaient découvrir dans les nouvelles lois que le prélude d'une série de mesures hostiles à la religion et à l'Église catholique;

3° Il importait d'éviter que la reconnaissance des lois confessionnelles ne devint le signal d'une rupture tout aussi funeste pour les

1. Voir nos 113-115. — 2. Voir nos 117-118. — 3. Voir nos 119 à 124.

intérêts de l'État que pour ceux de l'Église, une rupture qui contribuerait à augmenter les difficultés que le nouvel ordre de choses rencontre déjà aujourd'hui en grand nombre ;

4° Il importait d'établir, autant que possible, un *modus vivendi* qui permettrait un arrangement des relations entre l'Église et l'État sur la base de la nouvelle législation.

Le baron de Meysenbug, sous-secrétaire d'État au ministère commun des affaires étrangères, fut envoyé à Rome afin de travailler dans ce sens <sup>1</sup>. En ce moment sa mission était d'autant plus justifiée que la mort du comte Crivelli et la haute importance de la question dont il s'agissait avait rendu nécessaire la représentation de S. M. l'Empereur et Roi près de la cour romaine par un fonctionnaire d'un rang plus élevé.

Dans la situation d'alors, les instructions qu'emporta le baron de Meysenbug à Rome devaient partir de l'hypothèse que le Saint-Père se verrait obligé d'élever des objections contre les nouvelles lois. Mais la tâche de l'envoyé extraordinaire impliquait d'obtenir que ces objections fussent revêtues de formes dont la nature exclurait la nécessité d'une rupture diplomatique et laisserait subsister la possibilité d'une entente.

M. de Meysenbug s'attacherait en outre à exposer clairement la liberté et l'autonomie garanties à l'Église par les lois fondamentales et qui forment une large compensation pour les droits qu'elle pourrait perdre éventuellement par la désuétude du concordat.

Il s'attacherait en outre à obtenir que les instructions, que l'évêque autrichien réclamerait du Saint-Siège, fussent conçues, autant que possible, dans un sens conciliant, parce que le Gouvernement Impérial Royal devrait reconnaître dans des instructions de cette nature le meilleur moyen pour lui permettre également d'appliquer les lois avec la plus grande modération.

L'accueil qu'avait rencontré le baron de Meysenbug à Rome avait permis au Gouvernement de Sa Majesté de concevoir l'espoir que la cour de Rome s'était rapprochée essentiellement d'une saine appréciation de l'état des choses en Autriche et qu'elle n'avait pas perdu l'espérance de voir aplanir les difficultés que le Gouvernement Impérial Royal avait à vaincre en voulant concilier des intérêts aussi contradictoires <sup>2</sup>.

La protestation contre les lois du 25 mai que le nonce apostolique avait remise au ministre des affaires étrangères semblait ne pas excéder les limites de la modération sur laquelle on avait compté. M. Facinelli constatait, il est vrai, dans des termes mesurés d'ailleurs, l'incompa-

1. Voir n° 125. — 2. Voir n°s 128-129.

tibilité des nouvelles lois avec une série de dispositions du concordat, mais la Note de Son Excellence ne permettait sous aucun rapport d'en déduire l'intention d'amener une rupture sérieuse <sup>1</sup>.

Le Gouvernement de Sa Majesté y répondit par l'entremise du ministre des affaires étrangères d'une manière qui offrait des chances encore plus favorables pour la possibilité d'un rapprochement. La réponse évitait de la façon la plus soigneuse de donner à l'échange d'idées un caractère d'irritation ou de tension; elle tenait au contraire, vis-à-vis du Saint-Père, le langage le plus conciliant possible <sup>2</sup>.

Les communications arrivées bientôt après de Rome n'en annoncèrent pas moins que, malgré les démarches de notre ambassadeur, l'allocation papale, qui était alors en préparation, renfermerait une série de qualifications sérieuses adressées au Gouvernement de Sa Majesté <sup>3</sup>.

Le Gouvernement crut devoir appeler l'attention du Gouvernement de Sa Sainteté au moyen d'une dépêche adressée au baron de Meysenbug, sur les périls auxquels sa propre cause serait exposée, si le Saint-Père persistait à se mettre en opposition avec les sentiments des populations de l'Autriche au moyen d'une manifestation inopportune <sup>4</sup>. Lorsque cette dernière déclaration arriva à Rome, le texte de l'allocation était déjà définitivement arrêté <sup>5</sup>.

La teneur de l'allocation a justifié les appréhensions exprimées dans la dépêche et réveillé le mouvement qui venait de se calmer. Le Gouvernement Impérial Royal ne s'est pas laissé décider, par l'immixtion de l'allocation dans des questions et dans un domaine qui n'appartenaient certainement point à la compétence du Saint-Siège, à se départir de l'esprit de modération et de circonspection dont il s'est inspiré pendant toute la durée des négociations; seulement le Gouvernement a considéré comme impérieusement nécessaire de repousser énergiquement les attaques dirigées contre les lois fondamentale de l'État et de marcher avec fermeté dans la voie où il s'était engagé. Le Gouvernement croit avoir répondu à cette tendance dans sa dépêche du 3 juillet qui termine la série de documents relatifs aux négociations avec Rome <sup>6</sup>.

---

1. Voir n° 126. — 2. Voir n° 127. — 3. Voir n° 130. — 4. Voir n° 131. — 5. Voir n° 132-133. — 6. Voir n° 134-135.



## CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES.

## I

## AFFAIRES ALLEMANDES.

N<sup>o</sup> 1.

**Le baron de Beust au comte Kalnoky à Londres.**

Vienne, le 21 janvier 1868.

Monsieur le comte,

Par votre rapport du 15 de ce mois vous me rendez compte d'une conversation que vous avez eue avec lord Stanley au sujet des espérances que sa Seigneurie fonde sur les dispositions conciliantes manifestées dans ces derniers temps par le cabinet de Berlin.

Le principal secrétaire d'État constate avec plaisir le rapprochement qui semble s'opérer entre Paris et Berlin; il relève avec encore plus de satisfaction les sentiments amicaux de la Prusse à l'égard de l'Autriche; il croit savoir enfin que le comte de Bismarck n'a nullement l'intention d'appuyer une politique aventureuse en Orient. Lord Stanley voit dans ces tendances une garantie du maintien de la paix générale et il désire tout spécialement voir dans ce but l'Autriche seconder le désir de la Prusse de rétablir une parfaite intelligence dans leurs relations.

Je ne puis qu'approuver entièrement, monsieur le comte, le langage que vous avez tenu en réponse aux observations de lord Stanley. Le Gouvernement Impérial et Royal n'a jamais varié dans son désir de contribuer, autant qu'il est en son pouvoir, au maintien de la paix. Il apprécie toute l'importance des bons rapports qu'il entretient avec le Gouvernement prussien, et a soigneusement écarté de sa politique tout acte qui aurait pu sembler inspiré par un sentiment de rancune. Vous pouvez assurer lord Stanley que nous comptons agir de même dans l'avenir et que nous accueillerons avec un sincère empressement toute démarche prévenante du Gouvernement prussien. Nous ne de-



mandons pas mieux que de constater à Berlin des dispositions aussi amicales que celles dont vous a parlé le principal secrétaire d'État. Mais aucun fait nouveau ne s'est produit dans les derniers temps qui puisse provoquer de notre part un témoignage particulier de satisfaction.

Quant à l'intention prêtée à M. de Bismarck de ne pas offrir un appui à une politique orientale contraire à la nôtre, nous souhaitons vivement qu'il en soit ainsi, mais nous ne voyons pas encore que cette supposition soit corroborée par des faits. Lors de la déclaration identique sur les affaires de Crète provoquée par la Russie, la Prusse avait d'abord hésité à se joindre aux trois autres Cours. Ce n'est qu'après avoir su que l'Angleterre et l'Autriche s'abstenaient de participer à cette démarche, que le cabinet de Berlin s'y est associé. Depuis ce temps bien que la France ait témoigné qu'elle se rapprochait du point de vue de l'Autriche et de l'Angleterre, la Prusse n'a pas, à ce que je sache, montré qu'elle suivait cet exemple. J'ignore donc encore sur quelle base lord Stanley fonde ses appréciations, tout en les apprenant avec la plus vive et la plus sincère satisfaction. J'ajouterai seulement ici, à cette occasion, que l'Angleterre me paraît appelée en première ligne, et plus que l'Autriche, à exercer une influence sur l'attitude de la Prusse dans les affaires d'Orient. C'est surtout en prêchant, pour ainsi dire, d'exemple et en se montrant elle-même disposée à déployer en Orient une action déterminée, comme elle vient de le faire à Belgrade, que l'Angleterre peut rallier la Prusse à une politique conforme à nos vues. Plus l'Angleterre prendra une part active aux efforts qui se font pour maintenir la paix ainsi que l'intégrité de l'Empire ottoman, et plus le Gouvernement prussien hésitera à s'engager sur un terrain où des conflits peuvent naître. Là où la Prusse ne verrait peut-être pas d'inconvénient à se trouver en désaccord avec l'Autriche seule, ou même avec l'Autriche jointe à la France, elle y regardera à deux fois avant d'entraver ainsi l'action décidée de l'Angleterre. Une initiative plus vigoureuse de cette dernière en Orient, une opposition plus ferme contre toute tendance subversive aurait sans doute pour résultat d'amener le Gouvernement de Prusse à seconder dans ses rapports avec Saint-Pétersbourg nos vues et nos intérêts. Le Cabinet de Berlin considérerait assurément toute explosion en Orient comme un danger à éviter, s'il était persuadé que l'Angleterre ne resterait pas simple spectatrice des événements et prendrait parti contre les perturbateurs de la paix. Du moment où le Gouvernement britannique fera entrer le Gouvernement prussien franchement dans cette voie, il nous aura facilité prodigieusement la tâche qu'il nous destine et dont nous comprenons parfaitement l'importance.

Veuillez, monsieur le comte, profiter de la première occasion qui se présentera pour vous exprimer confidentiellement dans ce sens envers le principal secrétaire d'État.

Recevez, etc.,

*Signé* : BEUST.

---

N<sup>o</sup> 2.

**Le comte Kalnoky au baron de Beust.**

Londres, le 28 janvier 1868.

Monsieur le ministre,

Conformément aux ordres de Votre Excellence, je me suis empressé de chercher une occasion pour entretenir le principal secrétaire d'État des importantes réflexions contenues dans la dépêche du 21 courant et que Votre Excellence rattache à quelques observations, que lord Stanley a énoncées envers moi sur les dispositions conciliantes manifestées dans les derniers temps à Berlin et sur les tendances qu'on y affichait d'établir une entente plus intime avec le Cabinet de Vienne.

J'ai cru ne pouvoir mieux faire que de lire à Sa Seigneurie, à titre tout confidentiel, la dépêche entière que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 21 courant.

Lord Stanley écouta la lecture avec beaucoup d'attention. Le passage où, après avoir exprimé les bonnes dispositions que toute démarche prévenante de la Prusse rencontrerait auprès du Cabinet Impérial et Royal, il est constaté qu'aucun fait nouveau ne s'est produit qui puisse provoquer, de notre part, un témoignage particulier de satisfaction, a paru faire une certaine impression sur Sa Seigneurie.

Quand j'avais achevé, lord Stanley, glissant sur les bonnes intentions de la Prusse à notre égard, me répéta qu'il avait lieu de croire que M. de Bismarck désire sincèrement la paix et qu'il n'encourage nullement une politique tendant à forcer les événements en Orient. Il ajouta qu'il partage beaucoup les idées exprimées par Votre Excellence au sujet de l'influence que l'Angleterre était appelée à exercer dans les affaires orientales. Il reconnaît l'effet salulaire de l'action exercée à Belgrade, mais il préfère ne pas devancer les événements ; il croit que l'impression qu'on produit n'en est que plus forte, si l'on se réserve pour de rares et importantes occasions. Il entra ensuite dans les arguments connus de Votre Excellence avec lesquels il défend son sys-

tème d'abstention. Je crois cependant que Sa Seigneurie a compris les arguments lucides qui lui indiquent Berlin comme un champ fertile pour exercer une influence salutaire.

Veillez agréer, etc.

*Signé : KALNOKY.*

---

### N° 3.

#### **Le baron de Beust aux Ambassadeurs impériaux à Paris et à Londres.**

Vienne, le 25 février 1868.

La presse et l'opinion publique se sont assez émues dans ces derniers temps de l'affaire des passe-ports autrichiens délivrés à des émigrés hanovriens.

La réponse que j'ai donnée à l'interpellation qui m'a été récemment adressée par un membre des délégations de l'Empire fournit sur cet incident d'amples explications et justifie entièrement, à ce que je crois, la conduite tenue en cette occasion par le Gouvernement Impérial et Royal.

Votre Altesse (Votre Excellence) aura sans doute pris connaissance du texte de ce discours. Je puis me dispenser d'y ajouter un commentaire et vous n'avez qu'à représenter les faits tels que je les ai énoncés, pour réduire à leur juste valeur les bruits erronés, ou exagérés, qui ont été répandus.

On devait naturellement se préoccuper en Prusse, plus qu'ailleurs, d'une affaire qui était de nature à provoquer quelques explications entre les Cabinets de Vienne et de Berlin.

Je m'empresse, cependant, de dire que la correspondance échangée est toujours restée dans les termes de la modération. Nous avons, ainsi que Votre Altesse (Votre Excellence) le verra par les deux dépêches ci-jointes en copie, donné tous les éclaircissements qu'on pouvait désirer. En montrant par là le prix que nous attachions au maintien de nos bonnes relations, nous avons toutefois relevé le langage un peu vif des journaux prussiens et nous avons insisté pour qu'on reconnût que l'Autriche ne s'était point écartée de la ligne de conduite tracée par les devoirs internationaux.

Les télégrammes du comte de Wimpffen dont je joins également ici le texte, vous prouveront que cet incident peut désormais être regardé comme vidé d'une manière satisfaisante.

La dernière communication dont M. le baron de Werther a été chargé confirme ce que le comte de Wimpffen nous mande. Elle est conçue dans des termes amicaux et rend justice à notre attitude. Sans prétendre exercer aucune pression sur les déterminations éventuelles de la Cour Impériale, M. le comte de Bismarck fait seulement observer, et non sans raison, que le roi Georges, ainsi que son entourage devrait restreindre son action dans les limites qui sont les conditions indispensables de l'hospitalité qui lui est accordée.

Je me félicite de voir ainsi terminée une affaire qui aurait pu s'envenimer, si on y avait apporté des deux côtés moins de loyauté et d'esprit de conciliation.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

#### N° 4.

##### **Le baron de Beust aux Missions impériales et royales.**

Vienne, le 30 octobre 1868.

Les journaux et l'opinion publique se sont émus dans ces derniers temps des explications que j'ai données au comité de la Chambre des représentants chargé d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation militaire.

Les délibérations d'un comité portent en général le caractère d'une conversation confidentielle, et les paroles prononcées en pareille occasion sont donc bien loin d'avoir la valeur d'un langage officiel. De plus, n'étant point destinées à la publicité, elles ne sont pas recueillies par la sténographie, et si elles pénètrent pourtant par fragments dans le public, cette divulgation partielle et dénuée de tout contrôle authentique dénature le plus souvent le sens véritable des idées qui ont été exprimées. Même si quelque expression isolée se trouve exactement reproduite, du moment où elle est détachée, pour ainsi dire, du cadre qui l'entourait, elle ne représente plus fidèlement la pensée qui l'avait inspirée. Tel est le cas en ce qui concerne les assertions qui me sont prêtées, et en me fondant sur ces considérations j'aurais assurément le droit de refuser toute explication qui me serait demandée. Je pourrais d'autant mieux le faire, que ce n'est pas comme ministre, mais bien à titre de simple représentant, que je siége dans le comité dont j'ai été élu membre. Cependant le bruit qui s'est fait autour de mes paroles et le peu d'exactitude des relations qui circu-



lent, m'engagent à vous donner spontanément quelques indications pouvant servir à rectifier les appréciations erronées.

Je tiens avant tout à constater quel a été un des principaux arguments que j'ai employés pour recommander le projet de loi à l'adoption du comité. Ce que j'ai invoqué bien plus que l'aspect de la politique extérieure, c'est la nécessité d'une manifestation tendant à démontrer la solidité de notre nouvelle organisation intérieure. Je me suis appliqué à faire ressortir que rien n'était plus propre à atteindre ce but que de s'en tenir au projet de loi tel qu'il avait été adopté en Hongrie. En établissant ainsi entre les deux parties de la monarchie une conformité complète dans une question aussi vitale, on prouverait de la façon la plus éclatante que le dualisme n'exclue pas cette harmonie de vues et cette union de forces indispensables pour maintenir notre position de grande puissance.

J'ai fait ressortir de plus que les agitations dirigées contre nos institutions constitutionnelles se trouvaient alimentées par des influences étrangères spéculant sur la décomposition de la monarchie et que, pour leur retirer cet appui, il n'y avait pas de moyen plus efficace qu'une manifestation énergique des deux Parlements, faisant connaître leur ferme volonté de maintenir intact l'Empire.

Il est vrai, qu'indépendamment de cette considération, je n'ai pu me dispenser de jeter un coup d'œil sur la situation générale de l'Europe. Bien qu'en constatant à cette occasion nos relations amicales avec toutes les puissances, sans exception, et l'absence d'une cause immédiate de conflit, je n'ai pu me porter garant de la durée de l'état de paix actuelle. J'ai dû appuyer sur la nécessité où on se trouvait ici, comme dans tous les pays de l'Europe, de parer aux éventualités de l'avenir. Dans le désir, bien naturel de ma part, d'assurer au Gouvernement Impérial et Royal vis-à-vis de l'Europe toute l'autorité que donne la possibilité de disposer à un moment voulu de ressources militaires considérables, je ne pouvais pas, contrairement à la vérité, dépeindre la situation comme présentant toutes les conditions d'une sécurité complète et éternelle. J'ai dû encore appeler l'attention de mes auditeurs sur les armements qui se poursuivent ailleurs sur une grande échelle, et à cette occasion je n'ai pu m'empêcher de parler d'un pays voisin que les traités mettent à l'abri de toute invasion ou intervention et dont on a fait dans ces derniers temps un arsenal complet. Mais à part ces réflexions d'un ordre général qui ne pouvaient être plus alarmantes que ne le sont les articles quotidiens de la plupart des journaux, je n'ai pu énoncer aucune assertion de nature à semer l'appréhension ou à jeter des doutes sur nos intentions pacifiques. J'ai, au contraire, relevé, combien nos intérêts réclamaient le maintien de la paix, combien mes efforts avaient constamment tendu

vers ce but, combien nous avons fait preuve partout d'une sollicitude, poussée quelquefois jusqu'à l'abnégation, pour éviter et pour écarter tout sujet de conflit.

Si on m'attribue des paroles pouvant être interprétées dans un sens opposé, ou pouvant faire naître quelque incertitude sur l'état de nos relations avec d'autres puissances, ce n'est que par suite d'une erreur facile à expliquer quand on rétablit dans leur vrai jour et dans leur enchaînement naturel les phrases tronquées qui ont été répandues dans le public.

Je citerai ici deux exemples à l'appui de ce que j'avance.

On m'a fait dire que nos relations avec la Russie, bien que convenables, étaient restées un peu froides. En réalité, j'ai rappelé qu'à mon entrée au Ministère, je m'étais efforcé de renouer avec la Russie des rapports plus intimes que ceux qui existaient alors. J'avais suggéré dans ce but la révision de certaines stipulations du traité de Paris de 1856. Si, malgré cette démonstration et mon attitude conciliante, nos relations avec la Russie n'étaient pas empreintes d'autant de cordialité que je l'aurais voulu, il fallait en chercher la cause dans des circonstances indépendantes de ma volonté et en grande partie aussi dans des événements antérieurs à mon entrée aux affaires.

En ce qui concerne l'Italie, on m'a fait dire qu'elle n'était pas maîtresse de ses actions. Voici comment je me suis énoncé à cet égard.

J'ai exposé que nos relations avec le Gouvernement italien étaient aussi amicales qu'on pouvait le souhaiter. Si peut-être on allègue, ai-je ajouté, certaines agitations récentes à Trieste et dans le Tyrol méridional qui, malgré leur caractère hostile contre l'Autriche, n'ont pas été découragées ou désavouées par le Gouvernement italien aussi énergiquement qu'il était à désirer, il faut tenir compte des conditions intérieures de la Péninsule qui ne permettent pas toujours à son Gouvernement d'agir aussi librement à cet égard que le comporterait la sincérité de ses intentions loyales et pacifiques vis-à-vis de nous.

Dans l'un et l'autre cas, le sens de mes paroles est bien différent de celui qui leur a été prêté. Vous pouvez voir par ces exemples, combien il faut se défier des récits qu'on colporte et combien ils s'éloignent de la vérité.

Je vous abandonne, M. . . . . , le soin de vous servir des renseignements qui précèdent pour rétablir les faits sous leur vrai jour et réduire à leur juste valeur les bruits répandus. Je tiens essentiellement à ce qu'on ne se méprenne pas sur la portée de mes paroles et sur la sincérité des vues pacifiques qui guident la politique du Gouvernement Impérial et Royal.

Recevez, etc.'

*Signé: BEUST.*

N<sup>o</sup> 5.**Le comte Kalnoky au baron de Beust.**

Londres, le 6 janvier 1868.

Monsieur le Ministre,

En causant avec Lord Stanley sur la réorganisation constitutionnelle de l'Autriche, Sa Seigneurie m'exprima sa vive satisfaction de voir le Gouvernement et les Assemblées représentatives de l'Empire vouer, d'un commun accord, tous leurs efforts à régler et à consolider les lois organiques et s'occuper avec une sage sollicitude des affaires intérieures de la monarchie. Basée sur des principes libéraux et cimentée par une entente sincère, la reconstruction de l'Autriche lui paraît de bon augure pour son avenir, et il accompagne de ses vœux les efforts du Gouvernement dans la tâche ardue, mais glorieuse, qu'il a entreprise.

Je saisis cette occasion pour constater que les organes de la presse anglaise, de quelque couleur et opinion qu'ils soient, ont été unanimes à exprimer leur admiration de voir l'Autriche, après de si graves désastres, se régénérer si promptement et faire preuve d'une vitalité qui commande le respect. Ils rendent pleine justice à l'esprit éclairé et vraiment libéral qui a animé le Gouvernement impérial dans la réorganisation constitutionnelle de la monarchie et dont la nomination d'un ministère parlementaire démontre la sincérité d'une manière irrécusable.

Veuillez agréer, etc.

*Signé:* KALNOKY.N<sup>o</sup> 6.**Le comte Trauttmänsdorff au baron de Beust.**

Munich, le 17 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

Vers la fin du mois de mai, j'ai eu occasion de faire ressortir dans mon rapport que l'opinion publique était ici de nouveau moins disposée à croire au succès du développement de l'ordre des choses en Autriche et à la consolidation des nouvelles institutions.

Je puis aujourd'hui constater avec satisfaction que ces impressions n'ont pas seulement aujourd'hui complètement disparu, mais qu'elles ont même fait place à une opinion qui témoigne une ferme confiance, changement qui, dans ses motifs, est parfaitement d'accord avec ce que j'eus à représenter à cette époque comme justifiant alors les inquiétudes conçues.

L'opinion qui domine ici en ce moment au sujet de l'Autriche, dans la grande majorité, est plus favorable qu'elle ne l'a été depuis longtemps.

Ceux dont les sympathies étaient exclusivement pour l'ancien état de choses et ceux qui s'en tiennent spécialement au point de vue rigoureusement ecclésiastique, sont aujourd'hui désappointés. Il n'y a néanmoins chez les uns comme chez les autres, ni passion, ni haine, ni hostilité, ou du moins ces sentiments sont mitigés par ceux toujours persistants de l'ancien attachement à l'Autriche, et tout en regrettant ouvertement les nouveautés politiques et en désapprouvant les mesures législatives concernant les rapports ecclésiastiques, ils ont confiance et espèrent que, après avoir réalisé ce qui était reconnu inévitable et nécessaire, la cour et le Gouvernement de l'Empereur s'efforceront de retenir tout mouvement précipité d'un caractère plus grave.

Mais quant à l'opinion prépondérante, au fond, la tournure favorable qu'elle a prise est aussi caractérisée comme fait qu'elle est solidement motivée en principe.

Le développement graduel des institutions en Autriche entraîne avec lui cette conséquence, qu'il ne cesse d'être mis sans relâche à l'ordre du jour des questions dont la solution difficile excite des craintes et provoque des préoccupations. Mais la confiance que l'on a ici sur le développement et l'agrandissement de l'Autriche est si intimement lié avec la conviction de la nécessité du maintien et du progrès des nouvelles institutions constitutionnelles, que les questions prises isolément, quoique encore si graves et si difficiles, n'éveilleront des craintes sérieuses de nature à influencer sur l'opinion générale que si, par elles ou par la manière dont elles seront comprises et traitées, l'existence de ces institutions peut être menacée.

Cette confiance actuellement très-vive doit en conséquence être attribuée aussi aux manifestations qui sous ce rapport sont faites pour rassurer complètement.

L'accueil qu'a reçu l'allocution papale, l'ensemble avec lequel le grand public, dans des manifestations de corps, a accueilli l'allusion qui y est faite aux institutions constitutionnelles en général, la manière dont le Gouvernement y a répondu sont ici généralement interprétés comme une preuve que ces institutions ont pris un pied solide dans



la majorité de la population et que le Gouvernement est invariablement résolu à y rester fidèle et à les défendre.

Quelque regrettable qu'il soit qu'une question ecclésiastique aussi grave ait pu y donner occasion, le résultat est incontestable et l'influence en est très-sensible ici ; et là même où les nouvelles lois ecclésiastiques sont franchement désapprouvées, on rencontre bien des gens qui expriment une confiance croissante dans la transformation politique de l'Autriche et qui regrettent que, dans l'allocution, on ait aussi attaqué, avec ces lois, ce sur quoi l'on reconnaît que repose l'agrandissement ultérieur de l'Autriche.

Ce que j'ai déjà eu maintes fois occasion de faire ressortir paraît confirmé d'une manière frappante par le cas spécial en question ; la confiance en un avenir de prospérité pour l'Autriche marche toujours ici d'un pas égal avec l'observation de symptômes qui offrent une garantie pour l'existence des institutions constitutionnelles.

A côté de ce point capital, un autre fait qui n'est pas non plus sans importance pour disposer favorablement à l'égard de l'Autriche, c'est l'élan qu'a pris ici le commerce et qu'il continue à prendre, élan qui stimule et accroît d'une manière essentielle les relations avec les pays voisins, fait pénétrer ici encore des traces de l'esprit d'entreprise devenu si actif dans les deux moitiés de l'Empire et témoigne d'une confiance et d'un bien-être croissant.

La tendance toujours actuellement à la hausse des cours en Autriche influe aussi beaucoup dans le même sens. Les mesures financières de l'impôt sur les coupons et de la conversion de la dette publique ont produit ici une impression moins favorable que n'auraient permis de l'espérer les dispositions dans lesquelles on se trouvait à l'égard de cette mesure quand elle n'était encore qu'en projet. La ferme confiance que l'on a en général contribue incontestablement surtout à cela et, — comme j'ai déjà eu l'honneur de le dire dans une occasion toute spéciale, — une tendance à de plus grands écoulements ne se manifeste pas du tout jusqu'ici.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : TRAUTTMANSDORFF.

---

N° 7.

**Le comte Trauttmansdorff au baron de Beust.**

(Extrait.)

Munich, le 10 août 1868.

Ce n'est pas sans quelque satisfaction que je reviens sur ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 17 juillet.

L'opinion sur l'Autriche, sa situation et son développement, devenue plus favorable et plus confiante, se maintient, se fortifie et commence à produire ses effets.

Au nombre des causes qui, dans ces derniers temps, ont le plus contribué à amener ce résultat, il faut placer la fête des tireurs allemands à Vienne, et les révélations sur la politique prussienne contenue dans la fameuse note du comte Usedom au général La Marmora.

A part quelques incidents et discours d'un caractère ou regrettable ou fort délicat, l'impression qu'a produite la fête des tireurs peut se résumer ainsi : tous ceux qui ont pris part à la fête ont pleinement acquis la conviction qu'en Autriche les nouvelles institutions sont prises très au sérieux, qu'elles sont pratiquées avec la plus entière bonne foi, qu'elles ont déjà des racines dans le pays et que leur développement promet à l'Empire un avenir de force et de prospérité. Cette conviction qui est la base de la confiance dans la destinée de l'Autriche, s'est promptement répandue dans toute cette partie de l'Allemagne.

L'effet que l'on était en droit d'attendre des nouvelles institutions sur l'étranger, du moins en ce qui concerne ce pays-ci, ne commence, à proprement parler, que maintenant à devenir sensible dans toute sa plénitude, depuis qu'à l'existence de ces institutions durant l'espace de plus d'une année paraissent maintenant se rattacher d'abord la conviction de leur ferme consolidation et en second lieu des symptômes de leur excellent effet, par suite de l'essor qu'ont pris le commerce, les transactions et la prospérité publique. On trouve actuellement ici chaque jour et de mille manières des preuves de cet effet, et pour le ton et le langage à l'égard de l'Autriche, la grande majorité des journaux de ce pays a changé d'une manière très-essentielle.

Le prince de Hohenlohe m'a parlé aussi de l'impression générale de l'opinion à l'égard de l'Autriche; impression que je ne fais ici qu'esquisser à grands traits, et il a ajouté qu'il avait toute raison de se réjouir vivement de cela et de l'effet qui en résulte pour l'état des choses en ce pays. Il a professé sous ce rapport l'opinion, opinion que je partage entièrement, que ce retour de confiance dans la prospérité de la situation en Autriche, dans la restauration de l'influence et du crédit qui lui sont dus, amènerait, pour l'état de choses de ce pays-ci, ce dont il a particulièrement besoin, à savoir un apaisement des partis opposés.

Je puis enfin noter aussi comme favorables les idées que l'on a ici sur l'Autriche dans ce sens encore, que ces idées ne sont surtout en elles-mêmes que l'expression d'une manière exacte d'apprécier la va-

leur et l'importance d'un agrandissement de l'Autriche, auquel ne paraît pas se rattacher en première ligne la tendance à enlacer de nouveau l'Autriche dans des liens plus étroits avec l'Allemagne, comme ce serait contraire aux intentions actuelles du cabinet Impérial Royal.

*P. S.* Le discours prononcé par Votre Excellence à l'issue de la fête du tir a trouvé ici une approbation extraordinaire et unanime.

Veuillez agréer, etc.

*Signé :* TRAUTTMANSDORFF.

## N° 8.

**Le baron de Beust au comte Trauttmansdorff, à Munich.**

Vienne, le 27 août 1868.

Monsieur le Comte,

C'est pour moi une satisfaction toute particulière de revenir sur deux rapports dans lesquels Votre Excellence m'entretient, à la date des 17 juillet et 10 août, de l'impression que produisent dans l'opinion publique, en Bavière, les institutions constitutionnelles légalement introduites sous le règne de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique, et qui prennent peu à peu racine dans les habitudes des populations.

Votre Excellence constate sous ce rapport un changement favorable, un accroissement de confiance en la durée de ces institutions et une appréciation de plus en plus juste des difficultés au milieu desquelles les ministres actuels de l'Empereur et Roi, notre très-gracieux souverain, se sont efforcés loyalement de démontrer la viabilité et la nécessité de ces mêmes institutions libérales dans leur connexion avec toutes les branches de l'administration politique.

Je ne puis que vous remercier du langage accentué avec lequel vous vous prononcez personnellement pour faire prévaloir cette conviction, dont le Gouvernement Impérial et Royal a besoin que ses représentants à l'étranger soient les sincères témoins.

Je ne puis aussi que vous inviter à exposer en outre et à défendre énergiquement dans ce même esprit les mesures du Gouvernement. Vous pouvez, toutes les fois que s'en présentera l'occasion, assurer que le Gouvernement de Sa Majesté est résolu à avancer avec modération, mais sans chanceler, dans la voie où il s'est engagé.

Comme, dans le dernier de vos rapports précités, vous mention-

nez aussi l'excellent effet que produit déjà en Bavière l'amélioration morale de notre état de choses, et que vous ajoutez que ce succès a été reconnu par M. le président des Ministres, prince Hohenlohe, je vois là un motif de plus de vous encourager à persister dans l'emploi de vos arguments très-opportunément développés. Les anciennes lois constitutionnelles de nouveau reconnues et les lois nouvelles si péniblement coordonnées avec celles-là forment la base la plus essentielle de la restauration de la puissance de l'Autriche.

Pour que cette base heureusement reconquise puisse se concilier un respect durable et qui grandisse, il faut qu'elle soit appuyée de tous côtés, à l'intérieur comme à l'étranger, par le langage des organes du Gouvernement.

En conséquence, toutes les fois que vous en pourrez saisir l'occasion, dans vos entretiens avec les hommes d'État bavarois, ou dans toutes autres circonstances politiques, et que vous aurez insisté sur cela, j'attacherai toujours un intérêt particulier à ce que vous m'en enverrez et je saurai pleinement le reconnaître.

Recevez, etc.

*Signé*: BEUST.

## N° 9.

### **Le baron de Beust à toutes les Missions impériales et royales.**

Vienne, le 22 octobre 1868.

La reprise qui va incessamment avoir lieu des délibérations parlementaires marque aussi extérieurement la conclusion de la première phase de notre nouveau régime constitutionnel et permet d'apprécier librement les effets qu'il a produits sur le développement intérieur de l'Empire austro-hongrois. Par l'adoption du principe du dualisme, on est revenu aux bases historiques de la monarchie, à ces bases qui ont prouvé qu'elles étaient assez fortes non-seulement pour supporter un système politique puissant et organiser et servir d'appui à un État, mais encore pour résister avec succès à toutes les tentatives de subversion violente ou silencieuse.

Mais on ne pouvait absolument pas se contenter d'une restauration extérieure des formes; il fallait leur donner un fond nouveau. Les principes constitutionnels, desquels on est parti en créant les lois de janvier 1867, les idées libérales dont on les a pénétrées, assignent à cette création un rang distingué dans la série des Constitutions politiques modernes. Toutes ces circonstances, prises ensemble, l'élèvent



bien au-dessus de la signification d'un règlement temporaire du différend politique, et la font apparaître, ce qu'elle a déjà montré qu'elle était, comme le point de départ de l'avenir politique de la monarchie, comme la condition de son développement constant, régulier, libre et fort.

Personne ne pouvait évidemment espérer que la simple existence de la constitution suffirait pour mettre fin immédiatement au conflit intérieur de notre régime politique. Sur un fond remué par des essais et des expérimentations politiques de toute sorte, des États nouveaux ne pouvaient progresser que lentement. Dans le mouvement des éléments nationaux, dans l'opposition des classes privilégiées d'autrefois, dans les conflits qui ont dû surgir de la nature même de la chose entre la puissance civile et la puissance ecclésiastique, il y avait des forces et des dangers, qui n'ont pas pu être méconnus et auxquels il a fallu apporter l'attention la plus sérieuse. Mais ces dangers n'étaient pas nés des circonstances nouvelles, il fallait s'y attendre, si la régénération de la monarchie devait se faire dans le sens des idées politiques modernes et des légitimes prétentions de notre époque aux libertés publiques, et l'on avait précisément besoin d'une base légale positive, pour pouvoir y parer avec succès et efficacement. La tâche la plus grave du moment est de maintenir et de défendre cette base légale, de tirer de là une digue contre les débordements qui paraissent menacer directement l'intérêt politique général.

Nous pouvons en cela nous applaudir des succès qui ont couronné ces efforts. Dans les pays de la couronne hongroise, l'administration repose entre les mains d'un ministère sorti d'une majorité parlementaire, qui agit dans le sens de la conservation des institutions communes existantes. Les dissentiments nationaux qui avaient été si vivement accentués dans ces pays ont fait place à de sérieux efforts vers une entente et au désir de réduire les oppositions; la plus importante des questions intérieures, la question croate, a reçu une solution unanimement acceptée de part et d'autre. On est fondé à espérer que les prochaines élections fortifieront la position du Gouvernement.

La discussion de la loi militaire au sein du Parlement hongrois, discussion que celle du Reichsrath sera certainement jalouse d'imiter, a donné un brillant démenti aux craintes hautement exprimées de bien des côtés, que le dualisme amènerait l'affaiblissement de l'ensemble de la monarchie, au lieu de la fortifier, et les rapports constamment amicaux entre le ministère royal hongrois et le ministère commun, ainsi que le ministère pour les pays représentés au Reichsrath donnent les meilleures espérances pour le développement et l'affermissement des nouvelles institutions.

L'exécution de la Constitution rencontre de plus grandes difficultés et des résistances plus vives dans les royaumes et pays représentés au Reichsrath. Quoique l'on ait réussi à réduire à peu près entièrement la tendance exclusivement centralisatrice et à poser dans les éléments de l'ancien parti centralisateur le nœud de formation d'un parti constitutionnel compacte, il ne manque cependant pas de partis qui se sont placés en dehors de la Constitution et cherchent à faire triompher leurs efforts et appuyer leurs intérêts sur une autre base que la base constitutionnelle. Le parti national de l'indépendance politique de la Bohême et de l'autonomie de la Gallicie, les autonomistes de la vieille tendance conservatrice dans le Tyrol, le parti de la réaction ecclésiastique et nobiliaire, tous poursuivent des buts plus ou moins nettement opposés à la Constitution et aux vues des conseils de Sa Majesté l'Empereur et Roi. Mais c'est un progrès incontestable de l'année écoulée que ces tendances se soient de plus en plus isolées, et que toutes les tentatives faites pour les relier aient échoué.

La question tchèque s'est débarrassée de l'arrière-pensée de panslavisme qu'il y avait au fond et est devenue davantage une question de détail politique. La question de l'autonomie polonaise s'est posée dès le principe comme une question d'opportunité politique et a été traitée comme telle. Si, tout récemment, des événements tumultueux, comme à Prague, où une manifestation trop vive d'idées d'opposition, comme à la Diète de Lemberg, ont donné à ces questions plus de saillant, il n'y a pas lieu de voir là un motif sérieux de crainte. C'est plutôt une preuve que la Constitution s'est montrée assez forte pour faire ressortir l'improductivité de la politique de réserve et de résistance passive. Il est permis de conclure en outre de là qu'il y a dans la Constitution une vertu suffisante pour se concilier cette opposition, si elle ne sort pas des limites du droit positif.

La tendance antigouvernementale du parti ecclésiastique est un fait absolument regrettable, qu'il semble être une des plus sérieuses tâches du Gouvernement impérial de faire disparaître. Mais il y a lieu d'espérer que la modération et la conciliation qui caractérisent son attitude ne resteront pas sans effet sur le conflit, dont les proportions actuelles n'ont point été amenées par la faute du Gouvernement.

Ce serait fermer les yeux à l'évidence des faits que de vouloir constater que l'agitation et l'acharnement des partis ligués contre la Constitution ne se soient amoindris dans le courant de cette année. Mais aucun de ces partis, on peut le dire hardiment, n'a gagné ni en puissance, ni en considération, bien que leur mouvement n'ait cessé d'être alimenté du dehors peut-être, — et ce nous serait un avantage plus précieux, parce que le mouvement avait cet arrière-appui.

Les réformes, sur le terrain ecclésiastique, nonobstant toutes les

difficultés que la surexcitation des esprits avait placées sur le chemin, se sont accomplies plus pacifiquement et d'une manière plus calme que ne l'avaient attendu amis et ennemis ; les efforts autonomistes, en exagérant leur programme, loin d'accroître la foi en leur pleine réalisation, l'ont ébranlée, et les agitations nationalistes ont conduit à des extrémités, contre lesquelles la protection de la puissance impériale est devenue un bienfait même pour les partisans de ce mouvement.

Mais ce sont précisément ces faits qui nous autorisent à espérer que plus est actif le mouvement du progrès constitutionnel, et plus le gouvernement fait d'efforts sérieux pour que la Constitution devienne une pleine vérité, plus sûrement aussi il réussira dans la solution de la tâche qui lui incombe, et qui est de ramener peu à peu à cette même Constitution les éléments hostiles et de prouver qu'elle n'est point destinée à servir d'arme à la domination d'un parti ou d'une nationalité, mais à devenir le palladium commun du patriotisme, de la légalité, de l'ordre et du progrès.

C'est pourquoi il ne saurait y avoir le moindre doute que la résolution irrévocable de notre auguste monarque ne soit de ne faire dériver que de la Constitution les principes généraux de l'administration de l'Empire, et que la couronne n'approuvera jamais les tendances hostiles au droit constitutionnel en Autriche.

Sous la protection de la Couronne et soutenue par la conscience que la grande majorité des populations de l'Autriche a du droit politique, la Constitution, lentement peut-être, mais progressivement et d'une manière sûre, se fait généralement adopter et s'établit dans la pratique. Si l'année écoulée n'a à offrir, sous ce rapport, aucun fait de réaction, mais de très-notables preuves de l'exécution de la pensée politique souveraine, on peut considérer cela comme un événement dont il faut se réjouir.

Quiconque veut juger notre situation avec impartialité ne doit pas porter son attention sur des manifestations transitoires et l'exploitation très-souvent superficielle et malveillante qui en est faite dans une partie de la presse périodique ; il doit estimer la valeur de ce qui a été produit et obtenu d'après les difficultés qu'il y a avait à surmonter, et trouver ainsi la mesure des espérances que le présent autorise à concevoir pour l'avenir. La hausse marquée des finances et du crédit, l'essor brillant qu'ont pris l'industrie et le commerce sont des résultats de la possibilité desquels on avait également douté, et qui voudrait nier qu'ils ne soient dus en grande partie à la confiance que le monde des affaires a dans la situation constitutionnelle et en sa durée ?

Si, toutes les fois qu'une occasion propice se présentera, vous vous



exprimez dans le sens des observations qui précèdent, vous ne ferez que dire la vérité et vous remplirez en même temps un devoir qui est, à mon avis, celui de tous les organes du Gouvernement impérial et royal.

Recevez, etc. .

*Signé : BEUST.*

---

## N° 10.

### **Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.**

Vienne, le 26 mai 1868.

Monsieur l'Ambassadeur,

Parmi les mesures financières soumises à la considération du Reichsrath et qui doivent prochainement faire l'objet des délibérations de cette Assemblée, se trouve le projet d'un impôt sur la rente dont toutes les valeurs publiques autrichiennes seraient frappées sans exception.

L'annonce de cette mesure a provoqué de nombreuses réclamations, surtout de la part du gouvernement français, en faveur des porteurs de titres de l'emprunt autrichien de 1865, qui a été émis en grande partie en France avec l'autorisation du gouvernement français.

M. l'Ambassadeur de France m'a adressé à ce sujet, le 18 mars dernier, une Note dans laquelle, s'appuyant sur certaines conditions de l'émission du susdit emprunt, il revendique pour les coupons de cette valeur le droit d'être exemptés de toute charge, ou retenue. Cette note a été suivie de plusieurs autres où M. le duc de Grammont renouvelle ses observations, en me transmettant différentes réclamations individuelles envoyées de France à l'Ambassade.

Votre Altesse m'a fait également parvenir, de son côté, des protestations relatives au même objet et, en conséquence de ces démarches, le Gouvernement Impérial et Royal n'a pas manqué de vouer la plus sérieuse attention à l'examen de cette question.

Après la plus mûre délibération, les Ministres de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne croient pas pouvoir modifier la nature des mesures financières proposées à l'adoption du Parlement, et ils ne regardent pas comme possible de soumettre à un traitement exceptionnel les titres de l'emprunt de 1865.

En invitant Votre Altesse de porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement français, je résumerai ici les motifs principaux qui ont guidé les déterminations du Gouvernement Impérial et Royal.



Nul ne doutera, je pense, de la nécessité absolue où se trouve le Gouvernement Impérial et Royal d'aviser à tout prix au moyen de rétablir l'ordre dans les finances du pays. Des efforts constants ont été faits pour atteindre ce but, sans manquer à aucun des engagements contractés envers les créanciers de l'État. Malheureusement, les crises que l'Autriche a dû traverser dans ces dernières années et qui étaient pour la plupart le fruit de complications européennes produites en dehors d'elle, à ses dépens, ont placé le Gouvernement Impérial et Royal dans l'impossibilité de supporter en entier le fardeau de la dette dont ses finances sont accablées. Après avoir imposé aux contribuables les plus lourds sacrifices, l'État se voit encore obligé de faire peser sur tous ses créanciers, sans distinction d'origine, une partie des charges destinées à rétablir l'équilibre financier. Les mesures à prendre dans ce sens sont, d'ailleurs, exclusivement du ressort de la législation intérieure, et nous ne saurions reconnaître en principe à un gouvernement étranger le droit d'exercer une ingérence sur des dispositions générales appliquées aux porteurs de titres de rente sur l'État. En souscrivant aux emprunts contractés par l'État, ou en achetant des titres de ces emprunts, les étrangers savent d'avance qu'ils s'assimilent aux nationaux, qu'ils s'exposent aux mêmes risques, comme ils recueillent les mêmes bénéfices, et qu'ils n'ont pas à prétendre à un traitement particulier.

Il ne me paraît donc pas possible, en thèse générale, de réclamer pour les créanciers étrangers une position privilégiée, et je ne crois pas avoir à entrer sur ce point en discussion avec un autre Cabinet.

En ce qui concerne l'emprunt autrichien de 1865, j'admets, toutefois, qu'il se trouve placé dans les conditions particulières qui justifient les démarches du gouvernement français et appellent un sérieux examen. Si le Gouvernement Impérial et Royal ne pense pas qu'une exception puisse être faite en faveur de cette catégorie d'obligations, il puise surtout cette conviction dans le sentiment de sa situation vis-à-vis des corps représentatifs. Depuis que les pays qui forment l'Empire d'Autriche sont entrés en pleine jouissance des institutions constitutionnelles, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique est tenu, particulièrement en matière de finances, à se conformer aux vues des Corps Représentatifs, et il ne peut se borner à consulter sa seule volonté, ou ses seuls désirs. Quand même le Gouvernement Impérial et Royal aurait l'intention de complaire en cette circonstance aux vœux de la France, il rencontrerait un obstacle insurmontable dans les dispositions du Reichsrath. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'emprunt de 1865, contracté à une époque où le contrôle exercé par la Représentation du pays était suspendu, n'a pas été revêtu de la sanction légale exigée par les lois constitutionnelles

et que la validité de cette opération n'est donc pas à l'abri de toute contestation.

Plus d'une objection a déjà été élevée, par ce motif, contre les charges que cet emprunt fait peser sur l'État, et si le Gouvernement voulait affranchir les détenteurs de cette valeur de l'impôt prélevé sur tous les autres créanciers de l'État, on risquerait fort de mettre entièrement en question les droits de cette catégorie de créanciers.

Nous recommandons cette considération à l'attention particulière du Gouvernement français. Il a lui-même, ainsi que toute l'opinion publique en France, salué avec joie, comme un symptôme de progrès et de régénération, l'entrée de l'Autriche dans des voies libérales et constitutionnelles.

En acceptant les bénéfices d'un ordre de choses qui doit fortifier dans l'Autriche un allié sympathique à la France, il faut supporter en même temps les suites inévitables d'un pareil système là où il froisse des intérêts que nous aurions aimé à ménager.

Le projet d'impôt frappe sans doute aujourd'hui d'une manière sensible les porteurs de titres de rente. Ce n'est assurément qu'à regret et sous l'empire d'une urgente nécessité que nous avons recours à des mesures dont nous ne cherchons pas à pallier la rigueur. Mais, en se rendant un compte exact de la situation, il est impossible de ne pas voir que des mesures radicales peuvent seules rétablir l'ordre dans nos finances, que les mesures en question présentent toutes les conditions voulues pour atteindre ce but, et qu'enfin le rétablissement des finances de l'Autriche fournira aux créanciers de l'État une compensation pour la diminution de leurs revenus, en augmentant et consolidant la valeur de leur capital. Le fait que le cours des valeurs publiques est loin d'avoir subi une dépréciation depuis que les mesures projetées sont connues du public, me paraît venir à l'appui de ce que j'avance. Il est évident par là que le jugement de la Bourse n'est point défavorable au nouveau plan financier et qu'on en attend un heureux résultat pour la situation générale des finances.

Je puis encore remarquer ici que l'état fâcheux de nos finances contribue à entretenir le malaise et l'incertitude qui pèsent si lourdement sur toute la fortune publique de l'Europe.

Si nous parvenons à surmonter ces embarras intérieurs qui paralysent nos forces et étendent leur influence bien au delà de nos frontières, nous aurons rendu à la prospérité générale un essor capable de dédommager nos créanciers d'une perte momentanée. D'ailleurs si, comme je l'espère, une ère plus heureuse devait s'ouvrir pour les finances de l'Autriche et si elles redevenaient assez florissantes pour supporter des charges qui excèdent aujourd'hui ses forces, je serais très-disposé à recommander la prise en considération de mesures

destinées à indemniser les porteurs de titres de l'emprunt de 1865 des pertes qu'ils auraient eu à subir.

Veillez soumettre ces observations à l'appréciation du Gouvernement français. J'espère qu'il ne refusera pas de les juger avec l'impartialité amicale et éclairée que nous sommes habitués à trouver en lui. Qu'il soit surtout bien persuadé que nous avons tenu le plus grand compte de ses réclamations et des intérêts dont il s'est fait le représentant. Il n'a fallu rien moins que l'importance suprême de remédier à notre détresse financière et l'impossibilité d'amener la Représentation du pays à consentir à exempter une catégorie des créanciers de l'État des charges imposées à tous les autres, pour décider le Gouvernement Impérial et Royal au maintien des mesures projetées. Il me paraît difficile de croire que les exigences de notre position ne soient pas comprises et qu'on ne sente pas que la meilleure volonté est parfois impuissante en face de la pression irrésistible des événements.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 11.

**Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres.**

Vienne, le 9 juin 1868.

Monsieur le Comte,

Le Gouvernement Impérial et Royal a approuvé la réponse préalable que Votre Excellence a faite à l'adresse que plusieurs banquiers de Londres Vous ont présentée dans la bonne intention de nous prémunir contre l'effet que les mesures de finance dont le Reichsrath est saisi en ce moment pourraient exercer sur notre crédit. Des manifestations semblables, Votre Excellence le sait, nous sont parvenues d'autre part, et Vous aurez puisé dans les dépêches que j'ai adressées à ce sujet au Prince de Metternich, des arguments pour combattre des appréhensions exagérées.

Pénétré de l'importance qu'il y aurait à nous assurer du bon vouloir et de la confiance de la cité de Londres, ce grand baromètre des fluctuations monétaires du monde, je crois devoir ajouter quelques remarques générales aux observations spéciales consignées dans nos dépêches précitées, afin de Vous mettre à même de défendre des mesures dictées par une nécessité pénible, mais urgente, et de bien

préciser le point de vue où s'est placé le Gouvernement Impérial et Royal vis-à-vis des créanciers de l'État.

Appelé au pouvoir par la confiance de l'Empereur-Roi, notre Auguste Maître, dans des circonstances rendues encore plus critiques par le défaut de confiance que Gouvernants et Gouvernés, le lendemain d'une sanglante catastrophe, manifestaient en eux-mêmes, j'ai trouvé dans les commencements de mon Ministère l'Europe préparée au spectacle d'une banqueroute morale, politique et financière. L'Empereur-Roi seul nous donna alors l'exemple d'un courage et d'une énergie que les historiens de notre époque apprécieront mieux que ne le peuvent les contemporains. La guérison des plaies saignantes que Sa Majesté Apostolique avait entreprise dépendait en premier lieu d'un arrangement définitif avec les peuples qui relèvent de la Couronne de saint Étienne. Rendre justice pleine et entière à la chevaleresque nation à laquelle Vous êtes fier d'appartenir, monsieur le Comte, ce fut le premier désir de notre Auguste Souverain, le premier ordre qu'Il daigna me donner lorsqu'Il m'appela dans son Conseil.

On a bien voulu reconnaître que je n'ai pas perdu mon temps pour obéir à cette auguste inspiration. Le rétablissement de la paix intérieure fut le premier fruit de nos labeurs, et les amis de l'Autriche voulurent bien me féliciter dans le temps de la promptitude avec laquelle les négociations furent conduites, qui aboutirent au couronnement de l'Empereur-Roi. L'arrangement dû à la modération des parties intéressées eût été impossible, si l'on avait voulu en exclure les questions de finance. Il était urgent, quitte à ne pas réussir, d'aborder sur-le-champ ces problèmes épineux qui auraient exigé des études plus approfondies que les circonstances ne le permettaient. Il fallait trancher des questions vitales et les résoudre de manière à exclure la possibilité d'y revenir au risque de compromettre le tout.

L'arrangement où nous sommes entrés avec la Hongrie est toutefois la première cause de la situation anormale où s'est trouvé le Ministère Cisleithanien le jour même de sa formation. Ministère constitutionnel avant tout, représentant de la majorité du Reichsrath, le Gouvernement formé par le Prince Auersperg a dû compter avec le fait accompli d'un arrangement indispensable avec la Hongrie tout aussi bien qu'avec les passions et les exigences d'un parlement jeune et se montrant pour cela même jaloux de ses prérogatives. On peut admettre sans faire tort au patriotisme éclairé d'assemblées qui débudent en pleine liberté dans l'arène parlementaire, que le Reichsrath, en abordant les questions de finances, n'a peut-être pas toujours fait preuve de ce calme que l'expérience donne en pareil cas à la



Chambre des communs dirigée par des sommités financières telles que M. Disraëli ou M. Gladstone.

Il n'en est pas moins vrai que nos députés ont prouvé toute l'importance qu'ils attachent aux enseignements tombés des lèvres éloquentes de ce membre du Parlement anglais. Nul plus que lui n'a dénoncé avec autant de verve le funeste système des emprunts ! Nul n'a prémuni l'Europe et l'Amérique avec plus de franchise contre les conséquences inévitables de cette terrible habitude de grever les générations futures pour échapper à la nécessité d'écraser les contemporains d'impôts excessifs ! Payer les intérêts de ces dettes, en contractant des dettes nouvelles, n'est-ce pas escompter l'avenir tout en ruinant le présent ? N'est-ce pas détériorer le capital en détruisant cette confiance qui est la source du crédit ? Si donc le Reichsrath de Vienne a tenu à s'arrêter sur cette pente fatale, s'il a résumé son crédo financier en s'écriant : « Nous voulons remplir nos engagements par le travail, nous voulons équilibrer notre budget en développant les ressources de l'Empire, mais sans avoir recours à de nouveaux emprunts en temps de paix ! » je me flatte de l'espérer qu'il peut compter sur l'approbation des financiers les plus éclairés de notre époque. Cependant cette patriotique résolution exigeait des sacrifices. Rome n'a pas été bâtie en un jour, et si les peuples libres qui habitent les domaines de l'Empereur-Roi voulaient se mettre en mesure de défendre leur neutralité, tout en marchant résolument dans la voie du progrès et de la civilisation, il était indispensable d'envisager les moyens d'alléger le fardeau d'une dette de 3 milliards, dont les intérêts absorbaient 128 millions par an, 128 millions dont la Hongrie n'avait pu garantir qu'une quote-part qui ne couvrait que le tiers de cette charge.

En se rappelant que la plus grande partie de notre dette a été contractée depuis 1848, en examinant les taux d'émission des emprunts successifs que les crises qui se sont succédé en Autriche dans les dernières vingt années, ont imposés au Gouvernement Impérial et Royal, en étudiant enfin les cotes de la bourse, on ne saurait nier que la grande majorité de nos créanciers, tous ceux qui ont acheté des fonds autrichiens depuis 1848, aient placé leur argent à des intérêts fort avantageux. Or, tout le monde sait que la hauteur des intérêts est toujours forcément en proportion inverse avec la sécurité du capital, et chacun qui nous a confié son argent savait d'avance que pour en tirer sept, huit ou neuf pour cent, il exposait son capital à des vicissitudes auxquelles il aurait pu échapper en se contentant des trois pour cent que lui aurait valus un placement dans les consolidés anglais.

Les Hollandais, experts de tout temps en matière de finances, ont

même, m'assure-t-on, pris soin d'escompter d'avance ces risques et ces chances, en décomptant d'année en année du capital placé en Autriche les intérêts excédant cinq pour cent, et grâce à ce calcul, plusieurs d'entre eux se trouvent aujourd'hui déjà complètement à couvert, c'est-à-dire en possession d'obligations qui ne leur coûtent presque rien.

Si donc le Reichsrath propose de prélever un impôt temporaire sur les rentes autrichiennes, il s'arrête à une mesure bien moins radicale que ne le serait une conversion plus ou moins forcée, comme d'autres pays en ont opéré; puisque tout en subissant la loi de la nécessité, les créanciers indigènes et étrangers conservent l'espoir qu'un budget équilibré amènera sous peu aussi l'équilibre entre la valeur réelle et fictive du papier-monnaie, que, en un mot, avec le déficit l'agio disparaîtra. Les événements décideront de l'époque plus ou moins rapprochée où ces espérances pourront se réaliser. Toujours est-il que le Gouvernement Impérial et Royal, vu l'impossibilité d'augmenter les charges qui pèsent sur les contribuables, se trouverait dans le dilemme d'un coup d'État ou d'une ratification des mesures proposées par la majorité du Reichsrath; d'un coup d'État dis-je, car une dissolution nous ramènerait une Chambre tout aussi décidée que la présente à refuser, dans les circonstances actuelles, une augmentation de la dette publique. Or, pour l'Autriche, les coups d'État n'ont plus de raison d'être depuis que sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a déclaré et manifesté sa ferme volonté de donner le plus libre développement aux institutions constitutionnelles.

Quelque pénible que soit l'aveu de nos embarras, la loyauté avec laquelle nous les exposons et la franchise avec laquelle nous faisons appel à l'équité de nos créanciers, désarmeront la méfiance et déjoueront les intrigues de ceux qui spéculent sur des catastrophes funestes. Car, les possesseurs de fonds autrichiens ne tarderont pas à voir que la patience est souvent la meilleure conseillère, que la confiance qu'ils accorderont à une assemblée librement élue ne saurait être déplacée puisque cette assemblée sauvegarde en définitive les intérêts permanents de l'État et de ses créanciers, en soumettant ceux-ci à une perte passagère pour consolider et augmenter la valeur réelle du capital qu'ils ont confié à un Empire dont les ressources incalculables se développeront d'autant plus librement que les peuples sont appelés à se gouverner eux-mêmes.

Voilà, monsieur le Comte, les idées que je Vous engage à développer dans Vos entretiens avec les hommes d'État de la Nation la plus libre et la plus riche du monde. Je ne doute pas qu'ils apprécieront les exigences d'une situation que nous n'avons pas créée, et j'espère même qu'ils y puiseront cette confiance dans l'avenir de l'Autriche

régénérée, cette confiance que nous professons hautement et que nous saurons mériter, en adoucissant autant que possible les sacrifices que nous sommes obligés à réclamer.

Ma présente dépêche était déjà écrite à la veille des débats de la Chambre des Députés sur les questions de finances. Les efforts énergiques faits par le Ministère pour contenir la mesure de l'impôt sur la rente dans les limites voulues, ainsi que le chiffre important de la majorité lui prêtant son appui, serviront à convaincre l'étranger combien le Gouvernement s'applique à atténuer les effets de certaines nécessités qu'il déplore, mais qu'il ne dépend pas de lui de faire disparaître. Les créanciers de l'État, je n'en ai aucun doute, ne tarderont pas à reconnaître que la mesure qui soulève aujourd'hui de si nombreuses plaintes est le corollaire indispensable d'une œuvre de réforme et de reconstruction dont ils seront les premiers à recueillir les bienfaits.

Je Vous prie, monsieur le Comte, de lire cette dépêche à Lord Stanley et de lui en laisser copie.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 12.

### **Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.**

Vienne, le 1<sup>er</sup> avril 1868.

Monsieur le Comte,

L'envoyé du roi de Danemark, M. de Falbe, m'a communiqué une dépêche contenant un compte rendu de la marche qu'ont suivie les négociations entre M. de Quaade et le conseiller de légation prussien Bucher, au sujet de l'exécution de l'article 5 du traité de Prague. Le cabinet de Copenhague n'a pu, dans cette dépêche, que constater l'insuccès qui, comme toujours, a rendu vaine cette nouvelle tentative de se mettre d'accord sur l'affaire du Schleswig septentrional.

Cette communication a été bientôt suivie d'un entretien que j'ai eu avec le baron de Werther, et je crois utile de faire connaître à Votre Excellence dans quel sens je me suis exprimé en cette occasion sur la question pendante du Schleswig.

J'ai déjà dit plusieurs fois que malgré l'insertion dans le traité de la clause contenant la promesse prussienne de la rétrocession d'une partie du Schleswig, nous n'avons aucun désir d'intervenir dans cette

affaire. Lorsque le comte de Bismark a insisté dans le Reichstag sur le droit qui nous appartiendrait exclusivement de le faire, nous avons saisi cette occasion d'en dire notre sentiment, mais cela sans aucune intention (Votre Excellence se le rappelle) d'exercer une pression sur les résolutions du Gouvernement royal prussien. Nous nous sommes bornés à faire remarquer que sans aucun doute ce serait contribuer au maintien de la paix que de se prêter au prompt arrangement des questions en litige et de satisfaire des prétentions incontestablement fondées. Nous n'avons pas voulu aller plus loin; d'aucune façon surtout nous n'avons entendu faire les affaires d'une puissance tierce — il n'y avait pour cela aucun motif — et lui fournir le moyen de participer aux phases ultérieures de cette question.

Tel est encore aujourd'hui notre point de vue, et le baron de Werther n'a certainement pas manqué de faire savoir à Berlin que j'étais bien loin de penser à faire au gouvernement prussien des propositions formelles; que j'ai exprimé mon opinion uniquement parce que j'y étais provoqué, et que, d'un autre côté, je n'avais aucun motif de cacher notre manière de voir.

Cela dit, je devais avouer à mon interlocuteur que les lenteurs mises par le Gouvernement prussien à l'exécution d'un engagement qu'il ne peut pas nier, en principe, me paraissent peu propres à assurer le maintien de la paix. J'ai fait remarquer que, du point de vue prussien, l'exécution de l'article 5 du traité de Prague pourrait être envisagée de deux manières. On peut s'en tenir strictement, d'après la lettre de l'article, au vœu des populations constaté par un scrutin et céder au Danemark ceux des districts où la majorité se sera prononcée pour la réunion à ce pays.

Dans ce cas, je trouverais naturel que la Prusse demandât quelques garanties pour la minorité allemande assez nombreuse dans ces districts. Car ces assurances exceptionnelles seraient peut-être nécessaires pour ne pas rallumer le feu qui couvait toujours dans les plaintes des sujets allemands du Danemark, et ne pas perpétuer ainsi les différends dano-allemands.

Il en est, selon moi, autrement si la Prusse (et c'est la seconde manière d'envisager l'article 5) veut une délimitation fondée non pas exclusivement d'après les nationalités, mais désire, pour des raisons dont je ne nie pas l'importance, que la frontière entre les deux pays soit déterminée aussi par des considérations politiques et stratégiques.

Dans cette seconde alternative, il s'agit seulement d'une petite bande de territoire habitée principalement par des Danois, et je dois avouer que, dans ce cas, je serais porté à recommander aux hommes d'État prussiens non-seulement de laisser tomber purement et sim-



plement toute la question de garanties, mais encore de demander au Gouvernement danois de favoriser l'émigration du petit nombre d'Allemands qui se trouvent dans le district rétrocédé, afin que ce district devint complètement danois. Ce ne serait là d'ailleurs que se conformer à l'article 19 du traité de Vienne qui établit la liberté entière d'émigration de deux côtés.

Je laisse, du reste, à votre prudente appréciation de juger si vous devez faire usage de la présente communication ou vous en tenir à la pensée que mon opinion sur toute cette affaire doit être connue à Berlin par les rapports du baron Werther.

Agrérez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 13.

**Le baron de Beust au baron de Lago à Madrid.**

(Télégramme.)

Vienne, le 5 octobre 1868.

Vous resterez à Madrid, et à l'événement d'un nouveau Gouvernement en ce qui concerne la question sociale, vous dirigerez votre conduite d'après celle des autres Puissances et principalement de la France et de l'Angleterre, pour le reste, vous attendrez des instructions par télégraphe.

---

N° 14.

**Le baron de Beust au baron de Lago à Madrid.**

Bude, le 24 octobre 1868.

Monsieur le Baron,

J'ai reçu avec votre rapport Nr. 27 du 13 de ce mois, la lettre que M. J. Alvarez de Lorenzana a bien voulu vous adresser pour vous faire part de sa nomination au poste de Ministre des Affaires Étrangères et vous annoncer que la constitution définitive du Gouvernement du pays sera fixée par une assemblée constituante issue du suffrage universel.

Vous voudrez bien, monsieur le Baron, informer M. de Lorenzana en

réponse à cette lettre, que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, fidèle aux sentiments de sympathie qui n'ont jamais cessé de l'animer envers la nation espagnole, forme les vœux les plus sincères pour un prompt dénouement de la crise qu'elle traverse aujourd'hui.

Très-éloignés, quant à nous, de toute préférence pour telle ou telle solution de la question gouvernementale qui va s'agiter dans la Péninsule, nous attendons qu'un ordre de choses définitif se soit établi.

D'ici là, l'occasion d'accréditer un Représentant officiel à Madrid ne nous est pas encore offerte; mais nous sommes tout disposés à établir des rapports diplomatiques avec le pouvoir qui, d'après la communication de M. Lorenzana, doit sortir du scrutin des mandataires de la nation, aussitôt qu'il nous aura notifié son avènement.

En attendant vous entretiendrez à titre officieux avec le Ministre nommé par le Gouvernement provisoire, les relations qu'exigeront le soin des affaires courantes et la protection de nos nationaux. Je m'en rapporte, pour la conduite que vous aurez à tenir pendant cet intervalle, aux instructions que je vous ai transmises par télégraphe, à la date du 5 octobre.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

## II

### AFFAIRES D'ORIENT.

#### N° 15.

**Le baron de Prokesch au baron de Beust.**

Constantinople, le 6 mars 1868.

Monsieur le Ministre,

Dans l'après-midi de samedi dernier, le Grand Vizir est revenu de la Candie. Il a pris terre au Palais du Sultan et, après s'être présenté à son Souverain, il s'est rendu dans sa maison de campagne à Bebek, son palais en ville ayant été détruit dernièrement par l'incendie.

Mardi, je suis allé le voir. Je l'ai trouvé confiant dans la fin prochaine de l'insurrection crétoise. « Si la Russie et la Grèce, me dit-il,

discontinuent à prêter aux insurgés l'important service de les débarasser de leurs familles, les essais de résistance pourront durer encore deux mois, dans le cas contraire il est possible que cela se prolonge à quatre ou cinq. Quatorze blockhaus sont terminés et d'autres en construction; des routes traversent l'île et rendent désormais le mouvement de troupes facile; la population soumise est fatiguée au dernier point, désire repos et protection, réclame le retour des familles enlevées et nous livre elle-même des perturbateurs. Les insurgés ne se battent jamais, fuient de rocher à rocher et tirent à des distances impossibles, non pas pour tuer, mais pour faire du fracas et des articles de journaux. Leur nombre diminue de jour en jour. »

Je lui ai pourtant observé que je ne voyais pas encore trace de motif pour les Grecs et les Russes de discontinuer le transport de familles, ni de cesser les envois d'hommes, de munitions et d'approvisionnements, et cela d'autant moins que, d'une trentaine de stations de débarquement, l'on n'est arrivé jusqu'à l'heure que de fermer un petit nombre; que la Grèce ne paraissait pas disposée à permettre le retour des familles, qu'elle continuait donc à se flatter d'arriver à l'annexion et que les chefs des insurgés, prenant leurs inspirations d'Athènes, proclamaient encore aujourd'hui l'annexion la seule solution acceptable; qu'il y avait donc assez de raisons pour craindre la prolongation de l'état des choses anormal durant déjà si longtemps, et qu'il fallait non plus oublier que jusqu'à présent un pavillon hellène sur une pointe de rocher et quelques coups de fusil de temps à autre avaient suffi pour maintenir le simulacre d'insurrection et pour donner le change à l'Europe sur la vérité des faits.

Aali Pacha m'a paru espérer dans un changement des dispositions en Grèce. « On nous a reproché en Europe, dit-il, de n'avoir rien fait pour satisfaire aux griefs des Chrétiens de Candie. Nous y avons répondu par les institutions dont, par mon organe, le Sultan a doté l'île. Nous avons le droit d'attendre de l'Europe qu'elle examine ces institutions qui, assurément, ne pèchent pas par trop peu de libéralisme. Dans le pays elles ont été reçues avec une satisfaction générale. L'antagonisme entre habitants chrétiens et habitants musulmans, artificiellement créé, cédera devant l'intérêt commun, et l'Europe finira par nous rendre justice. »

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : PROKESCH.

---

## N° 16.

**Le baron de Beust aux Représentants de Sa Majesté à Paris, Londres, Florence, Berlin, Saint-Petersbourg et Constantinople.**

Vienne, le 8 avril 1868.

J'apprends qu'on fait courir des bruits d'après lesquels le Général Ignatieff, lors de son séjour à Berlin, se serait prononcé dans le sens de la réunion de l'île de Crète à la Grèce et de l'indépendance des différents Etats chrétiens de la Turquie, qui formeraient entre eux une confédération sous la garantie collective des Puissances. Constantinople serait déclaré ville libre et port-franc.

Je n'ai aucune raison de me préoccuper de cette nouvelle, mais comme il est probable qu'elle aura également été transmise ailleurs, je ne crois pas inopportun de sortir de la réserve que j'ai gardée jusqu'ici au sujet de mes conversations avec le Général Ignatieff, réserve qui avait pour cause que le fond de ces conversations ne me semblait pas fait en lui-même pour offrir matière à discussion.

Pendant son récent séjour à Vienne, le Général est venu me voir plusieurs fois et j'ai eu, en outre, l'occasion de le rencontrer ailleurs.

Je me hâte donc de constater que, dans les conversations, le diplomate russe n'a tenu aucun propos de ce genre.

En causant de la question d'Orient en général, il s'est borné à m'attester que les impressions qu'il rapportait de Saint-Petersbourg permettaient de la croire entrée dans une phase d'apaisement.

Quant à l'affaire crétoise en particulier, il exprima l'avis qu'il n'y avait pas de chances de voir étouffer l'insurrection, qu'elle résisterait à tous les efforts des Turcs et continuerait d'être un brandon toujours prêt à embrasser les autres parties de l'Empire ottoman.

Je lui ai répondu que je ne prétendais pas nier la connexité plus ou moins étroite qui existait entre la situation des Candiotes et celle des autres sujets chrétiens du Sultan, mais qu'à mon sens, il fallait distinguer entre l'effet que ressentiraient ces derniers en voyant la Crète dotée de larges réformes, allant même jusqu'à l'autonomie, et le contre-coup produit par la séparation complète de l'île. Dans la première hypothèse, un mouvement plus ou moins intense, mais un mouvement purement moral se communiquerait au reste des contrées chrétiennes soumise à la Porte, et non-seulement la paix du Levant n'en serait pas compromise, mais le Sultan, inaugurant ainsi une ère d'améliorations sérieuses, ne ferait que consolider son autorité. Il en



serait autrement, sans doute, si la Candie était soustraite à la domination ottomane; alors la contagion de l'exemple ne manquerait pas non plus de gagner les autres populations chrétiennes; seulement, ce ne serait plus un mouvement moral, mais un mouvement matériel qui remuerait l'Orient de fond en comble et pourrait aboutir à une conflagration générale.

J'ai jugé utile de vous fournir ces données sur mes entretiens avec l'Ambassadeur de Russie à Constantinople pour que, le cas échéant, vous puissiez en faire un usage confidentiel.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

### N° 17.

#### **Le comte Apponyi au baron de Beust.**

(*Extrait.*)

Londres, le 14 avril 1868.

D'après ce que m'a dit Lord Stanley, le Cabinet français aurait adressé récemment des conseils au gouvernement hellénique, auquel il recommande non sans quelque vivacité, de renoncer à de folles espérances de grandeur et de gloire et de s'occuper à mettre de l'ordre dans ses affaires intérieures, son administration et ses finances. M. de Moustier condamne surtout l'appui continu que l'insurrection en Candie obtient de la part du Gouvernement à Athènes, ainsi que sa conduite dans l'affaire des réfugiés crétois.

Sa Seigneurie approuve entièrement ces conseils qu'il trouve remplis de bon sens et qu'il désirerait beaucoup voir suivis en Grèce.

---

### N° 18.

#### **Le baron de Beust au baron Testa à Athènes.**

Vienne, le 23 avril 1868.

Monsieur le Baron.

Nous apprenons que l'une des Cours protectrices de la Grèce, prenant texte de l'appui continu prêté par le gouvernement hellénique à

l'insurrection en Candie, ainsi que de sa conduite dans l'affaire des réfugiés crétois, vient de lui adresser des représentations sérieuses au sujet de la voie périlleuse qu'il persiste à suivre, lui recommandant vivement de renoncer aux décevantes espérances de grandeur et de gloire qu'il semble toujours disposé à caresser et de se contenter du rôle plus utile de consacrer ses soins aux améliorations dont le régime intérieur du pays est susceptible.

Nous n'avons pas, quant à nous, la même qualité que les Puissances protectrices du royaume hellénique pour exercer de l'influence dans ses affaires ; mais il est d'autres titres dont nous pouvons nous autoriser pour faire entendre à Athènes des avis bienveillants. Les liens d'amitié qui unissent la Cour de Vienne à celle d'Athènes, les intérêts politiques bien entendus des deux États que rien n'empêche de marcher d'accord, enfin les relations multiples créées par le mouvement commercial si actif entre les deux pays et par le nombre considérable de Grecs établis dans notre empire ; toutes ces raisons, en nous défendant du soupçon de nourrir des sentiments malveillants à l'égard de la Grèce, doivent exclure toute fausse interprétation, si nous nous permettons de venir appuyer tout conseil qui lui est donné dans un sage esprit de modération.

Les destinées du royaume hellénique nous inspirent une sympathie sincère, mais c'est précisément pour cela que nous serions désolés de le voir se lancer dans la carrière aventureuse où il allait être engagé lorsque le Roi, reconnaissant dans sa haute sagesse les dangers d'une pareille politique, a appelé dans Ses conseils les hommes éminents qui dirigent actuellement les affaires.

Nous ne prétendons aucunement contester à la Grèce les chances que l'avenir peut lui réserver ; mais ces chances, il nous semble qu'elle ne pourrait que les affaiblir si elle ne s'abstenait de tout ce qui serait de nature à exciter les méfiances et les inquiétudes de l'Europe. Qu'elle suive plutôt l'exemple d'autres pays, qui, entourés d'États plus grands et plus puissants, ont réussi, sans se bercer de rêves d'agrandissement, à atteindre un haut degré de bien-être et à se faire une situation considérable dans le monde. En développant les riches ressources dont l'a douée la nature, en encourageant la production nationale, en étendant le cercle de ses transactions commerciales, en répandant l'instruction, en prenant, en un mot, une part active aux travaux de la civilisation, la Grèce pourra devenir un objet d'envie pour les populations qui l'avoisinent et se préparer un bel avenir.

Ce n'est pas à dire que nous demandions aux Hellènes d'être insensibles au sort d'un peuple auquel les rattachent des liens étroits de religion et de race. Nous-mêmes, nous nous en préoccupons vivement, non moins que les autres Puissances garantes, et cette attitude

a dû nécessairement peser d'un grand poids dans les déterminations de la Porte ottomane, et hâter l'effet de ses bonnes dispositions à l'égard des Crétois. Mais l'intérêt témoigné à ce peuple ne doit jamais aller jusqu'à enfreindre les lois de la neutralité. Convient-il que la Grèce, placée comme elle est sous le protectorat de trois des grandes Cours, fasse à un Empire dont ces mêmes Cours ont garanti l'intégrité, une guerre qui, pour n'être pas déclarée, n'en est pas moins active ni moins efficace? Telle ne saurait être la manière de voir des hommes d'État qui sont au pouvoir à Athènes, et aujourd'hui que la nation grecque a prouvé, par ses dernières élections, que, dans sa grande majorité, elle ne s'associe pas aux tendances belliqueuses, ils puiseront sans doute dans cette manifestation éclatante de l'opinion une force nouvelle pour faire prévaloir cette politique d'ordre et de paix qui ne peut manquer de concilier à leur pays l'estime et l'affection de l'Europe.

Veuillez vous énoncer dans le sens de ce qui précède envers les Ministres du Roi.

Recevez, etc.

*Signé: BEUST.*

---

## N° 19.

### **Le chevalier de Pusswald au baron de Beust.**

Athènes, le 9 mai 1868.

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pu voir M. Délyanni que le 3 courant au matin. Je lui ai fait lecture de la haute dépêche de Votre Excellence du 23 du mois passé, cotée No. 1, et j'ai l'honneur de reproduire ci-après, avec autant d'exactitude qu'il m'est possible, l'entretien que j'ai eu en cette occasion avec le Ministre du Roi.

M. Délyanni suivit ma lecture avec beaucoup d'attention. Lorsque je fus arrivé au passage qui parle du protectorat des trois Cours, il a cru devoir relever ce mot en me disant : « Excusez si je vous interromps. La Grèce est un État entièrement indépendant, et les trois Cours soi-disant protectrices n'ont sur elle d'autres droits si ce n'est celui à une plus grande reconnaissance pour avoir été les premières à empêcher la continuation de l'effusion du sang, à créer l'Etat actuel, et à en consolider les bases en garantissant l'emprunt par lequel on venait à notre aide. Un protectorat, par exemple dans le genre de

celui exercé dans le temps sur les Iles Ioniennes, nous ne l'avons jamais connu et nous ne le reconnâtrons jamais. »

J'ai cru devoir faire observer au Ministre qu'il me paraissait mettre trop d'importance au terme de protectorat qui, du reste, n'est qu'une conséquence naturelle de celui adopté par le gouvernement hellénique même de : Puissances protectrices.

A la fin de la lecture entière de la dépêche, M. Délyanni s'est exprimé à peu près en ces termes :

« Certes je dois prêter à cette pièce toute la valeur qu'elle a, d'abord parce qu'elle émane d'un personnage aussi éminent que l'est par son mérite personnel et par sa position M. le Baron de Beust, puis, parce que nous écouterons toujours les conseils du Gouvernement Impérial et Royal qui après la création de cet État, nous a secourus souvent et d'une manière efficace et a entre autres été parmi les Puissances la première à conclure un traité de commerce avec nous. Je ne saurais non plus méconnaître l'esprit de bienveillance qui se manifeste dans l'expression actuelle de ses avis. Je m'empresserai d'en rendre compte à Sa Majesté. Est-ce que vous pourriez me laisser une copie de la dépêche ? »

Lui ayant déclaré que je n'y étais pas autorisé, il continua :

« Je regrette de ne pouvoir référer au Roi que sur les données de ma mémoire ; mais j'ai bien saisi le sens et je vais relever à l'instant, de mon côté, les erreurs qui, à mon avis, se trouvent dans l'appréciation donnée par le Gouvernement Impérial aux questions qui nous occupent. D'ailleurs, nous avons toujours donné les mêmes explications de notre conduite aussi par la bouche de nos propres Représentants à l'étranger.

« On nous accuse aussi d'autre côté de prendre une part active à l'insurrection en Candie. Il n'en est pas ainsi. Il est naturel, comme l'admet aussi le Gouvernement Impérial, que nous nous intéressons vivement au sort de nos frères de la même race, qui, déjà lors de la guerre de l'indépendance, ont versé leur sang avec nous. Nous voudrions, certes, que la Candie réussît dans sa lutte et qu'elle soit incorporée à la Grèce. Mais nous n'avons fait et nous ne ferons rien de notre côté pour l'y aider. De plus, lorsque, mues par les calamités qui accablaient les malheureux Crétois, les Puissances mêmes ont envoyé leurs vaisseaux pour amener ici leurs familles, nous nous sommes abstenus d'expédier nos propres navires, afin de ne pas donner à notre voisin, avec qui nous sommes en paix, le moindre soupçon, la moindre raison d'irritation. Et pourtant, nous aurions pu, et peut-être même dû, être les premiers à le faire. Quant aux quelques bâtimens marchands grecs qui se sont associés à l'œuvre philanthropique, la charte constitutionnelle nous défend de les en empêcher. Vous êtes



dans le pays depuis quelque temps, vous savez qu'il règne parmi nous une liberté individuelle la plus absolue. Dites vous-même, si nous pouvions agir autrement ? »

J'ai cru devoir faire observer au Ministre que, d'après des données difficiles à mettre en doute, le Gouvernement hellénique aurait fourni de fortes sommes aux différents Comités, non-seulement pour soulager la misère, mais pour faire parvenir même aux insurgés toutes sortes de munitions.

M. Délyanni me répliqua ;

« Je puis vous assurer qu'il n'en est pas ainsi. Nous n'avons employé l'argent que pour soulager les malheureux qui étaient venus implorer notre hospitalité. Cela nous coûte 800,000 drachmes par mois, mais que pouvions-nous faire ? »

J'ai répondu : On affirme pourtant que le Gouvernement hellénique avait voulu imposer au Comité philanthropique, présidé par le Général Church, de ses propres employés, afin de pouvoir disposer des sommes affectées à ce même Comité, pour d'autres buts que celui à qui elles étaient destinées.

M. Délyanni observa :

« Il y a encore erreur. Qu'avions-nous besoin de lui imposer un contrôle, puisqu'il ne recevait l'argent que de nous-mêmes ? Nous n'avions donc qu'à employer cet argent à notre manière avant de le lui faire parvenir. L'administration de ce Comité n'a été changée que pour des raisons purement personnelles. »

Passant à la question du rapatriement, j'ai parlé au Ministre du grand nombre de réfugiés qui désireraient rentrer dans leurs foyers, au rapatriement desquels le Gouvernement a mis et met toujours des obstacles et persiste ainsi à les soustraire à leur autorité légitime.

A ces observations il me répondit :

« On nous fait ce reproche depuis quelque temps, mais à tort. M. Photiadès nous a remis plusieurs listes de réfugiés qui prétendirent vouloir rentrer ; nous avons tout fait pour retrouver ces personnes sans y pouvoir réussir. Si nous en trouvions, nous ne nous opposerions nullement à leur rapatriement. Nous ne demanderions même pas mieux, puisque cela soulagerait nos finances qui sont si fortement grevées par l'hospitalité philanthropique que nous ne pouvons pas refuser à nos malheureux frères. »

« Le Comte de Gobineau, de son côté, nous a dit que l'Amiral Moulac a trouvé à Egine une foule de ces infortunés qui demandaient vivement d'être renvoyés. Nous ne pouvons qu'assurer formellement que jusqu'aujourd'hui toutes nos recherches sont restées infructueuses. »

J'ai répliqué que j'ai entendu moi-même, bien que je ne sache

qu'insuffisamment la langue du pays, des plaintes proférées par ces malheureux d'être retenus malgré eux et des menaces d'aller chez M. Photiadès lui offrir leur soumission pour être rapatriés.

Le ministre me répondit :

« Puisque vous le dites, je n'ose le révoquer en doute. Je tâcherai, tant qu'il est en moi, de découvrir ces gens. Nous ne nous opposerons nullement à leur retour. Tout ce que je savais jusqu'à présent était des données vagues, des suppositions qui ne nous menaient à rien. Par contre, pour vous prouver que ces malheureux réfugiés sont bien aises de jouir de notre hospitalité, je m'en vais vous donner un exemple. Le Conseil de Santé s'effrayant des progrès que certaines maladies ont faits dernièrement ici, et attribuant ces progrès en grande partie à l'agglomération des réfugiés (nous en avons à Athènes et aux environs jusqu'à 17 000), a cru devoir insister sur le déplacement d'un certain nombre d'entre eux, pour les distribuer à Mégare, à Corinthe et dans quelques îles, surtout dans les Ioniennes. Nous voulions en faire partir 2 à 3000. Croiriez-vous que pour mettre à exécution ce projet, il fallait employer la force, et qu'alors même nous devions, pour ne pas provoquer une véritable émeute, nous borner pour le moment à n'en expédier que quelques centaines. »

J'ai fini par faire à M. Délyanni la déclaration suivante :

Après ce que vous venez de me dire, il y a, certes, deux manières de voir de nos Gouvernements respectifs ainsi que du vôtre et de celui qui se range de l'avis du mien. Vous voulez donc démontrer que mon Gouvernement est dans l'erreur en supposant que le Roi, en changeant son cabinet, a voulu par cet acte souverain manifester aux Puissances qui s'intéressent vivement à ce pays, une sorte de blâme pour l'administration précédente.

A cela le Ministre répondit :

« Les changements de cabinet se règlent ici comme partout, d'après les intérêts du pays. Les Ministres actuels ont, avant tout, pris à tâche de s'abstenir des manifestations bruyantes de leurs prédécesseurs qui auraient fini par nous créer toutes sortes d'embarras. C'est pour cette raison surtout et pour éviter des irritations inutiles, que le Roi a cru devoir changer son cabinet; mais le cabinet actuel n'a pas encore songé à condamner les actes du précédent au point de vue de sa politique.

« Je ne puis m'empêcher de reconnaître itérativement l'esprit de bienveillance qui se manifeste dans la pièce dont vous venez de me donner connaissance. Je ne manquerai pas de vous informer de l'impression qu'elle aura faite sur le Roi et sur mes collègues. »

Deux jours après cet entretien, lorsque j'eus l'occasion de revoir M. Délyanni au *Te Deum* chanté pour la fête du Roi, il me dit avoir

rendu compte à Sa Majesté des observations que j'avais été chargé de lui faire au nom du Gouvernement Impérial et Royal, et que le Roi ainsi que ses conseillers étaient pénétrés de l'esprit de bienveillance qui avait dicté ces observations.

Daignez agréer, etc.

Signé : PUSSWALD.

## N° 20.

### **Le baron de Beust au chevalier de Pusswald à Athènes.**

(Télégramme.)

Vienne, le 7 mai 1868.

Si la nouvelle qui m'arrive de Paris et suivant laquelle on aurait le projet, à Athènes, d'admettre dans le Parlement hellénique les députés élus par les insurgés crétois, se confirme, faites au Gouvernement des représentations en vous fondant sur les arguments développés dans ma dépêche du 23 avril, et attirez vivement son attention sur les conséquences sérieuses que pourrait avoir pour lui un acte de cette nature.

## N° 21.

### **Le chevalier de Pusswald au baron de Beust.**

Athènes, le 16 mai 1868.

Monsieur le Ministre,

Les Ministres d'Angleterre et de France ont également reçu, dans le courant de la semaine, par télégraphe, l'ordre de leurs Gouvernements de protester, contre l'admission, au Parlement hellénique, des députés crétois.

M. Délyanni a répondu par écrit, comme il l'avait fait verbalement à moi, à la Note que M. Erskine lui avait adressée à ce sujet : « qu'il n'avait, jusqu'à présent, aucune connaissance officielle de l'élection de ces députés, mais que, au cas où ces bruits se vérifieraient, le Gouvernement du Roi ne manquerait pas à ses obligations internationales et qu'il s'opposerait de toutes ses forces à la réalisation du projet en question. »

La même réponse a été faite, verbalement, à M. le Comte de Gobineau qui, d'après ses instructions, s'était borné à entretenir le Ministre de l'Extérieur de cette affaire dans le sens des ordres que Votre Excellence m'avait fait l'honneur de me transmettre, par le télégraphe le 7 courant.

Daignez agréer, etc.,

*Signé* : PUSSWALD.

---

N<sup>o</sup> 22.

**Le comte Apponyi au baron de Beust.**

Londres, le 9 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Dans le dernier entretien que j'ai eu avec Lord Stanley, j'ai pu me convaincre qu'il tenait ferme quant au principe de l'inadmissibilité des députés crétois au Parlement grec. Sa Seigneurie s'est servi entre autres de l'argument très-juste qu'à part le côté international de la question, qui n'admet aucun doute, ce que le Gouvernement grec lui-même ne pouvait contester aux soi-disant députés crétois, c'était la légalité de leur mandat : qui les a nommés et en vertu de quelle loi électorale ont-ils été élus ? Quelques districts encore insurgés et quelques chefs révolutionnaires peuvent-ils être considérés comme les représentants légaux de la population de toute l'île, presque entièrement soumise et pacifiée ? Lord Stanley pense que cette objection est sans réplique et devrait mettre fin à cette manœuvre révolutionnaire.

Agréez, etc., etc.

*Signé* : APPONYI.

---

N<sup>o</sup> 23.

**M. Neucovich au baron de Beust.**

Corfou, le 3 février 1868.

Monsieur le Ministre,

Le consul général ottoman d'ici a reçu de son Gouvernement, des instructions pour faire rapatrier aux frais du Gouvernement turc



toutes celles des familles crétoises réfugiées dans cette île qui désirent retourner en Candie.

Cette mesure n'a pu être mise à exécution, attendu que les susdites familles qui se trouvent dans l'île sont rigoureusement surveillées par des commissaires, lesquels, d'après ce que nous assurent des personnes dignes de foi, leur ont donné à entendre, que si elles persistent à rester loin de leur patrie, encore durant quelques mois, Candie réussira à s'unir au royaume de Grèce et y trouvera tous les bonheurs. Quiconque essaierait à faire savoir à ces familles qu'elles ne doivent pas ajouter foi à de semblables illusions aurait à craindre les conséquences qui pourraient survenir de la part du peuple, aussi on ne se hasarde pas à prononcer le mot de rapatriement.

Daignez agréer, etc.

Signé : NENCOVICH.

---

## N° 24.

### Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Extrait.)

Paris, le 9 avril 1868.

M. de Moustier pense que le moment est venu de peser énergiquement à Athènes, afin de faire rapatrier les familles crétoises qui infestent les environs de la ville, au nombre de 18,000 âmes environ, arrivées au dernier degré de dégradation. Le typhus s'est déclaré dans cette population misérable et commence à gagner le pays tout entier.

---

## N° 25.

### M. Moretti à M. Nencovich à Corfou.

(Extrait.)

Zante, le 28 avril 1868.

Les émigrants crétois sont dans un état déplorable, privés du strict nécessaire. — Ils ne reçoivent qu'une ration insuffisante, au plus du pain, des fèves ou du fromage; ils vont par les rues pour ainsi dire nus pour la plupart. Les femmes, mendiant ou vendant des herbes sauvages qu'elles ont récoltées pour obtenir un misérable subside. Bien

qu'on rapporte que ces émigrants montrent le désir de retourner dans leur patrie et de profiter ainsi des offres qui leur sont faites par le Gouvernement turc, la peur de la vie qui leur a été inspirée par les organes révolutionnaires dans le cas où ils accepteraient les offres de la Turquie, et le transport de nouvelles familles crétoises en Grèce sur des navires turcs, semblent avoir beaucoup eu d'influence sur les décisions des émigrants.

*Signé: MORETTI.*

---

N° 26.

**Le chevalier de Pusswald au baron de Beust.**

Athènes, le 23 mai 1868.

Monsieur le Ministre,

Le Ministre d'Angleterre a reçu, par le dernier courrier, une dépêche de lord Stanley dont il m'a fait l'honneur de me communiquer, en substance, le contenu. Il y est dit que le Gouvernement français ayant voulu, dans l'affaire du rapatriement des réfugiés crétois, amener tout récemment une entente entre les Cabinets de Paris, de Londres et de Saint-Petersbourg, ce dernier se serait refusé à la coopération proposée. Il aurait, de plus, déclaré que, tout en ayant donné ordre à son escadre du Levant de suspendre pour le moment les transports en Grèce des familles réfugiées, il n'a néanmoins point renoncé à reprendre l'œuvre de sauvetage aussitôt qu'il en entreverrait la nécessité.

Le Cabinet de Londres, de son côté, a chargé son Ministre ici de faire des observations amicales au Gouvernement hellénique, au cas où il viendrait à être prouvé que ce dernier oppose des obstacles audit rapatriement, sans toutefois autoriser M. Erskine à exercer aucune pression sur les Ministres du Roi.

Daignez agréer, etc.

*Signé: PUSSWALD.*

---

N<sup>o</sup> 27.**Le chevalier de Pusswald au baron de Beust.**

Athènes, le 30 mai 1868.

Monsieur le Ministre,

Le Ministre des Affaires Étrangères a remis cette semaine à M. Photiadès ainsi qu'aux Représentants des cours garantes une note verbale, accompagnée d'un dossier imprimé assez volumineux de procès-verbaux dressés par-devant les autorités de différentes localités du royaume et qui tous constateraient la ferme résolution des réfugiés crétois de ne pas retourner dans leur île avant qu'elle ne fût incorporée à la Grèce.

En contradiction manifeste avec ces preuves soi-disant légales, fournies par le Gouvernement du Roi, le Ministre de Turquie reçoit, depuis quelque temps, journellement des requêtes de ces malheureux insulaires demandant d'être reconduits dans leur patrie. Un de leurs chefs vient même de lui proposer l'expédition de cinq cents de ses compatriotes en se déclarant prêt à lui en soumettre la liste revêtue de leurs signatures. M. Photiadès, tout en entrevoyant dans cette proposition la possibilité d'un piège tendu par le « Comité central » ou par l'Opposition, a déclaré à ce chef que les individus en question n'auraient qu'à se présenter, petit à petit, à la légation, qui pourvoierait à leur retour dans l'île.

En attendant, les transports des Crétois, activés depuis peu par la Légation ottomane, ici, en petites parties, se poursuivent.

Daignez agréer, etc.

*Signé : PUSSWALD.*N<sup>o</sup> 28.**Le baron de Beust au baron de Testa à Athènes.**

Vienne, le 8 septembre 1868.

Monsieur le Baron,

Vous voudrez bien employer tous vos efforts à encourager le Gouvernement hellénique à prendre les mesures nécessaires pour mettre un frein aux excès commis à l'instigation du comité crétois tendant à

empêcher les réfugiés de rentrer dans leurs foyers. Votre dernier rapport m'annonce une amélioration dans la situation, puisque les autorités locales à Syra ont montré un peu plus d'énergie. J'espère qu'elles persisteront dans cette voie. Je vous recommande enfin de rester en rapport constant avec votre collègue de France, afin que vous puissiez vous soutenir mutuellement dans les démarches qu'il y aurait à faire dans la question du rapatriement des réfugiés crétois.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 29.

**Le baron de Beust au comte Hoyos à Paris.**

Vienne, le 13 octobre 1868.

Monsieur le Comte,

Le baron de Prokesch me mande, en date du 29 septembre, que la Porte a l'intention de nolisier un bateau du Lloyd et un des messageries impériales pour effectuer sur une plus grande échelle le rapatriement des familles crétoises qui demandent à rentrer dans leurs foyers. Nous prévenons de ce fait le département de la marine impériale, afin que des instructions éventuelles puissent être adressées au commandant de la station navale. Notre pavillon pourra donc concourir, en cas de besoin, avec le pavillon français pour assurer aux bâtiments employés par la Porte la protection nécessaire.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 30.

**Le baron de Beust au baron Prokesch à Constantinople.**

Vienne, le 5 mars 1868.

Monsieur le Baron,

Par sa dépêche adressée le 3 janvier dernier à l'ambassadeur du Sultan à Vienne, Fuad-Pacha nous a fait représenter, en termes dont nous nous plaisons à reconnaître la parfaite courtoisie, les motifs qui empêchaient la Sublime-Porte de déférer au conseil que nous avions



cru pouvoir lui offrir pour donner une solution à la question crétoise.

Depuis, nous nous sommes abstenus de poursuivre la discussion engagée à ce sujet, et nous n'avons plus insisté sur l'adoption d'une mesure qui, réunissant les suffrages de presque toutes les puissances, nous avait paru propre à atteindre le but que nous avions en vue.

Dans cette même dépêche, le Ministre des affaires étrangères du Sultan rappelle les efforts faits par la Turquie pour répondre à l'attente de l'Europe, et il fait valoir les sages déterminations de son Souverain destinées à inaugurer en Candie une ère de paix et de prospérité.

Nous sommes très-disposés à apprécier toute la valeur de cette initiative, et nous reconnaissons hautement le mérite des hommes d'État éminents qui, secondant les vues élevées de leur Souverain, marchent ainsi d'un pas ferme dans la seule voie qui puisse faire espérer de voir l'autorité ottomane se consolider dans l'île.

Nous ne saurions nous empêcher, toutefois, de penser que ce n'est pas à ce seul point que devra se borner leur sollicitude. Si l'œuvre de réformes salutaires que le Sultan a à cœur d'étendre à son empire tout entier et dont Ali et Fuad-Pacha ont vis-à-vis de vous reconnu, en mainte circonstance, l'impérieuse nécessité; si cette œuvre qui est déjà ébauchée dans une grande partie du territoire, n'était poursuivie partout avec une égale vigueur, et si l'on ne faisait pas appel à toutes les forces de la Turquie pour en accélérer la mise à exécution complète et loyale, n'est-il pas à craindre que la Sublime-Porte ne se vît bientôt dans d'autres provinces aux prises avec ces mêmes difficultés qu'elle a tant de peine à surmonter aujourd'hui en Crète?

En chargeant Votre Excellence de soumettre ces observations aux hommes politiques de Turquie, dans les formes les plus confidentielles, je ne puis avoir la prétention de leur rien apprendre que leur esprit éclairé n'ait pénétré depuis longtemps; nous respectons trop, d'ailleurs, l'indépendance du Gouvernement ottoman pour avoir la pensée d'exercer une ingérence indue dans les affaires qui sont du ressort de sa législation et de son administration intérieures. Si nous nous sommes permis de lui signaler l'urgence qu'il y a de faire jouir les populations du bénéfice des améliorations auxquelles elles aspirent, c'est qu'il nous importe grandement que la Turquie nous vienne elle-même en aide, dans l'accomplissement de la tâche que nous nous sommes imposée de plaider sa cause auprès des autres Cours, en justifiant, par des faits patents, et la bonne opinion que nous inspirent ses gouvernements actuels, et la bienveillance de l'Europe entière que nous serions heureux de lui voir définitivement acquise.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

N<sup>o</sup> 31.**Le baron de Prokesch au baron de Beust.**

Constantinople, le 20 mars 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir samedi dernier la dépêche que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 5 courant.

Lundi, je me suis rendu à la Porte pour faire tant au Grand-Vizir qu'à Fuad-Pacha la communication dont Votre Excellence m'a chargé. L'un et l'autre l'ont accueillie avec une parfaite satisfaction, me disant qu'il n'existe pas le moindre désaccord entre les conseils de Votre Excellence et la pensée de la Porte; qu'ils ne sauraient être que très-reconnaissants et pour le fond de la dépêche, qui rendait justice aux intentions du Gouvernement de S. M. le Sultan, et pour les égards qu'elle manifestait dans la forme pour l'indépendance du Gouvernement et pour le prestige si nécessaire au Souverain; — qu'ils acceptent les sages conseils de l'Autriche pour leur programme et qu'ils s'appliqueront de leur mieux à le mettre en exécution. — Ils ajoutèrent que déjà la composition du nouveau Ministère a eu pour motif de faciliter et de hâter la marche de la réforme dans le sens indiqué par Votre Excellence.

Fuad-Pacha m'a dit ensuite que mon collègue de France lui avait fait, il y a peu de jours, une communication analogue qui a reçu de sa part le meilleur accueil. — Il m'a rappelé que S. M. le Sultan m'avait annoncé, lors de mon audience en décembre, de sa propre bouche, la résolution d'appliquer les institutions données à la Crète aux autres provinces de l'Empire et que Sa Majesté était plus impatiente que qu'il y ait que ce soit pour que cela se fasse aussitôt que possible. Il entra ensuite dans quelques détails de l'application, disant qu'il y aura naturellement quelques modifications résultant de la diversité des races, positions et localités; que, par exemple, la Crète ne payant pas d'impôt foncier (privilège que la nouvelle organisation lui avait conservé), l'on ne pourrait exempter les autres provinces de l'Empire de cet impôt indispensable aux finances de l'État.

Le Grand-Vizir et Fuad-Pacha, chacun pour sa part, m'invitèrent d'être auprès de Votre Excellence l'organe de leur reconnaissance et de lui prier d'avoir confiance dans leurs intentions et dans leur marche.

Veuillez agréer, etc.

Signé . PROKESCH

## N° 32.

**Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople.**

(Télégramme.)

Vienne, le 24 mars 1868.

Associez-vous aux demandes des chargés d'affaires de France et d'Angleterre, afin de décider la Porte en faveur des réformes déjà arrêtées. Vous vous efforcerez en même temps de pousser à ces réformes dans la voie que nous vous avons si chaudement recommandée.

---

## N° 33.

**Le baron de Prokesch au baron de Beust.**

Constantinople, le 27 mars 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de recevoir le télégramme en date du 24 courant par lequel Votre Excellence m'ordonne de m'associer aux démarches de mes collègues d'Angleterre et de France, tendant à féliciter la Porte des réformes déjà accomplies et à l'encourager à persévérer dans cette voie.

Je me suis mis, à ce sujet, sur-le-champ en rapport avec mes susdits collègues. M. Bouré, en possession depuis quelques jours de l'ordre analogue, en avait déjà donné connaissance à la Porte. M. Elliot était encore sans instruction. Il suppose la recevoir demain par le courrier ordinaire.

J'ai suivi l'exemple de mon collègue de France en m'acquittant de l'ordre reçu tant auprès du Grand-Vizir qu'auprès du Ministre des Affaires Étrangères, d'abord verbalement, puis la communication du télégramme. Les Ministres m'ont exprimé leur grande satisfaction d'avoir rencontré l'approbation de l'Autriche et des autres Cours amies, « approbation qu'il leur servira d'encouragement et influera à son temps utilement sur l'opinion du pays ». Ils ajoutèrent qu'ils sont en train d'effectuer l'organisation du Conseil d'État et quelques autres réformes découlant de la modification du Ministère.

Veuillez agréer, etc.

Signé : PROKESCH.

---

## N° 34.

**Le baron de Prokesch au baron de Beust.**

Constantinople, le 10 avril 1868.

Monsieur le Ministre,

Mon collègue d'Angleterre m'a lu une dépêche de Lord Stanley du 23 mars, se référant aux conseils offerts à la Porte par l'Autriche pour l'engager à marcher résolûment dans la voie des réformes. Sa Seigneurie envoie à l'Ambassadeur copie de la dépêche dont Votre Excellence m'a honoré en date du 5 mars, se déclare dans un parfait accord avec Votre Excellence dans l'appréciation de ce que le Gouvernement ottoman a accompli et de ce qu'il a l'intention d'accomplir et autorise M. Elliot de s'enoncer dans ce sens en termes généraux envers les Ministres ottomans.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : PROKESCH.*

## N° 35.

**Le baron de Beust aux Missions impériales et royales à Paris, Londres, Berlin et Florence.**

Vienne, le 13 juin 1868.

D'après les nouvelles qui nous parviennent de Belgrade, Milan Obrenowich a toutes les chances d'être proclamé prince. Loin de toute intention de vouloir exercer de l'influence dans cette affaire, que nous considérons comme en dehors de la compétence des puissances, nous nous mettrions dans le cas de ne pouvoir faire d'observation sur une élection quelconque, si celle-ci, au milieu de toutes les combinaisons parvenues à la publicité, comme cela est en effet le cas, ne nous paraissait la plus excellente.

A notre avis, il serait d'un excellent effet, si les autres cours garantissantes s'abstenaient comme nous de toute ingérence dans le pays, et voulaient bien dès maintenant faire connaître à Constantinople leur consentement éventuel à l'élection de Milan Obrenowich.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*



N<sup>o</sup> 36.**Le baron de Prokesch au baron de Beust.***(Extrait.)*

Constantinople, le 16 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Hier matin m'est parvenue l'instruction télégraphique de Votre Excellence m'annonçant l'élection de Milan Obrénovich comme la plus probable et l'approuvant comme la meilleure.

J'en ai donné immédiatement connaissance au Grand-Vizir qui, s'associant à la manière de voir de Votre Excellence, a cru pouvoir me donner l'assurance que la Porte n'apporterait aucun empêchement à cette élection, que cependant il était obligé d'en référer à Fuad-Pacha. Ce dernier n'était pas venu en ville ce matin.

Je ne doute nullement que la Porte ne suive le conseil du Grand-Vizir.

Agrérez, etc.

Signé : PROKESCH.

N<sup>o</sup> 37.**Le baron de Prokesch au baron de Beust.***(Extrait.)*

Constantinople, le 16 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Mes collègues d'Angleterre, de France et de Russie trouvent l'attitude prise de prime abord par la Porte digne et sage. L'Ambassadeur de Russie, en particulier, a envoyé son premier drogman, M. le Général Bogouslawsky, à la Porte pour la féliciter de sa modération et du tact de convenance politique démontré en cette occasion. Le Général, causant avec Fuad-Pacha sur les éventualités du choix, a voulu connaître si la Porte avait ou non un candidat à elle pour le siège princier, et sur la réponse négative du Ministre ottoman, il désira savoir si elle se réservait un veto contre l'un ou l'autre candidat. Fuad-Pacha ayant répondu à cette question également par un non, le premier drogman russe, en précisant le sens de sa pensée, demanda si la Porte admettrait par exemple le Prince de Monténégro s'il sortait du vote de la scouptchina? Fuad-Pacha répondit que ce cas était

légalement impossible et que, certainement, la Porte refuserait de sanctionner le choix d'un Prince non-originaire du pays.

Agréez, etc.

Signé : PROKESCH.

---

N° 38.

**Le baron de Münch au baron de Beust.**

(Extrait.)

Berlin, le 24 juin 1868.

M. de Thile m'a assuré, dans un entretien que j'ai eu avec lui, que la tranquillité la plus complète régnait sur le terrain politique et que la situation n'avait en rien changé depuis le départ de M. le comte de Wimpffen.

Abordant ensuite la question de succession en Serbie, il m'a exprimé sa satisfaction sur la conduite basée sur la conformité de vues qu'avaient observée les grandes puissances. Se reportant ensuite à la mission du ministre Ristitsch dans l'affaire de la capitulation, il me répéta que le comte de Bismarck ne voulait pas consentir à la suppression, dans le cas où cette question, aujourd'hui assoupie, viendrait à être remise sur le tapis; il ne doutait pas que le Président du Conseil ne se montrerait plus enclin à faire des concessions, d'autant plus que les négociants de l'Union du Nord intéressés dans cette affaire avaient fait entendre de vives protestations.

Agréez, etc.

Signé : MUNCH.

---

N° 39.

**Le baron de Beust aux Ambassadeurs impériaux et royaux  
à Paris et à Londres.**

Vienne, le 11 juillet 1868.

Ainsi que vous le verrez par le rapport ci-joint en copie de notre Consul général à Belgrade, la Régence de Serbie a chargé l'Agent de la Principauté à Constantinople de faire des démarches à l'effet d'obtenir que, dans le Bérat à délivrer par la Sublime-Porte pour confirmer Milan Obrénovich comme Prince de Serbie, celui-ci soit reconnu

comme Prince *héréditaire* ou que, tout au moins, il n'y soit pas qualifié de Prince *élu*. En même temps, M. de Kallay a été prié de demander au Gouvernement Impérial et Royal son intercession auprès de la Cour suzeraine afin qu'il soit fait droit au vœu de la Régence.

Nous avons pensé que ce vœu méritait d'être pris en considération et j'ai, en conséquence, transmis au baron de Prokesch l'ordre de le soutenir énergiquement. La dépêche que j'ai adressée à notre Ambassadeur sur ce sujet et dont Votre Altesse, ou Votre Excellence, trouvera copie dans l'annexe, vous mettra au courant des raisons qui nous ont décidés à prêter notre appui à la demande des gouvernants de Belgrade et qui, j'aime à le croire, seront également trouvées concluantes par le Cabinet français, ou anglais.

Un avis télégraphique du baron de Prokesch vient de me mander que les démarches qu'il lui avait été prescrit de faire pour recommander les vœux serbes ont rencontré un accueil favorable auprès des Ministres ottomans.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

---

## N<sup>o</sup> 40.

### Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople.

Vienne, le 12 juillet 1868.

Monsieur le Baron,

Par ma dépêche télégraphique du 9 de ce mois, j'ai transmis à Votre Excellence l'ordre de Sa Majesté Impériale et Royale de soutenir la demande que l'Agent serbe à Constantinople est chargé de soumettre au gouvernement du Sultan, tendant à ce que Milan Obrénovich soit confirmé comme Prince de Servie à titre héréditaire ou, si ce désir devait rencontrer des répugnances invincibles, que tout au moins la confirmation ait lieu purement et simplement, en supprimant dans le Bérat d'investiture l'épithète de Prince élu.

Les gouvernants de Belgrade ont réclamé notre intercession auprès de la Cour suzeraine pour que l'hérédité soit accordée.

La marque de bienveillance sollicitée par la Servie ne saurait paraître extraordinaire, puisque le Vice-Roi d'Égypte, rattaché à la Cour ottomane par des liens de dépendance encore plus étroits, jouit également du privilège de l'hérédité, accordé aussi au Prince actuel de Moldo-Valachie.

On peut ajouter que, d'après les principes du droit féodal, tel qu'il a constamment été pratiqué en Europe, cette prérogative est, pour ainsi dire, inhérente à l'essence même de la vassalité, la succession dans un fief étant, en règle générale, dévolue de plein droit à l'héritier naturel du dernier feudataire, sauf l'investiture du suzerain.

Votre Excellence, en continuant de prêter un appui chaleureux aux demandes présentées par l'Agent serbe, voudra bien, pour décider la Porte à y faire droit, se servir des arguments que je viens de lui indiquer.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 41.

**Le prince de Metternich au baron de Beust.**

Paris, le 16 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement français est entièrement d'accord avec Votre Excellence sur l'opportunité d'appuyer à Constantinople le vœu des Serbes de voir la Porte accepter avec bienveillance le principe de l'hérédité dans la famille Milosch.

Selon M. de Moustier, la Porte n'est pas éloignée d'adopter ce principe et d'accueillir les demandes serbes, pourvu qu'elles lui soient adressées en termes convenables.

C'est dans un sens très-encourageant que le Ministre écrit à ce sujet à Belgrade et à Constantinople.

Agrérez, etc.

*Signé : METTERNICH.*

---

N° 42.

**Le comte Apponyi au baron de Beust.**

Londres, le 21 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai communiqué confidentiellement à lord Stanley les instructions transmises au baron de Prokesch, chargeant notre Ambassadeur



d'appuyer auprès de la Porte les vœux de la Serbie au sujet du rétablissement du principe d'hérédité dans la famille Obrénovich.

Le principal Secrétaire d'État, tout en donnant son entier assentiment aux arguments développés dans cette dépêche, m'a fait observer qu'il n'avait pas les mêmes motifs que nous pour prendre une initiative à cet égard, par la simple raison que la Régence serbe n'avait pas réclamé l'entremise de l'Angleterre auprès de la Porte et que celle-ci, de son côté, n'avait pas, non plus, consulté le Gouvernement britannique sur cette question. Lord Stanley ne se croit donc pas justifié à intervenir à Constantinople. Sa Seigneurie n'en est pas moins convaincue que le rétablissement de l'hérédité est dans l'intérêt de la Serbie aussi bien que de la Turquie, et il comprend parfaitement que l'Autriche, comme puissance limitrophe, se préoccupe activement et sérieusement de cette question.

J'ai suggéré à mon interlocuteur de faire connaître aux Représentants anglais à Constantinople et à Belgrade son opinion favorable à l'hérédité, afin que, le cas échéant, ils puissent s'exprimer dans ce sens; mais lord Stanley me répondit que, si l'avis de l'Angleterre était demandé, il aurait toujours le temps de le faire connaître par le fil électrique.

La dépêche de Votre Excellence ainsi que les télégrammes contenus dans les journaux semblent d'ailleurs, faire pressentir que la question en instance recevra une solution conforme aux désirs du Gouvernement Impérial et Royal.

Agréé, etc.

*Signé : APPONYI.*

## N° 43.

**Le baron de Prokesch au baron de Beust.**

Constantinople, le 24 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

Je me suis rendu hier à la Porte dans l'intention de m'assurer de la rédaction et de la prompte expédition du Bérat d'investiture du Prince de Serbie, les complications au Danube engageant à éviter le retard.

J'ai retrouvé Fuad-Pacha dans les mêmes dispositions dans lesquelles je l'avais laissé il y a quelques jours, c'est-à-dire, convaincu comme nous, qu'il est de l'intérêt du Gouvernement ottoman de faire acte de reconnaissance du principe d'hérédité et d'assurer ainsi à la dignité princière en Serbie le droit de succession.

Le Ministre ottoman, sur ma demande, mit sous mes yeux la traduction officielle du Bérat qui sanctionne l'avènement du prince Milan, approuvant le vote de l'Assemblée nationale comme conforme à l'ordre de succession établi par le Bérat de 1830, qui accordait l'hérédité de la « dignité princière à la famille Obrénovich par ordre de primogéniture. »

Dans le texte de la traduction il y avait cependant deux fois le terme « élu. » L'élection, dans le cas présent, n'étant considérée dans le Bérat que comme la suite et la reconnaissance du titre héréditaire du prince Milan, le terme « élu » était au fond sans conséquence. J'ai cru, cependant, qu'il fallait le changer, et il m'a été d'autant plus facile de disposer le Ministre à remplacer dans le premier alinéa les mots : « a élu » par : « s'est énoncé en faveur de » et dans le second terme *élu* par *admis*, que dans le texte turc le mot correspondant a le sens d'admission et non pas celui d'élection.

Le Chargé d'Affaires de Serbie, auquel j'ai lu confidentiellement la pièce, l'a trouvée tout à fait conforme aux vœux de son Gouvernement.

Le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, Kiamil-Bey, porteur du Bérat, part aujourd'hui pour Varna et Belgrade. La traduction officielle sera communiquée aux Cours garantes par les organes de la Sublime-Porte auprès d'elles. Je m'empresse de la joindre dans l'exemplaire même qui m'a été remis par Fuad-Pacha, accompagnée du texte turc.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : PROKESCH.*

---

## N° 44.

**Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople.**

Ischl, le 3 août 1868.

Monsieur le Baron,

C'est avec la plus vive satisfaction que nous avons constaté les efforts éclairés par lesquels le Gouvernement ottoman a contribué si puissamment à faire rentrer dans une voie régulière et paisible les affaires de la Serbie, après la violente secousse que cette principauté vient d'éprouver.

La situation créée par le crime de Belgrade pouvait faire courir les plus grands dangers à la tranquillité du Levant, si la sagesse et la

modération de la Sublime-Porte n'étaient venues faciliter aux hommes que cette crise a portés au pouvoir les moyens de calmer l'agitation des esprits et de rasseoir l'autorité sur des bases solides.

Intéressés plus directement qu'aucune autre puissance au maintien du repos sur le Bas-Danube, nous ne faisons qu'accomplir un devoir de justice et de reconnaissance en rendant hommage à la haute prévoyance et à l'esprit de conciliation qui ont présidé aux déterminations de Sa Majesté le Sultan, et à la conduite de ses conseillers dans cette grave occurrence.

Vous voudrez bien, monsieur le Baron, vous faire auprès des ministres turcs l'interprète de ces sentiments, et les féliciter sincèrement, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, du succès qu'ils ont su assurer en conciliant, à un égal degré, la dignité de leur Souverain et les vœux légitimes de la Serbie.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

## N° 45.

### **Les Membres de la Régence princière de Serbie au baron de Beust.**

Belgrade, le 23 juillet/4 août 1868.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence connaît déjà le funeste événement qui a privé le peuple serbe d'un Prince auquel il avait voué toute son affection et un dévouement sans bornes.

L'attitude calme et digne que le peuple a gardée au milieu de ces circonstances périlleuses où il avait été jeté à l'improviste, a mis le Gouvernement princier à même de prouver une fois de plus que le peuple serbe est un élément de solidité politique et d'ordre social.

Réunie dans ces pénibles circonstances, la Grande Assemblée nationale, se conformant aux lois du pays, a proclamé unanimement Milan Obrénovich, neveu du Prince défunt, Prince héréditaire de Serbie et quatrième de la dynastie de ce nom.

Le prince Milan étant encore mineur, la Grande Assemblée nationale, complétant son mandat, a nommé un Conseil de Régence et confié temporairement aux soussignés l'exercice de l'autorité princière.

La Cour suzeraine, animée d'un esprit bienveillant, a bien voulu

se conformer aux dispositions de l'acte solennel par lequel elle avait reconnu en 1830 les titres d'hérédité de la dynastie Obrénovich, et ces titres étant conformes aux décisions nationales tant antérieures que postérieures à cette époque, elle les a confirmés en faveur du Prince Milan, suivant l'ordre de primogéniture.

En informant Votre Excellence de ces faits, nous avons l'honneur de la prier de vouloir bien porter à la connaissance de Sa Majesté l'Empereur l'avènement au trône de Serbie de Son Altesse Sérénissime le Prince Milan Obrénovich IV. Son Altesse ne manquera pas, à l'époque de sa majorité, de faire part elle-même de son avènement à Sa Majesté Impériale et Royale.

Nous aimons à exprimer, Excellence, à cette occasion, l'espoir que Sa Majesté Impériale et Royale voudra bien reporter sur le nouveau Prince les mêmes sentiments de bienveillance qu'elle a tant de fois daigné témoigner à son illustre prédécesseur, et conserver la même sollicitude pour les intérêts du peuple serbe qui a mis et mettra toujours le plus grand soin à la mériter.

Veuillez agréer, etc.

*Les Membres de la Régence princière,*

*Signé : M. P. BLAZNAVAZT, M. P.*

*Signé : J. RISTITSCH, M. P.*

*Signé : J. GAVRILOVITSCH, M. P.*

## N° 46.

### **Le baron de Beust aux Membres de la Régence princière de Serbie.**

Wildbad Gastein, le 17 août 1868.

Messieurs,

Par la lettre que vos Excellences m'ont fait l'honneur de m'adresser, en date du 4 août-23 juillet dernier, elles ont bien voulu porter à ma connaissance, en m'invitant à l'annoncer à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, l'avènement de Son Altesse Sérénissime le Prince Milan Obrénovich IV à la dignité de Prince héréditaire de Serbie, la Cour suzeraine ayant confirmé le vote émis à ce sujet par la Grande Assemblée nationale et ayant donné en même temps une sanction nouvelle au droit d'hérédité déjà antérieurement reconnu par elle à la Maison Obrénovich.



Je me suis empressé de placer cette obligeante communication sous les yeux de mon Auguste Souverain, et c'est d'ordre de Sa Majesté que j'ai l'honneur d'y répondre aujourd'hui.

Plus a été douloureuse l'impression que le Gouvernement de l'Empereur et Roi a ressentie à la nouvelle de la catastrophe qui a enlevé aux affections du peuple serbe un Prince aussi rempli de sagesse que dévoué à son pays, et plus il a été heureux d'apprendre que les dangers qui eussent pu en résulter ont été heureusement conjurés, grâce aux soins éclairés et énergiques des hommes portés au pouvoir à la suite de cet événement et grâce à l'attitude calme et digne de la population, et que, les dispositions de Sa Majesté le Sultan aidant, l'ordre de choses qui nous a, dès le premier moment, paru offrir les meilleures garanties de stabilité a pu être fondé en Servie.

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique se félicitera de cultiver un jour avec Son Altesse Sérénissime le Prince Milan des rapports de bonne amitié tels qu'il lui a été toujours si agréable de les entretenir avec ses prédécesseurs et parents. D'ici là, le Gouvernement de Sa Majesté est heureux de voir la direction des affaires de la Principauté confiée aux mains habiles et fermes de Vos Excellences, et il se plaît à espérer qu'elles feront présider aux relations entre les États de l'Empereur et Roi et la Servie cet esprit de bienveillance et de confiance qu'il continuera lui-même d'y apporter en toute circonstance.

Je vous prie, Messieurs, d'agréer, etc.

*Signé* : BEUST.

---

## N° 47.

### **Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

(*Télégramme.*)

Vienne, 6 avril 1868.

Si l'expulsion de cinq cents familles israélites se confirme, faites démarche officielle, demandez énergiquement instruction du procès, punition des coupables et réparation complète pour les préjudices causés.

---

## N° 48.

**Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris,  
et au comte d'Apponyi à Londres.**

(Télégramme.)

Vienne, le 6 avril 1898.

Le préfet de Bakéu a, dans les vingt-quatre heures, chassé cinq cents familles de leurs demeures. La communauté israélite de Jassy nous demande, par le télégraphe, de les protéger promptement. Parlez avec le ministre des affaires étrangères et invitez-le à autoriser les représentants français et anglais à Bukarest, à faire une démarche collective qui me paraît rigoureusement nécessaire.

---

## N° 49.

**Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

(Télégramme.)

Vienne, le 12 avril 1898.

Des nouvelles reçues à Paris confirment les horreurs dont les Israélites sont l'objet. Agissez énergiquement et de concert avec votre collègue de France.

---

## N° 50.

**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 8 avril 1898.

Monsieur le Ministre,

Après avoir fait différentes tentatives vaines pour avoir un entretien avec M. Goleseo, il est venu me voir hier entre trois et quatre heures, selon la promesse qu'il m'en avait faite, en réponse à une invitation écrite de ma part.

Je lui communiquai que depuis la teneur d'une dépêche télégraphique du Consul impérial et royal à Jassy, on commençait à espul-

ser de la ville de Bakéu et du district qui y appartenait, les familles israélites résidant en ces lieux, dans l'esprit du projet de loi présenté à la Chambre; que cinq cents familles sans pain et sans toit erraient dans les campagnes, que suivant les renseignements qui m'avaient été donnés par les Israélites de Bucharest il n'y avait pas plus de cinq cents familles israélites dans la ville de Bakéu, que, par conséquent, l'expulsion de ces cinq cents familles n'était autre chose que l'expulsion de tous les Israélites de ce district; qu'il m'était parvenu, au sujet de cette affaire, de la part de Votre Excellence, les ordres les plus précis. En conséquence de quoi je priais le Gouvernement princier de prendre au plus vite les mesures nécessaires afin d'annuler les mesures prises dans le district de Bakéu, d'indemniser les victimes de ces mesures, et de punir sévèrement ceux qui les avaient ordonnées.

M. Golesco répondit qu'il apprenait avec le plus grand étonnement la communication que je lui faisais, qu'il se voyait obligé de me demander de quelle source je tenais ces nouvelles, et si cette source était sûre et méritait confiance.

Je répondis que je tenais cette nouvelle de la source la plus sûre et la plus digne de confiance, que le Gérant du Consulat impérial et royal de Jassy n'aurait pas à la légère fait parvenir, par le télégraphe, au Ministre des Affaires étrangères de l'Empire d'Autriche, une fable circulant à Jassy; qu'il ne s'agissait pas dans le cas donné, comme à l'égard des bandes bulgares, au sujet desquelles on pouvait prétendre que personne ne les ayant vues, leur existence pouvait rester douteuse pendant quelque temps, et la chose ne pas être éclaircie.

Je fis entendre à M. Golesco que je devais croire que des lettres ou des communications de quelques-unes de ces familles malheureuses errant dans le pays, sinon même des réclamations faites personnellement au Consulat de Jassy, devaient se trouver entre les mains de l'administrateur du Consulat.

Il serait encore possible, ajoutai-je, qu'il y eût une erreur touchant le nombre, qu'on eût chassé quelques familles de plus ou de moins, mais que je me voyais forcé de maintenir le fait dans son ensemble, à savoir que dans le district de Bakéu on avait chassé de leurs foyers quelques centaines de familles israélites pour les livrer à la misère.

M. Golesco me demanda ensuite quelle date portait la dépêche de Jassy.

Je lui répondis qu'elle était du 5 avril au soir.

Il y aurait donc ainsi, répondit M. Galesco, presque deux jours d'écoulés depuis cette expulsion des Juifs, et sans que le Gouvernement eût reçu la moindre nouvelle de cette mesure; il y a une demi-heure

que je parlais au Ministre de l'Intérieur, M. J. Bratiano, qui ne m'a parlé de rien de semblable.

Cependant, que sur mes assurances, il devait croire qu'il était arrivé quelque chose de sérieux dans le district de Bakéu.

Qu'il prévoyait déjà les désagréments que l'affaire que je venais de lui communiquer occasionneraient au Gouvernement du Prince; si M. le préfet Lecca a exécuté de son chef la mesure contre les Juifs, il mérite d'être pendu, d'après mon opinion, dit le Ministre.

Il ajouta que, de chez moi, il se rendrait auprès du Prince, puis chez le Ministre de l'Intérieur, afin d'aller avec lui à la direction du télégraphe pour faire mander le préfet Lecca au bureau du télégraphe de Bakéu, et prendre les mesures nécessaires. Votre Excellence, ajouta M. Golesco, peut compter que les expulsés seront rappelés, ceux qui ont éprouvé des pertes indemnisés, et les coupables punis de la façon la plus sévère.

Avant de s'en aller, M. Golesco me dit encore que, malgré la nouvelle officielle de Jassy, il ne pouvait admettre que la nouvelle fût exacte, parce qu'il regardait comme impossible qu'on prît une pareille mesure à l'insu du Gouvernement central.

Aujourd'hui soir, à sept heures, demain au plus tard, à huit heures du matin, il m'informera de la manière dont les choses ont eu lieu.

Daignez, etc., etc., etc.

Signé : EDER.

---

## N° 51.

### **Le Baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

(Télégramme.)

Vienne, le 13 avril 1868.

D'après les nouvelles qu'on a à Berlin, les poursuites dirigées contre les Israélites s'étendent aussi à d'autres districts et sont continuées.

---



## N° 52.

**Le baron de Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 14 avril 1868.

Monsieur le Ministre,

L'ordre de Votre Excellence du 12 m'est parvenu le 13 au soir par la voie du télégraphe.

A dix heures et demie du soir, j'ai pareillement reçu, le 13, les instructions de Votre Excellence, en date du 13, toujours par la voie du télégraphe.

Presqu'en même temps m'est parvenue une dépêche télégraphique du Consulat général Impérial et Royal de Jassy, aussi datée du 13.

Cette dépêche m'apportait la nouvelle que la starostie Impériale et Royale de Bakéu avait présenté des plaintes signées par soixante et onze Juifs campagnards expulsés. Ce rapport de la starostie annonce de nouveaux excès dans le lieu même. D'après ce rapport, il a été tiré trente coups de feu sur les bâtiments de la compagnie d'assurances contre l'incendie de Trieste. Le chevalier de Wolfarth, craignant de nouveaux excès, m'invite à obtenir de la part du Gouvernement du Prince des ordres très-sévères.

A cause de l'heure avancée, il était presque minuit, il me fut impossible de faire des démarches officielles le 13.

Je crus pourtant devoir aussitôt adresser au Président du Conseil du Prince et Ministre des Affaires étrangères, M. E. Golesco, la lettre dont ci-jointe la copie.

Selon les instructions renfermées dans votre dépêche du 12, je me suis entendu ce matin avec le gérant du consulat français au sujet des démarches à faire dans cette affaire. Le consul général Anglais a pris part à cette entente. Il avait déclaré que quoique n'ayant aucune instruction particulière pour le cas donné, de la part de son Gouvernement, il était prêt à s'associer à toutes les démarches que feraient les autres consulats touchant l'affaire des Israélites.

Il était pareillement parvenu depuis huit jours des nouvelles de Jassy aux consulats de France et d'Angleterre au sujet de cinq cents familles israélites expulsées et errant maintenant sans asile. Cependant comme le Gouvernement du Prince révoquait en doute l'authenticité de ces nouvelles, ils n'avaient pas jugé à propos de faire des démarches concernant cette affaire auprès du Gouvernement de ce pays.

Après que les consuls de France et d'Angleterre se furent réunis

chez moi, je leur communiquai le contenu des nouvelles que j'avais reçues la veille par la voie du télégraphe.

On tomba d'accord que la mesure la plus efficace à prendre serait de demander au Prince une audience collective et de faire à Son Altesse des représentations concernant l'état des choses en Moldavie. Je fus invité, au nom des consuls d'Autriche, de France et de la Grande-Bretagne, d'écrire au ministre des Affaires étrangères du Prince une lettre au sujet d'une audience collective. L'écrit ci-joint fut aussitôt envoyé par moi à M. Étienne Golesco.

Sur ces entrefaites, le gérant du consulat prussien avait paru chez moi. Le comte Keyserling était parti depuis quelques jours pour Galatz pour l'affaire de la commission du Danube.

Le gérant du Consulat prussien qui avait reçu connaissance de ma lettre à M. Golesco dans le courant de la nuit précédente, arriva soi-disant pour s'informer des nouvelles de Bakéu.

Il nous dit que le comte de Bismarck avait envoyé des instructions au consulat de Bucharest, à la suite des prétendues persécutions exercées contre les Juifs, surtout dans l'arrondissement de Galatz, mais que le comte Keyserling avait annoncé par le télégraphe que pour ce qui touchait l'arrondissement de Galatz, les nouvelles étaient de pure invention.

On tomba d'accord en face de la contradiction qui existait entre les nouvelles qui arrivaient au Gouvernement du Prince et les nouvelles que la communauté israélite de Jassy faisait parvenir à Bucharest, qu'il était désirable que les consulats de Jassy envoyassent sur le théâtre des événements des personnes dignes de foi, afin d'obtenir un compte rendu fidèle du véritable état des choses.

J'ai envoyé un télégramme dans ce sens au gérant du consulat Impérial et Royal à Jassy. Les consuls de France, de la Grande Bretagne et de Prusse adressent des télégrammes dans le même sens aux représentants de ces puissances à Jassy. Vers la fin de ma lettre du 13, adressée au président du conseil, avant de m'être entendu avec les consuls de France et d'Angleterre, j'avais demandé d'être reçu par le Prince. Sur cette première démarche, M. Golesco m'a écrit pour me faire savoir que le Prince me recevrait demain à une heure.

Je n'ai pas encore de réponse sur la démarche de la demande d'une audience collective.

Daignez, etc.

*Signé : EDER.*

## N° 53.

**Note du baron d'Eder à M. Étienne Goleseo.**

Bucharest, le 14 avril 1868.

*(Annexe à la dépêche du baron d'Eder du 14 avril 1868.)*

Le soussigné, agent et consul général d'Autriche, s'étant entendu avec monsieur l'agent et consul général d'Angleterre et le gérant de l'agence et consulat général de France, a l'honneur de vous prier, en son nom et au nom de ses collègues susnommés, de vouloir bien leur faire obtenir une audience collective de Son Altesse Sérénissime, pour attirer son attention sur les nouvelles parvenues de Moldavie au sujet des mesures adoptées contre les Israélites.

Le soussigné profite, etc.

*Signé : EDER.*

## N° 54.

**Le baron d'Eder à M. Étienne Goleseo.**

Bucharest, le 13 avril 1868.

*(Annexe à la dépêche du baron d'Eder du 14 avril 1868.)*

Je viens de recevoir une dépêche télégraphique de M. le consul d'Autriche à Jassy, dans laquelle il est dit que la starostie Impériale à Bakéu lui a fait parvenir une pétition signée par soixante et onze Israélites expulsés des communes rurales du district.

Le fait de cette pétition est en opposition avec la communication que vous avez bien voulu me faire, le 7 du mois courant, sur la base du rapport de M. le préfet de Bakéu.

M. le consul de Jassy m'annonce, en outre, que des désordres ont éclaté dans la ville de Bakéu et que même des coups de feu ont été tirés sur les bureaux de la société d'assurance de Trieste.

En vous signalant ces faits, monsieur le président, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien vous interposer auprès du Gouvernement princier, à l'effet que des mesures énergiques soient prises sans délai, pour faire cesser l'état d'anarchie qui paraît désoler la ville de Bakéu et dont la continuation engagerait gravement la responsabilité du Gouvernement vis-à-vis de l'opinion publique en Europe.

Avant de terminer, je prends la liberté de vous prier de m'obtenir une audience de la part de Son Altesse Sérénissime. Je désire attirer l'attention du Prince sur les tristes et regrettables éventualités qui font l'objet de ma présente démarche.

Veuillez, etc.

*Signé : EDER.*

---

N° 55.

**Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust.**

Jassy, le 15 avril 1868.

J'emploie les quelques minutes qui me restent avant le départ du courrier pour présenter respectueusement à Votre Excellence la copie d'un acte que les consuls étrangers résidants ont accompli dans les bâtiments de l'agence Impériale et Royale et se rapportant aux persécutions contre les Israélites en Moldavie. Tous les consuls envoient des copies de cet acte aussi bien à leur Gouvernement qu'aux agents de ces Gouvernements à Bucharest.

Agréé, etc.

*Signé : WOLFARTH.*

---

N° 56.

**Protestation du corps consulaire de Bucharest.**

Jassy, le 15 avril 1868.

*(Annexe à la dépêche du chevalier de Wolfarth du 15 avril 1868.)*

Sur l'invitation de M. de Wolfarth, chef de l'agence et du consulat général d'Autriche en Moldavie, les soussignés consuls d'Angleterre, d'Autriche, de France, de Grèce, de Prusse et de Russie, dans le seul but d'éclaircir et de fixer exactement MM. les agents et consuls-généraux à Bucharest sur les faits déplorables qui viennent d'avoir lieu en Moldavie (district de Bakéu), se sont réunis à l'effet d'entendre, avec les déclarations qui leur ont été faites par les Israélites les plus recommandables à Jassy, la lecture des pièces et rapports reçus de l'agent consulaire d'Autriche à Bakéu relativement aux événements qui se sont passés dans les communes rurales de ce district.



A la suite de ces déclarations et de la lecture de ces pièces et rapport, les soussignés ont été unanimes à reconnaître qu'il n'est pas douteux pour eux que les mesures de vexation et d'expulsion dirigées aujourd'hui contre les Israélites sont des faits très-réels et parfaitement avérés.

En conséquence, les soussignés ont été amenés avec regret à se convaincre que les dénégations si catégoriques opposées aux agents et consuls généraux à Bucharest par le Gouvernement roumain sont en contradiction flagrante avec les faits qu'ils ont été en position de constater.

Jassy, le 15 avril 1868.

*Signé* : H. ST.-CLAIR.

— DELAPORTE.

— R. GOERING.

*Signé* : WOLFARTH.

— VAKELLARIDES.

— P. KARTSCHEWSKY.

## N° 57.

### **Le baron de Beust aux Ambassadeurs impériaux et royaux à Paris et à Londres.**

Vienne, le 21 avril 1868,

Sur l'invitation de notre consul à Jassy, les consuls d'Angleterre, de France, de Grèce, de Prusse et de Russie se sont réunis chez lui et ont constaté par un protocole daté du 15 de ce mois que les mesures de vexation et d'expulsion dirigées contre les Israélites sont des faits avérés.

Votre Altesse (Votre Excellence) trouvera sous ce pli le texte de cette pièce telle qu'elle nous a été transmise par M. de Wolfarth.

Le Gouvernement Impérial et Royal continuera, en conséquence, à faire des démarches énergiques pour assurer aux Israélites une protection efficace et leur procurer une réparation des dommages qu'ils ont soufferts. Nous espérons, d'ailleurs, que le Prince Charles, qui s'est rendu lui-même sur les lieux, prendra l'initiative de mesures nécessaires.

En tous cas, nous sommes heureux de pouvoir constater l'appui que notre consul à Jassy a trouvé auprès de ses collègues et l'accord qui existe entre les agents pour s'élever contre les actes arbitraires du Gouvernement moldo-valaque.

La France et l'Angleterre qui se sont, dès le principe, chaudement associées aux représentations que nous avons adressées à Bucharest, ne nous refuseront sans doute pas leur concours ultérieur, s'il devenait nécessaire d'y faire appel.

C'est principalement avec ces deux puissances que nous désirons marcher d'accord et nous sommes persuadés que notre influence réunie pourra, si elle veut s'exercer sérieusement, ramener bientôt le Gouvernement moldo-valaque à une conduite plus conforme à ses véritables intérêts.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 58.

**Le prince de Metternich au baron de Beust.**

Vienne, le 23 avril 1858.

Monsieur le Ministre,

M. de Moustier a reçu de Jassy, avec le protocole que vous avez bien voulu me communiquer par votre dépêche du 21 de ce mois, des détails très-circonstanciés sur les mesures vexatoires dont les Israélites ont été les victimes en Moldavie.

Selon le Ministre, le but du Ministère Bratiano était de se rendre populaire en Moldavie où il compte fort peu de partisans; or, rien n'est, paraît-il, plus agréable à cette population peu civilisée que l'expulsion des Juifs qui tiennent entre leurs mains le commerce et l'industrie. Il s'agissait de trouver un moyen légal d'opérer l'expulsion souhaitée, et la manière dont on s'y est pris ne manque pas d'une certaine astuce naïve. Il existe une loi en Moldo-Valachie selon laquelle les vagabonds doivent être exilés et c'est de cette loi que l'on s'est servi en ordonnant à tous les propriétaires de maisons, de cabarets, etc., de donner immédiatement congé aux familles israélites; ces familles se trouvant dans la rue du jour au lendemain, on les a expulsées sous prétexte de vagabondage de par la loi.

M. de Moustier se propose d'attendre les résultats du voyage du prince Charles avant de faire un pas de plus de concert avec nous et avec l'Angleterre.

Agréez, etc.

*Signé : METTERNICH.*

---

N<sup>o</sup> 59.**Le comte Apponyi au baron de Beust.**

Londres, le 28 avril 1868,

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pas manqué de communiquer la dépêche de Votre Excellence du 21 à Lord Stanley qui, de son côté, avait également reçu de Jassy la confirmation des mesures vexatoires et d'expulsion dirigées contre les Israélites par les autorités moldaves.

Sa Seigneurie s'est empressée d'écrire de nouveau aux agents britanniques à Bucharest et à Jassy pour renforcer encore les instructions, déjà très-énergiques, qu'il leur avait envoyées antérieurement, pour assurer aux Israélites une protection efficace de la part du gouvernement du prince Charles.

Agréez, etc.

*Signé* : APPONYI.N<sup>o</sup> 60.**Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.***(Télégramme.)*Vienne, le 1<sup>er</sup> mai 1868.

Je suis heureux de vous exprimer la satisfaction qu'a fait éprouver à Sa Majesté et à son Gouvernement votre conduite énergique dans la question des Israélites.

N<sup>o</sup> 61.**Lé baron de Beust aux Représentants de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à Paris, Londres, Florence, Berlin, Saint-Pétersbourg et Constantinople.**

Vienne, le 10 mai 1868.

Depuis l'été dernier, une succession d'actes de violence et de vexations dirigés contre les Israélites dans les Principautés-Unies est

venue, pour ainsi dire, périodiquement mettre en émoi l'opinion européenne.

Les dispositions administratives prises l'année dernière contre les Juifs habitant la Moldavie, dispositions sur lesquelles le gouvernement princier s'est vu obligé de revenir en présence de l'improbation générale; les scènes de désordre et de pillage dont, il y a quelques mois, les villes de Kalarasch et de Berlad ont été le théâtre; enfin les mesures d'expulsion qui viennent de frapper la population israélite dans une grande partie des communes rurales de la Moldavie et sur lesquelles notre agent à Bucharest signalait au ministre des affaires étrangères du prince Charles, dans sa note ci-jointe en copie, les particularités les plus saillantes qui lui étaient connues à cette date, — tous ces faits, indignes d'un siècle de civilisation, sont autant de symptômes d'une situation à laquelle il nous semble urgent de porter remède.

La plupart des victimes de cette persécution systématique étant sujets de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, nous étions naturellement appelés en première ligne à élever notre voix à Bucharest pour réclamer contre les procédés arbitraires et injustes dont on avait usé à leur égard.

Au lieu de faire droit à nos réclamations, le gouvernement moldo-valaque a pris le parti de se retrancher dans un système de dénégations, qualifiant de faussetés les nouvelles répandues sur les mesures prescrites contre les Juifs et allant jusqu'à incriminer personnellement des agents de l'Empereur dans les Principautés de se faire l'organe d'accusations calomnieuses à sa charge. Telle est la substance d'une note adressée, le 21 avril dernier, par M. Étienne Golesco aux consuls étrangers à Bucharest.

Pour faire justice de ces défaites, il suffirait de la déclaration si catégorique, signée des agents consulaires de toutes les puissances à Jassy. Chaque jour, au surplus, nous apporte encore de nouveaux témoignages prouvant que les mesures en question, exécutées à peu près simultanément sur beaucoup de points du territoire, ont été le résultat d'instructions générales émanées du centre du gouvernement.

Le cabinet anglais doit avoir reçu, comme nous, des preuves irrécusables constatant les faits dont je viens de parler, puisqu'il a adressé le 24 du mois dernier à son consul général à Bucharest la dépêche ci-jointe qui m'a été communiquée par ordre de lord Stanley. On ne saurait flétrir dans des termes plus énergiques la conduite de M. Bratiano et de ses organes, ni faire entrevoir plus clairement aux gouvernants moldo-valaques que, s'ils continuaient à méconnaître, comme ils le font, les obligations internationales et les égards



des aux puissances garantes, celles-ci pourraient bien se croire déliées des engagements sur lesquels repose l'existence politique des Principautés-Unies.

Nous ne mettons pas en doute que les autres cours signataires du traité de Paris, également désireuses de réprimer des actes de barbarie qui font la honte de notre époque et dont elles doivent tenir à repousser la solidarité, ne s'empressent de s'associer à nous et à l'Angleterre pour faire entendre au gouvernement du prince Charles un langage empreint de cette sévérité qui peut seule encore produire sur lui quelque impression.

Veuillez en faire la proposition formelle au gouvernement près duquel vous êtes accrédité, s'il n'avait pas déjà transmis des ordres dans ce sens à son représentant à Bucharest.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

## N° 62.

**Note du baron d'Eder à M. Étienne Golesco, en date  
de Bucharest, le 24 avril 1868.**

*(Annexe à la circulaire du baron de Beust, en date du 10 mai 1868.)*

Monsieur,

Par suite des démarches réitérées que j'ai eu l'honneur de faire auprès de vous dans l'intérêt des Israélites persécutés en Moldavie, vous m'avez adressé le 22 du mois courant une note, dans laquelle vous protestiez contre des accusations dont — d'après vous — la persistance n'a d'égal que leur fausseté.

La nouvelle des dernières persécutions des Israélites en Moldavie ne m'était d'abord parvenue que par le télégraphe. A ces renseignements très-concis et incomplets, vous opposiez des démentis formels, basés sur des rapports de M. le préfet de Bakéou. J'ai dû attendre l'arrivée des lettres et pièces dont on m'avait annoncé l'expédition.

Ce n'est qu'hier que la poste m'a apporté des relations circonstanciées; elles m'ont mis à même d'établir la vérité et de constater d'une manière irrécusable les tristes détails qui ont accompagné les mesures prises contre les Israélites en Moldavie.

J'ai actuellement entre les mains une série de documents qui prouvent à l'évidence que la mesure de l'expulsion des Israélites des

communes rurales a été appliquée dans presque tout le district de Bakéou. Les quelques familles israélites qui y sont encore tolérées ont dû acheter cette tolérance à prix d'argent.

C'est l'organe du gouvernement princier, c'est M. le préfet Lecca qui a donné le premier l'exemple de ces persécutions, en expulsant de ses propres terres les sept familles juives qui s'y trouvaient.

Dans le district de Vaslouï, 22 familles ont été chassées, toutes ayant pris à ferme, en vertu de contrats, signalés par les mairies de ces localités, des cabarets, auberges, moulins, ponts et branderies.

Dans le district de Foltitcheni, les sous-préfets ont signifié l'ordre aux propriétaires moldaves de ne plus renouveler à la Saint-Georges leurs contrats de fermage avec les Juifs, en prévenant ces propriétaires de s'y conformer strictement, s'ils ne voulaient pas s'exposer à des mesures de rigueur.

A Bakéou, la garde nationale, qui s'était rassemblée à l'occasion des fêtes de Pâques, s'est portée à commettre des excès sur des sujets autrichiens de la religion mosaïque; on ne s'est pas borné à insulter les vivants, même les lieux de sépulture ont été ignominieusement profanés. Les démarches du staroste d'Autriche auprès des autorités locales sont restées sans effet.

Pour mieux vous éclairer au sujet des expulsions et vous mettre des preuves entre les mains, j'ai l'honneur de vous communiquer en copie trois ordres émanés de la mairie de Béretchti.

Je tiens aussi à votre disposition une requête signée par 71 familles israélites, expulsées des communes rurales, une autre du comité israélite de Bakéou, puis une liste nominative sur laquelle est consigné un grand nombre de familles israélites, chassées des communes rurales de Bakéou, enfin la liste des 22 familles expulsées du district de Vaslouï.

Je possède, en outre, copie d'un télégramme adressé à M. J. Brattiano par M. Cracti, ci-devant préfet; ce dernier réclame contre les mesures prises à l'égard des Israélites, et démenties par le gouvernement princier.

De plus, je vous informerai, monsieur le Ministre, que les chefs des consulats d'Autriche, d'Angleterre, de France, de Prusse, de Russie et de Grèce à Jassy, s'étant réunies pour entendre les dépositions des principaux Israélites et différents rapports officiels sur les regrettables événements dans le district de Bakéou, ont constaté la fausseté des dénégations qui avaient été adressées au Ministère par les organes du gouvernement lui-même.

Je n'ai signalé ici que les documents les plus importants; j'en ai d'autres, que je m'empresserai de produire, dès que vous m'en aurez exprimé le désir.

Après la lecture de ces pièces, il serait difficile, je crois, de continuer à soutenir plus longtemps que le projet de loi contre les Israélites n'a pas reçu en fait son exécution en Moldavie.

Dans la note du 22 avril, vous accusez M. le consul général d'Autriche à Jassy de s'être chargé de la propagation de ce que vous appelez des inventions, et ce que je dois appeler la reproduction exacte des faits qui se sont bien réellement passés et qui sont aujourd'hui constatés d'une manière irrécusable.

Il m'a été pénible, monsieur le Ministre, que sur la foi d'informations inexactes et accueillies sans réserve, vous eussiez dirigé des accusations contre un fonctionnaire impérial dont l'honorabilité ne saurait être mise en doute et qui, dans le cas donné, a fait preuve d'un zèle qui eût dû mériter vos suffrages. A la vérité, cet organe du gouvernement impérial a signalé le premier le commencement d'exécution d'un projet de loi que le gouvernement princier a lui-même stigmatisé du haut de la tribune.

Vous ne vous êtes pas borné, monsieur le ministre, à me communiquer vos appréciations que je n'hésite pas à qualifier d'erronées. Vous êtes allé plus loin, vous les avez fait parvenir officiellement aux représentants des puissances garantes à Bucharest.

Je me flatte de l'espoir qu'aujourd'hui, mieux éclairé sur le véritable état des choses en Moldavie, vous vous empresserez de rectifier cette communication aussi inexacte que blessante.

Il ne suffit pas, monsieur le Ministre, de porter à votre connaissance les violences et les excès d'autorité qui ont eu lieu en Moldavie, il est encore de mon devoir d'insister auprès de vous à ce que vous vous interposiez auprès du gouvernement de Son Altesse Sérénissime, à l'effet que des ordres instantanés et péremptoires soient donnés aux autorités princières de faire cesser les persécutions dirigées contre les Israélites, que des mesures énergiques soient prises à Bakéou pour assurer l'ordre et la tranquillité dans la ville et le district, que ceux qui se sont rendus coupables des actes que j'ai eu l'honneur de vous signaler soient traduits devant la justice et punis selon les exigences de la loi, qu'enfin les familles expulsées des communes rurales soient réinstallées dans leurs foyers et dédommagées des pertes que leur expulsion violente et illégale leur a fait subir.

Veuillez, etc.

*Signé : EDER.*

---

## N° 63.

**Le baron de Beust aux Ambassadeurs impériaux et royaux  
à Paris et à Londres.**

Vienne, le 11 mai 1868.

Un incident qui vient de se produire dans l'affaire des Israélites ne nous permet pas de conserver la longanimité dont nous avons fait preuve jusqu'à présent vis-à-vis de l'attitude hostile du gouvernement moldo-valaque à notre égard. A la suite des premières nouvelles venues de Jassy, notre consul général à Bucharest a fait, comme il était de son devoir, des démarches énergiques auprès du gouvernement princier pour faire cesser les expulsions en masse et obtenir en même temps que les sujets de Sa Majesté frappés par ces mesures fussent indemnisés de leurs pertes. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères, M. Golesco, a adressé au baron Eder, ainsi qu'aux consuls des autres puissances, une note dont je joins ici la copie.

Dans cette pièce, M. Golesco ne se contente pas de repousser comme des imputations malveillantes et calomnieuses les faits qui lui avaient été signalés, mais il dénonce le consul d'Autriche à Jassy comme le propagateur de fausses nouvelles, destinées à soulever l'opinion publique de l'Europe contre les Principautés. Nous ne pouvons accepter un semblable reproche, surtout lorsqu'il est formulé officiellement dans de pareils termes contre un agent qui n'a fait que son devoir. Nous le pouvons d'autant moins que les faits que M. Golesco qualifie de calomnies sont notoirement avérés et reconnus comme tels par le protocole signé à Jassy le 15 avril par les consuls des Puissances.

Il nous semble, d'ailleurs, que toutes les Puissances doivent être intéressées à ne pas admettre qu'une accusation aussi injurieuse et aussi dénuée de fondement puisse être lancée contre un Agent dans le seul but d'induire l'Europe en erreur et de dissimuler la vérité.

Notre intention est de demander à Bucharest que l'accusation lancée contre notre Consul soit rétractée, et nous croyons que cette satisfaction est indispensable pour sauvegarder notre dignité. Nous aimons à penser que les deux Cabinets amis auxquels nous nous adressons aujourd'hui reconnaîtront combien cette demande est légitime, et nous sommes parfaitement convaincus qu'on s'empressera d'y faire droit, si les Cabinets de Paris et de Londres l'appuient énergiquement à Bucharest. Nous aimons à croire que ce service nous sera d'autant



moins refusé qu'il offrira le moyen le plus sûr de prévenir toute complication qui pourrait résulter de cette affaire.

Veuillez en entretenir confidentiellement M. le marquis de Moustier et Lord Stanley et les engager à donner aux Représentants de la France et de l'Angleterre à Bucharest des instructions conformes au désir que je viens d'exprimer.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 64.

**Le comte de Wimpffen au baron de Beust.**

(*Télégramme.*)

Berlin, 15 mai 1868.

Le Comte de Bismark me dit que des instructions très-positives ont été données à l'Agent du Roi à Bucharest pour réclamer contre les violences commises envers les Israélites.

---

N° 65.

**Le baron de Brenner au baron de Beust.**

(*Télégramme.*)

Saint-Pétersbourg, 16 mai 1868.

L'Agent de Russie à Bucharest est chargé de se joindre aux démarches de ses collègues dans l'affaire des Juifs en Moldo-Valachie.

---

N° 66.

**Le comte Apponyi au baron de Beust.**

(*Télégramme.*)

Londres, le 18 mai 1868.

Lord Stanley trouve nos plaintes contre le Gouvernement de Bucharest et nos exigences de réparations parfaitement fondées; il appuiera fortement les dernières.

N<sup>o</sup> 67.**Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

Vienne, le 21 mai 1868.

Monsieur le Baron,

Dans une note adressée le 21 avril dernier à vous et à tous les Consuls étrangers résidant à Bucharest, M. Stefan Golesco, ancien Ministre des Affaires étrangères, a cru pouvoir dénoncer notre Agent à Jassy comme se faisant le propagateur d'accusations malveillantes et calomnieuses à la charge du Gouvernement des Principautés-Unies, à propos des violences dont les Israélites ont été récemment l'objet en Moldavie.

Répondant à M. Golesco dès le 24 avril, vous avez dûment relevé cette offense, tout en fournissant les preuves des faits qu'on s'était plu à qualifier de controuvés et en exigeant une indemnité pleine et entière en faveur des victimes.

Cette note donna lieu de la part du Ministère à une réplique préalable, où il persistait dans des dénégations dont, depuis, l'indignation du monde civilisé a fait justice.

Au lieu de la note définitive que M. Stefan Golesco y annonçait et que nous sommes encore à attendre, nous avons reçu la nouvelle de la retraite de ce membre du Ministère et de son remplacement par le Général Nicolas Golesco.

Cet incident n'étant accompagné d'aucune espèce d'explications qui permettraient d'inférer du changement de personnes survenu un désaveu des imputations blessantes, dirigées contre notre Agent, il ne saurait être considéré comme équivalant à la réparation qui nous est due.

Très-éloignés de toute velléité de nous mêler des affaires intérieures d'un pays étranger, nous ne prétendons pas le moins du monde influencer les déterminations du prince Charles relativement au choix de ses conseillers; il appartient à Son Altesse seule d'apprécier les motifs qui doivent la guider dans ce choix. En revanche, nous remplissons un devoir rigoureux en demandant satisfaction pour l'atteinte portée par un membre de son Gouvernement à l'honneur d'un de nos Agents, atteinte qui rejaillit sur la Puissance même qu'il représente. Le soin de notre dignité nous interdit de rester sous le coup d'une insulte lancée officiellement et aggravée, comme à plaisir, par la notification qui en a été faite aux autres Puissances.

Vous êtes invité en conséquence, monsieur le Baron, à insister éner-

giquement, dans la forme que vous jugerez la plus convenable, auprès du Gouvernement princier, pour que le présent titulaire du département des Affaires étrangères vous adresse une déclaration formelle par laquelle il exprimera ses regrets de la diffamation dont M. le Chevalier de Wolfarth a été l'objet et dont le Ministre princier pourra, à son gré, rejeter la faute soit sur des informations inexactes parvenues à son prédécesseur, soit sur une appréciation erronée. Nous désirons, en outre, que cette déclaration soit portée à la connaissance des Représentants étrangers dans la même forme que M. Stefan Golesco avait choisie pour accréditer auprès d'eux ses insinuations.

Je puis ajouter que les Cabinets de Paris et de Londres se sont empressés de nous transmettre l'assurance qu'ils trouvent nos griefs contre le Gouvernement Moldo-Valaque parfaitement fondés en droit, notre demande de satisfaction complètement justifiée et qu'ils l'appuieront énergiquement à Bucharest.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 68.

### **Le baron Kábeck au baron de Beust.**

Florence, le 26 mai 1868.

Monsieur le Ministre.

Je n'ai pas manqué de porter à la connaissance de M. le Président du Conseil et de laisser dans ses mains la dépêche que votre Excellence a bien voulu m'adresser, sous la date du 10 courant, relativement aux procédés inqualifiables du Gouvernement Moldo-Valaque dans la question des Israélites. J'ai aujourd'hui l'honneur de rendre compte à votre Excellence des entretiens que j'ai eus avec M. le Général Ménabréa à ce sujet. Le général, en accueillant avec intérêt la communication précitée, m'a dit que cette affaire avait fixé depuis quelque temps déjà l'attention du Gouvernement italien, qui n'avait pas caché ses fâcheuses impressions à celui du prince Charles.

La récente présence à Florence de M. Bratiano, frère du Ministre, et chargé d'une mission analogue à celles d'autres Agents de ce Gouvernement, envoyés aux différentes Cours pour négocier l'abrogation des capitulations, avait aussi fourni l'occasion au général de se prononcer dans un sens de réprobation au sujet des mesures dont les malheureux Israélites avaient été victimes dans les Principautés. Le Ministre

a ajouté que les explications de M. Bratiano avaient été loin de le rassurer, car celui-ci attribuait tous les torts aux Juifs, en faisant même percer une haine de race peu en harmonie avec les principes démocratiques dont il faisait étalage dans toutes les autres questions.

« Le Gouvernement roumain, conclut le général, a été déjà plusieurs fois averti de notre désapprobation des faits regrettables auxquels il s'est livré vis-à-vis des Juifs. »

Veuillez agréer, etc.

*Signé* KÜBECK.

---

N° 69.

**Le baron de Kübeck au baron de Beust.**

Florence, le 26 mai 1868.

Monsieur le Ministre.

Je ne saurais passer sous silence que M. le général Ménabréa, en causant avec moi des questions mentionnées dans mes précédents rapports, m'a fait observer, plutôt en plaisantant que sérieusement, qu'il lui semblait que l'Autriche convoitait fort les Principautés.

J'ai répliqué que tel n'était pas le cas, mais que certainement nous ne saurions admettre qu'un foyer de troubles, d'intrigues et de brutalités se fixât à notre frontière. J'ai ajouté que nous faisons même preuve de modération en invitant les Puissances amies de nous prêter leur appui moral pour obvier à des inconvénients comme ceux que j'étais chargé de signaler.

Le général a bien voulu reconnaître que nos réclamations étaient fondées.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : KÜBECK.

---

N° 70.

**Le baron de Beust au baron de Kübeck à Florence.**

Vienne, le 30 mai 1868.

Monsieur le Baron.

Plusieurs des rapports de votre expédition du 26 de ce mois m'entretiennent de la question des Principautés Danubiennes et du langage que M. le général Ménabréa vous a tenu à ce sujet.



Je suis bien aise de constater le bon accueil qui a été fait à ma communication du 10 de ce mois, relative aux vexations dont les Israélites sont victimes. J'ai appris avec plaisir que le Gouvernement italien se joignait à nous pour frapper d'une réprobation sévère la conduite des Ministres du prince Charles. Cette attitude du Cabinet de Florence nous permet de croire qu'il approuvera la démarche que nous avons chargée M. le baron d'Eder de faire, afin de demander que le Gouvernement Moldo-Valaque rétracte l'accusation qu'il a lancée dans une note officielle contre notre Consul à Jassy et indemnise nos nationaux pour les pertes qu'ils ont eu à subir. Votre Excellence trouvera sous ce pli copie des dépêches que j'ai adressées sur ce double objet à M. le baron d'Eder. Les Cabinets de Londres et de Paris nous ont promis d'appuyer nos réclamations, et j'espère que l'Agent du Gouvernement italien à Bucharest sera autorisé à se prononcer dans le sens de ses collègues.

Veuillez en entretenir confidentiellement M. le Président du Conseil.

Vous pourrez, en même temps, monsieur le Baron, si cela était nécessaire, rassurer entièrement M. le général Ménabréa au sujet de nos intentions à l'égard des Principautés-Unies.

Par une de mes dépêches du 25 avril dernier, j'ai donné connaissance à votre Excellence de la dépêche que j'ai adressée le 5 du même mois à M. le baron d'Eder. Je résume dans cette pièce une conversation que j'ai eue avec M. Cantacuzène, et dans laquelle je désavoue de la manière la plus formelle toute idée d'un agrandissement territorial de l'Autriche aux dépens des Principautés.

Votre Excellence pourrait, si elle ne l'a pas déjà fait, donner confidentiellement lecture de cette dépêche à M. le général Ménabréa, qui pourra voir ainsi combien je repousse tout soupçon du genre de ceux qu'il vous a exprimés.

Recevez, etc.

*Signé* : BEUST.

---

## N° 71.

### **Le prince du Metternich au baron de Beust.**

(Télégramme.)

Paris, le 30 mai 1868.

Le Gouvernement français a transmis à son Consul à Bucharest des ordres télégraphiques et lui a adressé une dépêche pour le charger d'appuyer la demande de satisfaction du baron Eder.

N<sup>o</sup> 72.**Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.***(Télégramme.)*

Vienne, le 31 mai 1868.

Sûrs de l'appui de la France et de l'Angleterre dans l'affaire de la réparation, nous voulons la traiter d'une façon coulante. Nous ne demandons pas une rétractation formelle de la note en question; nous nous contentons d'une pièce excusant et désavouant l'accusation.

---

N<sup>o</sup> 73.**Le baron de Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 3 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Hier dans la soirée j'ai reçu une lettre contenant des excuses du Ministère princier des affaires étrangères que m'avait promise M. J. Bratiano.

J'ai l'honneur de l'envoyer ci-jointe à Votre Excellence.

J'ai communiqué une copie de cette note aujourd'hui même aux Consuls de France et de Grande-Bretagne qui ont soutenu fermement toutes les démarches que j'ai faites dans cette affaire.

Je porterai aussi cette note à la connaissance de tous les Consuls auxquels était adressée la note circulaire du 21 avril.

Si Votre Excellence insistait, m'a dit aujourd'hui de vive voix le Général Golesco, pour que le Gouvernement princier envoyât lui-même la note du 2 juin à tous les Consuls qui ont reçu la note du 21 avril, le Gouvernement, quelque pénible que puisse être cette démarche pour lui, se pliera au désir de Votre Excellence.

Daignez, etc.

*Signé : EDER.*

---

N<sup>o</sup> 74.**Note du général Goleesco au baron d'Eder.**

Bucharest, le 21 mai/2 juin 1868.

*(Annexe à la dépêche du baron d'Eder du 3 juin 1868.)*

Monsieur le Baron,

Dans la lettre de mon prédécesseur relative à l'incident israélite s'est trouvée une phrase qui, vous me l'avez fait observer, tendait à inculper les intentions du Consul d'Autriche à Jassy à l'égard du Gouvernement roumain et était par conséquent de nature à froisser la susceptibilité du Gouvernement Impérial et Royal. Non-seulement, comme j'ai déjà eu l'honneur de le déclarer hautement, il n'est jamais entré dans notre pensée de blesser en rien ni l'Autriche ni aucune des autres Puissances garantes, mais encore je n'hésite pas à vous dire que le Consul d'Autriche à Jassy, nous en avons la certitude, n'a pas cherché à altérer les bons rapports de son Gouvernement avec celui près duquel il est accrédité.

La phrase rappelée dans la communication que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, monsieur le Baron, ne se rapportait évidemment qu'à la mauvaise impression qui devait résulter des faits signalés, nous n'entendions nullement qu'il y eût en dessous une volonté préméditée de nuire à ce pays.

Je vous donne loyalement ces explications, monsieur le Baron, avec l'espoir qu'elles feront cesser un malentendu que nous regrettons et qu'elles ne laisseront subsister aucun nuage dans les bonnes relations que nous avons tant à cœur d'entretenir avec le Gouvernement de Sa Majesté Apostolique.

Je saisis, etc.

*Signé : GOLESCO.*N<sup>o</sup> 75.**Le baron de Brenner au baron de Beust.**

Saint-Pétersbourg, 22 mai/3 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

C'est aujourd'hui que j'ai eu l'occasion de communiquer au Prince Gortchacowff la dépêche du 27 mai que Votre Excellence m'a fait

l'honneur de m'adresser relativement à la réparation que le Gouvernement Impérial et Royal demande à celui des Principautés-Unies.

Le Chancelier a pris avec beaucoup d'intérêt lecture de cette dépêche et de ses annexes et m'a semblé entrer entièrement dans les vues du cabinet Impérial et Royal.

La démarche que le Baron Eder a reçu l'ordre de faire, et que les cabinets de France et d'Angleterre ont donné l'assurance d'appuyer, aurait donc aussi l'approbation de la Russie.

D'ailleurs, les paroles du Chancelier n'étaient ni assez claires ni assez précises pour en inférer avec certitude une approbation sincère ou un appui efficace.

Peut-être c'est pour éviter une discussion approfondie à ce sujet que le Prince Gortchacowff a mis beaucoup d'empressement à m'entretenir de la supplique que le comité israélite de Paris avait adressée dernièrement à plusieurs Souverains et dans laquelle ce comité, en protestant contre les actes de violence commis sur les Israélites en Moldavie, demande le concours des puissances signataires du traité de 1858 pour assurer aux juifs dans les Principautés une position égale à celle des autres habitants de ce pays.

Le prince m'a dit qu'il aurait fait parvenir au Baron Offenbergl' instruction de flétrir de la manière la plus chaleureuse les mauvais traitements auxquels étaient exposés les juifs en Moldavie.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : BRENNER.*

---

## N° 76

### **Le baron de Kùbeck au baron de Beust.**

Florence, le 4 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Suivant les ordres renfermés dans une des dépêches de Votre Excellence qui faisait partie de l'expédition du 30 mai, j'ai donné connaissance à M. le Président du Conseil de la démarche dont a été chargé M. le Baron d'Eder, sous la date du 21 mai, pour obtenir la réparation qui nous est due de la part du Gouvernement des Principautés Danubiennes.

En faisant cette communication, j'ai prié M. le Général Ménabréa de bien vouloir faire parvenir au Consulat italien à Bucharest des instructions analogues à celles dont se trouvent déjà munis les Agents français et anglais, pour appuyer nos justes réclamations.



M. le Président du Conseil n'a pas hésité un instant à me faire cette promesse, tout en ajoutant que l'action du Gouvernement italien à Bucharest se trouvait depuis quelque temps tant soit peu paralysée par la circonstance que le titulaire du Consulat général était décédé et que, par conséquent, le poste se trouvait provisoirement géré par un employé subalterne.

Je n'ai pas manqué non plus de faire usage de l'autorisation de Votre Excellence, en donnant confidentiellement lecture à M. de Ménabréa de la dépêche qu'elle a adressée le 5 avril dernier à M. d'Eder, et qui antérieurement ne m'avait été communiquée que pour mon information purement personnelle. M. le Président du Conseil a été très-sensible à cette preuve de confiance, et je dois constater que rien dans son langage n'a indiqué le moindre doute dans la loyauté de nos démarches et de nos intentions.

Veuillez agréer, etc.

*Signé* : KÜBECK.

## N<sup>o</sup> 77.

### **Le comte Apponyi au baron de Beust.**

Londres, le 9 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Lord Stanley a appris avec une vive satisfaction que le Gouvernement de Sa Majesté comptait se montrer coulant dans son différend avec le Gouvernement des Principautés et que l'appui que nous ont prêté, dans cette occasion, les cabinets de Londres et de Paris avait contribué à nos dispositions conciliantes. Sa Seigneurie nous en félicite, en ajoutant que notre bon droit, reconnu par toute l'Europe, était la meilleure satisfaction que nous puissions obtenir.

Agréer, etc.

*Signé* : APPONYI.

## N<sup>o</sup> 78.

### **Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

Vienne, le 13 juin 1868.

Monsieur le Baron,

J'ai reçu avec votre rapport Nr. 76 A du 3 courant, la note qui vous

a été adressée à la date du 21 mai/2 juin dernier par M. le Ministre actuel des Affaires Étrangères de Son Altesse Sérénissime le prince Charles, à l'effet de désavouer formellement toute interprétation blessante, soit pour le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale apostolique, soit pour ses Agents dans les Principautés-Unies, à laquelle pouvait prêter la teneur de la note de son prédécesseur, M. Stefan Golesco, du 21 avril dernier, relative à l'affaire des Israélites.

Nous nous croyons fondés à voir dans les assurances qui viennent de vous être données par M. le général Golesco cette satisfaction que le soin de notre dignité nous avait fait un devoir de réclamer. Veuillez donc, monsieur le Baron, faire connaître à M. le Ministre des Affaires Étrangères que nous considérons ce pénible incident comme vidé et que nous savons gré au Gouvernement princier du bon vouloir qu'il a mis à nous offrir cette satisfaction.

Les autres cabinets auxquels la note de M. Stefan Golesco avait été pareillement adressée ont été informés par nous de la réparation que le Gouvernement moldo-valaque nous a donnée sur ce point, et il nous est agréable de le tenir quitte de ce soin dont, nous le comprenons, il lui en aurait coûté de se charger.

La déférence dont on vient de faire preuve envers nous à Bucharest dans cette affaire, nous fait espérer qu'une autre question encore pendante qui s'y rattache ne tardera point à recevoir une solution également satisfaisante ; je veux dire celle des réparations dues aux Israélites, sujets de Sa Majesté Impériale et Royale, qui, à la suite des mesures prises récemment contre eux par les autorités moldaves, ont été forcés de quitter les communes rurales où ils étaient établis. Vous voudrez bien, monsieur le Baron, vous énoncer dans ce sens envers le Gouvernement princier et vous appliquer de votre mieux à faire reconnaître les droits de ces individus, plus ou moins grièvement lésés dans leurs intérêts par les actes auxquels je viens de faire allusion.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 79.

**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 10 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire parvenir ci-jointe à Votre Excellence la note

par laquelle M. Bratiano répond à la lettre que je lui avais adressée conformément aux instructions que j'avais reçues le 13 du mois écoulé, sur les affaires des juifs moldaves expulsés des communes rurales.

Il est aussi fait mention dans cette note des réclamations pendantes à cause des faits de Berlad et de Calarasch.

Daignez, etc.

*Signé : EDER.*

---

N<sup>o</sup> 80.

**Note de M. Jean Bratiano au baron Eder.**

Bucharest, le 25 juin/7 juillet 1868.

*Annexe à la dépêche du baron d'Eder du 10 juillet 1868.*

Monsieur l'Agent,

En réponse à la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser à la date du 30 juin et dans laquelle, après m'avoir exprimé la satisfaction du Gouvernement Impérial de l'empressement du Gouvernement Princier à faire disparaître toute trace de malentendu entre les deux cabinets, vous touchez la question de l'expulsion de certaines familles israélites des communes rurales, je suis heureux de pouvoir vous dire que tout fait contraire à la justice, porté à notre connaissance, a été réparé avec un soin d'autant plus jaloux que c'était commandé par la dignité et l'honneur de l'Etat, en même temps que conforme à nos propres sentiments. Je dois ajouter que les actions judiciaires auxquelles ont donné lieu les faits regrettables de Berlad et de Calarasch se poursuivent activement devant nos tribunaux qui statueront, sans retard, sur les dommages et intérêts comme sur la peine. Nous espérons que rien ne viendra plus troubler entre nous une bonne harmonie à laquelle nous attachons d'autant plus de prix que nous sommes limitrophes et pouvons à l'occasion, avoir des intérêts analogues.

Veuillez agréer, monsieur le Baron, l'assurance de ma haute considération.

*Signé : J. BRATIANO.*

---

N<sup>o</sup> 81.**Le baron de Beust ou baron d'Eder à Bucharest,***(Télégramme.)*

Vienne, le 9 octobre 1868.

D'après nos rapports de Galatz les faits qui ont eu lieu en cet endroit sont beaucoup plus sérieux qu'ils n'ont été présentés officiellement à Bucharest. Faites les démarches préalables, réservant vos démarches ultérieures selon les instructions que vous recevrez.

---

N<sup>o</sup> 82.**Le baron d'Eder ou baron de Beust.***(Télégramme.)*

Bucharest, le 13 octobre 1868.

Le Ministre Princier de l'intérieur, M. Arion, est parti pour Galatz afin de procéder à l'examen des faits. Le préfet de police de cette ville et le chef de la garde nationale ont été destitués. M. Jon Bratiano m'a affirmé de la manière la plus formelle qu'on réparerait les dommages et qu'on punirait les coupables, les dommages seront évalués par les autorités locales auxquelles est joint un délégué consulaire.

---

N<sup>o</sup> 83.**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 16 octobre 1868.

Monsieur le Ministre,

Le commerçant B. Brening, sujet de Sa Majesté Impériale et Royale, domicilié à Galatz, était venu ici à la suite des derniers incidents arrivés à Galatz, au nom et dans l'intérêt de ses coreligionnaires.

J'ai communiqué à M. Brening les assurances que m'avait données M. Bratiano.



D'après une dépêche télégraphique que M. Brening a reçue aujourd'hui de Galatz, les mesures promises par M. le Ministre ont été exécutées, et les Israélites de cette ville satisfaits par ce procédé.

M. Brening retourne demain à Galatz par le bateau qui doit partir de Giurgewo.

Daignez, etc., etc.

*Signé* : EDER.

---

N° 84.

**Le baron de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin.**

Vienne, le 5 février 1868.

Monsieur le Comte,

J'ai été bien aise de lire dans votre rapport du 28 de ce mois que le comte de Bismarck vous a confirmé le caractère pacifique de la situation générale, et que particulièrement il a été d'avis que les dangers existant en Orient ne sont pas de nature à compromettre la paix, pourvu qu'elle soit préservée d'autre part. En fait, la Prusse aurait davantage constaté ces vues, si elle s'était associée aux avertissements que l'Autriche, la France et l'Angleterre ont adressés à Belgrade. Toutefois, sur ce point, le comte de Bismarck s'est prononcé vis-à-vis de Votre Excellence d'une façon qui permet de supposer moins une véritable divergence de vues qu'une certaine susceptibilité de ce que la Prusse n'aurait pas reçu en temps opportun l'invitation directe de prendre part à ces démarches. Ce n'est pas, cependant, notre cabinet qui est responsable de cette omission, puisque l'initiative de l'avertissement en question n'est pas émanée de nous, mais de la France et simultanément de l'Angleterre, initiative à laquelle nous n'avons eu qu'à déférer, sans nous croire autorisé à convier d'autres puissances à y adhérer. Votre Excellence aura peut-être l'occasion de faire mention de cet état de choses, lorsque vous reviendrez sur cette affaire dans vos entretiens avec le comte de Bismarck.

Du reste, vous pourrez à l'occasion donner à M. le Ministre Président l'assurance que, si en Prusse on était actuellement disposé à accueillir des ouvertures de la part de l'Autriche au sujet des affaires orientales, le Gouvernement Impérial et Royal le verrait avec reconnaissance et serait heureux de tout rapprochement qui s'effectuerait sur ce terrain. Pour le moment, l'occasion la plus proche de constater une entente telle que tant de manifestations prévenantes du comte

de Bismarck la font espérer, s'offrirait à Bucharest; car les rapports qui nous parviennent de là ne nous laissent plus de doute, que des admonitions énergiques de ne pas troubler l'intérêt de la paix et le repos des voisins, seraient aussi convenablement adressées au Gouvernement du prince Charles qu'à celui de la Serbie. On comprend que M. Bratiano, qui dirige la politique roumaine, désavoue officiellement l'agitation daco-roumaine et traite de chimères les aspirations en faveur d'un État de tous les Roumains; mais il n'en est pas moins certain que l'idée d'une couronne de la Grande-Roumanie est favorisée tout au moins par le Gouvernement, qu'elle est une tentation pour le Prince et qu'il existe des comités qui travaillent, de connivence avec le Gouvernement, à révolutionner les populations roumaines dans les pays voisins, en Transylvanie aussi bien qu'en Bulgarie.

Auprès du prince Charles, la parole de la Prusse aura sans doute plus de poids que toute autre. Les conseils de M. Bratiano ne pourraient pas en atténuer l'effet; en conséquence, il dépend tout à fait du Gouvernement prussien d'y exercer une influence que nous considérerions comme un témoignage certain du prix qu'il attache à la reprise de relations amicales et confiantes avec l'Autriche. Je ne me permets pas de soulever directement cette question, mais je me fie à votre tact pour appeler l'attention du comte de Bismarck dans le sens que je viens d'indiquer sur les choses qui se passent à Bucharest.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 85.

**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 6 février 1868.

Monsieur le Ministre,

Son Excellence l'Ambassadeur Impérial et Royal à Constantinople m'a instruit, par une dépêche télégraphique du 2 de ce mois que j'ai reçue à quatre heures du matin, que, d'après des rapports de Rustschuck et Tultscha, il y avait sur le territoire moldo-valaque des bandes nombreuses prêtes à entrer en Bulgarie.

Je fus en même temps chargé de représenter sérieusement au Prince la situation que ces événements lui faisaient, situation complètement en contradiction avec sa position vis-à-vis de la Porte; en

même temps d'attirer son attention sur la responsabilité qui pèserait sur lui en face de l'Europe si l'on dirigeait de la Roumanie des attaques contre la Turquie.

Les Consuls de France et d'Angleterre reçurent de leurs Ambassadeurs respectifs à Constantinople des instructions pareilles.

Les Consuls de France et d'Angleterre ont eu une audience du Prince dans laquelle il leur a donné les assurances les plus tranquilisantes. Je serai reçu aujourd'hui par le Prince.

Le Président du conseil des ministres du Prince, auquel j'ai parlé, a nié la présence de bandes de ce genre sur le territoire roumain, en me donnant toutefois l'assurance que les organes du Gouvernement seraient chargés de veiller avec toute l'attention possible à empêcher des bandes de ce genre de se former; dans le cas où on trouverait quelque part une bande, elle serait dispersée et mise dans l'impossibilité de traverser le Danube.

Quant à la présence de bandes armées sur le territoire des Principautés, le Consulat général Impérial et Royal n'a reçu aucun renseignement de la part de ses nombreux organes dans ce pays.

Il est de fait pourtant qu'à Bucharest comme dans différentes villes des Bords du Danube, il existe des comités bulgares. Leur but est de provoquer des troubles en Bulgarie, de les appuyer et de leur donner des proportions plus étendues que ceux de l'année passée. Mais on ne peut admettre que des bandes armées fassent dans ce moment irruption du territoire des Principautés en Bulgarie. Il est néanmoins probable que ces comités envoient des individus séparés au delà du Danube avec la recommandation de se réunir en bandes sur le territoire bulgare, surtout dans la partie montagneuse de ce pays.

Il n'y a pas longtemps qu'on était persuadé ici qu'au retour du beau temps éclateraient des complications sérieuses dans l'Europe occidentale, qui permettraient à la Russie de déclarer la guerre à la Turquie.

Dans la prévision de ces événements, on fit des préparatifs afin d'influencer avec énergie le soulèvement bulgare.

Le Gouvernement des Principautés, qui se trouve entre les mains d'un parti dans les traditions duquel entre une attitude opposée à la Russie, commença à pencher vers cette puissance et à attendre d'elle la réalisation de ses efforts et de ses espérances.

Ce changement parut au commencement aussi surprenant qu'inexplicable.

Les Principautés sont sur le chemin de la Russie lorsque celle-ci veut avancer vers la Turquie, lorsqu'elle veut tendre la main à ses coreligionnaires slaves de l'empire ottoman.

La position géographique de ces pays entraîne avec elle que les

préparatifs de délivrance de la part de la Russie menacent l'existence de la nationalité roumaine, que dans un mouvement en avant de cette puissance vers le sud, elles tomberont nécessairement comme premières victimes.

Mais comme le parti du Gouvernement actuel, non-seulement ne désire pas voir la nationalité roumaine absorbée dans l'Empire russe, comme au contraire il se berce de plans très-étendus qui doivent consolider cette nationalité et porter le territoire des Principautés au delà de ses limites actuelles, il semble impossible d'établir les éléments d'une entente avec la Russie. Le point d'attache ne pourrait être cherché que dans une médiation étrangère.

Les journaux de l'opposition ont combattu les tendances russo-philas du Gouvernement. Ils lui ont reproché d'agir de concert avec la Prusse et la Russie, qu'il se préparait à soulever des difficultés à l'Autriche d'accord avec la France, dans le cas d'un conflit de cette dernière puissance avec la Prusse.

Ces feuilles faisaient surtout valoir que le pays ne devait pas devenir l'instrument d'une politique prussienne ou russe, et que quoique le Prince fût parent de la famille royale de Prusse, on avait assez de confiance en lui pour croire que, comme prince des Principautés, il était Roumain, ne pouvait éprouver que des sentiments roumains et ne représenter que des intérêts roumains.

Les journaux du Gouvernement répondirent à ces attaques en faisant valoir que le parti national n'était en principe l'adversaire d'aucune puissance, et que dans le cas où la Russie défendait la cause du droit et des nationalités opprimées, on n'avait pas de raison de combattre cette puissance.

Sur ces entrefaites, il arriva des nouvelles pacifiques de l'Europe occidentale. En peu de temps, elles provoquèrent un revirement marqué dans la conduite du Gouvernement et dans celle de son parti.

*Le Romanul*, feuille officielle du Gouvernement, l'oracle du parti national libéral, qui n'avait jamais fait entendre dans le passé un mot d'approbation envers l'Autriche, parla, au grand étonnement de tous ceux qui connaissent le ton habituel de cette feuille, en termes enthousiastes de Votre Excellence ainsi que de la direction de la politique extérieure de l'Autriche.

Pour en revenir aux menées bulgares, on ne peut admettre, vu le changement survenu, que le Gouvernement du Prince les appuie dans ce moment et permette plus tard à des bandes armées de se transporter d'ici au delà du Danube.

Les suites des espérances conçues autrefois et se rattachant aux mesures prises se feront évidemment sentir.



Les comités continueront leur action, ils ne présenteront au Gouvernement princier aucun point d'appui pour agir contre eux, ils ne cesseront pourtant pas d'agir sous main, quoique avec moins d'assurance que s'ils pouvaient compter immédiatement sur un secours étranger.

Daignez, etc., etc.

*Signé : EDER.*

---

N° 86.

**Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

Vienne, le 14 février 1868.

Monsieur le Baron,

Votre rapport n° 11, en date du 6 de ce mois, m'engage à vous inviter à mettre votre conduite d'accord avec celle de votre collègue français dans l'affaire des expéditions de volontaires contre la Bulgarie préparées sur le sol moldo-valaque.

Il nous est arrivé d'une source certaine la nouvelle qu'on s'est efforcé, à Bucharest, de faire croire à Paris que les communications sur les entreprises tentées en Moldo-Valachie contre la tranquillité des provinces turques voisines du Danube reposaient uniquement sur des inventions faites à Vienne et destinées à masquer de prétendus plans ambitieux que l'Autriche a conçus elle-même contre l'intégrité de la Turquie. Je me suis ouvertement exprimé, vis-à-vis de M. D. Bratiano, sur une pareille façon d'agir, et mes paroles lui auront appris que nous n'avons pas l'intention de permettre que son Gouvernement, au moyen de menées mensongères, cherche à se débarrasser auprès des puissances amies de la Turquie du soupçon qui pèse sur lui à la suite de sa conduite ambiguë.

Recevez, etc., etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 87.

**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 14 février 1868.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir la visite du Président du conseil des Ministres de la Principauté, M. Étienne Golesco.

Il m'a communiqué qu'à la suite d'une dépêche télégraphique de M. D. Bratiano arrivée ici, Votre Excellence avait reçu la nouvelle que le Gouvernement princier répandait le bruit que la présence de bandes vulgaires sur le territoire moldo-valaque avait été inventé de la part de l'Autriche afin de détourner l'attention des enrôlements que l'ex-dictateur polonais Langiewicz faisait pour la légion turco-polonaise.

Les Ministres des Principautés-Unies, continua M. Golesco, sont inconsolables qu'il soit parvenu à Votre Excellence une nouvelle qui, si elle était vraie, pourrait faire croire que le Gouvernement princier a l'intention de jeter en quelque sorte le soupçon sur le Gouvernement de Sa Majesté.

Le Gouvernement de Son Altesse fait dans ce moment tous ses efforts afin d'établir avec l'Autriche, non-seulement de bons rapports, mais des rapports plus étroits que ceux qui ont existé jusqu'à ce jour. L'attitude bienveillante que le Gouvernement Impérial et Royal a prise vis-à-vis des Principautés dans les derniers temps, et cela par l'entremise de Votre Excellence, a excité un profond sentiment de reconnaissance auprès du Gouvernement de ces pays.

Dans le moment actuel, continua M. Golesco, où Votre Excellence, par la réception bienveillante qu'elle fait à l'envoyé extraordinaire de Son Altesse, prouve hautement ses sentiments de bienveillance envers les Principautés, dans le moment où le Gouvernement Impérial fait espérer la solution désirable de plusieurs questions qui touchent à un haut degré les intérêts roumains, dans ce moment-là est-il bien probable que le Gouvernement princier aille accuser l'Autriche et répandre des bruits qu'on ne pourrait attribuer qu'à une malveillance insigne?

M. Golesco ajouta qu'il avait chargé M. D. Bratiano de communiquer à Votre Excellence, au nom du Gouvernement du Prince, que cette nouvelle était une invention malveillante dépourvue de tout fondement.

Le Gouvernement des Principautés regardant comme très-important que l'impression que cette nouvelle dénuée de tout fondement soit effacée aussitôt que possible, lui, M. Golesco, s'était rendu chez moi afin de m'inviter à instruire Votre Excellence de la vérité sur cette affaire d'après ce que j'en savais. Il ajouta que j'étais sur les lieux et à même, non-seulement d'apprendre si de semblables bruits avaient été répandus par le Gouvernement du Prince, mais encore de juger s'il était possible que ce Gouvernement, en considération de ses rapports avec l'Autriche dans le moment actuel, eût pu se rendre coupable de l'acte criminel qu'on lui reprochait.

Pour répondre au désir de M. Golesco, je me permets de faire savoir à Votre Excellence qu'il ne m'est parvenu d'aucun côté de nouvelle annonçant que le Gouvernement princier aurait publié les accusations qu'on lui impute contre le Gouvernement Impérial et Royal.

Si l'on s'était servi d'un pareil langage vis-à-vis de quelqu'un des Consuls, il est certain que j'en aurais eu une connaissance quelconque.

Daignez, etc., etc.

*Signé : EDER.*

---

## N° 88.

### **Le baron d'Eder au baron de Beust**

*(Extrait.)*

Bucharest, le 6 mars 1868.

Monsieur le Ministre,

Profitant de l'occasion d'un entretien avec M. Golesco, je portai l'attention de ce Ministre du Prince sur ce point qu'il était du devoir du Gouvernement des Principautés de mettre un frein aux agitations des comités bulgares qui existaient dans ce pays, parce qu'en leur permettant d'exercer leur activité, il semblait que le Gouvernement les appuyait. M. Golesco répondit : L'existence des comités bulgares dans les Principautés, cela depuis le premier soulèvement, est un fait connu de tout le monde; il ne suffit pas qu'on sache qu'ils existent pour chercher à les faire disparaître.

Il faudrait des motifs légaux pour recourir à des poursuites, or ces motifs légaux n'existent pas. A Constantinople, continua M. Golesco, on nous reproche l'existence des comités bulgares dans les Principautés, comme si dans cette ville, sous les yeux mêmes de la Porte, il n'y avait pas de comités bulgares, et même très-actifs.

Le comité de Constantinople est en relations avec la Russie; l'un des membres les plus influents de ce comité est un ancien colonel russe d'origine grecque. L'année dernière, le comité s'est dissous, mais il s'est reconstitué depuis trois mois.

Daignez, etc.

*Signé : EDER.*

---

## N° 89.

### **Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

Vienne, le 5 avril 1868.

Monsieur le Baron,

M. Cantacuzène, de passage à Vienne pour retourner dans son pays, m'a fait l'honneur de venir me voir. Il n'avait pas jugé à propos d'en faire autant lorsqu'il est allé s'acquitter de sa mission à Saint-Pétersbourg. Peut-être est-il permis de voir dans ce fait une confirmation des renseignements que me transmet le comte Revertera et qui tendent à refuser toute importance politique aux transactions des envoyés moldo-valaques en Russie.

J'ai eu également la visite de M. Stourdza, gendre de M. Cantacuzène.

Ces messieurs se sont l'un et l'autre répandus en protestations de bons sentiments envers nous, disant que le Gouvernement du prince Charles serait heureux de cultiver des rapports de sincère amitié avec le Cabinet Impérial et Royal. Ils s'attachèrent particulièrement à m'expliquer que si, pour le moment, les chefs du parti radical se trouvaient au pouvoir dans leur pays, cela était dû uniquement aux vicissitudes de la politique intérieure des Principautés, et que l'on aurait grand tort d'y chercher un symptôme de mauvais vouloir à notre égard.

J'ai répondu à ces déclarations en faisant observer à mes interlocuteurs que le Cabinet Impérial et Royal n'avait pas l'habitude de régler ses relations avec d'autres gouvernements sur la nature du régime établi chez eux, ni sur la couleur politique des hommes qui les dirigent. La ligne de conduite que nous suivons à l'extérieur nous est tracée exclusivement par nos intérêts, et, de fait, le Gouvernement de Sa Majesté est dans les meilleurs termes avec des États régis par les principes les plus disparates. S'il est donc malheureusement vrai, ai-je ajouté, que l'état de nos rapports avec la Moldo-Valachie n'est



pas aussi satisfaisant qu'il l'était du temps où le prince Stirbey se trouvait placé à la tête du Ministère, la faute n'en est nullement aux opinions avancées de M. J. Bratiano et de ses collègues. Le véritable obstacle qui s'oppose à une entente franche et loyale entre nous et le Gouvernement moldo-valaque, il faut le chercher dans la manière dont il envisage la situation générale de notre Empire et les éventualités de son avenir. Comment s'entendre, en effet, avec quelqu'un qui vous conteste toute vitalité et s'engage dans des spéculations ayant pour base votre faiblesse, sinon votre anéantissement ? Nous voulons bien croire, et nous tenons même pour fort probable, que ces appréciations ne sont pas nées dans le pays même et qu'elles ne sont qu'importées du dehors. Il n'en est pas moins certain que des rapports de confiance ne pourront s'établir entre les deux Gouvernements tant qu'à Bucharest, au lieu d'étudier les faits sans prévention, on continuera à accueillir avec une regrettable facilité toutes les suggestions malveillantes, tous les jugements faux et superficiels que tel Cabinet étranger se plaît à débiter sur notre compte.

En m'énonçant dans ce sens envers MM. Cantacuzène et Stourdza, j'ai aussi pris à tâche de leur persuader que tout projet préjudiciable à leur pays était bien loin de notre pensée et que, tout au contraire, nous faisons des vœux pour voir assurer son indépendance, mais une indépendance *égale dans toutes les directions*.

J'ai cru utile, monsieur le Baron, de vous informer de mes entretiens avec les deux personnages en question, pour vous donner la mesure du langage que vous auriez à tenir de votre côté, si l'occasion s'en présentait.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

---

## N° 90.

**Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.**

Vienne, le 16 juin 1868.

Mon Prince,

M. l'Ambassadeur de France s'acquittant d'un ordre télégraphique de son gouvernement, est venu ces jours-ci me demander ce que nous comptons faire dans le cas, représenté comme probable, où le Prince Charles prendrait le parti de dissoudre le Sénat qui, par son dernier vote de défiance, a encouru la défaveur du Ministère Bratiano.

J'ai répondu à M. le Duc de Gramont que jusqu'ici nos nouvelles directes de Bucharest ne faisaient pas encore mention d'un pareil projet, mais que, de toute manière, les Puissances garantes ne me semblaient nullement appelées à intervenir dans les questions se rattachant soit au maintien de la constitution actuelle des Principautés-Unies, soit aux modifications que le Gouvernement princier jugerait à propos d'y apporter.

En ce qui concerne le point de droit, il nous paraît tout au moins contestable. Les Puissances ayant laissé s'accomplir les changements radicaux introduits en 1864 dans l'ordre de choses que les transactions de 1856 et de 1858 avaient sanctionné et n'ayant ni ratifié solennellement, ni placé sous leur garantie l'acte additionnel qui a consacré ces changements et qui était le produit d'une entente directe entre le suzerain et son vassal, on pourrait, non sans une apparence de raison, récuser la compétence des Cabinets, s'ils venaient aujourd'hui protester contre une atteinte portée à cette constitution.

D'ailleurs, la garantie de l'Europe fût-elle reconnue applicable, par extension, aux institutions nouvelles de la Moldo-Valachie, le Gouvernement princier serait peut-être fondé à exciper du préambule de l'Acte additionnel qui autorise les Principautés-Unies à changer désormais les lois qui règlent leur administration intérieure, à l'exclusion de toute intervention à ce sujet.

Enfin, pour être valable, et surtout pour être efficace, une protestation contre la mesure dont il s'agit supposerait nécessairement l'unanimité des Cours garantes; or, il me semble fort douteux que cette unanimité pût s'obtenir dans les circonstances présentes.

Par ces motifs, je ne pourrais conseiller que nous nous fassions les champions de telle ou telle partie des lois organiques de la Moldo-Valachie dont l'existence pourrait être menacée.

Vous voudrez bien, mon Prince, Vous énoncer vis-à-vis de M. le marquis de Moustier dans le sens de ces observations.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N<sup>o</sup> 91.

**Le comte Apponyi au baron de Beust.**

Londres, le 30 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Selon l'autorisation de Votre Excellence j'ai communiqué confidentiellement à lord Stanley la dépêche du 16 courant adressée au prince

de Metternich et qui exprime les vues du Cabinet impérial et Royal sur l'attitude à tenir en face de la décision du Ministère Bratiano de dissoudre le Sénat à Bucharest.

Le principal secrétaire d'Etat qui me dit que le Cabinet français n'avait pas soulevé cette question ici, a vivement applaudi à la modération et à la justesse des arguments qui ont décidé le Cabinet Impérial à rester en dehors de toute ingérence dans les affaires intérieures des Principautés. Les opinions du Ministre sur les droits et les devoirs des Puissances garantes sont identiques avec l'interprétation de Votre Excellence telle qu'elle se trouve précisée dans la dépêche au prince Metternich.

Agréez, etc.

*Signé : APPONYI.*

---

N° 92.

**Le baron de Prokesch au baron de Beust.**

Constantinople, le 28 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

Hier, les représentants se trouvant tous réunis, Fuad-Pacha nous a entretenus des affaires bulgares, relevant l'importance pour toutes les Puissances qui veulent la conservation de la paix, de faire comprendre au Gouvernement moldo-valaque qu'il ne lui est pas permis de la compromettre par une conduite déloyale envers les Puissances garantes autant qu'envers la Porte. Il énuméra un à un les faits qui obligent à en supposer la connivence dans les projets d'invasion de la Bulgarie ; ses dénégations en hiver dernier et même aujourd'hui ; la participation de députés et employés aux comités révolutionnaires ; l'organisation de bandes en plein jour sur le sol valaque ; la vente simulée d'armes à culasse aux chefs de ces bandes ; la confection d'habillements uniformes pour ces bandes dans les établissements de l'État, la publicité des préparatifs d'invasion pendant les dernières semaines et le commencement de l'exécution de ce plan incendiaire par la réunion et le passage de la bande de Hadji Dimitri sans que le Gouvernement eût pris la moindre mesure pour l'empêcher, etc.

Il appuya sur la nécessité d'une sérieuse enquête, nous pria d'en charger collectivement nos agents et d'intéresser nos Gouvernements à faire à Bucharest les démarches propres à arrêter le Gouvernement moldo-valaque sur sa pente.

Les représentants convinrent d'adresser à leurs Gouvernements le télégramme que j'ai eu l'honneur de faire parvenir à Votre Excellence hier, *in claris*. En même temps, ils résolurent de charger leurs agents respectifs à Bucharest de la recherche des données propres à fixer nos opinions sur la conduite des autorités moldo-valaques dans l'occurrence actuelle.

Je me suis borné à adresser à notre agence le télégramme ci-joint. Je pense qu'une enquête officielle de la part des Puissances est dans l'intérêt commun. Les dénégations dans l'affaire des Israélites prouvent le peu de cas à faire d'une première déclaration de la part de M. J. Bratiano.

Veuillez, etc.

Signé : PROKESCH.

## N° 93.

### Le baron de Prokesch au baron d'Eder à Bucharest.

(Annexe à la dépêche du baron de Prokesch du 28 juillet 1868.)

(Télégramme.)

Constantinople, le 28 juillet 1868.

Examinez sérieusement l'attitude des autorités principales vis-à-vis des bandes qui ont déjà fait irruption ou veulent encore faire une irruption en Bulgarie. Dans le cas où vos collègues d'Angleterre, de France ou d'Italie feraient à ce sujet des démarches auprès du Gouvernement des Principautés, joignez-vous à eux.

## N° 94.

### M. Waldhart au baron de Beust.

(Extrait.)

Bucharest, le 28 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

Le journal officieux le *Romanul* défend aujourd'hui dans son premier article de fond, d'une façon assez originale, la conduite du Gouvernement roumain au sujet du *puff*<sup>1</sup> bulgare. Ce journal avance

1. En allemand *Putsche*, expression viennoise qui veut dire bruit sans effet.



que la police n'est pas assez bien soldée en Roumanie pour être toujours bien informée, qu'elle n'a d'ailleurs pas assez d'autorité pour remplir tous les devoirs qu'on lui impose, parce que les consuls toutes les fois que la police locale intervient énergiquement, font du bruit en vertu de leurs droits de juridiction qui ne sont pas encore abolis partout et constatent des illégalités envers leurs nationaux. Ainsi c'est sur la juridiction consulaire, qui depuis le traité de Paris n'a plus eu assez de force pour empêcher maint excès barbare de la police moldo-valaque, que retombe la faute que les Bulgares, que le *Romanul* nomme des frères chéris, se sont rassemblés d'après les instructions soit directes soit indirectes de celui que plusieurs feuilles de l'opposition appellent *vice-prince*, le ministre Bratiano, ont été pourvus d'uniformes, très-bien armés, exercés militairement, pourvus largement de munitions, et se sont concentrés dans un moment où l'attention était portée ailleurs, et ont reçu des vivres au moment de leur départ des autorités municipales ainsi que des voitures de transport, de manière à être rendus à une heure déterminée aux endroits les plus faciles pour traverser le Danube, et ont pu entrer en ennemis sur le territoire de leur patrie.

Daignez, etc.

*Signé* : WALDHART.

## N° 95.

### Le baron de Prokesch au baron de Beust.

Constantinople, le 4 août 1868.

Monsieur le Ministre,

Ensuite de l'ouverture verbale de Fuad-Pacha, du 28 juillet au sujet du passage du Danube, effectué par une bande armée à Sistow. — ouverture portée à la connaissance de Votre Excellence par mon télégramme du même jour, — la Sublime-Porte vient d'adresser aux représentants des Puissances garantes la Note ci-jointe, afin de provoquer de leur part un examen impartial de la conduite du Gouvernement des Principautés-Unies en cette circonstance.

D'après les dernières nouvelles reçues à Constantinople, le coup préparé par les comités bulgares a décidément manqué. Le bulletin ci-joint annonce que les restes de la bande qui, après une première défaite, s'était réfugiée dans le Balkan, sont tombés entre les mains de l'autorité turque. Le danger paraît donc pour le moment conjuré;

mais la Porte craint, je pense, avec raison, que tant qu'il sera permis aux Principautés de se prêter à l'organisation des bandes, de les armer, de les lancer finalement, le danger n'est que suspendu et la paix reste menacée à chaque instant. Les assurances données par le Gouvernement princier ne la tranquillisent aucunement. Elle voit dans une démarche des Puissances garantes le seul moyen pour inspirer à ce Gouvernement le sentiment de ses devoirs envers la Cour suzeraine, comme envers les Puissances elles-mêmes.

Agrérez, etc.

Signé : PROKESCH.

---

N° 96.

**Le Consul de Knappitsch au baron de Prokesch  
à Constantinople.**

Ibraïla, le 14 août 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence un exemplaire de la proclamation qui a été affichée ici lundi dernier et répandue par tous les moyens. D'après la traduction qui l'accompagne, Votre Excellence verra que c'est un appel à la population bulgare de se joindre à l'insurrection commencée et de la soutenir au moyen de dons en argent.

Cette proclamation a, sans aucun doute, été fabriquée à Ibraïla, quoiqu'elle porte une autre date et que ces sortes d'écrits nous arrivent ordinairement de Bucharest.

Les auteurs de cette pièce ne sont pas encore connus, il n'en est pas de même de ceux qui la répandent, et il serait certainement facile de connaître les premiers par ces derniers; mais la préfecture ne montre aucune envie d'approfondir cette affaire, et M. Liteanu s'est contenté d'un *avis* en faisant savoir aux colporteurs qu'ils eussent à l'avenir à s'abstenir de pareils actes.

La préfecture a en général beaucoup perdu de l'énergie qu'elle avait prise dans les commencements à s'opposer au mouvement bulgare.

C'est ainsi que Zivko et Pehliwan, comme je l'ai fait savoir à Galatz, ont été mis en liberté sous un cautionnement qu'a fourni l'un des agitateurs bulgares les plus enragés; l'instruction judiciaire commencée contre eux apparaît aujourd'hui comme une vaine formalité, dans

laquelle on ne songe ni à établir les choses sous leur point de vue véritable et encore moins au châtimement des coupables.

Il n'est plus question non plus de l'internement des chefs de bandes malheureusement très-influents.

M. Liteanu avait commencé par demander leur internement, et je crois que c'était le meilleur moyen, le plus approprié aux circonstances, si le Gouvernement n'avait pas l'intention de favoriser les démarches révolutionnaires des Bulgares au lieu de les arrêter ; en effet, dans une localité quelconque de l'intérieur, éloignée des frontières et sans communication avec leurs amis politiques Zivko et Pehliwan cesseraient d'être dangereux. Mais les laisser libres et sans surveillance à Ibraïla, le centre d'une population bulgare très-nombreuse, cela revient à vouloir, en quelque sorte, servir les desseins que ces personnages si connus ont hautement manifestés.

L'une des sous-préfectures d'Ibraïla a fait arrêter une troupe de Bulgares qui voulaient passer le Danube sur un point où il n'est pas permis de passer ; on prétend qu'ils n'étaient pas armés.

La proclamation dont j'ai parlé au commencement de cette dépêche, a attiré l'attention des Bulgares sur les agitations révolutionnaires, et réunie aux nouvelles parvenues sur les combats des bandes commandées par Haggi Dimitri et à l'attitude plus que ambiguë du Gouvernement, elle a excité les sympathies pour la cause du soulèvement.

Welison, dont j'avais mandé l'arrestation à Galatz, est en liberté à Bucharest.

Daignez, etc.

*Signé : KNAPPITSCH.*

---

## N<sup>o</sup> 97.

### **Pièce justificative du Rapport d'Ibraïla du 14 août 1868.**

Frères bulgares !

L'incendie a éclaté dans les Balkans. Nous devons tous courir au secours afin d'entretenir l'incendie jusqu'au jour où nos droits seront décidés et reconnus.

Le temps est venu aujourd'hui, Frères, où chacun doit sacrifier son ducat et où tous doivent voler au secours, la carabine en main, le sabre à la ceinture, sous le drapeau du lion à la crinière d'or qui vous appelle dans les montagnes.

Aujourd'hui c'est à nous, frères, qu'il appartient de prouver à la diplomatie européenne, qu'il existe encore des descendants du terrible Krum qui savent répandre leur sang pour leurs droits.

Il ne reste autre chose à faire que de tout risquer et de nous suivre comme les autres.... car le lion à la crinière d'or vous appelle et la trompette de la guerre.

Balkans, le 29 juillet 1868.

*Le Gouvernement Provisoire.*

## N° 98.

**Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest,**

Vienne, le 7 août 1868.

Monsieur le Baron,

Peu de mois après que la rumeur publique eut dénoncé l'organisation, sur le territoire moldo-valaque, de bandes armées, destinées à envahir la Bulgarie, et après que le Gouvernement princier eut donné un démenti formel à ces allégations, une invasion de corps-francs partis de la rive gauche du Danube vient de s'y produire, et, si nous sommes bien informés, la Sublime-Porte a même cru pouvoir en faire retomber expressément la responsabilité sur les organes de l'administration des Principautés-Unies.

L'insuccès de cette entreprise, si promptement déjouée par la vigilance et l'énergie des autorités ottomanes, doit avoir fait éprouver de sensibles mécomptes à ses auteurs qui spéculaient évidemment sur les sympathies des populations bulgares avec la cause de la révolte.

Il n'en est pas moins vrai que l'échauffourée dont il s'agit est l'indice d'un mal auquel, selon nous, le Gouvernement des Principautés-Unies a le devoir de remédier, tout comme il en a sans doute les moyens.

Dans la note que le prédécesseur du Ministre actuel des affaires étrangères du Prince Charles vous adressait, monsieur le baron, le 2<sup>8</sup> février dernier, à propos de l'affaire que j'ai rappelée plus haut, il disait que le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime s'attendait à voir se rétablir la confiance qu'aucune tentative de nature à troubler l'ordre dans les pays voisins ne pouvait venir du côté de la Moldo-Valachie.

On peut en inférer que ce Gouvernement comprend la portée des obligations internationales qui prescrivent à tout État civilisé de ne



pas tolérer qu'il se prépare sur son territoire, en pleine paix, des agressions dirigées contre le repos d'un pays limitrophe. Il est, en outre, certainement pénétré des devoirs spéciaux que la situation des Principautés-Unies leur impose vis-à-vis du Sultan.

Nous sommes donc loin de penser qu'il y ait lieu de mettre en question la loyauté des intentions du Gouvernement princier dans l'affaire dont je parle.

De même, nous croirions lui faire injure si nous nous avisions de révoquer en doute son pouvoir d'empêcher la formation de bandes armées sur le sol des Principautés et leur irruption dans une province voisine.

On en est, dès lors, réduit à supposer que c'est l'habileté, la vigilance ou la fidélité de ses employés qui lui auraient fait défaut en cette circonstance, et cela nous paraît d'autant plus probable qu'à en croire les journaux moldo-valaques eux-mêmes, la voix publique avait déjà, bien avant le jour de l'invasion, signalé les préparatifs qui se faisaient et qu'il eût été difficile, en effet, d'entourer d'un mystère impénétrable.

Aussi sommes-nous fondés à espérer qu'averti désormais par l'expérience, le Gouvernement princier saura se mettre en mesure de remplir ses obligations internationales et de détruire ainsi les soupçons de ceux qui seraient disposés à l'accuser de connivence pour les trames qui ont abouti à la dernière tentative de désordre dans le Vilayet du Danube

Veuillez, monsieur le baron, exposer les considérations qui précèdent aux ministres du Prince Charles et me rendre compte des explications qu'ils vous auront données au sujet de faits dont les Puissances garantes ont tout lieu de se préoccuper.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 99.

**Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople.**

Vienne, le 13 août 1868.

Monsieur le Baron,

Le marquis de Moustier nous a fait communiquer le projet ci-joint d'une dépêche qu'il se proposait d'adresser au gérant du Consulat Gé-

néral de France à Bucharest, au sujet des bandes armées qui ont récemment fait irruption en Bulgarie.

Le Ministre a en même temps exprimé le désir de nous voir associer nos efforts aux siens pour rappeler au Gouvernement de la Moldo-Valachie les devoirs qui lui incombent en face des menées qui s'abritent sur son territoire.

Des instructions conformes à ce désir ont été aussitôt adressées à notre agent à Bucharest par la dépêche en date du 7 courant dont vous trouverez également copie dans l'annexe.

Votre Excellence pourra s'en servir pour informer, d'une manière confidentielle, le Gouvernement ottoman de notre démarche.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 100.

### **Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 24 août 1868.

Monsieur le Ministre.

Après avoir été différentes fois chez M. Jon Bratiano sans le rencontrer, ce ministre est venu me voir hier.

Je lui communiquai la note de Votre Excellence du 7 de ce mois.

D'après les explications de M. Bratiano, le Gouvernement princier n'avait aucune connaissance du projet d'une irruption en Bulgarie. Le Gouvernement savait à la vérité qu'il y a ici des comités bulgares, mais le Gouvernement ignorait entièrement qu'on voulût envoyer des bandes au delà du Danube.

Sur ma remarque que le Consul russe prétend avoir d'abord oralement, ensuite par écrit, averti M. J. Bratiano de cette entreprise, le Ministre déclara que les communications orales avaient été si générales qu'on ne leur avait accordé aucune attention ; quant à la communication écrite au moment où elle lui parvint la bande était déjà au delà du Danube. Mais le Gouvernement princier avait aussitôt pris des mesures afin d'empêcher d'autres bandes de suivre la première. Ce en quoi il avait réussi. — L'histoire, continua M. Bratiano, des mille uniformes qui ont soi-disant été confectionnés à Bucharest, est une pure invention, d'autant plus que la bande ne comptait que de 120 à 150 hommes ; et que tous, parmi ceux qui en faisaient partie, n'avaient pas d'uniforme et que beaucoup encore portaient l'uniforme de l'école

militaire de Kragujevatz. M. Bratiano me parla ensuite de la difficulté qu'il y avait de garder, les frontières, et à l'exemple du Consul de Russie, cita l'exemple de la Prusse, où, malgré le cordon militaire, s'étaient formées des bandes pendant l'insurrection polonaise, qui étaient bien parvenues à passer les frontières. Pour le moment on avait pris les mesures les plus sévères dans toute l'étendue des Principautés pour empêcher, autant que possible, à l'avenir le retour de semblables éventualités ; maintenant déjà on avait empêché plusieurs individus, qui en avaient l'intention, de se rendre en Bulgarie. Lui, M. Bratiano, s'était rendu en plusieurs endroits où il y avait un certain nombre de Bulgares rassemblés, avait donné les ordres les plus sévères, interrogé différents Bulgares qui voulaient prendre part à l'insurrection, afin d'apprendre à connaître les différentes ramifications de cette affaire. Il me dit qu'il avait appris de ces interrogatoires que le mouvement bulgare est beaucoup plus sérieux qu'on ne serait porté à le croire. Tous ces hommes sont fanatisés jusqu'au dernier degré ; d'ailleurs, ajouta M. Bratiano on ne s'expose guère à la mort légèrement et sans y être poussé par une impulsion puissante.

Quant à l'ensemble du mouvement, M. Bratiano a remarqué différents courants au nombre desquels appartiennent en premier lieu les tendances nationales des Bulgares fortement excités et leur désirs de faire introduire dans leur patrie un état de choses meilleur. Quant aux Grecs, suivant l'expression de M. Bratiano, ils sont dans l'affaire jusqu'au cou. Sans avoir été préparé ni excité, il suffisait qu'un Grec apprît ce dont il s'agissait pour soutenir l'entreprise selon l'étendue de ses forces.

M. Bratiano ne semble pas avoir découvert des traces d'influences russes, car il ne m'en a pas dit un mot.

Recevez, etc.

*Signé : EDER.*

---

## N° 101.

### **Le baron de Prokesch au baron de Beust.**

(Extrait.)

Constantinople, le 8 septembre 1868.

Monsieur le Ministre.

J'ai entretenu le Grand-Visir des motifs qui ont fait préférer à Votre Excellence, pour la démarche faite à Bucharest au sujet des

bandes, la forme d'instruction transmise à M. le baron d'Eder à celle d'une enquête collective, suggérée par le Gouvernement ottoman. Le Grand-Visir a parfaitement compris la validité de ces motifs, et il m'a prié de remercier Votre Excellence de cette démarche qui sera, dit-il, en tout cas un avertissement pour le Gouvernement princier.

Recevez, etc.

*Signé* : PROKESCH.

---

N° 102.

**Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust.**

Jassy, le 4 août 1868.

Monsieur le Ministre.

Par dépêche du 10, n° 1 034, le staroste I. R. de Mihaleni informe qu'il serait arrivé à Radautz, sur le Pruth, district de Dorohoj, 500 caisses de fusils prussiens venant de Russie, que le Gouvernement des Principautés aurait donné ordre de faire avancer par le Danube.

J'ai immédiatement chargé le staroste I. R. de Mihaleni de vérifier l'exactitude du fait et de s'assurer de la route que prendra le transport.

J'adresse la même invitation aux starostes les plus près de la frontière à Bottuszan.

Si les armes étaient réellement d'origine prussienne, elles seraient venues par le chemin de fer de Gallicie à Kamienitz et à Chotim, pour éviter l'examen à la frontière austro-moldave.

Agréez, etc.

*Signé* : WOLFARTH.

---

N° 103.

**M. d'Udrycki au chevalier de Wolfarth à Jassy.**

Mihaleni, le 13 août 1868.

Monsieur.

Le préfet de Dorohoj a appelé d'ici auprès de lui par voie télégraphique plusieurs entrepreneurs, pour passer avec eux un arrangement à l'effet de se faire fournir au moins 100 chariots pour transporter de



la petite ville de Radautz de prétendus matériaux de construction en fer. L'accord a été immédiatement conclu, à raison de 50-54 piastres par poids de 100 okas. Ici, à Mihaleni, le sous-préfet a déjà loué plus de 40 chariots.

Les caisses sont toutes marquées; l'adresse porte, outre le lieu de destination, quelles sont celles d'entre elles qui doivent prendre la route de Fokschany par Roman et Bacau. Il a été arrêté aussi qu'une partie de ces caisses serait, au besoin, envoyée jusqu'à Ibraïla et à Galatz.

Il y a lieu de présumer que toutes ces caisses, en grande partie de la même grandeur, ne contiennent pas du tout du matériel de construction en fer, mais exclusivement des armes et des munitions.

Les entrepreneurs se sont engagés à charger ces caisses dans le délai de quatre jours et de les conduire au lieu de leur destination dans le délai de quatre semaines.

Il y a en ce moment à Radautz, outre le préfet et un aide de camp du Prince, un employé supérieur des finances de Bucharest.

Agreez, etc.

Signé : UDRYCKI.

## N° 104.

**M. de Wolhfarth, consul à Jassy, au baron de Beust.**

(Extrait.)

Jassy, le 21 août 1868.

J'extrais les faits suivants d'un Rapport daté du 19 août, et rédigé par M. A. Szawul, dragoman, que j'avais envoyé pour constater les faits relatifs au transport d'armes qui ont eu lieu par Radautz.

Déjà, depuis quinze jours, on savait à Radautz, que des convois d'armes devaient y arriver et être traités comme marchandises en transit.

On voyait souvent apparaître à Radautz, vers cette époque, des préfets moldo-valaques qui attendaient l'arrivée de l'envoi. Les voituriers de Bottuchany, Docohoi, Foltitcheny, Hezza et Mihaleni s'y trouvaient déjà réunis pour prendre le chargement et le transporter plus loin....

Jeudi, 13 de ce mois, il est arrivé sur les bords du Pruth, par Lipkany, quatre-vingt-dix colis, tous enveloppés dans de la paille et recouverts de toile. Ces colis ont été chargés sur un bateau et transportés sur la rive moldave. Là, ils étaient attendus par un commis-

sionnaire qui les a fait diriger sur Radautz, et là le a livrés dans les magasins du Gouvernement.

Dans ces magasins, les parties de la toile qui avaient été endommagées ont été réparées, et les colis plombés à la marque de la douane moldave. Tous les colis portaient la marque M. T., et ont été déclarés à la douane moldave de Radautz comme marchandises de transit, et comme contenant des instruments et des parties d'outillage de chemin de fer. L'assurance pour le transport se montait à la somme de 40 000 thalers.

Vendredi 14, un convoi semblable devait arriver à Lipkany, sur le Pruth.

Le dimanche 16, les quatre-vingt-dix colis d'armes déposés dans les magasins du Gouvernement, à Radautz, ont été chargés sur seize chariots et escortés par quatorze gardes frontières; ils ont été, sous la conduite de deux commissaires de police en bourgeois, transportés à Fokschany avec l'ordre exprès de suivre les chemins détournés et d'éviter les villes, surtout celles de Roman et de Bacao.

Le rapport du dragoman continue en ces termes :

A Bottuchany, j'ai reçu la visite de M. le préfet, qui évidemment était déjà informé du but de mon arrivée et qui m'a dit ce qui suit : « Afin de pourvoir à l'organisation de l'armée roumaine, votée par les Chambres, le Gouvernement Princier a dû se préoccuper de l'armement des troupes. Il a obtenu des Chambres les crédits nécessaires à cet effet, et a mis en adjudication une fourniture de cinquante mille fusils. »

Théodor Mehendizeanul et C<sup>e</sup> ont été déclarés adjudicataires, et ils ont commandé cinquante mille fusils en Prusse. Pour écarter toute apparence de soupçon, il déclara, comme préfet, que ces ballots contiennent en effet des armes à feu qui doivent être transportées à Bucharest, déposées dans l'arsenal, pour être distribuées aux troupes le 1<sup>er</sup> septembre.

Les transports, a ajouté M. le préfet, se font ouvertement et sous la protection d'une escorte militaire; c'est dans ce but qu'aujourd'hui, à midi, le bataillon de chasseurs, qui était en garnison ici, est allé, par ordre ministériel, à Radautz, et un détachement de cavalerie est attendu pour le remplacer. Un convoi de seize voitures, portant quatre-vingt-dix colis, a déjà passé dimanche dernier, et un autre arrivera dimanche prochain, le 23.

J'ai demandé au préfet comment il se faisait que le transport d'une telle masse d'armes à feu venant de la Prusse s'effectuât par la Russie, tandis que l'expédition directe par le chemin de fer serait plus prompte et coûterait moins cher. Il a répondu, avec un léger mouvement d'épaules, que peut-être le fabricant prussien a en Russie quelque as-

socié à qui le transport par ce pays convenait mieux. J'ai remercié M. le préfet de sa visite amicale et de ses communications obligantes.

« Un second transport se composant de cent trente colis et du poids de trente mille *oca* doit arriver à Lipkany, 19, dans la soirée.

Outre les colis déjà arrivés, on en attend encore de Prusse trois cent vingt, tous marqués M. T., et dont une partie doit être rendue à Radautz d'ici au 1<sup>er</sup> octobre.

---

## N<sup>o</sup> 105.

### Le baron d'Eder au baron de Beust.

Bucharest, le 24 août 1868.

Monsieur le Ministre,

Je me suis empressé de demander à M. J. Bratiano des éclaircissements sur les transports d'armes considérables arrivant dans les Principautés par la Russie.

Ces armes, a répondu M. Bratiano, sont des fusils à aiguille que le Prince a fait acheter en Prusse pour l'armée moldo-valaque.

J'ai demandé ensuite pourquoi ce long détour par la Russie, et pourquoi ces transports ont été organisés d'une façon si mystérieuse. M. Bratiano m'a répondu qu'on n'avait jamais eu l'intention d'envelopper de mystère l'achat de ces armes et leur transport en Roumanie; loin de là, depuis plusieurs mois déjà le Gouvernement français en a été averti par l'agent turc à Paris.

En ce qui concerne le détour par la Russie, le motif qui a déterminé le Gouvernement Princier, c'est que, de la part de la Russie, il ne devrait être mis aucune entrave au transport de ces armes.

Il suffisait, a ajouté M. Bratiano, d'une démarche confidentielle du roi de Prusse pour obtenir de la Russie l'ordre de laisser passer ces armes par le territoire russe sans obstacle et sans qu'elles fussent arrêtées nulle part.

Nous pouvions prendre, a continué M. Bratiano, deux autres voies, l'une par l'Autriche, l'autre, la voie de mer, par Constantinople.

En ce qui concerne la voie par l'Autriche, nous avons craint qu'il n'y eût des difficultés de la part du Gouverneur hongrois.

J'ai demandé quel motif pouvait autoriser de pareilles appréhensions, M. Bratiano a répondu qu'il existe en Hongrie des préventions contre les Principautés.

A Constantinople, a ajouté M. Bratiano, les difficultés auraient été encore plus grandes. Depuis plusieurs mois, on s'est adressé à la Porte pour le passage de quinze mille fusils Peabody, achetés en Amérique. Les négociations ont été sans fin.

Agréez, etc.

Signé : EDER.

---

N° 106.

**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

(Extrait.)

Bucharest, le 28 août 1868.

En ce qui concerne la quantité de fusils transportés par la Russie en Moldavie, le préfet de Bottuchany les a évalués à cinquante mille. M. Bratiano a dit, au contraire, qu'il n'était attendu que vingt-cinq mille fusils à aiguille prussiens. Par la voie de mer, on attend en outre 15 000 fusils Peabody commandés en Amérique, et qui doivent arriver très-prochainement.

---

N° 107.

**Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.**

Vienne, le 2 septembre 1868.

Monsieur le Baron,

Les éclaircissements sur l'affaire des convois d'armes clandestins que vous a donnés M. Bratiano, et que vous m'avez communiqués le 24 du mois passé, me suggèrent les observations suivantes :

Bien que les armements considérables des Principautés nous eussent déjà souvent paru dépasser la limite des véritables besoins de ce pays, une nouvelle commande d'armes ne nous aurait pourtant pas trop surpris. Mais ce qui a dû nous frapper vivement dans cette affaire, ce sont les moyens mystérieux employés en cette occasion par le Gouvernement du Prince, et ensuite les mesures auxquelles on a recours pour assurer ce mystère.

Nous avons jusqu'à présent toujours accordé le passage sur notre



territoire pour les armes et les munitions commandées par le Gouvernement moldo-valaque. Il n'y avait donc aucun besoin ni d'expédier ces armes sous la fausse désignation de matériel destiné à la construction des chemins de fer, ni de les faire passer par la Russie, malgré la longueur de ce trajet détourné et l'accroissement des frais qui devaient en résulter. Pour recourir à des mesures si extraordinaires, il fallait évidemment avoir un singulier intérêt à cacher la vérité.

Dans de telles circonstances et en présence de l'extension du mouvement bulgare sur le sol roumain, le Gouvernement des Principautés ne saurait s'étonner si nous admettons le soupçon que ces armes, si clandestinement introduites, sont destinées à un but qu'on ne veut pas avouer.

Je vous prie, Monsieur le Baron, de vous expliquer dans le sens de la présente dépêche vis-à-vis le Gouvernement du Prince.

Agrérez, Monsieur, etc.

Signé : BEUST.

---

### N<sup>o</sup> 108.

**Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust.**

(Extrait.)

Jassy, le 3 septembre 1868.

Pour faire suite à mes précédents avis, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le troisième transport d'armes, composé de trente chariots, est parti le 29 du mois dernier.

---

### N<sup>o</sup> 109.

**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 4 septembre 1868.

Le premier transport des armes envoyées de Prusse ici par la Russie et la Moldavie est arrivé depuis peu de jours à Bucharest. Ce transport se composait de quinze chariots. Les caisses contenant des armes ont été portées à l'Arsenal. On attend aux premiers jours l'arrivée d'autres transports.

Agrérez, etc.

Signé : EDER.

N<sup>o</sup> 110.**Le baron d'Eder au baron de Beust.**

Bucharest, le 12 septembre 1868.

Monsieur le Ministre,

Relativement aux armes arrivées de Prusse dans les Principautés par la Russie, sous la dénomination de « matériel de construction en fer, » je me suis exprimé, lors de mon dernier entretien avec M. Jon Bratiano, dans le sens des ordres du 2 septembre.

Je me permets de relever de cet entretien que, lorsque j'exprimai devant M. Bratiano que la quantité d'armes réunies ici n'était nullement en rapport avec les besoins du pays, ce ministre me répondit que, au contraire, le chiffre ne suffisait pas encore à ses besoins.

Au lieu, pensait M. Bratiano, de reconnaître nos efforts pour assurer la neutralité des Principautés, que les Puissances ont garantie, on semble nous faire un reproche de ce que nous prenons des mesures pour pouvoir, au cas de complications européennes, remplir la mission qui nous a été assignée par les Puissances.

M. Bratiano a cherché à expliquer l'importation clandestine de ces armes, en disant que le transport opéré publiquement d'armes et de munitions de guerre, exige une escorte considérable. Depuis qu'on sait dans le pays que les transports contiennent des armes, le Gouvernement a été mis dans la nécessité de requérir, dans plusieurs districts, les *dorobanzes* (milice), à une époque où la moisson a besoin de leurs bras, mesure qui aurait causé à l'agriculture un dommage de quelques millions.

Du reste, ce ministre s'en est référé aux explications qu'il m'a déjà données, il y a quelques jours, — rapport du 24 août.

Agrérez, etc.

Signé : EDER.

N<sup>o</sup> 111.**Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust.**

Jassy, le 19 septembre 1868.

Monsieur le Ministre,

D'après le rapport en date du 17, que j'ai reçu du staroste I. R. de Fokschany, 18 grosses voitures lourdement chargées, avec armes

de Radautz, ont encore passé le 15 à Fokschany, suivant la route de Bucharest.

En tout, il a été expédié jusqu'ici de Radautz 112 chariots d'armes. Relativement au rapport du 21 du mois dernier, j'ai l'honneur d'informer que, d'après la même communication du staroste de Fokschany, un nouveau transport de 400 chevaux de remonte a traversé cette ville, dirigé sur Bucharest.

Agrérez, etc.

*Signé* : WOLFARTH.

---

### III

#### NÉGOCIATIONS AVEC LE SAINT-SIÈGE.

N<sup>o</sup> 112.

**Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome.**

Vienna, le 16 décembre 1867.

Monsieur le Comte,

Avant de vous rendre au nouveau poste où la confiance de l'Empereur, notre Auguste Maître, vous appelle, vous avez pu recueillir de la bouche de Sa Majesté Elle-même les informations les plus nécessaires pour régler votre attitude et votre langage. Vous avez ainsi été déjà éclairé sur les intentions du Gouvernement Impérial et Royal, sur le but qu'il entend poursuivre à Rome, et ces instructions ont été complétées par les entretiens que votre Excellence a eus avec moi.

Je me propose donc seulement aujourd'hui de résumer ces indications qui doivent guider votre conduite dans les débuts de la mission dont votre Excellence est chargée.

En arrivant à Rome et dès vos premières entrevues avec le Saint-Père, aussi bien qu'avec le cardinal Antonelli, vous aurez, monsieur le comte, à vous rendre l'interprète fidèle des sentiments de profond dévouement et d'inaltérable attachement que l'Empereur, notre Auguste Maître, professe pour la religion catholique et son chef vénéré. Votre Excellence voudra bien renouveler en termes chaleureux les assurances de sympathie dont le Gouvernement Impérial et Royal a déjà fait parvenir l'expression à Rome à l'occasion des dernières épreuves que le Saint-Père a eu à subir. Votre Excellence pourra

ajouter que cette sympathie ne s'est pas bornée à des vœux stériles. En effet, l'Empereur, notre Auguste Maître, a profité de son séjour à Paris, à l'époque du plus fort de la crise des affaires de Rome, pour donner un ferme appui à la cause du Saint-Siège. Cette circonstance n'a pas manqué d'exercer une certaine influence sur les déterminations de l'Empereur Napoléon qui savait que le concours moral de l'Autriche lui était entièrement acquis dans les mesures qu'il prenait pour secourir Rome contre les attaques de ses ennemis.

Lorsque la question de la Conférence a été mise sur le tapis, les intérêts du Saint-Siège n'ont pas été perdus de vue par le Gouvernement Impérial et Royal. L'attitude que nous avons prise alors et notre accord avec le Gouvernement français ont certainement contribué à mieux disposer ce dernier en faveur du maintien du pouvoir temporel. Nous croyons donc avoir donné dans ces circonstances critiques quelques témoignages positifs de notre désir d'aider et de soutenir le Gouvernement Pontifical. Votre Excellence voudra bien faire valoir ces considérations auprès de la Cour de Rome qui n'en sentira, je l'espère, que plus vivement l'urgence de ne pas repousser les demandes que nous venons lui présenter par votre organe.

En abordant ce terrain délicat, votre Excellence voudra bien s'appliquer avant tout à combattre les défiances et les préjugés qu'on pourrait nourrir à l'égard des institutions libérales qui se développent en Autriche. On nous représente dans un certain milieu comme entraînés, presque malgré nous, sur une pente rapide et fatale qui doit conduire l'Autriche au précipice.

Si on se plaçait à ce point de vue, on croirait nous rendre service en mettant des obstacles sous nos pas et en nous empêchant de courir à notre propre perte. Ce serait là une erreur d'appréciation également pernicieuse pour nos intérêts comme pour ceux de l'Église. Il importe, qu'avant d'examiner nos demandes, on ne s'abuse pas à Rome sur notre véritable situation. Votre première tâche doit donc être, monsieur le comte, de bien éclairer le Saint-Siège sur l'État intérieur de l'Autriche, ainsi que sur les causes et la nature de la transformation qui s'opère dans l'Empire. Si notre position est jugée par le Saint-Père telle qu'elle se présente en réalité, il me paraît difficile que Sa Sainteté ne sente pas Elle-même la nécessité de modifier les bases sur lesquelles sont établis jusqu'à présent en Autriche les rapports de l'Église et de l'État.

Nous tenons à le constater; ce n'est point pour chercher une vaine popularité, ce n'est point pour trouver un appui passager dans les tendances ou les passions du jour, que nous nous sommes décidés à la démarche que nous entreprenons à Rome. Afin de mieux le prouver, je remonterai plus haut et je dirai que la voie libérale dans la-



quelle est entré le Gouvernement Impérial n'est elle-même aucunement, comme beaucoup de gens se plaisent à le penser, un expédient du moment, ou une concession faite à l'esprit de parti, mais bien le fruit d'une mûre détermination et la conséquence inévitable de l'organisation actuelle de l'Empire d'Autriche.

Du moment où l'Empereur, notre Auguste Maître, a voulu mettre fin au démêlé qui subsistait depuis tant d'années avec la Hongrie et paralysait d'une manière si déplorable les forces de la Monarchie entière, la voie que le Gouvernement devait suivre était toute tracée et ne pouvait varier. La Constitution hongroise devait être remise en pleine vigueur et la partie orientale de l'Empire rentrait par le fait même en jouissance de droits et de libertés considérables. Ces mêmes droits et ces mêmes libertés ne pouvaient, à partir de cet instant, être refusés à la partie occidentale de l'Empire et une parfaite parité devait être établie entre tous les sujets du Souverain. L'évidence de ce fait ne saurait être, il me semble, contestée, et telle est, en peu de mots, l'explication aussi simple que claire de la conduite tenue par le Gouvernement Impérial et Royal.

La réconciliation avec la Hongrie impliquait nécessairement le rétablissement et le développement du régime constitutionnel sur la base des institutions libérales en deçà de la Leitha. Il serait trop long d'entrer dans l'historique des faits qui ont donné, dans la Chambre actuelle des députés, prépondérance relative aux partis avancés. Mais il n'est pas inutile de relever que l'opposition très-imprudente du parti féodal en Bohême et en Moravie, soutenue en partie par les éléments cléricaux, et qui méconnaissait les sages intentions de notre Auguste Maître, fut la cause principale d'une constellation qui occasionna la défaite de ce parti dans les élections aux diètes et finalement son abstention regrettable dans les discussions du Reichsrath. Ce n'est pas la faute du Gouvernement, si la question du Concordat a été abordée dans de pareilles conjectures. Certes, nous sommes les premiers à reconnaître tout ce qu'il y a d'exagération dans l'agitation actuelle des esprits. Mais il ne faut pas non plus se dissimuler le côté sérieux de la question qui consiste dans le conflit entre certaines exigences de la législation et les dispositions du Concordat. Tel est le problème en face duquel nous nous trouvons placés. Nous venons loyalement exposer au Saint-Père notre embarras et nous croyons faire acte de déférence et de bonne foi en exprimant le désir de trouver, d'accord avec Sa Sainteté, le moyen de sortir de cette difficulté.

Le Gouvernement Impérial a fait son possible pour concilier les exigences diverses. Il s'est efforcé d'abord de calmer les esprits et d'éviter qu'une lutte ouverte ne s'engageât entre les privilèges accordés à l'église par le Concordat et les besoins de la législation nouvelle. Je

puis m'en référer à cet égard aux premières déclarations que le Gouvernement a faites aux Chambres dans cette question. Il y a maintenu, avec une fermeté qui lui a valu de nombreuses attaques, le droit du Saint-Siège d'être consulté dans les modifications qu'on voulait apporter à certaines lois. Malheureusement, le zèle pieux des Prélats d'une partie de l'Empire les a entraînés à méconnaître la gravité de la situation et à tenter une démarche assurément inopportune. L'adresse des Evêques a éveillé toutes les passions hostiles à l'Eglise et a fourni à ses adversaires un prétexte plausible pour insister sur la nécessité de faire cesser promptement la contradiction qui existe entre les institutions nouvelles de l'Autriche et les stipulations du Concordat.

Le Gouvernement a encore résisté au courant qui grossissait, et il a obtenu, non sans peine, que les lois relatives au mariage et à l'éducation fussent séparées de celles qui règlent la constitution de l'Empire. La Cour de Rome reconnaitra, je l'espère, que nous avons donné là une nouvelle preuve de nos sentiments de respect pour le maintien de ses droits.

Cependant, si nous sommes parvenus ainsi à éloigner un peu la décision et à parer à un conflit imminent, nous n'avons point écarté la difficulté ni résolu la question.

La contradiction que nous avons signalée entre nos institutions et le Concordat subsiste dans toute son étendue et demande impérieusement un remède efficace. Les esprits les plus modérés partagent à cet égard les convictions que je viens d'exprimer et réclament qu'on mette fin à un état de choses dont la durée serait dangereuse. La majorité de la Chambre haute, qu'on ne saurait accuser de parti pris hostile à l'Eglise catholique, ne diffère pas sensiblement d'opinion avec la Chambre des Représentants. Les lois que celle-ci a adoptées, seront sans doute également, bien qu'avec de notables modifications, votées par la Chambre des Seigneurs, et le Gouvernement Impérial et Royal se verra placé dans la pénible alternative, soit de proposer à l'Empereur la sanction de lois contraires aux stipulations du Concordat, soit de provoquer un conflit constitutionnel des plus dangereux en conseillant à Sa Majesté de refuser cette sanction.

C'est en prévoyant cette position fatale aux intérêts de l'Eglise Catholique en Autriche, comme à ceux de l'Etat, que nous venons demander au Pape de nous aider à conjurer ce péril par une résolution toute spontanée qui sauvegarde sa dignité et celle de l'Empereur. Nous faisons appel à son esprit de justice et à son affection paternelle, en le priant de consentir à ce que le Concordat de 1855 soit d'un commun accord abrogé et remplacé par un nouveau traité conforme à la situation. Si le Saint-Père y acquiesçait, des négociations seraient aussitôt ouvertes pour la conclusion de cet Acte.

Tel est aujourd'hui, monsieur le comte, le but de votre mission. Telle est la demande que vous avez à présenter au Saint-Père au nom de l'Empereur. C'est à cela que se bornent pour le moment vos instructions, et je me réserve de vous donner de nouvelles directions selon l'accueil que vos démarches rencontreront à Rome. Je compte d'ailleurs adjoindre à Votre Excellence un négociateur spécial chargé d'élucider les questions de droit sur lesquelles la Cour de Rome éprouverait le désir d'obtenir des informations plus détaillées.

Ce que je recommande surtout aux soins de Votre Excellence, c'est de présenter sous son vrai jour le côté politique de la question; d'en faire ressortir l'immense importance pour la réorganisation définitive et la consolidation de l'empire d'Autriche; enfin d'appuyer sur les considérations que j'ai développées plus haut et de combattre les idées erronées qu'on peut avoir conçues à Rome sur notre attitude.

Nous ne cédon pas, je le répète, à des tendances antireligieuses, que nous sommes les premiers à déplorer. Nous constatons seulement la nécessité de mettre les rapports de l'Eglise et de l'Etat en harmonie avec les institutions nouvelles dont l'Autriche est dotée, et nous soutenons que l'établissement de ces institutions était la conséquence inévitable, non de l'avènement au pouvoir d'un parti, ou d'un homme, mais du retour au régime constitutionnel en Hongrie. Il y a encore un argument qui vient à l'appui de cette manière de voir et qui plaide en faveur de l'abrogation du Concordat actuel et de la nécessité de le remplacer par un nouvel arrangement. Les stipulations de cet Acte sont déjà légalement inapplicables en Hongrie, depuis que ce royaume est rentré en possession de ses prérogatives constitutionnelles. Il en résulte que, dans cette partie de la Monarchie, le Concordat n'est pas considéré comme étant en vigueur. Comment serait-il donc possible de maintenir en vigueur dans une moitié de l'Empire un traité passé à l'état de lettre morte dans l'autre moitié? N'y a-t-il pas dans le simple énoncé de ce fait une contradiction flagrante, incompatible avec un état de choses régulier? Il me semble difficile que la Cour de Rome n'arrive pas à la même conclusion que nous, si elle examine mûrement la situation.

Elle reconnaîtra, j'aime à le croire, combien il serait préférable dans son intérêt, aussi bien que dans le nôtre, de ne pas provoquer un conflit et de sauvegarder tous les principes d'ordre et d'autorité en acceptant notre proposition.

J'espère que Votre Excellence réussira à faire entrer cette conviction dans l'esprit du Saint-Père et de ses conseillers.

Recevez, etc.

*Signé:* BEUST.



## N° 113.

**Le comte Crivelli au baron de Beust.***(Extrait.)*

Rome, le 3 janvier 1868.

Monsieur le Ministre,

Le 31 décembre j'ai eu l'honneur de remettre mes lettres de créance au Saint-Père qui m'a reçu avec sa bonté proverbiale. Sa Sainteté a daigné s'entretenir très-longtemps avec moi, me parlant de la politique générale et particulièrement de la situation intérieure de l'Autriche et de la personne de l'Empereur, notre Auguste Souverain, pour lequel elle a témoigné le plus sincère et le plus vif intérêt. Arrivant à la question du Concordat, le Saint-Père observa que, depuis que l'agitation contre le Concordat a commencé, l'attitude du Gouvernement Impérial a été équivoque, laissant faire d'un côté, encourageant de l'autre par son silence, se taisant également sur les modifications qu'on réclame pourtant en thèse générale comme nécessaires, sans que depuis plusieurs mois on ait fait la moindre démarche pour entrer dans l'examen des détails. « Je suis tout disposé à reviser et modifier le Concordat selon les exigences de la situation, à l'amender selon les expériences faites, » a continué le Saint-Père, « mais je ne pourrai jamais consentir, je ne consentirai jamais à l'abroger ; si on l'annule par des lois nouvelles, en face de la catholicité entière, je protesterai hautement contre la violation d'un engagement solennel. »

J'ai vu plusieurs fois le cardinal Antonelli, le sous-secrétaire d'État, Mgr Berardi et Mgr Franchi ; tous m'ont parlé dans le même sens. Je crois qu'on est blessé de l'attitude du Gouvernement Impérial et Royal qui n'a rien fait pour calmer l'agitation contre le Concordat, ni pour s'entendre avec le Saint-Siège ; en un mot, on trouve que son attitude n'a été ni franche, ni loyale. Évidemment, ces mots ne sont sortis de la bouche de personne, mais il est facile de voir qu'ils sont dans leur pensée. Sans qu'on me l'ait dit clairement, je crois que si en Autriche on passait outre et considérait le Concordat comme non-avenu, le Saint-Siège revendiquerait tous les privilèges accordés au Souverain. Je laisse juger à Votre Excellence la perturbation qui suivrait une séparation violente de l'Église et de l'État en Autriche, où, tant bien que mal, les deux pouvoirs ont marché de concert depuis des siècles. Un conflit avec le Saint-Siège dans ce moment, où les animosités religieuses viendraient s'ajouter aux pas-



sions politiques, aurait sans doute des suites incalculables, mais sûrement funestes. Je n'ai pas besoin d'assurer Votre Excellence que je ferai bien certainement tout mon possible pour en atténuer les effets.

Agréez, etc.

*Signé : CRIVELLI.*

---

N° 114.

**Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome.**

Vienne, le 15 janvier 1868.

Monsieur le Comte,

Votre Excellence mentionne l'irritation extrême qui règne contre nous à Rome dans la question du Concordat. Je vous engage de nouveau, à ne pas vous laisser influencer par des manifestations qui doivent en grande partie leur origine à des causes étrangères à la question religieuse qu'il s'agit de résoudre.

La défense des intérêts religieux est un mot d'ordre dont se servent volontiers aujourd'hui plusieurs partis influents pour combattre le Gouvernement et empêcher la consolidation de l'ordre de choses actuel en Autriche. Parmi ces partis, il en est un qui possède facilement des moyens d'action à Rome et qui travaille activement à y provoquer de l'animosité contre le Gouvernement Impérial et Royal. En dehors de l'Autriche, d'autres influences hostiles que je puis me dispenser de désigner ont un puissant intérêt à maintenir ce pays dans une situation précaire, et elles travaillent sans doute aussi à Rome pour nous y créer des embarras.

Il n'est donc pas surprenant que le Saint-Siège se laisse entraîner à juger notre attitude avec une sévérité peu justifiée. Je désire que Votre Excellence appelle particulièrement sur ces considérations l'attention du Saint-Père et du cardinal Antonelli. Représentez à la Cour de Rome qu'elle doit se mettre en garde contre des insinuations et des intrigues qui tendent à se servir de la question du Concordat comme d'une arme politique et à rendre le Saint-Siège l'auxiliaire des ennemis de la reconstitution de l'Autriche. Dans un des entretiens que vous pourrez avoir, monsieur le comte, avec le cardinal-secrétaire d'Etat, je n'aurais pas d'objection à ce que Son Éminence pût entendre la lecture textuelle des instructions que je vous ai envoyées le 16 décembre dernier. Votre Excellence pourrait même laisser confidentiellement entre les mains du Cardinal une copie de cette

pièce, afin qu'elle fût placée sous les yeux du Saint-Père. Cette dépêche ne contient assurément pas un mot qui puisse blesser les sentiments de la Cour de Rome, et cette communication peut faire une impression favorable sur l'esprit du cardinal. Son Éminence verra dans cette démarche une nouvelle preuve de notre confiance. Elle pourra se convaincre en même temps de la parfaite loyauté de nos intentions et de l'importance des motifs politiques qui plaident en faveur de notre demande.

Enfin, je vous recommande encore une fois, monsieur le Comte, de combattre avec zèle et persévérance des difficultés provenant le plus souvent, j'en suis persuadé, d'une appréciation peu exacte de notre position et des excitations qui viennent du dehors.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 115.

### **Le comte Crivelli au baron de Beust.**

Rome, le 22 janvier 1868.

Monsieur le Ministre,

Le jour même de l'arrivée du courrier, je confiai, selon le désir de Votre Excellence, mes instructions au cardinal Antonelli, afin qu'il pût en prendre connaissance et les mettre sous les yeux du Saint-Père.

Je viens de chez lui. Il m'a chargé de vous remercier, monsieur le chancelier, au nom du Saint-Père et au sien, de cette intéressante communication; puis il est entré dans les détails de cette pièce. Il l'a divisée en trois parties. Pour la première, le Saint-Père ne peut qu'être très-reconnaissant des témoignages et des preuves d'intérêt de la Cour et du Gouvernement Impérial et Royal et il sait parfaitement les apprécier. Plus loin, il semble au cardinal que Votre Excellence est tout à fait dans l'erreur, si elle croit que le Saint-Siège a des répugnances contre le gouvernement constitutionnel, le Saint-Siège vit en bonnes relations avec toutes les formes de gouvernement, aussi bien avec les monarchies qu'avec les républiques; il n'élève la voix que quand les principes de l'Église sont attaqués et les catholiques persécutés pour y rester fidèles. Le cardinal ne peut absolument pas admettre un passage de mes instructions: « la nécessité de modifier les bases sur lesquelles sont établis jusqu'ici en Autriche

les rapports de l'Église et de l'État ; » ces bases sont les principes de l'Église et sont invariables ; le pape lui-même ne peut les changer. En réfléchissant à ces principes, on comprend de suite l'impossibilité dans laquelle se trouve le pape d'abroger le Concordat (M. de Sartiges m'avait déjà dit la même chose). Enfin que, comme ce n'est pas le Saint-Siège qui demande la modification du Concordat, mais le Gouvernement Impérial et Royal, c'est donc à celui-ci à faire ses propositions, ainsi que cela se fait pour tout traité et toute convention lorsqu'on veut sérieusement traiter ; qu'au reste, en y mettant de la bonne volonté des deux côtés, il était sûr qu'on viendrait à s'entendre, que Sa Majesté l'Empereur pouvait être sûr des bonnes dispositions du Saint-Père, comme celui-ci l'était des sincères intentions de Sa Majesté.

Agréez, etc.

*Signé : CRIVELLI.*

---

## N° 116.

### **Le baron de Beust au comte Crivelli à Romé.**

Vienne, le 30 janvier 1868.

Monsieur le Comte,

C'est avec un bien vif intérêt que j'ai pris connaissance des rapports que Votre Excellence m'a adressés. Je suis toujours heureux d'apprendre par les Missions Impériales et Royales la vérité la plus complète et la plus absolue, tout en réservant pour moi-même les réflexions auxquelles de semblables aperçus peuvent donner lieu.

Plus je déplore les impressions fâcheuses que vous étiez dans le cas de constater par un de ces rapports, plus j'ai éprouvé de satisfaction à reconnaître des symptômes de dispositions plus bienveillantes dans l'accueil que le cardinal secrétaire d'État a fait à la communication de vos instructions. Je ne doute pas qu'en vous pénétrant de l'esprit qui les a dictées, vous ne puissiez réussir à calmer des susceptibilités que nous ne comprenons que trop et qu'il n'a pas dépendu de nous de prévenir. J'aime à croire aussi que Votre Excellence s'attachera à combattre plus d'une objection qui, examinée de près, est moins inattaquable qu'elle ne le paraît au premier abord. Pour n'en citer qu'un exemple : on trouve une erreur dans la demande que j'ai formulée relativement à la nécessité de modifier les bases sur lesquelles reposent en Autriche les rapports entre l'État et

l'Eglise, et cette erreur consisterait à avoir méconnu que ces bases sont immuables. Mais il est de fait que, pendant bon nombre d'années, ces bases ont été essentiellement différentes de celles qui subsistent aujourd'hui, que, par conséquent, elles ne sont pas immuables, et il est donc clair qu'aussi bien que le Concordat les a changées, une nouvelle transaction peut les changer encore.

Pour en revenir à votre premier rapport, permettez-moi, monsieur le comte, de vous faire observer que la comparaison avec la révision d'un traité de commerce ne me semble pas tout à fait heureuse. Si un plénipotentiaire, chargé de la négocier, commençait par demander l'avis du Souverain auprès duquel il serait envoyé, il devrait bien se rendre compte de l'impossibilité où se trouve ce Souverain de prendre l'initiative dans des questions de tarif. Dans la matière du Concordat le Souverain Pontife est juge suprême, et il n'y avait donc rien d'étrange à penser qu'en effleurant la question, vous eussiez obtenu que Sa Sainteté entrât dans quelques-uns des principaux détails.

Nous savons parfaitement, et nous n'oublions pas, monsieur le comte, que les difficultés contre lesquelles vous avez à lutter sont aussi grandes que celles qui nous entourent, mais nous pensons que ce n'est point en vous en prenant à vos instructions que vous parviendrez à les surmonter, comme, de notre côté, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour vous faciliter votre tâche épineuse.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 117.

**Le comte Crivelli au baron de Beust.**

Rome, le 8 février 1868.

Monsieur le ministre,

Le même jour de l'arrivée du courrier Müller, c'est-à-dire le 2 février, j'ai remis au cardinal Antonelli le promémoria, accompagné de la note, telle que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me l'envoyer avec son expédition du 30 janvier dernier.

J'ai prié Son Eminence de me donner le plus tôt possible une réponse, au moins préliminaire. Contrairement aux usages, le cardinal a eu l'obligeance de me remettre la note ci-jointe, suffisamment explicite, tout en se réservant de faire examiner le promémoria en dé-



tail, très-consciencieusement, selon les habitudes et traditions de la curie romaine.

Le cardinal m'a dit que le Gouvernement Impérial voulait tout simplement remettre en vigueur le joséphisme, c'est-à-dire le principe de la domination absolue de l'État sur l'Église, principe que l'Église ne pouvait pas admettre.

Je n'ai aucune observation à faire de mon côté, sinon de me permettre de répéter ce que j'ai eu l'honneur de dire à Sa Majesté et à Votre Excellence que, si on ne parvenait pas à se mettre d'accord avec le Saint-Siège, on serait forcé d'en venir à une séparation complète de l'Église et de l'État; la domination absolue de l'État sur l'Église, en pratique, n'est plus possible de nos jours, et lorsqu'on proclame la liberté pour tous, on se trouvera forcé à accorder aussi aux catholiques, en deçà comme au delà de la Leitha, la liberté et le droit de rester fidèles à l'esprit et à la lettre des préceptes de leur Église, libres de toute contrainte directe ou indirecte.

Lorsque je quittai le cardinal Antonelli, je le priai de presser autant que possible la réponse définitive et détaillée au promémoria. Son Eminence me dit : « Je crains que cela ne serve plus à grand-chose; au reste, croyez-moi, ce n'est pas avec une activité inquiète et impatiente, avec de la précipitation que l'on fait de la bonne besogne et durable, mais avec la réflexion et des idées justes et pratiques. »

Agréé, etc.

*Signé* : CRIVELLI.

## N<sup>o</sup> 118.

### **Le cardinal Antonelli au comte Crivelli, ambassadeur d'Autriche à Rome.**

Du palais du Vatican, 5 février 1868.

Le soussigné, cardinal secrétaire d'État, en accusant réception à Votre Excellence de sa note, en date du 2 février courant, ne peut s'empêcher de lui manifester dès maintenant la douloureuse impression que lui a faite la lecture de cet acte et de ses annexes, où sont contenus certains principes que le Saint-Siège ne pourrait jamais consentir à accepter.

En attendant que le soussigné adresse à Votre Excellence, le moment venu, la réponse catégorique qu'il se propose de lui faire, il

profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence l'expression de sa considération la plus distinguée.

*Signé : ANTONELLI.*

---

N<sup>o</sup> 119.

**Le comte Crivelli au baron de Beust.**

Rome, le 29 février 1868.

Monsieur le ministre,

J'ai reçu les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 22 d. c. et selon le désir y exprimé, je me bornerai dorénavant à référer ce que je pourrais entendre, m'abstenant de toute démarche et de toute réflexion.

M. de Sartiges s'emploie avec la meilleure grâce et volonté à diminuer les difficultés entre le Saint-Siège et le Gouvernement Impérial et Royal. Il a désiré connaître les demandes du Gouvernement Impérial et Royal et comme, par les lois déjà adoptées par la Chambre des députés, elles sont du domaine du public, je n'ai pas fait de difficulté à lui laisser prendre connaissance du promémoria remis le 2 courant au cardinal Antonelli. Il a trouvé la résistance du Saint-Siège à en adopter les principes, fort naturelle. Il est d'avis que si le Gouvernement Impérial et Royal voulait retirer la note, de sorte que le promémoria ne restât que comme une pièce qui servirait à une discussion et négociation ultérieure, on éviterait de graves difficultés, puisque le Saint-Siège se trouvait maintenant forcé à repousser officiellement et d'une manière décisive les exigences du Gouvernement Impérial et Royal.

J'ai fait observer à M. de Sartiges que je doutais fort que le Gouvernement Impérial et Royal se prêtât à cette démarche, mais il prend la chose tellement à cœur et a tant insisté pour qu'au moins j'en parle à Votre Excellence, que je n'ai pas cru pouvoir m'y refuser.

Agréez, etc.

*Signé : CRIVELLI.*

---

N<sup>o</sup> 120.**Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome.**

Vienne, le 8 mars 1868.

Monsieur le comte,

Par votre rapport du 29 février dernier, vous m'informez que M. le comte de Sartiges s'emploie avec zèle pour diminuer les difficultés qui se sont élevées entre le Saint-Siège et le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Selon son avis, si la note remise par Votre Excellence le 2 février dernier pouvait être retirée, de sorte que le promémoria ne restât que comme une pièce servant à une discussion ultérieure, on éviterait de graves embarras, car le Saint-Siège ne se trouverait pas ainsi forcé de repousser officiellement les exigences du Gouvernement Impérial et Royal.

Nous ne pouvons qu'être très-sensibles à l'appui que nous prête l'ambassadeur de France, et je prie Votre Excellence de lui en exprimer mes sincères remerciements. Je ne crois pas, cependant, devoir suivre son conseil.

Outre qu'en thèse générale il me paraît peu digne et peu utile aux intérêts qu'on défend, de faire une démarche par laquelle on s'accuse soi-même d'erreur ou de précipitation, je ne pense pas que dans le cas présent la note du 2 février soit de nature à provoquer de la part de la cour de Rome une décision dangereuse et irrévocable.

Telle n'est pas, du moins, la portée que nous attribuons à cette pièce, et j'engage vivement Votre Excellence à bien en préciser le caractère, à l'aide de quelques commentaires, afin qu'elle ne soit pas interprétée d'une manière contraire à nos vues.

Son Éminence le cardinal secrétaire d'État avait exprimé le désir de connaître plus en détail les vœux et les idées sur lesquels la Cour de Rome était invitée à se prononcer. La note de Votre Excellence répond à ce désir en soumettant à l'appréciation du Saint-Siège un travail qui contient un exposé des vues du conseil des ministres pour les pays qui ne font pas partie de la couronne de Hongrie.

Or, le ministre des Affaires étrangères qui, suivant la nouvelle organisation de la monarchie, ne fait partie d'aucun des deux ministères, devait, dans le cas donné, tenir exactement compte des demandes formulées par le conseil, mais il devait en même temps se borner à les porter, par l'entreprise de Votre Excellence, à la connaissance du

Saint-Siège, et à en provoquer un examen, en se réservant à lui-même l'action diplomatique que le résultat de cet examen pourrait lui faire paraître utile.

Cette distinction me paraît ressortir du texte même de la note remise par Votre Excellence au cardinal Antonelli. Elle ne transmet pas, en effet, à Son Éminence des propositions du Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, mais elle demande seulement au Saint-Siège de vouloir bien examiner les vues du Conseil des ministres d'une des moitiés de la monarchie, telles qu'elles découlent des besoins de la législation actuelle, et de formuler en réponse un exposé analogue, afin que ce double travail puisse servir de base aux déterminations ultérieures de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et de son Gouvernement.

Quelles que soient les opinions et les résolutions du Saint-Siège, il ne se trouve donc pas appelé en ce moment à repousser ou à accepter des propositions formelles. C'est son avis seulement que nous désirons entendre pour le mettre en regard de l'exposé qui lui a été soumis. Il nous importe beaucoup que la Cour de Rome ne se méprenne point sur la signification réelle de votre communication du 2 février, et je vous invite, monsieur le comte, à l'éclairer à ce sujet, en vous exprimant dans le sens que je viens d'indiquer.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 121.

### **Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome.**

Vienne, le 10 mars 1868.

Monsieur le Comte,

Tout ce qui m'était revenu dans ces derniers temps sur les dispositions se manifestant à Rome, à l'égard de l'Autriche et de son Gouvernement, ne pouvait que me faire entrevoir partout une extrême irritation.

Tout en tenant compte de mainte circonstance bien faite pour expliquer cette fâcheuse et regrettable situation, il m'a été impossible de ne pas y reconnaître aussi des tendances qui, loin de venir en aide à nos efforts pour prévenir un conflit, semblent plutôt vouloir le précipiter et paralyser toute action modératrice. J'apprends de bonne source que tout dernièrement on s'est emparé des nouvelles télégra-



phiques portant que le comité de la Chambre des Seigneurs avait voté le projet de loi sur les mariages et que la Chambre se trouvait à la veille de la discussion in pleno pour déclarer toute entente impossible.

Il me semble qu'autant que l'on nous parle d'une irritation dirigée contre le Gouvernement, elle ne saurait se prévaloir que d'actes émanant du Gouvernement même et non de faits se trouvant en dehors de sa sphère d'action.

C'est dans l'espoir bien légitime que des appréciations plus justes viendraient modifier les premières impressions que je vous ai engagé à vous condamner temporairement au rôle de spectateur attentif au lieu de rentrer en scène.

Je pense que le moment est venu d'y reparaître, et ma dernière dépêche vous a fourni les moyens de le faire sans vous exposer à être trop mal accueilli.

Cependant, monsieur le Comte, je crains qu'on ne se fasse encore à Rome illusion sur l'état de notre régime public et responsable, sur ses conditions irrévocables, comme aussi sur la force de l'opinion publique parmi nos populations de race allemande. Permettez-moi donc que j'entre là-dessus avec vous dans quelques développements.

Et d'abord, je vous avouerai sans hésitation que personne ne déplore plus que l'Empereur lui-même la situation perplexe qui lui a été faite, en le plaçant entre sa condescendance bien connue pour le Siège Apostolique et les devoirs que lui impose sa position de Chef d'État; toutefois je vous prie d'être intimement persuadé que quelque pénible, affligeante même que soit cette position, dès qu'il sera placé entre le respect filial qu'il porte au Gouvernement suprême de l'Église et ses devoirs rigoureux de Souverain envers ses sujets, Sa Majesté n'hésitera pas à faire ce que sa double profession de Prince et de Législateur exige impérieusement d'elle dans la conjoncture actuelle. Depuis le commencement de son règne, notre auguste maître a traversé de bien grands événements et subi des épreuves bien rudes et bien diverses, mais ni les séductions des révolutions, ni les exemples des entraînements réactionnaires ne l'ont jamais fait dévier de la bonne route; il a fidèlement accompli sa haute mission et conservé dignement son caractère historique, et aujourd'hui, sous les auspices de notre nouvel ordre de choses, il est incontestablement beaucoup plus populaire et beaucoup plus puissant, qu'il ne l'était pendant les régimes précédents. Le prestige moral qui l'entoure et la profonde vénération dont il est l'objet parmi ses sujets et jusque chez les nations étrangères, sont autant de faits que personne n'ignore en Europe. Or cette position éminente, l'Empereur la doit tout entière à la haute intelligence qu'il a des besoins de ses États, des mœurs lai-

ques et des conditions honnêtement libérales de notre société, et il risquerait de perdre le côté le plus précieux de sa gloire dès le moment où il irait se heurter contre le développement intellectuel de ses peuples et la marche générale de la civilisation moderne. On nous parle souvent de la confiance et de l'affection que le Saint-Père porte à notre Empereur, et Sa Majesté en est on ne plus reconnaissante. Que Sa Sainteté daigne donc lui témoigner ces sentiments quand l'occasion en vaut la peine et que ses conseillers fassent donc leur devoir comme l'Empereur fait le sien, et que, tout en se rappelant que la question couvre pour la couronne de Sa Majesté les plus hauts intérêts, ils se pénètrent eux-mêmes des vrais moyens de servir dignement et utilement parmi nous la religion, son culte et ses progrès, sa grandeur et sa puissance à l'aide des forces et de l'appui qu'en Autriche elle reçoit et recevra de l'État.

On ne cesse de me dire, monsieur le comte, que le promémoria du 30 janvier a donné de grands déplaisirs au Saint-Siège. Vous n'ignorez pas qu'en ma qualité de ministre des Affaires étrangères, je n'ai pas pu me refuser à vous transmettre ce memento tel quel pour être communiqué par vous à Monseigneur Antonelli au nom du conseil des ministres cisleithaniens. Ma responsabilité personnelle n'est donc nullement engagée par un acte que je n'ai pas la prétention de juger ici ni en bien ni en mal, et si je ne puis disconvenir qu'il pèche peut-être un peu par la forme, je dois cependant dire que pour le fond la pièce fait ressortir invinciblement la disparité choquante entre notre législation civile et religieuse, en même temps qu'elle reflète fidèlement l'explosion de l'opinion telle qu'elle se propage chez nous sur ce sujet. Et les flots de cette opinion, n'en doutez pas, monsieur le comte, monteront encore davantage et deviendront de plus en plus pressants. Au reste, le travail préparatoire des ministres cisleithaniens ne préjuge en rien la négociation directe que je suis toujours prêt à entamer avec le Saint-Siège sur l'ensemble ou une partie du Concordat.

La liberté d'enseignement, monsieur le comte, et l'incompétence de la société civile en matière religieuse sont au nombre des plus précieuses conquêtes et des principes fondamentaux des temps modernes. C'est d'après ces principes que nous ne pouvons pas plus refuser à l'État ses droits, sa place et sa part dans la distribution, la direction et la surveillance de cet enseignement, avec la libre concurrence des Écoles, des Maîtres et des Méthodes sous l'exigence bien entendue de garanties préalables et efficaces, que nous pouvons permettre que l'État en fait d'instruction publique et dans l'organisation de ses écoles de différentes catégories empiète sur le droit des familles et le droit des croyances religieuses. Les enfants appartiennent à la

famille avant d'appartenir à l'État, et l'État n'a pas le droit de s'imposer arbitrairement à ce sanctuaire et de ravir aux familles la faculté de faire élever leurs enfants dans leur foi et par les Ministres de leur foi. Il en est de même des rapports entre l'État et les hommes qui, catholiques ou protestants, chrétiens ou non-chrétiens, sont chargés du dépôt des croyances religieuses, de les maintenir et de les transmettre de génération en génération par l'éducation et par l'enseignement. En d'autres termes, le Gouvernement de l'Empereur veut, pour ce qui est de l'Église catholique, que les Évêques règnent et gouvernent librement et souverainement dans les séminaires de leurs diocèses, comme l'État doit régner et gouverner de la même manière absolue et indépendante dans ses écoles. Il y a non-seulement devoir, il y a intérêt pour la monarchie constitutionnelle à tenir efficacement la main pour que ces deux droits coexistants, celui de la famille et de l'Église, comme celui du domaine de la société laïque et de l'État, soient tenus entièrement distincts et vigoureusement appliqués.

Un projet de loi sur cet important objet a été voté à la fin du mois d'octobre dernier, par notre Chambre des Députés cisleithaniens. Il se trouve, en ce moment, soumis à la discussion de la Chambre des Seigneurs.

En vous transmettant ci-joint un exemplaire imprimé de ce dispositif, je le recommande par votre intermédiaire, monsieur le comte, à l'examen sérieux et impartial du Saint-Siège. J'espère qu'on reconnaîtra à Rome que, bien que ce dispositif remplisse les conditions conformes au génie de notre société, il offre aussi toutes les garanties possibles que l'Église catholique puisse désirer en face de l'œuvre réformatrice de notre instruction publique. On nous fait craindre que le Pape protestera ouvertement contre cette œuvre et le travail auquel nous nous appliquons, à élever ou à relever le niveau des études et des esprits parmi nos populations encore fort arriérées. Je vous confesse que je ne partage pas cette crainte. J'ai, pour mon compte, une idée beaucoup plus haute des lumières et de la justice du Saint-Siège. Il sait fort bien que les anciennes corporations religieuses et enseignantes sont devenues trop étrangères à la société civile et à son Gouvernement, trop dissemblables dans leurs intérêts à ceux de la masse des citoyens et je dirai aussi en général trop peu versées dans beaucoup de sciences modernes, pour qu'elles puissent désormais retenir à elles-seules le monopole de l'enseignement et porter exclusivement sur leurs épaules tout le fardeau de l'instruction contemporaine. Et d'ailleurs, comment serait-il compatible avec l'équité éclairée du Saint-Siège qu'il refusât à l'Autriche les mêmes libertés et immunités accordées en plein, il y a longtemps, à la France, à la Belgique



et à la Prusse? Comment admettre qu'il se contredise lui-même à tel point qu'ayant accepté en France la grande institution de l'Université et en Belgique l'Université libre de Bruxelles, il s'opposât aujourd'hui, en face de toutes ces concessions et tolérances du passé, à l'émancipation de nos écoles de la tutelle exclusive et privilégiée de l'Église? Une telle supposition n'est pas acceptable, monsieur le comte, elle serait également blessante pour l'honneur du Gouvernement Impérial et Royal comme pour l'amour-propre de nos populations.

Le second projet de loi que vous trouverez ci-joint pour en faire, auprès du Saint-Siège, le même usage que pour l'autre, se rapporte à l'institution des mariages civils.

Après avoir reçu l'approbation de la Chambre des Députés, il est en ce moment soumis à la discussion de la Chambre des Seigneurs, ayant les mêmes chances d'y passer finalement que le projet sur l'instruction publique.

Le droit de régler les liens du mariage, de les casser et de les dissoudre, s'il y a lieu, et d'en tenir registre, a été, depuis les temps les plus reculés de l'Église catholique, la prérogative exclusive de la Commune. Les anciens canons n'ont jamais considéré le lien conjugal autrement que comme un contrat civil ordinairement béni par l'Église; ils ont reconnu dans la promesse formelle et réciproque du fiancé et de la fiancée de s'épouser, le seul titre légitime, efficace et suffisant de la cérémonie nuptiale, entièrement indépendant du concours et de la bénédiction du prêtre. C'est ainsi que les savants auteurs du Code Napoléon ont envisagé et résolu cette question avec la tolérance du Saint-Siège. Les législations d'autres États ont marché depuis, en cette matière, sur les traces de celle de la France consulaire.

Toutes les objections qu'on a voulu soulever contre l'institution du mariage civil se trouvent réfutées par les résultats de l'expérience et les faits de l'histoire. On voudra nous faire croire que l'institution minera parmi nous la foi divine et ruinera la sainteté du lien conjugal. Il n'en sera rien absolument. Elle n'a affaibli ni en France, ni en Belgique la foi de l'Église et du sacrement du mariage, pas plus qu'en Prusse elle n'a affaibli le sentiment religieux.

Je comprends parfaitement, monsieur le comte, la résistance que nous rencontrons à Rome, en demandant au Saint-Siège de reconnaître des faits qui lui déplaisent, et pourtant il ne pourra pas plus se soustraire à la longue aux embarras et aux conséquences de la question dont il s'agit, que nous-mêmes nous pourrions la laisser traîner d'abord et puis tomber. Cette question est sérieuse, elle est de plus urgente, il faut donc la traiter sérieusement et promptement. La politique de l'inaction et de la procrastination, de la résistance passive et



du parti pris, derrière laquelle on voudrait peut-être se retrancher au nom du dogme et de la conscience, n'empêchera rien, mais gâtera et perdra tout. Quoi qu'il arrive, nous resterons les tenants de l'arène. Le pouvoir civil du Gouvernement de l'Empereur ne renonce point aux armes légales dont il est pourvu, mais dans l'intérêt de la paix et de la foi, comme de la liberté et de l'influence religieuse en Autriche, il invite le pouvoir spirituel de l'Église catholique à le dispenser de s'en servir.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés et les embarras dont la question peut devenir la source pour nous; toutefois notre consolation est, que nous ne l'avons pas créée ni provoquée, mais qu'elle nous a été imposée par l'esprit du siècle et la marche des événements, contre lesquels nous ne pouvons absolument rien. C'est pourquoi nous voudrions la terminer par une composition amiable avec le Saint-Siège. Personne ne peut nous demander de consumer dans cette tentative notre capital d'excellente position de Gouvernement et de grand ascendant sur l'opinion de notre pays; au contraire, il s'agit de les garder, de les accroître même dans le double intérêt de la Religion et de l'État. Nous attendons donc tout de la haute sagesse du Saint-Père et de sa juste appréciation des exigences de notre situation et nous attendrons tant que nous conserverons la moindre espérance, car le péril sera tout aussi grand pour les intérêts de l'Église, si nous ne réussissons pas à Rome dans cette épreuve.

Recevez, etc.

*Signé* : BEUST.

(A suivre.)

---

F. AMYOT.



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1869

---

## II

### PREMIÈRE PARTIE.

---

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

BADE. — ITALIE.

**Déclaration pour le règlement des significations d'actes judiciaires  
et l'exécution des commissions rogatoires en matière civile,  
signée à Florence le 23 janvier 1668.**

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le Gouvernement de S. A. R. le Grand-Duc de Bade, désirant régler dans leurs États respectifs la signification d'actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires en matière civile, ont respectivement autorisé Son Excellence le comte *Menabrea*, Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères du royaume d'Italie, et M. le baron de *Schweizer*, Ministre résident de S. A. R. le Grand-Duc de Bade, à déclarer ce qui suit :

Les deux Gouvernements contractants s'engagent à faire remettre les significations ou citations judiciaires et à faire exécuter les com-

missions rogatoires en matière civile par leurs Autorités respectives autant que les lois du pays ne s'y opposent point.

Les récépissés des significations et citations seront délivrés réciproquement s'ils sont demandés.

Les significations, citations et commissions rogatoires seront transmises par la voie diplomatique.

Les frais occasionnés par la remise des significations et des citations ou par l'exécution des commissions rogatoires, resteront à la charge de l'État requis.

Les accords stipulés par la présente Déclaration entreront en vigueur le jour même de son échange et ils demeureront obligatoires de cinq en cinq ans, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais une année à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Fait en double expédition à Florence, le 23 janvier 1868.

(L. S.) *Signé* : MENABREA.

(L. S.) *Signé* : BARON DE SCHWEIZER.

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — RUSSIE.

**Article additionnel au Traité de commerce et de navigation, conclu le 18 décembre 1832<sup>1</sup> entre la Russie et les États-Unis de l'Amérique du Nord.**

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et les États-Unis d'Amérique, jugeant utile d'ajouter un article additionnel au traité de commerce conclu entre eux le 6/18 décembre 1832, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le conseiller privé Édouard de *Stoeckl*, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près les États-Unis,

Et le Président des États-Unis, le sieur William H. *Seward*, secrétaire d'État, lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé ce qui suit :

### Article additionnel.

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière de leurs sujets et

1. Ce Traité se trouve dans : *State papers*, tome XXI, page 267. — *Martens*, Nouveau Recueil, tome X, page 604. — *Elliot*, tome I, page 537.



citoyens respectifs, sont convenues que toute reproduction dans l'un des deux pays des marques de fabrique apposées dans l'autre sur certaines marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et réprimée, et pourra donner lieu à une action en dommages-intérêts valablement exercée par la partie lésée, devant les tribunaux du pays où la contrefaçon aura été constatée.

Les marques de fabrique, dont les sujets ou les citoyens de l'un des deux États voudraient s'assurer la propriété dans l'autre, devront être déposées exclusivement, savoir : les marques des sujets russes, à Washington, au bureau des patentes, et les marques des citoyens des États-Unis, à Saint-Petersbourg, au département des manufactures et du commerce intérieur.

Cet article additionnel, dont chacune des Parties pourra faire cesser l'effet en vertu de l'article 12 du traité <sup>1</sup> auquel il sert de complément, sera ratifié par S. M. l'Empereur de toutes les Russies et par le Président, avec l'avis et le consentement du Sénat des États-Unis ; et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg, dans le terme de neuf mois, à compter du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Article additionnel en duplicata, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le vingt-septième jour de janvier de l'an de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : ÉDOUARD STOECKL.

(L. S.) *Signé* : WILLIAM H. SEWARD.

1. Article 12 du Traité du 18 décembre 1832.

Le présent Traité, dont l'effet s'étendra au royaume de Pologne, pour autant qu'il peut lui être applicable, restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1839 et si, un an avant ce terme, l'une des Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ce Traité restera obligatoire une année au delà et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration de l'année qui commencera après la date d'une semblable notification.

## PRUSSE. — CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD. — ZOLLVEREIN. — AUTRICHE.

**Traité de commerce et de douanes, signé à Berlin,  
le 9 mars 1868.**

S. M. le roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des membres de l'Association allemande de douane et de commerce n'appartenant pas à la susdite Confédération, à savoir :

- La Couronne de Bavière ;
  - La Couronne de Wurtemberg ;
  - Le Grand-Duché de Bade ;
  - Le Grand-Duché de Hesse pour les parties de ce Grand-Duché situées au sud du Mein ; et comme représentant du Grand-Duché de Luxembourg attaché au système de douanes et d'impôts prussien,
- D'une part, et

S. M. l'Empereur d'Autriche, représentant en même temps la Principauté souveraine de Liechtenstein,

D'autre part,

Animés du désir de développer à un haut degré les relations de commerce et de circulation entre leurs États par des exemptions et de larges réductions de droits, par la simplification et l'uniformité des formalités en douane et par le libre usage de toutes les voies de communication ; voulant, de plus, assurer le recouvrement de leurs recettes douanières, ont ouvert des négociations pour le renouvellement du Traité conclu entre eux, le 11 avril 1865<sup>1</sup>, pour les modifications à y introduire et l'extension à lui donner, et ont nommé, à cette fin pour plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Prusse ;

Le Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, son Président du Ministère d'État et son Ministre des Affaires Étrangères Otto Édouard-Léopold, comte de *Bismarck-Schönhausen* ;

Le Président de la Chancellerie fédérale, conseiller intime actif, Martin-Frédéric-Rudolphe *Delbrück* ;

Son Directeur ministériel Alexandre-Max de *Philippsborn* ;

Le Conseiller d'État Guillaume de *Weber*, le conseiller supérieur de douanes, Max-Joseph *Eggensberger*, désignés par S. M. le Roi de Bavière ;

1. Voir *Archives*, 1868, tome II, page 585.

Le Conseiller intime des finances, Jules-Jean de *Thümmel*, désigné par S. M. le roi de la Saxe ;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche :

Son Conseiller intime actif, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Félix comte de *Wimpffen* ;

Et son chef de section *Sisinio de Pretis Cagnodo*.

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne forme, ont conclu le Traité de commerce et de douane dont suit la teneur :

Art. 1<sup>er</sup>. Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver les relations entre leurs États par aucune prohibition d'entrée, de sortie et de transit.

Il ne pourra y avoir d'exception à ce principe que pour les objets ci-après :

a. Tabac, Sel, poudre à tirer ;

b. Objets auxquels s'appliquent des considérations d'hygiène publique ;

c. Objets nécessaires aux armées dans des circonstances extraordinaires.

Art. 2. En ce qui touche le taux, le contrôle et la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit, aucune des deux Parties ne pourra traiter un État tiers plus favorablement que l'autre Partie contractante. En conséquence, toute faveur accordée à des tiers, à cet égard, sera immédiatement et sans compensation étendue à l'autre Partie contractante.

Sont seules exceptées les faveurs dont jouissent les États actuellement associés au système douanier de l'une des Parties contractantes, ou qui s'y associeront à l'avenir, de même que les concessions déjà faites à d'autres États par des Conventions existantes et qui sont expressément exceptées de l'application de la disposition ci-dessus. Ces faveurs ne pourront être accordées à ces mêmes États pour les mêmes articles, que dans les mêmes proportions, même après l'expiration desdites Conventions.

Art. 3. Les Parties contractantes faciliteront leurs relations réciproques par la libre admission de leurs produits bruts, et par l'admission à droits réduits de leurs produits fabriqués.

En conséquence, elles sont convenues que lorsque les marchandises passeront de la libre circulation de l'un des États sur le territoire de l'autre, celles désignées dans l'annexe A, à leur entrée en Autriche, et celles désignées dans l'annexe B, à leur entrée dans le Zollverein, ne payeront aucun droit ou, suivant le cas, ne payeront pas de droits plus élevés que ceux stipulés dans lesdites annexes.

Dans le cas où l'une des deux Parties contractantes jugerait nécessaire de frapper d'un nouvel impôt intérieur ou d'un droit additionnel à un impôt de ce genre, un produit du sol ou de l'industrie indigène, le produit similaire étranger devra être immédiatement soumis, à l'entrée, à un droit égal ou équivalent.

Art. 4. En ce qui concerne le passage immédiat de l'un des Territoires sur l'autre, les marchandises ne seront soumises à aucun droit de sortie.

Sont exceptées de cette disposition les marchandises spécifiées ci-après, qui acquitteront les droits de sortie suivants, à savoir :

Dans le Zollverein :

Drilles et autres déchets servant à la fabrication du papier, savoir :

*a.* Drilles autres que de soie pure, Drilles triturées (demi-ouvrées), maculatures et rognures de papier, — le quintal, 1 *th.* 20 *sgr.* (2 *fl.* 55 *kr.* du midi de l'Allemagne) (100 kilogr. 12 fr. 50 c.);

*b.* Cordages vieux, filets vieux et vieilles cordes goudronnées ou non goudronnées, le quintal 0 *th.* 10 *sgr.* (0 *fl.* 35 *kr.* du midi de l'Allemagne) (100 kilogr. 2 fr. 50 c.).

En Autriche.

*a.* TARIF A, SECTION 6, *a* : Peaux petites et grandes, communes, — le quintal 2 *fl.* 50 *kr.* valeur autrichienne (100 kilogr. 12 fr. 50 c.);

*b.* TARIF A, SECTION 49, *b* : Drilles et autres Déchets servant à la fabrication du papier, — le quintal 2 *fl.* 0 *kr.* valeur autrichienne (100 kilogr. 10 fr. 00 c.);

2° Les drawbacks alloués à la sortie de certains produits, dans chacun des États contractants, ne représentent que le remboursement des droits et impôts intérieurs acquittés par lesdits produits ou par les matières employées à leur fabrication; ils ne devront pas constituer une prime à la sortie excédant ce remboursement.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement avis des modifications apportées aux taux des drawbacks et de la proportion entre les taux modifiés et le droit de douane ou l'impôt intérieur.

Art. 5. Les Parties contractantes ne percevront aucun droit de transit sur les marchandises traversant leurs territoires respectifs, lorsque ces marchandises, expédiées d'un desdits territoires, seront destinées pour l'un d'eux.

La stipulation qui précède est applicable aussi bien au transbordement ou entreposage qu'au transit direct et immédiat.

Art. 6. Dans le but de faciliter encore les relations entre les deux



territoires, les deux Parties exemptent des droits d'entrée et de sortie les marchandises ci-après :

*a.* Marchandises autres que denrées alimentaires, transportées de l'un des deux Territoires, sur les foires et marchés de l'autre, ou qui, expédiées pour une vente éventuelle, en dehors des foires et marchés, n'auront pas été mises en libre circulation sur l'autre territoire, mais déposées, sous le contrôle de la Douane, dans des magasins publics (gares, bureaux des halles, etc.), de même que les échantillons apportés par les voyageurs du commerce, lorsque tous ces objets auront été réimportés, dans un délai déterminé d'avance ;

*b.* Bétail conduit aux marchés de l'autre État, et ramené invendu ;

*c.* Cloches et Caractères d'imprimerie destinés à être refondus ; — Paille à tresser ; — Cire à blanchir ; — Déchets de soie destinés à être cardés ;

*d.* Fils et Tissus destinés à être lavés, blanchis teints, foulés, apprêtés, imprimés et brodés ; — Fils à tricoter ; — Filés (y compris les accessoires nécessaires) pour restauration de dentelles et de passementeries ; — Peaux grandes et petites pour le préparation des cuirs et des fourrures ; — Fils en chaînes tondues et lissées, avec la trame nécessaire, pour la restauration des tissus, ainsi qu'Objets destinés à être vernis au vernis fin, polis et peints ;

*e.* Autres Objets de toute sorte exportés d'un État dans l'autre pour y subir une réparation, une mise en œuvre ou un perfectionnement, et qui, après les avoir subis, sont réimportés sous l'observation des prescriptions spéciales établies à cet égard, pourvu que le caractère essentiel et la dénomination des objets restent les mêmes, et notamment, dans le cas prévu à la lettre *c*, sous condition de conserver le même poids total, et dans les cas désignés aux lettres *a*, *b*, *d* et *e*, en tant que l'identité des objets exportés et réimportés ne laisse aucun doute.

Art. 7. En ce qui concerne l'expédition en douane des marchandises soumises à l'obligation des passavants, les facilités, réciproquement accordées, consisteront en ce que, au moment du passage immédiat desdites marchandises du territoire de l'un des États sur celui de l'autre, il ne sera pas procédé à l'enlèvement des plombs, ni à l'apposition de plombs nouveaux, ni au déballage des marchandises, s'il a été satisfait aux prescriptions convenues. En général, l'expédition sera accélérée autant que possible.

Art. 8. Les Parties contractantes s'entendront toujours pour établir, autant que les circonstances le permettront, leurs Bureaux-frontières réciproques dans la même localité, de manière que les opérations en

douane, au passage des marchandises d'un territoire douanier sur l'autre, puissent avoir lieu simultanément.

Art. 9. Les taxes intérieures qui, dans l'un des États contractants, atteignent au profit, soit de l'État, soit des communes et corporations, la production, la préparation ou la consommation d'un objet, ne peuvent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre État contractant plus fortement, ou d'une manière plus onéreuse, que les produits similaires dudit État.

Art. 10. Les Parties contractantes s'obligent encore à concourir, par les moyens convenables, à empêcher et à punir la contrebande de et vers leurs territoires, à maintenir en vigueur les lois pénales édictées dans ce but, à prêter l'appui légal aux agents de l'autre État et à leur permettre de poursuivre les délinquants sur leur territoire; à leur procurer les renseignements et l'aide nécessaires par les employés des contributions, des douanes et de la police, ainsi que par les autorités locales.

Seront maintenues en vigueur les mesures convenues dans le but de se prêter un appui réciproque pour la surveillance des eaux limitrophes et des frontières où le territoire des États contractants est contigu à celui d'États étrangers.

Art. 11. Aucun droit d'étape ou d'échelle ne sera perçu dans les États des Parties contractantes; et, sauf les dispositions réglementaires de navigation et d'hygiène publique, ou pour assurer le recouvrement des impôts, aucun conducteur de marchandises ne sera astreint à s'arrêter ou à opérer un chargement ou déchargement, ou un transbordement, dans un lieu déterminé.

Art. 12. Les Parties contractantes admettront leurs navires de mer respectifs et les cargaisons desdits navires, aux mêmes conditions et sous les mêmes droits que leurs propres navires. Il en sera de même quant au cabotage.

La nationalité des navires de chaque État contractant sera constatée d'après la législation du pays auquel ils appartiennent.

Les certificats de jauge, valables d'après la législation du pays auquel les navires appartiennent, détermineront, sous réserve de *réduction*, la capacité de ces navires pour l'assiette des droits de port et de navigation.

Art. 13. Il ne sera perçu aucun droit de port ou de navigation sur les navires de l'une des Parties contractantes qui, par suite d'accidents ou par force majeure, entrent dans les ports de mer de l'autre Partie, pourvu qu'ils n'y restent que le temps nécessaire, ou ne s'y livrent pas à des opérations de commerce.

Les marchandises avariées et les épaves chargées sur les navires d'un des États contractants ne seront assujetties par l'autre à un droit

quelconque, sauf les frais éventuels de sauvetage, que si elles entrent en consommation.

Art. 14. Les patrons de navire et les embarcations appartenant à l'un des États contractants seront admis à naviguer sur toutes les voies navigables, fleuves, rivières et canaux du territoire de l'autre Partie, aux mêmes conditions et en acquittant les mêmes droits, sur les bâtiments et la cargaison, que les patrons et les embarcations appartenant à ce territoire.

Art. 15. Les sujets de l'un des États contractants pourront faire usage, aux mêmes conditions et sous les mêmes redevances que les nationaux de l'autre État, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts, et ponts-tournants, ports et débarcadères, bouées, phares, fanaux, pilotage, grues et balances, entrepôts et établissements pour le sauvetage et la conservation des cargaisons, et autres semblables, en tant que lesdits établissements ou installations seront destinés à l'usage public, qu'ils soient administrés par l'État ou par des particuliers.

Aucune redevance ne sera perçue que pour usage effectif, sans préjudice des dispositions contraires concernant les phares et le pilotage. La perception ne devra pas dépasser les frais d'entretien, plus l'intérêt du capital d'établissement au taux du pays.

Sur les routes qui servent directement ou indirectement à mettre en communication les États contractants entre eux et avec l'étranger, les péages de barrière pour les voitures chargées ne pourront dépasser le taux actuel, s'il est de 1 silbergros (5 kreuzers val. autr. 0 fr. 12 c. 5) ou plus par mille géographique (7 kilomètres 409), et par bête de trait, ni être élevés au-dessus de 1 silbergros si les péages actuels sont inférieurs à ce taux.

Pour le commerce au delà des frontières, les péages de barrière, sur les routes dont il s'agit, ne peuvent, eu égard à la distance parcourue, être plus élevés que pour le commerce du pays.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux chemins de fer, qui sont régis par les dispositions des articles 16 et 17.

Art. 16. Sur les chemins de fer de chaque État, les sujets de l'autre État et leurs marchandises ne seront pas traités d'une manière moins favorable que les nationaux et leurs marchandises sous le rapport de la durée, du mode et du prix de transport.

Pour le transport des marchandises qui transitent de et vers le territoire de l'autre État, aucun des deux États contractants ne percevra de prix plus élevés que ceux auxquels sont soumises, sur le même chemin, les marchandises chargées ou déchargées à l'intérieur du pays.

Art. 17. Les Parties contractantes s'appliqueront à faciliter, autant que possible, le transport des marchandises sur les chemins de fer



de leurs territoires par l'établissement de voies directes de communication entre les lignes aboutissant au même lieu et d'une ligne à l'autre.

Aux points de leurs frontières où aboutissent des voies ferrées et où des communications existent entre les lignes respectives, elles exempteront de la déclaration, du déchargement et de la visite à la frontière, ainsi que du plombage des colis, les marchandises entrant dans des wagons fermés, conformément aux règlements, et transportées dans les mêmes wagons vers un lieu de l'intérieur où se trouve un Bureau de douane ou de contributions ayant qualité pour faire l'expédition, sous la condition que lesdites marchandises aient été notifiées pour l'entrée par la remise des bordereaux de chargement et des lettres de voiture.

Les marchandises qui transitent sans transbordement, dans des wagons de chemins de fer fermés conformément aux règlements, par le territoire de l'une des Parties contractantes pour le territoire de l'autre, seront de même exemptées de la déclaration, du déchargement et du plombage des colis, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles aient été notifiées par la remise des bordereaux de chargement et des lettres de voiture.

La mise en vigueur des dispositions qui précèdent est toutefois subordonnée à cette condition, que les administrateurs des chemins de fer intéressés répondent de l'arrivée, en temps utile, des wagons avec plombage intact au Bureau d'expédition à l'intérieur ou au Bureau de sortie.

Dans le cas où une des Parties contractantes aurait stipulé par convention avec un État tiers de nouvelles facilités concernant l'expédition en douane, ces mêmes facilités profiteront dans la même mesure au commerce avec l'autre Partie, sous réserve de réciprocité.

Art. 18. Les sujets des États contractants seront réciproquement mis sur le pied de complète égalité avec les régnicoles, en ce qui concerne leur établissement, l'exercice de leur industrie ou de leur commerce et le paiement des impôts y afférents. Cette stipulation n'est pas applicable à l'industrie des pharmaciens ni à l'exercice d'une industrie qu'on fait en voyageant. Les sujets des États contractants qui fréquentent les marchés ou foires de l'un des États pour y faire le commerce et pour y débiter les produits de leur sol et de leur industrie y seront traités comme les sujets mêmes de cet État.

Les fabricants, commerçants et autres industriels faisant des achats pour leur commerce, ou les voyageurs portant avec eux, non des marchandises, mais de simples échantillons en vue d'obtenir des commandes, n'auront, à ce titre, aucun droit à payer dans l'autre État, s'ils ont acquis, par le paiement des taxes légales, le droit de faire ce



commerce dans l'État où ils ont leur domicile, ou s'ils sont au service de fabricants ou commerçants du pays.

Les sujets de l'un des États contractants, faisant un service de roulage ou de navigation par mer ou par les fleuves entre des points de différents États, ne pourront être soumis, pour l'exercice de cette industrie, à aucune taxe sur le territoire de l'autre Partie.

Art. 19. Les sujets de l'un des États contractants jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les régnicoles en ce qui concerne les marques ou étiquettes et l'emballage des marchandises.

Art. 20. Les Parties contractantes se concèdent réciproquement le droit de nommer des Consuls dans tous les ports et places de commerce sur leurs territoires où seraient admis les Consuls d'un État tiers quelconque.

Les Consuls de l'une des Parties contractantes jouiront, sous condition de réciprocité, sur le territoire de l'autre, des mêmes prérogatives, attributions et franchises que celles dont jouiront ou jouiraient dans l'avenir, les Consuls d'un État tiers quelconque.

Art. 21. Chacune des Parties obligera ses Consuls à l'étranger à accorder aux sujets de l'autre Partie, dans les lieux où celle-ci n'est pas représentée par un consul, la même protection et la même assistance qu'à ses propres sujets sans exiger des droits plus élevés.

Art. 22. Les Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit d'envoyer, près de leurs bureaux de douane respectifs, des fonctionnaires chargés de prendre connaissance de tout ce qui concerne l'administration douanière et la surveillance des frontières, mission pour l'accomplissement de laquelle il leur sera fourni toutes facilités.

Les États contractants se fourniront mutuellement toutes les informations désirables sur la comptabilité et la statistique des deux territoires douaniers.

Art. 23. Les stipulations des articles 1 à 9 du présent Traité ne sont pas applicables aux portions du territoire des États contractants exceptés de leur système douanier, tout le temps que durera cette exclusion.

Art. 24. Le présent Traité remplace, à dater du 1<sup>er</sup> juin 1868, le Traité du 11 avril 1865. Sa durée est fixée du 1<sup>er</sup> juin 1868 au 31 décembre 1877.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait fait connaître à l'autre, dans les douze mois à partir de ce jour, son intention de faire cesser l'effet du présent traité, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'échéance d'une année à partir du jour auquel l'une ou l'autre des parties contractantes, l'aura dénoncé. Les Parties contractantes se réservent d'opérer, d'un commun accord, dans le Traité même et

dans les tarifs y annexés, tous les changements qui ne sont pas en contradiction avec l'esprit et les principes du Traité et dont l'utilité serait prouvée par l'expérience.

Art. 25. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berlin dans un délai de huit semaines.

Signé à Berlin, le 9 mars 1865.

(L. S.) *signé* : BISMARCK.

(L. S.) *signé* : WIMPFEN.

(L. S.) *signé* : DELBRUCK.

(L. S.) *signé* : PRETIS.

(L. S.) *signé* : PHILIPPSBORN.

(L. S.) *signé* : WEBER.

(L. S.) *signé* : EGGENSBERGER.

(L. S.) *signé* : THUMMEL.

## PAYS-BAS. — SUISSE.

### **Convention de poste, conclue à Berlin, le 15 avril 1868.**

Le Conseil fédéral Suisse, représenté par M. le docteur *Joachim Heer*, membre du Conseil national de la Confédération suisse, et le Gouvernement des Pays-Bas, représenté par son commissaire M. *Joan-Pieter Hofstede*, directeur en chef des postes néerlandaises, ont arrêté les articles suivants, sous réserve de ratification des autorités respectives des deux Pays contractants.

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura entre l'administration des postes de la Confédération suisse et l'administration des postes du royaume des Pays-Bas, un échange périodique et régulier de lettres, d'imprimés de toute nature et d'échantillons de marchandises, originaux des états respectifs ou provenant des pays auxquels les administrations des postes des deux parties contractantes servent ou pourraient par la suite servir d'intermédiaire.

Art. 2. Les lettres, les imprimés et les échantillons dont il est fait mention à l'article précédent, seront transportés en dépêches closes, soit par l'intermédiaire des postes de France et de Belgique, soit par l'intermédiaire des postes d'Allemagne, en vertu des Conventions conclues ou à conclure entre la Suisse et les Pays-Bas, d'une part, et les Gouvernements des États susmentionnés, d'autre part.

Si toutefois les expéditeurs tiennent à faire suivre à leurs correspondances une voie par laquelle un échange de dépêches closes n'a pas lieu, elles seront de part et d'autre expédiées à découvert par cette

voie, aux conditions fixées par les conventions avec les pays intermédiaires.

Art. 3. Les frais résultant du transport intermédiaire des dépêches closes entre les bureaux d'échange néerlandais et les bureaux d'échange suisses, seront supportés, en parties égales, par l'administration des postes des Pays-Bas et l'administration des postes de la Suisse.

Art. 4. Il est entendu toutefois que les frais de transit des correspondances expédiées en dépêches closes des Pays-Bas pour la Suisse, et de la Suisse pour les Pays-Bas, seront acquittés par celle des deux administrations qui aura obtenu des pays intermédiaires des conditions de prix plus avantageuses, et que celle des deux administrations qui aura soldé la totalité de ces frais, sera remboursée de la moitié par l'autre administration, conformément aux stipulations de l'article 3 précédent.

Art. 5. La taxe à percevoir pour toute lettre ordinaire adressée de l'un des deux États dans l'autre et expédiée dans les dépêches closes que les administrations des postes des Pays-Bas et de la Suisse échangeront entre elles, sera de 15 cents dans les Pays-Bas et de 30 centimes en Suisse par port simple, en cas d'affranchissement, et de 25 cents ou 50 centimes par port simple, en cas de non affranchissement.

Chaque port simple sera compté de 15 en 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Le poids déclaré par l'administration expéditrice sera toujours accepté, sauf le cas d'erreur manifeste.

Art. 6. Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre adressée de l'un des deux États dans l'autre, représenteront une somme inférieure à celle qui serait due pour son affranchissement jusqu'à destination, cette lettre sera considérée comme non-affranchie et taxée comme telle, sauf déduction du prix de ces timbres.

Art. 7. Des lettres chargées pourront être expédiées de la Suisse pour les Pays-Bas et des Pays-Bas pour la Suisse et autant que possible à destination des pays auxquels les administrations des postes de la Suisse et des Pays-Bas servent ou pourront servir d'intermédiaire.

Toute lettre chargée qui sera adressée des Pays-Bas dans la Suisse et de la Suisse dans les Pays-Bas supportera au départ, en sus de la taxe ordinaire fixée pour l'affranchissement d'une lettre du même poids, un droit fixe de 20 cents dans les Pays-Bas et de 40 centimes en Suisse.

Quant à la taxe des lettres chargées à destination des pays auxquels les deux administrations servent ou pourront servir d'intermédiaire, elle sera le double des lettres ordinaires.

Art. 8. L'échange direct de lettres contenant des valeurs déclarées

fera l'objet d'une entente ultérieure entre les deux administrations, aussitôt que les difficultés qui s'opposent dans ce moment audit échange seront levées.

En attendant, les lettres susmentionnées continueront à être échangées à découvert par la voie d'Allemagne, en vertu des arrangements existants ou à établir entre la Suisse et les Pays-Bas, d'une part, et les administrations des postes des États d'Allemagne y intéressées, d'autre part.

Art. 9. Tout paquet contenant des journaux et des imprimés de toute nature, qui sera échangé entre la Suisse et les Pays-Bas, devra être affranchi jusqu'à destination, moyennant le paiement d'une taxe de 8 centimes en Suisse et de 4 cents dans les Pays-Bas, par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Sont compris sous la dénomination d'imprimés : les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les épreuves d'imprimerie corrigées, les manuscrits s'y rapportant accompagnant les épreuves, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les gravures, les lithographies, les autographies, les photographies, les avis, les circulaires, les prix courants, les cartes de visite, les cartes géographiques, et en général tout autre produit de la même nature n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle.

Pour jouir de la modération de port accordée par le présent Article, les objets ci-dessus mentionnés devront être complètement affranchis, et être mis sous bande ou enveloppe ouverte. Sauf l'exception admise en faveur des épreuves d'imprimerie et des manuscrits y annexés, ils ne pourront contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque, autres que ceux autorisés par les lois et les règlements en vigueur dans chaque pays.

Les journaux et les imprimés qui ne rempliraient pas les conditions déterminées ci-dessus, seront frappés de la taxe des lettres non affranchies, sauf déduction de la valeur des timbres-poste inutilement employés, conformément aux stipulations de l'article ci-dessus.

Art. 10. Les échantillons de marchandises qui seront expédiés de la Suisse pour les Pays-Bas ou des Pays-Bas pour la Suisse, pourront être affranchis jusqu'à destination, moyennant le paiement d'une taxe de 8 centimes en Suisse et de 4 cents dans les Pays-Bas, par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Les échantillons de marchandises devront être expédiés sous bande ou dans des enveloppes mobiles, de manière à ce que la vérification en puisse avoir lieu facilement ; ils ne pourront avoir aucune valeur intrinsèque ou marchande, ni porter aucune écriture à la main, si ce n'est le nom de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix. Ils ne



devront pas dépasser le poids de 250 grammes, ni avoir sur aucune de leurs faces une dimension supérieure à 25 centimètres.

Les échantillons qui ne réuniraient pas les conditions déterminées ci-dessus, et ceux dont le port n'aurait pas été acquitté d'avance seront soumis au tarif des lettres non-affranchies, sauf déduction des timbres-poste, conformément aux dispositions de l'article 9 précédent.

Il ne sera pas donné cours aux échantillons dont le transport pourrait offrir des inconvénients ou des dangers.

Art. 11. Les journaux et les imprimés sous bande, ainsi que les échantillons de marchandises, pourront être expédiés sous chargement des Pays-Bas pour la Suisse et de la Suisse pour les Pays-Bas.

Tout paquet de ces objets que l'on voudra assujettir à la formalité du chargement, supportera au départ, en sus des taxes qui leur sont applicables en vertu des articles 9 et 10 de la présente Convention, un droit fixe de 20 cents ou 40 centimes.

Art. 12. L'expéditeur d'une lettre ou d'un paquet d'imprimés et d'échantillons chargé, expédié soit des Pays-Bas pour la Suisse, soit de la Suisse pour les Pays-Bas, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre ou du paquet, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de 10 cents ou 20 centimes.

Art. 13. Dans le cas où quelque objet chargé viendrait à être perdu, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'expéditeur à titre de dédommagement une indemnité de 50 francs, en Suisse, et de 25 florins dans les Pays-Bas, dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation.

Il est cependant entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt des chargements; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues l'une envers l'autre à aucune indemnité.

Art. 14. Le produit des taxes à percevoir en vertu des articles 5, 6, 7, 9, 10 et 11 précédents sur les lettres, les journaux, les imprimés et les échantillons de marchandises, sera partagé par moitié entre les administrations des postes des Pays-Bas et de la Suisse.

Toutefois il ne sera pas tenu compte des droits fixes de 20 cents et de 40 centimes, à percevoir pour les objets chargés, ni des ports de 10 cents et de 20 centimes pour les avis de réception des dits chargements. Ces droits et taxes resteront acquis en totalité à l'administration qui en aura fait la perception.

Art. 15. Les administrations des postes de la Suisse et des Pays-Bas fixeront d'un commun accord, conformément aux Conventions en vigueur ou qui interviendront par la suite, les conditions auxquelles

pourront être échangées à découvert, entre ces administrations, les correspondances originaires ou à destination des pays étrangers ou des colonies, qui empruntent, soit l'intermédiaire des Pays-Bas pour correspondre avec la Suisse, soit l'intermédiaire de la Suisse pour correspondre avec les Pays-Bas.

Il est dans tous les cas entendu que les correspondances qui seront ainsi échangées à découvert, ne supporteront que la taxe néerlandais-suisse, augmentée du port dû aux offices étrangers ou coloniaux.

Art. 16. Le Gouvernement suisse prend l'engagement d'accorder au Gouvernement néerlandais le transit en dépêches closes, sur le territoire suisse, des correspondances originaires des Pays-Bas ou passant par les Pays-Bas, à destination des États auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces États pour les Pays-Bas et les États auxquels les Pays-Bas servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

De son côté, le Gouvernement néerlandais prend l'engagement d'accorder au Gouvernement suisse le transit en dépêches closes, sur le territoire néerlandais, des correspondances originaires de la Suisse ou passant par la Suisse, à destination des États auxquels les Pays-Bas servent ou pourraient servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces États pour la Suisse et les États auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

Art. 17. L'administration pour le compte de laquelle seront transportées les dépêches closes désignées dans l'article 16 précédent, payera à l'administration qui effectuera ce transport la somme de quinze centimes par trente grammes de lettres, poids net, et de soixante-quinze centimes par kilogramme d'imprimés ou d'échantillons de marchandises, aussi poids net.

Il est convenu que les prix de transit fixés par le présent article pourront être modifiés de commun accord entre les deux administrations.

Art. 18. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis, des autres pièces de comptabilité et des lettres officielles relatives au service de poste et transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, ne sera pas compris dans la pesée des lettres, des échantillons et des imprimés.

Art. 19. Il est formellement convenu que les correspondances faisant l'objet de la présente convention ne pourront être frappées, dans le pays de destination, d'une taxe postale quelconque en sus des taxes et des droits spécifiés dans les articles précédents.

Il est bien entendu que, dès que la loi néerlandaise donnera au

Gouvernement le pouvoir d'exempter entièrement ou partiellement de l'application du droit de timbre les journaux étrangers, cette exemption sera appliquée de plein droit aux journaux suisses.

Art. 20. Les correspondances de toute nature mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les prix auxquels l'office expéditeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature, adressés à des personnes ayant changé de résidence, seront respectivement livrés ou rendus, chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Toutefois ces correspondances ne pourront, en raison de la ré-expédition dont il s'agit, être soumises à une taxe supplémentaire en faveur de l'office qui aura déjà perçu ou appliqué une taxe à son profit.

Il est bien entendu que cette dernière disposition ne s'applique pas aux débours pour frais de transit résultant de la réexpédition des dites lettres.

Art. 21. Les correspondances de toute nature échangées à découvert entre les deux administrations des postes des Pays-Bas et de Suisse, qui seront tombées en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyées de part et d'autre, à la fin de chaque mois.

Celles de ces correspondances qui auront été livrées en compte, seront rendues pour le prix pour lequel elles auront été originellement comptées par l'office envoyeur.

Celles qui auront été livrées affranchies jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyées sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises en déduction pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations mises à l'appui des décomptes.

Art. 22. Il y aura entre les deux Pays un échange de mandats de poste. Le maximum de chaque mandat est fixé à cent florins lorsqu'il est payable dans les Pays-Bas, et à deux cent onze francs soixante-quatre centimes lorsqu'il est payable en Suisse.

Il sera perçu sur chaque mandat une taxe de 10 cents par cinq florins ou fraction de cinq florins dans les Pays-Bas, et de 20 centimes par 10 francs ou fraction de 10 francs en Suisse, laquelle taxe devra toujours être payée par l'envoyeur.

Le produit de la taxe fixée ci-dessus sera partagé par moitié entre les deux administrations.

Les comptes des mandats seront dressés aux époques à fixer de commun accord entre les deux administrations. Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre. Si, toutefois, avant l'époque fixée pour la liquidation du compte, l'une des deux administrations se trouvait à découvert d'une somme dépassant 2500 florins ou 5000 francs, l'administration débitrice versera immédiatement le montant approximatif au crédit de l'autre administration.

Les deux administrations régleront d'un commun accord les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'introduction du service des mandats de poste entre les deux pays, et elles fixeront de même l'époque de la mise en vigueur des dispositions concernant ledit service.

Il est bien entendu que cette dernière époque pourra être postérieure à celle à fixer pour la mise à exécution des autres dispositions de la présente Convention.

Art. 23. En considération de la différence des systèmes monétaires en vigueur dans les deux Pays, et pour éviter des fractions, tant dans l'application que dans la bonification des taxes, il a été convenu que, pour toutes les opérations de comptabilité entre les deux offices, relatives à la transmission des correspondances qui résulteront de l'exécution de la présente convention, le florin de Pays-Bas sera censé être égal à deux francs monnaie suisse, et que réciproquement le franc sera assimilé à un demi-florin ou cinquante cents des Pays-Bas, tandis que les subdivisions du florin et du franc seront évaluées dans la même proportion.

En ce qui concerne les mandats de poste, il est convenu que, pour toutes les opérations de comptabilité, le florin sera l'équivalent de deux francs onze centimes et soixante-quatre centièmes de centime, et le franc l'équivalent de quarante-sept cents et vingt-cinq centièmes de cent.

Art. 24. L'administration des postes suisses et l'administration des postes néerlandaises désigneront d'un commun accord les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront également la direction à donner à ces correspondances et tout ce qui a trait à la liquidation de la comptabilité réciproque, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures de détail et d'ordre mention-



nées ci-dessus, pourront être modifiées toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 25. Les administrations des postes de Suisse et des Pays-Bas dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes qu'elles se livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente Convention.

Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, formeront la base d'un compte général trimestriel, qui sera soldé par celle des deux administrations reconnue redevable envers l'autre.

La présente Convention aura force de valeur à partir du jour dont les deux administrations conviendront, elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais douze mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces douze derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux Pays, après l'expiration du dit terme.

Fait à Berlin, en double original, le quinze avril mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : D<sup>r</sup> JOACHIM HEER. (L. S.) *Signé* : J. P. HOFSTEDE.

---

### Protocole.

En complément de la Convention postale, conclue entre la Confédération suisse et le royaume des Pays-Bas, à Berlin, en date du 15 avril 1858, il a été convenu ce qui suit :

#### Article additionnel.

Aussitôt que le royaume des Pays-Bas aura conclu une Convention avec un État quelconque, dans laquelle la progression des ports simples des lettres est admise dans ce sens, que le poids des lettres est limité à 250 grammes et que toute lettre excédant 15 grammes n'est comptée que pour deux ports simples, l'administration des postes suisses a le droit de demander que la même disposition soit substituée à l'article 5 de la Convention susmentionnée du 15 avril 1868, et qu'elle fasse règle pour les lettres internationales à échanger entre la Suisse et les Pays-Bas, et l'administration des postes néerlandaises

s'engage, quant à elle, à mettre en exécution cette mesure à partir du même jour où la Convention prévue à conclure entrera en vigueur, sauf que ce terme ne soit pas fixé avant le 1<sup>er</sup> septembre 1868.

Fait à Berlin, le quinze avril mil huit cent soixante-huit.

*Signé* : D<sup>r</sup> JOACHIM HEER.

*Signé* : J. P. HOFSTEDE.

---

## TURQUIE.

### **Rescrit impérial pour créer le nouveau conseil d'État, en date de Constantinople, le 1<sup>er</sup> mai 1868.**

« Qu'il soit fait en conformité du contenu. »

Art. 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'État est l'institution centrale de l'Empire, délibérant sur les affaires d'administration générale.

Art. 2. Le Conseil d'État a pour fonctions :

1<sup>o</sup> D'examiner et de préparer tous les projets de loi et de règlement;

2<sup>o</sup> De prononcer sur toutes les matières d'administration publique comprises dans les limites de ses attributions;

3<sup>o</sup> De statuer sur le contentieux administratif;

4<sup>o</sup> De connaître des conflits d'attributions entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire;

5<sup>o</sup> De donner son avis sur les rapports et autres pièces émanant des départements administratifs et relatifs aux lois et règlements en vigueur;

6<sup>o</sup> De juger les fonctionnaires dont la conduite sera déférée à sa connaissance par une ordonnance impériale spécialement émanée à ce sujet, ou en vertu des lois de l'Empire;

7<sup>o</sup> De donner son avis sur toutes les questions au sujet desquelles il sera consulté par le Souverain ou par les ministres, et d'arrêter les améliorations proposées par les conseils généraux des vilayets et consignées dans leurs procès-verbaux, de concert avec les commissions qui, composées de délégués choisis dans le sein de ces conseils au nombre de trois ou quatre au plus, seront chargées de présenter ces procès-verbaux à la Sublime-Porte.

Toutes ces matières seront référées par le grand vézirat au Conseil d'État, qui lui adressera les rapports contenant ses décisions.

Les présidents des sections du Conseil d'État et un conseiller pris dans chacune de ces sections assisteront à l'assemblée, qui se réunit

spécialement chaque année pour l'examen des budgets des recettes et des dépenses.

Art. 3. Le Conseil d'État sera divisé en cinq sections, savoir :

1° *La section de l'intérieur et de la guerre*, qui sera chargée de l'examen des projets de lois et de règlements élaborés par les départements administratifs compétents concernant l'administration générale, la police, l'armée et la marine, et de statuer sur les matières soumises à son examen en ce qui regarde l'application de ces lois et règlements ;

2° *La section des finances et de l'aveaf*, chargée de l'examen de tout ce qui concerne les lois et règlements relatifs à la perception des impôts de toute nature, à la bonne gestion des revenus de l'État et à l'administration générale des *vakoufs* ;

3° *La section de législation*. — Ses attributions consistent à élaborer les lois civiles, commerciales et criminelles ainsi que les règlements relatifs aux tribunaux chargés de l'application de ces lois, et à statuer sur les conflits entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire ;

4° *La section des travaux publics, du commerce et de l'agriculture*. — Elle sera chargée de l'examen des questions concernant le développement des intérêts qui se rattachent à ces services, ainsi que des concessions et conventions qui s'y rapportent ;

5° *La section de l'instruction publique*, qui, conformément à ses attributions spéciales, sera chargée des questions qui concernent les établissements d'instruction de l'État.

Les affaires contentieuses seront portées, chacune suivant sa nature, devant la section qui a compétence pour en connaître.

Art. 4. Le Conseil d'État n'exercera aucune ingérence dans les attributions du pouvoir exécutif, sa mission consistant à délibérer sur les matières dont le présent règlement lui attribue l'examen et la connaissance. Il sera seulement autorisé à surveiller l'application des lois et règlements et à avertir qui de droit, en cas d'exécution imparfaite des lois et règlements.

Art. 5. Chaque section consignera le résultat de ses délibérations sur les questions de son ressort spécial dans un rapport qui sera sou au grand vèzir. Le rapport de la section portera aussi le sceau du Conseil, lors même qu'il s'agirait de matières sur lesquelles la section a eu seule à se prononcer.

Le président du Conseil d'État apposera son sceau particulier aux rapports faits sur les délibérations qui auront lieu en sa présence.

Les matières afférentes à des lois et règlements organiques et qui seront d'abord examinées au sein d'une section, ne feront l'objet d'un rapport au grand vèzir qu'après avoir été soumises à l'assemblée du Conseil.

Art. 6. Le Conseil d'État sera présidé par un ministre, qui sera assisté par cinq présidents de section et par un secrétaire général.

Chaque section sera formée de cinq à dix membres, en sorte que le nombre des conseillers d'État ne pourra excéder celui de cinquante. Les membres du Conseil seront répartis entre les différentes sections au nombre de cinq au moins, par section, selon l'importance respective des sections.

Art. 7. Le président du Conseil, les présidents de section, le secrétaire général et les membres du Conseil seront nommés par S. M. le Sultan et par firman impérial.

Art. 8. Chaque section aura cinq maîtres des requêtes et cinq auditeurs, pris dans le personnel des bureaux ou divisés parmi d'autres personnes capables. Les bureaux du Conseil seront formés de manière à répondre aux exigences des différentes sections.

Art. 9. Les présidents et les conseillers auront voix délibérative; les *adjoints* seront chargés de résumer les matières qui doivent faire l'objet des délibérations, et les auditeurs dresseront les procès-verbaux des séances.

Un adjoint, dans chaque section, remplira les fonctions de premier secrétaire.

Art. 10. Les délibérations du Conseil, soit en assemblée générale, soit en sections, seront prises à la majorité des voix. Le président et les membres auront chacun une voix. Les votes seront recueillis au scrutin secret toutes les fois que la majorité le demandera.

Art. 11. Le président du Conseil d'État, ou, en son absence, un des présidents de section, présidera à l'assemblée générale du Conseil.

Art. 12. Les membres du Conseil d'État auront les mêmes droits et prérogatives quels que soient leur rang et leur grade.

Art. 13. Le mode des délibérations et tout ce qui concerne le travail des bureaux du conseil seront l'objet d'un règlement spécial dont le projet sera élaboré par le Conseil d'État toutes sections réunies.

Art. 14. Le présent règlement organique pourra être modifié par ordonnance impériale, dans le cas où le Gouvernement le jugerait utile et nécessaire.

Le 8 moharrem 1254. — 1<sup>er</sup> mai 1868.

Ont été nommés membres du Conseil d'État :

Ethem pacha, ex-gouverneur général du vilayet de Janina. — Emin Moukhlis pacha, ancien gouverneur général du vilayet d'Erzeroum. — Réfet effendi, caziasker. — Nédjib effendi, caziasker. — Riza effendi. — Soubby bey, ancien ministre de l'instruction publique. — Kémal effendi, ancien ministre de l'instruction publique. — Arif effendi, ancien ministre de la justice. — Safvet pacha, ex-président du conseil



de guerre. — Dervich pacha, directeur des écoles militaires. — Raouf bey. — Bessim bey. — Mihran bey, arménien catholique. — Le prince Miltiadi, grec. — Mahmoud bey, avec les fonctions de secrétaire général. — Kadri bey, ex-président du conseil de la marine. — Boghos bey Missirli-Oglou, arménien catholique. — Ohannès effendi Tinguir, arménien catholique. — Kahreman pacha, ex-gouverneur de Janina. — Ziver bey, caziasker. — Seïfuddin effendi, caziasker. — Sahib bey. — Mahmoud effendi, caziasker, notable de Damas. — Emin effendi, caziasker, notable de Bagdad. — Mehmed pacha Alachkerdli. — Odian effendi, arménien grégorien. — Davitchon effendi Chabdjizadé, israélite. — Bedros effendi Kouïoumdjian, arménien catholique. — Nikolaki Tchénaké effendi, grec. — Ibrahim bey, notable de Thessalie. — Chérif bey, notable d'Andrinople. — Ivantcho effendi, notable de Roustchouk, bulgare. — Fazil bey, notable de Tirnov. — Dervich bey, notable de Travnik. — Suleyman bey Tiranli. — Mikhali effendi Sirozli, grec. — Avram effendi, notable de Salonique, israélite.

Ont été nommés maîtres de requêtes au Conseil d'État :

Riza bey, ancien membre du grand conseil. — Ali Chéfik bey, directeur des archives du Conseil d'État. — Raïf effendi. — Izzedin bey. — Artin effendi Dadian, arménien grégorien. — Ohannès effendi Sakizian, ex-directeur du bureau de la presse, arménien catholique. — Sermed effendi, ex-premier secrétaire à l'ambassade impériale ottomane à Londres. — Mazhar bey, adjoint au directeur des archives. Rifaat effendi. — Tefvik bey. — Réchid bey. — Fahri bey, ex-premier secrétaire à l'ambassade impériale ottomane à Vienne. — Kémal bey. — Serkis effendi Agapekian, arménien grégorien. — Yanko Ikiadès effendi, grec. — Ata bey. — Saïd bey. — Aïetoullah bey. — Ekrem bey. — Bouhour effendi, israélite. — Kaliadi effendi, grec. — Nazif bey.

Ont été nommés membres du grand conseil de justice :

Afif bey. — Emin effendi. — Irfan bey. — Djelal bey. — Alléko bey, grec. — Vahan effendi, arménien grégorien. — Kahalil effendi. — Ahmet Moukhtar effendi, membre du corps des Ullémas. — Ahmed Khouloussi effendi, membre du corps des Ullémas. — Ahmed Ilmi effendi. — Gaspar bey, arménien catholique. — Gavriel effendi, bulgare. — Vartan bey, arménien catholique.

---

## FRANCE. — BAVIÈRE.

**Déclaration relative aux formalités à remplir pour l'expulsion des sujets français du territoire bavarois et des sujets bavarois du territoire français, signée à Paris, le 30 mai 1868.**

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et celui S. M. le Roi de Bavière ayant reconnu l'utilité de régler les formalités à remplir pour l'expulsion, soit d'un sujet bavarois du territoire français, soit d'un sujet français du territoire bavarois,

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont arrêté d'un commun accord et déclaré ce qui suit :

Lorsque l'un des deux Gouvernements jugera nécessaire d'expulser de son territoire un individu supposé être sujet de l'autre, il devra, au préalable, constater sa nationalité. Cette constatation faite, il communiquera à la légation ou au consulat compétent, soit en original, soit en copie authentique, tous les papiers dont l'expulsé était nanti et qui pourraient servir à établir sa nationalité.

A l'avenir, il ne sera plus délivré de passe-port à l'expulsé, mais seulement une feuille de route désignant le point de la frontière où il sera tenu de passer pour se rendre dans son pays d'origine.

En visant la feuille de route, la légation ou le consulat devra indiquer qu'il n'existe aucun obstacle au rapatriement de l'individu soumis à l'expulsion. Cette mention aura toujours lieu dans le cas où les pièces communiquées, comme il est dit plus haut, permettront de reconnaître la nationalité de l'expulsé.

En cas de doute, la légation ou le consulat en référera à son Gouvernement.

Les deux Gouvernements s'engagent à reprendre tout individu expulsé qui aura été considéré à tort comme sujet du pays auquel il a été rendu, aussitôt que l'erreur aura été reconnue.

Le présent Arrangement est conclu pour une période de cinq années, à compter de ce jour; mais il sera renouvelé de plein droit et continuera d'être observé, si aucune des deux Parties n'a notifié une intention contraire, trois mois au moins avant l'expiration de ce terme.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente Déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 30 mai 1868.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : QUADT.

## ITALIE. — SUISSE.

**Articles additionnels à la Convention postale du 3 août 1861,  
signés à Florence, le 25 juin 1868.**

Le Gouvernement de la Confédération suisse et le Gouvernement du Royaume d'Italie ayant reconnu l'opportunité d'introduire quelques modifications dans les stipulations de la Convention postale du 8 août 1861 relativement au prix de transport des échantillons et des papiers d'affaires, et voulant mettre à exécution les clauses de l'article 34 de la Convention susdite, en ce qui concerne l'échange des lettres chargées contenant des valeurs déclarées, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Gouvernement suisse, M. Jean-Baptiste *Pioda*, Ministre de la Confédération suisse près S. M. le Roi d'Italie,

Le Gouvernement du Royaume d'Italie, le comte Jérôme *Cantelli*, sénateur du Royaume, Grand-Officier des ordres royaux des saints Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, Ministre des travaux publics ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les échantillons de marchandises expédiés de la Suisse en Italie et de l'Italie en Suisse supporteront la taxe de 5 centimes par port de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Les échantillons ne seront admis à jouir de cette taxe modérée qu'autant qu'ils n'auront aucune valeur marchande, qu'ils seront affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront placés sous bandes mobiles ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur contenu, et ne porteront aucune lettre, écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, sauf l'adresse du destinataire, la date, la signature de l'envoyeur, des numéros et des indications de prix.

Les échantillons ne peuvent être placés dans des boîtes.

Les échantillons de graines pourront, par exception, être renfermés dans des sacs en toile ou en papier fermés de manière à pouvoir être facilement vérifiés.

Les échantillons de marchandises qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Les paquets d'échantillons sont admis jusqu'au poids de 500 grammes seulement.

Art. 2. Les manuscrits, papiers d'affaires affranchis et placés sous bandes seront assujettis à la taxe suivante :

Jusqu'à 50 grammes	30 centimes.
De 50 à 100 —	60 —
De 100 à 200 —	90 —
De 200 à 300 —	fr. 1. 20 —

et ainsi de suite en ajoutant 30 centimes pour chaque 100 grammes ou fraction de 100 grammes.

Les paquets de manuscrits ne sont admis que jusqu'au poids de 1000 grammes.

Les manuscrits non affranchis ou contenant des lettres d'accompagnement seront soumis à la taxe des lettres ordinaires.

Tout paquet de manuscrits pourra être recommandé. A cet effet, l'expéditeur devra payer d'avance un droit fixe de 30 centimes en sus de la taxe ordinaire sus-indiquée.

Art. 3. Les bureaux de poste de la Confédération suisse et les bureaux de poste du Royaume d'Italie pourront se livrer réciproquement des lettres contenant des valeurs déclarées payables au porteur, jusqu'à la concurrence de 3000 francs pour chaque lettre.

Art. 4. Le déposant d'une lettre renfermant des valeurs déclarées doit payer d'avance un droit proportionnel de 25 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs déclarés, en sus de la taxe d'affranchissement et du droit de recommandation établis par les articles 11 et 14 de la Convention du 8 août 1861.

Art. 5. En cas de perte ou de spoliation d'une lettre contenant des valeurs déclarées, l'Administration des postes sur le territoire de laquelle la perte ou la spoliation a eu lieu, sauf le cas de force majeure, payera à l'envoyeur dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation, la somme déclarée par l'expéditeur et pour laquelle auront été payés les droits et taxes mentionnés à l'article précédent.

Les réclamations de remboursement ne seront pas reçues après six mois, à partir du jour du dépôt de la lettre.

Art. 6. L'Administration des postes qui, en cas de perte ou de spoliation de la lettre, rembourse le montant des valeurs déclarées, acquiert par ce fait les droits de propriété de ces valeurs, et la personne qui a reçu le remboursement devra fournir toutes les informations qui peuvent servir à la recherche et au recouvrement des valeurs perdues.

Art. 7. Le reçu des destinataires de lettres contenant des valeurs déclarées, délivre les deux Administrations de toute responsabilité au sujet des dites lettres et valeurs.



Art. 8. Les droits perçus en vertu des articles 1, 2 et 4 précédents seront répartis par moitié entre les deux Administrations des postes de la Suisse et de l'Italie.

Les présents articles seront considérés comme additionnels à la Convention du 8 août 1861. Ils recevront leur exécution à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1868, et à partir de ce jour seront abrogées les stipulations de ladite Convention et de l'Article additionnel y annexé concernant l'échange des échantillons entre les habitants de la Suisse et les habitants de l'Italie.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé les présents Articles additionnels et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Florence, en double original, le vingt-cinq juin mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : G. B. PIODA.

(L. S.) *Signé* : G. CANTELLI.

## TURQUIE. — SERBIE.

**Béat d'investiture du prince Milano Obrenovitch IV, comme prince régnant de Serbie, donné par la Sublime Porte, le 16 juillet 1868.**

A la suite de la mort tragique du prince Michel d'Obrenowitch Knez il est devenu nécessaire de conférer la dignité princière à un autre. La grande assemblée nationale, réunie d'après l'usage consacré à Belgrade, se conformant au béat impérial émané en date du 1<sup>er</sup> rebil-ewel 1246 (1830), qui accordait l'hérédité de la dignité princière à la famille Obrenowitch par ordre de progéniture, s'est prononcée en faveur de Milano Obrenowitch comme prince de Serbie.

La régence princière, instituée à cause de la minorité du prince, ayant communiqué à notre Sublime-Porte le vote de l'Assemblée et attendu que l'ordre de la succession établi par le susdit béat susmentionné est destiné, comme le prouve le vœu exprimé par le peuple, à assurer à la Serbie partie intégrante de notre empire, la tranquillité, le bien-être et la prospérité qui font l'objet de notre constante sollicitude; et qu'il est certain que le prince Milano Obrenovitch, admis selon l'ordre de succession établi, réussira à gouverner le pays suivant les règles d'une bonne administration et à assurer le bien-être du pays, nous avons sanctionné par notre iradé impérial l'ordre de succession établi par le susdit béat, et nous conférons la dignité de *kanz* de Serbie au

prince Milano Obrenowitch, en même temps que le commandement de nos forteresses impériales en Serbie.

En conséquence, le prince aura à gouverner la Serbie conformément aux devoirs de ses hautes fonctions et aux qualités qui le distinguent, à administrer les affaires du pays, et à consacrer tous ses efforts à la stricte exécution des lois et des ordonnances contenues dans le firman, revêtu du hatt impérial, concernant l'administration supérieure de la Serbie.

Donné à la S. P. Ottomane, le 25 rebi-ul-ewel.

---

FRANCE, CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU  
NORD, AUTRICHE ET HONGRIE, BADE, BAVIÈRE,  
BELGIQUE, DANEMARK, ESPAGNE, GRANDE-BRE-  
TAGNE, GRÈCE, ITALIE, LUXEMBOURG, SUÈDE  
ET NORVÈGE, PAYS-BAS, PERSE, PORTUGAL,  
ROUMANIE, RUSSIE, SERBIE, SUISSE, TURQUIE,  
WURTEMBERG.

**Acte signé à Vienne, le 21 juillet 1868, à l'effet d'apporter des  
modifications à la Convention télégraphique internationale  
conclue à Paris, le 17 mai 1865<sup>1</sup>.**

Les Gouvernements des États signataires de la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, ou qui ont successivement adhéré à cette Convention, ayant résolu d'y introduire les améliorations suggérées par l'expérience et ayant, à cet effet, désigné des délégués chargés de procéder, conformément aux dispositions de l'article 56, à la révision de ladite Convention télégraphique,

Les délégués soussignés se sont réunis en conférence à Vienne et ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, les modifications suivantes, applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1869 :

TITRE 1<sup>er</sup>.

DU RÉSEAU INTERNATIONAL.

Art. 1<sup>er</sup>. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à affecter au

3. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

service télégraphique international des fils spéciaux en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des dépêches.

Ces fils seront établis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est continu ou très-actif seront, successivement et autant que possible, reliées par des fils directs, *d'un diamètre d'au moins cinq millimètres*, et dont le service demeurera dégagé du travail des bureaux intermédiaires.

Art. 2. Entre les villes importantes des États contractants, le service est, autant que possible, permanent le jour et la nuit, sans aucune interruption.

Les bureaux ordinaires à service de jour complet, sont ouverts au public,

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, de sept heures du matin à neuf heures du soir;

Du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, de huit heures du matin à neuf heures du soir.

Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les administrations respectives des États contractants.

L'heure de tous les bureaux d'un même État est celle du temps moyen de la capitale de cet État.

Art. 3. « Les appareils Morse et Hughes restent concurremment adoptés pour le service des fils internationaux, jusqu'à une nouvelle entente sur l'introduction d'autres appareils. »

## TITRE II.

### DE LA CORRESPONDANCE.

#### SECTION 1<sup>re</sup>.

##### Conditions générales.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Art. 5. Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Art. 6. Les Hautes Parties contractantes déclarent toutefois n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

## SECTION II.

## Du dépôt.

Art. 7. Les dépêches télégraphiques sont classées en trois catégories :

1<sup>o</sup> Dépêches d'État : celles qui émanent du chef de l'État, des ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer, et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants, *ainsi que les réponses à ces mêmes dépêches.*

Les dépêches des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérées comme dépêches d'État que lorsqu'elles *sont adressées à un personnage officiel* et qu'elles traitent d'affaires de service;

2<sup>o</sup> Dépêches de service : celles qui émanent des administrations télégraphiques des États contractants et qui sont relatives soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations ;

3<sup>o</sup> Dépêches privées.

Art. 8. Les dépêches d'État ne sont admises comme telles que revêtues du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie.

L'expéditeur d'une dépêche privée peut toujours être tenu d'établir la sincérité de la signature dont la dépêche est revêtue.

« Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans sa dépêche la « *légalisation de sa signature.* »

Art. 9. Toute dépêche peut être rédigée en l'une quelconque des langues usitées sur les territoires des États contractants *et en langue latine.*

Chaque État reste libre de désigner, parmi les langues usitées sur ses territoires, celles qu'il considère comme propres à la correspondance télégraphique *internationale.*

Les dépêches d'État et de service peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

Les dépêches privées peuvent aussi être composées en chiffres ou en lettres secrètes, lorsqu'elles sont échangées entre deux États contractants qui admettent ce mode de correspondance et dans les conditions déterminées par le règlement de service dont il est fait mention à l'article 59 ci après.

La réserve mentionnée dans le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux dépêches de transit.

« Les dépêches sémaphoriques doivent être rédigées soit dans la « langue du pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, « soit en signaux du Code commercial industriel.

« Les dépêches qui ne sont pas admises comme dépêches ordinai-



« res, aux termes du premier paragraphe du présent article, sont  
« considérées comme dépêches secrètes. »

Art. 10. La minute de la dépêche doit être écrite lisiblement, en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui soient en usage dans le pays où la dépêche est présentée.

Le texte doit être précédé de l'adresse et suivi de la signature.

L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise de la dépêche à sa destination.

Toute interligue, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé du signataire de la dépêche ou de son représentant.

### SECTION III.

#### De la transmission.

Art. 11. La transmission des dépêches a lieu dans l'ordre suivant :

- 1° Dépêches d'État ;
- 2° Dépêches de service ;
- 3° Dépêches privées.

Une dépêche commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

Les dépêches de même rang sont transmises par le bureau de départ dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

Entre deux bureaux en relation directe, les dépêches de même rang sont transmises dans l'ordre alternatif.

« Dans les bureaux intermédiaires, les dépêches de départ et les  
« dépêches de passage qui doivent emprunter les mêmes fils sont  
« confondues et transmises indistinctement, en suivant l'heure du dé-  
« pôt ou de la réception. »

Il peut être toutefois dérogé à cette règle et à celle du paragraphe 1<sup>er</sup>, dans l'intérêt de la célérité des transmissions, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

Art. 12. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis toutes leurs dépêches internationales à un bureau permanent.

Ces dépêches sont immédiatement échangées, à leur tour de réception, entre les bureaux permanents des différents États.

Art. 13. Chaque Gouvernement reste juge, vis-à-vis de l'expéditeur, de la direction qu'il convient de donner aux dépêches, tant dans le service ordinaire qu'au cas d'interruption ou d'encombrement des voies habituellement suivies.

« Toutefois, si l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux intéressés seront tenus de se conformer à ses indications, à moins que les exigences du service ne s'y opposent, auquel cas il ne peut élever aucune réclamation. »

Art. 14. Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'une dépêche, une interruption dans les communications télégraphiques, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite expédie immédiatement la dépêche par la poste (*lettre chargée d'office*) ou par un moyen de transport, plus rapide, s'il en dispose. Il l'adresse, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de la réexpédier par le télégraphe, soit au bureau de destination, soit au destinataire même. Dès que la communication est rétablie, la dépêche est de nouveau transmise par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception, « ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service. »

Art. 15. « Les dépêches qui, dans les trente jours du dépôt, n'ont pu être signalées par les postes sémaphoriques aux bâtiments destinataires, sont mises au rebut, à moins que l'expéditeur n'ait acquitté la taxe de recommandation. »

Art. 16. Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la transmission de la dépêche qu'il a déposée.

#### SECTION IV.

##### De la remise à destination.

Art. 17. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées soit à domicile, soit poste restante, soit bureau télégraphique restant.

Elles sont remises ou expédiées à destination dans l'ordre de leur réception.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante dans la localité que le bureau télégraphique dessert sont immédiatement portées à leur adresse.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante hors de la localité desservie sont, suivant la demande de l'expéditeur, envoyées immédiatement à leur destination par la poste, ou par un moyen plus rapide, si l'administration du bureau destinataire en dispose.

Art. 18. Chacun des États contractants se réserve d'organiser, autant que possible, pour les localités non desservies par le télégraphe, un service de transport plus rapide que la poste, et chaque État s'engage envers les autres à mettre tout expéditeur en mesure de profiter, pour sa correspondance, des dispositions prises et notifiées, à cet égard, par l'un quelconque des autres États.

Art. 19. Lorsqu'une dépêche est portée à domicile et que le destinataire est absent, elle peut être remise aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial, ou que l'expéditeur n'ait demandé que la remise n'eût lieu qu'entre les mains du destinataire ou à son délégué.

Lorsque la dépêche est adressée au bureau restant, elle n'est délivrée qu'au destinataire ou à son délégué.

Si la dépêche ne peut être remise à destination, avis est laissé au domicile du destinataire, et la dépêche est rapportée au bureau, pour lui être délivrée sur sa réclamation.

Si la dépêche n'a pas été réclamée au bout de six semaines, elle est anéantie.

La même règle s'applique aux dépêches adressées au bureau restant.

#### SECTION V.

##### Du contrôle.

Art. 20. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche privée qui paraîtrait dangereuse pour la sécurité de l'État, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'en avertir immédiatement *l'administration de laquelle dépend le bureau d'origine*.

Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'Administration centrale, qui prononce sans appel.

Art. 21. Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

#### SECTION VI.

##### Des archives.

Art. 22. Les originaux et les copies des dépêches, les bandes des signaux ou pièces analogues sont conservés au moins pendant une année, à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Passé ce délai, on peut les anéantir.

Art. 23. Les originaux et les copies des dépêches ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité.

L'expéditeur et le destinataire ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de la dépêche qu'ils ont transmise ou reçue.

## SECTION VII.

## De certaines dépêches spéciales.

Art. 24. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant.

« Le bureau d'arrivée paye au destinataire le montant de la taxe perçue au départ pour la réponse, soit en monnaie, soit en timbres-télégraphe, soit au moyen d'un bon de caisse, en lui laissant le soin d'expédier la réponse dans un délai, à une adresse et par une voie quelconque.

« Cette réponse est considérée et traitée comme toute autre dépêche.

« Si la dépêche primitive ne peut être remise, ou si le destinataire refuse formellement la somme affectée à la réponse, le bureau d'arrivée en informe l'expéditeur par un acte qui tient lieu de la réponse. Cet avis contient l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur fasse suivre sa dépêche, s'il y a lieu.

« L'affranchissement ne peut dépasser le triple de la taxe de la dépêche primitive. »

Art. 25. L'expéditeur de toute dépêche a la faculté de la recommander.

« Lorsqu'une dépêche est recommandée, les divers bureaux qui concourent à sa transmission en donnent le collationnement intégral, et le bureau d'arrivée transmet par voie télégraphique à l'expéditeur, immédiatement après la remise de la dépêche, un avis de service indiquant l'heure précise de cette remise. »

Si la remise n'a pu être effectuée, *cet avis* est remplacé par l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et par les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur puisse faire *parvenir* sa dépêche *au destinataire*, s'il y a lieu.

L'expéditeur de la dépêche recommandée peut se faire adresser *l'avis de service* sur un point quelconque du territoire des États contractants, en fournissant les indications nécessaires.

Art. 26. « L'expéditeur de toute dépêche peut demander que l'indication de l'heure à laquelle sa dépêche sera remise à son correspondant lui soit transmise par la voie télégraphique.

« Si la dépêche ne peut être remise, cet accusé de réception est remplacé par un acte contenant les renseignements indiqués dans le paragraphe 3 de l'article précédent.



« L'expéditeur a la faculté de se faire adresser l'accusé de réception sur un point quelconque du territoire des États contractants, en fournissant les indications nécessaires. »

Art. 27. La recommandation est obligatoire pour les dépêches composées en chiffres ou en lettres secrètes, *ou considérées comme dépêches secrètes*.

Art. 28. Lorsqu'une dépêche porte la mention « faire suivre » sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présentée à l'adresse indiquée, la réexpédie immédiatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire ; il n'est toutefois tenu de faire cette réexpédition que dans les limites de l'État auquel il appartient, et il traite alors la dépêche comme une dépêche intérieure.

Si aucune indication ne lui est fournie, il garde la dépêche en dépôt. Si la dépêche est réexpédiée et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, la dépêche est conservée par ce bureau.

Si la mention « faire suivre » est accompagnée d'adresses successives, la dépêche est successivement transmise à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les dépêches qui arriveraient à un bureau télégraphique pour lui être remises dans le rayon de distribution de ce bureau lui soient réexpédiées à l'adresse qu'elle aura indiquée, ou dans les conditions des paragraphes précédents.

Art. 29. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées :

Soit à plusieurs destinataires dans des localités différentes ;

Soit à plusieurs destinataires dans une même localité ;

Soit à un même destinataire dans des localités différentes, ou à plusieurs domiciles dans la même localité.

Dans les deux premiers cas, chaque exemplaire de la dépêche ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

Art. 30. Dans l'application des Articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les réponses payées, les dépêches recommandées, les dépêches à faire suivre, les dépêches multiples *et les accusés de réception*.

Art. 31. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures que comportera la remise à destination des dépêches expédiées de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des États qui auront pris part à la présente Convention.

## TITRE III.

## DES TAXES.

SECTION 1<sup>re</sup>.

## Principes généraux.

Art. 32. Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des États contractants, sera uniforme. Un même État pourra toutefois, *en Europe*, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le minimum de la taxe s'applique à la dépêche dont la longueur ne dépasse pas vingt mots. La taxe applicable à la dépêche de vingt mots s'accroît de moitié par chaque série indivisible de dix mots au-dessus de vingt.

« Toutefois les offices télégraphiques extra-européens sont autorisés à admettre sur leurs lignes la dépêche de dix mots avec taxe réduite, cette dépêche étant d'ailleurs taxée pour le parcours européen comme une dépêche de vingt mots. »

Art. 33. Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Le tarif des correspondances échangées entre deux points quelconques des États contractants doit être composé de telle sorte que la taxe de la dépêche de vingt mots soit toujours un multiple du demi-franc.

Il sera perçu pour un franc :

*Dans l'Allemagne du Nord*, 8 silbergros ;

*En Autriche et en Hongrie*, 40 kreutzers (valeur autrichienne) ;

*Dans le grand-duché de Bade, en Bavière et en Wurtemberg*, 28 kreutzers ;

*En Danemark*, 35 skillings ;

*En Espagne*, 0,40 écu ;

*En Grèce*, 1,11 drachme ;

*Dans l'Inde britannique*, 76 pais ;

*En Italie*, 1 lira ;

*En Norvège*, 22 skillings ;

*Dans les Pays-Bas*, 50 cents ;

*En Perse*, 1 sahibkran ;

*En Portugal*, 200 reis ;

*Dans les Principautés-Unies*, 1 piastre nouvelle ;

*En Russie*, 25 copecks ;

*En Serbie, 5 piastres ;*

*En Suède, 72 øres ;*

*En Turquie, 4 piastres 32 paras medjidiés.*

*Le paiement pourra être exigé en valeur métallique.*

Art. 34. Le taux de la taxe est établi d'État à État, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Le tarif applicable aux correspondances échangées entre les États contractants est fixé conformément aux tableaux annexés à la présente Convention. Les taxes inscrites dans ces tableaux pourront, toujours et à toute époque, être réduites d'un commun accord entre tel ou tel des Gouvernements intéressés ; « toutefois, ces réductions « devront avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible. »

Toute modification d'ensemble ou de détail ne sera exécutoire qu'un mois au moins après sa notification.

## SECTION II.

### De l'application des taxes.

Art. 35. Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de sa dépêche pour être transmis entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 7 de l'article suivant.

Art. 36. Le maximum de longueur d'un mot est fixé à sept syllabes ; l'excédant est compté pour un mot.

Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

Les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc., les titres, prénoms, particules et qualifications, sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant. « La même règle est applicable au calcul des groupes de lettres qui n'ont pas une signification secrète. »

Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot ; il en est de même du souligné.

Les signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéas, ne sont pas comptés.

Sont toutefois comptés pour un chiffre, les points, les virgules et les barres de division qui entrent dans la formation des nombres.

« Les lettres ajoutées avec chiffres pour désigner les nombres ordinaires sont comptées chacune pour un chiffre. »

Art. 37. Le compte des mots s'établit de la manière suivante pour les dépêches en chiffres ou en lettres secrètes, « ou considérées comme dépêches secrètes : »

Tous les caractères, chiffres, lettres ou signes employés dans le texte chiffré sont additionnés. Le total divisé par cinq donne pour quotient le nombre de mots qu'ils représentent ; l'excédant est compté pour un mot.

« Les signes qui séparent les groupes sont comptés, à moins que l'expéditeur n'ait expressément indiqué qu'ils ne doivent pas être transmis. »

On ajoute, pour obtenir le nombre total des mots de la dépêche, les mots en langage ordinaire de l'adresse, de la signature et du texte s'il y a lieu. Le compte en est fait d'après les règles de l'article précédent.

Art. 38. Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont transmis d'office au destinataire.

Art. 39. Toute dépêche rectificative, complétive, et généralement toute communication échangée avec un bureau télégraphique à l'occasion d'une dépêche transmise ou en cours de transmission, est taxée conformément aux règles de la présente Convention, à moins que cette communication n'ait été rendue nécessaire par une erreur de service.

Art. 40. La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ de la dépêche et son point de destination, « à moins d'interruption ou de détour considérable par cette voie, « ou si l'expéditeur a indiqué une autre voie, conformément à l'article 13.

« L'indication de la voie est transmise dans le préambule et n'est point taxée lorsqu'elle est déterminée par des motifs de service. »

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxe qui pourraient résulter des interruptions de service des conducteurs sous-marins.

#### SECTION III.

##### Des taxes spéciales.

Art. 41. La taxe de recommandation est égale à celle de la dépêche.

Art. 42. « La taxe de l'accusé de réception est égale à celle d'une « dépêche simple. »

Art. 43. La taxe des réponses payées et des accusés de réception à diriger sur un point autre que le lieu d'origine de la dépêche primi-



tive est calculée d'après le tarif qui est applicable entre le point d'expédition de la réponse ou de *l'accusé de réception* et son point de destination.

Art. 44. Les dépêches adressées à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire dans des localités *appartenant à des États différents*, sont taxées comme autant de dépêches séparées.

« Les dépêches adressées à plusieurs destinataires, ou à un même « destinataire dans les localités d'un même État desservies par des « bureaux différents, sont taxées comme une seule dépêche; il est « perçu en outre autant de fois la taxe terminale de l'État destina- « taire qu'il y a de localités moins une. »

Les dépêches adressées, dans une même localité, à plusieurs destinataires ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxées comme une seule dépêche; mais il est perçu, à titre de droit de copie, autant de fois un demi-franc qu'il y a de destinations moins une.

Art. 45. Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à l'article 23, un droit fixe d'un demi-franc par copie.

Art. 46. Les dépêches recommandées *ou avec accusé de réception*, à envoyer par la poste ou à déposer poste restante, sont affranchies comme lettres chargées par le bureau télégraphique d'arrivée.

Le bureau d'origine perçoit les taxes supplémentaires suivantes :

Un demi-franc par dépêche à déposer poste restante dans la localité desservie ou à envoyer par la poste, dans les limites de l'État qui fait l'expédition;

Un franc par dépêche à envoyer *en Europe* hors de ces limites, sur le territoire des États contractants;

Deux francs et demi par dépêche à envoyer au delà.

Les dépêches non recommandées sont expédiées comme lettres ordinaires par le bureau télégraphique d'arrivée. Les frais de poste sont acquittés, s'il y a lieu, par le destinataire, aucune taxe supplémentaire n'étant perçue par le bureau d'origine.

Art. 47. La taxe des dépêches à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, sera fixée conformément aux règles générales de la présente Convention, sauf, pour ceux des États contractants qui auront organisé ce mode de correspondance, le droit de déterminer, comme il appartiendra, la taxe afférente à la transmission entre les sémaphores et les navires.

#### SECTION IV.

##### De la perception.

Art. 48. La perception des taxes a lieu au départ.

Sont toutefois perçus à l'arrivée, sur le destinataire :

1° La taxe des dépêches expédiées de la mer par l'intermédiaire des sémaphores;

2° La taxe complémentaire des dépêches à faire suivre;

3° Les frais de transport au delà des bureaux télégraphiques par un moyen plus rapide que la poste, dans les États où un service de cette nature est organisé.

Toutefois l'expéditeur d'une dépêche recommandée *ou d'une dépêche avec accusé de réception* peut affranchir ce transport moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine, sauf liquidation ultérieure. *L'avis de service ou l'accusé de réception* fait connaître le montant des frais déboursés.

Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, la dépêche n'est délivrée au destinataire que contre paiement de la taxe due.

Art. 49. « Les taxes perçues en moins, par erreur ou par suite de « refus du destinataire, doivent être complétées par l'expéditeur.

« Les taxes perçues en plus par erreur sont de même remboursées « aux intéressés. »

#### SECTION V.

##### Des franchises.

Art. 50. Les dépêches relatives au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmises en franchise sur tout le réseau desdits États.

#### SECTION VI.

##### Des détaxes et remboursements.

Art. 51. Est remboursée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue, sauf recours contre les autres États s'il y a lieu, la taxe intégrale de toute dépêche qui *n'est pas parvenue à sa destination par le fait du service télégraphique, ou qui*, par suite d'un retard notable ou de graves erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet.

« En cas d'interruption d'une ligne sous-marine, l'expéditeur a « droit au remboursement de la partie de la taxe afférente au par- « cours non effectué, déduction faite des frais déboursés, le cas « échéant, pour remplacer la voie télégraphique par un mode de « transport quelconque.

« Ces dispositions ne sont pas applicables aux dépêches empruntant « les lignes d'un office non adhérent qui refuserait de se soumettre à « l'obligation du remboursement. »

Art. 52. « Dans les cas prévus par l'article précédent, le rembour-

« sement ne peut s'appliquer qu'aux taxes des dépêches mêmes qui  
« ont été omises, retardées ou dénaturées, et non aux correspon-  
« dances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par l'omis-  
« sion, l'erreur ou le retard, sauf dans le cas prévu à l'arti-  
« cle 39. »

Art. 53. Toute réclamation doit être formée, sous peine de déchéance, dans les trois mois de la perception.

Ce délai est porté à six mois pour les correspondances échangées avec les pays situés hors d'Europe.

#### TITRE IV.

##### DE LA COMPTABILITÉ INTERNATIONALE.

Art. 54. Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

« Le franc sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux. »

Les taxes afférentes aux droits de copie et de transport au delà des lignes sont dévolues à l'État qui a délivré les copies ou effectué le transport.

Chaque état crédite l'État limitrophe du montant des taxes de toutes les dépêches qu'il lui a transmises, calculées depuis la frontière de ces deux États jusqu'à destination.

« Par exception à la disposition précédente, l'État qui transmet une  
« dépêche sémaphorique venant de la mer débite l'État limitrophe de  
« la part de taxe afférente au parcours entre le point de départ de  
« cette dépêche et la frontière commune des deux États.

« Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre les  
« États extrêmes, après une entente entre ces États et les États in-  
« termédiaires. »

*Entre pays d'Europe*, les taxes sont réglées d'après le nombre des dépêches qui ont franchi la frontière, abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Les parts de l'État limitrophe et de chacun des États suivants sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement.

Art. 55. « Les taxes perçues d'avance pour réponses payées et accusés de réception sont portées intégralement, par l'office qui a  
« perçu, au compte de l'office destinataire, ces réponses et ces accusés de réception étant traités dans les comptes comme des dépêches ordinaires qui auraient été expédiées par le bureau destinataire. »

Art. 56. Lorsqu'une dépêche, quelle qu'elle soit, a été transmise par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la

différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné la dépêche.

Art. 57. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

Art. 58. Le solde résultant de la liquidation est payé à l'État créancier en francs effectifs.

## TITRE V.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

#### SECTION 1<sup>re</sup>.

Des dispositions complémentaires et des conférences.

Art. 59. Les dispositions de la présente Convention sont complétées, en ce qui concerne les règles de détail du service international, par un règlement commun arrêté de concert entre les administrations télégraphiques des États contractants.

Les dispositions de ce règlement entrent en vigueur en même temps que la présente Convention; elles peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par lesdites administrations.

Art. 60. « Dans le cas où une difficulté se produirait sur l'interprétation de l'une des dispositions principales de la Convention, l'administration des télégraphes de l'État où aura eu lieu la dernière conférence convoquera, sur la demande d'une ou de plusieurs administrations, une commission spéciale composée des délégués des États contractants, et désignera le lieu de la réunion.

« Cette commission résoudra la question d'interprétation. Ses décisions auront, pour celles des administrations qui n'auraient pas cru devoir s'y faire représenter, la même valeur que si elles y avaient pris part. »

Art. 61. « Une administration télégraphique désignée par la Conférence prendra les mesures propres à faciliter, dans un intérêt commun, l'exécution et l'application de la Convention. A cet effet, elle organisera, sous le titre de « Bureau international des administrations télégraphiques, » un service spécial qui fonctionnera sous sa direction, dont les frais seront supportés par toutes les administrations des États contractants et dont les attributions sont déterminées ainsi qu'il suit :

« Il centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, rédigera le tarif, dressera une statistique générale, procédera aux études d'utilité commune dont il serait saisi et rédigera un journal télégraphique en langue française.



« Ces documents seront distribués par ses soins aux offices des États contractants.

« Il instruira les demandes des modifications au règlement de service et, après avoir obtenu l'assentiment unanime des administrations, fera promulguer en temps utile les changements adoptés. »

Art. 62. La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, où toutes les Puissances qui y ont pris part seront représentées.

A cet effet, des Conférences auront lieu successivement, dans la capitale des États contractants, entre les délégués desdits États.

La prochaine réunion aura lieu *en 1871 à Florence*.

Art. 63. Une « carte officielle des relations télégraphiques » sera dressée et publiée par l'administration française et soumise à des révisions périodiques.

## SECTION II.

### Des réserves.

Art. 64. Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément entre elles des arrangements particuliers de toute nature sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des États, notamment :

La formation des tarifs ;

Le règlement des comptes ;

L'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux entre des points et dans des cas déterminés ;

L'application du système des timbres-télégraphe ;

La transmission des mandats d'argent par le télégraphe ;

La perception des taxes à l'arrivée ;

Le service de la remise des dépêches à destination ;

La suppression réciproque des frais de transport des télégrammes par la poste ;

Les dépêches à faire suivre au delà des limites fixées par l'article 28.

L'extension du droit de franchise aux dépêches de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

## SECTION III.

### Des adhésions.

Art. 65. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des

États contractants au sein duquel la dernière Conférence aura été tenue, et, par cet État, à tous les autres.

Elle emportera de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

« Toutefois, en ce qui concerne les tarifs, les États contractants se « réservent respectivement d'en refuser le bénéfice aux États qui « demanderaient à adhérer sans réduire leur tarif dans une mesure « suffisante. »

Art. 66. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, les règles de la présente Convention aux compagnies concessionnaires de lignes télégraphiques terrestres ou sous-marines et à négocier avec les compagnies existantes une réduction réciproque des tarifs, s'il y a lieu.

« Ces compagnies seront admises aux avantages stipulés par la « Convention, moyennant accession à toutes ses clauses obligatoires « et sur la notification de l'État qui a accordé la concession. Cette « notification aura lieu conformément au second paragraphe de l'Article « précédent.

« La réserve qui termine ce même Article est applicable aux télégraphes privés dont le tarif ne serait point réduit dans une mesure « jugée suffisante par les États intéressés. »

Les bureaux télégraphiques des compagnies de chemins de fer ou autres exploitations privées, situés sur le territoire continental des États contractants ou adhérents, et pour lesquels il y aurait une taxe supplémentaire, *ne seront compris en aucun cas dans le tarif international.*

Art. 67. « Lorsque des relations télégraphiques sont ouvertes avec « des États non adhérents, ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions réglementaires obligatoires de « la présente Convention, ces dispositions réglementaires sont inva- « riablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur « parcours qui emprunte le territoire des États contractants ou adhé- « rents.

« Les administrations intéressées déterminent la taxe applicable à « cette partie du parcours. Cette taxe, qui ne peut être qu'un multiple de la taxe normale inscrite aux tarifs conventionnels, est ajoutée à celle des offices participants. »

En foi de quoi, les délégués respectifs ont signé le présent Acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Vienne, le 21 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : CH. JAGERSCHMIDT, m. p.

Sous-directeur au ministère des affaires étrangères de France.

- (L. S.) *Signé* : Comte DE DURCKHEIM, m. p.  
Inspecteur général des lignes télégraphiques  
(France).
- (L. S.) *Signé* : V. CHAUVIN, m. p.  
Directeur général des télégraphes de l'Allemagne  
du Nord.
- (L. S.) *Signé* : Comte SZÉCHENYI, m. p.  
Conseiller aulique au ministère impérial et royal  
des affaires étrangères.
- (L. S.) *Signé* : BRUNNER, m. p.  
Directeur des télégraphes I. R.
- (L. S.) *Signé* : J. DE TAKACKS, m. p.  
Conseiller du ministère royal de Hongrie.
- (L. S.) *Signé* : ZIMMER, m. p.  
Conseiller intime, directeur des voies de com-  
munication du grand-duché de Bade.
- (L. S.) *Signé* : SCHWERD, m. p.  
Inspecteur des télégraphes.
- (L. S.) *Signé* : GUMBART, m. p.  
Conseiller de la direction générale des commu-  
nications, directeur des télégraphes de Bavière.
- (L. S.) *Signé* : FASSIAUX, m. p.  
Directeur général de l'administration des chemins  
de fer, postes et télégraphes de Belgique.
- (L. S.) *Signé* : VINCENT, m. p.  
Ingénieur en chef, directeur des télégraphes du  
royaume de Belgique.
- (L. S.) *Signé* : FABER, m. p.  
Directeur des télégraphes du Danemark.
- (L. S.) *Signé* : L. M. DE TORNOS, m. p.  
Délégué de l'Espagne.
- (L. S.) *Signé* : F. GOLDSMID, m. p.  
Lieutenant-colonel, directeur en chef des télé-  
graphes indo-européens.
- (L. S.) *Signé* : G. GLOVER, m. p.  
Lieutenant-colonel R. E., ancien directeur géné-  
ral du télégraphe des Indes.
- (L. S.) *Signé* : THEMISTOCLE METAXA, m. p.  
Consul général de Grèce.
- (L. S.) *Signé* : ERNEST D'AMICO, m. p.  
Directeur général des télégraphes italiens.
- (L. S.) *Signé* : chev. FERD. SCHAEFER, m. p.  
Délégué du grand-duché de Luxembourg.
- (L. S.) *Signé* : C. NIELSEN, m. p.  
Directeur en chef des télégraphes de Norvège.

- (L. S.) *Signé* : STARING, m. p.  
Référéndaire au ministère de l'intérieur, chargé  
de l'administration des télégraphes des Pays-  
Bas.
- (L. S.) *Signé* : C. DE LUDERS, m. p.  
Conseiller privé, délégué du gouvernem. persan.
- (L. S.) *Signé* : VALENTIN EVARISTO DO REGO,  
m. p.  
Adjoint à la direction générale des télégraphes  
de Portugal.
- (L. S.) *Signé* : JUAN J. FALCOIANO, m. p.  
Directeur général des postes et télégraphes (Prin-  
cipautés-Unies).
- (L. S.) *Signé* : C. DE LUDERS,  
Conseiller privé, directeur général des télégraphes  
russes.
- (L. S.) *Signé* : MLADEN Z. RADOYCOVITS, m. p.  
Secrétaire de la direction des postes et des télé-  
graphes de Serbie.
- (L. S.) *Signé* : P. BRANDSTROM, m. p.  
Directeur général des télégraphes de Suède.
- (L. S.) *Signé* : L. CURCHOD, m. p.  
Directeur des télégraphes de la Confédération  
suisse.
- (L. S.) *Signé* : G. SERPOS, m. p.  
Secrétaire général de la direction des télégraphes  
de Turquie.
- (L. S.) *Signé* : KLEIN, m. p.  
Directeur des télégraphes et de la commission  
royale pour la construction des chemins de fer  
de l'Etat de Wurtemberg.
- (L. S.) *Signé* : SCHRAG, m. p.  
Assesseur de la direction des télégraphes de  
Wurtemberg.
-



## ANNEXE À LA CONVENTION INTERNATIONALE.

*Tableaux des taxes fixées pour servir à la formation des tarifs internationaux, en exécution de l'article 34 de la Convention.*

## A.

## TAXES TERMINALES.

(La taxe terminale est celle qui revient à chaque État pour les correspondances en provenance ou à destination de ses bureaux.)

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
<b>ALLEMAGNE DU NORD.</b>		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique.	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union austro-germanique.
Pour toutes les autres correspondances.	2 50	
Taxes de la Compagnie dite <i>Reuter</i> :		
Des côtes de l'Allemagne du Nord à Londres :		
1° Pour les correspondances des États de l'Union.....	4 »	
Pour toutes les autres.....	4 50	
Des côtes de l'Allemagne du Nord à tous les autres bureaux de la Grande-Bretagne et de l'Irlande :		
1° Pour les correspondances des États de l'Union.....	5 »	
2° Pour toutes les autres.....	5 50	
<b>AUTRICHE ET HONGRIE.</b>		
Pour toutes les correspondances.....	3 »	Taxe commune : 1° Avec les États de l'Union pour toute dépêche qui traverse ces États; 2° Avec la Suisse, pour toute dépêche qui transite par cet État; 3° Avec l'Italie, pour toute dépêche qui transite par cet État en franchissant la frontière franco-italienne.
<b>BADE.</b>		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Pour toutes les autres.....	1 »	La taxe de 1 fr. pour la France, l'Italie et la Suisse, est commune avec les autres États de l'Union, lorsque les correspondances empruntent les lignes bavaoises ou wurtembergeoises.

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
BAVIÈRE.		
Pour les correspondances qui traversent les Etats de l'Union.	3 »	Taxe commune avec les autres Etats de l'Union.
Pour toutes les autres.....	1 »	La taxe de 1 fr. pour la France, l'Italie et la Suisse, est commune avec les autres Etats de l'Union, lorsque les correspondances empruntent les lignes badoises ou wurtembergeoises.
BELGIQUE.		
Pour toutes les correspondances:		
Taxes de la Compagnie dite <i>Submarine Telegraph Co</i> :	1 »	
Des côtes de la Belgique à Londres.	3 »	
Des côtes de la Belgique aux autres bureaux télégraphiques de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.....	4 »	
DANEMARK.		
Pour les correspondances échangées avec la Grande-Bretagne et l'Irlande..	1 50	
Pour toutes les autres.....	1 »	
ESPAGNE.		
Pour toutes les correspondances.....	2 50	
ÉTATS DE L'ÉGLISE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
FRANCE.		
Pour les correspondances échangées avec les Etats-Pontificaux, le Portugal, les Pays-Bas et le Wurtemberg.....	2 »	
Pour toutes les autres.....	3 »	
Pour les correspondances échangées avec l'Algérie et la Tunisie (y compris la taxe éventuelle du transit français) :	5 »	
Taxes de la Compagnie dite <i>Submarine Telegraph Co</i> :		
Des côtes de la Manche à Londres..	3 »	
Des côtes de la Manche aux autres bureaux télégraphiques de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.....	4 »	
GRANDE-BRETAGNE (Inde britannique).		
1° De Faô aux bureaux télégraphiques ci-après :		
Bushire.....	10 »	
Kurrachee .....	35 »	
Indostan à l'ouest de Chittagong...	44 50	
Ile de Ceylan et bureaux à l'est de Chittagong.....	49 50	

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
2° De Bushire aux bureaux ci-après :		
Kurrachee.....	25 »	
Indostan à l'ouest de Chittagong...	34 50	
Ile de Ceylan et bureaux à l'est de Chittagong.....	39 50	
GRÈCE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
ITALIE.		
Pour les correspondances échangées avec la Belgique et les Pays-Bas.....	2 »	
Pour les correspondances échangées avec l'Allemagne du Nord ( <i>via</i> Fran- ce), Bade, la Bavière, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, le Luxembourg, le Portugal, les Principautés-Unies, la Serbie, le Wurtemberg et Hohenzollern.	2 50	
Pour toutes les autres correspondances.	3 »	
Taxes de la Compagnie dite <i>Mediterranean extension telegraph Co</i> :		
Pour les correspondances échan- gées avec Malte et Corfou.....	3 »	
LUXEMBOURG.		
Pour toutes les correspondances.....	» 50	
NORVÈGE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 50	
PAYS-BAS.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Pour les correspondances échangées avec l'Italie, Malte, Corfou et la Suisse par la Belgique et la France..	» 50	
Pour toutes les autres.....	1 »	
Taxes de la Compagnie dite <i>Electric and international telegraph Co</i> :		
Des côtes des Pays-Bas à Londres..	4 »	
Des côtes des Pays-Bas aux autres bureaux télégraphiques de la Grande- Bretagne et de l'Irlande.....	5 »	
PERSE.		
Pour toutes les correspondances.....	7 50	
PORTUGAL.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
PRINCIPAUTÉS-UNIES.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
RUSSIE.		
1° A partir des frontières d'Europe :		

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
Pour les bureaux de la Russie d'Europe, le Caucase excepté.....	5 »	
Pour les bureaux du Caucase.....	8 »	
Pour la Russie d'Asie, à l'ouest du méridien de Tomsk.....	13 »	
Pour la Russie d'Asie, entre les méridiens de Tomsk et de Werkhne-Oudinsk.....	21 »	
2° A partir de la frontière de Perse :		
Pour les bureaux du Caucase.....	4 »	
Pour les autres bureaux de la Russie d'Europe.....	12 »	
Pour la Russie d'Asie, à l'ouest du méridien de Tomsk.....	13 »	
Pour la Russie d'Asie, entre les méridiens de Tomsk et de Werkhne-Oudinsk.....	21 »	
SERBIE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
SUÈDE.		
Pour les correspondances échangées avec la Grande-Bretagne et l'Irlande et l'Italie.....	3 »	
Pour toutes les autres.....	2 50	
SUISSE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
TURQUIE.		
1° Correspondances échangées avec l'Europe (voie des Principautés-Unies et de la Serbie) et correspondances échangées avec la Grèce, les Principautés-Unies et la Serbie :		
Pour les bureaux de la Turquie d'Europe.....	3 »	
Pour les bureaux de la Turquie d'Asie :		
(a) Ports de mer.....	7 »	
(b) Intérieur.....	11 »	
2° Correspondances échangées avec l'Europe (par les autres frontières) :		
Pour les bureaux de la Turquie d'Europe.....	4 »	
Pour les bureaux de la Turquie d'Asie :		
(a) Ports de mer.....	8 »	
(b) Intérieur.....	12 »	
3° Correspondance échangées avec l'Inde et la Perse :		
(a) Turquie d'Asie, 1 <sup>re</sup> région.....	9 »	
(b) Turquie d'Asie, 2 <sup>e</sup> région.....	13 50	
(c) Turquie d'Europe.....	17 50	



INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
<b>WURTEMBERG ET HOHENZOLLERN.</b> Pour les correspondances qui traversent les Etats de l'Union. Pour les correspondances échangées avec la France, l'Italie et la Suisse.	3 » 1 »	Taxe commune avec les autres Etats de l'Union. La taxe de 1 fr. pour la France est commune avec les autres Etats de l'Union. Il en est de même pour l'Italie et la Suisse lorsque les correspondances empruntent les lignes badoises ou bavaoises.

## B.

## TAXE DE TRANSIT.

(La taxe de transit est celle qui revient à chaque Etat pour les correspondances qui traversent son territoire.)

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
<b>ALLEMAGNE DU NORD.</b> Pour les correspondances qui traversent les Etats de l'Union austro-germanique. Pour toutes les autres correspondances dans toutes les directions.....	3 » 2 50	Taxe commune avec les autres Etats de l'Union austro-germanique.
<b>AUTRICHE ET HONGRIE.</b> Pour les correspondances échangées entre les frontières austro-russe, d'une part, et franco-italienne ou franco-suisse, d'autre part. Pour toutes les autres correspondances.	2 50 3 »	Taxe commune avec l'Italie ou la Suisse. Taxe commune : 1° Avec les Etats de l'Union, pour toute dépêche qui transite par ces Etats; 2° Avec l'Italie ou la Suisse, pour toute dépêche qui transite par ces Etats et par les frontières franco-italienne ou franco-suisse.
<b>BADE.</b> Pour les correspondances qui traversent les Etats de l'Union. Pour toutes les autres.....	3 » 1 »	Pour les dépêches qui traversent les Etats de l'Union, cette taxe est commune avec ces Etats.
<b>BAVIÈRE.</b> Pour les correspondances qui traversent les Etats de l'Union.	3 »	<i>Idem.</i>

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
Pour toutes les autres.....	1 »	
BELGIQUE.		
Pour les correspondances échangées par la France entre les Pays-Bas, d'une part, l'Italie, Malte, Corfou et la Suisse, d'autre part.....	» 50	
Pour les correspondances de l'est à l'ouest, et <i>vice versa</i> , par l'Allemagne du Nord et les lignes sous-marines des côtes de Belgique .....	1 50	
Pour les correspondances traversant plusieurs Etats de l'Union et pour tous les transits non mentionnés ci- dessus.....	1 »	
DANEMARK.		
Pour les correspondances échangées entre les frontières dano-prussienne et dano-suédoise.....	1 »	
Pour les correspondances échangées entre les frontières dano-prussienne et dano-norvégienne (y compris la ligne de la compagnie sous-marine).	1 50	
ESPAGNE.		
Pour les correspondances échangées en- tre la France et le Portugal.....	2 »	
Pour toutes les autres correspondances.	2 50	
ÉTATS DE L'ÉGLISE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
FRANCE.		
Pour les correspondances échangées en- tre la frontière de Belgique et les lignes sous-marines de la Manche...	1 »	
Pour les correspondances échangées, savoir :		
1° Entre l'Italie, d'une part, l'Es- pagne et le Portugal, d'autre part...	2 »	
2° Entre la Belgique et les Pays- Bas, d'une part, et, d'autre part, tous Etats par les frontières d'Allemagne, d'Italie et de Suisse.....	2 »	
Pour toutes les autres correspondances.	3 »	Le transit de Corse est à 1 fr
GRANDE-BRETAGNE (Inde britannique).		
.....	» »	Pas de transit.
GRÈCE.		
.....	» »	<i>Idem.</i>
ITALIE.		
Pour les correspondances échangées, savoir :		
1° Entre les frontières d'Autriche, de France et de Suisse.....	1 »	

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
2° Entre les mêmes frontières et Livourne (pour la Corse).....	1 »	
3° Entre les mêmes frontières et la Turquie (Vallona).....	3 »	
4° Entre la frontière des États de l'Eglise et tous les autres.....	2 »	
5° Entre Vallona et le point d'atter- rissement du câble de Corfou.....	1 »	
6° Entre toutes les autres frontières.	3 »	
LUXEMBOURG.		
Pour toutes les correspondances.....	» 50	
NORVÈGE.		
Pour les correspondances entre la Suède et le Danemark.....	1 »	
Pour toutes les autres correspondances.	1 50	
PAYS-BAS.		
Pour les correspondances entre la Belgi- que et la Grande-Bretagne et l'Irlande.	1 »	
Pour toutes les autres correspondances.	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
PERSE.		
Pour toutes les correspondances.....	13 50	
PORTUGAL.		
.....	» »	Pas de transit.
PRINCIPAUTÉS-UNIES.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
RUSSIE.		
Pour les corresp. entre l'Europe, d'une part, la Perse et l'Inde d'autre part..	16 »	
Pour les autres correspondances transi- tant par la Russie d'Europe.....	5 »	
SUÈDE.		
Pour les correspondances échangées, savoir :		
1° Entre le Danemark, d'une part, et la Norvège ou l'Allemagne du Nord, de l'autre.....	1 »	
2° Entre l'Allemagne du Nord et la Norvège.....	1 50	
3° Entre la frontière de Russie et les autres frontières.....	2 »	
SUISSE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
SERBIE.		
Pour toutes les correspondances.....	1 »	
TURQUIE.		
Pour les correspondances en provenance ou à destination de la Grèce, des Principautés-Unies et la Serbie.....	3 »	

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
Pour les correspondances en provenance ou à destination de l'Inde et de la Perse :		
(a) Par les Principautés-Unies ou la Serbie.....	16 50	
(b) par les autres frontières.....	17 50	
WURTEMBERG ET HOHENZOLLERN.		
Pour toutes les correspondances dans toutes les directions.	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.

N. B. Les taxes applicables à la correspondance échangée entre Londres et Kurra-  
chee sont fixées à la somme de 61 fr. 50; répartie ainsi qu'il suit par les différentes  
voies concurrentes actuellement existantes :

1° Voie de l'Allemagne du Nord et de la Russie.

Angleterre et câble Reuter.....	4 50
Allemagne du Nord.....	2 50
Russie.....	16 »
Perse.....	13 50
Câble du golfe Persique.....	25 »
Total.....	61 50

2° Voie des Pays-Bas et de la Russie..

Angleterre et câble de la compagnie dite <i>Electric and inter-</i> <i>national C<sup>o</sup></i> .....	4 »
Union.....	3 »
Russie.....	16 »
Perse.....	13 50
Câble du golfe Persique.....	25 »
Total.....	61 50

3° Voie de la Belgique, de l'Allemagne du Nord et de la Russie.

Angleterre et câble de la compagnie dite <i>Submarine telegraph C<sup>o</sup></i> .....	3 »
Belgique.....	1 50
Allemagne du Nord.....	2 50
Russie.....	16 »
Perse.....	13 50
Câble du golfe Persique.....	25 »
Total.....	61 50

4° Voie des Pays-Bas et de la Turquie.

Angleterre et câble.....	4 »
Union.....	5 »
Turquie <sup>1</sup> .....	17 50
Câble du golfe Persique.....	35 »
Total.....	61 50

5° Voie de la Belgique et de la Turquie.

Angleterre et câble.....	3 »
Belgique.....	1 »
Union.....	5 »
Turquie <sup>1</sup> .....	17 50
Câble.....	35 »
Total.....	61 50

1. Y compris le transit éventuel par les Principautés-Unies ou la Serbie.



6° Voie de France, de l'Union et de la Turquie.

Angleterre et câble.....	3 »
France.....	3 «
Union.....	3 »
Turquie.....	17 50
Câble du golfe Persique.....	35 »
Total.....	61 50

7° Voie de la France et de la Suisse..

Angleterre et câble.....	3 »
France.....	2 50
Suisse.....	» 50
Autriche et Hongrie.....	3 »
Turquie.....	17 50
Câble du golfe Persique.....	35 »
Total.....	61 50

8° Voie de la France et de l'Italie.

Angleterre et câble.....	3 »
France.....	3 »
Italie.....	3 »
Turquie.....	17 50
Câble du golfe Persique.....	35 »
Total.....	61 50

Fait à Vienne, le 21 juillet 1868.

*Signé* : JAGERSCHMIDT.  
*Signé* : Comte DE DURCKHEIM.  
*Signé* : V. CHAUVIN.  
*Signé* : BRUNNER.  
*Signé* : TAKACKS.  
*Signé* : ZIMMER.  
*Signé* : SCHWERD.  
*Signé* : GUMBART.  
*Signé* : FASSIAUX.  
*Signé* : VINCHENT.  
*Signé* : FABER.  
*Signé* : L. M. DE TORNOS.  
*Signé* : GOLDSMID.  
*Signé* : GLOVER.  
*Signé* : THEMISTOCLE METAXA.  
*Signé* : ERNEST D'AMICO.  
*Signé* : Chev. FERD. SCHAFER.  
*Signé* : NIELSEN.  
*Signé* : STARING.  
*Signé* : DE LUDERS (pour la Perse).  
*Signé* : VALENTINO EVARISTO DO REGO.  
*Signé* : JEAN FALCOIANO.  
*Signé* : DE LUDERS (pour la Russie).  
*Signé* : MLADEN Z. RADOYGOVITS.  
*Signé* : BRANDSTROM.  
*Signé* : L. CURCHOD.  
*Signé* : G. SERPOS.  
*Signé* : KLEIN.  
*Signé* : SCHRAG.

## FRANCE. — CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

**Arrangement relatif aux taxes de transit pour les correspondances  
télégraphiques échangées entre les deux pays, signé à Vienne  
le 24 juillet 1868.**

Entre les soussignés, délégués de la France et de l'Allemagne du Nord aux conférences de Vienne, il a été arrêté ce qui suit, sous réserve de ratification :

L'Allemagne du Nord ayant fixé à deux francs cinquante centimes sa taxe de transit, la France réduit, à titre de réciprocité, sa taxe de transit au même taux, pour toutes les correspondances en provenance ou à destination de l'Allemagne du Nord.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1869.

Fait à Vienne, le 24 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) *Signé* : Comte DE DURKKKHEIM.

(L. S.) *Signé* : V. CHAUVIN.

---

## CONFÉRENCE TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE DE VIENNE.

**Déclaration pour la suppression réciproque des droits de trans-  
port des télégrammes au moyen de la Poste, signée à Vienne,  
le 22 juillet 1868.**

Les soussignés, Membres délégués de la Conférence télégraphique internationale de Vienne, considérant que l'article 64 de la Convention révisée par cette Conférence comprend, au nombre des réserves, le droit pour les États contractants, de prendre des arrangements particuliers, à l'effet de supprimer réciproquement les taxes accessoires du transport des dépêches par la poste, déclarent, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, que la suppression de ces taxes, dans les relations entre les Offices télégraphiques représentés par les soussignés, prendra cours dès la mise à exécution de la Convention révisée.

Les dépêches ordinaires et recommandées, qui doivent être remises à destination par voie postale, seront remises à la poste comme lettres chargées, par le Bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur, ni pour le destinataire, à moins qu'il ne s'agisse de correspondances qui traversent la mer, soit par suite d'interruption des lignes télégraphiques sous-marines, soit pour atteindre des pays non reliés au réseau des États contractants. Dans ce cas les Administrations, qui se chargent de l'expédition des dépêches par la poste, feront connaître, une fois pour toutes, aux autres Administrations, celle des taxes fixes indiquées à l'article 46, qui doit être perçue au départ, en sus de la taxe télégraphique.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

Allemagne du Nord,	(L. S.) <i>Signé</i> : V. CHAUVIN.
Autriche et Hongrie,	(L. S.) <i>Signé</i> : BRUNNER, TAKACS.
Bade,	(L. S.) <i>Signé</i> : ZIMMER.
Bavière,	(L. S.) <i>Signé</i> : GUMBART.
Belgique,	(L. S.) <i>Signé</i> : VINCHENT.
Danemark,	(L. S.) <i>Signé</i> : FABER.
Espagne,	(L. S.) <i>Signé</i> : L. M. DE TORNOS.
Grande-Bretagne,	(L. S.) <i>Signé</i> : G. GLOVER, <i>L. Colonel.</i>
Italie,	(L. S.) <i>Signé</i> : E. D'AMICO.
Luxembourg,	(L. S.) <i>Signé</i> : CHEV. FERD. SCHAEFER.
Norvège,	(L. S.) <i>Signé</i> : C. NIELSEN.
Pays-Bas,	(L. S.) <i>Signé</i> : STARING.
Perse,	(L. S.) <i>Signé</i> : C. DE LUDERS.
Portugal,	(L. S.) <i>Signé</i> : VALENTINO EVARISTO DO REGO
Principautés-Unies,	(L. S.) <i>Signé</i> : JEAN J. FALCOIANO.
Russie,	(L. S.) <i>Signé</i> : C. DE LUDERS.
Suède,	(L. S.) <i>Signé</i> : BRANDSTROM.
Suisse,	(L. S.) <i>Signé</i> : L. CURCHOD.
Serbie,	(L. S.) <i>Signé</i> : MLADEN Z. RADOYCOVITS.
Turquie,	(L. S.) <i>Signé</i> : G. SERPOS.
Wurtemberg,	(L. S.) <i>Signé</i> : KLEIN.

---

FRANCE. — AUTRICHE. — HONGRIE. — SERBIE. —  
SUISSE. — TURQUIE.

**Arrangement signé à Vienne, le 22 juillet 1868, à l'effet d'organiser, par les territoires des États respectifs, une communication télégraphique directe entre Londres, Paris, Vienne, Constantinople et les Indes.**

Les délégués chargés de représenter aux Conférences de Vienne la France, l'Autriche et la Hongrie, la Serbie, la Suisse et la Turquie s'étant réunis pour se concerter sur les moyens propres à organiser, par les territoires des États respectifs, une communication directe entre Londres, Paris, Vienne, Constantinople et les Indes, sont convenus des dispositions suivantes, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements :

Art. 1<sup>er</sup>. La ligne partant de Paris passera par Bâle, Bregenz et Vienne. Là elle se bifurquera pour gagner Constantinople : 1<sup>o</sup> par Pesth, Semlin, la Serbie et Nissa ; 2<sup>o</sup> par Agram, Gradiska, Serajevo et Nissa, deux fils distincts étant parallèlement établis entre Nissa et Constantinople.

Art. 2. Chaque Administration s'engage à affecter à cette communication un fil spécial pour chacune des deux voies indiquées à l'article 1<sup>er</sup>, et à prendre les mesures nécessaires pour que ces fils soient prêts à fonctionner le 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Art. 3. Le diamètre des fils sera établi dans les conditions prescrites par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Paris révisée.

Art. 4. La ligne entre Londres et les Indes ne sera coupée pour y introduire des dépêches qu'à Paris, Vienne et Constantinople, les diverses administrations s'engageant à la faire franchir directement leurs territoires respectifs sans y intercaler d'appareils autres que ceux qui seraient exceptionnellement nécessaires pour faciliter le service des transmissions.

Art. 5. La ligne sera desservie sur tout son parcours par des appareils du système Hughes, et les administrations contractantes s'engagent à admettre pour le transit de cette ligne toutes les facilités que les lignes concurrentes offrirait au public.

Art. 6. Afin d'assurer à chaque Office directement traversé un contrôle effectif sur les dépêches transitant par son territoire, les administrations d'Autriche et de France transmettront à la Suisse, chacune de son côté, les comptes mensuels et feront passer par l'intermé-



diaire de cet État les correspondances relatives à la révision de ces comptes. L'Autriche et la Turquie procéderont de la même manière en ce qui concerne les administrations de la Hongrie et de la Serbie.

Art. 7. Les paiements des soldes s'effectueront dans les conditions prévues de la Convention de Paris.

Art. 8. Le présent Arrangement aura la même durée que la Convention de Paris. Les Gouvernements des administrations contractantes notifieront dans le délai d'un mois, à partir de la date de la signature, leur approbation au Gouvernement Impérial et Royal, qui en informera tous les Gouvernements des États intéressés.

En foi de quoi, les délégués soussignés ont signé le présent Arrangement en six exemplaires.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) *Signé* : Comte DE DURCKHEIM.

(L. S.) *Signé* : BRUNNER.

(L. S.) *Signé* : J. DE TAKACS.

(L. S.) *Signé* : MLADEN Z. RADOYCOVITS.

(L. S.) *Signé* : L. CURCHOD.

(L. S.) *Signé* : G. SERPOS.

## ITALIE. — AUTRICHE ET HONGRIE. — FRANCE. — SUISSE.

### **Arrangement relatif aux taxes des Dépêches télégraphiques, signé à Vienne le 22 juillet 1868.**

Entre les délégués des Gouvernements d'Autriche et de Hongrie, de France, d'Italie et de Suisse, il a été convenu ce qui suit, sous la réserve d'approbation.

La taxe entre les points d'atterrissement des câbles de la Manche sur les côtes de France, et les Bureaux télégraphiques de l'Autriche et de la Hongrie, est fixée ainsi qu'il suit pour les correspondances échangées entre l'Angleterre et ces Bureaux :

France. . . . .	Fr.	1 50
Suisse ou Italie . . . . .	»	» 50
Autriche et Hongrie. . . . .	»	2 »

Cet arrangement aura la même durée que la Convention spéciale

conclue, en date de ce jour, entre les délégués d'Autriche et de Hongrie, de France, de Suisse, de Serbie et de Turquie, et relative à la correspondance des Indes.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : L. CURCHOD.

(L. S.) *Signé* : E. D'AMICO.

(L. S.) *Signé* : TAKACKS.

(L. S.) *Signé* : BRUNNER.

(L. S.) *Signé* : CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) *Signé* : Comte DE DURCKHEIM.

---

## ITALIE. — AUTRICHE ET HONGRIE

**Arrangement pour la réduction des taxes de l'échange des correspondances télégraphiques, entre les deux États, signé à Vienne le 24 juillet 1868.**

La correspondance télégraphique entre l'Italie d'une part, et l'Autriche et la Hongrie d'autre part, étant réglée par la Convention internationale de Paris, révisée à Vienne le 21 juillet 1868, les Administrations ont stipulé, aux termes de l'article 64 de ladite Convention, l'arrangement particulier suivant, sous réserve de l'approbation des Gouvernements respectifs.

Art. 1<sup>er</sup>. Les Bureaux italiens de Florence, Milan, Venise, Vérone et Udine, et les Bureaux autrichiens de Vienne, Trieste, Klagenfurt et Bolzano, sont chargés exclusivement du service de dépôt international. Les autres Bureaux situés sur les fils internationaux peuvent échanger la correspondance dont l'origine et la destination ne dépassent pas les Bureaux de dépôt les plus rapprochés, et tous les soirs, à la clôture du service, doivent annoncer au Bureau de dépôt de la propre Administration, désigné par elle, le nombre des dépêches ainsi transmises.

Art. 2. Pour faciliter la correspondance entre les deux États, les taxes terminales sont fixées comme suit :

A, Autriche et Hongrie :

1. Pour les stations du Tyrol, du Voralberg, de la Carinthie, de la Carniole, des cercles de Gorice, Trieste et Istrie, du littoral Hongrois, et pour les stations des confins militaires I. R. situées sur la côte de l'Adriatique, 1 franc;

2. Pour les autres stations des pays représentés dans le Conseil de l'Empire, 2 francs;

3. Pour les stations des pays appartenant à la couronne de Hongrie, et celle des confins militaires I. R. (exceptées les stations indiquées au n° 1), 3 francs.

*B. Italie :*

1. Pour les stations situées dans le territoire limité par le Pô, le Tessin et le lac Majeur, 1 franc;

2. Pour toutes les autres stations, savoir :

a) Pour les dépêches échangées avec les stations indiquées sous A, n° 2, 2 francs;

b) Pour les dépêches échangées avec les stations indiquées sous A, n° 3, 3 francs.

Cette dernière taxe sera de même réduite à 2 francs dès que la taxe des stations indiquées sous A, n° 3, sera baissée à 2 francs.

Art. 3. La part de l'Italie des taxes terminales et de transit, qui, d'après les Tableaux annexés à la Convention internationale révisée à Vienne, sont communes à l'Italie, à l'Autriche et à la Hongrie, est de 80 centimes.

Art. 4. La taxe de 1 franc est fixée pour le transit soit du territoire de l'Administration italienne, soit du territoire de l'Administration I. et R., dans le cas où, par suite de circonstances imprévues, une dépêche est déviée en traversant le territoire de l'autre Administration, pour rentrer au territoire d'origine.

Le contrôle de ces dépêches ne sera fait que par la station de dépôt, qui les réexpédiera dans le territoire d'origine.

Art. 5. Les dépêches météorologiques, et celles qui concernent d'autres objets d'intérêt public, sont expédiées en franchise comme dépêches de service.

Les deux Administrations s'entendront sur l'admission et le mode d'expédition de ces dépêches.

Art. 6. Les Bureaux de dépôt, tous les soirs à la clôture du service de la journée, doivent s'échanger l'indication du nombre des dépêches transmises, classifiées par État de destination, en se mettant d'accord pour constater l'exactitude du chiffre échangé. Dans le nombre des dépêches transmises, on comprendra celles dont il est question au deuxième paragraphe de l'article 1. Ces données, soigneusement registrées, serviront de base pour la rédaction des comptes internationaux, qui seront réglés d'après les déterminations de la Convention de Paris, révisée à Vienne.

Art. 7. Le présent Arrangement sera mis en exécution après l'approbation des Gouvernements respectifs, à la même époque que la

Convention internationale révisée à Vienne, et aura la même durée que cette dernière Convention.

Dès que cet Arrangement entrera en vigueur, la Convention spéciale conclue à Vienne le 16 février 1867 expire.

Fait à Vienne, le 24 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : E. D'AMICO.

Délégué de l'administration R. d'Italie.

(L. S.) *Signé* : BRUNNER.

Délégué de l'administration I. et R. d'Autriche.

(L. S.) *Signé* : TAKACKS.

Délégué de l'administration R. de Hongrie.

## TURQUIE.

### **Protocole relatif aux pouvoirs du nouveau Gouverneur du Liban, signé le 15/27 juillet 1868.**

S. M. I. le Sultan ayant accepté la démission de Daoud pacha de ses fonctions de gouverneur du Liban, et nommé, pour lui succéder, Franco Nasvi pacha, a jugé convenable, dans l'intérêt même du maintien de l'ordre et de la stabilité, de ne pas limiter, dans le firman d'investiture, la durée des pouvoirs confiés au nouveau gouverneur.

Les représentants des puissances signataires des règlements organiques du Liban, en date du 9 juin 1861<sup>1</sup> et du 6 septembre 1864<sup>2</sup>, ainsi que le ministre de S. M. le roi d'Italie, réunis en conférence chez le ministre des affaires étrangères de S. M. le Sultan, ont été unanimes pour constater, par le présent Protocole, l'existence de l'entente qui, vu l'urgence, n'avait pas pu s'établir entre eux et la Sublime-Porte trois mois avant l'expiration du mandat de Daoud pacha, aux termes du protocole du 9 juin 1861.

Les soussignés étant également d'accord avec la Sublime-Porte pour reconnaître la convenance de ne pas limiter étroitement, ainsi qu'on avait dû le faire dans le passé pour des circonstances différentes, la durée des pouvoirs du gouverneur du Liban, et, de plus, la Sublime-Porte désirant éviter les interprétations erronées qui, par suite de son silence même, pourraient, sur les lieux, naître dans les esprits et produire un effet contraire à celui qu'elle s'est proposé,

1. Voir ci-après.

2. Voir *Archives*, 1865, tome II, page 392.



S. A. Fuad pacha a déclaré que la durée du mandat de Franco Nasvi pacha ne sera pas moindre de dix ans à dater du jour de sa nomination.

Les stipulations du Protocole du 9 juin 1861, relatives au cas de révocation, restent d'ailleurs applicables soit avant, soit après ce terme.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Kanlidja, le 15/27 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : FUAD.

(L. S.) *Signé* : PROKESCH OSTEN.

(L. S.) *Signé* : BOURÉE.

(L. S.) *Signé* : HENRY ELLIOT.

(L. S.) *Signé* : BERTINATTI.

(L. S.) *Signé* : UEBAL.

(L. S.) *Signé* : IGNATIEFF.

**Règlement pour l'administration du Liban, signé à Péra, pour la Turquie et les représentants des Puissances garantes, le 9 juin 1861.**

Art. 1<sup>er</sup>. Le Liban sera administré par un gouverneur chrétien nommé par la Sublime-Porte et relevant d'elle directement.

Ce fonctionnaire, amovible, sera investi de toutes les attributions du pouvoir exécutif, veillera au maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans toute l'étendue de la Montagne, percevra les impôts, et nommera sous sa responsabilité, en vertu du pouvoir qu'il recevra de S. M. I. le Sultan, les agents administratifs; il instituera les juges, convoquera et présidera le medjlis administratif central, et procurera l'exécution de toutes les sentences légalement rendues par les tribunaux, sauf les réserves prévues par l'art. 9.

Chacun des éléments constitutifs de la population de la Montagne sera représenté auprès du gouverneur par un vékil nommé par les chefs et notables de chaque communauté.

Art. 2. Il y aura pour toute la Montagne un medjlis administratif central composé de douze membres, savoir : deux Maronites, deux Druses, deux Grecs orthodoxes, deux Grecs catholiques, deux Métualis et deux musulmans, chargé de répartir l'impôt, contrôler la gestion des revenus et des dépenses et donner son avis consultatif sur toutes les questions qui lui seront posées par le gouverneur.

Art. 3. La Montagne sera divisée en six arrondissements administratifs, savoir :

1° Le Koura, y compris la partie inférieure et les autres fractions de territoire avoisinantes dont la population appartient au rite grec orthodoxe, moins la ville de El-Columon, située sur la côte et à peu près exclusivement habitée par des musulmans.

2° La partie septentrionale du Liban, sauf le Koura, jusqu'au Nahr-el-Kelb.

3° Zahlé et son territoire.

4° Le Meten, y compris le Sahel chrétien et les territoires de Kata et de Solima.

5° Le territoire situé au sud de la route de Damas à Beyrouth jusqu'au Djezzin.

6° Le Djezzin et le Teffah.

Il y aura dans chacun de ces arrondissements un agent administratif nommé par le gouverneur et choisi dans le rite dominant, soit par le chiffre de la population, soit par l'importance de ses propriétés.

Art. 4. Il y aura dans chaque arrondissement un medjlis administratif local, composé de trois à six membres, représentant les divers éléments de la population et les intérêts de la propriété foncière de l'arrondissement.

Ce medjlis local, présidé et convoqué annuellement par le chef de l'arrondissement, devra résoudre en premier ressort toutes les affaires de contentieux administratif, entendre les réclamations des habitants, fournir les renseignements statistiques nécessaires à la répartition de l'impôt dans l'arrondissement, et donner son avis consultatif sur toutes les questions d'intérêt local.

Art. 5. Les arrondissements administratifs sont subdivisés en cantons, dont le territoire, à peu près réglé sur celui des anciens aklime renfermera, autant que possible, que des groupes homogènes de population, et ces cantons en communes, qui se composeront chacune d'au moins 500 habitants. A la tête de chaque canton il y aura un agent nommé par le gouverneur sur la proposition du chef de l'arrondissement, et à la tête de chaque commune un cheik choisi par les habitants et nommé par le gouverneur.

Dans les communes mixtes, chaque élément constitutif de la population aura un cheik particulier dont l'autorité ne s'exercera que sur les coreligionnaires.

Art. 6. Égalité de tous devant la loi; abolition de tous les privilèges féodaux et notamment de ceux qui appartenaient aux Mokatajdjis.

Art. 7. Il y aura dans chaque canton un juge de paix pour chaque rite; dans chaque arrondissement un medjlis judiciaire de première

instance, composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population, et, au siège du Gouvernement, un medjlis judiciaire supérieur, composé de douze membres dont deux appartenant à chacune des six communautés désignées en l'art. 2, et auxquels on adjoindra un représentant des cultes protestant et israélite, toutes les fois qu'un membre de ces communautés aura des intérêts engagés dans le procès.

La présidence des medjlis judiciaires sera exercée trimestriellement et à tour de rôle par chacun de leurs membres.

Art. 8. Les juges de paix jugeront sans appel jusqu'à concurrence de 500 piastres. Les affaires au-dessus de 500 piastres seront de la compétence des medjlis judiciaires de première instance.

Les affaires mixtes, c'est-à-dire entre particuliers n'appartenant pas à un même rite, quelle que soit la valeur engagée dans le procès, seront immédiatement portées devant le medjlis de première instance, à moins que les parties ne soient d'accord pour reconnaître la compétence du juge de paix du défendeur.

En principe, toute affaire sera jugée par la totalité des membres du medjlis. Néanmoins, quand toutes les parties engagées dans le procès appartiendront au même rite, elles auront le droit de récuser le juge appartenant à un rite différent, mais dans ce cas même les juges récusés devront assister au jugement.

Art. 9. En matière criminelle, il y aura trois degrés de juridiction. Les contraventions seront jugées par des juges de paix, les délits par les medjlis de première instance, et les crimes par le medjlis judiciaire supérieur, dont les sentences ne pourront être mises à exécution qu'après l'accomplissement des formalités d'usage dans le reste de l'empire.

Art. 10. Tout procès en matière commerciale sera porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès, même en matière civile, entre un sujet ou protégé d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne, sera soumis à la juridiction de ce même tribunal.

Art. 11. Tous les membres des medjlis judiciaires et administratifs sans exception, ainsi que les juges de paix seront choisis et désignés, après une entente avec les notables par les chefs de leurs communautés respectives, et institués par le gouverneur.

Le personnel des medjlis administratifs sera renouvelé par moitié tous les ans, et les membres sortant pourront être réélus.

Art. 12. Tous les juges seront rétribués. Si, après enquête, il est prouvé que l'un d'entre eux a prévariqué, ou s'est rendu, par un fait quelconque, indigne de ses fonctions, il devra être révoqué, et sera en outre passible d'une peine proportionnée à la faute qu'il aura commise.

Art. 13. Les audiences de tous les medjlis judiciaires seront publiques, et il en sera rédigé procès-verbal par un greffier institué *ad hoc*. Ce greffier sera, en outre, chargé de tenir un registre de tous les contrats portant aliénation de biens immobiliers, lesquels contrats ne seront valables qu'après avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement.

Art. 14. Les habitants du Liban qui auraient commis un crime ou délit dans un autre sandjak seront justiciables des autorités de ce sandjak, de même que les habitants des autres arrondissements qui auraient commis un crime ou délit dans la circonscription du Liban seront justiciables des tribunaux de la Montagne.

En conséquence, les individus indigènes ou non indigènes qui se seraient rendus coupables d'un crime ou délit dans le Liban, et qui se seraient évadés dans un autre sandjak, seront, sur la demande de l'autorité de la Montagne, arrêtés par ceux du sandjak où ils se trouvent et remis à l'administration du Liban.

De même les indigènes de la Montagne ou les habitants d'autres départements qui auront commis un crime ou délit dans un sandjak quelconque et autres que le Liban, et qui s'y seront réfugiés, seront, sans retard, arrêtés par l'autorité de la montagne sur la demande de celle du sandjak intéressé, et seront remis à cette dernière autorité.

Les agents de l'autorité qui auraient apporté une négligence ou des retards non justifiés dans l'exécution des ordres relatifs au renvoi de coupables devant les tribunaux compétents seront, comme ceux qui chercheraient à dérober ces coupables aux poursuites de la police, punis conformément aux lois.

Enfin les rapports de l'administration du Liban avec l'administration respective des autres sandjaks seront exactement les mêmes que les relations qui existent et qui seront entretenues entre tous les autres sandjaks de l'empire.

Art. 15. En temps ordinaire, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois seront exclusivement assurés par le gouverneur au moyen d'un corps de police mixte, recruté par la voie des engagements volontaires et composé à raison de sept hommes environ par mille habitants.

L'exécution par garnisaires devant être abolie et remplacée par d'autres modes de contrainte, tels que la saisie et l'emprisonnement, il sera interdit aux agents de police, sous les peines les plus sévères, d'exiger des habitants aucune rétribution, soit en argent, soit en nature. Ils devront porter un uniforme ou quelque signe extérieur de leurs fonctions, et dans l'exécution d'un ordre quelconque de l'autorité on emploiera, autant que possible, des agents appartenant à la nation ou au rite de l'individu que cette mesure concernera. Jusqu'à ce que la po-



lice ait été reconnue par le Gouvernement en état de faire face à tous les devoirs qui lui seront imposés en temps ordinaire, les routes de Beyrouth à Damas et de Saïda à Tripoli seront occupées par des troupes impériales. Ces troupes seront sous les ordres du gouverneur de la Montagne.

En cas extraordinaire et de nécessité, et après avoir pris l'avis du medjlis administratif central, le gouverneur pourra requérir auprès des autorités militaires de la Syrie l'assistance des troupes régulières.

L'officier qui commandera ces troupes en personne devra se concerter, pour les mesures à prendre, avec le gouverneur de la Montagne, et, tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que les questions de stratégie ou de discipline, il sera subordonné au gouverneur de la Montagne durant le temps de son séjour dans le Liban, et il agira sous la responsabilité de ce dernier. Ces troupes se retireront de la Montagne aussitôt que le Gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées a été atteint.

Art. 16. La Porte-Ottomane se réservant le droit de lever, par l'intermédiaire du gouverneur du Liban, les 3500 bourses qui constituent aujourd'hui l'impôt de la Montagne, impôt qui pourra être augmenté jusqu'à la somme de 7000 bourses lorsque les circonstances le permettront, il est bien entendu que le produit de ces impôts sera affecté avant tout aux frais d'administration de la Montagne et à ses dépenses d'utilité publique; le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État.

Si les frais généraux strictement nécessaires à la marche régulière de l'administration dépassaient le produit des impôts, la Porte aurait à pourvoir à ces excédants de dépenses.

Mais il est entendu que pour les travaux publics ou autres dépenses extraordinaires la Sublime-Porte n'en serait responsable qu'autant qu'elle les aurait préalablement approuvés.

Art. 17. Il sera procédé le plus tôt possible au recensement de la population par communes et par rite, et à la levée du cadastre de toutes les terres cultivées.

Arrêté et convenu à Péra, le 9 juin 1861.

(L. S.) *Signé* : AALI, HENRY L. BULWER, LAVALETTE,  
PROKESCH-OSTEN, GOLTZ, LABANOFF.

**Protocole.**

Protocole adopté par la Porte et les représentants des cinq grandes puissances à la suite de l'entente à laquelle a donné lieu de leur part l'examen du projet de règlement élaboré par une commission internationale pour la réorganisation du Liban. Ce projet de règlement, daté du 1<sup>er</sup> mai 1861, ayant été, après modifications introduites d'un commun accord, converti en règlement définitif, sera promulgué sous la forme de firman par S. M. I. le Sultan, et communiqué officiellement aux représentants des cinq grandes puissances.

L'article 1<sup>er</sup> a donné lieu à la déclaration suivante faite par S. A. Aali pacha et acceptée par les cinq représentants :

Le gouverneur chrétien chargé de l'administration du Liban sera choisi par la Porte, dont il relèvera directement. Il aura le titre de mouchir et il résidera habituellement à Deïr-el-Kamar, qui se trouve replacée sous son autorité directe. Investi de l'autorité pour trois ans, il sera néanmoins amovible, mais sa révocation ne pourra être prononcée qu'à la suite d'un jugement. Trois mois avant l'expiration de son mandat, la Porte avant d'aviser provoquera une nouvelle entente avec les représentants des grandes puissances.

Il a été entendu également que le pouvoir, conféré par la Porte à ce fonctionnaire, de nommer sous sa responsabilité les agents administratifs, lui seront conférés une fois pour toutes au moment où il serait lui-même investi de l'autorité et non pas à propos de chaque nomination.

Relativement à l'art. 10 qui a trait au procès entre les sujets ou protégés d'une puissance étrangère d'une part, et les habitants de la Montagne d'autre part, il a été convenu qu'une commission mixte siégeant à Beyrouth serait chargée de vérifier et de reviser les titres de protection.

Afin de maintenir la sécurité et la liberté de la grande route de Beyrouth à Damas en tout temps, la Sublime-Porte établira un bloc-khouse sur le point de la susdite route qui lui paraîtra le plus convenable.

Le gouverneur du Liban pourra procéder au désarmement de la Montagne, lorsqu'il jugera les circonstances et le moment favorables.

Péra, le 9 juin 1861.

(L. S.) *Signé* : AALI, HENRY, L. BULWER, LAVALETTE,  
PROKESCH-OSTEN, GOLTZ, A. LABANOFF.

**Article additionnel au Protocole du 7 juin,  
signé à Constantinople le 19 juin 1861.**

Il est bien entendu que le chiffre de sept mille bourses, mentionné dans l'art. 16 du 8 juin 1861, ne constitue pas une limite absolue, et que si d'une part, avant d'élever l'impôt de la Montagne jusqu'à concurrence de cette somme, il convient d'attendre que la crise causée par les derniers événements ait cessé, il se peut, d'autre part, que l'augmentation de dépenses résultant de la nouvelle organisation nécessite la levée de contributions dont le total, ajouté à l'ancien impôt, dépasserait même le chiffre de sept mille bourses.

Il est également entendu que l'impôt ne pourrait être élevé au-dessus de la somme de sept mille bourses qu'avec l'autorisation de la Sublime-Porte et l'assentiment de la majorité du medjlis administratif central.

Le Gouverneur devra, d'ailleurs, n'user de cette faculté qu'avec une extrême réserve et rechercher toujours et avant tout un juste équilibre.

---

**FRANCE. — ITALIE.**

**Protocole final pour régler le partage des inscriptions de la dette pontificale en exécution de la Convention du 7 décembre 1866, signé à Florence, le 31 juillet 1866.**

Les soussignés, le ministre des finances de S. M. le roi d'Italie, d'une part, et l'envoyé extraordinaire ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur des Français auprès de S. M. le roi d'Italie, d'autre part, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ayant pris connaissance des accords passés entre l'ambassadeur de France près le Saint-Siège et le directeur général de la dette publique du royaume d'Italie, relatifs à l'exécution de la Convention signée à Paris le 7 décembre 1866, sur lesquels accords le Saint-Siège, consulté par le Gouvernement français, n'a pas trouvé d'objections, ont arrêté les Conventions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. La part proportionnelle de la dette publique pontificale inscrite que le Gouvernement italien doit prendre à sa charge aux

termes de la Convention du 7 décembre 1866<sup>1</sup>, et transférer sur son Grand-Livre par suite des annexions des provinces des Romagnes, des Marches, de l'Ombrie et de Bénévent, a été fixée à la somme de 18627773 fr. 33 c., savoir :

Pour la dette perpétuelle.....	7 892 984 78
Pour la dette rachetable.....	10 734 788 55
Ensemble.....	18 627 773 33

Mais comme dans la somme de la dette consolidée on avait compris la rente de 214 000 fr. représentant les titres déposés pour nantissement du prêt de un million de ducats que le trésor napolitain a fait au Saint-Siège en date du 14 avril 1860, et que tout ce qui concerne ce prêt fait partie d'un des points litigieux spécialement réservés par l'article 9 du Protocole annexé à la Convention du 7 décembre 1866 pour être ultérieurement réglés, il a paru équitable de retrancher provisoirement, dès à présent, la rente de 214 000 francs en question du total de la dette partageable, et l'on a procédé d'un commun accord à la rectification de la liquidation sur ce point, ainsi qu'il résulte du tableau annexé.

En conséquence de ce qui précède et d'autres rectifications résultant de la nouvelle liquidation annexée au présent Protocole, le montant de la part de l'Italie est et demeure réduit à la somme de 18 438 193 fr. 71 c., savoir :

Pour la dette perpétuelle à.....	7 749 215 64
Pour la dette rachetable à.....	10 688 978 07
Ensemble.....	18 438 193 71

La différence résultant de la liquidation ainsi rectifiée sur le montant des trois semestres payés en argent à Paris par l'Italie aux termes de l'Article 3 de la Convention du 7 décembre 1866 est reconnue s'élever à la somme de 289 329 fr. 36 c.

Elle devrait être remboursée provisoirement, du moins par le Saint-Siège, dans les mêmes espèces, et sauf restitution ultérieure par l'Italie, s'il y avait lieu, dans les mêmes conditions. Mais, comme il existe en ce moment un compte entre l'Italie et le Saint-Siège au sujet des avances des semestres échus faites par ce dernier depuis le commencement de 1867, et dont il est parlé à l'article 8 ci-dessous, il demeure entendu que ce remboursement sera aujourd'hui effectué et jusqu'à due concurrence par voie de compensation.

Art. 2. D'après l'article du Protocole explicatif de la Convention,

1. Voir *Archives*, 1867, tome I, page 46.



le partage des inscriptions de la dette perpétuelle devait avoir lieu par la voie du tirage au sort. Mais le Gouvernement pontifical, préférant continuer le service des rentes perpétuelles nominatives, et notamment de celles appartenant aux corps moraux, qui n'étaient pas encore passées à la charge du trésor italien, il a paru convenable d'accueillir les dispositions manifestées par le Gouvernement pontifical, de décharger le Gouvernement italien de la rente de 415 884 fr. 82 c., correspondant au montant des inscriptions appartenant aux corps moraux italiens (lesquelles resteraient alors à la charge du Saint-Siège sur le grand-livre pontifical), et de réduire de cette somme de 415 884 fr. 82 c. la quote-part de l'Italie dans la dette perpétuelle pontificale. Cette proposition ayant été arrêtée par les deux Gouvernements français et italien, le montant de la quote-part de l'Italie dans la dette pontificale perpétuelle est et demeure réduit et fixé à la somme de rente de 7 333 330 fr. 82 c.

Art. 3. La quote-part de l'Italie dans la dette perpétuelle pontificale, quote-part réduite et fixée comme il vient d'être dit à la somme de 7 333 330 fr. 82 c. de rente, est représentée :

1° Par les inscriptions des rentes nominatives que le Gouvernement italien a servies ou devait servir dès l'époque des annexions, s'élevant à la somme de..... 1 517 734 52

2° Par les inscriptions au porteur attribuées à l'Italie, en commençant par les plus anciennes et s'élevant à 5 815 574 37

3° Rente transportée à la dette rachetable pour parfaire le montant des obligations dont à cause des coupures le chiffre ne peut être fourni qu'en somme ronde..... 21 93

Somme correspondant à la quote-part réduite et fixée ainsi que dessus, à..... 7 333 330 82

Art. 4. Quant à la dette rachetable s'élevant d'après la liquidation rectifiée à la somme de 10 688 978 fr. 07 c., et portée à la somme de 10 689 000 par l'augmentation de 21 fr. 93 pour parfaire les coupures des obligations, ainsi qu'il est dit à l'article précédent, la quote-part de l'Italie est représentée :

1° Par le montant des intérêts annuels de la totalité des obligations non amorties de l'emprunt Parodi (contrat du 20 janvier 1846), s'élevant à..... 412 500

2° Par le montant des intérêts annuels de la totalité des obligations non amorties de l'emprunt Rothschild (contrat du 10 août 1857), s'élevant à..... 6 952 700

3 <sup>e</sup> Par le montant des intérêts annuels des obligations au porteur sorties et non amorties des emprunts 10 avril 1860 et 26 mars 1864 jusqu'à concurrence de la somme de .....		3 323 800
Ensemble.....		<hr/> 10 689 000

Art. 5. Les titres provisoires des obligations 1860 et 1864 restent à la charge du Gouvernement pontifical, qui aura à en faire l'échange en obligations nominatives.

Art. 6. En ce qui concerne les rentes appartenant aux corps moraux italiens qui restent inscrites sur le grand-livre romain, le service régulier en sera continué par le Gouvernement pontifical.

Art. 7. Dans le délai de six mois, à partir de la date du présent protocole, le Gouvernement français s'appliquera à obtenir du Gouvernement pontifical la déclaration des droits qui pourraient être réservés à ce dernier sur les rentes affectées au cautionnement des comptables et autres dans les provinces annexées et qui auraient été transférées sur le grand-livre italien. Passé ce délai, sans que le Gouvernement pontifical ait fait une déclaration quelconque, tout droit sur lesdites rentes resterait acquis au Gouvernement italien et sur les autres créanciers spéciaux.

Il est et demeure, en outre, convenu que dans le cas où quelque rente inscrite sur le grand-livre italien ou sur le grand-livre romain devrait être libérée ou expropriée, le Gouvernement français s'entendrait, s'il y a lieu, pour que les deux Gouvernements, italien et pontifical, se prêtent réciproquement à l'exécution de l'opération requise, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Art. 8. Les sommes payées par le Gouvernement pontifical, soit pour intérêts ou amortissement d'obligations, soit pour les arrérages de la rente consolidée 5 0/0 restées à la charge de l'Italie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1867, d'après la Convention du 7 décembre 1866 et le présent protocole, seront remboursées par le Gouvernement italien, sur production des coupons y relatifs et des obligations amorties. Le remboursement aura lieu en argent pour les emprunts 1860 et 1864, et en billets romains pour les autres dettes. Le remboursement de paiements des rentes nominatives aura lieu sur production des mandats dûment acquittés.

Seront en même temps réglés les paiements faits par l'Italie, depuis les annexions, sur des rentes qui seraient restées sur le grand-livre romain.

Art. 9. Dans le cas où la sincérité des titres au porteur, parmi ceux dont le service est attribué à l'Italie, paraîtrait douteuse, le

Gouvernement italien sera en droit d'exiger du Gouvernement pontifical, par l'intermédiaire du Gouvernement français, qu'il l'éclaire, par tous les moyens en son pouvoir, sur l'authenticité des titres en question. Il reste d'ailleurs entendu que le Gouvernement italien ne prendra à sa charge que la quotité de la rente fixée pour chaque catégorie de dette, dans le présent protocole, représentée par les inscriptions qui y sont énoncées, sauf, bien entendu, les modifications qui pourront ultérieurement surgir du règlement des réserves.

Art. 10. Le Ministre plénipotentiaire de France a remis au Ministre des finances d'Italie, qui le reconnaît :

1° L'extrait du grand-livre romain concernant les inscriptions nominatives des rentes perpétuelles contenues dans l'annexe A. Cet extrait a été vérifié et collationné sur le grand-livre romain par le délégué financier français ;

2° L'extrait du grand-livre des pensions servies par l'Italie ;

3° Le tableau indicatif des charges qui affectent les inscriptions nominatives ci-dessus. Il devra en outre être fourni ultérieurement, s'il y a lieu, par le Gouvernement pontifical, tous les autres documents qui seront jugés nécessaires par le Gouvernement italien à l'appui du tableau indicatif précité ;

4° Les copies authentiques des contrats, des emprunts Parodi et Rothschild en date, le premier du 20 janvier 1846, et le second du 10 août 1857 ;

5° Le tableau des numéros et du montant des inscriptions de rente appartenant aux corps moraux italiens et restées sur le grand-livre romain.

L'Italie pourra encore obtenir, par l'intermédiaire de la France, dans le cas de réclamation, tous les renseignements qui lui seraient nécessaires chaque fois qu'il s'élèverait quelque doute sur la situation d'une rente quelconque. A cet effet, le Saint-Siège tiendra son grand-livre à la libre disposition de la France ;

6° Les tableaux des inscriptions de la rente consolidée au porteur ;

7° Les souches des obligations appartenant à la dette rachetable et les obligations amorties.

Le Gouvernement italien pourra en outre exiger du Gouvernement pontifical, par l'intermédiaire du Gouvernement français, qu'il fournisse tous les renseignements et documents qui seraient ultérieurement jugés nécessaires sur les titres qui ont été transférés à l'Italie.

Article 11 et dernier. Une Commission mixte sera nommée dans les six mois de la signature du présent Protocole, au plus tard, pour examiner les questions réservées à l'article 6 de la Convention du 7 décembre 1866, et mentionnées à l'article 9 du Protocole annexé à

ladite Convention, et pour en proposer la solution aux Gouvernements respectifs.

Cette Commission sera présidée par l'Ambassadeur de France à Rome.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Protocole final, suivi du tableau de liquidation rectificatif et des cinq autres Annexes sous les lettres A, B, C, D, E, et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait et arrêté en double expédition.

A Florence, le 31 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : L.-G. DE CAMBRAY-DIGNY.

(L. S.) *Signé* : MALARET.

## BELGIQUE. — CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

**Acte d'adhésion de la Confédération Argentine au Traité du 16 juillet 1863, sur le rachat du péage de l'Escaut, signé à Buenos-Ayres, le 2 octobre 1868.**

Au département des affaires étrangères à Buenos-Ayres, étant réunis ce jour :

S. Exc. M. le docteur Rufino *de Elizalde*, ministre des affaires étrangères de la République Argentine ;

Et M. Charles *Pecher*, consul de Belgique à Buenos-Ayres ;

A l'effet de déterminer les arrangements relatifs au rachat du péage de l'Escaut, conformément au traité général conclu à Bruxelles le 16 juillet 1863<sup>1</sup> ;

S. Exc. M. le Ministre expose que le Gouvernement de la République ayant été autorisé par une loi du Congrès national à contribuer pour la quote-part de dix-neuf mille six cent quatre-vingts francs, lui ayant été attribuée dans la répartition établie par la loi du 13 juillet 1863, se montre disposé à verser ladite somme à l'effet d'acquitter sa part dans le rachat du péage pour les navires argentins entrant dans l'Escaut.

M. le Consul de Belgique expose qu'en vertu des pleins pouvoirs exhibés et qui lui sont conférés par le Gouvernement de S. M. le roi Léopold II, sous la date du 7 novembre 1867, le Gouvernement belge s'engage à accomplir les stipulations du Traité général conclu le 16 juillet 1863, en tout ce qui concerne la République Argentine.

1. Voir *Archives*, 1863, tome IV, page 408.



En conséquence, il est convenu que M. le Consul de Belgique recevra du trésor national la somme mentionnée de 19 680 fr., qu'il se charge de transmettre à son Gouvernement, et que, moyennant la quittance de cette somme, seront considérées comme généralement remplies toutes les obligations de la République Argentine au sujet du rachat, et comme acquis, tous les droits que le Traité général confère aux Nations signataires.

Ainsi fait et signé, après approbation des bases stipulées, le présent Protocole en deux exemplaires de même teneur, à Buenos-Ayres, le 2 octobre 1868.

(L. S.) *Signé* : CHARLES PECHER.

(L. S.) *Signé* : RUFINO DE ELIZALDE.

A propos de cet acte d'adhésion, le *Moniteur belge* dit à sa partie non officielle :

« Parmi les États maritimes de l'Amérique, la République Argentine était le seul qui n'eût point pris part au rachat du péage de l'Escaut.

« Diverses circonstances ont retardé l'issue des négociations engagées pour amener un accord également désirable dans l'intérêt commun.

« On ne peut que se féliciter de la conclusion de cet arrangement entre les deux Pays qu'unissent des sympathies réciproques, des relations commerciales très-considérables et l'analogie des situations au point de vue de la libre navigation des fleuves. »

---

## AUTRICHE.

### **Ordonnance impériale, du 7 octobre 1868, pour suspendre en cas de guerre certains articles de la loi fondamentale.**

Art. 1<sup>er</sup>. Au cas d'une guerre, ainsi qu'au moment où l'explosion d'une guerre est imminente, ensuite au cas de troubles intérieurs, de même que quand il se manifeste des menées menaçant d'une manière étendue la constitution ou la sûreté personnelle, les Articles 8, 9, 10, 12 et 13 de la Loi fondamentale du 21 décembre 1867 peuvent, en vertu de l'Article 20 de cette loi, être temporairement et localement suspendus dans les limites indiquées par la présente Ordonnance, et il peut être décrété des mesures exceptionnelles pour le maintien du pouvoir de police et pénal.

Ces dispositions exceptionnelles ne peuvent être prises qu'en vertu d'une résolution de l'ensemble du ministère et avec l'approbation de l'Empereur.

Elles doivent être publiées conformément aux prescriptions de la

présente Ordonnance. Le territoire pour lequel elles sont valables doit être exactement désigné.

Art. 2. Si, en vertu de la présente Ordonnance, les Articles 8, 9, 10, 12 et 13 de la Loi du 21 décembre 1867 sont suspendus en tout ou en partie, il s'ensuivra les effets prévus dans les Articles 3 à 7 de la présente Ordonnance, à moins que ces effets ne soient restreints expressément dans l'ordonnance de suspension.

Cette dernière devra désigner les articles de la Loi fondamentale qui sont suspendus, ainsi que ceux de la présente Ordonnance qui règlent les effets de la suspension.

Art. 3. La suspension de l'Article 8 de la Loi du 21 décembre 1867 a pour effet : *a* d'étendre à quinze jours le délai de quarante-huit heures déterminé par la Loi du 27 octobre 1862, au cas de l'arrestation d'une personne sans mandat judiciaire ; *b* de ne pas permettre de mettre en liberté sous caution les personnes arrêtées pour actes indiqués dans l'appendice à la présente Ordonnance ; *c* de permettre à l'autorité d'expulser du district de la suspension les personnes qui menacent l'ordre public dans ce district, lorsqu'elles n'y sont pas domiciliées, ou de leur défendre de le quitter lorsqu'elles y sont domiciliées.

Art. 4. La suspension de l'Article 9 de la Loi du 21 décembre 1867 a pour effet de permettre aux autorités de police de faire, sans mandat judiciaire, les perquisitions domiciliaires pour arriver à la punition des actes désignés dans l'appendice.

Art. 5. Lorsque l'Article 10 de la Loi du 21 décembre 1867 est suspendu, la saisie et l'ouverture des lettres pourront avoir lieu aussi sans mandat judiciaire et en dehors d'une perquisition domiciliaire.

Art. 6. La suspension de l'Article 12 de la Loi du 21 décembre 1867 a pour effet qu'il ne puisse plus être formé d'associations ou d'affiliations, réglées par la Loi du 12 novembre 1867, sans l'assentiment de l'autorité ; ou que l'autorité puisse suspendre ou subordonner à certaines conditions, l'activité des associations existantes et notamment la tenue des réunions.

L'activité des autres espèces de réunions reste intacte ; l'autorité peut néanmoins envoyer à leurs séances et réunions un commissaire, qui aura le droit de lever la séance si la discussion porte sur des objets qui sont en dehors des statuts de l'association.

Que des réunions dans le sens de l'Article 2 de la Loi du 15 novembre 1867 ne pourront avoir lieu d'aucune manière, et que des assemblées et des cortèges dans le sens des Articles 4 et 5 de ladite Loi ne pourront être tenus qu'avec l'assentiment de l'autorité.

Art. 7. La suspension de l'Article 13 de la Loi du 21 décembre 1867 autorise l'administration :

A. A suspendre la publication ou la distribution d'imprimés ; à défendre qu'ils soient transportés par la poste, et à suspendre temporairement l'exercice d'industries qui, par la multiplication de produits littéraires ou artistiques ou par le commerce avec ces produits, compromettent l'ordre public.

B. A déterminer, pour le dépôt des exemplaires légaux prévus par l'Article 17 de la Loi sur la presse, un délai qui, pour les écrits périodiques, pourra être étendu à 3 heures, et pour les autres imprimés à huit jours avant la publication.

Art. 8. En même temps que la suspension des articles 8, 9, 10, 12 et 13 de la Loi du 21 décembre 1867 ou de quelques-uns d'entre eux, il pourra être rendu des ordonnances de police restrictives :

A. Concernant la production, la vente, la possession et le port d'armes et de munitions. .

B. Concernant les passe-ports et les certificats de résidence.

C. Concernant les lieux publics et les rassemblements.

D. Concernant les actions démonstratives et le port d'insignes. Des ordonnances de ce genre pourront être rendues aussi subsidiairement, et dans des cas urgents, même par le chef de la province. Mais celui-ci devra en faire communication immédiate au ministre de l'intérieur. Le ministère entier décidera du maintien des ordonnances ainsi rendues. Les ordonnances rendues subsidiairement devront être publiées par le bulletin des lois de la province.

Art. 9. Les contraventions aux interdictions prévues dans les Articles 3 et 7 et aux ordonnances rendues en vue de leur exécution et en vertu du précédent Article, seront punies, à moins que les lois existantes ne prévoient des peines plus sévères, d'une amende ou d'un emprisonnement qui pourront s'élever, suivant les circonstances, l'amende à 1000 florins, l'emprisonnement à six mois.

Art. 10. Les mesures exceptionnelles prises en vertu de la présente Ordonnance devront être rapportées sitôt que les causes qui les auront motivées auront disparu. Leur retrait entier ou partiel aura lieu par résolution du ministère, approuvée par l'Empereur. Elle sera publiée au *Bulletin des lois*. Les effets des mesures exceptionnelles cesseront après le retrait des mesures elles-mêmes.

Art. 11. Lorsque le Ministre a pris en vertu de la présente Ordonnance, des dispositions exceptionnelles ou en a résolu la continuation, il devra faire connaître immédiatement au Reichsrath, si celui-ci est réuni, et, dans le cas contraire, aussitôt après sa réunion, les motifs qui l'ont déterminé à prendre ces mesures.

Art. 12. La présente Ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

L'ensemble du ministère est chargé de l'exécuter.

Bude, 7 octobre 1868.

*Signé* : FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

*Contre-signé* : TAAFFE, PLENER, HASNER, POTOCKI,  
GISKRA, HERBST, BRESTEL, BERGER.

Appendice.

Les actes punissables auxquels sont applicables l'Article 3 sous *b* et l'Article 4 sont les suivants :

Haute trahison, offenses à Sa Majesté et aux membres de la famille Impériale, perturbation de l'ordre public, rébellion et émeute, violences publiques dans les cas prévus par les Articles 76, etc., du Code pénal, meurtre dans le cas de l'Article 153, blessures dans le cas de l'Article 157, incendie, brigandage, assistance pour un crime, délits et contraventions contre la tranquillité publique, contre les établissements publics appartenant à la sûreté générale et les contraventions prévues par les Articles 478 et 484 du Code pénal.

Ordonnance de l'ensemble du ministère du 10 octobre 1868.

En application de l'Ordonnance impériale du 7 octobre 1868 et en vertu d'une résolution de l'ensemble du ministère du 8 octobre 1868, après l'approbation de l'Empereur, les dispositions des Articles 12 et 13 de la Loi du 21 décembre 1867 sont suspendues temporairement dans la ville chef-lieu du pays de Prague et dans les territoires des capitaineries de Smichow et de Karolinenthal ; et, à partir du jour de la promulgation de la présente Ordonnance, les dispositions des Articles 6 et 7 de l'Ordonnance du 7 octobre 1868, ainsi que celles de l'Article 9, en tant qu'il s'y agit de la punition des contraventions contre les prescriptions y contenues, seront appliquées.

La présente Ordonnance entre en vigueur le jour de sa promulgation.

(Suivent les signatures de tous les ministres.)

---



## GRÈCE.

**Déclaration d'accession à la Convention monétaire conclue à Paris, le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, faite à Athènes, le 26 septembre/8 octobre 1868.**

Le soussigné, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Hellènes, déclare que son Souverain, après avoir eu communication de la Convention monétaire conclue à Paris, le 23 décembre 1865<sup>1</sup>, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, faisant usage du droit réservé par l'Article 12 de cette Convention à tout autre État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, en ce qui concerne les espèces d'or et d'argent, accède à ladite Convention, laquelle est censée insérée mot à mot dans la présente Déclaration, et s'engage formellement envers S. M. l'Empereur des Français, S. M. le Roi des Belges, S. M. le Roi d'Italie et la Confédération suisse, à concourir de son côté, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1869, à l'exécution des stipulations contenues dans ladite Convention, conformément aux dispositions de la loi sur le système monétaire promulguée en Grèce le 10 avril 1867; il déclare, en outre, que, aux termes des articles 9 et 13 de ladite loi, l'émission des monnaies d'appoint en argent ne pourra dépasser la proportion de six drachmes par habitant, et que la fabrication des nouvelles espèces d'or et d'argent, les seules admises dans les États de l'Union, sera autorisée et effectuée dans un des hôtels des monnaies de France.

Il est d'ailleurs entendu que les anciennes monnaies grecques, bien que n'étant admises dans aucun des États de l'Union monétaire, pourront demeurer dans la circulation, dans l'intérieur du royaume de Grèce, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1872, époque à laquelle elles devront en avoir été retirées.

En foi de quoi, le soussigné, dûment autorisé, a signé la présente Déclaration d'accession sous réserve de l'approbation de la Chambre des députés de Grèce, et y a fait apposer le sceau de ses armes.

Fait à Athènes, le 26 septembre/8 octobre 1868.

(L. S.) *Signé* : P. DELYANNIS.

1. Voir *Archives*, 1866, tome III, page 181.

## DEUXIÈME PARTIE

### AUTRICHE.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX DÉLÉGATIONS DES DIÈTES DE VIENNE ET DE PESTH  
RÉUNIES A VIENNE, LE 21 NOVEMBRE 1868 <sup>1</sup>.

Correspondances du Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères  
de janvier à novembre 1868. (Suite.)

### III. NÉGOCIATIONS AVEC LE SAINT-SIÈGE. (Suite.)

N° 122.

**Le comte Crivelli au baron de Beust.**

Rome, le 18 mars 1868.

Monsieur le Ministre,

Le courrier Müller m'a apporté le 11 du courant les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 8 courant.

La veille, j'avais eu l'honneur d'être reçu par Sa Sainteté pour lui remettre une lettre impériale présentant le nouvel Evêque de Kaschau. Comme la dépêche précitée répondait à quelques points que Sa Sainteté avait touchés avec moi (voir le compte rendu spécial de cette audience dans la litt. B. de ce même jour), j'ai cru pouvoir en donner lecture au Cardinal-Secrétaire d'État, au moins en partie, et j'ai l'honneur de vous transmettre, Monsieur le Baron, les observations que cette pièce a provoquées de la part de Son Éminence.

Le Cardinal-Secrétaire d'État ne comprend pas comment le Chancelier de l'Empire puisse rester étranger aux pièces qu'il communique (comme le promémoria) d'une façon officielle et se poser comme arbitre entre le Ministère cis ou transleithanien d'un côté et un Gouvernement

1. Voir même volume page 145.

étranger de l'autre; transmettrait-il machinalement une proposition qu'il saurait d'avance ne pouvoir être acceptée? Le Saint-Siège se trouve en relation directe avec le Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères, il répondra officiellement et catégoriquement aux démarches officielles et catégoriques du Ministère Impérial, les considérations pour ainsi dire personnelles, la position à l'intérieur de ce Ministère ne regardent pas le Saint-Siège, ni aucun gouvernement étranger. Son Éminence ajouta que, puisque le Gouvernement Impérial est pressé d'arriver le plus tôt possible à un résultat, ce mode de négocier ne lui semble pas fait pour aboutir à une entente prompte et satisfaisante.

A l'égard des passages de la dépêche exprimant le désir de la Cour Impériale de conserver les bonnes relations et ses efforts constants et sincères dans ce sens, etc., Son Éminence observe : il faut bien établir les faits. L'année dernière a surgi tout à coup une agitation contre le Concordat, le Gouvernement Impérial et Royal prétend que c'est l'adresse des Évêques qui l'a provoquée; d'abord il faudrait examiner impartialement ce qui a précédé et provoqué l'adresse des Évêques, — ensuite, dans notre opinion, c'est par la réponse de l'Empereur à cette adresse que le Gouvernement a pris parti contre le Concordat, s'est allié ou identifié au parti qui agitait dans ce sens et a, pour ainsi dire, donné un corps et de grandes proportions à cette agitation. Depuis lors on a porté dans la Chambre des députés des lois dont l'adoption doit de fait annuler le Concordat, c'est-à-dire un traité solennel conclu entre le Pape et l'Empereur. Ces lois ont été adoptées par la Chambre des députés sans que le Ministère y fît la moindre opposition, et sans en faire la moindre mention vis-à-vis du Saint-Siège. Ce n'est qu'après leur adoption dans la Chambre des députés que le Saint-Siège a pu, sur sa demande expresse, obtenir communication des griefs motivés contre quelques articles du Concordat; — maintenant ces lois allaient être discutées dans la Chambre des Seigneurs, mais le Gouvernement avait pris ses mesures afin d'y assurer leur adoption et les dernières nominations de pairs avaient été faites dans ce sens; on pourrait résumer l'attitude du Gouvernement Impérial et Royal en disant qu'il a laissé faire tout ce qu'il fallait pour amener la rupture du Concordat, se bornant à nous dire au dernier moment : Voilà ce que nous allons faire, donnez-nous votre approbation — ou sinon nous nous en passerons. Nous avons des informations très-détaillées sur ce qui se passe en Autriche, et je suis convaincu que M. le Chancelier de Beust ne sera certainement pas étonné d'apprendre qu'elles ne témoignent guère en faveur des grands efforts que le Gouvernement Impérial aurait faits pour calmer l'agitation soi-disant spontanée contre le Concor-

dat ; il vaut donc mieux ne pas en parler. Le Cardinal a terminé en me disant que, si l'histoire donnait des preuves suffisantes de l'inébranlable fermeté du Saint-Siège à l'endroit des principes immuables de la foi catholique, elle en donnait aussi de son sincère désir et de sa bonne volonté de conserver la bonne intelligence avec les Gouvernements, — il pouvait même ajouter et prendre acte des meilleures dispositions actuelles du Gouvernement Impérial tendant à amener une solution amiable de la difficulté.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : CRIVELLI.*

## N° 123.

### **Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome.**

Vienne, le 25 mars 1868.

Monsieur le Comte,

Les journaux de Vienne vous auront fait connaître dans le plus grand détail les phases de l'importante discussion qui vient d'avoir lieu à la Chambre des Seigneurs et qui s'est terminée par l'adoption de la loi sur les mariages.

Le compte rendu des séances supplée à toutes les informations que je pourrais mander à Votre Excellence sur l'attitude de la Chambre et des partis qui s'y trouvent représentés. Je puis donc me dispenser de revenir sur les discours qui ont été prononcés, et il suffit que leur texte soit connu pour établir dans son vrai jour le caractère de la discussion et des votes qui l'ont suivie.

Je sais, cependant, qu'on continue à propager à Rome et à y accueillir des nouvelles peu exactes sur les tendances actuelles du Gouvernement Impérial et Royal, ainsi que sur le rôle qu'il joue au milieu de l'agitation soulevée par la question du Concordat. On cherchera donc sans doute à tirer parti non-seulement de la discussion au sein de la Chambre, mais surtout des démonstrations populaires auxquelles elle a donné lieu, pour induire la Cour de Rome à de fausses appréciations de la situation en Autriche. C'est contre de pareilles tentatives que j'engage vivement Votre Excellence à se prémunir, en représentant les faits exactement tels qu'ils se sont passés. Afin de vous rendre cette tâche plus facile, je joins ici copie d'un rapport que j'ai adressé à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, en vous autorisant, Monsieur le Comte, à faire de cette pièce l'usage



confidentiel que vous jugerez opportun pour rectifier les impressions exagérées ou erronées qui auraient été conçues à Rome. A l'aide de ces données, vous pourrez réduire à leur juste valeur la signification et la portée des incidents qui ont terminé la journée du 21 mars.

Nos adversaires s'efforceront, sans doute, d'exploiter ces événements en les comparant à ceux de l'année 1848. On voudra y faire voir les signes précurseurs d'une anarchie que le Saint-Siège ne ferait qu'encourager par des concessions; on dépeindra le Gouvernement comme débordé par les agitations de la rue et devenu l'instrument de passions révolutionnaires.

Un semblable tableau est loin de répondre à la vérité. Les démonstrations du 21 mars n'ont été que l'explosion spontanée du sentiment populaire. Elles sont à ce titre un symptôme fort significatif dont on ne doit pas méconnaître l'importance, mais, provoquées par le vote de la Chambre, elles n'ont exercé de pression ni sur l'attitude de l'Assemblée, ni sur celle du Gouvernement. Au contraire, le calme le plus complet n'a cessé de régner avant la décision de la Chambre qui n'a été soumise à aucune influence extérieure. Si l'opinion publique a manifesté ensuite sa satisfaction d'une manière aussi éclatante, cela prouve seulement le grand intérêt que la majeure partie de la population prenait à voir la question résolue dans un sens favorable à la nouvelle loi. Je dois, à cette occasion, faire particulièrement observer combien les démonstrations n'ont eu, malgré l'exaltation des esprits, aucun caractère hostile contre l'Eglise et ses dignitaires. Les membres de la minorité ont quitté la salle sans être molestés en quoi que ce soit, et la vivacité des impressions populaires ne s'est traduite que par les ovations bruyantes apportées aux notabilités du parti libéral. Depuis, la tranquillité la plus complète s'est rétablie et le Gouvernement peut prendre ses déterminations définitives sans être exposé à la moindre contrainte morale.

Je le répète donc, les démonstrations du 21 mars servent à faire mesurer l'étendue du sentiment populaire, mais elles ne déplacent pas la question qui se débat toujours dans les mêmes régions. Le Saint-Siège doit, tout aussi bien que le Gouvernement Impérial et Royal, enregistrer avec attention ce symptôme qui dénote l'état de l'opinion publique; mais il ne doit pas s'abuser sur sa portée, et ne pas l'envisager comme la mise en scène d'un mouvement destiné à forcer la main au pouvoir de l'État.

C'est à ce point de vue que je voudrais qu'on jugeât à Rome les derniers événements, et j'invite Votre Excellence à faire tous ses efforts pour que cette appréciation puisse prévaloir.

Recevez, etc., etc.

*Signé : BEUST.*

N<sup>o</sup> 124.**Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome.***(Extrait.)*

Vienne, le 29 mars 1868.

Monsieur le Comte,

Dans un moment où tant de rumeurs contradictoires circulent au sujet de l'attitude de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et de Son Gouvernement dans les questions qui touchent au Concordat, je crois devoir donner encore à Votre Excellence quelques indications qui pourront servir de règle à son langage. J'engage avant tout Votre Excellence à ne pas attacher d'importance aux bruits divers propagés par la presse et à tâcher que l'opinion à Rome ne se laisse point égarer par ces nouvelles qui ne sont que trop souvent dénuées de fondement. Je résumerai brièvement ici la situation telle qu'elle se présente en réalité.

La loi relative aux mariages a été votée par les deux Chambres, et n'a pas encore reçu la sanction Impériale.

La loi sur l'enseignement votée par la Chambre des Représentants va être soumise à la Chambre des Seigneurs.

Après cette loi, dont la discussion prendra quelque temps, celle qui doit régler les rapports entre les différentes confessions religieuses passera par l'examen des deux Chambres. Elle offre moins de sujet de contestation et traversera sans doute promptement cette épreuve.

Il ne manquera plus alors que la sanction Impériale pour faire entrer en vigueur ces nouvelles lois. Il ne sera procédé à cet acte, Votre Excellence peut en être convaincue, qu'avec mûre délibération, et les résolutions de l'Empereur seront prises en dehors de toute espèce de pression. Je tiens à constater ainsi combien toute précipitation est écartée de la marche du Gouvernement et combien toutes les mesures qu'il croit devoir prendre dans ces questions sont le résultat d'un examen réfléchi et d'une conviction profonde.

Mais, si une sage lenteur est apportée à l'accomplissement d'actes aussi graves, il ne faut pas y voir un symptôme d'hésitation et supposer que le Gouvernement reculera au dernier moment. Nous désirons laisser aussi longtemps que possible la porte ouverte aux chances d'une entente avec le Saint-Siège, que nous ne cessons d'appeler de tous nos vœux. C'est à ce point de vue qu'il faut envisager le délai qui peut encore retarder la sanction Impériale, mais ce n'est, je le répète, qu'une question de temps, et on s'abuserait à Rome, si on y doutait

de la ferme volonté qui existe d'apporter des changements effectifs à l'ancienne législation sur ces matières.

Agréez, etc.

*Signé : BEUST.*

## N° 125.

**Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome.**

Vienne, le 15 avril 1868.

Monsieur le Comte,

Son Éminence le Cardinal-Secrétaire d'État a déjà été prévenu que l'Empereur, notre Auguste Maître, comptait envoyer à Rome une personne de confiance qui serait chargée d'entamer avec le Saint-Siège des pourparlers sur les moyens d'arriver à un *modus vivendi* sur la base des nouvelles lois sanctionnées par l'Empereur.

Le choix de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique est tombé sur Son Excellence M. le baron de Meysenbug, Sous-Secrétaire d'État au Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères.

Veuillez annoncer sa prochaine arrivée, et vous efforcer de lui préparer un accueil bienveillant de la part du Gouvernement Pontifical.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

## N° 126.

**Le nonce apostolique, Monsignor Falcinelli de Antonucci,  
au baron de Beust.**

Vienne, le 26 mai 1868.

En présence des faits de la plus haute gravité qui viennent de se passer en Autriche, et qui violent d'une manière si flagrante les droits de l'Église catholique, le soussigné Archevêque d'Athènes, Nonce Apostolique, remplit un devoir impérieux en exposant à Son Excellence M. le baron de Beust, Chancelier de l'Empire et Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, les justes griefs du Saint-Siège.

Afin de mettre un terme à la situation anormale dans laquelle se trouvait l'Église depuis tant d'années, et aux conflits sans nombre entre les autorités civiles et religieuses qui en résultaient nécessaire-

ment, une Convention a été conclue le 18 août 1855<sup>1</sup> entre le Saint-Siège et le Gouvernement Impérial.

Cet acte solennel et réparateur, vivement désiré par un Souverain (l'Empereur François I<sup>er</sup>) dont la longue expérience et les malheurs avaient imprimé un si grand caractère de sagesse aux actes de son règne, a été comme légué par lui à ses successeurs. Les négociations, interrompues plusieurs fois par des guerres désastreuses, n'ont pas duré moins d'un demi-siècle.

Cette longue négociation, menée à bonne fin par Sa Sainteté Pie IX et l'Empereur François-Joseph, a rendu à l'Église dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique la liberté à laquelle elle a droit, sans porter la moindre atteinte à l'autorité civile et au libre exercice religieux des autres confessions chrétiennes. Loin de là, le Saint-Siège, plein de confiance dans les sentiments religieux de l'Auguste Monarque qui, dès le commencement de son règne, a donné des preuves si éclatantes de sa droiture et de son attachement à l'Église, lui a accordé tous les droits qui sont compatibles avec l'autonomie nécessaire à la religion catholique.

D'un autre côté, par les patentes impériales du 8 avril 1861 et du 23 janvier 1866, les chrétiens de la confession helvétique et de la confession d'Augsbourg ont obtenu, dans les affaires religieuses et scolaires, une autonomie qu'ils ne possèdent dans aucun État protestant, et la liberté dont ils jouissent depuis en Autriche est plus étendue que celle que le Concordat garantit aux catholiques. Les mêmes avantages ont été concédés aux Grecs non unis. Ainsi, non-seulement le Concordat n'a mis aucun empêchement à cette magnanimité de l'Empereur envers ses sujets non catholiques, mais il en a été la première cause.

Nul n'avait donc à se plaindre. Quant aux catholiques, pénétrés de la plus profonde reconnaissance envers le Souverain qui avait accompli les vœux du Chef suprême de l'Église, celui de tous les évêques de son vaste empire et de tous les gens de bien, ils ont béni le nom de Sa Majesté l'Empereur François-Joseph comme protecteur de la religion, et les catholiques du monde entier ont uni leurs bénédictions à celles de leurs frères.

Dans ce concert unanime et spontané, si des sons discordants se sont fait entendre, comme cela a toujours lieu lorsqu'on proclame quelque grande vérité, ils ont été proférés par les éternels ennemis du christianisme, et par des hommes qui ne se sont jamais occupés de questions religieuses, et dont l'ignorance serait l'excuse si elle n'était accompagnée d'un mauvais vouloir plus grand encore.

1. Voir *Archives* 1865, tome II, page 97.



C'est ainsi que fut conclu et accueilli le Concordat, l'année 1855.

La situation est la même aujourd'hui ; c'est ce que prouvent les vœux unanimes des évêques, du clergé et de tous les catholiques, qui connaissent et aiment leur religion, dont heureusement le nombre est encore immense en Autriche, témoin les pétitions venues de toutes parts demandant le maintien du Concordat. Quelques-unes de ces pétitions ont été couvertes de plusieurs centaines de milliers de signatures, malgré les entraves que les signataires ont souvent rencontrées.

Si le soussigné rappelle ces circonstances, qui sont désormais du domaine de l'histoire, c'est pour constater que le Concordat a été fait au grand avantage spirituel des catholiques de l'Empire auxquels il garantissait en tous points le libre exercice de leur religion, et avec l'adhésion unanime de tous ceux qui ont à cœur leurs intérêts religieux, et, de plus, qu'il n'a porté préjudice à personne.

Il pourrait ajouter que le Concordat était destiné à rendre de plus grands services à l'État qu'à l'Église ; mais il laisse à d'autres, et aux événements surtout, à justifier cette appréciation que les ennemis communs de l'État et de l'Église n'ont que trop comprise depuis longtemps.

Quoi qu'il en soit, le Concordat a été conclu librement par deux Puissances souveraines, ratifié dans toutes les formes voulues pour donner à un traité toute sa valeur. Les souverains qui l'ont signé se sont engagés à l'observer fidèlement ; et ces engagements solennels ont été pris pour eux et pour leurs successeurs : *Verbo Cæsareo Regio pro nobis atque successoribus nostris adpromittentes* : tels sont les termes même dont s'est servie Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Le Saint-Siège a religieusement tenu ses engagements. Il avait droit de s'attendre à une juste réciprocité, surtout de la part d'une Puissance dont la réputation d'honnêteté est hautement estimée dans le monde entier.

Mais quelle n'a pas été la douleur du Saint-Père en apprenant que le Conseil des Ministres de la partie cisleithane de l'Empire a non-seulement laissé saisir les Chambres de projets de lois totalement contraires aux dispositions fondamentales du Concordat, mais qu'il les a ouvertement favorisés, et qu'il se montre disposé à en accepter toutes les conséquences.

Si les motifs qu'on a allégués pour défendre ces lois pouvaient jamais prévaloir dans le monde, il ne serait plus possible de faire des contrats et des traités, et il faudrait renoncer à toute idée de droit et de justice.

*Invoquer la nécessité !* mais la nécessité dont il s'agit est une nécessité factice, dont l'œil le moins clairvoyant a pu suivre toute la trame.

D'ailleurs : *Il vaut mieux souffrir toutes sortes de nécessités que de commettre une seule iniquité* (S. Augustin), et c'en est une que de violer la parole donnée.

*Invoquer l'opportunité !* c'est ériger l'arbitraire en principe, et abandonner aux caprices de tous les vents l'exécution des engagements les plus sacrés et les plus inviolables.

*Se prévaloir des changements survenus dans l'Empire !* ce serait rendre toutes les transactions illusoires, et faire dépendre leur violation du bon plaisir d'un seul des contractants.

Cette prétention, d'ailleurs, est si peu admissible qu'elle n'a été alléguée pour infirmer aucun des nombreux traités conclus par l'Autriche avec d'autres que le Saint-Siège avant l'époque de ces changements. Le *Recueil des Traités et Conventions conclus par l'Autriche avec les Puissances étrangères*, dans la période de 1849 à 1856, se compose de plusieurs volumes ; on demandera toujours à l'Autriche : pourquoi les derniers changements survenus dans l'Empire ont laissé toute leur force à ces nombreux traités, et n'ont invalidé que la seule Convention conclue entre l'Empereur et le Chef de l'Église ?

Ces changements constitutionnels ont laissé à bon droit leur valeur obligatoire non-seulement à tous les traités internationaux, mais encore aux patentes souveraines accordées à tous les sujets de l'Empire qui professent une autre religion que la religion catholique, bien qu'ils aient tous reçu par ces patentes une autonomie plus grande que celle qui a été garantie aux catholiques par le Concordat. Pourquoi les derniers changements survenus dans l'Empire n'ont-ils porté aucune atteinte à tous les engagements pris antérieurement en faveur des catholiques des diverses confessions, tandis que des engagements plus solennels, contractés en faveur des catholiques, sont les seuls qui puissent être violés ?

Afin d'atténuer la culpabilité d'un tel acte, on est obligé d'avoir recours à une argumentation que le soussigné ne peut que déplorer profondément. On cite l'exemple de plusieurs États qui, eux aussi, ont violé les Concordats qu'ils avaient faits avec le Saint-Siège. C'est là un mode étrange de justification, et qu'il serait bien funeste de rappeler à la mémoire des Gouvernements et des peuples.

Plusieurs Concordats, comme un grand nombre d'autres traités, ont été violés sans doute ; ceux qui se sont rendus coupables de ces infractions à la loyauté et au droit des gens en portent la responsabilité devant Dieu et devant les hommes ; mais jamais un Gouvernement ne pourra justifier sa conduite en s'autorisant de tels exemples. Il n'y a aucun acte, quelque coupable qu'on le suppose, qui ne pût être justifié, si pour cela il suffisait de lui trouver des précédents.

Il est inutile de relever ce qu'il y a d'inexact dans l'assertion qui a

été faite, que même parmi les États catholiques qui ont conclu des Concordats, aucune ne les a strictement observés; de même que dans l'énumération de ces États les Gouvernements de Bade et de Wurtemberg figurent contre leur gré, sans doute, comme catholiques.

Si, dans les circonstances actuelles, d'une si grave portée pour l'Autriche, les faits historiques ont de la valeur auprès du Gouvernement Impérial, il devrait prendre en sérieuse considération la conduite de la plupart des Gouvernements qui, après avoir manqué à leurs engagements envers le Saint-Siège dans des moments d'erreur et de trouble, et après avoir fait une funeste expérience des malheurs qui en ont été la suite, ont cherché sincèrement à se réconcilier avec l'Église et à réparer le mal qu'ils avaient fait à leur pays. C'est là une histoire qui dure depuis dix-huit siècles, et dont l'enseignement devrait servir à assurer le triomphe aux lois de l'éternelle justice, en présence des passions et des exigences passagères du moment.

Au reste, le Concordat n'a jamais été tenu pour immuable; mais pour le cas où des modifications eussent été jugées nécessaires, il prescrivait lui-même le mode de procéder à ces changements. Ce mode était une entente à l'amiable entre les deux Hautes Parties contractantes : *Si qua vero in posterum supervenerit difficultas, Sanctitas Sua et Majestas Cæsarea invicem conferent ad rem amice componendam* (Art. 35).

Le Soussigné n'ignore pas qu'il existe une manière de négocier avec le Gouvernement Pontifical qui consiste à trancher d'avance les questions en litige pour obliger le Saint-Siège à reconnaître les faits accomplis; mais il n'ignore pas non plus que, lorsqu'on viole si facilement les engagements qu'on a pris, les événements ne tardent guère à prouver aux yeux de tous que ces faits, pour être accomplis, n'en sont pas plus licites, et que leurs funestes conséquences retombent toujours sur ceux qui ont donné aux peuples de si déplorables exemples.

Au reste, les faits contre lesquels le Saint-Siège doit s'élever sont d'une telle nature, que non-seulement ils violent le Concordat, mais ils sont contraires aux maximes fondamentales de la religion et aux lois les plus sacrées de l'Église.

Telles sont : 1° la loi sur le mariage; 2° la loi sur les écoles; 3° la loi dite interconfessionnelle.

Prétendre soumettre les questions matrimoniales à la législation et à la juridiction de l'État et vouloir séculariser le mariage, réduire un sacrement de l'Église à un simple contrat civil, c'est effacer le nom de Dieu d'un des actes les plus importants de la vie et sacrifier les consciences. Cette nouvelle législation antichrétienne est empruntée à un pays qui la doit à la plus sanglante époque de son histoire, et pour lequel elle a toujours été une de ses plus indestructibles calamités.

Le mariage, élevé à la dignité de sacrement par le divin fondateur du Christianisme, est un acte essentiellement religieux, qui est par conséquent du ressort de l'Église, et dont elle ne se départira jamais. L'Église, qui ne s'ingère nullement dans les effets civils du contrat matrimonial, a droit à une indépendance entière dans l'exercice de sa juridiction religieuse. Elle repoussera donc éternellement, comme contraire à sa doctrine, ce principe qui a inspiré toutes les dispositions de la nouvelle loi sur le mariage : « L'État ne peut se démettre de son droit de législation et de juridiction dans les questions matrimoniales. »

C'est là non-seulement une violation du Concordat, mais une profanation du sacrement de mariage et une injure faite aux lois divines et ecclésiastiques.

La loi concernant les écoles est une autre et bien grave infraction au Concordat. Son résultat inévitable sera de paralyser la légitime et nécessaire influence du prêtre dans l'école et de rendre sa mission nulle ou impossible.

L'enseignement de la religion et de la morale appartient au sacerdoce et cela de droit divin : l'empêcher de remplir efficacement ce devoir, c'est porter atteinte aux droits les plus sacrés de l'Église d'abord et de ceux qui ont l'obligation d'écouter ses enseignements, c'est-à-dire, tous les catholiques. S'emparer totalement de la jeunesse catholique et refuser au ministre de la religion le droit de surveiller les écoles, c'est rendre son ministère illusoire et asservir dès l'âge le plus tendre les consciences à ce qu'il y a de plus monstrueux de nos jours, à l'indifférentisme religieux.

Plusieurs articles du Concordat reconnaissent pleinement aux évêques la légitime influence qu'ils doivent exercer sur l'éducation publique ; tous ces articles ont été signalés comme devant être abolis ou modifiés de telle sorte, que les droits de l'Église, en tant que société légitime, indépendante, pouvant régler ses propres affaires, sont totalement méconnus.

S'il y a dans le monde une corporation ou société qui ait des droits d'institution divine, c'est bien l'Église ; les évêques individuellement n'ont pas à attendre une permission de l'autorité civile pour enseigner la religion dans leurs diocèses ; c'est au nom de Dieu et au nom de l'Église qu'ils remplissent ce devoir.

La loi qu'on appelle interconfessionnelle est le complément des lois précédentes, et porte encore de nombreuses atteintes aux droits de l'Église. Notamment :

L'article 1<sup>er</sup> qui contient des stipulations relatives à la religion que doivent professer les enfants, qui sont contraires aux lois de l'Église et aux prescriptions du Concordat ;



L'article 12 conçu dans un esprit qui lèse la conscience catholique touchant la question des cimetières, tandis qu'il eût été si facile de s'entendre avec l'Église et de concilier ses droits avec les égards qui sont dus aux autres confessions;

L'article 13 qui, en abolissant les anciens règlements qui protégeaient à l'extérieur l'observation du repos du dimanche, laisse tant de facilité aux violations publiques de la loi dominicale que ce scandale augmente d'une manière déplorable.

Toutes ces dispositions tiennent à un système dont les tendances anticatholiques sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les signaler davantage.

Ces dispositions ont été votées par la majorité du Reichsrath, malgré les protestations unanimes des évêques et des membres des deux Chambres qui connaissent leur religion et qui tiennent pour sacrées et inviolables les stipulations des traités.

Aujourd'hui, tous les articles qui font l'objet de cette Note ont obtenu la sanction du Souverain et ont force de loi.

Devant ces faits d'une si haute gravité, il ne reste au représentant du Saint-Siège qu'à protester solennellement :

1° Contre la violation d'un traité bilatéral, conclu librement, avec bonne foi et dans toutes les formes requises pour le rendre obligatoire et inviolable aux deux Parties contractantes.

2° De plus il proteste contre les nombreuses dispositions des nouvelles lois sur le mariage, sur les écoles et sur les rapports interconfessionnels, qui sont des atteintes aux droits du Saint-Père comme chef suprême de l'Église catholique, et les violations de la loi divine et ecclésiastique.

En remplissant ce pénible devoir, le soussigné constate que la responsabilité de tous ces faits ne peut en aucun cas retomber sur le Saint-Siège qui n'a failli à aucun de ses devoirs, et qui n'a rien négligé pour éclairer la conscience de ceux qui avaient à statuer sur tous ces actes.

Le Soussigné saisit, etc.

*Signé : FALCINELLI DE ANTONIUCCI.*

---

## N° 127.

**Le baron de Beust au nonce apostolique Monsignor Falcinelli  
de Antoniucci.**

Vienne, le 30 mai 1868.

Le Soussigné a eu l'honneur de recevoir la Note en date du 26 de ce mois par laquelle Son Excellence Mgr le Nonce proteste contre certaines dispositions des nouvelles lois sur le mariage, sur les écoles et sur les rapports des différentes confessions entre elles, comme portant atteinte aux droits de l'Eglise catholique et aux stipulations du Concordat de 1855.

Le Soussigné s'est empressé de placer cette pièce sous les yeux de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et il est autorisé à porter ce qui suit à la connaissance de Son Excellence Mgr le Nonce apostolique.

Dès le jour de la publication des nouvelles lois, Son Excellence M. le baron de Meysenbug, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, a été envoyé à Rome par l'Empereur, en mission confidentielle, afin de porter au Saint-Père les éclaircissements nécessaires sur les circonstances au milieu desquelles ces lois ont été faites et sanctionnées par Sa Majesté.

L'Empereur se plaît à espérer que Sa Sainteté, qui a toujours témoigné à l'Autriche et à son Souverain une affection paternelle, daignera accueillir avec bonté et apprécier avec Son équité habituelle les explications qui Lui seront soumises. Sa Majesté désire vivement que le Saint-Père veuille bien tenir compte des difficultés de la situation et soit persuadé en même temps du dévouement inaltérable dont Sa Majesté reste animée aujourd'hui, comme par le passé, pour la personne du Souverain Pontife et les intérêts de l'Eglise catholique. Conserver la paix avec l'Eglise, lui assurer, dans toute l'étendue de l'Empire, la liberté et l'indépendance dont elle a besoin pour l'exercice de ses hautes fonctions, tel est le ferme dessein de l'Empereur, comme de son Gouvernement. Le Soussigné est heureux de pouvoir en renouveler ici l'assurance à Son Excellence Mgr le Nonce apostolique, et il s'efforcera, en ce qui le concerne, de maintenir avec le Saint-Siège des relations toujours conformes aux vues qu'il vient d'exprimer. C'est dans ce but qu'il préfère s'abstenir d'entrer en discussion sur les considérations qui accompagnent la protestation de Mgr le Nonce apostolique, afin d'éviter tout ce qui pourrait apporter dans cette question un nouvel élément d'irritation.

En se flattant que Son Excellence Mgr le Nonce apostolique appréciera le sentiment qui a dicté cette réserve, le Soussigné s'empresse d'ajouter qu'il s'est fait un devoir de porter la Note du 26 mai à la connaissance de M. le prince Auersperg, président du Conseil des Ministres, et il saisit cette occasion pour, etc.

*Signé : BEUST.*

---

N° 128.

**Le baron de Meysenbug au baron de Beust.**

*(Télégramme.)*

Rome, le 29 mai 1868.

J'ai expliqué, au milieu de ma conviction, au cardinal Antonelli, qui m'a reçu amicalement, les difficultés de notre situation. Il m'a promis de soumettre à un mûr examen nos lois, qui ont reçu tout récemment la sanction de Sa Majesté ; ce ne sera qu'après cet examen que Sa Sainteté se prononcera publiquement à leur sujet. Le Cardinal regrette les difficultés qui nous sont faites par l'état des choses.

J'ai sollicité en même temps une audience de Sa Sainteté.

---

N° 129.

**Le baron de Meysenbug au baron de Beust.**

Rome, le 4 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

Je suis allé trouver Mgr le cardinal Antonelli pour lui faire part de la réponse faite par Votre Excellence à la protestation du Nonce et dont le texte n'était pas encore parvenu à Son Éminence. Lorsque je fis ressortir l'esprit conciliant de cette pièce, le cardinal-secrétaire d'État, tout en s'abstenant de me contredire, ne put s'empêcher d'exprimer le regret que la tendance des lois récemment sanctionnées ne fût pas en harmonie avec la promesse contenue dans la Note de vouloir assurer dans tout l'Empire la liberté et l'indépendance de l'Église.

Le cardinal Antonelli relègue dans la région des choses impossibles

l'idée d'établir une entente au moment même où l'une des Parties contractantes vient d'altérer, sans le consentement de l'autre, plusieurs articles et des plus importants de la Convention synallagmatique de 1855.

Lorsque j'ai sondé ses dispositions à l'égard de la question de savoir s'il conviendrait, ou non, d'établir entre nous un échange d'idées confidentiel sur les modalités d'un *modus vivendi*, basé sur la nouvelle situation créée par les lois du 25 mai, le Cardinal a décliné d'entrer dans cette voie.

« L'Église, dit-il, peut et doit exercer son Ministère apostolique tendant au salut des âmes parmi les sauvages et les peuples barbares, comme parmi les nations civilisées. En fait, l'Église sait s'accommoder de toutes les formes gouvernementales et accepter toutes les situations; en droit, elle ne saurait jamais entrer en une négociation dont le principe serait vicié d'emblée. Sous le régime de la nouvelle législation introduite en Autriche, les doutes et les questions ne tarderont pas à être soulevés. Dès lors, les évêques consulteront le Saint-Siège. Ce sera là le moment d'aviser aux expédients pour éluder autant que possible les difficultés et pour obvier aux conflits en tâchant de tirer le meilleur parti possible d'une situation mauvaise. »

J'ai déjà vu bon nombre de membres du Sacré Collège.

J'en mentirais à ma conscience si je n'affirmais pas que je n'ai rencontré auprès des cardinaux auxquels j'ai parlé (et de ce nombre sont les cardinaux De Luca, Panebianco, Sacconi, Hohenlohe, Guidi) aucune trace d'irritation contre l'Autriche. Bien au contraire, on témoigne la plus vive sympathie pour la position hérissée de difficultés de l'Empereur, on regrette les coups redoublés qui ont frappé dans les derniers temps cette vieille monarchie qu'on était habitué depuis des siècles à regarder comme un des appuis les plus solides de l'Église et qu'on voit avec une peine infinie passer dans le camp des pays qui posent en principe l'indifférence en matière de religion. Cependant on ne désespère pas de l'avenir de l'Autriche. Inutile d'ajouter, Monsieur le Baron, que j'ai pris à tâche de ranimer davantage le courage de ceux qui espèrent, et d'inspirer des motifs de confiance à ceux qui se laissent aller aux défaillances.

Agréez, etc.

Signé : MEYSENBUG.

---



## N° 130.

**Le baron de Meysenbug au baron de Beust.**

(Télégramme.)

Rome, le 14 juin 1868.

La rédaction primitive du passage nous concernant de l'allocution papale a déjà été mitigée, il est vrai, mais comme elle me semble encore vive, je tâcherai de faire donner à l'alinéa un tour plus modéré encore. Le succès me paraît fort douteux.

Le consistoire secret aura lieu le 23 de ce mois.

## N° 131.

**Le baron de Beust au baron de Meysenbug à Rome.**

Vienne, le 17 juin 1868.

Monsieur le Baron,

C'est avec le plus vif intérêt que j'ai pris connaissance des rapports de Votre Excellence.

La manière dont Votre Excellence a été reçue semblait, en effet, indiquer que la Cour de Rome était animée à notre endroit de dispositions plus conciliantes et que, tenant un juste compte des difficultés de la situation, elle ne les aggraverait pas par quelque démonstration inopportune.

Votre télégramme du 14, annonçant que l'allocution préparée par le Souverain Pontife contiendrait cependant des expressions sévères à l'égard du Gouvernement Impérial et Royal, nous a causé une impression assez pénible et a déçu notre attente. Nous voulons espérer encore que le Saint-Père écoutera avec bienveillance les nouvelles observations de Votre Excellence et qu'il sentira le poids des raisons alléguées en faveur d'une attitude plus prudente. Sa Sainteté a daigné reconnaître que mes efforts personnels avaient toujours tendu vers l'apaisement mutuel des partis et que dans ces circonstances délicates ma conduite avait été plutôt celle d'un ami de l'Eglise catholique.

Encouragé par cette appréciation indulgente que je crois, d'ailleurs, avoir méritée, je désire faire encore une fois appel, par l'intermé-

diaire de Votre Excellence, à la sagesse du Souverain Pontife. Je me permettrai de prier Sa Sainteté de vouloir bien examiner si les intérêts catholiques en Autriche, qui lui sont si chers, n'auraient pas de dangers à courir par suite d'une manifestation venant raviver des passions en ce moment assoupies. Le Saint-Siège, qui est si exactement informé de ce qui se passe dans ce pays-ci, ne doit pas ignorer combien les esprits violemment excités à l'époque de la discussion des lois religieuses dans les Chambres se sont subitement calmés depuis. Les populations les plus profondément dévouées à la religion catholique, celles qu'on représentait comme prêtes à s'agiter, ont accueilli les nouvelles mesures législatives sans murmures, et cette absence d'opposition a refroidi dans une égale proportion l'ardeur des adversaires de l'Église. Cet apaisement réciproque était si réel, que la sanction donnée par l'Empereur a passé presque inaperçue et n'a nulle part éveillé les crises qu'on avait pu redouter. Une pareille situation nous paraît heureuse à la fois pour les intérêts de l'État et ceux de l'Église. Leurs rapports mutuels se développent avec plus de liberté et de sécurité n'étant pas entravés par les froissements qui accompagneraient la lutte des passions contraires.

Il me semble que le Saint-Siège doit, tout autant que le Gouvernement Impérial et Royal, désirer que cet état de choses se prolonge et permette ainsi de régler de part et d'autre, sans aucune animosité, les conditions nouvelles dans lesquelles on se trouve.

Je ne sais si une allocution sévère du Souverain Pontife produirait parmi les populations catholiques de l'Empire des résultats dont l'Église aurait à se louer, et sans que je me permette d'empiéter sur les appréciations plus élevées du Saint-Siège, je ne saurais admettre qu'il puisse rester indifférent à la question de savoir si l'attitude des populations sur lesquelles on compterait de préférence serait de nature à justifier cette attente. Mais ce qui est certain, c'est que les ennemis de la Cour de Rome puiseraient dans ce fait des armes pour recommencer une campagne virulente contre l'Église et la religion.

Les journaux s'empareraient des paroles du Saint-Père pour les commenter dans un esprit haineux, ranimer les passions antireligieuses et entraver ainsi la marche du Gouvernement lorsqu'il voudra agir dans un esprit favorable à la liberté de l'Église. En créant ainsi des embarras sérieux au Gouvernement et en lui rendant plus difficile la tâche de maintenir les libertés de l'Église, le Saint-Siège ne rendrait assurément pas service à la cause qu'il défend.

Je ne parle pas ici des ménagements que peuvent mériter les sentiments personnels de l'Empereur, notre Auguste Maître, pour lesquels le Saint-Père vous a dit vouloir observer ces égards spéciaux.

Bien que cette considération soit digne d'attention, je ne fais que l'effleurer en passant et ne désire insister que sur le côté vraiment politique de la question. Je ne pense pas que Son Éminence le Cardinal Antonelli puisse en méconnaître l'importance et contester la valeur de mes suggestions.

Soit que la prochaine manifestation de Rome ne rencontre qu'indifférence parmi les populations, soit qu'elle produise une fermentation conduisant à des conflits, je ne suppose pas que l'autorité du Saint-Siège puisse en retirer quelque fruit. Les nouvelles lois n'en subsisteront pas moins; mais, si l'agitation religieuse renaît, leur application ne pourra se faire que bien difficilement avec l'esprit impartial et conciliant qui est dans les intentions du Gouvernement.

Tels sont les points de vue que je vous demande, Monsieur le Baron, de développer à Rome avec le zèle et l'habileté dont vous avez déjà donné des preuves. J'aime à espérer que les efforts de Votre Excellence ne resteront pas inutiles. C'est, je le répète, au nom des intérêts catholiques que je crois surtout parler en cherchant à contenir dans les bornes de la modération les représentations que le Saint-Père compte adresser au Gouvernement Impérial et Royal.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## N° 132.

### **Le baron de Meysenbug au baron de Beust.**

*(Télégramme.)*

Rome, le 20 juin 1868.

J'ai développé les arguments que Votre Excellence m'a suggérés tant au Cardinal Antonelli qu'au Saint-Père, dans l'audience où je l'ai complimenté à l'occasion de l'anniversaire de son élévation au trône pontifical.

Sa Sainteté et le Cardinal Antonelli m'ont de nouveau assuré avoir mis tout le soin possible dans la rédaction de l'allocution pour concilier les devoirs du chef de l'Église avec les égards dus à Sa Majesté, notre très-gracieux Souverain.

Le texte de l'allocution étant définitivement arrêté et sous presse, il n'est plus possible d'y rien changer. Je crois que, sous ce rapport, nous avons obtenu tout ce qu'il était possible d'obtenir. — J'ai reçu la dépêche du 17 de Votre Excellence immédiatement avant mon audience.

## N° 133.

**Le baron de Meysenbug au baron de Beust.***(Extrait.)*

Rome, le 23 juin 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre ci-après à Votre Excellence un exemplaire de l'allocution prononcée par le Saint-Père dans le Consistoire du 22 courant<sup>1</sup>.

Le langage de ce document, comme il fallait du reste s'y attendre, se ressent de l'inflexibilité des principes que l'Église a pour mission de défendre. Si ce langage paraît austère à première vue, on ne saurait toutefois méconnaître que, comparé à beaucoup d'autres documents de même nature émanés du Saint-Siège, il ne laisse pas que de porter l'empreinte d'une certaine tendance à tempérer les expressions, autant que le point de vue invariable de l'Église le permet.

Les réflexions que l'allocution pontificale peut faire naître quant à ses conséquences éventuelles dans l'ordre politique, j'ai eu plus d'une occasion de les soumettre par anticipation à l'appréciation du Cabinet du Vatican. Je ne vois, pour le moment, aucune utilité pratique à les reproduire, après coup, au Cardinal Antonelli.

Daignez, etc.

Signé : MEYSENBUG.

## N° 134.

**Le baron de Beust au baron de Meysenbug.***(Télégramme.)*

Vienne, le 25 juin 1868.

Votre télégramme ne reproduit qu'imparfaitement l'allocution. Nous en regrettons profondément le ton acerbe; elle ne fait, comme je l'avais prévu, que dénaturer les bonnes intentions du Gouvernement, sans produire l'effet recherché sur l'esprit de la population.

1. Voir *Archives* 1868, tome IV, page 1554.



## N° 135.

**Le baron de Beust au baron de Meysenbug à Rome.**

Vienne, le 3 juillet 1868.

Monsieur le Baron,

J'ai reçu avec vos rapports du 22 et du 23 juin le texte de l'allocution prononcée par le Saint-Père dans le Consistoire du 22.

J'ai déjà fait connaître à Votre Excellence par le fil électrique la fâcheuse impression que cette manifestation a produite ici. Les explications que donne votre expédition du 23 ne sauraient mitiger l'effet des paroles du Saint-Père.

Nous apprécions assurément les égards observés pour la personne de l'Empereur, et Sa Majesté n'est certes pas insensible à cette marque de déférence. Nous voulons croire, ainsi que Votre Excellence nous l'affirme, que l'allocution pontificale, comparée à beaucoup d'autres documents de même nature émanés du Saint-Siège, ne laisse pas que de porter l'empreinte d'une certaine tendance à tempérer les expressions autant que le point de vue de l'Église le permet.

Il n'en reste pas moins avéré que le langage dont Sa Sainteté s'est servie à l'égard du Gouvernement Impérial et Royal et des nouvelles institutions de l'Autriche est d'une sévérité dont nous pensons avoir quelque droit de nous plaindre. Je ne voudrais pas entrer à cette occasion dans une polémique peu conforme à mes sentiments de respect pour le Saint-Siège et à mon désir de conciliation. Toutefois, je ne puis me dispenser de quelques observations que j'invite Votre Excellence à porter à la connaissance de la Cour de Rome.

Nous ne saurions, en premier lieu, reconnaître l'obligation où le Saint-Père se serait trouvé de suivre certains précédents et d'user envers l'Autriche des mêmes procédés qu'envers d'autres pays dont le Gouvernement pontifical a eu à se plaindre.

Est-il possible, en effet, d'établir ici une comparaison? Avons-nous porté atteinte au territoire ou aux biens de l'Église; avons-nous opprimé la religion catholique et ses Ministres?

En mettant même de pareils exemples hors de cause, nous pouvons, je crois, hardiment avancer qu'il n'y a pas de pays en Europe où l'Église catholique ait encore une position aussi privilégiée qu'en Autriche, malgré les lois du 25 mai. Cette circonstance aurait pourtant mérité qu'on en tint compte et qu'on ne confondît pas le Gouvernement Impérial dans la même réprobation que celle dont on a frappé

des Gouvernements bien autrement en opposition avec l'Église et la religion catholique.

Nous comprenons fort bien que le Saint-Père ait jugé indispensable de protester contre des lois qui modifient la situation créée par le Concordat de 1855. Nous nous attendions pleinement à une démarche de ce genre, et nous aurions pu l'accepter en silence lors même que sa forme eût été moins conciliante qu'il nous était permis de l'espérer. Mais, ce que nous ne pouvons laisser passer sans objection, c'est la condamnation lancée contre les lois fondamentales sur lesquelles reposent les nouvelles institutions de l'Empire. Ces lois n'étaient pas en cause; en les attaquant de la sorte, le Saint-Siège blesse profondément le sentiment de la nation et donne au différend actuel une portée des plus regrettables, même dans l'intérêt de l'Église. Au lieu de contester simplement telle ou telle application des principes qui servent de bases au Gouvernement actuel de l'Autriche et qui sont le fruit du plus heureux accord entre les peuples de l'Empire et leur Souverain, ce sont ces principes eux-mêmes qui sont réprouvés. Le Saint-Siège étend ainsi ses représentations à des objets que nous ne pouvons en aucune façon regarder comme relevant de son autorité. Il envenime une question qui n'excitait déjà que trop les esprits, en se plaçant sur un terrain où les passions politiques viennent se joindre aux passions religieuses. Il rend enfin plus difficile une attitude conciliante du Gouvernement en condamnant des lois qui renferment le principe de la liberté de l'Église et lui offrent ainsi une compensation pour les privilèges qu'elle perd. Il n'est pas inutile non plus de remarquer ici que ces lois garantissent expressément à l'Église la propriété des biens qu'elle possède en Autriche. Cette stipulation prouve que les lois en question ne portent pas un caractère hostile à l'Église, puisqu'elles la maintiennent dans des droits dont elle a été privée dans tant d'autres pays. Il ne m'appartient pas de juger dans quelle mesure cette dernière considération pourrait servir à adoucir les appréciations de la Cour de Rome. Ce qui, à mes yeux, n'offre pas une ombre de doute, c'est que les populations de l'Autriche trouveront une consolation à se rappeler que plus d'un pays très-catholique obéit à des dispositions légales analogues, tout en vivant en paix avec l'Église, et qu'il existe surtout en Europe un grand et puissant Empire dont les tendances vers le progrès et la liberté se sont toujours alliées à un attachement très-prononcé à la foi catholique, et qui, régi par des lois tout aussi abominables, s'est trouvé heureux, jusque dans ces derniers temps, des sympathies indulgentes du Saint-Siège.

Ma dépêche du 17 juin dernier prévoyait les suites fâcheuses que produirait l'allocation, si elle n'était pas conçue dans des termes très-mesurés. Je regrette vivement que la Cour de Rome n'ait pas tenu

plus de compte de mes prévisions. Elles se sont depuis entièrement réalisées. Je ne crois pas que les populations catholiques de l'Empire éprouvent aujourd'hui un zèle plus grand que par le passé pour les intérêts de leur religion. Par contre, nous voyons un redoublement d'ardeur dans les attaques dirigées contre l'Église, le clergé et le Pape. Cette hostilité serait contenue dans de plus étroites limites et s'apaiserait plus facilement, si les questions spéciales touchées par les lois du 25 mai avaient seules été abordées dans l'allocution pontificale.

Je dois, avant de terminer, exprimer encore ici la pénible surprise que nous a causée l'appel adressé aux Évêques hongrois dans les dernières phrases de l'allocution. Il me semble qu'on devrait se féliciter à Rome du tact parfait et de la réserve avec lesquels ces matières délicates ont été traitées jusqu'ici en Hongrie. Il ne saurait être désirable à aucun point de vue de susciter de nouveaux différends et d'augmenter ainsi les embarras qui existent déjà. Mais c'est surtout dans l'intérêt même de la Cour de Rome qu'il nous paraît peu opportun d'éveiller la susceptibilité nationale des Hongrois. L'apparence d'une pression étrangère produirait dans cette nation un résultat tout contraire aux désirs du Saint-Siège, et nous verrions se former, contre l'influence légitime de la Cour de Rome, un orage tout aussi fort que celui qui s'est déchaîné de ce côté-ci de la Leitha.

Telles sont, Monsieur le Baron, les observations que nous a suggérées la lecture de l'allocution pontificale. Veuillez ne point les laisser ignorer à Son Éminence le Cardinal-Secrétaire d'État. Nous n'en persévérons pas moins dans la voie que nous nous sommes tracée tout d'abord. Tout en continuant à maintenir intacts les droits de l'État, et à faire respecter les lois, nous laisserons l'Église jouir en paix des libertés que nos lois lui garantissent, et nous nous efforcerons d'apporter dans les relations mutuelles de l'État et de l'Église un esprit de conciliation et d'équité qui sera, je l'espère, réciproque.

Votre Excellence voudra bien se rendre l'organe fidèle de ces sentiments, et elle ne fera ainsi que se conformer aux vues de l'Empereur, notre Auguste Maître.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

---

## IV

CONFÉRENCES DE SAINT-PÉTERSBOURG SUR L'EMPLOI  
DES BALLES EXPLOSIBLES.

N° 136.

**Le baron de Beust au baron de Brenner à Saint-Pétersbourg.***(Télégramme.)*

Vienne, le 10 juillet 1868.

Le Gouvernement de S. M. Apostolique accepte le projet de protocole au sujet de l'exclusion des projectiles explosibles dans l'usage de la guerre, si les Gouvernements de tous les autres États donnent leur consentement.

---

N° 137.

**Le baron de Beust au chevalier de Vetsera.**

Vienne, le 10 juillet 1868.

Monsieur le Chevalier,

Au moment de votre départ de Vienne, j'adresse à M. le baron de Brenner le télégramme ci-joint en copie contenant l'autorisation pour lui de signer le protocole relatif à l'exclusion de l'emploi des balles explosibles comme arme de guerre, si M. le prince de Gortchakoff ne désirait pas attendre votre arrivée.

En tout cas vous aurez à vous faire l'organe de la vive satisfaction avec laquelle Sa Majesté et Son Gouvernement se sont associés à la généreuse pensée de l'Empereur Alexandre, et vous félicitez le Cabinet Impérial de Russie de l'initiative efficace qu'il a prise en faveur d'une entente propre à restreindre les souffrances que la guerre entraîne pour l'humanité.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.



## N° 138.

**Le comte de Vetsera au baron de Beust.**

Saint-Petersbourg, le 17/29 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de la visite que j'ai faite le 23 courant au Chancelier de l'Empire, je lui ai donné lecture de la haute dépêche de Votre Excellence du 10 juillet, relative aux balles explosibles. M. le prince de Gortchakoff exprima la plus vive reconnaissance pour l'accueil prévenant que l'attention humanitaire du Gouvernement Russe a trouvé auprès du Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et me dit que Votre Excellence avait eu la bonté d'adresser aussi au baron d'Uxküll une dépêche analogue à celle que je venais de lui communiquer.

Une conversation s'étant engagée sur le sujet qui nous occupait, le prince de Gortchakoff me dit que, lors de son dernier voyage à Paris, il n'avait point caché à plusieurs généraux français ses regrets de voir le génie des hommes s'efforcer de découvrir plutôt des moyens de destruction que de développer le bien-être général.

Sur mon insinuation que la proposition humanitaire dont il avait saisi les Gouvernements pourrait peut-être devenir le point de départ pour inaugurer une ère de paix, le prince de Gortchakoff me répondit qu'on pourra toujours, dans ce but, compter sur son concours.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : VETSERA.*

## N° 139.

**Le baron de Beust au chevalier de Vetsera à Saint-Petersbourg.**

Vienne, le 27 octobre 1868.

Monsieur le Chevalier,

Ainsi que je vous l'ai déjà annoncé par mon télégramme du 21 courant, le Gouvernement Impérial et Royal a décidé de se faire représenter par le prince Louis d'Aremberg dans la Commission qui est appelée à statuer sur la question des balles explosibles.

Recevez, etc.

*Signé : BEUST.*

## TROISIÈME PARTIE.

---

### PROTOCOLES

#### DES SÉANCES DE LA COMMISSION MILITAIRE

chargée d'examiner la question de l'emploi des balles explosibles en temps de guerre,  
réunie à Saint-Petersbourg,

$\frac{28 \text{ octobre}}{9 \text{ novembre}}$  au  $\frac{29 \text{ novembre}}{11 \text{ décembre}}$  1868.

---

#### Protocole N° 1.

Présidence du général Milutine.

*Séance du 28 octobre/9 novembre 1868.*

- Pour l'Autriche, le prince d'*Aremberg*, commissaire militaire;
- Pour la Bavière, le comte de *Taußkirchen*;
- Pour la Belgique, le comte *Errembault de Dudzeele*;
- Pour le Danemark, M. de *Vind*;
- Pour la France, le comte de *Miribel*, commissaire militaire;
- Pour la Grande-Bretagne, le général *Saint-George*, commissaire militaire;
- Pour la Grèce, le comte *Métaxa*;
- Pour l'Italie, le chevalier de *Biandra*, commissaire militaire;
- Pour les Pays-Bas, le baron de *Gevers*;
- Pour le Portugal, le comte de *Rilvas*;
- Pour la Prusse, le colonel *Schweinitz*, commissaire militaire.
- Pour la Russie, l'aide de camp général *Milutine*, ministre de la guerre, président de la commission, les lieutenants généraux prince *Massalsky* et *Versmann*, le conseiller privé baron *Jomini*, délégué du ministère des affaires étrangères;

Pour la Suède, le général *de Björnstjerna* ;

» la Suisse, le consul général *Glinz* ;

» la Turquie, M. *Carathéodory-Effendi* ;

» le Wurtemberg, M. *d'Abèle*.

M. l'aide de camp général Milutine, comme président de la commission, a ouvert la séance en disant :

« Messieurs, nous sommes réunis pour délibérer sur la proposition, faite par la Russie et agréée par les Gouvernements dont vous êtes les délégués, d'exclure certains projectiles de l'armement des troupes en temps de guerre. — Il y a là d'abord une question de principe sur laquelle nous sommes tous d'accord, un principe d'humanité qui consiste à limiter autant que possible les calamités de la guerre et à interdire l'emploi de certaines armes, dont l'effet est d'aggraver cruellement les souffrances causées par les blessures, sans utilité réelle pour le but de la guerre.

« Je ne doute pas qu'animés de semblables dispositions nous n'arrivions à un résultat que nous désirons tous.

« Il y a ensuite une question d'application sur laquelle diverses opinions ont été énoncées. Avant de procéder à la discussion, je crois utile de récapituler l'origine de la proposition qui vous est soumise, les différentes phases qu'elle a parcourues, les points de vue énoncés par les Gouvernements qui l'ont accueillie et le point où elle est arrivée aujourd'hui. A cet effet, j'ai fait préparer un mémoire historique qui ne préjuge en rien les questions sur lesquelles vous aurez à vous prononcer, mais qui pourra servir de point de départ à nos délibérations.

« Si vous y consentez, il vous en sera d'abord fait lecture. »

MM. les Commissaires ayant exprimé leur adhésion, le mémoire joint au présent protocole est lu.

M. le général Milutine reprend ensuite la parole et dit :

« D'après ces précédents, vous voyez, Messieurs, que tous les Gouvernements auxquels nous nous sommes adressés, par ordre de S. M. l'Empereur, sont d'accord pour ne pas tolérer l'usage de moyens de destruction aggravant, sans nécessité, les souffrances de la guerre. Les balles explosives destinées à faire sauter les caissons, mais qui peuvent atteindre les hommes, ont été rangées dans cette catégorie. Les avis n'ont différé que sur la question de savoir si l'on devait exclure toutes les balles explosives ou faire une distinction entre celles à capsules ou sans capsules, et ensuite sur l'opportunité d'admettre, conformément à la proposition de la Prusse, une discussion plus étendue, qui s'appliquerait à d'autres moyens de destruction contraires à l'humanité.

« D'après cela, il semble que nous pourrions tracer à nos délibérations le programme suivant :

« Décider d'abord si, selon vos instructions, nous devons étendre la discussion conformément à la proposition de la Prusse, ou bien nous en tenir à la première proposition faite par la Russie. Et ensuite examiner la question spéciale des balles dites explosives.

« Si vous approuvez ce programme, je prierai M. le Commissaire de Prusse de vouloir bien exposer plus en détail les vues de son Gouvernement. »

MM. les Commissaires ayant adhéré, M. le Commissaire de Prusse dit que quand son Gouvernement a reçu le projet de protocole il a eu deux motifs pour ne pas l'accepter purement et simplement. Avant tout, il a désiré s'associer à la généreuse pensée dont l'Empereur de Russie avait pris l'initiative et y donner la plus grande extension possible en la prenant pour base d'une étude sérieuse et d'un échange d'idées entre les Gouvernements. Il s'est principalement appuyé sur la phrase finale du protocole où il est dit :

« Les puissances.... se réservent de s'entendre ultérieurement, en vue des perfectionnements qui pourraient être apportés à l'avenir dans l'armement des troupes afin de maintenir les principes généraux qu'elles ont posés, en traçant d'un commun accord aux exigences de la guerre les limites prescrites par les lois de l'humanité. »

Il semble à M. le Commissaire prussien qu'en entrant dès à présent dans cette voie, les Gouvernements feraient une œuvre salubre, qui leur assurerait la gratitude du monde civilisé. On voit, en effet, d'un côté l'Europe et l'Amérique se préoccuper du sort des blessés en temps de guerre et s'imposer de grands sacrifices pour l'alléger; — de l'autre côté, la science moderne, encouragée et soutenue par les Gouvernements, se préoccupe constamment d'augmenter le nombre des blessés et d'aggraver les conséquences de la guerre.

Il est urgent de s'arrêter dans cette dernière voie et d'y tracer au moins des limites. C'est dans ce sens que le Gouvernement prussien a compris la proposition russe et la réunion de la commission.

M. le général Milutine demande quels sont ceux de MM. les Délégués qui croient pouvoir entrer dans cet ordre d'idées.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne déclare qu'il n'a pas pour instruction d'entrer dans cette discussion. Son Gouvernement ne pense pas qu'une extension de la proposition russe soit utile.

M. le Commissaire d'Autriche dit que son Gouvernement est disposé à donner le plus d'extension possible à la proposition russe, mais que pour arriver à ce résultat, il croit que deux conditions sont absolument nécessaires : l'unanimité et la précision — l'unanimité, parce que si un ou plusieurs Gouvernements se tenaient en dehors de l'en-



tente établie, il serait difficile pour les autres de prendre des engagements qui par leur nature doivent être généraux et réciproques; — la précision, parce qu'il est impossible en traçant des principes généraux de prévoir d'avance tous les progrès de la science et les nouvelles découvertes qui peuvent en être la conséquence. — Il désire donc que M. le Commissaire de Prusse donne plus de précision à la pensée de son Gouvernement.

M. le général Milutine fait observer qu'il s'agit de savoir d'abord qui veut entrer dans la discussion de la proposition prussienne et demande si M. le Commissaire d'Autriche a ordre de s'y refuser.

M. le Commissaire d'Autriche déclare que s'il y a unanimité, il acceptera la discussion.

M. le Ministre de Bavière est autorisé à discuter, sauf ratification de son Gouvernement.

M. le Ministre de Belgique déclare qu'il a pour instruction de signer le protocole proposé par la Russie et de ne pas aller au delà.

M. le Ministre de Danemark, sans avoir à ce sujet d'instructions positives, doit croire que les intentions de son Gouvernement l'autorisent à accepter la discussion.

M. le Commissaire de France déclare que son Gouvernement accepte la première partie de la proposition russe, parce qu'elle est claire et précise. — Mais il ne peut pas aller plus loin. — Si on lui présentait une autre proposition également claire et précise, il ne demanderait pas mieux que de la soumettre à un nouvel examen. — Le Gouvernement français ne peut pas limiter d'avance les progrès de la science, et il est décidé à ne violer en aucun cas les lois de l'humanité. — D'après cela, M. le Commissaire de France ne peut pas accepter la discussion de points vagues; si un point nouveau est formulé d'une manière précise, il en référera et ne doute pas qu'en pareil cas son Gouvernement ne consente à l'exclusion de tout moyen de destruction qui serait contraire aux lois de l'humanité. Mais pour le moment il n'est autorisé qu'à discuter l'exclusion des balles explosives.

M. le Ministre de Grèce adhère à l'opinion émise par M. le Commissaire de France. Il déclare être autorisé à signer le protocole qui sera convenu à l'unanimité.

M. le Commissaire d'Italie déclare qu'il a ordre d'entrer en discussion.

M. le Ministre des Pays-Bas a pour instruction de signer le protocole qui sera adopté à l'unanimité.

M. le Ministre de Portugal est autorisé à signer le protocole proposé par la Russie, et à aborder la discussion générale.

M. le Ministre de Suède a ordre d'adhérer à la proposition russe, mais il ne doute pas que son Gouvernement n'adhère à tout point

nouveau sur lequel on tomberait d'accord. — Par conséquent il se croit autorisé à aborder la discussion.

M. le Consul général de Suisse a ordre d'appuyer la plus grande extension possible de la proposition humanitaire de la Russie.

M. le Chargé d'affaires de Turquie a ordre de se borner à signer le protocole proposé par la Russie. Il ne saurait aller au delà sans en référer à son Gouvernement.

M. le Chargé d'affaires de Wurtemberg n'a pas d'instructions spéciales. Il est autorisé à signer le protocole sauf ratification de son Gouvernement.

M. le général Milutine constate que la majorité de MM. les Commissaires est d'accord pour discuter la proposition prussienne, mais comme plusieurs d'entre eux sont obligés d'en référer, il propose d'ajourner la question à une prochaine séance et d'aborder en attendant la discussion du second point — relatif aux balles explosives.

M. le Commissaire de Prusse exprime le désir que ceux de MM. les Délégués qui référeront à leurs Cours, précisent bien que dans la pensée du Gouvernement prussien, il ne s'agit nullement de propositions positives, vu qu'il est impossible de prévoir toutes les inventions futures, mais seulement d'un échange d'idées destiné à tracer les limites que l'humanité impose aux exigences de la guerre.

M. le général Milutine fait observer que plusieurs Gouvernements ne veulent discuter que sur des propositions précises.

M. le Commissaire de Prusse dit qu'en ce cas il ne voit pas la nécessité d'une référence qui entraînerait des délais inutiles.

M. le Commissaire de France dit que, de son côté, l'accord existant déjà sur les principes généraux, il ne comprendrait pas l'utilité d'une discussion immédiate s'il n'y a pas de propositions précisées.

M. le Commissaire de Prusse répète que, d'après l'opinion de son Gouvernement, les principes posés pourraient faire l'objet d'une stipulation plus générale, analogue à celle qui a été adoptée par le Congrès de Paris relativement à l'abolition de la course maritime. Mais il ne voit pas l'utilité d'un délai.

M. le Ministre de Suède est d'avis que le but pour lequel la commission a été réunie est si noble qu'on aurait tort d'étouffer la discussion. Il ne saurait décider si une extension est possible, mais il lui semble qu'on ne doit pas déclarer d'avance le contraire. — La discussion n'engage à rien. Mais elle peut faire naître quelques idées sur lesquelles on tomberait d'accord.

M. le Commissaire d'Autriche pense que l'essentiel est d'arriver le plus tôt possible à un résultat positif. Ce but serait atteint si la discussion était ouverte sur la première partie du projet de protocole. — Il se félicitera si, dans le cours de cette discussion, il se produit une

idée nouvelle sur laquelle on serait d'accord, mais il faut commencer par discuter une question précise.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne répète qu'il a ordre de ne discuter que la première partie du projet de protocole.

M. le général Milutine lui demande s'il a quelque objection à élever contre la phrase finale de ce protocole.

Sur la réponse négative de M. le Commissaire de la Grande-Bretagne, M. le Délégué du Ministre des Affaires Étrangères fait observer que le projet de protocole a eu précisément en vue : d'abord de poser les principes généraux sur lesquels tous les Gouvernements sont d'accord; en second lieu, d'en proposer l'application immédiate à certains projectiles explosifs, et finalement de réserver à une entente ultérieure toute application nouvelle de ces principes qui serait motivée par les perfectionnements que les progrès de la science apporteraient dans l'avenir à l'armement des troupes. La porte restant ainsi ouverte à un accord sur toute proposition qui serait faite conformément aux principes établis, il semble qu'on pourrait procéder immédiatement à déterminer les points précis auxquels ils peuvent être pratiquement appliqués.

M. le général Milutine appuie ce point de vue. Il dit que si le Gouvernement a quelque point précis à proposer, on le discutera, et que s'il s'en produisait plus tard, on en ferait l'objet d'une nouvelle entente.

M. le Commissaire de Prusse déclare qu'il n'a pas de proposition précise à faire, et qu'il adhère à ce mode de procéder.

M. le Chargé d'affaires de Turquie y exprime son assentiment, vu que ce mode ne préjugerait point l'issue de la proposition du Gouvernement prussien.

M. le général Milutine demande en conséquence de passer à la seconde question, en déclarant réservée une entente ultérieure sur toute proposition précise.

MM. les Commissaires adhèrent et M. le Commissaire prussien constate que l'échange d'idées suggéré par son Gouvernement est écarté.

Lecture est faite de la phrase du projet de protocole relatif aux balles explosibles.

M. le général Milutine propose d'entendre d'abord MM. les Commissaires militaires.

Cette marche est adoptée.

M. le Commissaire d'Autriche déclare qu'il est autorisé à adhérer à l'exclusion complète des balles explosives, soit avec capsules, soit sans capsules.

M. le Commissaire de France déclare qu'il a également ordre d'insister sur la prohibition complète, et que s'il était établi une distinc-

tion entre les deux catégories de balles, il aurait des observations à présenter.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne demande si l'exclusion s'applique également aux canons et pense que cela pourrait avoir des inconvénients.

M. le général Milutine fait observer que le projet de protocole spécifie clairement qu'il ne s'agit que des fusils, de la mitraille et des mitrailleuses, mais nullement des boulets et des obus.

M. le Ministre de Suède exprime l'avis que les mitrailleuses sont un engin nouveau, qui n'est pas bien défini et dont les proportions peuvent beaucoup varier. Il serait important d'en fixer la dimension.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne propose de se servir au terme d'armes portatives, et demande en tout cas que la question soit précisée.

M. le général Milutine fait observer que ce point sera l'objet d'une discussion technique et que la rédaction pourra être modifiée de manière à bien préciser qu'il n'est question ni de canons, ni en général de l'artillerie; mais que pour le moment il s'agit de décider d'abord si l'exclusion doit porter sur toutes les balles explosives ou bien seulement sur celles sans capsules.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne est d'avis qu'il serait très-difficile d'établir une distinction pratique et qu'en pareil cas il faut exclure tout ou rien.

M. le Commissaire d'Italie vote pour l'exclusion complète sans distinction.

M. le Commissaire de Prusse rappelle qu'au commencement de la séance, il a donné deux motifs à la décision de son Gouvernement de ne point adhérer purement et simplement à la proposition russe. Le premier de ces motifs a été exposé.

Le second était justement la conviction qu'il était nécessaire de préciser davantage cette proposition afin d'éviter les récriminations ultérieures. Le projet de protocole parle de balles explosives, mais de nos jours il n'y a plus de balles proprement dites; il y a des projectiles de différentes formes. Toutes les langues n'ont pas de terme qui réponde exactement au mot français *balle*. En anglais, par exemple, le mot *bullet* s'applique également aux projectiles des fusils et des canons. Si l'on adoptait le terme de projectiles, l'exclusion porterait en même temps sur ceux de l'artillerie.

Or, il s'agit de proscrire seulement ceux qui ont pour but d'atteindre isolément les hommes, et non des projectiles d'artillerie.

Entre les canons et les fusils il y a beaucoup de marge. Le mot *armes portatives* ne suffirait pas. Il est donc essentiel de préciser davantage.



M. le Commissaire de Prusse propose en conséquence de substituer, dans le protocole, le mot *projectile* au mot *balle* et de prendre pour base de la fixation de la dimension du projectile un minimum de poids.

Le plus petit calibre d'artillerie en usage étant celui des pièces de 3, cette mesure pourrait être adoptée. M. le Commissaire de Prusse ne tient pas à ce chiffre plutôt qu'à un autre, pourvu que le principe du poids soit adopté.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne admet ce principe, mais il fait observer qu'en Angleterre on a essayé des canons d'une livre.

M. le Commissaire de France adhère au principe.

MM. les Commissaires d'Italie et d'Autriche y expriment également leur assentiment.

M. le général Milutine propose en conséquence de fixer le minimum de poids.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne exprime le désir de bien faire comprendre la pensée de son Gouvernement. Il insiste sur l'embarras de définir exactement les projectiles à exclure. Il faudrait en excepter les obus et les mortiers, mais il croit qu'entrer dans un pareil examen serait difficile. Il y a deux siècles, les obus étaient remplis de petites balles explosives. Mais elles éclataient ordinairement en même temps que l'obus. Elles furent jugées peu pratiques et sont tombées en désuétude.

Il est peu probable que les balles à percussion actuelles soient plus employables. — Toutefois, si la science arrivait à perfectionner ces engins de manière à les rendre efficaces, il serait contraire aux nécessités de la guerre de les proscrire d'avance. — Les limites à tracer à ce sujet doivent forcément rester très-vagues. Si on interdisait les projectiles explosibles d'une certaine grandeur, il suffirait d'en changer les dimensions pour qu'ils fussent applicables à l'artillerie, et si on les proscrivait tous, l'artillerie devrait être entièrement modifiée.

M. le général Milutine fait observer que le calibre d'une livre, essayé en Angleterre, étant la dernière limite en usage pour des pièces d'artillerie, ce calibre pourrait être adopté comme minimum.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne répète que l'essentiel est de bien établir que pour ce qui concerne l'artillerie on n'exclura que l'emploi des petites balles explosives dans les obus.

M. le Commissaire d'Italie pense qu'il faudrait étendre la même exclusion aux projectiles employés dans les fusées à la congrevé.

M. le lieutenant général Versmann, commissaire militaire de Russie, fait observer que si le poids d'une livre était considéré comme trop élevé, on pourrait adopter celui d'une demi-livre; au delà de ce calibre, il n'y a plus que les fusils de rempart.

M. le Commissaire de Prusse déclare qu'il a eu ordre de proposer la limite de 3 livres, mais qu'il ne veut pas être un obstacle à une entente. Si le principe du poids était adopté, il accepterait la limite d'une livre.

M. le général Milutine pense qu'en effet cette limite étant la dernière qu'on puisse supposer pour les pièces d'artillerie, le poids d'une livre anglaise pourrait être adopté comme minimum pour les pièces d'artillerie et comme maximum pour les projectiles à prohiber. Sur l'observation de M. le lieutenant général Versmann, que la livre anglaise ne correspond pas entièrement à la livre russe, ni à la livre française, le poids de 400 grammes, formant un peu moins que la livre anglaise, est adopté comme norme.

La discussion technique étant épuisée, M. le général Milutine demande à MM. les Commissaires s'ils sont autorisés à modifier le projet de protocole dans ce sens.

MM. les Commissaires de Suède et de Belgique disent qu'ils sont obligés d'en référer à leur Gouvernement.

M. le Ministre de Grèce déclare qu'il se croirait autorisé à accepter une décision unanime, mais que du moment où il y a référence, il pense également devoir consulter sa Cour.

Il est convenu que MM. les Commissaires demanderont par télégraphe la décision de leurs Gouvernements.

Sur la proposition de M. le Commissaire de Prusse, complétée par les observations de M. le Ministre de Bavière, le projet de protocole est modifié de la manière suivante :

« Les soussignés ayant reçu à ce sujet les ordres de leurs Gouvernements, ont résolu d'un commun accord de proscrire de l'armement des troupes, en temps de guerre, les projectiles explosibles d'un poids inférieur à 400 grammes. »

M. le général Milutine propose de lever la séance et de fixer la prochaine réunion au 1<sup>er</sup>/13 novembre, afin de donner à MM. les Commissaires le temps de recevoir la réponse de leurs Gouvernements.

Cette proposition étant adoptée, la séance est levée.

*Signé* : D. MILUTINE; D'AREMBERG; DE TAUFFKIRCHEN; ERREMBULT DE DULZEELE; E. DE VIND; C. DE MIRIBEL; J. SAINT-GEORGE; S. A. MÉTAXA; C. DE BIANDELLA; DE REAGLIE; DE GEVERS; DE RILVAS; SCHWEINITZ; MAS-SALSKY; A. VERSMANN; JOMINI; DE BJÖRNSTJERNA; A. GLINZ; CARATHÉODORY; C. D'ABELÉ.

---

## ANNEXE AU PROTOCOLE N° 1.

**Mémoire historique sur l'emploi des balles explosibles en temps de guerre, du 18/30 octobre 1868.**

Les balles explosibles du calibre de 6''' ont été introduites dans l'armée russe en 1863, afin de détruire les caissons à cartouches et à munitions d'artillerie de l'ennemi. Cette espèce de balle, de forme oblongue, est en plomb; elle a dans sa partie antérieure un vide cylindrique pratiqué le long de son axe; dans ce vide se trouve introduit un petit tube en fer contenant la charge d'explosion de 0,2 grammes de poudre ordinaire, enfin une capsule d'amorce est posée sur la bouche du tube. Chacune de ces balles tirée contre des caissons à poudre ou à munitions a fait explosion, à l'exception de celles qui n'ont touché qu'après ricochet.

Il avait été d'abord ordonné que chaque soldat d'un bataillon ou d'une compagnie de tirailleurs fût muni de *six* cartouches à balle explosible; plus tard une disposition du ministre de la guerre (24 septembre 1864) diminua ce nombre. Cette disposition est motivée de la manière suivante :

« La destination des balles explosibles, étant tout à fait exceptionnelle (la destruction des caissons), leur emploi en temps de guerre ne peut être que très-peu fréquent, et il n'y a pas de raison de les prodiguer aux troupes : le soldat ayant à sa disposition un grand nombre de ces cartouches ne saurait résister à la tentation d'en user contre des hommes, ce qui ne doit jamais être toléré, — ou bien contre des caissons, mais à des distances où l'efficacité du tir est plus que douteuse. »

En conséquence, S. M. l'Empereur a daigné ordonner :

1° De ne distribuer les cartouches à balles explosibles qu'aux sous-officiers de bataillons et compagnies de tirailleurs, en fixant leur nombre à dix par homme.

2° De n'employer ces balles qu'exclusivement pour la destruction des caissons ennemis, en temps opportun et à des distances relativement petites.

D'après les informations que nous possédons, des balles explosibles semblables à la balle russe avaient également été introduites, ou du moins essayées, dans plusieurs autres États, notamment en Suisse, en Prusse, en Autriche et en Bavière. La balle suisse est en tout semblable à la balle russe; quant aux balles des trois autres puissances, elles se distinguent de cette dernière, tout en ayant cela de commun

avec elle, que la composition destinée à incendier les objets atteints est de la poudre ordinaire, et que l'inflammation de cette poudre s'opère par une capsule d'amorce.

Vers la fin de l'année 1867, une nouvelle balle explosible fut proposée au gouvernement russe. Cette balle, également en plomb, a dans sa partie antérieure un vide cylindrique qu'on remplit d'une charge de fulminate composée de chlorate de potasse, de soufre, de pulvérin et d'os calcinés; le fulminate est recouvert ensuite d'une couche de cire, sur laquelle on recourbe le plomb de la partie la plus haute de la balle, après avoir coupé cette partie le long de l'axe de la balle.

Il en résulte que la nouvelle balle explosible diffère de la balle russe du modèle de 1863, en ce qu'elle est remplie, non pas de poudre ordinaire, mais d'une composition fulminante, et qu'elle n'a ni tube en fer, ni capsule d'amorce, l'inflammation du fulminate se faisant de soi-même au choc de la balle contre un objet quelconque.

Cette nouvelle balle était destinée à être employée tant pour les carabines de 6<sup>m</sup>, que pour les mitrailleuses.

Les essais des balles sans capsules ont été très-satisfaisants; chaque projectile qui avait touché un caisson le faisait sauter. A cette occasion il fut remarqué que le mode d'action des balles sans capsules diffère essentiellement de celui des balles du modèle russe de 1863 :

a) La poudre de la balle à capsule ne s'enflamme qu'après le choc contre des objets durs, du moins ces balles ne prenaient pas feu en traversant des sacs remplis d'étoupes, tandis que le fulminate de la balle sans capsules s'enflamme au choc de la balle non-seulement contre des objets durs, mais même contre des corps mous, comme par exemple le pain;

b) La balle à capsule n'éclate pas, tandis que c'est toujours le cas pour la balle à fulminate.

Il est dit, dans plusieurs ouvrages sur les armes à feu portatives, qu'une balle explosible, sans capsule, semblable à la balle proposée par le Gouvernement russe, a été adoptée, ou au moins essayée, en Angleterre. C'est une balle système Minié, qui ne se distingue de la balle ordinaire Minié que par un vide dans la partie antérieure de la balle, rempli d'une composition fulminante, couverte de cire.

Sous le rapport technique, aucun empêchement ne s'opposait à l'introduction de la balle sans capsule, comme projectile incendiaire et percutant contre les caissons et objets animés; néanmoins le ministère de la guerre russe, prenant en considération qu'une balle de cette catégorie, après avoir éclaté dans le corps d'un homme, devait nécessairement y effectuer une plaie toujours mortelle et très-douloureuse, et que les gaz et résidus, produits par l'inflammation du fulminate, influant d'une manière pernicieuse sur l'organisme humain,



devaient augmenter inutilement les souffrances causées par les blessures, a cru devoir poser préalablement la question suivante : l'introduction des balles explosibles peut-elle être justifiée par quelques-unes des exigences de la guerre ?

Les conclusions du ministre de la guerre furent exposées dans l'office qu'il adressa à M. le chancelier de l'Empire le 4 mai 1868, et dont la traduction se trouve dans l'annexe à la circulaire du prince Gortchakoff aux légations impériales du 9/21 mai<sup>1</sup>.

Dans cet office il est dit :

« Il est hors de doute que les balles explosibles peuvent être utiles  
« pour faire sauter les caissons ; mais employées contre des êtres vi-  
« vants pour aggraver leurs blessures, elles doivent être classées au  
« nombre des moyens barbares qui ne trouvent aucune excuse dans  
« les exigences de la guerre.

« Si la guerre est un mal inévitable, on doit cependant chercher à  
« en diminuer les cruautés autant que possible, et c'est pourquoi il  
« n'y a pas lieu d'introduire des armes meurtrières, qui ne peuvent  
« qu'aggraver les calamités, sans avantage pour le but direct de la  
« guerre.

« L'usage d'une arme doit avoir uniquement pour objet l'affaiblis-  
« sement des forces militaires de l'ennemi ; il suffit de mettre hors  
« de combat un nombre considérable d'hommes, mais ce serait de la  
« barbarie que de vouloir aggraver les souffrances de ceux qui ne  
« peuvent plus prendre part à la lutte.

« Les parties belligérantes ne doivent tolérer que les calamités qui  
« sont impérieusement nécessitées par la guerre. Toute souffrance et  
« tout dommage qui n'auraient pas pour seul résultat d'affaiblir l'en-  
« nemi n'ont aucune raison d'être et ne doivent être admis d'aucune  
« manière.

« En conséquence, il semblerait nécessaire d'exclure par un enga-  
« gement international l'usage des balles explosibles ou du moins de  
« ne les employer qu'à faire sauter les caissons.

« Cependant, en examinant de près la question, des doutes peuvent  
« surgir sur l'efficacité de cette restriction ; comment et qui pourra  
« contrôler l'emploi des balles explosibles à l'heure du combat et con-  
« stater qu'on ne s'en est servi que pour faire sauter les caissons et  
« non contre les hommes ? Même en admettant la plus loyale obser-  
« vation des engagements pris, il sera toujours difficile de limiter  
« strictement l'usage de ces balles explosibles.

« Le ministère de la guerre russe proposerait donc, soit de renon-  
« cer complètement à l'usage des balles explosibles, soit d'employer

1. Voir *Archives* 1868, tome IV, page 1537.

« exclusivement les balles à capsules, lesquelles ne faisant explosion  
« qu'au contact des corps durs, ne peuvent servir qu'à faire sauter  
« des caissons. »

M. le Chancelier, dans sa circulaire du 9/21 mai, après avoir exposé succinctement les circonstances principales de l'affaire en question, déclare :

a) Que S. M. l'Empereur a daigné honorer de son entier suffrage les conclusions de M. le Ministre de la guerre et que Sa Majesté pense en conséquence que l'emploi des balles explosibles devrait être proscrit de l'armement des troupes ou du moins restreint à celui des balles à capsules, exclusivement destinées à l'explosion des caissons;

b) Que Sa Majesté Impériale ordonne à ses représentants diplomatiques de s'ouvrir vis-à-vis des Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités sur l'opportunité de faire de cette mesure l'objet d'une Convention internationale entre tous les États, et

c) Que Sa Majesté déclare dès ce moment être prête à adopter le principe en question comme règle pour l'armée russe, s'il est admis comme tel par tous les autres Gouvernements.

La proposition du Gouvernement russe peut être considérée sous deux aspects différents :

a) Suppression totale de l'emploi, en temps de guerre, des balles explosibles tant pour les carabines que pour les mitrailleuses;

b) Suppression pour les mêmes armes des balles ayant, comme celles sans capsules, la faculté d'éclater au choc contre des objets mous, et conservation de celles qui, pareilles aux balles russes à capsule, ne peuvent qu'incendier, tout en limitant leur usage à la destruction des voitures à cartouches et munitions d'artillerie.

(Il est à remarquer qu'en Russie, comme chez les autres puissances, le fusil de rempart, bien qu'il appartienne à l'artillerie, est classé dans la catégorie des armes portatives.)

Tous les Gouvernements, à l'exception de celui des États-Unis de l'Amérique du Nord, dont la réponse est en expectative, ayant déclaré, en réponse à la circulaire du 9/21 mai, qu'en principe ils adhèrent à la proposition de Sa Majesté de supprimer dans les troupes l'usage des balles explosibles, le prince Gortchakoff formula, d'ordre de l'Empereur, dans une seconde circulaire du 17/29 juin, un projet de protocole ayant pour but d'arriver à une entente internationale à ce sujet et engagea les Chefs de légation « à communiquer  
« le projet en question aux Gouvernements auprès desquels ils sont  
« accrédités, en les invitant à munir leurs représentants à Saint-Pé-  
« tersbourg des pouvoirs nécessaires pour en discuter les termes et  
« signer l'instrument. »

Voici ce projet de Protocole :

« Considérant que les progrès de la civilisation doivent avoir pour  
« effet d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre ;

« Que le seul but légitime que les États doivent se proposer dans  
« l'état de guerre est l'affaiblissement des forces militaires de l'en-  
« nemi ;

« Que pour répondre à ce but il suffit de mettre hors de combat le  
« plus grand nombre d'hommes possible, et

« Que ce serait dépasser ce but que de recourir à l'usage d'armes  
« tendant, soit à rendre inévitable la mort de ceux qu'elles attein-  
« draient, soit à aggraver les souffrances des hommes mis hors de  
« combat :

« Que l'emploi de pareilles armes serait contraire aux lois de l'hu-  
« manité :

« Il a été résolu d'un commun accord de proscrire de l'armement  
« des troupes en temps de guerre les balles dites explosibles qui, sans  
« être munies de capsules, renferment une composition fulminante et  
« peuvent éclater même au contact de corps offrant peu de résis-  
« tance, comme le corps des hommes ou des chevaux.

« En conséquence les soussignés, . . . . .

« . . . . .  
« ayant reçu à ce sujet des ordres de leurs Cours, ont été autorisés à  
« exprimer en leur nom la résolution de renoncer absolument à l'em-  
« ploi de ces projectiles comme arme de guerre et de n'en permettre  
« l'usage ni pour le tir des fusils ordinaires, ni pour celui des engins  
« désignés sous le nom de mitrailleuses, ni même pour la mitraille  
« à canon.

« Les Puissances qui adhéreraient au présent Protocole, se résér-  
« vent de s'entendre ultérieurement, en vue des perfectionnements  
« qui pourraient être apportés à l'avenir dans l'armement des troupes,  
« afin de maintenir les principes généraux qu'elles ont posés, en tra-  
« çant d'un commun accord aux exigences de la guerre les limites  
« prescrites par les lois de l'humanité. »

A la même date du 17/29 juin, par conséquent avant la réception  
du Protocole, le marquis de Moustier écrivait que le Gouvernement  
français, après que le maréchal Niel eut examiné la question de la  
suppression des balles explosibles sous le rapport technique, était ar-  
rivé à la conclusion que cette question ne pouvait être résolue par les  
Gouvernements que dans son sens le plus large, sans la soumettre à  
aucune restriction.

« L'interdiction complète des balles explosibles, » dit M. de Mous-  
« tier, pourrait donc être prise pour base de l'entente qui intervien-  
« drait. Telle nous paraît être d'ailleurs la tendance du cabinet de

« Saint-Petersbourg; M. le général Milutine, tout en déclarant, dans  
 « le rapport qui nous a été communiqué, que la Russie est prête soit  
 « à renoncer complètement à l'emploi des balles explosibles soit à  
 « n'admettre que l'usage des balles à capsules, insiste en effet sur les  
 « difficultés pratiques qui dans le second cas resteraient à résoudre. »

Les réponses à la seconde circulaire de M. le Chancelier de l'Empire nous sont parvenues de presque tous les Gouvernements. En voici le résumé :

Les Gouvernements de l'Autriche, de l'Espagne, de la Turquie, de la Suède, de la Belgique et de la Grèce ont adopté sans réserve notre projet de Protocole et exprimé l'intention de munir leurs Représentants à Saint-Petersbourg des pouvoirs nécessaires pour la signature de ce document.

Le principal Secrétaire d'État de la Grande-Bretagne, dans sa note du 1<sup>er</sup>/13 juillet, a fait part au baron de Brunnow « que le Gouvernement de la Reine est généralement d'accord avec les vues du Gouvernement impérial exposées dans les Circulaires du Chancelier de l'Empire et les pièces y annexées, et qu'il serait prêt à discuter avec ses alliés, lorsque le temps en sera venu, les termes dans lesquels une pareille entente devra être constatée. »

Les Gouvernements du Danemark, de la Confédération suisse, de Bade et du Portugal ont également donné leur assentiment à notre Protocole, en y faisant cependant les observations suivantes :

Le Ministre des Affaires Étrangères du Danemark dit dans sa note du 31 juin/11 juillet : « Le Gouvernement du Roi trouve qu'en laissant hors de cause les balles explosibles à capsules et en ne prescrivant pas au moins des limites précises à leur emploi, les dispositions du projet n'offriraient qu'une garantie partielle contre un armement des troupes jugé incompatible avec les exigences de l'humanité.

« Si une règle internationale ne vient pas déterminer l'emploi spécial et restreint des balles destinées à faire sauter les caissons d'artillerie, il y aura toujours en effet la possibilité qu'une armée trouve de l'avantage à faire un usage général de ces projectiles, qui, malgré leur explosibilité conditionnelle, seraient bien souvent d'un effet pareil à celui des balles fulminantes sans capsules. »

D'après la Note de la Confédération Suisse du 2/14 juillet le Conseil fédéral, en autorisant M. Adolphe Glinz, consul général à Saint-Petersbourg, à signer le Protocole, a exprimé le désir que « la réserve mise à la composition de *balles dites explosibles* soit retranchée et que ces balles soient purement et simplement prosrites de l'armement des troupes en temps de guerre. »

Ce désir, suivant l'office de M. Glinz en date du 15/27 juillet, est basé sur ce que « les balles avec capsules éclatent non-seulement



« lorsqu'elles touchent un corps très-dur, comme les caissons, etc.,  
 « mais produisent le même effet en se heurtant contre les os du corps  
 « humain. »

Le Gouvernement badois a formulé sa réponse de la manière suivante : « Dans la prévision que la nature des balles explosibles, qu'il  
 « s'agit d'exclure, sera spécifiée de manière à ne pas admettre la  
 « moindre incertitude, le Gouvernement badois se déclare prêt à signer tout Protocole rédigé à la suite d'un commun accord entre  
 « les grandes Puissances. »

Dans la Note du Gouvernement portugais, entre autres il est dit ce qui suit :

« En théorie on peut diviser les balles explosibles en deux espèces,  
 « savoir : celles qui font explosion par le choc contre les corps durs,  
 « tels que les chariots de munitions, et celles qui produisent le même  
 « effet par le choc contre des corps de moins de résistance. Mais en  
 « pratique il est difficile de maintenir cette distinction. Les expériences  
 « faites ont démontré que les balles de la première espèce produisent le même effet que celles de la seconde, en s'enflammant par  
 « le choc contre des corbeilles avec de la terre, les fascines et les  
 « abris de paille et de branches, ainsi que contre des objets d'une  
 « densité moindre que les planches de bois....

« L'application exclusive des projectiles de la première espèce, qui,  
 « lancés contre les chariots qui transportent les munitions et contre  
 « le bétail employé pour leur locomotion, pourrait toutefois faire  
 « beaucoup de victimes parmi le service des trains, les artilleurs et  
 « autres. Il faut ajouter à cela que nonobstant la plus active surveillance  
 « lance des officiers pour que les tireurs se servent des projectiles  
 « enflammants seulement dans les cas donnés, cette surveillance ne  
 « peut offrir une garantie sûre de ce qu'ils n'en feront pas emploi contre l'ennemi toutes les fois qu'ils pourront le faire impunément..»

Plus loin on lit dans la même Note : « Les balles explosibles, par  
 « l'effet que les fulminants produisent sur l'économie animale, amènent une mort certaine avec des souffrances horribles chez tous  
 « ceux qu'elles blessent et souvent même dans les cas où les autres  
 « balles mettent seulement hors de combat. Par conséquent elles sont  
 « comme les balles envenimées, celles remplies de verre et de chaux  
 « et d'autres armes ou moyens de combat, qui causent des douleurs  
 « inutiles, des blessures difficiles à guérir, et qui, selon l'opinion des  
 « publicistes les plus accrédités, ont effectivement été et doivent être  
 « prohibées par toutes les nations civilisées. »

Et à la fin : « Le Gouvernement de Sa Majesté est de l'opinion, en  
 « conséquence des raisonnements ci-dessus exposés, que l'emploi  
 « des balles explosibles doit être tout à fait prohibé et, de son côté, il

« n'hésiterait pas à adhérer à une Convention dans laquelle on consacrerait un principe si humanitaire, soit dans toute sa plénitude, soit avec des restrictions indiquées dans la Note russe. »

D'après tout ce qui précède, il est évident que dans les Circulaires de M. le Chancelier de l'Empire et dans les réponses des différents Gouvernements il n'est question que des balles explosibles appropriées au tir des carabines, des mitrailleuses et des bouches à feu d'artillerie sous forme de mitraille; quant aux différentes espèces de projectiles à explosion employés par l'artillerie ou bien aux autres moyens de destruction usités dans l'art de la guerre<sup>1</sup>, il n'en est pas fait la moindre mention dans les documents ci-dessus nommés, et jamais le Gouvernement russe n'a eu l'intention d'en faire l'objet d'une proposition.

Cependant une Note du Gouvernement prussien du 29 juin/10 juillet de l'année courante fit subitement entrer cette question dans une tout autre voie. Le cabinet de Berlin proposa d'élargir les bases de la question soulevée par ordre de S. M. l'Empereur, de ne pas se borner à l'interdiction des balles explosibles, mais de passer examen sur tous les moyens de destruction qui auraient pu être proposés et dont l'admission ne saurait être soufferte.

Dans cette Note il est dit :

« Nous sommes prêts à prendre part à une discussion commune  
« du Protocole, et nous nous associerons à cette tâche avec le désir de  
« répondre à la généreuse initiative de l'Empereur. Cependant l'exa-  
« men, que nous avons entrepris pour notre propre compte, nous a  
« fait reconnaître que les matériaux nécessaires pour pouvoir arrêter  
« une rédaction définitive ne sont pas encore réunis et qu'une dis-  
« cussion des Représentants diplomatiques des Puissances parvien-  
« drait difficilement à les compléter.

« Il nous semble d'abord que les Gouvernements se conformeraient  
« à la direction que la Déclaration du Congrès de Paris en date du  
« 16 avril 1856 a donnée à la fixation des rapports internationaux,  
« s'ils saisissaient cette occasion pour revêtir d'une sanction solennelle  
« et universelle certains principes analogues, proclamés depuis long-  
« temps par le Droit des gens, reconnus parfois dans des Traités con-  
« clus entre telle et telle Puissance et mis plus ou moins généralement

1. Sous la dénomination de *balles explosibles* on doit sous-entendre non-seulement celles qui existent dans l'armée russe, mais aussi celles que possèdent les autres nations. Les projectiles à explosion employés par l'artillerie constituent un ordre à part, qui ne doit et ne peut être confondu avec le premier; en effet, les bombes et obus tuent simplement par leur éclat, les shrapnels par leurs éclats et leurs balles; quant aux obus incendiaires, ils peuvent sans doute occasionner des brûlures mortelles et douloureuses, mais le but exceptionnel de ces projectiles étant d'incendier, on ne saurait les assimiler aux balles explosibles.

« en pratique. Telle est par exemple la prohibition des projectiles en-  
 « duits ou imprégnés d'une substance vénéneuse, du plomb haché,  
 « du verre, des boulets à chaîne ou à bras.

« Mais de plus, en face de la grande diversité des engins de de-  
 « struction inventés dans ces derniers temps, les stipulations du Pro-  
 « tocole et même les principes généraux, posés dans le préambule,  
 « nous paraissent susceptibles d'une extension bienfaisante. Je rap-  
 « pellerai par exemple l'invention offerte par feu lord Dundonald au  
 « Gouvernement anglais, mais refusée par ce dernier et qui, d'après  
 « les journaux, consistait à couvrir de brouillards d'un gaz mortel  
 « une ville entière ou le terrain occupé par une division ennemie. Ne  
 « risque-t-on pas que, malgré le Protocole, des inventions pareilles,  
 « ou d'autres moyens de destruction d'un effet peut-être plus doulou-  
 « reux, que les progrès de la chimie feront encore découvrir, ne  
 « soient regardés par telle ou telle Puissance comme exclus de l'ac-  
 « cord ultérieur que les Parties contractantes se réservent de conclure  
 « entre elles ?

« Les Représentants des Puissances pourraient peut-être s'entendre  
 « sur le premier des points que je viens d'indiquer ; la discussion du  
 « second exige en revanche les connaissances techniques les plus  
 « détaillées. Le Gouvernement du Roi se permet en conséquence de  
 « proposer au Cabinet impérial d'inviter avant tout les Puissances à  
 « déléguer à Saint-Petersbourg des Commissaires experts, chargés de  
 « discuter, d'après les points de vue énoncés plus haut, la réalisation  
 « de l'idée dont s'est inspirée la Circulaire du 9/21 mai, et de prépa-  
 « rer la rédaction des parties dispositives du Protocole. »

Cette Note fut l'objet d'une troisième circulaire (5/17 juillet)<sup>1</sup> que le prince Gortchakoff adressa aux Représentants de notre Gouvernement près les différentes Cours étrangères. Leurs réponses en grande partie ne se firent pas attendre :

La Turquie, la Bavière, le Portugal, la Belgique, la Hollande et la Suisse expriment leur parfait assentiment à la proposition prussienne, mais pensent en même temps pouvoir s'abstenir d'envoyer des agents militaires à St-Petersbourg. Toutes ces puissances, à l'exception de la Suisse, se proposent d'autoriser leurs Représentants respectifs à signer l'Acte qui sera rédigé à cet effet. Quant au Conseil fédéral de la Suisse, il se réserve le droit d'exprimer son adhésion ultérieure à la décision qui sera prise par la Conférence internationale.

L'Italie, le Danemark et le Wurtemberg, en consentant à la proposition du Cabinet de Berlin, ont témoigné l'intention d'envoyer à Saint-Petersbourg des Commissaires experts.

1. Voir *Archives* 1868, tome IV, page 1570.

Dans la Note reçue par l'envoyé de Russie à Vienne de la part de M. le baron de Beust il est dit que « le Gouvernement de Sa Majesté « Impériale et Royale Apostolique est prêt à adhérer à la proposition « prussienne dès que l'assentiment de toutes les autres grandes Puissances militaires lui sera acquis, et qu'il enverra à cet effet un Délégué militaire spécial pour faire partie de la Commission qui doit « s'assembler à Saint-Petersbourg. »

D'après les rapports du baron Brunnow, confirmés plus tard par une communication de lord Stanley, le Gouvernement britannique décline d'abord l'offre prussienne. Le principal Secrétaire d'État déclara qu'il ne se prononcerait point en faveur de l'extension que la Prusse donnait à l'idée conçue dès l'origine par la Russie. Selon lui, une pareille extension ne s'accorderait point avec les intérêts anglais. Les forces militaires de la Grande-Bretagne sont inférieures en nombre à celles des Puissances du Continent. Pour suppléer à l'insuffisance numérique, le Gouvernement a besoin de compter sur les ressources scientifiques et sur les perfectionnements mécaniques dont il peut disposer. Il se priverait de cet avantage à son propre détriment, s'il contractait des engagements qui imposeraient d'avance des limites à son esprit de recherche et d'invention. En outre, le principal Secrétaire d'État appuya sur la difficulté de définir les projectiles exclus avec assez de précision pour éviter plus tard toute récrimination et tout soupçon de mauvaise foi. Lord Stanley ajouta d'ailleurs qu'il n'entendait nullement revenir sur l'adhésion déjà donnée à la proposition russe restreinte à ses premières limites. Son refus s'appliquait exclusivement au projet mis en avant par la Prusse.

Cependant l'Ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg déclara plus tard que le Gouvernement de la Reine consentait à envoyer un Commissaire expert pour prendre part à la Conférence au sujet des balles explosibles.

D'après une Dépêche de notre Ambassade à Paris en date du 6/18 août, le marquis de Moustier, en recevant des mains de notre Chargé d'affaires la Circulaire du prince Gortchakoff du 5/17 juillet, à laquelle était jointe une copie de la communication prussienne, a déclaré que « selon la pensée de l'empereur Napoléon les guerres devaient être de nos jours aussi courtes que possible, mais qu'il était « nécessaire d'enlever à l'ennemi le plus grand nombre d'hommes « possible en les mettant hors de combat, pourvu seulement qu'on ne « leur infligeât pas des souffrances inutiles; que c'était dans ce sens « que notre proposition avait été accueillie, mais que le Gouvernement français n'entendait point discuter tous les perfectionnements « de l'artillerie. »

Il suit de cette correspondance diplomatique que toutes les Puissances



sances sont tombées unanimement d'accord pour supprimer l'emploi en temps de guerre des balles explosibles, quel que soit leur système.

A tout ce qui précède, il convient d'ajouter les faits suivants :

Lors des essais russes de 1863 on s'occupa principalement de constater si les balles incendiaires à capsules s'enflamment au choc contre des caissons ; quant à ce qui regarde leur faculté de s'enflammer en pénétrant dans des objets mous, on n'y fit pas attention. Quelques balles seulement furent tirées, comme il est dit au commencement de ce Mémoire, dans des sacs remplis d'étoupes et ne s'enflammèrent pas.

Au commencement de l'année 1868, les balles explosibles sans capsules furent essayées, non-seulement contre les objets durs, mais aussi à une distance de 20 mètres, contre du pain blanc : elles s'enflammèrent toutes en y pénétrant. Il fut remarqué en outre qu'en touchant des objets, elles éclatèrent quelquefois en morceaux.

Les balles à capsules ne furent pas essayées simultanément avec les précédentes : on pense qu'elles ne pouvaient ni s'enflammer en pénétrant dans les objets mous, ni éclater en touchant des corps durs.

Cependant la correspondance diplomatique précitée fait voir que certaines Puissances attribuent aux balles à capsules la faculté de prendre feu et même d'éclater, étant tirées contre le corps d'un homme ou celui d'un cheval.

Pour résoudre cette question définitivement, le Gouvernement russe ordonna de faire encore un essai comparatif des deux espèces de balles dans des conditions parfaitement identiques.

A une distance de 20 mètres, il fut tiré contre du pain blanc : les balles à fulminate s'enflammèrent, mais non les balles à capsule.

A la même distance il fut tiré contre le cadavre d'un cheval : les deux espèces de balles s'enflammèrent.

A la même distance contre des caissons vides à séparations intérieures, afin de constater si les balles éclataient : toutes les balles sans capsules prirent feu et on trouva beaucoup de leurs éclats dans l'intérieur des caissons ; quant aux balles à capsules, quoiqu'elles aient aussi toutes pris feu, on ne trouva dans l'intérieur des caissons que quelques balles seulement déformées et non brisées, un morceau de plomb, un tube en fer (sur lequel on pose la capsule d'amorce) et quelques éclats de capsules.

A la même distance et dans un but identique, contre des madriers de sapin : les balles sans capsules s'étaient enflammées, avaient éclaté et fortement endommagé les madriers. Les balles à capsules avaient pris feu sans avoir éclaté ; une capsule fut trouvée dans le bois.

En résumant les résultats de cet essai, on trouve que la balle explosive sans capsule, après avoir pénétré dans le corps d'un homme, doit y faire une plaie beaucoup plus dangereuse et plus douloureuse

que la balle à capsule, puisqu'après s'être enflammée elle éclate, ce qui n'arrive pas à cette dernière; néanmoins, comme elles ont toutes les deux la propriété de prendre feu en frappant le corps d'un homme, il n'y a pas sous ce rapport de différence essentielle entre elles.

Saint-Pétersbourg, 18/30 octobre 1868.

---

### Protocole N° 2.

Présidence du général Milutine.

Séance du 1<sup>er</sup>/13 novembre 1868.

Présents, MM. les Commissaires qui assistaient à la première séance.

M. le Chargé d'affaires de Perse, ayant reçu dans l'intervalle l'autorisation de son Gouvernement de prendre part aux travaux de la Commission, assiste à la deuxième séance.

M. le général Milutine exprime le regret de n'avoir pas été prévenu à temps pour l'inviter à la première réunion. Il pense que la lecture du Protocole le mettra suffisamment au courant des délibérations pour qu'il puisse adhérer aux résolutions prises si elles sont conformes à ses instructions.

M. le Chargé d'affaires de Perse répond qu'il a pour instructions d'assister aux délibérations et d'en référer à son Gouvernement quant aux décisions qui seront arrêtées.

Le Protocole de la première séance est lu et approuvé.

M. le général Milutine demande à MM. les Commissaires s'ils ont reçu les réponses de leurs Gouvernements au sujet du poids de 400 grammes proposé comme limite des projectiles à exclure.

M. le Ministre de Suède et de Norvège répond que dans la supposition qu'il s'agissait seulement d'exclure les balles explosibles employées dans les fusils, son Gouvernement, tout en adhérant au principe du poids comme base de l'exclusion, trouvait le chiffre de 400 grammes trop élevé relativement au but proposé. Il désirerait en conséquence que ce chiffre fût abaissé. Toutefois, si cette demande n'obtenait pas l'assentiment de la Commission et que le poids de 400 grammes fût maintenu, il n'a pas ordre de s'y refuser.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne déclare que lord Stanley se trouvant momentanément absent, il n'a pas reçu de réponse quant à la question spéciale du poids à fixer : mais que, néanmoins, il est autorisé à signer le projet de Protocole limité aux Parties contractantes.

M. le Commissaire d'Autriche n'a pas jugé nécessaire d'en référer à son Gouvernement. Il est persuadé de son assentiment au principe du poids et au chiffre proposés. Si cependant la Commission était d'accord pour diminuer ce dernier par égard pour la demande de la Suède, il serait prêt à discuter la question.

MM. les Ministres de Bavière et de Belgique adhèrent à la base proposée dans la première séance.

M. le Commissaire de Danemark a reçu l'ordre de l'accepter.

M. le Commissaire de France exprime également son assentiment.

M. le Ministre de Grèce n'a pas encore reçu de réponse, mais il croit pouvoir accepter la décision qui serait prise à l'unanimité.

M. le Commissaire d'Italie n'a pas cru devoir en référer à son Gouvernement et n'a pas lieu de douter de son adhésion.

MM. les Ministres des Pays-Bas et du Portugal accepteront la décision sur laquelle on tomberait d'accord.

M. le Commissaire de Prusse ayant proposé le principe, son adhésion y est acquise.

M. le Consul Général de Suisse est autorisé à adhérer. Toutefois, il fait observer qu'il existe en Suisse une espèce de balles qui semblent en dehors de la catégorie de celles qui sont exclues; ce sont des balles-fusées qui s'enflamment sans éclater au contact des parois du caisson. Il voudrait savoir si elles doivent également être considérées comme *proscrites*.

M. le Chargé d'affaires de Turquie n'a pas reçu la réponse de son Gouvernement.

M. le Chargé d'affaires de Wurtemberg adhérera à la décision qui sera adoptée sous réserve de la ratification de son Gouvernement.

M. le général Milutine constate que la majorité adhère au principe et à la limite proposés, mais que MM. les Délégués de la Suède et de Suisse ont soulevé deux questions nouvelles, la première relative au chiffre de 400 grammes, la seconde relative aux balles incendiaires.

M. le général Milutine propose de décider d'abord la première, savoir : Veut-on conserver ou diminuer le chiffre de 400 grammes ?

Il fait observer que ce chiffre n'a pas été choisi dans la supposition qu'il pouvait y avoir des balles de fusil de 400 grammes, mais parce qu'au delà de cette limite, les projectiles appartiennent au domaine de l'artillerie.

M. le Ministre de Suède en convient, mais il ajoute qu'on ne peut pas préjuger les progrès de la science. Les mitrailleuses, d'invention toute moderne, peuvent être perfectionnées; on peut en faire de trois canons au lieu de huit, et leur calibre peut approcher celui de 400 grammes. Elles auraient certainement alors le caractère, non

d'armes portatives, mais de pièces d'artillerie. En limiter d'avance l'emploi serait restreindre les nécessités de la guerre.

M. le Ministre de Suède et de Norvège pense que le chiffre de 300 grammes pourrait être adopté comme un terme moyen parfaitement suffisant pour les plus grandes balles de fusil possibles et par conséquent pour répondre entièrement au but proposé.

M. le général Milutine ne croit pas probable que les poids des balles lancées par les mitrailleuses atteigne le chiffre de 400 grammes. Mais l'essentiel lui paraît être de tracer une ligne de démarcation nette entre les projectiles d'artillerie et ceux affectés aux armes portatives. Le chiffre de 400 grammes a été choisi parce qu'il peut être considéré comme le minimum pour les premières et le maximum pour les secondes. Toutes les pièces d'artillerie de moins d'une livre doivent être reconnues inefficaces.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne constate qu'en Angleterre on n'a pas essayé de canons de moins d'une livre.

M. le général Milutine demande si l'on peut supposer un obus de moins d'une livre.

M. le lieutenant général Versmann répond négativement. Il est d'avis que des mitrailleuses d'un aussi fort calibre ne seraient pas avantageuses : une pièce d'artillerie vaudrait mieux et ne nécessiterait pas un plus grand nombre de chevaux.

M. le Commissaire d'Italie partage cette opinion.

M. le Commissaire de France croit que le chiffre de 400 grammes répond au but proposé. Toutefois, il accepterait un chiffre moindre si la Commission se rangeait à l'opinion de M. le Ministre de Suède.

M. le général Milutine constate qu'on peut adopter tel chiffre qui serait jugé convenable. Mais il pense que tout autre chiffre serait arbitraire, et manquerait de base, tandis que celui de 400 grammes offre une base précise, c'est-à-dire la limite reconnue où s'arrête l'artillerie; c'est pourquoi il le croit préférable.

M. le Commissaire de Prusse déclare qu'en proposant le principe du poids, il avait suggéré celui de 3 livres, vu qu'il ignorait les essais faits en Angleterre de canons de moins d'une livre; qu'ensuite il avait adhéré à la limite de 400 grammes, mais qu'il ne pouvait pas descendre plus bas.

M. le Ministre de Suède et de Norvège déclare que son Gouvernement a cru devoir suggérer cette idée afin de laisser une marge suffisante à l'esprit d'invention, mais que cette opinion n'étant pas partagée par la Commission, il n'insistera pas.

M. le général Milutine constate que, d'après cette déclaration, l'on doit conclure que M. le Ministre de Suède n'a entendu présenter qu'une simple observation, sans se refuser d'une manière absolue à admettre



la limite de 400 grammes, et qu'en conséquence cette limite peut être considérée comme maintenue.

Il pose ensuite la deuxième question soulevée par M. le Consul général de Suisse, celle des balles-fusées non explosibles, mais incendiaires.

Un échange d'idées s'établit sur les points suivants :

Ces balles, ayant, d'après l'assertion de M. le Consul général de Suisse, la propriété de ne s'enflammer qu'au contact d'un corps sec et de s'éteindre dans un corps humide, et ne pouvant par conséquent pas causer plus de préjudice qu'une balle ordinaire dans le cas où elles atteindraient un homme, leur emploi doit-il être proscrit comme contraire à l'humanité?

Peut-on affirmer avec certitude que tel serait le cas dans la pratique, et ne peut-il pas arriver qu'elles s'enflamment au choc contre les parois du fusil et que par conséquent elles causent la même aggravation inutile des blessures que l'humanité réprouve?

Ne doivent-elles pas être rangées sous ce rapport dans la même catégorie que les balles à capsules signalées dans le Mémoire présenté par M. le Ministre de la guerre de Russie, et qui s'enflamment sans éclater?

Et puisque la Commission a proscrit unanimement ces dernières à cause de la difficulté constatée d'établir une distinction pratique entre leurs effets et ceux des balles sans capsules, ne doit-on pas logiquement considérer les balles-fusées suisses comme virtuellement exclues par les mêmes motifs?

Après avoir entendu divers avis sur ces questions, M. le Consul général de Suisse ayant déclaré qu'il ne posait qu'une simple demande d'éclaircissement, mais que son Gouvernement n'avait nullement la pensée de se refuser à l'exclusion de la balle-fusée, MM. les Délégués de Belgique et de Wurtemberg ayant réservé le consentement de leurs Cours, M. le Délégué de Perse ayant déclaré devoir prendre la question *ad referendum*, et MM. les autres Commissaires ayant déclaré que, bien qu'ils fussent sans instructions spéciales à ce sujet, ils croyaient pouvoir adhérer à l'extension du principe de l'exclusion aux balles suisses :

La Commission décide que, sauf ces réserves, les balles-fusées incendiaires seront assimilées aux projectiles dits explosibles et exclues dans les mêmes limites.

Sur la proposition de M. le lieutenant général Versmann, complétée par les observations de MM. les Commissaires de France et de Prusse, il est décidé, afin de spécifier l'exclusion desdites balles, d'ajouter, dans le projet de Protocole ou de Déclaration, aux mots : *projectiles explosibles d'un poids inférieur à 400 grammes*, les mots : *ou ceux chargés de matières fulminantes ou inflammables*.

M. le Commissaire d'Autriche désire éclaircir la nature de l'engagement qui résulterait pour les Puissances du paragraphe final du projet de Protocole, c'est-à-dire de s'entendre ultérieurement afin d'appliquer ces principes d'humanité aux perfectionnements apportés dans l'avenir à l'armement des troupes. Il explique que sa pensée serait de préciser et d'affirmer cet engagement.

M. le Délégué du Ministère des Affaires Étrangères fait observer que les Puissances conservent toujours la faculté de se concerter quand elles le jugent utile, mais qu'on ne saurait leur en imposer l'obligation. — En adoptant l'expression : *les Puissances se réservent....* le Ministère des Affaires Étrangères a cru indiquer exactement la limite entre une entente facultative et une entente obligatoire. Les Puissances acceptent sans doute l'engagement moral d'appliquer les principes d'humanité qu'elles ont posés, toutes les fois qu'elles seront saisies d'une proposition précise, mais elles gardent le droit d'apprécier l'opportunité.

M. le Commissaire d'Autriche se déclare satisfait de ces explications, mais il désire que la pensée qu'il a exprimée soit consignée dans le Protocole.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne demande qu'il soit clairement précisé que l'engagement international stipulé par le Protocole ou la Déclaration ne sera obligatoire, pour les Puissances qui l'auront signé, que dans le cas d'une guerre entre elles et non dans le cas d'une guerre avec des Puissances qui seraient restées en dehors de cet engagement,

M. le Délégué du Ministère des Affaires Étrangères fait observer que dans cette prévision, le paragraphe suivant a été ajouté au projet primitif du Protocole :

« Les Puissances qui auront signé la présente Déclaration ou qui y auront accédé par la suite se considéreront comme mutuellement liées par sa teneur. »

Il pense que le mot : *mutuellement* indique que l'engagement ne subsiste qu'entre les Parties contractantes.

M. le Ministre de Bavière propose que le mot : *mutuellement*, soit inséré dans le paragraphe qui stipule la proscription des projectiles explosibles de l'armement des troupes en temps de guerre.

M. le Ministre de la guerre propose que le mot *emploi* soit substitué au mot *armement*, vu que l'on ne saurait interdire les essais qui peuvent se faire dans les différentes armées en temps de paix.

M. le Ministre de Suède et de Norvège demande s'il est suffisamment clair que le mot *troupes* s'applique à la marine aussi bien qu'aux armées de terre.

M. le Ministre de Belgique propose d'ajouter au mot : *troupes*, les mots : *de terre et de mer*.

Aucune objection n'est faite à ces diverses modifications.

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne exprime l'opinion que le mot *mutuellement* ne répond pas entièrement à l'idée qu'il a énoncée et désire qu'il soit bien clairement établi que l'engagement ne subsiste qu'entre les Puissances qui l'auront signé.

M. le Délégué du Ministère des Affaires Étrangères de Russie propose la rédaction suivante :

« La présente Déclaration ne sera obligatoire que pour les Puissances qui l'auront signée ou celles qui y auraient accédé par la suite, dans le cas d'une guerre entre elles. »

M. le Commissaire de la Grande-Bretagne objecte qu'il faut également supposer le cas où une Partie non contractante viendrait à prendre part à une guerre entre les Parties contractantes, et qu'en pareil cas celles-ci ne pourraient pas être considérées comme liées envers la première.

M. le Délégué du Ministère des Affaires Étrangères propose d'exprimer en ces termes la pensée énoncée par M. le Commissaire de la Grande-Bretagne :

« Cet engagement n'est obligatoire que pour les Parties contractantes ou accédantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles. Il n'est pas applicable vis-à-vis de Parties non contractantes ou qui n'auraient pas accédé.

« Il cesserait également d'être obligatoire, du moment où, dans une guerre entre Parties contractantes ou accédantes, une Partie non contractante, ou qui n'aurait pas accédé, se joindrait à l'un des belligérants. »

Cette rédaction étant acceptée, M. le général Milutine propose de lever la séance et de fixer la prochaine réunion au lundi 4/16 novembre pour s'entendre sur la rédaction définitive du projet de Protocole ou de Déclaration, dans son ensemble.

MM. les Commissaires ayant adhéré, la séance est levée.

*Signé :* MILUTINE, AREMBERG, C. TAUFFKIRCHEN,  
ERREMBULT DE DUDZEELE, E. DE VIND,  
C. DE MIRIBEL, J. SAINT-GEORGE, S. A. METAXA,  
C. DE BIANDELLA DE REAGLIE, DE GEVERS,  
DE RILVAS, SCHWEINITZ, MASSALSKY,  
A. VERSMANN, JOMINI, DE BJÖRNSTJERNA,  
A. GLINZ, CARATHÉODORY, C. D'ABELÉ.

**Protocole N<sup>o</sup> 3.**

Présidence du général Milutine.

*Séance du 4/16 novembre 1868.*

Présents :

MM. les Commissaires qui assistaient à la deuxième séance.

Le Protocole de la deuxième séance est lu et approuvé.

M. le Chargé d'affaires de Turquie annonce qu'il a reçu l'adhésion de son Gouvernement au principe du poids et au chiffre de 400 grammes.

M. le général Milutine propose de fixer la rédaction définitive du projet de Protocole ou de Déclaration, conformément aux modifications successivement apportées dans le cours des délibérations.

Lecture est donnée du projet suivant :

« Considérant que les progrès de la civilisation doivent avoir pour effet d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre ;

« Que le seul but légitime que les États doivent se proposer durant la guerre, est l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi ;

« Qu'à cet effet, il suffit de mettre hors de combat le plus grand nombre d'hommes possible ;

« Que ce but serait dépassé par l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les blessures des hommes mis hors de combat ou rendraient leur mort inévitable ;

Que l'emploi de pareilles armes serait dès lors contraire aux lois de l'humanité :

« Les soussignés, ayant reçu à ce sujet les ordres de leurs Gouvernements, sont autorisés à déclarer ce qui suit :

**§ I.**

« Les Parties contractantes s'engagent à renoncer mutuellement, en cas de guerre entre elles, à l'emploi, par leurs troupes de terre ou de mer, de tout projectile d'un poids inférieur à 400 grammes, qui serait ou explosible ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.

**§ II.**

« Elles inviteront tous les États qui n'ont pas participé, par l'envoi de délégués, aux délibérations de la Commission militaire internationale réunie à Saint-Petersbourg, à accéder au présent engagement.

**§ III.**

Cet engagement n'est obligatoire que pour les Parties contractantes ou accédantes en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles ;



il n'est pas applicable vis-à-vis de Parties non contractantes, ou qui n'auraient pas accédé.

#### § IV.

« Il cesserait également d'être obligatoire, du moment où, dans une guerre entre Parties contractantes ou accédantes, une Partie non-contractante ou qui n'aurait pas accédé, se joindrait à l'un des belligérants.

#### § V.

« Les Parties contractantes et accédantes se réservent de s'entendre ultérieurement toutes les fois qu'une proposition précise sera formulée en vue des perfectionnements à venir que la science pourrait apporter dans l'armement des troupes, afin de maintenir les principes qu'elles ont posées, en conciliant les nécessités de la guerre avec les lois de l'humanité. »

Cette rédaction est adoptée.

M. le général Milutine constate que la tâche de la Commission militaire étant terminée, c'est désormais au Ministère des Affaires Étrangères que MM. les Plénipotentiaires se réuniront pour donner à la Déclaration sa forme et sa valeur internationales.

Mais avant de déclarer la Commission close, M. le général Milutine considère comme un devoir d'exprimer à MM. les Commissaires ses plus vifs remerciements pour le concours qu'ils ont bien voulu prêter à l'œuvre d'humanité entreprise en commun.

Il convient que cette œuvre peut être considérée comme bien minime, mise en regard des armements considérables qui se poursuivent partout. — Néanmoins elle atteste d'une manière palpable l'unanimité de la disposition qui anime les Puissances de diminuer autant que possible les souffrances de l'état de guerre. — Sous ce rapport, il aime à croire que le résultat obtenu par les efforts communs de MM. les Commissaires pourra contribuer au maintien et à la consolidation de la paix générale.

M. le Commissaire de France est persuadé que MM. les Délégués ne voudront pas se séparer sans exprimer, de leur côté, à M. le Président leur gratitude pour l'obligeance qu'il a témoignée à chacun d'eux dans la direction des délibérations, et qui autorise à espérer les meilleurs résultats si, plus tard, la Commission était appelée à se réunir de nouveau sous ses auspices, afin de continuer et de compléter cette œuvre d'humanité.

MM. les Commissaires expriment leur adhésion unanime à ces sentiments.

La séance est levée et la Commission déclarée close après avoir voté des remerciements à M. le Délégué du Ministère des Affaires Étrangères

pour la parfaite exactitude avec laquelle il a rédigé les Protocoles des délibérations.

*Signé :* D. MILUTINE, D'AREMBERG, DE TAUFFKIRCHEN, ERREMBULT DE DUDZEELE, E. DE WIND, C. DE MIRIBEL, SAINT-GEORGE, S. A. METAXA, C. DE BIANDRA, DE REAGLIE, DE GEVERS, DE RILVAS, SCHWEINITZ, MESSALSKY, A. VERSMANN, JOMINI, DE BJÖRNSTJERNÅ, A. GLINZ, CARATHÉODORY, D'ABELÉ.

---

**Déclaration échangée à Saint-Petersbourg, le 29 novembre/11 décembre 1868, entre l'Autriche, la Bavière, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Prusse et la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Russie, la Suède et la Norvège, la Suisse, la Turquie et le Wurtemberg, sur l'interdiction des balles explosibles en temps de guerre.**

Sur la proposition du Cabinet impérial de Russie, une Commission militaire internationale ayant été réunie à Saint-Petersbourg afin d'examiner la convenance d'interdire l'usage de certains projectiles en temps de guerre entre les nations civilisées, et cette Commission ayant fixé d'un commun accord les limites techniques où les nécessités de la guerre doivent s'arrêter devant les exigences de l'humanité, les soussignés sont autorisés par les ordres de leurs Gouvernements à déclarer ce qui suit :

Considérant que les progrès de la civilisation doivent avoir pour effet d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre ;

Que le seul but légitime que les États doivent se proposer durant la guerre est l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi ;

Qu'à cet effet, il suffit de mettre hors de combat le plus grand nombre d'hommes possible ;

Que ce but serait dépassé par l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat, ou rendraient leur mort inévitable ;

Que l'emploi de pareilles armes serait dès lors contraire aux lois de l'humanité :

Les Parties contractantes s'engagent à renoncer mutuellement, en

cas de guerre entre elles, à l'emploi, par leurs troupes de terre ou de mer, de tout projectile d'un poids inférieur à 400 grammes qui serait ou explosible, ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.

Elles inviteront tous les États qui n'ont pas participé, par l'envoi de délégués aux délibérations de la Commission militaire internationale réunie à Saint-Petersbourg, à accéder au présent Engagement.

Cet Engagement est obligatoire que pour les Parties contractantes ou accédantes en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles, il n'est pas applicable vis-à-vis de Parties non contractantes ou qui n'auraient pas accédé.

Il cesserait également d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre Parties contractantes ou accédantes, une Partie non contractante ou qui n'aurait pas accédé se joindrait à l'un des belligérants.

Les Parties contractantes ou accédantes se réservent de s'entendre ultérieurement toutes les fois qu'une proposition précise serait formulée en vue des perfectionnements que la science pourrait apporter dans l'armement des troupes afin de maintenir les principes qu'elles ont posés et de concilier les nécessités de la guerre avec les lois de l'humanité.

*Signé* : Le ministre d'Autriche, VETSERÁ.

Le ministre de Bavière, comte DE TAUFFKIRCHEN.

Le ministre de Belgique, comte C. EREMBAUT DE DUDZEELE.

Le ministre de Danemark, le chambellan C. R. E. DE WIND.

L'ambassadeur de France, le baron DE TALLEYRAND-PÉRIGORD.

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne, A BUCHANAN.

Le ministre de Grèce, S. METAXA.

Le ministre d'Italie, le marquis C. DI BELLA CARACCILO.

Le ministre des Pays-Bas, le baron J. G. GEVERS.

Le ministre de Perse, MIRZA ASSEDOULLAH KHAN.

Le ministre de Portugal, le comte DE RILVAS.

Le ministre de Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le prince HENRI VII, de REUSS.

Le chancelier de l'empire, ministre des affaires étrangères de Russie, le prince A. GORTCHAKOFF.

Le ministre de Suède et de Norvège, le général O. M. BJÖRNSTIERNÅ.

Le commissaire de la Suisse, A. GLINZ.

Le chargé d'affaires de Turquie, CARATHÉODORY.

Le chargé d'affaires de Wurtemberg, D'ABELÉ.

---

## QUATRIÈME PARTIE.

---

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### GRANDE-BRETAGNE.

**Dépêche de lord Stanley au colonel Stanton, consul général à  
Alexandrie, au sujet de la réforme judiciaire en Égypte, en  
date de Londres le 18 octobre 1867.**

Monsieur le Consul général, j'ai reçu votre lettre, du 9 du courant, relativement aux réformes que le vice-roi d'Égypte désire introduire dans le système judiciaire de cette contrée. J'avais reçu précédemment de M. Fane un double du mémoire sur ce sujet déposé devant le vice-roi par Nubar-pacha; et Nubar-pacha lui-même avait conféré avec moi à ce propos durant son séjour en Angleterre.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait mettre en doute que le système actuellement en vigueur dans l'Égypte, par rapport aux procès entre les étrangers d'une part, et le Gouvernement ou les nationaux égyptiens d'une autre, ne soit d'autant plus préjudiciable aux intérêts des deux parties qu'il n'est garanti par la sanction d'aucun Traité.

Le Gouvernement de Sa Majesté est, par conséquent, tout à fait disposé à venir en aide au Gouvernement égyptien dans une tentative qu'il ferait pour établir un système meilleur; et si le Gouvernement égyptien réussit à obtenir le concours des autres Puissances pour arriver au même but, vous pouvez donner à Nubar pacha l'assurance que la coopération cordiale de la Grande-Bretagne ne sera point refusée à une œuvre si salutaire.

Vous direz cependant que le Gouvernement de Sa Majesté considère les résultats pratiques, quand bien même ils ne seraient pas tout à fait d'accord avec la perfection théorique, comme étant ce que l'on doit rechercher tout d'abord. En conséquence, il pourrait être avantageux, au moins dans le commencement, de ne point essayer de formuler



un nouveau Code de droit ou de procédure, mais d'appliquer simplement un système perfectionné de procédure à la loi actuelle, autant que les circonstances le permettent, en modifiant la loi dans tous les détails nécessaires d'après la législation adoptée par les Puissances étrangères en cas semblable.

Je n'hésite pas à dire que le Gouvernement de Sa Majesté, dans l'application de ce principe, ne serait point disposé à tenir à ce que les maximes de la loi anglaise fussent incorporées dans ce nouvel arrangement en contradiction avec celles de la loi d'aucun autre pays. Il viserait plutôt à l'établissement de principes de droit naturel et aux moyens d'obtenir et de garantir ces conditions le mieux possible par des moyens empruntés à n'importe quelle source. Le Gouvernement de Sa Majesté pense que la base sur laquelle on pourrait commencer les réformes avec le plus de sécurité et l'espérance d'arriver aux résultats les plus prompts, consisterait à adapter aux circonstances actuelles, depuis les modifications amenées par le temps, les principes posés dans les anciennes Capitulations. C'est, en effet, parce que l'on s'est départi de ces principes que l'on est arrivé, en grande partie, aux maux dont on se plaint à si juste titre.

Ces Capitulations, il est vrai, ont été établies dans des conjonctures bien différentes de celles qui existent en ce moment, et elles avaient pour but d'offrir une garantie aux étrangers contre la violence arbitraire et les exactions des autorités locales. Mais tout en réservant exclusivement pour les tribunaux extra-territoriaux le règlement des questions, soit au civil, soit au criminel, dans lesquelles des étrangers se trouvaient seuls impliqués, elles n'ont point eu la prétention de priver le Gouvernement local de sa juridiction sur les étrangers dans les affaires où ils se trouvaient, tant au civil qu'au criminel, en collision avec les lois du souverain territorial.

Ces Capitulations réservaient toutefois, comme garantie pour les étrangers contre les sentiments arbitraires des tribunaux indigènes, un certain droit de concours ou de révision qui pût servir à prévenir les abus. Dans la suite des temps, cette précaution, surtout en Égypte, est devenue elle-même le plus grand des abus, et par degrés l'autorité des tribunaux locaux a été usurpée ou mise de côté par les empiètements d'une juridiction territoriale.

Tel est l'état de choses auquel le Gouvernement du vice-roi désire remédier, et il ne saurait être plus disposé à faire cette tentative que le Gouvernement de Sa Majesté ne l'est à lui prêter son appui dans cette entreprise. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune sympathie pour une juridiction extraordinaire, même quand elle s'en tiendrait strictement à la lettre des Capitulations.

Il saluerait avec la plus grande satisfaction dans le système judi-

ciaire de l'Empire ottoman, et en particulier de l'Égypte, qui en constitue une partie si importante, une réforme qui l'autoriserait, lui, Gouvernement anglais, à renoncer à toute action judiciaire dans cette contrée et à abandonner les différends de ses nationaux et les crimes qu'ils peuvent commettre à la juridiction locale, à l'exclusion de toute autre, conformément à ce qu'il pratique dans les autres pays. Avec de tels sentiments, le Gouvernement de Sa Majesté n'est certainement pas disposé à défendre une juridiction à laquelle aucun Traité ne lui donne droit et qu'il est forcé de reconnaître pour une usurpation amenée, il est vrai, par la force des circonstances, mais qui n'est pas moins préjudiciable aux intérêts anglais qu'elle n'est dérogatoire au caractère et à la prospérité de l'administration égyptienne.

Mais le Gouvernement de Sa Majesté tient à la condition suivante, qu'il est heureux du reste de reconnaître comme la base sur laquelle sont fondées les ouvertures du Gouvernement égyptien : c'est que les Puissances étrangères sont en droit d'espérer que tout nouveau système légal qui sera inauguré en Égypte donnera à l'étranger d'amples garanties ; qu'en plaidant devant un tribunal égyptien, il n'aura rien à craindre de la vénalité, de l'ignorance et du fanatisme de ses juges ; que la loi qui sera appliquée à son affaire, soit comme demandeur, soit comme défendeur, sera claire et précise pour tous, et que la forme de la procédure, surtout en matière de témoignage, sera bien définie, sans qu'il soit permis de s'en départir arbitrairement sous quelque prétexte que ce soit. Le Gouvernement de Sa Majesté pense que la marche que le Gouvernement égyptien se propose de suivre pour parvenir au but désiré doit probablement produire un bon résultat, si, comme je l'ai dit auparavant, on dirige les démarches vers ce qui est réellement praticable et non vers une perfection désirable, mais abstraite. Le Gouvernement de Sa Majesté est tout prêt à prendre part à toute enquête que l'on établirait pour arriver à ce but ; et dès que le Gouvernement égyptien aura fait savoir qu'il s'est assuré le consentement des autres principales Puissances à se faire représenter par des Commissaires dans une enquête préliminaire destinée à réformer le système judiciaire de l'Égypte, alors le Gouvernement de Sa Majesté nommera aussitôt un ou plusieurs Commissaires pour prendre part à cette opération. Si, comme il est naturel, cette Commission doit siéger en Égypte, le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à penser qu'au lieu de limiter la composition de la Commission à des personnes initiées dans des connaissances juridiques, il serait désirable que le principal Représentant politique de chaque nation prît part également aux travaux de la Commission, d'autant plus que certaines considérations politiques doivent nécessairement trouver place dans l'enquête, et que, par ce mélange d'éléments divers dans la Com-

mission, on neutraliserait en grande partie les préférences pour les détails techniques que l'on pourrait s'attendre à voir prédominer dans une assemblée exclusivement composée d'hommes de loi.

Vous pouvez donner à Nubar-pacha une copie de la présente Dépêche contenant la réponse du Gouvernement de la Reine à la proposition qu'il lui aurait soumise au nom du vice-roi, et vous informerez en même temps Son Excellence que l'ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople, à titre de déférence respectueuse vis-à-vis du Sultan, recevra l'ordre de communiquer ce document à la Porte. Les Représentants de la Reine près d'autres Cours seront de même autorisés à le communiquer aux Gouvernements près lesquels ils sont accrédités, comme contenant l'exposition de la manière dont la proposition du Gouvernement égyptien a été reçue par celui de Sa Majesté.

Je suis, etc.

*Signé* : STANLEY.

---

## CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

### **Discours du Président de la République en présentant son Message aux Chambres, le 18 mai 1868.**

Honorables Sénateurs et Députés,

Je dois à un événement douloureux pour tous d'inaugurer une dernière fois l'ouverture du Congrès national argentin. Sans cette circonstance, je serais au poste que trois nations m'ont confié et que trace le devoir auprès de mes héroïques compagnons d'armes, qui représentent si noblement la République, là où l'on combat, où l'on souffre et où l'on meurt pour la gloire de son drapeau et pour l'honneur de tous ses enfants.

Empressé d'obéir à la loi fondamentale des démocraties en remettant au peuple l'autorité suprême dont sa libre volonté m'a rendu dépositaire, je place entre les mains de votre digne Président le Message où se trouve exposé l'état politique et administratif du pays, en vous priant de me continuer jusqu'à la fin votre puissant et utile concours, afin de mener heureusement à terme la difficile tâche que vous m'avez imposée.

Ce devoir rempli, considérant qu'en tout ce qui pouvait dépendre de moi-même, mes paroles sont devenues des faits et mes promesses des réalités, j'attends avec calme le triple arrêt de la loi, de l'opinion et de l'avenir. J'ai la confiance que grand a été le but, bons les

moyens, et que féconds seront les résultats, alors même qu'ils ne combleraient point toutes les espérances et ne satisferaient point toutes les aspirations, comme il en a été ainsi pour moi. Nul n'est exempt d'erreurs; j'ai pu en commettre; mais je me flatte qu'elles seront jugées par mes concitoyens avec une équité bienveillante, en considération de mes intentions et devant les conquêtes réalisées.

La nationalité Argentine est, aujourd'hui, un fait comme un droit indestructible. Irrévocablement unis, les peuples et les individus dont elle se compose traverseront ensemble le bon ou le mauvais sort que le Ciel leur garde; unis, ils grandiront par les vertus civiques, par la prudence et l'énergie, conjurant les dangers qui pourraient menacer l'avenir; unis, ils atteindront, grâce à la fraternité et à leur constance, les grandes destinées promises à notre belle patrie. S'il en était autrement, stérilisant tant de biens précieux, nous serions la risée du monde!

Les éléments matériels qui servent d'instruments au progrès croissant des sociétés sont organisés parmi nous; leur emploi doit assurer la félicité nationale, à l'ombre des sages institutions qui nous régissent, si nous appliquons ces institutions salutaires avec une loyale sincérité.

La paix avec nos voisins se trouvera solidement consolidée par l'issue glorieuse de la guerre où des nécessités patriotiques nous ont entraînés, et le cercle de nos relations internationales s'élargira par suite avantageusement.

La paix intérieure aura également d'efficaces garanties dans le pouvoir moral et matériel du Gouvernement, lequel, appuyé sur son droit, a su dominer les résistances anarchiques, même dans les situations les plus difficiles, sans rien concéder jamais à la force brutale, sans obéir à des influences illégitimes, sans se faire l'esclave des passions ou la proie d'exploitations égoïstes.

On verra s'opérer chez nous, pour la première fois, la transmission pacifique légale et complète du pouvoir suprême. Je remettrai à mon successeur une nation homogène, compacte, régie par une seule loi, avec les moyens nécessaires pour assurer, contre tout obstacle, sa bienfaisante application.

Le Président de la République, librement élu à la majorité des suffrages nationaux ou par votre sanction souveraine, gouvernera avec l'autorité que la loi donne, sans que nul puisse prétendre à s'élever au-dessus de lui. Au nom de la Constitution, il sera obéi et respecté et pourra compter sur l'appui de toutes les volontés, qu'elles aient ou non concouru à son avènement; car telle est la règle, telle est la loi d'un peuple libre.

De nous seuls, dans ces conditions et sous ces auspices, dépend



notre marche vers le progrès ou la décadence, notre grandeur ou notre opprobre.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Députés, les sessions ordinaires du Congrès de la nation Argentine sont ouvertes.

---

## GRANDE-BRETAGNE.

**Dépêche de M. Gould, ministre d'Angleterre près la Confédération Argentine, à lord Stanley, au sujet de la Plata, en date de Buenos-Ayres, le 19 mai 1868.**

Milord,

J'ai lu avec un profond intérêt la correspondance<sup>1</sup> échangée entre Votre Seigneurie et M. Benites, chargé d'affaires du Paraguay en Angleterre, que contenait la dépêche du 7 du mois dernier. Comme elle renferme plusieurs assertions pouvant conduire, je le crains, à des conclusions erronées, je me permets de courtes observations sur quelques-uns des points principaux de ces documents.

M. Benites fait remarquer que la guerre actuelle a pour cause unique le désir du président Lopez de protéger l'indépendance de la république de l'Uruguay, et d'assurer la libre navigation du Rio de la Plata et de ses affluents, menacée par le Brésil et la Confédération Argentine.

Tels ont été, en effet, les prétextes spécieux dont s'est servi le gouvernement paraguayen pour couvrir ses vues ambitieuses.

Dans mon humble opinion, la guerre actuelle ne fut, à son origine, qu'une lutte de suprématie, que la position et les aspirations contraires des deux parties opposées rendaient inévitable; mais qui a été intentionnellement hâtée par le président Lopez, et de plus aggravée tant par l'injustifiable capture d'un steamer brésilien sans déclaration de guerre préalable, que par l'invasion sans provocation aucune d'une portion du territoire argentin, que Lopez laissa dévaster par ses soldats.

D'une part, bien des années avant que le Brésil intervînt activement dans la république de l'Uruguay, le gouvernement paraguayen n'avait cessé d'accumuler des ressources de guerre et de faire manifestement des préparatifs pour une lutte prochaine. D'autre part, quoique

1. Voir *Archives* 1868, tome IV, p. 1689-1697.

naturellement alarmés du grand pouvoir militaire du Paraguay et de l'attitude arrogante et menaçante de son chef despotique, ni le Brésil, ni la Confédération Argentine n'avaient témoigné à son égard la moindre intention hostile : ils ne se trouvaient aucunement préparés dès lors à la lutte désespérée dans laquelle ils se sont trouvés soudain entraînés.

Quelles que puissent être les vues ultérieures du Brésil et de la Confédération Argentine relativement à une politique de libéralisme commercial et à la libre navigation du Rio de la Plata et de ses affluents, leur attitude présente offre évidemment un contraste favorable avec la politique d'exclusion et de monopole invariablement poursuivie par le Paraguay,

Malgré les habitudes industrielles des habitants du Paraguay, les grandes ressources naturelles de ce pays, ressources jusqu'ici peu développées, et sa fertilité extraordinaire, son commerce extérieur a toujours été très-limité à cause des empêchements créés par son gouvernement, des monopoles qu'il maintient et des restrictions de toute sorte mises à la navigation du Rio Paraguay. Enfin nul encouragement n'a été donné à l'immigration ; car le petit nombre d'étrangers établis dans le pays, la plupart sujets britanniques, sont à de rares exceptions près des personnes engagées au dehors pour entrer au service du Gouvernement.

Il n'est point à ma connaissance que le Gouvernement du Paraguay ait fait à aucune époque des efforts sincères pour le maintien de la libre navigation du Rio de la Plata et de ses affluents, mais son refus de renouveler et de perpétuer le traité de 1853 avec la Grande-Bretagne prouve que, quelque intéressé qu'il puisse être dans la libre navigation des fleuves étrangers à son territoire, il n'est nullement désireux de concéder celle de ses rivières.

Il serait difficile de comprendre en quoi l'annexion de la République de l'Uruguay au Brésil pourrait matériellement affecter l'indépendance du Paraguay, ou menacer la libre navigation du Rio de la Plata et de ses affluents, au maintien de laquelle non-seulement la République Argentine, mais toutes les Puissances maritimes sont si sérieusement intéressées.

De plus, si l'on prend en considération les dangereux effets produits dans la province voisine de Rio-Grande du Sud par l'état d'agitation continuelle de la République de l'Uruguay, il est aisé de s'expliquer l'intervention armée du Brésil, sans l'attribuer à des vues ultérieures d'annexion, que jusqu'à présent il n'a aucunement essayé de réaliser.

Le président Lopez, sachant bien à quel point cette intervention déplaisait à la grande fraction politique que le général Mitre avait

violemment expulsée du pouvoir dans la République Argentine, et comptant sur son efficace concours, résolut soudain de mettre à exécution les plans longuement mûris par son père et par lui-même.

Grâce surtout à l'influence du général Mitre et à l'indignation universelle soulevée par les procédés violents et injustifiables du Gouvernement paraguayen, le président Lopez rencontra peu d'appui, et le Brésil put former ainsi la triple alliance, tout en échappant à la méfiance que les actes de ce puissant empire excitent assez naturellement chez les Républiques qui l'avoisinent : ce qui n'a pas été atteint sans de grands sacrifices, et la neutralité de la Bolivie a été assurée par la session opportune de territoires en litige.

Il n'y a aucune raison, à mon avis, de supposer que les alliés soient poussés par le désir de s'emparer du Paraguay ou d'altérer en quoi que ce soit son indépendance, bien qu'ils puissent chercher à se prévaloir d'une heureuse terminaison de la lutte pour insister sur l'arrangement de plusieurs questions compliquées, pendantes depuis longtemps, touchant les limites des territoires respectifs, et qui tôt ou tard auraient probablement amené la guerre. Je suis persuadé qu'il serait facile d'obtenir des alliés toutes les garanties nécessaires à l'indépendance du Paraguay, ainsi que des conditions de paix aussi libérales qu'honorables, à la seule condition que Lopez quittât le Paraguay. Dans mon humble opinion, rien en dehors de cette dernière condition ne serait accepté par le Brésil, quelque condition que l'on pût obtenir de la Confédération Argentine. La position de l'Uruguay est telle dans ce moment que l'on peut à peine admettre qu'il ait une voix dans la question.

Le Brésil, malheureusement, croit que son honneur, son prestige, son existence même dépendent de l'expulsion du président Lopez, dont la conduite à son égard avant et pendant la guerre exclut la possibilité d'entamer des négociations, tant qu'il ne se sera pas retiré du Paraguay.

Le président Lopez sait depuis longtemps que sa présence est un obstacle à une paix honorable, qui sauverait d'une destruction presque certaine les derniers restes d'un peuple courageux et dévoué; mais tous ceux qui le connaissent sont convaincus qu'on ne le verra céder qu'à la dernière extrémité.

Le pouvoir despotique et semi-barbare du président Lopez est une anomalie, dont la disparition sera désormais suivie de grands et bienfaisants résultats, tandis que la continuation de son autorité serait certainement une source constante de méfiances et de dangers pour les États voisins.

C'est à la tactique dilatoire des alliés, plus qu'à toute autre cause, qu'on peut attribuer la durée de la guerre; mais il y a lieu d'attendre

qu'après la prise de Humaitá, complètement investie depuis quelque temps, cette guerre sera promptement menée à bonne fin.

M. Benites se fait de telles illusions relativement à la position désespérée, dit-il, des alliés que son assertion à cet égard ne mérite de ma part aucun commentaire.

Je conviens avec lui que la présence des sujets britanniques au Paraguay a puissamment contribué à l'énergique résistance opposée à la marche des alliés ; mais qu'en vue de ces circonstances le gouvernement de Sa Majesté ne soit pas justifié d'insister pour qu'il leur soit permis de sortir du pays, c'est une question que je ne me juge pas compétent à discuter. Il y a cependant plusieurs femmes et enfants qui ne contribuent en aucune façon à la défense, et qui pourtant demeurent inutilement exposés à de grandes fatigues et à de grands dangers.

Il se trompe quand il affirme que tous les sujets britanniques en question sont liés par des contrats et restent volontairement au Paraguay. La grande majorité d'entre eux doivent servir sans contrat ; car, lorsque l'automne dernier je me rendis au camp paraguayen, le plus grand nombre des contrats passés en Angleterre pour de courtes périodes étaient expirés, ainsi que j'en fus avisé par M. Caminos, secrétaire du président Lopez, dans le but de me démontrer que ces sujets britanniques restaient volontairement dans le pays. Je ne puis dire si ces contrats ont été renouvelés depuis ; mais je sais positivement que tous les sujets britanniques avec lesquels j'eus occasion de causer alors, étaient libres de tout engagement écrit ou verbal, à l'exception de M. Thompson, qui avait accepté du service militaire.

Presque tous m'eussent volontiers suivi, si une opportunité favorable s'était offerte ; et je fus informé par eux, ainsi que par les trois veuves, auxquelles on permit de s'embarquer avec moi à bord du *Dotorel*, qu'un grand nombre de sujets britanniques à l'Assomption étaient également désireux de quitter le Paraguay.

Tous les sujets britanniques dans le pays, sauf une seule exception, sont, je crois, au service du gouvernement.

La permission de se retirer par la voie de la Bolivie n'est, à mon avis, qu'un vain prétexte pour éluder la question pendante ; car M. Benites sait parfaitement que cette route est complètement impraticable, surtout pour des femmes ou des enfants, quoique depuis son départ d'Amérique elle ait été quelque peu améliorée et soit plus connue. En premier lieu, il faut remonter le Paraguay pendant des centaines de milles jusqu'à Corumba ou à Bahia-Negra, ce qu'il faudrait effectuer en canots, car les quelques steamers de la rivière sont employés d'urgence ailleurs. La route la moins impraticable est celle de Bahia-Negra, où l'on assure qu'un passage a été ouvert à



travers les forêts jusqu'à Santa-Cruz; ville à l'extrémité est de la Bolivie. Ce voyage est généralement accompli en quinze jours par les naturels. La distance de cette dernière ville à Cobija, le port bolivien le plus rapproché, est très-considérable; il faut, pour s'y rendre, traverser une contrée très-montagneuse à peine peuplée et pour ainsi dire sans routes.

J'ai l'honneur, etc.

*Signé* : G. F. GOULD.

---

F. AMYOT.



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1869

---

### III

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### LE LIVRE BLEU GREC

#### DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

#### SUR LE CONFLIT GRÉCO-TURC.

---

#### N° 1.

**Photiadès bey, ministre de Turquie à Athènes, à M. P. Delyanni,  
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 3/15 septembre 1868.

Monsieur le Ministre, lorsque par ma note en date du 22 juillet/3 août, j'eus l'honneur d'appeler votre sérieuse attention sur les agressions révoltantes dont les émigrés crétois qui manifestaient le désir de rentrer dans leur pays continuaient à être l'objet, nonobstant les assurances favorables que vous m'avez données à plusieurs reprises, j'avais le légitime espoir que, mieux éclairé sur la gravité des faits et se rendant compte de l'inefficacité des moyens d'action qu'il avait employés jusque-là pour faire cesser ces désordres, le Gouver-

nement Royal s'empresserait de prendre des mesures plus propres à satisfaire aux nécessités d'une situation si déplorable sous tous les rapports, et dont il était urgent de faire cesser la prolongation.

Aussi, n'est-ce pas sans un sentiment de vif regret que, après avoir attendu depuis un mois votre réponse à ma note précitée, après avoir continué à vous signaler dans cet intervalle la continuation des désordres qui avaient motivé cette démarche, j'ai pris connaissance de l'office que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date du 23 août/4 septembre, et qui ne m'est parvenu que le 28 août/9 septembre).

Je m'abstiens de discuter, Monsieur le Ministre, les considérations que vous émettez sur les obligations internationales des Gouvernements, auxquelles certaines parties de votre office sembleraient assigner d'étroites limites. Je me borne à vous faire observer seulement que les méfaits contre lesquels j'avais réclamé sont dans tous les pays du ressort des Cours d'assises, qu'ils furent perpétrés dans les circonstances les plus regrettables sous les yeux de la police et des autorités centrales, et que, loin de me rendre compte de l'étonnement que la teneur de ma note vous aurait causé, ainsi que vous dites, Monsieur le Ministre, j'ai été péniblement surpris, au contraire, de n'avoir rien relevé dans votre réponse depuis si longtemps attendue, relativement à la répression des désordres que je n'avais cessé de dénoncer et aux nouvelles dispositions qu'il conviendrait de prendre sans plus de retard pour en empêcher le retour.

Vous dites, il est vrai, Monsieur le Ministre, que le Gouvernement royal a toujours veillé à ce que la liberté individuelle ne subît aucune atteinte en Grèce et que, même avant la réception de ma note, il avait pris toutes les mesures propres à garantir à tous les réfugiés crétois leur liberté de locomotion ; mais il n'en est pas moins vrai que les faits criminels qui se sont toujours renouvelés d'une manière systématique à chaque départ des Crétois, ont suffisamment démontré la regrettable inefficacité de ces mesures et la nécessité d'aviser enfin aux moyens les plus prompts d'obtenir les satisfactions dues à l'humanité.

Quant aux observations que vous avez cru devoir omettre au sujet des motifs qui engageraient les Crétois à rentrer dans leur pays, observations qui se trouvent aussi consignées dans la communication dont vous avez bien voulu m'envoyer copie, de M. le Ministre de l'Intérieur, je suis en mesure de vous certifier, Monsieur le Ministre, que les informations qui les ont dictées sont absolument dénuées de fondement et ne peuvent provenir que de sources induites en erreur ou intéressées à déguiser la vérité.

Je me serais sincèrement abstenu, Monsieur le Ministre, d'insister



sur ces tristes incidents, si les mêmes désordres et même de plus révoltants, reproduits à Athènes et au Pirée quelques jours après la réception de votre office, ne venaient m'imposer le pénible devoir d'appeler, une fois encore, votre sérieuse attention sur la gravité de la situation. Dans la nuit du 30 août/11 septembre, et surtout dans la journée du 31 août/12 septembre des Crétois se rendant au Pirée pour être embarqués sur le paquebot du Lloyd furent assaillis par des bandes de sicaires. Quelques-uns de ces malheureux furent grièvement blessés et leur état inspire de vives inquiétudes ; leurs bagages furent saccagés et pillés par leurs agresseurs qui menaçaient de les massacrer tous, en proférant d'horribles imprécations. La population du Pirée et plus d'un étranger de distinction furent témoins de ces atrocités. J'avais pourtant, avant le départ de ces infortunés, fait parvenir au Ministère de l'Intérieur et à la Préfecture de police les avis nécessaires pour les mettre à l'abri des agressions de leurs oppresseurs, et j'en avais reçu l'assurance formelle que leur départ pouvait s'effectuer sans le moindre inconvénient, vu que toutes les dispositions avaient été prises pour leur procurer la plus parfaite sécurité.

Je vous transmets, ci-joint, Monsieur le Ministre, un relevé succinct des dommages qu'ont éprouvés les infortunés qui furent l'objet de cette dernière persécution, de ceux du moins qui ont pu être constatés au dernier moment du départ du paquebot. En réclamant en leur faveur une indemnité équitable, vu que leur embarquement n'a eu lieu que sur la foi des assurances formelles qui m'avaient été données par les autorités préalablement averties et consultées, je regrette de n'avoir pu jusqu'ici vérifier tous les malheurs que cette persécution a causés, la plupart de ceux qui ont souffert étant déjà partis. Vous trouverez également ci-joint une liste nominative de quelques-uns des principaux promoteurs de ces atrocités, dont la conscience publique réclame la répression.

Les faits parlent d'eux-mêmes, et il est inutile d'y ajouter des commentaires. Les mêmes désordres peuvent encore se renouveler ; chaque moment perdu peut faire de nouvelles victimes, et ajouter de nouveaux désastres à ceux que nous avons à déplorer. Le Gouvernement royal chercherait en vain à décliner une responsabilité que l'opinion publique serait unanime à mettre sur son compte. D'ailleurs, il a le devoir dans l'intérêt de sa propre autorité de mettre un terme à un état de choses qui est destiné à avoir le plus fâcheux retentissement dans les pays civilisés.

En raison de l'urgence qui n'est que trop attestée par les événements, je vous serai bien obligé, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me faire savoir, le plus tôt possible, les intentions du Gouvernement

Royal, afin que je sois en mesure d'en informer mon Gouvernement.

Je saisis, etc.

*Signé : J. PHOTIADÈS.*

---

N° 2.

**Photiadès bey à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 12/24 septembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous annoncer que les autorités impériales de Crète, ayant recueilli et consigné dans des pièces authentiques les dépositions des émigrés crétois, victimes des scènes horribles des 11 et 12 de ce mois, se sont empressées de me les faire parvenir.

Vous trouverez ci-joint, Monsieur le Ministre, au nombre de neuf, les pièces sus-énoncées que j'ai cru devoir vous communiquer pour compléter les indications que j'ai eu l'honneur de vous fournir dans les listes nominatives annexées à ma note du 15 courant, relative aux méfaits commis au détriment des émigrés dont il s'agit.

En vous priant de vouloir bien me restituer, lorsque vous n'en aurez plus besoin, les pièces ci-dessus mentionnées,

Je saisis, etc.

*Signé : J. PHOTIADÈS.*

---

N° 3.

**M. P. Delyanni à Photiadès bey.**

Athènes, le 3/15 octobre 1868.

Monsieur le Ministre, après mon office en date du 23 août/4 septembre dernier, j'avais lieu de supposer que toute discussion était close au sujet des incidents qu'occasionne le départ des familles crétoises émigrées en Grèce.

Contrairement à mon attente, vous avez cru devoir y revenir par votre communication du 3/15 septembre et celle du 12/24 du même mois, auxquelles il me faut maintenant répondre.

De ces deux notes, la première traite in extenso de la question, la seconde se rapporte à un objet spécial, celui des effets qui seraient enlevés sur les émigrés par des assaillants, leurs compatriotes, et c'est à tort, selon moi, que les pièces qui s'y trouvent annexées sont qualifiées de documents authentiques, puisque, loin de porter le sceau d'aucune autorité, elles ne sont que des listes présentées par des parties lésées, et, conséquemment, par des intéressés, auxquels on ne saurait accorder une foi entière.

L'office que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 3/15 septembre peut être divisé en deux parties : exposé des faits et exposé des principes. Je m'occuperai premièrement des faits du 30 août/11 septembre ; et avant d'y arriver, je regrette d'avoir à signaler que les circonstances ne sont pas seulement exagérées, mais audacieusement altérées par ceux qui vous les ont fait connaître, et je me fonde, pour porter ce jugement, sur le rapport ci-joint du préfet de police.

Vous dites, Monsieur le Ministre, que dans la nuit du 30 août/11 septembre, et surtout dans la journée du 31 août/12 septembre des Crétois, se rendant au Pirée pour être embarqués sur le paquebot du Lloyd, furent assaillis et attaqués par des bandes de sicaires. Quelques-uns furent grièvement blessés, au point d'inspirer de vives inquiétudes, et leurs bagages saccagés et pillés par leurs agresseurs, qui menaçaient de les massacrer tous en proférant d'horribles imprécations. Permettez-moi de faire observer par suite de recherches auxquelles nos autorités se sont livrées, que de ce tableau, vivement colorié, jusqu'à la vérité, la différence est énorme. En effet, il n'y a pas eu de bandes de sicaires, puisque le rapport du Préfet constate que les Crétois assaillants n'avaient nullement l'intention de faire périr leurs compatriotes en départ, mais seulement de les empêcher de partir ; que le docteur Aphendouli, qui a visité ceux qui dans cet incident fâcheux ont reçu des coups, a constaté que personne n'a été grièvement blessé. Il n'est pas non plus exact que leurs effets ont été pillés ; le rapport dit que les assaillants avaient mis la main sur les effets et s'en étaient emparés très-probablement pour empêcher ceux auxquels ils appartenaient de partir, mais la police étant survenue les a pris, et elle les a en partie restitués à leurs propriétaires, qui, en attendant, s'étaient déjà embarqués par son assistance ; une autre partie a été adressée, le lendemain, avec un rapport à la Préfecture de police pour être transmis au juge d'instruction, à l'effet de servir de pièces de conviction dans la procédure immédiatement entamée. Il n'est pas non plus exact qu'aucune poursuite n'a été faite, puisque le magistrat chargé de l'instruction a délivré des mandats d'amener contre les principaux auteurs, à savoir : les nommés Évanghéli Styliano Jean,

Michel Xéraki, Dionis Trataki, Nicolas Apostolakis, George Lidi, Stephanopoulo et Zolaco. Tous ces mandats ont immédiatement été mis à exécution, et le juge d'instruction s'occupait de découvrir les autres complices pour en agir de même à leur égard.

Il n'y a pas eu non plus manque de prévoyance de la part des autorités, puisque la police a pris la précaution de faire accompagner les émigrants par des agents. Leur présence n'a pas suffi, il est vrai, pour empêcher la collision, mais elle a eu deux effets salutaires, celui d'arrêter la rixe et de ne pas la laisser se prolonger, et celui d'effectuer l'embarquement des émigrés. Il faut observer aussi que leurs bagages étaient trainés dans des charrettes qui les suivaient de très-loin, et que cette circonstance avait rendu facile leur enlèvement, parce que la police ne pouvait pas supposer que des effets, qui n'avaient presque aucune valeur, eussent pu être saisis ; ce qui a eu cependant lieu, non pas dans le but de soustraction, mais, ainsi que je l'ai dit plus haut, pour mettre obstacle au départ de ceux auxquels les effets appartenaient. Bien que vous ne fassiez aucune mention dans votre office du prêtre Basile, le Préfet de police constate dans le même rapport qu'il n'est point vrai qu'une somme de trente francs lui aurait été enlevée, comme il s'en est plaint dans son trajet du Pirée à Athènes, mais seulement qu'il a été insulté par ses compatriotes, comme servant d'instrument pour suborner les familles candiotes et les décider à partir.

Maintenant, si l'on dégage l'incident de toute exagération, on peut assurer qu'il n'y a pas eu de bandes de sicaires, mais des assaillants ne portant aucune arme pouvant donner la mort, et qu'il n'y a pas eu de massacres, puisqu'il n'y a pas heureusement eu de massacrés ; qu'il n'y en a pas eu de grièvement blessés et dont l'état inspire de vives inquiétudes, puisque personne n'a reçu de blessure grave ; qu'il n'y a pas eu enfin de bagages saccagés, puisqu'à l'instant ils ont été saisis et restitués, en partie, à leurs propriétaires, et en partie déposés entre les mains du juge d'instruction, d'où ils peuvent être retirés.

Tout se réduit donc, Monsieur le Ministre, à un fait sans doute regrettable, mais sans gravité, et qui témoigne, au contraire, de la fidélité avec laquelle le Gouvernement remplit ses promesses ; et à ce sujet vous me permettrez d'entrer dans quelques développements pour mieux en établir la preuve.

Dès que la question du repatriement des émigrés Crétois s'était présentée, le Gouvernement du Roi ne s'était pas fait faute d'exposer ouvertement sa manière de penser. Les familles Crétoises ont été transportées en Grèce par les bâtiments des grandes Puissances européennes. Si des sentiments d'humanité, à la vue de ce qui se passait en Candie,



ont inspiré à ces Puissances cette généreuse détermination, des liens étroits et des sympathies légitimes, profondément sentis par toute la nation, imposaient au Gouvernement du Roi le devoir d'accorder pleinement, dans les mesures de ses ressources, l'hospitalité à toutes ces familles en détresse. C'était un bien lourd sacrifice pour lui, vu ses embarras financiers, mais il a dû se l'imposer, pour ne pas aller à l'encontre des sentiments de la nation. Les devoirs de l'hospitalité, raisonnablement entendus, l'obligeaient non-seulement à ne pas refuser aux émigrés le séjour dans son territoire et à pourvoir à leurs besoins les plus pressants, mais il emportait également celui de ne pas les obliger d'une manière quelconque à s'en aller, parce que c'eût été un refus indirect d'hospitalité, et la nation n'aurait pas manqué de juger ainsi un traitement différent. Mais s'il devait agir ainsi à l'égard de ceux qui voulaient rester dans le pays, la constitution lui faisait une loi de ne retenir personne malgré lui et, au besoin, de protéger la pleine liberté de tous ceux qui voulaient partir.

La conduite donc que s'était tracée le Gouvernement du Roi était celle-ci :

Accueil sympathique et proportionnel aux ressources du Gouvernement pour toutes les familles transportées ou qui seraient transportées en Grèce et abstention de toute mesure qui manifesterait indirectement l'intention de leur faire quitter le territoire ; liberté pleine à ceux qui voulaient partir et leur protection contre ceux qui tenteraient de s'y opposer.

Cette ligne de conduite, que j'ai eu maintes fois l'occasion de vous développer, Monsieur le Ministre, le Gouvernement royal l'a exactement suivie. Jusqu'à présent il y a eu plus de 21 convois partis pour Candie, et je suis heureux de pouvoir constater, 1° que vous n'avez eu à signaler des incidents que dans deux départs seulement, celui qui fait l'objet de votre office du 22 juillet/3 août et celui du 30 et 31 août, dont il est question dans vos communications des 15 et 24 septembre ; — 2° que vous n'avez pu citer un seul cas dans lequel des Crétois, ayant l'intention de partir, auraient été empêchés d'effectuer ce départ par d'autres que leurs compatriotes. Tous vos griefs se bornent à ce que le Gouvernement ne prend pas des mesures pour que l'embarquement de ces familles s'opère aussi paisiblement que celui des autres voyageurs ordinaires. C'est, à mon avis, demander une chose au-dessus des forces du Gouvernement et au-dessus de l'autorité dont il est investi par la législation, et je puis ajouter que je doute que dans tout autre État, les mêmes circonstances étant données, on y eût mieux réussi. En effet, le cas n'est pas de ceux qui se présentent ordinairement, et l'emploi d'autres moyens, au lieu de remédier à la situation, eût pu faire naître de sérieuses complications. Il y a

plus de soixante mille Crétois en Grèce, et le nombre de ceux qui désirent se repatrier est minime, comparativement à ceux qui semblent disposés à rester. Il règne entre eux une effervescence que l'emploi de mesures violentes ne saurait comprimer, au contraire il la ferait éclater. Le Gouvernement est donc obligé d'agir avec ménagement, comme le ferait à sa place tout Gouvernement prévoyant qui se trouverait vis-à-vis d'un si grand nombre de réfugiés au désespoir et si sympathiques à la nation qu'il gouverne. Il a été d'autant plus sage pour le Gouvernement de suivre cette politique, qu'elle ne l'a pas fait manquer à aucun de ses devoirs. En effet, le départ qui est le principal objet, s'est effectué le plus souvent sans incident ; ce n'est que dans quelques cas rares que des faits regrettables ont eu lieu. Mais ces faits que sont-ils, dégagés de toute exagération ? Quelques coups échangés entre gents dissidents. Personne, je le répète, n'a été jusqu'ici ni tué ni grièvement blessé. Et, cependant, sur tous ces cas, non pas de Cour d'assises, comme vous voulez bien le dire, mais à peine de police correctionnelle, les autorités judiciaires et administratives ne sont pas restées au-dessous de leur mission. L'autorité judiciaire a poursuivi les principaux coupables, l'autorité a recherché les instigateurs de ces troubles pour leur assigner une résidence loin des villes où se fait le départ des familles. La semaine dernière, plus de deux cents Crétois se sont embarqués au Pirée sans qu'il leur arrivât le moindre désagrément. Vous voyez, Monsieur le Ministre, que cette politique qui ne s'écarte ni des promesses qui vous ont été données, ni de notre législation, et qui est seulement mitigée dans sa sévérité par une douceur commandée par les circonstances les plus impérieuses, produit déjà ses résultats. Il est inutile d'ajouter qu'une rigueur extrême aigrirait les esprits et produirait des résultats opposés.

Après cet exposé il me reste à peine quelques mots à ajouter au sujet des principes que vous mettez en avant dans votre Note du 3/15 septembre.

Et maintenant ce que j'ai déjà eu l'honneur d'avancer, par rapport à la promesse du Gouvernement du Roi de protéger, ainsi qu'il l'a fait jusqu'à présent, la pleine liberté de tous ceux qui voudraient quitter le pays, je crois devoir décliner toute responsabilité pour les désordres déjà commis ou qui pourraient se produire dans la suite. Le Gouvernement hellénique n'entend nullement se soustraire à son devoir d'aviser par tous les moyens dont il peut disposer pour prévenir le retour des mêmes désordres. Il a déjà pris diverses mesures, il vient de prendre celle de déplacer les émigrés signalés comme excitant leurs compatriotes, et il en prendra d'autres encore, si les mesures déjà prises ne sont pas efficaces.

Mais aucun Gouvernement ne peut sérieusement promettre qu'il

n'y aura pas de désordres, parce qu'aucune police, même la plus arbitraire, n'a pu prévenir les méfaits. Tous les Gouvernements font ce qu'ils peuvent pour les prévenir, et lorsqu'ils n'y réussissent pas, ils sévissent contre les réfractaires d'après les lois pénales. Le Gouvernement hellénique en agit de même.

Je ne saurais donc admettre non plus la demande d'indemnité faite dans l'intérêt de ceux qui prétendent que leurs effets auraient été pillés le 30 ou 31 août, durant leur trajet d'Athènes au Pirée. D'abord il n'y a pas eu de pillage, mais seulement intention de s'opposer au départ de ceux qui voulaient rentrer en Crète, en retenant leurs effets. Les bagages de ces gens, tous se trouvant dans l'extrême détresse, ne pouvaient tenter la convoitise de personne. Ensuite, le rapport du préfet de police constate que les effets retenus ont été en partie restitués et en partie déposés entre les mains du juge instructeur, d'où ils peuvent être retirés. Mais si, malgré ces données, quelqu'un se prétend lésé, il doit déposer sa plainte pour donner suite à l'action pénale, ou intenter son action civile ; aucune responsabilité ne saurait revenir au Gouvernement, aucun principe ne l'oblige de répondre des méfaits commis sur son territoire. Quant à l'observation que vous me faites l'honneur de me soumettre, que l'embarquement des réfugiés en question aurait été entrepris sur la foi des assurances formelles qui vous auraient été données, je dois faire remarquer que ces assurances se bornaient à la protection du convoi en départ contre toute opposition ou obstacle, et elle n'avait pas pour but de garantir aux émigrants que personne ne les attaquerait en route, et encore moins de les indemniser en cas d'agression. Le seul devoir qui incombe au Gouvernement est de faire protéger par ses agents la liberté de ceux qui voudraient partir, de poursuivre ceux qui tenteraient de s'y opposer par la violence et de leur faire appliquer la peine qu'ils ont encourue. Il est en voie de l'accomplir, ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de le dire plus haut.

Agréez, etc.

*Signé : DELYANNI.*

---

N<sup>o</sup> 4.

**M. P. Delyanni aux légations de S. M. Hellénique à Paris,  
Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et Florence.**

Athènes, le 29 octobre/10 novembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous adresser, traduits en français, mes discours à l'occasion de la discussion sur le maintien des Légations. Ce n'est pas la première fois que l'opposition attaque le Gouvernement à propos de sa politique par rapport à la question de Crète.

J'aurais pu aisément confondre nos accusateurs en faisant connaître les efforts du Cabinet afin d'obtenir une solution conforme aux vœux des Crétois, et déposer les dépêches en vertu desquelles vous et vos collègues avez été appelés à agir dans ce but auprès des grandes Puissances. Mais il est des circonstances où mieux vaut endurer d'injustes reproches, que de faire d'inutiles aveux, ou de donner des explications inopportunes et nuisibles.

Je n'ai pas pu, cependant, ne pas déclarer, à la fin de ma réponse, que nous ne prendrons part à aucune négociation qui ne tendrait pas à l'indépendance de la Crète et à sa réunion avec la Grèce, conformément aux vœux exprimés si souvent par les habitants de cette île.

Cette déclaration a peut-être déplu à quelques Ministres étrangers à Athènes, mais elle a produit la meilleure impression sur la Chambre. Cette impression favorable provient de ce que les sentiments du pays vis-à-vis de la Crète ne se sont pas modifiés, malgré la longue durée de la lutte qui se prolonge dans cette île, malgré tous les obstacles que la politique de quelques-unes des grandes Puissances, ou l'hostilité mal dissimulée de quelques autres, n'ont cessé d'apporter à l'unique solution indiquée par la justice et la logique même des choses, malgré tous les sacrifices pécuniaires que nous impose l'entretien des réfugiés, enfin malgré la situation peu favorable de notre trésor.

L'idée de la réunion de la Crète au Royaume hellénique s'est, pour ainsi dire, incorporée à la raison et au sentiment du peuple grec, qui regarde comme une monstruosité que des frères, qui ont versé leur sang et supporté mille maux pour l'aider à reconquérir son indépendance, retombent sous le joug et la domination contre lesquels ils se sont soulevés. La résistance héroïque des Crétois rappelle à nos con-



citoyens les sacrifices que nous avons faits nous-mêmes pendant notre guerre de l'indépendance et les porte à espérer que ces mêmes Puissances, qui, obéissant aux plus nobles inspirations de la philanthropie et à la plus saine politique, ont tendu à la Grèce une main secourable dans le moment où elle était sur le point de périr, se laisseront enfin toucher par les souffrances des malheureux Crétois.

Il est vrai que cette espérance n'est pas près de se réaliser et semble, aujourd'hui surtout, n'être qu'un vain songe. Mais les multitudes s'inquiètent peu des nécessités et des raisonnements de la politique.

Quand les peuples croient à la justice d'une cause, ils ne doutent pas de son succès final et les faits viennent aussi quelquefois justifier leur confiance. Ce sentiment populaire est si fort chez nous que ce serait une folie de vouloir le combattre.

Dans une de mes précédentes dépêches, je vous disais qu'on exploitait, pour ainsi dire, la question de Crète, afin de soulever l'opinion publique contre le Cabinet. Néanmoins, après mon dernier discours, divers députés de l'opposition sont venus me féliciter. Tant il est vrai qu'il est des questions devant lesquelles s'effacent les haines des partis.

Ce ne sont point là, Monsieur le Ministre, des phrases sentimentales. C'est un tableau fidèle de notre situation, c'est-à-dire des idées qui animent et sont le mobile du peuple grec; du danger qui résulterait d'un refus de faire la part des convictions que le peuple grec considère comme un article de foi; de la position ingrate, pour ainsi dire, où se trouve le Cabinet, qu'on considère à l'intérieur comme traître, parce qu'il cherche à observer les lois de la neutralité, bien qu'il vienne de toute manière en aide aux infortunés; et qu'il ne va pas jusqu'à une rupture à l'étranger, comme impuissant à prévenir des attaques partielles contre les réfugiés crétois qui veulent se repatrier, comme complice même des Comités, parce qu'il ne consent pas à être en Grèce le gendarme de la Turquie!

Il ne faut pas oublier d'ailleurs, Monsieur le Ministre, que quel que soit le sentiment de nos devoirs, quelle que soit notre circonspection dans nos discours et nos actes, nous ne pouvons rester étrangers aux sentiments qui font vibrer le cœur du peuple grec et qu'on exploite avantageusement contre nous. Comme Grecs, nous partageons ces sentiments, et nous ne pouvons les renier.

J'ai à peine besoin de vous dire que la bonne impression produite par ma déclaration à la Chambre en faveur de la nécessité du maintien des légations, a fortement contribué au vote du crédit nécessaire. Aux yeux de l'opinion publique, les légations ont été établies dans l'intérêt de la question de Crète; leur utilité se mesurera à quelque solution satisfaisante de cette question. J'ai remarqué que la même

idée avait gagné quelques députés de la majorité. C'est avec difficulté que M. le Président du Conseil et moi, avons réussi à les convaincre que l'envoi de missions à l'étranger se rattache à l'indépendance nationale; qu'on ne doit pas l'envisager au point de vue étroit d'un événement spécial, et que nos Représentants se trouvent en présence de difficultés insurmontables. Nous avons enfin obtenu l'assentiment de la Chambre au maintien des légations, parce que nous avons donné l'espoir que la solution satisfaisante de la question de Crète n'est pas impossible. Tout dépend aujourd'hui en Grèce de la question de Crète. La nation est prête à tout sacrifice et à braver tout danger plutôt que d'abandonner les Crétois.

J'ai cru opportun de vous tenir au courant de ce qui se fait et se dit chez nous afin que vous soyez en mesure de donner des informations propres à éclairer ceux qui nous jugent sans parti pris.

Agrééz, etc.

Signé : DELYANNI.

---

N° 5.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

Péra, le 11/23 novembre 1868.

Monsieur le Ministre, depuis qu'on a répandu ici le bruit du rappel ou du remplacement de M. Photiadès, je n'ai cessé de m'enquérir de ce qu'il y avait de vrai dans cette rumeur.

J'ai appris dernièrement de bonne source ce qui suit :

M. Photiadès a adressé à la Porte un rapport confidentiel, dans lequel il analysait le dernier discours de Votre Excellence à la Chambre, au sujet du maintien des Légations en Europe, discours qui a fortement irrité la Porte et qui a été diversement interprété par ceux des diplomates de Constantinople, qui désirent par tous les moyens le maintien de l'Empire ottoman. M. Photiadès faisait connaître dans ce rapport : que votre discours ne révèle aucun indice d'intentions agressives de la part du Gouvernement hellénique contre la Turquie; que d'après ses informations, le Cabinet actuel n'a pas de vues hostiles contre l'Empire ottoman; qu'en un mot l'état des affaires en Grèce peut être regardé, sous ce rapport, *comme assez satisfaisant*.

En lisant ce rapport, Aali-Pacha aurait noté en marge : *Je ne vois dans tout cela rien de satisfaisant; mais ce que je vois ici, c'est la bonhomie de notre ministre.*

Ce rapport, avec l'annotation du Grand Vizir, ayant été soumis au Conseil des Ministres, a soulevé contre M. Photiadès la colère de tous les membres du Cabinet, qui ont décidé à l'unanimité son rappel et son remplacement par un musulman.

Mais plus tard, soit que ces mêmes Ministres aient plus mûrement réfléchi, soit qu'ils se soient rendus aux conseils de leurs amis, les représentants de quelques Puissances, ils ont révoqué ou plutôt ajourné leur première décision. Ils y ont été guidés par la pensée que, de quelque façon qu'on considère M. Photiadès, il a néanmoins, par son long séjour à Athènes, de nombreuses relations et une connaissance suffisante des hommes et des choses, ce qui le met à même d'avoir des renseignements exacts sur ce qui se passe ; tandis que son successeur, manquant d'expérience et de relations, ne pourra pour longtemps être convenablement renseigné ; par conséquent il ne sera pas en état de prévenir, au besoin, des incidents fâcheux.

M. Photiadès reste donc pour le moment à Athènes ; mais vous concevez, Monsieur le Ministre, que du moment où les Ministres ont conçu de la défiance et des soupçons à son égard, il pourra difficilement se maintenir longtemps encore dans la position qu'il occupe.

Safvet-Pacha, Ministre des affaires étrangères, a exprimé il y a quelques jours des plaintes au premier drogman de la Légation sur le discours de Votre Excellence. M. Rhasis, auquel j'avais indiqué la réponse qu'il devait faire à Khalil-Bey, qui lui avait déjà adressé les mêmes plaintes, était préparé, et il a immédiatement répondu au Ministre que le discours de Votre Excellence ne contenait rien d'agressif contre la Turquie, qu'il tendait seulement à réfuter les insinuations des députés de l'opposition, et à donner à la Chambre l'assurance que les représentants de la Grèce à l'étranger ne prendront aucune part à une solution de la question crétoise autre que son annexion à la Grèce ; qu'ils ne se mêleront par conséquent d'aucune négociation ayant pour but l'érection de la Crète en principauté, ou l'introduction de réformes. M. Rhasis a fait observer que ceci ne pouvait nullement mécontenter la Porte, ni lui inspirer des soupçons, car jamais le Gouvernement Royal n'a dissimulé qu'il désire l'union de la Crète à la Grèce, et qu'il regarde cette solution comme pouvant non-seulement assurer à l'avenir la tranquillité de ce pays, mais calmer aussi l'irritation qui existe en Orient.

S'il en est ainsi, a dit Safvet-Pacha, il n'y a rien de répréhensible, mais plusieurs personnes interprètent différemment le discours de M. Delyanni. Quelle que soit l'opinion de Safvet-Pacha, elle ne pourrait en rien influencer les convictions et la politique de la Porte ottomane.

Safvet-Pacha s'est plaint également à M. Rhasis de ce que de nou-

velles expéditions armées se préparent en Grèce pour la Crète, et que même elles ont été opérées. Le Ministre de Turquie à Athènes, a-t-il dit, dès qu'il en a eu connaissance, s'est empressé d'en faire part au Président du Conseil, M. Boulgaris, et de lui demander de prendre les mesures nécessaires pour empêcher ces expéditions faites publiquement et au su des autorités. M. Boulgaris n'y a pas consenti, il a dit : que le Gouvernement Royal, en restant neutre, ne peut empêcher aucun citoyen hellène de se rendre en Crète porter du secours à ses compatriotes ; que d'ailleurs il était déjà assez exposé vis-à-vis de l'opinion publique du pays. Le Gouvernement hellénique se met par là, a ajouté Safvet-Pacha, dans une position hostile vis-à-vis de la Turquie.

M. Rhasis lui a répondu que la Légation ignorait le fait, mais qu'il ne voit dans la réponse du premier Ministre rien de nouveau ni de contraire à la neutralité que le Gouvernement Royal a gardée sous le dernier Cabinet comme sous le présent ; tant que durera l'insurrection crétoise il continuera ce système. Depuis deux années d'ailleurs ni le Cabinet précédent ni le Cabinet actuel n'ayant employé la force pour empêcher de pareilles expéditions, comment pourrait-on le faire actuellement, les circonstances étant toujours les mêmes ?

Agréez, etc.

Signé : J. DELYANNI.

## N° 6.

**M. P. Delyanni aux Ministres de S. M. Hellénique à Paris,  
Londres, Saint-Pétersbourg, Florence et Vienne.**

(Télégramme.)

Athènes, le 15/27 novembre 1868.

J'ai reçu hier de Constantinople le télégramme suivant :

« M. Elliot a reçu hier un télégramme portant que 1000 hommes  
« commandés par des officiers et sous-officiers de l'armée Hellénique,  
« se préparaient à s'embarquer à Cérigo pour l'Ile de Candie. Ce télé-  
« gramme a été immédiatement communiqué à la Porte, laquelle ir-  
« ritée menace de rompre ses relations avec la Grèce. La rupture pa-  
« raît très-probable. M. Elliot croit que la rupture nous intimidera ;  
« qu'elle pourra arrêter le mal sans faire naître des conflits en Orient  
« ou en Europe. »

Signé : J. DELYANNI.

Il n'est point vrai que des officiers et sous-officiers de l'armée se



soient joints à Pétrópoulaki ; la Porte a grand tort de s'irriter et de menacer d'interrompre ses relations avec la Grèce, parce qu'elle ne l'aide pas à en finir avec l'insurrection de Crète. C'est la Grèce, au contraire, qui est en droit de se plaindre et d'être mécontente de l'agitation des esprits et des dépenses considérables qui pèsent depuis trois ans sur le pays, par suite de l'impuissance manifeste du Gouvernement Ottoman de comprimer l'insurrection, bien qu'il y ait en vain employé une armée de soixante mille hommes et une flotte de combat de trente vaisseaux. Aucun ministère n'aurait pu se maintenir s'il avait essayé d'empêcher, contrairement aux institutions du pays, les secours envoyés en Crète par les particuliers, et s'il se fût opposé au sentiment national, pour être agréable à la Porte. M. Elliot se trompe en croyant que l'interruption des relations ne sera nuisible qu'à la Grèce et qu'elle peut contribuer à mettre un terme à l'insurrection de Crète, sans faire naître d'autres conflits en Orient. Ces conflits seront au contraire inévitables. Le Gouvernement du Roi sera impuissant à prévenir les conséquences d'une mesure si irréfléchie. Veuillez communiquer cette dépêche à M. le Ministre des Affaires Étrangères de N.... et rendez-moi compte, par télégraphe, du résultat de cette démarche.

*Signé : P. DELYANNI.*

## N° 7.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(N° 2373.)

Péra, le 18/30 novembre 1868.

Monsieur le Ministre, hier j'ai adressé à Votre Excellence le télégramme ci-joint en copie.

Les renseignements qu'il contient m'ont été donnés par une personne qui les tenait de l'Ambassadeur d'Angleterre ; il était très-irrité à cause de la nouvelle expédition en Crète et disait que la Porte est actuellement en droit de rompre ses relations avec la Grèce. Quant à lui il ne pourrait pas la dissuader de recourir à une mesure, laquelle, dans son opinion, était la seule qui pût faire cesser le scandale et ramener la Grèce à de meilleurs sentiments.

En exprimant cette opinion M. Elliot paraissait croire ou faisait semblant de croire que les Hellènes seront épouvantés par cette mesure coercitive de la Porte et céderont à ses exigences qu'il trouvait justes. D'ailleurs, si un tel résultat n'était pas immédiatement obtenu, le

conflit qui aurait surgi entre la Grèce et la Turquie n'entraînerait aucune autre complication soit en Orient, soit en Europe. Peu avant que ces renseignements me fussent parvenus, le premier drogman de la Légation me fit part de sa conversation avec Khalil Bey qui lui avait dit qu'après les expéditions armées qui ont lieu en Grèce ouvertement et au su du Gouvernement, il doutait de la possibilité du maintien des relations amicales entre les deux Gouvernements. Celui qui m'avait communiqué les paroles de M. Elliot paraissait craindre la réalisation de la menace de la S. Porte, il supposait que les Ambassadeurs de France et d'Angleterre la conseilleraient à la Porte ou qu'ils s'abstiendraient de l'empêcher.

Toutes ces circonstances m'ont imposé le devoir de porter par télégraphe à la connaissance du Gouvernement, ce qui se passait d'après les informations que j'ai pu recueillir, mais je n'ai pas cessé de continuer mes investigations pour découvrir la vérité.

Vous voudrez bien relever, Monsieur le Ministre, de la lettre ici jointe de M. Kallergis, que M. Bourée non-seulement n'avait aucune connaissance des renseignements donnés à la Porte et à M. Elliot, mais, de plus, il n'y croyait pas et ne paraissait pas même soupçonner que la Porte eût la pensée de rompre ses relations avec la Grèce.

Le jour où M. Kallergis en avait parlé à M. Bourée, le Grand Vizir, le Ministre des Affaires Étrangères et Khalil Bey avaient passé presque toute la journée à l'Ambassade de France où ils avaient déjeuné, et de là ils s'étaient rendus tous ensemble au Lycée Impérial pour visiter cet établissement.

Nul doute que si les Ministres de la Porte avaient sérieusement pensé à une mesure aussi grave ou s'ils attachaient une si grande importance à la dernière expédition, ils auraient communiqué à M. Bourée leurs projets et leurs plaintes.

Il faudrait donc supposer que M. Bourée avait dissimulé à M. Kallergis ce qu'il en sait et ce qui en était réellement, ce qui me paraît improbable, ou bien que M. Elliot avait été tellement impressionné par le télégramme de M. Erskine que, dans le but de nous intimider, il s'est prononcé de façon à faire considérer comme très-probable la rupture des relations et l'expulsion des sujets Hellènes et de leurs navires de l'Empire Ottoman.

Quoi qu'il en soit, je crois, Monsieur le Ministre, que la Porte ne prendra une mesure aussi considérable et de nature à entraîner de graves conséquences sans l'assentiment des Puissances Occidentales; je suis également convaincu que les représentants de ces Puissances ne voudront jamais assumer la grave responsabilité d'un tel conseil avant d'avoir eu des instructions précises et définitives de leurs Gou-

vernements, ce qui n'a pas encore eu lieu jusqu'à présent, faute de temps nécessaire pour que les Puissances s'entendent et prennent une résolution à cet égard.

Agrérez, etc.

*Signé : J. DELYANNI*

---

N° 8.

**Photiadès bey à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 19 novembre/1<sup>er</sup> décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur de recevoir et de placer sous les yeux de mon Gouvernement la Note que vous avez bien voulu m'envoyer en date du 3/15 octobre, en réponse à celles que je vous avais adressées le 3/15 et le 12/24 septembre, concernant les actes de violence commis le 30 août/11 septembre et 31 août/12 septembre dernier contre les Crétois rentrant dans leur pays.

En m'acquittant aujourd'hui des ordres formels que j'ai reçus, je dois vous faire observer tout d'abord, Monsieur le Ministre, que la surprise que vous auraient causée mes communications précitées n'a paru à la Sublime Porte reposer sur aucun fondement sérieux. En effet, lorsque mes démarches antérieures et tant de fois réitérées n'avaient malheureusement produit aucun résultat et que les mêmes incidents qui les avaient motivées venaient de se reproduire dans toute leur gravité et avec plus de recrudescence, la Légation Impériale ne pouvait évidemment sans manquer à ses devoirs les plus sacrés rester spectatrice indifférente des odieuses persécutions auxquelles continuaient à être en butte les Crétois retournant dans leurs foyers.

Les faits qui se sont passés les 30 août/11 septembre et 31 août/12 septembre furent de la plus haute gravité. Des sujets Ottomans furent attaqués par des bandes de malfaiteurs qui s'arrogeaient le droit d'empêcher leur départ. Brutalement assaillis, quelques-uns d'entre eux furent blessés et leurs effets saccagés. Ces méfaits furent commis sous les yeux des Autorités Helléniques, préalablement averties; la Police, chargée du maintien de l'ordre et de la protection de ces mêmes Crétois, ne fit pas son devoir, et ces actes de brutalité ne cessèrent qu'avec l'arrivée de ces malheureux à bord du bateau qui les transporta en Crète.

Les informations consignées dans le rapport de la Préfecture de Police qui a servi de base au Gouvernement Royal, pour l'apprécia-

tion des faits, sont incontestablement inexactes et les organes qui les ont fournies étaient trop évidemment intéressés à en atténuer la gravité pour qu'il soit permis d'y ajouter une entière créance. D'ailleurs le récit de ces désordres, tel qu'il est exposé dans la Note, à laquelle j'ai l'honneur de répondre, confirme, dans ses parties les plus essentielles, les témoignages, aussi nombreux que dignes de foi, qui me sont parvenus sur ce sujet. Ainsi, vous reconnaissez, Monsieur le Ministre, qu'il y a eu pillage ou, pour répéter le mot dont vous vous servez, enlèvement de bagages des Crétois qui voulaient s'embarquer; vous ajoutez seulement que ce ne fut pas dans un but de soustraction, mais pour empêcher le départ de ceux auxquels ils appartenaient. Lors même que c'eût été là l'intention des assaillants, pourrait-elle modifier la nature et la portée de leurs actes? Vous croyez aussi, toujours d'après les informations de la Police, que les assaillants ne portaient *aucune arme qui pût donner la mort*. Ce qui est certain et ce que d'ailleurs vous admettez, Monsieur le Ministre, c'est qu'il y a eu des coups portés; c'est qu'il y a eu des blessés. Tels sont les faits qui résultent, malgré toutes les atténuations, de l'aveu même de l'autorité qui avait mission de les prévenir et qui a si tristement failli à ses devoirs.

• Tout en faisant la part des difficultés, quelque inavouables qu'elles soient, créées par l'excitation des esprits qui existe en Grèce et tout en désirant persévérer dans la politique de conciliation adoptée à l'égard du Gouvernement Hellénique, la Sublime Porte ne peut cependant s'empêcher de faire remonter jusqu'à lui la responsabilité de ces événements. Il en est responsable, car, prévenu d'avance du départ de ce convoi d'émigrés, effectué sur sa promesse formelle de le faire protéger efficacement, et devant prévoir les désordres qui ont eu lieu, il a omis de prendre toutes les mesures nécessaires pour les empêcher; il en est aussi responsable par la raison que, lorsque ces mêmes méfaits se produisaient la première fois, il en a laissé les auteurs impunis.

Dans les circonstances actuelles, la promesse que les auteurs de pareils méfaits seraient sévèrement punis ne saurait satisfaire à elle seule. Laisser faire, sauf à avoir à réprimer plus tard, ce n'est pas ce que la situation exige. Le Gouvernement Royal est tenu de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le retour de ces troubles et il devrait prendre ces mesures de sa propre initiative dans l'intérêt même de son autorité. La Sublime Porte ne lui demande pas de blesser les opinions qui ont cours en Grèce, en encourageant le repatriement des Crétois. Elle se borne à réclamer la stricte observation du devoir rigoureusement imposé par des lois en vigueur et par le Droit des gens à tout Gouvernement constitué de protéger efficacement la



liberté de ceux des sujets étrangers qui désirent rentrer dans leur pays et de les mettre à l'abri des actes de violence sauvage qui ont eu lieu.

En considération de ce qui précède j'ai reçu l'ordre de mon Gouvernement de réclamer de nouveau, Monsieur le Ministre, que les principaux instigateurs des désordres en question soient sévèrement punis et qu'une indemnité équitable soit accordée à ceux qui en ont souffert. La justice et l'humanité exigent cette réparation due aux malheureuses victimes des 30 août/11 septembre et 31 août/12 septembre.

Au surplus, je suis chargé de demander instamment qu'il soit pris des mesures promptes et efficaces pour empêcher le retour de ces persécutions et protéger d'une manière satisfaisante la liberté de tous ceux qui voudraient rentrer dans leur pays. Le Gouvernement Impérial, mû par des sentiments d'humanité, a pris les dispositions nécessaires pour le transport des Crétois, mais ces dispositions ne sauraient atteindre leur but, s'ils continuaient à demeurer sous le coup de l'implacable terrorisme qui leur fait subir de si dures persécutions toutes les fois qu'ils osent manifester le désir de se repatrier. Vous n'ignorez pas, Monsieur le Ministre, que si des Crétois ont pu quitter le sol Hellénique, sans être maltraités, c'est grâce à leur embarquement effectué presque furtivement et à la faveur de la nuit.

Je saisis cette occasion, etc.

*Signé : J. PHOTIADÈS.*

## N° 9.

**Photiadès bey à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 21 novembre/3 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, la scène déplorable qui vient de se reproduire à Égine à l'égard des Crétois rendus dans cette île pour recueillir leurs familles, par suite d'une entente établie à cet effet entre le Gouvernement du Roi et la Légation Impériale, m'impose le devoir d'attirer votre attention sérieuse sur la gravité des incidents qui s'y rattachent.

En effet, je ne me suis décidé à envoyer à Égine les vingt Crétois désireux d'y recueillir leurs familles afin de les ramener chez eux, que sur la promesse préalable du Gouvernement du Roi d'aviser aux moyens propres à garantir leur libre circulation dans cette île et à les

préservé de l'agression dont ils étaient menacés de la part d'une bande de Sphakiotes organisée à cet effet, selon les informations que je me suis empressé de vous communiquer en temps opportun.

D'après les dépositions de ces gens revenus depuis peu au Pirée, mes appréhensions ont été malheureusement confirmées. Non-seulement il leur a été défendu de communiquer avec leurs familles, mais, assaillis par la bande mentionnée plus haut, leur vie a été exposée au plus grand péril; l'un d'eux, le nommé Antoine Serzetaki, aurait été massacré, aussitôt après sa descente à terre, s'il ne s'était pas jeté à la mer pour regagner le voilier qui l'avait conduit; son compagnon, le nommé Draconicoli, a disparu, et son sort ne peut qu'inspirer de vives inquiétudes.

Vous conviendrez, Monsieur le Ministre, que ces faits déplorables ajoutés à tant d'autres ne laissent pas que de faire peser une grave responsabilité sur le Gouvernement hellénique, les engagements même qu'il prend à l'égard des Crétois désireux de se repatrier, devenant non-seulement illusoires, mais tournant, pour la plupart, au préjudice de ces malheureux.

En vous priant de prendre acte de ma présente communication, je saisis cette occasion, etc.

*Signé : J. PHOTIADÈS.*

---

## N° 10.

### **Photiadès bey à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 22 novembre/4 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, les faits graves qui se passent en Grèce à l'abri d'une si déplorable impunité ont produit à la Sublime Porte la plus pénible impression et, en conformité de mes instructions, je me vois dans la regrettable nécessité d'appeler, encore une fois, votre plus sérieuse attention sur les conséquences qui ne manqueraient pas de surgir, si le Gouvernement hellénique ne s'empressait pas de dégager sa propre responsabilité, en remplissant les devoirs que lui imposent les traités en vigueur et le droit des gens.

Il est superflu, Monsieur le Ministre, d'exposer longuement les incidents auxquels je fais allusion, incidents inouïs dans les annales des nations et qui ne sauraient guère s'accorder ni avec l'esprit de conciliation et de modération dont la Sublime Porte a donné tant d'éclatants témoignages à l'égard de la Grèce, ni avec les relations de paix existant actuellement entre les deux États.

Les enrôlements de volontaires effectués dans quelques parties de la Grèce et dans la capitale même, sous les yeux du pouvoir central, dans le but avoué d'envahir une province de l'Empire ottoman; les mouvements continuels de ces volontaires, dont on a vu une partie traverser la capitale, bannière déployée, pour se rassembler sur quelques points du Royaume, où des préparatifs avaient été faits en vue de les équiper et de les munir d'armes et de provisions de toutes sortes, et même de canons tirés, d'après l'opinion publique unanime à confirmer ce point, de l'arsenal de Nauplie et destinés à être servis par des artilleurs sortis des rangs de l'armée hellénique; l'indication d'officiers hellènes chargés de commander ces bandes et de les conduire à leur destination; enfin les obstacles si ouvertement opposés au repatriement des familles crétoises émigrées en Grèce, les violences exercées contre elles et leur captivité sur le sol hellénique au mépris des lois qui garantissent la liberté individuelle : voilà des faits, Monsieur le ministre, trop graves par eux-mêmes pour qu'il soit nécessaire d'y ajouter des commentaires.

La Sublime Porte ne saurait tolérer plus longtemps un état de choses si propre à blesser sa dignité et à léser les intérêts les plus essentiels et les plus légitimes de ses sujets, et j'ai reçu l'ordre, Monsieur le Ministre, de réclamer instamment la cessation et la répression de ces actes si audacieusement hostiles qu'ils cherchent à peine à se dissimuler.

Après avoir donné en mainte occasion des preuves aussi nombreuses qu'irrécusables d'un bon vouloir qui, il faut en convenir, n'a pas été suffisamment apprécié en Grèce, la Sublime Porte est en droit d'espérer que le Gouvernement royal s'empressera de son côté de témoigner de ses sentiments de justice et de conciliation en adoptant des mesures promptes et efficaces pour satisfaire à sa juste réclamation.

Je saisis cette occasion, etc.

*Signé : J. PHOTIADÈS.*

---

## N° 11.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(Confidentiel.)

Péra, le 19 novembre/1<sup>er</sup> décembre 1868.

Monsieur le Ministre, en sortant dimanche dernier de chez le général Ignatieff, qui m'avait assuré que d'après ses convictions il n'y avait

pas, pour le moment, de crainte d'interruption des relations officielles entre la Grèce et la Turquie, et que les paroles prononcées par quelques Ministres ottomans avaient plutôt un but d'intimidation, je me suis rendu chez M. l'Ambassadeur de France.

J'ai trouvé M. Bourée extrêmement irrité contre nous. Il venait de recevoir ses dépêches d'Athènes, qui lui confirmaient, à ce qu'il m'a dit, tout ce qu'avait communiqué M. Elliot. « Ce qui se fait en Grèce, s'est-il écrié, est indigne; la politique de votre Gouvernement est inqualifiable; elle peut donner lieu à des conséquences très-graves. N'avez-vous rien appris des intentions de la Porte? — Oui, ai-je répondu, j'ai entendu dire qu'elle aurait pensé, ou menacé d'interrompre ses relations avec la Grèce, mais je n'y ai point cru; la chose m'a paru tellement grave et tellement peu justifiée, que je ne pouvais pas sérieusement prêter foi aux bruits qui m'étaient revenus. D'ailleurs, que s'est-il passé de nouveau en Grèce, pour justifier aujourd'hui une mesure qui n'a pas été prise depuis deux ans? On a parlé de quelques enrôlements faits encore en Grèce pour Candie. Mais des enrôlements de volontaires ne se font-ils pas continuellement depuis les premiers jours de l'insurrection crétoise? Le Gouvernement observant toujours la neutralité ne s'en est point mêlé, comme il ne s'est pas mêlé dans les enrôlements précédents. Ce qu'on a dit d'officiers et de sous-officiers pris pour ces enrôlements de l'armée grecque, est complètement faux. »

Au lieu de le calmer, ce que j'ai dit à M. Bourée l'a de plus en plus exaspéré. « Comment, a-t-il dit, vous ignorez ou vous faites semblant d'ignorer ce qui se passe chez vous? Mais nous le savons bien, nous autres; malgré les avertissements qu'on donne de tous côtés à votre Gouvernement, sur sa politique défectueuse, il n'en continue pas moins. Ce qui se fait par rapport au repatriement des familles crétoises est détestable et inhumain; les violences exercées pour empêcher le départ de ces malheureuses familles sont indignes. J'en ai des informations de plusieurs provinces de la Grèce. — Ce sont des informations exagérées, ai-je répondu; ceux qui les donnent ne sont sans doute pas bien renseignés; le Gouvernement s'est déjà justifié, auprès des Puissances, des reproches injustes qu'on lui en a faits. »

Plus je le contrariais dans ses appréciations, plus M. Bourée paraissait irrité; cela ne m'empêchait point de continuer à défendre le Gouvernement et le pays contre d'injustes attaques. « Les grandes Puissances, m'a-t-il dit ensuite, sont très-mécontentes de ce qui se passe en Grèce; l'Europe ne tolérera plus longtemps que deux petits États, la Grèce et la Roumanie, menacent à chaque instant son repos et la paix générale, que tout le monde est disposé à maintenir. Vous savez ce qui vient de se passer en Roumanie? Bratiano est tombé à cause



de sa politique tracassière. Vous pouvez écrire tout cela à Athènes. — Mais, lui ai-je dit, si vous croyez que le Cabinet hellénique tienne tant au pouvoir, vous êtes dans l'erreur. Rien de plus facile que de le changer : les Ministres eux-mêmes sont tout disposés à se retirer. Mais qu'y gagnerez-vous? Êtes-vous sûr que vous serez plus contents des successeurs? Croyez-vous que, quels que soient ceux qui entrent au pouvoir, ils oseront blesser le sentiment national en employant la force pour empêcher les secours donnés à l'insurrection de Candie? C'est une impossibilité; ce serait alors provoquer des révolutions dans le pays et augmenter les complications. Soyez certain, Monsieur l'Ambassadeur, que ce n'est point en blessant le sentiment national, en Grèce, par une conduite brusque et irréfléchie, qu'on pourra parvenir à le calmer et en finir avec la crise actuelle. Un Gouvernement sage doit agir avec beaucoup de circonspection et d'habileté. C'est ce que fait le Gouvernement actuel. — Ce sont, m'a-t-il dit, des subterfuges dont l'Europe et la Porte sont fatigués; ils ne manqueront pas d'avoir des suites très-graves. Pour moi, je ne sais pas ce que les Ministres ottomans se proposent de faire; je les ai vus plusieurs fois ces derniers jours, ils ne m'ont absolument rien dit; ils ne m'ont point demandé conseil; j'ignore par conséquent leur pensée et leurs dispositions; il paraît qu'ils ne veulent plus écouter l'opinion ou le conseil de personne; qu'ils se proposent d'agir par eux-mêmes. Jusqu'à présent la Porte s'est conduite comme un Gouvernement débonnaire, et vous en avez abusé; elle veut probablement sortir aujourd'hui de cette position. — Jusqu'à présent, lui ai-je répondu, les Ministres ottomans ont agi, non pas comme un gouvernement débonnaire, mais avec prudence et sagesse; s'ils s'en écartaient aujourd'hui, ce serait bien regrettable, car ils ne tarderaient pas à s'en repentir. La Grèce pourrait souffrir par la mesure violente et brusque de la rupture des relations officielles, mais elle n'en souffrirait pas seule; les conséquences en seraient très-graves, plus graves encore, peut-être, pour la Turquie, qui, en mettant ainsi le feu aux poudres, ne pourrait pas éteindre si aisément le terrible incendie qui en résulterait. »

Notre entretien a été interrompu ici par une visite, à la suite de laquelle j'ai pris congé de M. Bourée.

Malgré l'irritation de M. Bourée, malgré les allusions menaçantes qu'il m'a faites, par intervalle, durant cet entretien, je continue toujours à avoir la conviction qu'il est impossible que la Porte se décide à procéder à la rupture des relations sans l'assentiment de la France et de l'Angleterre. Cet assentiment lui sera-t-il donné? Je ne puis le savoir d'une manière positive; le Gouvernement du Roi pourrait s'en renseigner mieux peut-être par les Ministres de Sa Majesté à Paris et à Londres.

En attendant, le bruit de la rupture se propage de plus en plus en ville; la colonie grecque commence à s'inquiéter, et les consolidés tures ont sensiblement baissé à la Bourse.

A cause de la fête du Sultan, le premier interprète ne s'est pas rendu hier à la Porte; il verra probablement aujourd'hui les Ministres, et s'il me communique quelque chose de nouveau et d'intéressant avant le départ du courrier, je le ferai connaître à Votre Excellence.

Agrérez, etc.

Signé : J. DELYANNI.

---

## N° 12.

**M. Rhasis, premier drogman de la Légation de Grèce,  
à M. Jean Delyanni.**

(Confidentiel.)

Péra, le 19 novembre/1<sup>er</sup> décembre 1868.

Monsieur l'Envoyé, j'ai déjà rapporté verbalement à Votre Excellence que Khalil-Bey m'a exprimé des plaintes à propos d'enrôlements qui se font en Grèce. D'après les informations de la Sublime Porte, des bandes de volontaires se seraient organisées au su du Gouvernement Royal qui aurait même permis à des officiers de l'armée d'y prendre part; que ces bandes seraient dirigées sur Candie par la voie de Cérigo pour alimenter l'insurrection. En m'exprimant ses plaintes, Khalil-Bey m'exprimait en même temps des appréhensions sur le maintien des relations entre les deux États.

Dans une entrevue ultérieure que j'ai eue avec Khalil-Bey pour des affaires courantes, il m'a répété les mêmes choses, en ajoutant, cette fois, que les Ministres de la Porte pensent sérieusement à rompre les relations avec la Grèce; mais qu'avant de prendre une détermination aussi grave, ils attendront le rapport de Photiadès-Bey qui a reçu l'ordre de donner des renseignements sur les faits en question.

Comme nous n'avions reçu aucune nouvelle à propos de ces enrôlements, je me suis borné à dire à Khalil-Bey que la Légation l'ignore complètement; que dans tous les cas je pouvais l'assurer que le Gouvernement Royal ne sortira pas des limites de la neutralité qu'il s'est tracée dès le commencement de la lutte crétoise. Ayant cependant remarqué dans le cours de la conversation que Khalil-Bey croyait que la rupture des relations aurait pour conséquence immédiate d'intimider la Grèce et de la mettre en quelque sorte à la merci de la Turquie, j'ai cru devoir lui dire, à titre d'opinion personnelle, que

la Porte est dans une profonde erreur si elle croit qu'une rupture de relations avec la Grèce, dans les conjonctures actuelles, et au milieu de l'effervescence que la question de Candie entretient dans les esprits, sera circonscrite dans les limites d'une mesure diplomatique.

La rupture des relations, ai-je fait observer, sera le point de départ de graves complications, et je crois qu'en renonçant à sa politique de modération qu'elle a sagement suivie jusqu'à présent, la Porte ne fera que précipiter le danger signalé dans le discours de lord Stanley qui a dit : « Que la Turquie était menacée de troubles intérieurs. » Nous ne désirons pas la rupture et nous ne la provoquerons pas. Les actes et l'attitude du Cabinet actuel l'attestent suffisamment.

Mais si la Porte prend l'initiative d'une pareille mesure, la force des événements entraînera la Grèce dans la guerre, et une fois l'incendie allumé, on ne saurait en préciser d'avance l'étendue et les proportions.

La Porte ne doit pas oublier que la fermentation des esprits n'a pas cessé en Bulgarie, et que la Roumanie ronge son frein malgré les assurances amicales du Prince Charles. — Ici, Khalil-Bey m'a interrompu pour me dire que M. Golesco est revenu porteur d'une lettre du Prince au Sultan et d'une autre au Grand Vizir, et que de ce côté-là il n'y avait rien à craindre, d'autant plus que le Prince a retiré le portefeuille du Ministère des Affaires étrangères à M. Bratiano pour le confier à M. Golesco, connu pour ses tendances conservatrices et partisan des bonnes relations avec la Porte.

J'ai fait observer à Khalil-Bey que si la Roumanie a ajourné ses prétentions, il ne s'ensuit pas qu'elle y a renoncé ; que le fond est toujours le même et qu'il ne faudra pas perdre de vue que des excitations et des menées étrangères pourraient compliquer la situation et en augmenter les embarras.

Khalil-Bey, sans paraître partager mes appréciations, m'a dit d'engager Votre Excellence d'écrire au Gouvernement Royal pour lui donner des conseils de modération afin de prévenir de très-regrettables extrémités.

J'ai vu le même jour Safvet-Pacha qui m'a dit aussi que les affaires s'aggravent en Grèce ; qu'il est de l'intérêt du Gouvernement hellénique d'entretenir de bonnes relations avec la Sublime Porte, car, dans le cas contraire, c'est le commerce et la marine grecs et trois cent mille Hellènes, vivant sur le sol ottoman, qui en souffriront.

Safvet-Pacha n'est pas sorti de sa retenue et réserve habituelles ; il a été moins explicite que Khalil-Bey, mais l'allusion n'en était pas moins claire. J'ai répété à Safvet-Pacha, sur les conséquences éventuelles de la rupture, à peu près ce que j'ai dit à Khalil-Bey.

Aujourd'hui, j'ai vu de nouveau Safvet-Pacha; je lui ai dit que les renseignements que la Porte a reçus, à propos de débarquements de volontaires à Cérigo, n'étaient pas exacts; je lui ai donné également d'autres éclaircissements dans le sens des instructions verbales que vous m'avez données avant-hier. Safvet-Pacha m'a répondu que les rapports de Photiadès-Bey confirment toutes les nouvelles antérieures; que, de plus, on continue à mettre des obstacles au repatriement des familles crétoises; que la Porte, par suite de sa longanimité, a évité un éclat jusqu'à présent, mais il voit qu'en Grèce on suit toujours les mêmes errements. Safvet-Pacha s'est borné à des récriminations et a évité de s'expliquer davantage.

Khalil-Bey, que j'ai vu également aujourd'hui, a été, comme d'ordinaire, plus explicite. Il m'a dit que rien n'a été encore décidé, mais qu'à la suite des derniers rapports de Photiadès-Bey, on délibère sur la nécessité d'aviser à des mesures rigoureuses à l'égard de la Grèce; il m'a engagé de vous en faire part.

Tel est le résumé de mes entretiens avec Safvet-Pacha et Khalil-Bey.

D'après cela, l'idée d'une rupture avec la Grèce paraît avoir prévalu dans les Conseils de la Porte; je crois cependant que nous n'en sommes pas à sa réalisation et qu'elle pourrait rester à l'état de simple menace.

J'ai l'honneur, etc.

*Signé : D. RHASIS.*

---

## N° 13.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

Péra, le 20 novembre/2 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, hier, vers neuf heures, j'ai reçu le rapport, ci-joint, du premier drogman.

J'ai été informé plus tard que le premier drogman de l'ambassade de Russie a demandé au Grand Vizir, si la Porte pense sérieusement à rompre ses relations avec la Grèce et lui a représenté quelle perturbation une mesure aussi brusque et violente pourrait amener en Orient, et quelle responsabilité pèsera sur le Gouvernement qui pousserait les choses à une rupture qui pourrait faire surgir aussi des conflits en Europe et troubler la paix du monde.

Le Grand Vizir a donné alors lecture à M. Bogouslawski d'un rap-



port de M. Photiadès, qui disait que des enrôlements scandaleux ont été opérés à Athènes, que les individus enrôlés tiraient leurs armes des arsenaux de l'État, qu'ils parcouraient la ville ouvertement et bannières déployées, en manifestant par des cris l'appui qu'ils recevaient, que des officiers et des soldats de l'armée régulière leur étaient attachés et qu'il a adressé à cet égard des observations au Gouvernement, lequel, tandis qu'il donnait au moins autrefois des assurances quant à ses intentions, actuellement l'évite même en alléguant qu'il ne peut plus rien empêcher ni réprimer. Photiadès Bey concluait dans son rapport qu'il n'y a plus rien à espérer du Gouvernement hellénique et que sa position à Athènes devient difficile et insoutenable.

Après cette lecture, le Grand Vizir a dit qu'il soumettra le lendemain ce rapport au Conseil ministériel avec avis de rompre les relations avec la Grèce. Il a ajouté que cette mesure ne pourrait nullement troubler le repos de l'Europe parce que la Grèce, située loin du centre de l'Europe, ne pourrait y exercer aucune influence par sa position, et que, d'ailleurs, sa situation politique ne saurait mettre en danger la paix de l'Europe.

On continue à croire que, malgré toutes ces menaces, la Porte ne procédera pas à la rupture des relations. En attendant, la question se débat aujourd'hui au Conseil des Ministres.

*Signé : J. DELYANNI.*

---

## N° 14.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

*(Télégramme.)*

Péra, le 20 novembre/2 décembre 1868.

Aali Pacha a soumis aujourd'hui, au Conseil des Ministres, la question de la rupture des relations entre la Grèce et la Turquie, à la suite d'une dépêche de Photiadès Bey qui représente sa position à Athènes comme insoutenable. Je vous adresserai de plus amples détails par la poste.

*Signé : J. DELYANNI.*

---

## N° 15.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.***(Télégramme.)*

Péra, le 21 novembre/3 décembre 1868.

La rupture a été décidée hier, en principe, dans le Conseil des Ministres. On la soumet aujourd'hui à l'approbation du Sultan; elle n'est pas douteuse. Reste à savoir comment on procédera à l'application de cette mesure. Hobbart Pacha a reçu l'ordre de croiser dans les eaux grecques. Il tâchera peut-être de s'emparer de *l'Énossis*. Le général Ignatieff s'étonne de cette décision. Il va en interpellier ses collègues. J'espère vous faire connaître bientôt le résultat de cette interpellation. Quelques membres du corps diplomatique, bien que ne doutant plus de la décision de la Porte, qu'ils considèrent par trop hardie, croient que la rupture n'aura comme résultat, pour le moment, que le rappel des représentants de Turquie et de Grèce; je crois qu'elle sera plus large.

*Signé : J. DELYANNI.*

## N° 16.

**M. Jean Delyanni à M. Pierre Delyanni.**

Péra, le 22 novembre/3 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous transmettre le texte des deux télégrammes que je vous ai envoyés hier à sept heures, et aujourd'hui à dix heures. Ce matin j'ai reçu votre télégramme du 20 novembre/2 décembre; je me suis empressé d'en faire usage. Le général Ignatieff m'a dit qu'il a eu d'abord une longue conversation avec M. Bourée; il lui a demandé ce qu'il savait de la rupture des relations entre la Grèce et la Turquie; ce qu'il a conseillé à la Sublime-Porte. Il lui a représenté en même temps les conséquences incalculables qu'un pareil acte pourrait avoir, acte tout à fait injustifiable, car il ne s'est rien produit de nouveau en Grèce de nature à

fournir à la Porte un prétexte plausible pour procéder à des mesures aussi dangereuses.

M. Bourée a répondu qu'il ignorait les décisions de la Porte; qu'il n'a nullement conseillé la rupture de ses relations officielles avec la Grèce; mais que la conduite de cet État a dépassé toute mesure et épuisé la tolérance et la longanimité de la Porte, qui, par égard pour l'Europe, n'a pas voulu faire usage jusqu'ici des droits inhérents à sa qualité de nation indépendante, mais qu'ayant décidé maintenant de prendre des mesures plus énergiques, elle n'écoute plus personne, et personne ne pourrait l'en empêcher.

Le général Ignatieff lui a fait observer que, soit qu'il approuve ces mesures téméraires, ou qu'il s'abstienne d'en dissuader la Porte, il assume vis-à-vis de l'Europe une grande responsabilité en raison des conséquences qui pourraient s'en suivre.

M. Bourée lui a fait alors observer qu'il ne croit pas, pour le moment, à la réalisation de cette mesure, mais que la Porte demandera au préalable par un ultimatum des garanties : 1° quant à la liberté absolue et réelle qu'on doit assurer aux familles crétoises qui veulent retourner en Crète; 2° quant au retour en Grèce des volontaires qui se trouvent en Crète.

Lorsqu'il s'agit, a ajouté M. Bourée, de demander de semblables garanties, comment peut-on empêcher la Porte d'user des moyens qu'elle jugera convenables pour les obtenir?

Le général Ignatieff a vu ensuite M. Elliot, auquel il a parlé dans les mêmes termes; il a eu à peu près la même réponse. Le langage de M. Elliot, à l'endroit de la Grèce, a été néanmoins plus âpre, et il a pris plus chaleureusement la défense de la Porte. M. Elliot n'a voulu s'expliquer ni sur l'ultimatum, ni sur les mesures qu'on devait prendre et de la manière dont la Porte aurait procédé à leur mise à exécution. Les paroles de M. Elliot ont paru au général Ignatieff surprenantes en présence des dispositions manifestées par l'Angleterre en faveur de la paix générale; du langage tenu par lord Stanley à l'endroit de la Turquie et des sentiments du futur premier Ministre, M. Gladstone, qui n'avait certes pas, sur la Turquie une meilleure opinion que celle exprimée si solennellement par le Ministre actuel des Affaires étrangères; qu'en parlant et agissant ainsi, M. Elliot semble assumer une grande responsabilité, vu l'influence que ses paroles pourraient exercer. M. Elliot prétend, il est vrai, qu'il n'a pas tenu, ni ne tient un pareil langage aux Turcs, mais que telle est son opinion. Il croit que la Turquie a grandement raison de ne plus tolérer un pareil état de choses, parce que, dans son opinion, sa dignité même a reçu une grave offense par les manifestations inconvenantes qui ont eu lieu sous les fenêtres de la Légation ottomane, où les volon-

taires enrôlés avaient passé à cinq reprises, bannières déployées. Mais, s'il ne tient pas un pareil langage aux Ministres de la Porte, il ne les dissuade pas non plus de toute mesure violente et dangereuse; pourtant il n'en assume pas moins la même responsabilité.

Comme ambassadeur de la Grande-Bretagne, M. Elliot ne devait pas rester spectateur impassible et muet lorsqu'il s'agit de choses aussi sérieuses. Lord Lyons n'agissait pas ainsi; bien au contraire, toutes les fois qu'il apprenait que les Ministres de la Porte se proposaient de rompre les relations avec la Grèce, il s'empressait de leur représenter combien une telle mesure était illogique et dangereuse, il employait tous ses efforts pour les empêcher d'en venir à cette extrémité; il avait toujours réussi à persuader les Turcs et à préserver ainsi le repos de l'Orient. Actuellement, M. Elliot ne voulant pas imiter son prédécesseur et ne disant rien pour dissuader les Ministres de la Porte de la mesure violente de la rupture des relations, il les encourage, car ils ne peuvent considérer son silence et son indifférence que comme une approbation de leur conduite. Cette manière d'agir du représentant de la Grande-Bretagne, alors que le Gouvernement anglais, ne désirant pas la guerre, emploie tous les moyens pour l'éviter et ne se fait faute de rien pour éteindre partout la moindre étincelle, est vraiment incompréhensible.

Il paraît en résulter que, pour le moment, la Porte ne procédera pas immédiatement à la rupture des relations, mais qu'elle enverra à M. Photiadès un ultimatum pour le communiquer au Gouvernement hellénique, qu'elle en attendra le résultat. Sur quoi pourrait porter cet ultimatum? Se bornera-t-il aux deux points suggérés par M. Bourée ou mettra-t-il en avant d'autres prétentions, et lesquelles? Je n'ai pu recueillir jusqu'à présent de renseignements exacts, attendu que les Ministres de la Porte et les Représentants des Puissances occidentales se montrent très-circonspects et réservés. En attendant, je viens d'apprendre que le Sultan a signé hier soir l'Iradé confirmatif de la rupture des relations. J'ai appris également que le Bureau de la correspondance étrangère a reçu l'ordre de préparer une note pour me communiquer cette décision et me faire connaître la nécessité de mon départ ainsi qu'une circulaire aux grandes Puissances justifiant ces mesures.

Comme le premier drogman de la Légation anglaise avait confirmé toutes ces nouvelles à M. Rhasis, celui-ci s'est rendu chez M. Elliot. L'Ambassadeur lui a dit qu'il ne connaît rien de l'ultimatum; il a ajouté que l'Europe ne prendra pas part aux démêlés de la Turquie avec la Grèce; qu'elle les laissera vider leur querelle comme elles l'entendront; de plus, que l'ultimatum sera complètement superflu,



car il est certain qu'il sera rejeté par le Gouvernement hellénique. Il a ajouté qu'il ne croit pas que la rupture des relations diplomatiques entraînera l'expulsion immédiate des Hellènes du territoire ottoman. En sortant de l'Ambassade anglaise, M. Rhasis s'est rendu chez le général Ignatieff qu'il n'a pas rencontré.

Avant le départ du courrier, j'aurai soin d'apprendre quelque chose de plus positif.

Mais de tout ce qui précède et des renseignements que je reçois de tous côtés, il résulte que la rupture des relations est définitivement et irrévocablement décidée et qu'elle sera bientôt mise à exécution.

La Porte, en recourant à cette mesure, montre une grande confiance dans le résultat. Quelques Représentants manifestent la même conviction.

Hobart Pacha part aujourd'hui, ainsi que je vous l'ai télégraphié hier. Il aura le commandement supérieur de toute la flotte ottomane dans la Méditerranée.

Je vous ferai part par un rapport *ad hoc* de toutes mes informations ultérieures.

En attendant, il se présente la question sérieuse de savoir à qui il faudrait confier, après mon départ, la protection des intérêts helléniques.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me donner par télégraphe des instructions à ce sujet.

Signé : DELYANNI.

---

## N° 17.

**M. Rhasis à M. Jean Delyanni, à Constantinople.**

Péra, le 22 novembre/4 décembre 1868.

Monsieur l'Envoyé, après les entretiens que j'ai eus avec Safvet-Pacha et Khalil-Bey, j'ai eu aussi une entrevue avec Aali-Pacha auquel j'ai fait part, conformément à vos instructions, de la nouvelle, arrivée télégraphiquement à la Légation, de l'élection de M. Drossos comme Président de la Chambre à une forte majorité.

Son Altesse m'a demandé avec beaucoup d'intérêt des détails sur cette élection. Je lui ai dit que M. Drossos était candidat ministériel et que son élection était un triomphe éclatant pour le Cabinet.

Après cela, passant au grand événement du jour, j'ai essayé d'apprendre de la bouche de Son Altesse quelle a été la décision du Conseil des Ministres, tenu mercredi et appelé à délibérer sur la question de la rupture des relations.

Tout en évitant de s'expliquer catégoriquement, Son Altesse m'a dit que les affaires avaient pris, depuis quelque temps, en Grèce, une telle tournure qu'une plus longue tolérance de la Porte aurait été considérée comme faiblesse, qu'à toutes les représentations de la Porte le Gouvernement Hellénique a opposé des refus, se retranchant derrière la pression de l'opinion publique, sans prendre en considération que si l'opinion publique est moins souveraine en Turquie qu'en Grèce elle n'en existe pas moins ici, et que la Porte a dû céder à la voix impérieuse de l'opinion qui l'accusait de faiblesse.

D'ailleurs, a-t-il ajouté, on désire la rupture en Grèce?

J'ai répondu que le Gouvernement du Roi ne désire pas la rupture, et que de plus il n'a rien fait pour la provoquer.

La conversation a roulé ensuite sur les conséquences éventuelles de la rupture, et je l'ai trouvé résigné.

Mais tout en me faisant des allusions à la rupture, Son Altesse a évité de m'en parler comme d'une chose décidée, et ce n'est qu'en sortant de ses appartements que j'ai appris que le Conseil des Ministres avait décidé la rupture et que cette décision a été soumise à l'approbation du Sultan.

D'après les informations que j'ai eues aujourd'hui, le Sultan a approuvé cette décision et demain vous en recevrez probablement la communication officielle. Quant à M. Photiadès, on lui a télégraphié de se tenir prêt et d'attendre des ordres ultérieurs.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé : RHASIS.*

---

## N° 18.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

Péra, le 22 novembre/4 décembre 1868, neuf heures.

Je n'ai rien pu apprendre de plus positif que ce que je vous ai fait connaître dans mon rapport sous le n° 3329. On m'a seulement confirmé ce que je vous ai mandé par télégramme dont je joins ici copie. Les divers points de l'ultimatum lui ont été

communiqués par Khalil-Bey ; j'ai donc tout lieu de les croire authentiques. Ils me seront communiqués probablement demain par la Porte.

D'après le langage de Khalil-Bey, les Ottomans pensent, et avec eux ceux qui les soutiennent, que la Grèce se verra forcée finalement de consentir à toutes les exigences de la Turquie, d'autant plus que les Grecs seront expulsés du territoire ottoman, et que la plupart d'entre eux, d'après la conviction des Ottomans et de quelques Européens, préféreront se faire naturaliser Ottomans plutôt que de subir l'expulsion.

Khalil-Bey a de plus ajouté que, les relations rompues, la Porte Ottomane ne les renouera pas, tant qu'elle n'aura pas reçu sur tous les points des garanties formelles de la part de la Grèce au sujet de sa conduite future vis-à-vis de la Turquie. Les Turcs ne paraissent pas soupçonner, ou tout au moins témoignent qu'ils ne soupçonnent pas une invasion sérieuse en Épire et en Thessalie, car ils ont de ce côté des forces suffisantes, et ils sont certains de pouvoir repousser, sur ce point, toute invasion. Pour le moment, ils n'ont pas l'intention de commencer les premiers les hostilités. C'est pourquoi ils ont ordonné à Hobart-Pacha de ne pas envahir les ports grecs, mais de s'efforcer de capturer *l'Énossis* et tous les bâtiments qui transportent en Crète des munitions et des volontaires.

A cet effet, l'amiral a pris avec lui quatre navires cuirassés et quelques autres bâtiments légers.

Signé : DELYANNI.

P.-S. j'apprends à l'instant que Hobart-Pacha part demain pour prendre le commandement de la division navale de Crète. Hassim-Pacha, à la tête d'une autre division navale, se rend à Volo. Hobart-Pacha a promis de couler bas *l'Énossis* dans 15 jours. Il a l'intention de lui donner la chasse jusque dans les ports grecs. C'est un officier audacieux et capable de pousser les choses à l'extrême.

## N° 19.

M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.

(Télégramme.)

Péra, 23 novembre/5 décembre 1868.

J'ai été informé que le général Ignatieff, ayant vivement représenté aujourd'hui à MM. Bourée et Elliot les conséquences pour la

paix de l'Europe d'une brusque rupture entre la Grèce et la Turquie, il les a invités à en faire l'objet de représentations en commun à la Porte. Ces messieurs y ont accédé à la condition de le faire chacun séparément. Les représentations ont consisté à rendre la Porte attentive aux mesures qu'elle médite, et qui pourraient troubler la paix du monde : l'inviter à y bien réfléchir.

Les trois Ambassadeurs se sont déjà rendus à la Porte l'un après l'autre. Le Ministre de Prusse s'associera probablement à cette démarche. Un des ambassadeurs m'a fait dire aujourd'hui que, si la rupture diplomatique a lieu, l'expulsion des Hellènes ne la suivra point.

Hobart-Pacha s'est engagé à ne pas entrer dans les ports du Pirée et de Syra. Il entrera dans tout autre port grec si, en poursuivant un bâtiment, celui-ci lui tire des coups de canon.

J'apprends à l'instant que le résultat des représentations est que la rupture sera différée jusqu'à samedi prochain. Dans cet intervalle Photiadès-Bey demandera que le corps de Pétopoulaki soit dissous ; que tout bâtiment grec armé soit empêché de se rendre en Candie ; que l'assistance nécessaire soit prêtée par le Gouvernement au rapatriement des familles crétoises.

Demain je vous télégraphierai encore.

Signé : J. DELYANNI.

---

N° 20.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(Télégramme.)

Péra, 25 novembre/7 décembre 1868.

Je viens d'être informé qu'à la suite d'un Conseil des Ministres tenu hier en présence du Sultan, l'ordre a été transmis aujourd'hui à Photiadès-Bey d'adresser au Gouvernement Hellénique un *ultimatum* dans lequel figure un cinquième point, à savoir : punition de ceux qui ont assailli des officiers turcs de passage sur le territoire Hellénique et les ont blessés. Si, dans le délai de cinq jours, Photiadès-Bey n'obtient satisfaction complète sur tous les points, de quitter le territoire grec avec le personnel de la Légation, les consuls et les nationaux. Dès l'arrivée de la réponse négative à Constantinople, on me donnera mes passe-ports.

Le Gouverneur de l'Épire, Abdul-Kérim-Pacha, a annoncé à la Porte qu'il n'a besoin d'aucun renfort et qu'il se fait fort, non-seulement de



repousser toute irruption en Épire et en Thessalie, mais encore d'aller jusqu'à Athènes, en trois jours, avec ses quarante mille hommes de troupes régulières et d'Albanais.

*Signé : J. DELYANNI.*

---

N° 21.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(Télégramme.)

Péra, le 24 novembre/6 décembre 1866.

A la démarche d'hier, se sont associés les représentants de Prusse et d'Italie. Par déférence envers toutes ces puissances, la Porte a décidé de différer le départ de Photiadès-Bey, et l'envoi de mes passeports qui devaient m'être remis aujourd'hui par une note, jusqu'à dimanche prochain. Cet intervalle est considéré par ceux qui veulent prévenir des conflits comme suffisant à donner aux cabinets d'Europe le temps d'agir. Il y a encore dans les réclamations ottomanes du quatrième point : promesse formelle de respecter les droits de l'Empire Ottoman et de ne pas violer les traités internationaux. La Porte a dit que si dans l'espace de huit jours le Gouvernement Hellénique ne fait d'une manière spontanée une déclaration satisfaisante, la rupture aura lieu indubitablement.

Nos amis et ceux qui désirent sérieusement de prévenir des conflits dangereux, pensent que le Gouvernement Hellénique peut bien faire quelques promesses à l'égard des quatre points sans s'engager à faire plus que la Constitution ne permet et le sentiment national ne tolère. Tous les quatre points sont considérés comme susceptibles d'une réponse qui ne serait pas absolument négative. Il s'agit de parer ce coup pour le moment. Si malgré une telle réponse, ou déclaration, la Porte procède à la rupture, le Gouvernement Hellénique donnerait une preuve de modération et de bonnes dispositions, dont il lui serait tenu compte et laisserait l'entière responsabilité des conséquences graves à la Porte.

Hobart-Pacha n'entrera dans aucun port Hellène où il y aurait des autorités établies. Le cas échéant il s'adressera à ces autorités, pour réclamer la saisie du bâtiment armé poursuivi et considéré par lui comme bâtiment pirate.

Je viens d'être informé que le Ministre d'Italie n'a pas pris part aux représentations.

*Signé : J. DELYANNI.*

---

## N° 22.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(N° 3355.)

Péra, le 25 novembre 1868.

Monsieur le Ministre, le 23 et le 24 novembre j'ai adressé deux télégrammes à Votre Excellence. J'ignore s'ils vous sont parvenus promptement ; je soupçonne fort les télégraphes ottomans de retarder l'expédition de mes télégrammes. Le 23 novembre, le général Ignatieff, après avoir épuisé vainement tous les efforts et les représentations personnelles pour prévenir la rupture, a annoncé qu'il allait faire une démarche solennelle et d'un caractère officiel. Il s'est adressé verbalement à MM. Elliot et Bourée qui ont toujours affecté d'ignorer les mesures méditées par la Porte, et qui assuraient que tout se passe sans leur aveu et sans leurs conseils. Il leur a demandé de s'unir pour représenter en commun à la Porte les conséquences graves qui peuvent résulter de ses mesures. Il leur a assuré que s'ils refusaient d'accéder à sa proposition, il irait seul faire entendre ses représentations à la Porte ottomane, et qu'ils les laissait seuls responsables des graves conséquences qui pourraient en résulter. Il s'est adressé en premier lieu à M. Bourée qui s'est efforcé de le convaincre qu'une telle démarche n'était nullement nécessaire, qu'il n'y avait aucune imminence de guerre, mais seulement la simple perspective d'une rupture des relations diplomatiques et commerciales, ce qui a déjà eu lieu d'autres fois sans que la guerre s'ensuivît, enfin qu'aucun danger ne menace la paix, soit en Orient, soit en Europe. Mais lorsqu'il a vu que le général persistait, malgré le refus de ses collègues, à entreprendre seul cette démarche et qu'il l'a entendu dire et répéter qu'il montrerait ainsi au monde entier que la Russie désirait sincèrement le maintien de la paix, M. Bourée a accueilli sa proposition. Toutefois il a demandé qu'on examinât de quelle manière on pourrait réussir à prévenir la rupture, la Grèce étant tenue après tout de satisfaire aux justes et légitimes exigences de la Porte et cesser sa conduite scandaleuse vis-à-vis de la Crète et des réfugiés crétois.

Le général a repoussé cette demande, en disant que la Grèce était un État constitutionnel, que son Gouvernement était lié par les lois du pays ; qu'il ne pouvait faire ce que demandait la Turquie ; que d'ailleurs ce n'était point là l'affaire des Ambassadeurs à Constantinople. Les Puissances, a-t-il dit, ont des Ministres à Athènes ; elles peuvent, par leur intermédiaire, faire parvenir des conseils au Gou-

vernement. Selon les circonstances, les Ambassadeurs à Constantinople n'ont à remplir de ministère qu'auprès de la Porte ottomane où ils sont accrédités, et puisque c'est de là que part la menace du danger, c'est là aussi qu'ils doivent agir et porter leurs efforts.

D'ailleurs les Ambassadeurs de Russie, d'Angleterre et de France ont, à cet égard, un double devoir à remplir, comme représentants des Puissances qui ont garanti à la fois la sécurité de la Grèce et l'intégrité de la Turquie, les deux Puissances qui sont en danger de guerre aujourd'hui par suite d'une rupture aussi subite des relations diplomatiques.

M. Bourée a d'abord répondu que, dans sa conviction, ni la sécurité de la Grèce, ni l'intégrité de la Turquie ne couraient pas en ce moment de danger; mais finalement il a consenti à ce que des représentations fussent adressées à la Porte, au nom de la paix générale, par les Ambassadeurs des trois Puissances garantes; mais en même temps il a fait observer qu'il ne convenait pas de se présenter à la Porte soit comme ambassadeurs des Puissances protectrices de la Grèce, soit comme représentants des Puissances garantes de l'intégrité de la Turquie, attendu que dans sa conviction, ni la Grèce ni l'Empire ottoman ne courent de danger, mais seulement comme Ambassadeurs des grandes Puissances qui désirent le maintien de la paix générale. Enfin il a refusé de s'associer à toute action en commun.

M. Elliot, auquel il s'est ensuite adressé, lui a fait à peu près les mêmes objections. Mais ne voulant pas, lui aussi, que son abstention fût mal interprétée, il a enfin consenti, sous les réserves faites par M. Bourée. Il a ajouté de son côté que, la Grèce étant la cause de l'état de choses actuel, il engagera la Porte à ne pas donner suite aux mesures projetées par elle, dans le cas où elle obtiendrait quelques garanties de la Grèce pour l'avenir. Les trois ambassadeurs se sont en effet successivement rendus auprès du Grand Vizir, pour lui faire savoir que les mesures projetées par la Porte peuvent troubler la paix générale, et l'engager à ne pas donner suite à leur application. Après eux, les Ministres de Prusse et d'Autriche se sont rendus auprès du Grand Vizir. Le premier a adressé des observations analogues; le second ne s'y est pas associé; il a entretenu le Grand Vizir d'affaires courantes.

Il n'est pas possible de connaître la portée et le sens des observations faites au Grand Vizir par MM. Bourée et Elliot. Je sais seulement que le général Ignatieff et le comte de Saint-Simon ont adressé au Grand Vizir les observations voulues d'après ce qui avait été mutuellement convenu. En justifiant les mesures de la Porte et en leur disant qu'elle ne peut plus reculer sans compromettre son honneur, Aali-Pacha, par considération pour les Puissances médiatrices, consent

à différer de huit jours l'application des mesures. Il a ajouté que, si dans ce délai le Gouvernement grec n'adresse point à Photiadès-Bey une déclaration satisfaisante sur les quatre points dont le représentant de la Porte a entretenu le Ministre des Affaires étrangères de Grèce, les mesures seront décidément mises en vigueur. Photiadès-Bey quittera Athènes dimanche prochain; le même jour, les passeports seront envoyés au Représentant de la Grèce à Constantinople, avec invitation d'avoir à quitter sans retard la capitale avec le personnel de la légation. Il m'a été assuré qu'on avait jugé convenable, afin de ne pas faire supposer que la Porte veut imposer ses exigences, et que le Gouvernement grec ne puisse pas accepter des demandes en quelque sorte imposées, qu'il ne lui soit pas signifié d'ultimatum. Sa position sera facilitée d'autant, si la Grèce est réellement disposée à entretenir des relations amicales avec la Turquie. De cette manière, le Gouvernement grec sera libre de faire connaître spontanément l'acceptation des propositions de la Porte, sans qu'il paraisse qu'elle lui est imposée.

Un Conseil des Ministres a été convoqué après le départ des Ambassadeurs. Le lendemain, tous les Ministres ont été mandés au palais de Dolma-Bactché.

Ceux qui désirent sincèrement voir éviter la rupture et le maintien de la paix en Orient, pensent que le délai accordé peut être considéré comme un indice satisfaisant. Que probablement les divers Gouvernements européens, en ayant le temps de s'entendre, peuvent concerter leur action. Qu'il est possible de trouver des moyens d'arranger les choses en Grèce et d'éloigner la rixe. A cet effet on pense qu'il serait bon que le Gouvernement grec ne repoussât pas d'une manière absolue les quatre propositions de la Porte. Selon eux, les propositions de la Porte ne semblent pas absolument de nature à être rejetées. Le Gouvernement peut parfaitement déclarer qu'il n'a pas de difficulté à agir dans ce sens; en tant que ses institutions constitutionnelles le lui permettent, le Gouvernement peut promettre adroitement qu'il fera tout ce qui dépend de lui dans les limites de la législation du pays, afin de dissoudre les recrutements de volontaires, et de ne pas permettre le départ des navires armés pour la Crète. Qui verra, disent-ils, p. ex., si l'*Énoxis* est ou non armé; et pourquoi il est armé? A quoi lui a servi jusqu'ici son armement, ou à quoi lui servira-t-il si un grand ou plusieurs navires ottomans l'abordent? Quant au quatrième point, le Gouvernement peut parfaitement y adhérer, d'autant plus qu'il n'a jamais nié jusqu'ici qu'il respecte les Traités et les droits internationaux. Le but est d'éviter toute précipitation et les inconvénients qui en seraient la conséquence.

Telle est l'opinion, Monsieur le Ministre, de ceux qui désirent sin-



cèrement qu'il n'y ait pas pour le moment des troubles en Orient ; qui portent un vif intérêt à la Grèce et qui l'aiment. Dans leur conviction, à supposer même que la déclaration du Gouvernement grec ne réussisse point à écarter la crise, elle donnera un grand avantage moral à la Grèce vis-à-vis de l'Europe, qui verra que le Gouvernement grec a tout fait pour éviter la rupture, et fera peser l'entière responsabilité de ses graves conséquences sur la Porte elle-même.

Il était de mon devoir, Monsieur le Ministre, de vous donner connaissance des considérations qui précèdent. Comme le temps me manquait pour le faire par écrit, je vous les ai résumées dans mon télégramme du 6 décembre. Ce télégramme vous arrivera-t-il en temps opportun pour que le Gouvernement puisse prendre en considération son contenu, et formuler sa décision ? Malheureusement les lenteurs habituelles des dépêches télégraphiques entre Athènes et Constantinople, et la disposition, je suppose, de la Porte, d'augmenter aujourd'hui ces lenteurs, s'agissant de nos télégrammes, me font craindre que le Gouvernement de Sa Majesté ne reçoive point à temps connaissance des informations ci-dessus. Même la présente dépêche, si le paquebot français qui la porte n'est pas en retard, n'arrivera que vendredi prochain, c'est-à-dire un ou deux jours avant l'expiration du dernier délai fixé par la Porte. Le Gouvernement de Sa Majesté aura-t-il le temps de prendre en considération, dans un si court délai, les conseils qu'on lui donne, et de faire le nécessaire s'il les adopte ? Les projets de la Porte, ou de ceux qui l'inspirent, ont été arrêtés avec un si grand secret et dévoilés si subitement, qu'ils ont étonné et jeté dans l'embarras les diplomates même les plus vigilants, les plus adroits et les plus énergiques.

Quoi qu'il en soit, je pense, quant à moi, que s'il est vrai, ce qu'on suppose généralement, que l'impulsion vienne d'ici, ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par ma précédente dépêche, afin que selon le dire de quelques Ministres étrangers, la Grèce soit mise à la raison, et que la Turquie soit débarrassée de la plaie de Crète, si difficile à guérir ; si d'ailleurs un autre projet dont je vous ai également entretenu est vrai, à savoir : de mettre à profit cette occasion pour faire diminuer le poids qui pèse sur la Turquie et excite l'envie de quelques-uns, le nombre, j'entends, des sujets grecs qui résident en Turquie et principalement à Constantinople ; quoi que fasse le Gouvernement pour éviter la rupture, elle aura lieu immanquablement.

Si cependant rien de tout cela n'existe, et si l'unique objet de la Porte et des étrangers qui l'aident sous main, est celui qui semble évident, à savoir : de vouloir faire cesser par de pareils moyens l'insurrection de Crète avant le printemps, époque à laquelle on craint,

si l'insurrection continue à subsister, qu'elle ne prenne de plus grandes proportions; il est probable, si le Gouvernement du Roi fait quelques concessions dans le sens indiqué plus haut, que des modifications importantes soient apportées dans les dernières résolutions de la Porte.

J'ignore ce qui peut survenir jusqu'à dimanche. Il se peut qu'un autre délai soit accordé, ce qui me paraît à peine croyable. Il se peut également, si les Puissances ont le temps d'agir, et veulent s'interposer pour prévenir la crise, que les choses prennent une autre tournure. Ce qu'il y a de certain, c'est que la Porte a pris au sérieux la mesure de la rupture des relations et non dans l'unique but d'une intimidation; de plus elle y insiste. Sans les représentations de la diplomatie, la mesure serait déjà en vigueur depuis dimanche dernier. Mes passe-ports avaient été préparés et sont prêts; la note qui devait m'être communiquée est prête également. Il est probable que celle que Photiadès-Bey vous adressera sera identique.

Quant à moi, Monsieur le Ministre, je n'ai aucun espoir que la rupture puisse être prévenue. Comme il ne m'est accordé le moindre délai pour mon départ, je dois m'embarquer sur le premier paquebot partant après la notification qui me sera faite. Si elle m'est adressée, ainsi que j'en ai eu indirectement l'avis, samedi prochain, je m'embarquerai sur le paquebot partant d'ici le mercredi de la semaine suivante. J'ai déjà commencé mes préparatifs de départ, bien que ne pouvant emporter avec moi qu'une partie des objets faisant partie de ma récente installation. J'ai fait part confidentiellement au personnel de la Légation de la probabilité de leur prochain départ. Leur position est des plus pénibles. Pouvant à peine suffire à leurs besoins avec leurs modestes allocations, considérablement réduites par les retenues, ils se trouveront dans la position la plus difficile en quittant eux et leurs familles Constantinople au cœur de l'hiver. Je remplis un devoir essentiel en les recommandant à la bienveillance du Gouvernement.

Les Grecs établis à Constantinople se trouvent dans la plus vive perplexité. Tout Constantinople se préoccupe de la crise, et un grand ébranlement est visible dans toute la société. Les Ministres du Sultan ont d'abord pensé exiger le départ immédiat des Hellènes, et le renvoi de tous les navires grecs des ports ottomans. Mais à la suite de représentations sérieuses qui leur ont été adressées, on a décidé d'accorder aux Grecs et aux navires hellènes un délai, qui n'a pas encore été fixé. Les grands négociants riches, étant en rapport d'affaires immédiats avec les Ministres turcs eux-mêmes et avec des étrangers distingués, espèrent ne pas être contraints de partir. Les autres et principalement ceux des classes inférieures qui sont les plus nom-

breux et dont la masse porte un si grand ombrage à quelques-uns des étrangers ici, se trouveront dans le plus grand embarras; il est très-probable que beaucoup d'entre eux, pour éviter une ruine complète, adopteront la nationalité turque. Cette soumission contrainte et forcée sera d'ailleurs de nul effet. Par l'effet du hasard, la marine grecque se trouve cette année presque en pleine inactivité; son renvoi des ports ottomans ne donnera donc pas lieu, pour le moment, à de grandes pertes. Mais si la rupture des relations se prolonge de quelques mois, les pertes de notre marine seront considérables et incalculables, par la raison qu'elle vit presque entièrement de ses opérations dans les mers ottomanes.

Hobart-Pacha est parti vendredi soir après avoir été reçu par le Sultan. Il lui a fait les plus belles promesses; Sa Majesté lui a donné le grade de contre-amiral. Il s'est flatté de prendre et de couler bas dans quinze jours *l'Énoassis*. Il a été autorisé à poursuivre *l'Énoassis* et tout autre navire grec, même dans les mers grecques; de ne pas pénétrer, cependant, pour cela, dans les ports grecs. Dans le cas seulement où le navire poursuivi tirerait contre le navire ottoman qui lui donne la chasse, celui-ci pourra le poursuivre, comme coupable d'exercer la piraterie, même dans un port grec, dans lequel il chercherait refuge; s'il n'existe aucune autorité dans ce port, de s'en emparer et le détruire; dans le cas contraire, de s'adresser aux autorités locales, pour demander l'arrestation et la punition des pirates. Il n'est pas exact qu'il ait pris avec lui quatre navires cuirassés; ils sont encore à l'ancre dans la Corne-d'Or en face de l'arsenal et presque désarmés. Il emploiera des navires d'une marche plus rapide.

Agrééz, etc.

Signé : J. DELYANNI.

---

## N° 23.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(Télégramme.)

La rupture des relations a été décidément et irrévocablement résolue. Ayant donné son approbation à cette mesure, le Sultan a signé l'Iradé. Aujourd'hui ou demain, peut-être, on donnera l'ordre à Photiadès-Bey d'adresser au Gouvernement royal un ultimatum pour demander : 1° Que *l'Énoassis* cesse de transporter des secours aux insurgés

crétois ; 2° Qu'on empêche l'envoi de volontaires en Crète ; 3° Qu'on donne des garanties nécessaires pour le repatriement des familles crétoises. Sur le refus du Gouvernement du roi, Photiadès-Bey demandera ses passe-ports et quittera la Grèce. Le général Ignatieff croit que le renvoi des sujets grecs ne sera pas ordonné quant à présent ; la mesure aura lieu beaucoup plus tard.

*Signé : J. DELYANNI.*

## N° 24.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(N° 3359.)

Péra, le 26 novembre/8 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai eu hier une longue conversation avec M. l'Ambassadeur d'Angleterre. Dès qu'il m'aperçut, M. Elliot, me prenant par la main, me dit en souriant qu'il est charmé de me recevoir encore chez lui comme collègue. Je lui ai répondu de la même manière que, selon toutes les apparences, j'aurai cet honneur encore quelques jours. Nous avons immédiatement passé à la crise qui s'annonce. Son langage, en ce qui concerne ses appréciations sur la conduite de la Grèce et les droits de la Porte, a été le même que dans ses précédents entretiens avec moi ; mais ses expressions et son maintien ont été en général plus modérés ; il a évité tout ce qui pouvait être blessant ou désagréable.

En effet, il a dû comprendre à l'attitude réservée que j'avais prise à son égard, en évitant de le voir fréquemment dans ces derniers temps et de m'entretenir avec lui de questions politiques, qu'il devait être plus circonspect en parlant de la Grèce et de son Gouvernement à leur représentant.

Il m'a exposé tous les justes griefs de la Porte ; il m'a signalé l'inconvenance des dernières démonstrations des volontaires, démonstrations que le Gouvernement n'a rien fait pour prévenir ou empêcher ; le refus du Gouvernement d'accorder son concours et sa protection aux malheureux Crétois qui, disposés à rentrer dans leurs foyers, ont été maltraités et sont cruellement maltraités par la populace, au su des autorités, qui restent spectatrices indifférentes à ces actes révoltants. Il m'a donné lecture, en me la traduisant, d'une longue dépêche d'Athènes écrite en anglais, dans laquelle on rend un compte détaillé de ces mauvais traitements. Il m'a dit enfin que la



Porte, ayant perdu tout espoir et voyant que ni sa patience, ni les représentations des autres Puissances, n'ont fait changer de conduite au Gouvernement grec, a mis de côté la longanimité, depuis surtout qu'elle a su que dans une récente discussion de la Chambre M. Kechaya a dit ouvertement, du haut de la tribune, que l'*Énossis* a été acheté des fonds de l'emprunt, et cédé à la Compagnie de navigation pour servir à l'insurrection crétoise; et que le Ministre des affaires étrangères a déclaré que tous les efforts du Gouvernement tendent à l'union de la Crète à la Grèce. La Porte a donc résolu de rompre ses relations avec nous afin de couper court à une situation si anormale et dangereuse qui compromet même sa dignité. Les Puissances ne pouvaient et n'avaient pas le droit, a-t-il ajouté, de l'en empêcher, d'autant plus que les conseils qu'elles ont donnés jusqu'ici à la Crète ont été en pure perte. Néanmoins, afin de donner à la Grèce le temps de réfléchir pour aviser au moyen d'éviter les conséquences de la rupture, leurs Représentants à Constantinople ont obtenu par leurs représentations auprès de la Porte, qu'elle remette à huit jours la déclaration de la rupture, c'est-à-dire jusqu'à samedi prochain. M. Elliot a ajouté que la rupture peut être prévenue par l'esprit de conciliation du Gouvernement grec, qui, on l'espère, montrera dans ces circonstances critiques la sagesse voulue.

J'ai repoussé, dans le même esprit de modération manifesté par M. Elliot, ses reproches contre le Gouvernement. Je lui ai démontré que le Cabinet a fait son possible pour observer, dans les affaires de Crète, la neutralité qu'il avait promise. Le discours de M. Kechaya, lui ai-je dit, et sa conduite, comme ancien ministre, ne peuvent le moins du monde retomber sur le Cabinet actuel qui n'avait pas le droit ou le pouvoir de révoquer le don du navire fait à la Compagnie de navigation. J'ai fait l'analyse de votre discours et je lui ai démontré qu'il ne contenait rien de blessant pour la Turquie, ni indiquant des dispositions hostiles à son égard. Si, ai-je ajouté, des faits désagréables ont eu lieu à l'occasion du départ de quelques familles crétoises, ils ont été plutôt le résultat des mesures peu judicieuses prises par la Légation ottomane pour entraîner quelques-unes d'entre elles par l'intrigue et l'argent à rentrer en Crète : telles que l'envoi d'émissaires qui, par des manœuvres secrètes et en agissant souvent ouvertement, ont surexcité le sentiment public et de cette manière ont aggravé les difficultés du Gouvernement. En effet, plus d'une fois, afin de donner une protection plus efficace à ceux qui partaient, il a dû faire usage de la force armée contre la populace qui s'y opposait, et faire verser du sang grec, ce qu'aucun Gouvernement sensé ne pouvait faire. Quant aux manifestations et aux démonstrations insensées des volontaires de Petropoulaki, elles étaient sans aucun but, ai-je dit ;

si le Gouvernement ne les a pas prévenues, c'est qu'il les ignorait et qu'il ne pouvait pas s'imaginer que des démonstrations aussi inopportunes pourraient avoir lieu. D'ailleurs si la Porte ottomane considérait la dignité de son Ministre blessée par des manifestations de cette nature, elle pouvait demander, et elle aurait reçu facilement, je pense, des explications du Gouvernement de nature à la satisfaire. Ce fait n'était pas si sérieux, ce me semble, pour provoquer une rupture entre deux États voisins. — Ce n'est pas seulement cela, a répondu M. Elliot; les événements successifs en Grèce, depuis le commencement de l'insurrection de Crète, obligent actuellement la Porte à prendre des mesures sérieuses. — Mais pourquoi, ai-je dit, ne l'a-t-elle pas fait depuis environ deux ans, puisque ces mêmes faits n'ont pas cessé, alors que des officiers grecs allaient de leur gré se battre en Crète, que quelques-uns même ont été faits prisonniers par l'armée turque; que de nombreuses démonstrations avaient lieu à Athènes pour la cause crétoise; que des volontaires partaient ouvertement pour prendre part à l'insurrection; que des navires les transportaient, eux, les munitions et les vivres? — Elle ne l'a pas fait alors, a dit M. Elliot, parce que les grandes Puissances ne l'ont pas laissée faire. Il ne s'ensuit point que les Grecs aient acquis le droit de commettre de pareils actes d'hostilité? — Son abstention de deux ans, ai-je répondu, a consacré aux yeux des populations un droit, et les Cabinets qui se sont succédé ne pouvaient plus empêcher ce que le temps et une longue série de faits faisaient considérer comme permis et licite. Une résolution nouvelle et non motivée de la Porte, ai-je ajouté, fait justement supposer qu'elle provoque une rupture non parce qu'il existe de récents motifs plausibles sans précédents, mais dans un tout autre but et motif, que je ne puis personnellement comprendre. — A cette observation, M. Elliot m'a dit : Vous seul pouvez attribuer à la Porte des intentions cachées, car je crois que personne en Europe ne peut le supposer. — Je ne suis pas seul, ai-je dit, à le supposer. Soyez certain qu'une conduite si brusque et si soudaine a fait la même impression ici et en Grèce. Beaucoup de personnes, ne pouvant s'en rendre compte, n'en voyant pas les motifs, l'expliquent à leur manière, ce qui donne lieu à des conjectures diverses. D'ailleurs, ai-je dit, je pense que le Gouvernement aura soin de se justifier et de justifier la nation aux yeux de l'Europe, il fera connaître quelle est sa conduite et qui a tort dans cette occasion.

Changeant de conversation, M. Elliot m'a dit de nouveau : qu'il espère beaucoup de la sagesse du Gouvernement grec; il apprécie les difficultés de sa position; il doit néanmoins faire la part des circonstances et ne pas laisser les choses empirer. — Que peut donc faire le Gouvernement dans ce but? lui ai-je demandé. Peut-il ne pas tenir

compte du sentiment national, le comprimer même, en acceptant des propositions blessantes et inadmissibles par leur nature ? Aucun Gouvernement ne peut, en Grèce, le faire sans se briser immédiatement. — Mais telles ne sont pas, a-t-il dit, les propositions faites ; il a voulu ensuite me prouver qu'elles n'avaient rien de vraiment blessant et d'impossible. — Je lui ai fait observer qu'il me semble étrange qu'on exige de la Grèce qu'elle fasse cesser les secours envoyés en Crète, en supprimant les moyens de leur transmission ; d'empêcher le départ des volontaires pour la Crète, tandis que pendant les insurrections de Grèce et de Pologne, il y avait en Angleterre et en France des comités agissant librement en faveur des insurgés, leur envoyant des volontaires armés et des secours de toute espèce ; recueillant publiquement et dans les théâtres publics des souscriptions ! — Il ne s'agit pas de cela, me dit-il, des navires de commerce peuvent toujours transporter de la Grèce en Crète, à leurs propres risques, des secours de tout genre, et je l'ai, moi-même, fait observer à la Porte. Mais ces navires ne doivent point être armés et leur armement ne doit pas se faire dans les ports grecs, parce qu'il faut alors, d'après les règles du droit des gens, qu'ils soient considérés comme pirates. Des volontaires peuvent bien se rendre dans les pays en état d'insurrection, il suffit qu'ils ne forment point des corps régulièrement organisés comme ceux de Pétropoulaki et autres. — Mais, lui dis-je, prétendez-vous que les volontaires partent un à un ? Leur départ est alors indirectement impossible. En pareil cas les hommes ne peuvent agir ni se mouvoir isolément. — Je n'entends pas cela non plus, a-t-il dit. Ils peuvent partir en petit nombre. Ce qui me paraît de la dernière inconvenance, c'est que des corps et des bandes se forment ouvertement, parcourent les villes de la Grèce et soient armés dans les arsenaux de l'État.

J'ignore, lui ai-je dit, la forme des propositions et de quelle manière elles seront notifiées au Gouvernement grec. Ce qui me semble impossible de contribuer à une solution pacifique, c'est la brièveté du délai fixé à huit jours. Il est difficile qu'une décision puisse être prise avec maturité et qu'on trouve une solution convenable en si peu de temps. Je crains donc que la crise ne soit hâtée, et tenez pour certain, monsieur l'Ambassadeur, que les conséquences en seront très-graves, car personne ne peut prévoir jusqu'où peuvent aller les choses, avec l'excitation des esprits en Grèce. — Il faut, m'a-t-il dit, que le Gouvernement grec fasse preuve de bon sens. Je comprends sa position difficile ; mais je le répète encore, il doit faire preuve de sagesse autant que d'habileté.

En prenant congé de lui, M. Elliot m'a accompagné jusqu'à l'antichambre de son cabinet ; je lui ai fait observer que n'ayant pas de grandes

espérances, je prépare mes malles ; j'aurai, dans tous les cas, l'honneur de venir prendre congé de lui. — Non, a-t-il dit ; « j'espère que vous n'en arriverez pas là, » ont été ses dernières paroles.

Agréez, etc., etc.

Signé : P. DELYANNI.

---

## N° 25.

### M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.

(N° 3358.)

Péra, le 26 novembre/8 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'avais déjà rédigé mon rapport confidentiel du 25 novembre, n° 3355, lorsque j'ai été informé que le grand Conseil s'est réuni jeudi sous la présidence du Sultan et a décidé de faire adresser par Photiadès-Bey un ultimatum au Gouvernement Grec. — Cet ultimatum comprend cinq points au lieu de quatre :

1° Désarmement de trois navires grecs : *l'Énossis*, *la Crète*, et d'un autre dont j'oublie le nom ; ou de ne pas les admettre, armés, dans les ports grecs ;

2° Licenciement du corps de Pétropoulaki, et défense de former d'autres corps semblables ;

3° Protection efficace et réelle du Gouvernement Grec envers les familles crétoises qui désirent se repatrier ;

4° Observation à l'avenir de la part du Gouvernement Grec des Traités existants et des règles du Droit des gens envers la Porte ottomane.

5° Punition sévère de ceux qui ont assailli quelques officiers ottomans, de passage en Grèce.

Je me suis empressé, en conséquence, de vous adresser mon télégramme du 25 novembre, dont ci-joint copie. Informé le lendemain de l'entretien qui a eu lieu entre MM. les Ambassadeurs des grandes Puissances, la Grande-Bretagne, la France et la Russie, et de ses résultats, je vous ai adressé également le télégramme ci-joint.

C'est, paraît-il, tout à fait à l'insu des Ambassadeurs que la Porte a pris cette décision. Tout au moins je suis certain que M. Elliot n'en a pas eu connaissance jusqu'à trois heures de l'après-midi ; car je me suis entretenu avec lui jusqu'à cette heure, et dans ce long entretien dont je vous rends compte dans une autre dépêche, loin de me parler d'un *ultimatum*, il me donnait à entendre qu'on avait évité cette forme, afin de faciliter la position du Gouvernement. A ma demande, il est



entré dans des développements sur les quatre points, sans faire mention du cinquième.

J'ignore si M. Bourée était dans la même ignorance, tout au moins il dit et assure qu'il ne savait rien. A ce qui paraît, les Ministres de la Porte, voyant que les représentants de la France et de l'Angleterre étaient d'accord sur l'opportunité d'une menace de rupture, ont, comme on dit, pris le *mors aux dents* et se sont déterminés à des mesures violentes et subites, ce qui, en apparence du moins, a déplu aux deux Ambassadeurs; mais, ne pouvant modifier leurs résolutions, puisqu'ils avaient déclaré que la Porte avait été jusqu'à la menace de la rupture, sans les consulter, qu'ils ne pouvaient l'empêcher de faire usage de ses droits, sous prétexte que la Grèce a abusé de sa patience, ils se sont concertés pour aviser aux moyens de prévenir, d'une autre manière, les conséquences de la brusquerie de l'envoi d'un ultimatum.

Ils pensent donc qu'il est à désirer que le Gouvernement ne repousse pas d'une manière absolue les propositions de l'ultimatum; qu'il les admette en principe, en disant qu'en ce qui concerne leur mise à exécution, il y aura lieu à une entente, à laquelle assurément interviendront les Ministres étrangers. De cette manière, la rupture immédiate sera évitée; on pourra faire ensuite ce qui sera opportun et possible.

Nos amis nous conseillent de ne pas repousser d'une manière absolue cet ultimatum. Le Gouvernement hellénique, disent-ils, ne doit pas se laisser emporter par l'indignation ou tout autre sentiment et répondre par un refus catégorique; il doit au contraire garder son sang-froid et tâcher de se tirer avec dextérité de cette situation critique. Il y réussira en paraissant ne pas rejeter absolument les demandes de la Porte, et en les admettant même *en principe*; or, comme elles sont conçues en termes généraux, il sera nécessaire de les examiner en détail et de les bien définir, ce qui ne pourra se faire évidemment dans le court espace de cinq jours. Si, comme il est très-probable, ces observations sont acceptées, et qu'on s'engage dans les discussions de détail, les négociations ne pourront moins faire que de traîner en longueur et le moment le plus critique sera passé.

Telle est, Monsieur le Ministre, la manière de voir et le jugement de ceux qui pensent que les circonstances ne nous sont pas propices pour accepter les conséquences de la rupture, avant d'avoir épuisé tous les moyens propres à l'éviter, ou du moins à la différer.

Signé: J. DELYANNI.

## N° 26.

**M. P. Delyanni à Photiadès-Bey.**

Athènes, 27 novembre/9 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu les trois notes que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date des 19/1, 21/3 et 22/4 décembre.

Les deux premières ne font que reproduire d'une manière plus accentuée les plaintes que vous m'aviez déjà exprimées au sujet du repatriement des réfugiés Crétois et sur lesquelles je vous ai répondu par mes communications en date des 23 août/4 septembre et 3/15 octobre, en établissant que le Gouvernement du Roi avait pris toutes les mesures compatibles avec la législation du pays et les principes d'humanité, pour protéger le départ des réfugiés Crétois qui voulaient effectivement retourner dans leurs foyers.

La troisième revient encore sur ces plaintes, y en ajoutant une autre relativement aux enrôlements faits par des particuliers en Grèce pour aller au secours des insurgés de Candie.

Ce n'est pas sans regret, je dois l'avouer, Monsieur le Ministre, que mes collègues et moi avons remarqué l'aigreur qui caractérise ces notes; elle ne saurait trouver d'explication que dans l'hypothèse que la Sublime Porte a pris le parti d'accumuler des griefs contre le Gouvernement du Roi pour justifier une attitude contraire aux relations de paix jusqu'à présent existantes entre les deux États.

Cet esprit se trahissait déjà dans la teneur de vos notes des 22 juillet, 3 août et 3/15 septembre.

J'ai voulu l'attribuer à des renseignements exagérés plutôt qu'à des instructions de votre Gouvernement, et j'avais espéré que les développements contenus dans mes notes responsives des 23 août/3 septembre et 3/15 octobre vous auraient amené à rendre justice aux efforts que le Gouvernement Royal n'a cessé de faire, au détriment de sa popularité, pour satisfaire à vos demandes relatives à la protection efficace des réfugiés Crétois retournant en Crète.

Mon espoir a été déçu: ni les mesures prises par le Gouvernement du Roi, ni mes explications n'ont pu vous satisfaire; au contraire, elles n'ont eu d'autre effet que d'accroître la vivacité de vos plaintes.

Ce serait me répéter, Monsieur le Ministre, que de vous démontrer que les attaques dont les réfugiés Crétois, sur le point de partir, ont été l'objet de la part d'autres Crétois, n'ont point cette gravité que vous essayez de leur attribuer, ni ne sauraient aucunement engager

la responsabilité du Gouvernement Royal. La discussion s'est épuisée sur ce point entre nous, mais je n'en crois pas moins devoir vous rappeler que dans l'espace de ces trois derniers mois, plus de quarante convois de réfugiés crétois sont partis pour Candie sous la protection de nos autorités, conformément à votre demande; que deux fois seulement on a eu à déplorer des actes d'agression; que ces actes n'avaient que le caractère de délits; que les délinquants, tous Crétois, considérant ceux qui s'en allaient comme traîtres à la cause nationale, furent traduits en police correctionnelle; que, toutes les fois que des tentatives d'agressions semblables ont eu lieu, elles furent de suite réprimées par des agents de la force publique qui n'hésitèrent point à faire usage de leurs armes contre les assaillants; que cette répression a provoqué des clameurs infinies et excité contre le ministère l'opinion publique; que bien des gens impartiaux, entraînés par ces clameurs, ont considéré mes collègues et moi comme travaillant à la soumission de Candie, et les agents de police comme les instruments de la légation ottomane.

Vous êtes trop consciencieux, Monsieur le Ministre, pour contester l'exactitude de ces faits, et les nécessités de votre situation ne sauraient, je pense, vous faire oublier l'empressement que le Gouvernement du Roi a mis à vous paraître agréable dans cette affaire, au risque de s'aliéner les sympathies de la nation.

Lorsque, pour la première fois, on sut que des réfugiés Crétois avaient été rapatriés par les soins de la Légation impériale, on ne vit en Grèce, dans ce rapatriement, que le résultat d'une action occulte d'agents au service de cette légation et des consuls ottomans résidant dans le royaume. On ne pouvait concevoir que des gens qui s'étaient expatriés pour se soustraire aux calamités de la guerre, qui se jetaient à la mer pour atteindre les bâtiments de guerre étrangers chargés de les recueillir, qui venaient demander l'hospitalité de la Grèce, pussent se décider, de leur propre volonté, à retourner dans leur pays, bien que la même situation calamiteuse continuât d'y peser sur les Chrétiens; que la grande majorité des réfugiés, leurs compatriotes, continuât de rester en Grèce; que leurs frères en état de porter les armes tinssent la campagne en Crète.

La supposition que ces réfugiés qui partaient n'obéissaient pas à leur libre arbitre, mais qu'ils étaient entraînés par les manœuvres des agents en question, était corroborée aux yeux de leurs compatriotes et du public, par la nouvelle arrivée de Candie, et dont j'ai fait mention dans ma note en date du 22 juillet/3 août, que les autorités ottomanes avaient imposé, sous la menace de mauvais traitements, aux parents de ces réfugiés en Grèce le rapatriement de ces derniers.

Le Gouvernement du Roi ne crut pas devoir se préoccuper de ces

bruits, ni des critiques du public. Fort de l'accomplissement de son devoir et convaincu que tous ceux des Crétois qui avaient le désir de quitter la Grèce ne devaient être retenus par quoi que ce fût, il donna des instructions formelles à ses autorités de leur prêter main forte. Ainsi quatre mille Crétois environ s'embarquèrent sur les paquebots nolisés par le Gouvernement Ottoman. Le préfet de l'Attique-et-Béotie se transporta dernièrement, par ordre de M. le Ministre de l'Intérieur, à Ægine pour faire une enquête sur les violences dont plusieurs Crétois, voulant partir, auraient été victimes, dans cette île, de la part de leurs compatriotes, d'après votre note du 21 novembre/3 décembre.

J'ai transmis cette note à M. le Président du Conseil en le priant de me faire connaître les appréciations du préfet et de donner l'ordre de sévir contre les auteurs des actes d'agression, s'il y en a eu.

Déjà ceux qui avaient été accusés d'être les instigateurs des violences commises dans la nuit du 30 août/11 septembre et dans la journée suivante furent mis en jugement. Si leur culpabilité n'a pu être constatée devant le Tribunal correctionnel, le Gouvernement ne saurait en être responsable, car chez nous, comme dans tous les pays Constitutionnels, le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir exécutif.

En ce qui concerne le nouveau grief que vous venez de formuler par votre note en date du 22 novembre/4 décembre au sujet de l'enrôlement de volontaires en Grèce, dans le but avoué d'envahir une province de l'Empire Ottoman, je vous ferai observer, Monsieur le Ministre, que le fait de cet enrôlement ne présente en lui-même rien de nouveau ou d'extraordinaire, rien qui soit contraire aux principes du Droit des gens et qui puisse altérer les relations existantes entre les deux États.

Dès le début de l'insurrection de Candie, des corps de volontaires partis de la Grèce se sont rendus dans cette île, pour y combattre à côté des insurgés. Ces corps étaient commandés pour la plupart par des officiers de l'armée Royale en retraite ou en disponibilité qui, avant de faire des enrôlements et de se rendre en Crète, avaient donné leur démission. La légation Impériale s'en plaignit alors également, mais le Ministre des Affaires étrangères lui répondit que le Gouvernement n'avait aucun pouvoir d'empêcher les particuliers, civils ou militaires, d'aller combattre en Crète.

La situation est absolument la même aujourd'hui. Le Gouvernement du Roi ne peut pas intervenir pour empêcher les enrôlements qui se feraient par des sujets hellènes, en vue d'aller guerroyer à leurs risques et périls, en pays étrangers. Ce qu'il devait faire, c'est de garder une neutralité absolue. Je ne pense pas qu'il se soit



écarté de cette ligne de conduite, quoiqu'il partage, comme de raison, les sentiments de fraternelle sympathie, nourris par tous les peuples Hellènes pour les chrétiens de Candie, et qu'il ne soit pas indifférent au sort de ces derniers.

En faisant allusion aux volontaires enrôlés par M. Pétropoulaki, vous dites que ces volontaires ont été munis d'armes et de munitions de toute sortes et même de pièces de canons tirées de l'arsenal de Nauplie, *d'après l'opinion publique unanime à confirmer ce point*, et qu'ils seraient commandés par des officiers hellènes.

Vous dites aussi qu'on a vu les volontaires de M. Pétropoulaki faire une démonstration, bannières déployées, dans la capitale.

Ces plaintes, les données sur lesquelles elles reposent et la manière dont elles sont énoncées, m'ont paru bien étranges.

Cette prétendue démonstration dont vous faites mention, qui aurait eu lieu sous vos fenêtres mêmes, d'après ce que certaines personnes ont prétendu, la population d'Athènes l'ignorait complètement jusqu'à ce jour, et la conviction de tous donnerait un démenti formel à ceux qui vous ont donné de pareils renseignements.

Le Gouvernement du Roi n'a ni désigné des officiers pour commander les artilleurs qui pourraient faire partie du corps de M. Pétropoulaki, ni donné l'ordre au commandant de place de Nauplie de lui fournir des armes et des canons tirés de l'arsenal. Vous avouez d'ailleurs que cette information ne repose que sur des bruits généralement répandus. Or, rien de plus facile que d'inventer une fausse nouvelle et de la faire circuler.

Ce que je sais et ce dont je puis vous assurer, c'est que mon collègue au département de la guerre, ayant appris que quelques soldats ont déserté pour suivre M. Pétropoulaki, a invité, par la circulaire ci-jointe, les autorités militaires à prendre sans retard les mesures nécessaires pour faire arrêter et punir les déserteurs.

D'un autre côté, si le corps de M. Pétropoulaki a réellement des canons, s'ensuit-il nécessairement que ces canons proviennent de nos arsenaux? Tout le monde sait avec quelle facilité on peut en faire venir du dehors; il y a à Syra même une usine à vapeur établie depuis quelques années par la compagnie de navigation à vapeur hellénique, et où l'on fond des canons.

Telles sont les informations que je suis à même de vous donner en réponse à vos trois notes.

Il ne me reste qu'à les accompagner de quelques observations, car je désire voir notre position éclaircie.

Le Gouvernement du Roi est aussi fatigué, Monsieur le Ministre, que celui de la Sublime Porte, de la prolongation de la lutte en Crète. L'hospitalité qu'il a donnée à environ soixante mille réfugiés crétois

est un lourd fardeau pour ses finances. Mais, quelque lourd qu'il soit, il le supportera avec résignation, jusqu'à ce que la question de Candie reçoive une solution qui lui permette de dire, lui aussi, aux réfugiés : retournez dans votre pays. Il me répugne de croire que la Sublime Porte veuille nous forcer, par des intimidations, à renvoyer des êtres faibles, femmes, enfants, vieillards qui ont fui par milliers devant les troupes ottomanes et se sont jetés à la mer pour éviter le massacre ou le sort de ceux qui périssaient misérablement dans les cavernes de faim, de fatigue et de froid. Nous ne commettrons jamais une action aussi contraire à l'humanité.

J'en dirai autant des enrôlements. Si la Sublime Porte ne peut pas venir à bout de l'insurrection avec une armée nombreuse et qui a atteint souvent le chiffre de soixante mille hommes sur divers points de l'île de Candie et une flotte de vingt à trente bâtiments, il est singulier qu'elle s'en prenne au Gouvernement hellénique pour les quelques centaines de volontaires qui vont de temps à autre en Crète et les voyages qu'y fait tel ou tel bâtiment marchand sous pavillon Grec.

Vous avez plusieurs fois invoqué, sans doute, par ordre de votre Gouvernement, tantôt notre législation, tantôt les traités, tantôt l'humanité, tantôt le Droit des gens. Mais le Gouvernement de la Sublime Porte devrait bien savoir que ni nos lois, ni les traités, ni le Droit des gens, ni l'humanité, ne nous obligent à lui prêter, en quelque sorte, la main pour opérer la soumission de la Crète, ce serait le faire que de nous conformer absolument à ses diverses demandes.

Il paraîtrait que la Sublime Porte veut toujours ignorer que la Grèce est un État libre et constitutionnel, où l'action gouvernementale ne doit pas être confondue avec celle des particuliers.

D'après les principes généralement reconnus du Droit des gens, dans les pays libres « chacun pourra prendre le parti de telle nation actuellement en guerre qu'il croira à propos, sans que celle dont il fait partie et qui reste neutre entre les deux belligérants ait le droit de l'en empêcher, et par conséquent sans qu'elle en demeure responsable à l'autre nation belligérante. » (Martens, Précis du droit des gens moderne de l'Europe, tom. II, § 310, commentaire.)

Sur ce point du Droit international j'ai eu l'occasion, au mois d'avril 1867, comme Ministre du Roi à Constantinople, d'attirer l'attention de Son Altesse Fuad-Pacha lui-même, en lui donnant lecture d'une dépêche du Ministère des Affaires étrangères.

D'après les principes d'humanité, la Sublime Porte n'aurait pas dû permettre à ses troupes régulières ou à ses milices de faire une guerre d'extermination en Crète.

Enfin, d'après les principes d'une politique prévoyante, la Sublime

Porte, au lieu de venir aujourd'hui faire un *casus belli* à la Grèce de sa neutralité et de l'hospitalité accordée aux réfugiés crétois, aurait dû épargner et à elle-même et à la Grèce les embarras de la situation actuelle, en faisant des concessions opportunes; soit en faisant droit aux réclamations légitimes des Crétois, soit en accueillant le conseil que presque toutes les grandes Puissances de l'Europe lui ont donné plus tard avec insistance.

Je crois, Monsieur le Ministre, m'être franchement expliqué, et si, comme nous avons lieu, mes collègues et moi, de le supposer, les démarches que vous avez été chargé de faire par vos notes mentionnées plus haut n'ont pour but que de justifier une rupture des relations amicales existant entre les deux États, nous le regretterions vivement, mais la responsabilité des conséquences qui pourraient résulter d'un état de choses aussi grave pour le repos de l'Orient ne saurait nullement peser sur le Gouvernement du Roi.

Veuillez agréer, etc.

Signé : P. DELYANNI.

---

## N° 27.

### M. P. Delyanni aux Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie à Athènes.

Athènes, le 27 novembre/9 décembre 1868.

Le soussigné, Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Hellènes, a l'honneur d'informer MM. les Représentants de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, qui l'ont entrete nu lundi dernier, par délégation de LL. EE. les Ambassadeurs des mêmes Puissances à Constantinople, du conflit qui est sur le point d'éclater entre la Grèce et la Turquie, qu'il a porté à la connaissance de Sa Majesté et à celle de ses collègues au Cabinet, les quatre points mis en avant par la Sublime Porte, et sur lesquels on désire que le Gouvernement de Sa Majesté donne une réponse satisfaisante.

Ces quatre points sont : 1° dissolution par le Gouvernement Hellénique du corps de Pétropoulaki ; 2° défense aux bâtiments grecs armés de faire des voyages en Crète ; 3° protection des familles qui veulent rentrer en Crète ; 4° respect des droits de la Porte et des traités.

Le soussigné n'a aucune difficulté de répondre aux désirs de LL. EE. les Ambassadeurs, en donnant les informations suivantes aussi brièvement que possible.

Le Gouvernement du Roi ne saurait dissoudre le corps de Pétropoulaki ou tout autre corps de citoyens allant, en volontaires, à leurs risques et périls, guerroyer à l'étranger, où bon leur semble, la Constitution de l'État ne lui permettant pas de gêner à cet égard la liberté des citoyens hellènes, et le Droit des gens ne l'y forçant point; seulement, le Gouvernement Royal n'a point permis que des officiers, sous-officiers et soldats en activité de service se réunissent à ces bandes. En dernier lieu, vis-à-vis de ce même chef de volontaires, Pétropoulaki, le Gouvernement a pris des mesures sévères, en faisant poursuivre et ramener de force à leurs rangs des soldats de la ligne qui avaient déserté pour le suivre. Le soussigné fait observer, au reste, que depuis trois ans environ que dure l'insurrection de Candie, plusieurs centaines de volontaires sont allés en Candie et s'en sont retournés, pour la plupart, sans que ce fait ait été considéré comme une preuve de mauvais vouloir de la part du Gouvernement Royal, et comme une violation du droit des gens ou des traités existant. Le Gouvernement Royal continuera à remplir, à cet égard, ce que la neutralité qu'il a observée lui impose, en ne permettant pas à des officiers et à des soldats qui sont à son service de faire partie des bandes de ces volontaires.

Le Gouvernement du Roi n'a jamais permis, et ne permettra non plus à l'avenir, aussi longtemps que les bons rapports continueront entre lui et celui de la Sublime Porte, à des bâtiments grecs armés dans ses ports, d'aller ravitailler l'insurrection de Crète, mais les institutions du pays ne lui permettent pas, et le Droit des gens ne l'oblige point d'empêcher des navires appartenant à des particuliers ou à des sociétés de commerce de faire ce service à leurs risques et périls, et le soussigné fait remarquer que les informations d'après lesquelles, soit *l'Arcadi*, soit *l'Énossis*, ont été armés en guerre dans les ports du Royaume, sont erronées et inexactes.

Le Gouvernement de Sa Majesté, suivant en cela les principes libéraux des institutions nationales, qui assurent à tout habitant de l'État une pleine et entière liberté de locomotion ou autre, a accordé déjà et ne cessera d'accorder sa protection à tout émigré crétois qui voudrait rentrer en Crète. Le Gouvernement Hellénique n'a aucun intérêt à garder de force ces émigrants sur son sol, où ils ont été transportés, par humanité, par les marins des Puissances étrangères. On ne saurait donner une meilleure preuve des bonnes dispositions du Gouvernement Royal à cet égard que sa conduite depuis qu'un certain nombre de ces émigrants, non certes spontanément, mais travaillés de toute manière, ont manifesté le désir de retourner en Candie. Plus de quarante convois sont déjà partis, et le Gouvernement du Roi n'a jamais hésité, malgré la surexcitation du sentiment national en



Grèce, par suite de cette longue et interminable affaire de Candie, à employer tous les moyens de police que la loi permet, pour repousser la violence exercée dans deux ou trois circonstances par d'autres Crétois, en vue d'empêcher le départ de leurs compatriotes.

Le Gouvernement est fermement décidé à continuer d'accorder la même protection aux émigrés crétois qui, de leur propre gré et volonté, manifesteraient l'intention de quitter le territoire du Royaume.

Quant au quatrième point relatif au respect des droits de la Porte et des traités, bien que le soussigné n'en saisisse pas exactement le sens et la portée, il n'hésite pas à déclarer que le respect des droits de chaque État et des traités existant entre deux ou plusieurs États, est une obligation à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique n'a jamais manqué, et pour ce qui est de ses relations avec la Porte, il s'est trouvé lui-même, soit à propos du brigandage qui désole les provinces frontières, soit à propos d'autres nombreux intérêts des sujets hellènes en Turquie, dans le cas d'invoquer ce respect des droits et des traités ; mais ces différends, comme les autres sujets impliqués dans les trois autres points ci-dessus, n'ont jamais été considérés ni ne sauraient l'être en toute justice comme des motifs suffisants d'une rupture des relations entre les deux États voisins, rupture injustifiable, et dont la responsabilité et les graves conséquences doivent retomber sur celui qui la provoque.

Le soussigné saisit cette occasion, etc.

*Signé : P. DELYANNI.*

---

## N° 28.

**M. P. Delyanni à M. J. Delyanni.**

Athènes, 27 novembre/9 décembre 1868.

Après avoir pris connaissance de votre communication confidentielle inscrite sous le n° 3318 et en date du 19 novembre-1<sup>er</sup> décembre dans laquelle vous me rendez compte de votre entretien avec M. l'Ambassadeur de France, nous vous exprimons notre satisfaction pour l'habileté, la convenance et la dignité de vos réponses.

*Signé : P. DELYANNI.*

---

N<sup>o</sup> 29.

**Le baron Baude, ministre de France à Athènes, à M. P. Delyanni,  
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 25 novembre/10 décembre 1868.

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, a l'honneur d'accuser réception à M. Delyanni, Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Hellènes, de la note qu'il lui a adressée le 27 novembre-9 décembre au sujet de la communication officieuse et confidentielle qu'il lui a faite le lundi 7 décembre.

Le soussigné s'est empressé de donner à son Gouvernement communication de ce document. Il saisit cette occasion de renouveler à M. Delyanni l'assurance de sa haute considération.

*Signé : BAUDE.*

N<sup>o</sup> 30.

**M. P. Delyanni aux Ministres de S. M. Hellénique à Paris,  
Londres, Saint-Petersbourg, Florence et Vienne.**

Athènes, le 25 novembre/10 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, je vous ai déjà fait connaître par le télégraphe la position menaçante que la Porte Ottomane a prise récemment à notre égard.

Vous jugerez de la correspondance ci-jointe, la nature des prétentions de cette Puissance, et les raisons qui ne permettent pas au Gouvernement du Roi d'y faire droit.

Impuissante à comprimer l'insurrection crétoise, la Porte Ottomane nous menace d'une rupture des relations si nous ne l'aidons point en renvoyant les réfugiés crétois, en faisant arrêter les volontaires qui vont au secours des insurgés et en empêchant le départ des navires sous pavillon grec, qui portent, à leurs propres risques, des vivres et des munitions aux insurgés.

Le Gouvernement du Roi ne peut accepter de pareilles conditions, non-seulement parce qu'il manquerait à sa propre dignité, et s'abais-

serait aux yeux de la nation et du monde civilisé, mais encore parce que nos lois et nos institutions s'y opposent. Il n'y a pas de Cabinet en Grèce qui puisse accepter de semblables conditions.

Les plaintes de la Porte sont plus apparentes que réelles. Mes communications à Photiadès-Bey et à MM. les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de Russie le prouvent surabondamment.

La Porte ne pouvait pas nous proposer ouvertement de renvoyer de notre territoire les milliers de réfugiés crétois que les navires des grandes Puissances ont amenés en Grèce, auxquels nous avons cru de notre devoir de donner l'hospitalité sans tenir compte des embarras financiers qui en seraient la conséquence. Mais toutes les démarches de son Représentant, ses plaintes incessantes, n'avaient d'autre but, sinon de nous y contraindre indirectement.

En effet, pour tout esprit impartial, la simple lecture de mes réponses à Photiadès-Bey suffira à le convaincre que le Gouvernement Royal, loin d'apporter le moindre obstacle au rapatriement des réfugiés qui veulent rentrer en Crète, leur a donné, au contraire, un concours efficace. De cette manière, environ quatre mille réfugiés se sont embarqués sur les paquebots nolisés à cet effet par la Porte. La mauvaise foi, ou l'intention de provoquer une rupture des relations peuvent seules mettre en doute la sincérité des dispositions du Gouvernement Royal ou rejeter sur lui la responsabilité du fait que quelques Crétois, par un sentiment de patriotisme mal placé, ont cherché à empêcher par la force le départ de leurs compatriotes.

La même intention de la Porte est manifeste, en ce qui concerne les enrôlements de volontaires, et les voyages de *l'Énossis*. La Porte veut nous obliger à empêcher les enrôlements et les voyages en Crète de navires porteurs de vivres et de munitions; en d'autres termes, à prendre part contre les Crétois. Cette prétention est pour le moins étrange. Aucun Gouvernement libre et indépendant ne peut, en pareil cas, exercer la police sur son propre territoire dans l'intérêt d'un autre État.

Les règles du Droit des gens sont parfaitement déterminées en pareils cas, et c'est en vain que la Porte cherche à s'y appuyer en dénaturant les faits.

Dans les guerres qui ont eu lieu, de nos jours, en Europe et en Amérique, des volontaires grecs et même des officiers ont pris du service dans les armées des combattants; aucune plainte ne nous a été adressée; ces volontaires agissaient de leur propre gré; le Gouvernement du Roi ne pouvait par conséquent être responsable de leurs actes.

La Turquie veut modifier, dans son propre intérêt, les règles du Droit international, et nous imposer des conditions qui blessent notre

dignité, afin de justifier la rupture des relations. Le monde civilisé prononcera son verdict dans cette question : il appréciera notre position ; et nous avons la confiance que son jugement ne nous sera pas contraire.

La Grèce ne provoque personne, mais si la Turquie veut lui nuire, elle se défendra et rendra le mal pour le mal. La responsabilité des malheurs qui seront la conséquence de cette prise d'armes, ne pourront que retomber sur ceux qui l'auront provoquée.

Je vous prie de communiquer la présente dépêche et ses annexes à S. Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères.

Agréez, etc.

*Signé : P. DELYANNI.*

## N° 31.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

Péra, le 27 novembre/9 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, après le dernier grand Conseil, on remarque une très-grande activité dans les mesures que prend la Porte. Des officiers, des munitions de guerre, des armes, sont envoyés d'ici aux divers corps d'armée et principalement en Épire et en Thessalie ; on a donné l'ordre également de mettre des corps d'armée en mouvement. Abdoul-Kérim-Pacha, commandant supérieur de l'Épire, interrogé par le télégraphe afin de connaître s'il a besoin de secours, a répondu qu'il n'en avait aucun besoin ; que non-seulement il se fait fort de repousser au moyen d'environ quarante mille soldats réguliers et Albanais qu'il a sous ses ordres, toute invasion en Épire et en Thessalie, mais encore il peut, en cas de besoin, envahir la Grèce, se porter sur Athènes et s'emparer en trois jours de la capitale grecque ! Le fanatisme turc est en émoi ; les ministres l'ont surexcité, persuadés par les Européens, leurs amis, que l'état de marasme où se trouve la race ottomane provient de ce que la nation a perdu son ancien esprit guerrier qui faisait jadis sa force principale. Ils veulent peut-être le faire renaître au moyen d'une guerre entre la Grèce et la Turquie, comme si tant de guerres précédentes avec la Russie, la Serbie, la Grèce et l'insurrection de Crète, elle-même, qui dure depuis deux ans, n'avaient pas suffi pour amener un si beau résultat ?

On a déjà commencé à faire les listes des sujets grecs afin qu'aucun n'échappe à la crise qui se prépare. Hier, deux autres na-



vires de guerre, non de ceux cuirassés, sont sortis de l'arsenal pour aller joindre l'escadre d'Hobart-Pacha.

Je dois expliquer ici d'une manière plus précise les instructions qui lui ont été données, en ce qui concerne la poursuite dans les mers grecques des navires forçant le blocus. Chaque fois qu'un navire ottoman sera dans le cas de poursuivre un navire de cette espèce, il peut le suivre partout jusque dans un port grec où il n'existe pas d'autorités locales. Là où ces autorités existent, le navire ottoman s'arrêtera à l'entrée du port et leur demandera la saisie du navire et la punition de l'équipage. Si les autorités locales se déclarent incompetentes, le navire ottoman peut alors procéder à la saisie et destruction du navire même dans le port. Si les autorités locales s'engagent à la saisie et à la punition des coupables, il leur en laissera la responsabilité ultérieure et se retirera.

Tout le monde est en émoi, en ce moment, à Constantinople; le commerce a été pris d'une panique; les Grecs, incertains depuis quelques jours, ne savent quelle décision prendre.

J'ai été informé que M. le Ministre d'Italie a reçu, par le télégraphe, l'ordre de son Gouvernement de prendre part aux représentations récentes des quatre autres Puissances. Il s'est acquitté de cette commission.

Agréez, etc.

Signé : P. DELYANNI.

---

## N° 32.

**Photiadès-Bey à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 29 novembre/11 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan ne croit pas devoir chercher à prouver combien est sincère et sérieux son désir d'entretenir des relations d'amitié et de bon voisinage avec le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique. Le monde entier a vu la longanimité dont la Sublime-Porte a fait preuve, en face de l'attitude prise à son égard par le Gouvernement Hellénique depuis bientôt trois ans. — On connaît l'histoire de la dernière insurrection crétoise. Il est superflu d'énumérer ici les machinations ourdies publiquement et sous les yeux du Gouvernement Hellénique par les Comités siégeant dans la capitale même du Royaume, pour fomenter et entretenir la rébellion en Crète, malgré la volonté de l'immense majorité de ses habitants.

L'histoire des nations civilisées ne fournit aucun exemple du mépris avec lequel le Droit des gens a été traité par lesdits Comités. — Ils n'ont épargné ni menaces, ni mensonges aux pauvres insulaires, afin de les obliger à prendre les armes contre leur Souverain légitime. — Les bandits, pris à leur solde et envoyés en Crète, sous le titre de volontaires, s'y sont livrés à des actes du plus horrible brigandage contre ceux des habitants qui osaient leur résister. C'est donc en menaçant et faisant suivre leur menace par une exécution implacable ou par des promesses trompeuses, qu'on est parvenu à décider une partie de ces malheureux habitants à émigrer en Grèce, où ils n'ont trouvé que misère et souffrance. Détrompés, pressés par la misère, et voyant la parfaite sécurité qui règne dans leur patrie, ces malheureux émigrés ont demandé et demandent à hauts cris leur rapatriement. C'est en vain qu'ils supplient qu'on les laisse jouir de leur libre arbitre, c'est en vain que la Sublime-Porte fait depuis longtemps des démarches pressantes auprès du Gouvernement Hellénique dans le but d'obtenir leur liberté. La majeure partie en reste encore exposée à toutes sortes de vexations et de misères, et le petit nombre qui a pu retourner, n'a pu effectuer son départ qu'au prix de son sang.

Le rétablissement de la tranquillité en Crète, et l'agonie dans laquelle se débattent les quelques volontaires qui restent encore sur les sommets des montagnes de l'île, ont déterminé les meneurs hellènes à empêcher à tout prix le retour des émigrés dans leurs foyers, et à former de nouvelles bandes de volontaires pour donner le change à l'opinion publique sur l'apaisement entier de l'insurrection.

Ce succinct et fidèle exposé de la situation nous paraît suffisant pour convaincre tout juge impartial qu'il ne s'agit nullement de délivrer un peuple opprimé, mais qu'il s'agit d'opprimer, de torturer toute une population dans l'intérêt de l'ambition d'un État voisin. Les documents, échangés depuis plus de deux ans, témoignent hautement de l'esprit de conciliation dont nous nous sommes montrés animés vis-à-vis du Gouvernement de Sa Majesté le roi Georges et du compte très-grand que nous avons tenu de ses difficultés intérieures. Les sacrifices en tout genre que la Sublime-Porte s'est imposés, afin de ne pas démentir ses sentiments de modération, sont connus de tout le monde. Toutes nos démarches auprès du Gouvernement Royal n'ont eu invariablement pour réponse qu'une fin de non-recevoir ou des aveux d'impuissance de comprimer l'élan d'un parti qui veut soumettre tout aux exigences de sa passion. Cet état de choses va s'empirant en Grèce. Les derniers événements ont couronné l'édifice et ont enlevé au Gouvernement Impérial tout espoir d'un prompt retour de la part de la Grèce à des sentiments de justice et au respect du Droit des gens.

En effet, quelle espérance aurions-nous pu conserver, 1° devant la déclaration du haut de la tribune d'un des anciens Ministres, qu'une partie du dernier emprunt avait été affectée à l'achat du bateau *la Crète*, qui sert aujourd'hui au transport des volontaires et des munitions en Crète, au mépris de tous les droits internationaux, déclaration qui contredit d'une manière si solennelle les assurances que le Gouvernement du Roi nous avait données ; 2° devant un discours ministériel qui dénote clairement la résolution de poursuivre l'idée de l'annexion de l'île de Crète à la Grèce ; 3° devant la violence inqualifiable avec laquelle on cherche à empêcher le rapatriement spontané et volontaire des émigrés crétois ; 4° devant la persistance que le Gouvernement Royal met à ne pas réprimer ces violences ; 5° devant la formation d'une nouvelle bande de volontaires, qui s'organise non-seulement sans la moindre opposition de la part des autorités, mais par leur concours presque avoué ; 6° devant l'impuissance de nos représentations tant de fois réitérées ; 7° devant la tendance ambitieuse, de plus en plus accentuée et non déguisée, des partis en Grèce ; 8° devant l'impunité que rencontrent auprès des autorités helléniques les agresseurs des officiers, soldats ou sujets ottomans, assassinés ou maltraités sur le territoire du Royaume.

Le Gouvernement impérial manquerait à ses devoirs les plus sacrés, s'il continuait à se bercer d'une illusion qui lui a valu déjà tant de sacrifices.

En conséquence, dans le cas où dans le délai de cinq jours, à dater d'aujourd'hui, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi ne prendrait pas l'engagement formel : 1° de disperser immédiatement les bandes de volontaires dernièrement organisées dans différentes parties du Royaume et d'empêcher la formation de nouvelles bandes ; 2° de désarmer les corsaires *Énoassis*, *Crète* et *Panhellénion*, ou, en tout cas, de leur fermer l'accès des ports helléniques ; 3° d'accorder aux émigrés crétois, non-seulement l'autorisation de retourner dans leurs foyers, mais encore une aide et une protection efficace ; 4° de punir, conformément aux lois, ceux qui se sont rendus coupables d'agression contre les militaires et les sujets ottomans, et d'accorder aux familles des victimes de ces attentats une juste indemnité ; 5° de suivre désormais une ligne de conduite conforme aux traités existants et au Droit des gens.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Sublime-Porte, d'ordre de Sa Majesté Impériale le Sultan, son auguste Souverain, a le regret de faire savoir à S. E. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Hellénique, que la Légation ottomane à Athènes et les Consuls résidant en Grèce quitteront immédiatement le territoire hellénique. Comme déduction naturelle de

cette détermination, les relations diplomatiques et commerciales entre la Turquie et la Grèce se trouvant interrompues, le Ministre, le personnel de la Légation et de la Chancellerie hellénique à Constantinople, les Consuls grecs dans l'Empire Ottoman, recevront leurs passeports. Les sujets respectifs des deux États devront quitter le pays qu'ils habitent, dans le délai de quinze jours, à partir du jour de la signification de la rupture des relations, et l'entrée des ports ottomans se trouvera aussi interdite au pavillon hellénique, à partir de cette même date.

Le soussigné saisit cette occasion d'offrir à S. Exc. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Hellénique l'assurance de sa haute considération.

*Signé : J. PHOTIADÈS.*

---

N° 33.

**M. P. Delyanni à Photiadès-Bey.**

Athènes, le 3/15 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, le Gouvernement du Roi, mon auguste Souverain, a vu avec regret, mais sans surprise, la démarche que vous venez de faire, d'ordre du Gouvernement de la Sublime-Porte, par votre Note, en date du 29 novembre/11 décembre.

Le ton de vos précédentes communications et les informations que j'avais reçues me faisaient pressentir l'attitude que la Sublime-Porte, pour des motifs tout autres sans doute que ceux qui lui ont servi de prétexte, a résolu de prendre à notre égard. Je n'ai pas hésité à vous en exprimer ma conviction dans la Note que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 27 novembre/9 décembre, et les faits sont venus démontrer que, quelque conciliantes que fussent les dispositions du Gouvernement Royal, son bon vouloir se serait brisé contre le parti pris par la Sublime-Porte. — C'est en vain que je me suis attaché à y faire ressortir que rien de nouveau n'était survenu de nature à altérer les relations d'amitié qui ont jusqu'à présent existé entre les deux États. C'est en vain que je vous ai donné des explications catégoriques et tranquillisantes. C'est en vain que je vous ai signalé la protection accordée par nos autorités à ceux des réfugiés crétois qui voulaient effectivement retourner dans leurs foyers, les mesures de répression qui avaient été prises contre les instigateurs de violences et les res-



trictions qui découlent de nos institutions en ce qui concerne l'action gouvernementale sur les particuliers.

Mes explications, comme mes assurances, ont été de nul effet. Deux jours après avoir reçu ma Note responsive, vous me faisiez l'honneur de m'adresser la vôtre, en date du 29 novembre/11 décembre, sous forme d'*ultimatum*. Sans y faire aucune mention de madite Note, vous posez des conditions pour la plupart incompatibles avec la législation du pays et la dignité du Gouvernement Royal, en les faisant précéder de considérations en tous points erronées sur la révolution crétoise, d'assertions inexactes sur la position des réfugiés crétois en Grèce et sur les motifs qui les ont engagés à y venir demander l'hospitalité, de faits controuvés sur le traitement des sujets ottomans en Grèce et d'accusations gratuites contre la bonne foi du Gouvernement Hellénique.

Vous m'annoncez en terminant que, si ces conditions n'étaient pas acceptées dans un délai de cinq jours, la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre les deux États aurait lieu sans retard et serait suivie du renvoi de sujets hellènes de l'Empire ottoman et de l'exclusion de notre marine des ports de cet Empire.

Les développements contenus dans ma note susénoncée du 27 novembre/19 décembre m'auraient dispensé de discuter, à nouveau, les griefs mis en avant par la Sublime-Porte ; mais la persistance qu'elle montre, cédant à un entraînement inexplicable, à mettre sur le compte d'autrui les conséquences de sa propre conduite, à intervertir les rôles et les situations, me fait un devoir de rétablir les faits dans toute leur exactitude et de protester énergiquement contre tout travestissement de la vérité.

Il serait superflu de retracer ici les origines et la marche de la révolution crétoise. Tout le monde sait que les chrétiens de Candie voyant leurs justes demandes rejetées avec mépris par la Sublime-Porte et trouvant leur condition intolérable sous la domination musulmane, ont pris les armes pour conquérir leur indépendance. Tout le monde sait que ce ne sont ni les menées des Comités formés en Grèce, ni l'ambition de cette Puissance qui les ont conduits à cette extrémité. Ce sont plutôt les exactions et la mauvaise administration des gouverneurs turcs, les demi-mesures et le refus obstiné de la Sublime-Porte de leur accorder les avantages que le hatti-houmayoun avait garantis à tous les chrétiens, qui les y ont poussés.

Lorsque ces Crétois décidèrent, comme leurs frères et coreligionnaires les habitants du Royaume actuel de Grèce et ceux de quelques provinces de l'Empire ottoman l'avaient fait en 1821, de se révolter contre le Gouvernement ottoman, ils manquaient presque de tout et aucun Comité n'existait en Grèce. Ce n'est que plus tard que

des secours leur sont arrivés de la Grèce comme de différentes autres parties du monde civilisé, et que des Comités d'assistance se sont formés dans le Royaume.

Dire que ces insulaires étaient contents de leur sort, qu'ils jouissaient de tous les bienfaits de la civilisation sous le Gouvernement paternel du Sultan, et que pourtant les Comités et les agents secrets de la Grèce avaient réussi à leur persuader de sacrifier ce bien-être, d'errer dans les montagnes à demi nus et affamés, d'endurer toute sorte de privations et de souffrances, de s'expatrier en masse et de se faire sauter plutôt que de tomber entre les mains de l'armée turque, c'est faire bon marché de la logique et de la vérité.

Puisque vous me dites, Monsieur le Ministre, que l'histoire des nations civilisées ne fournit aucun exemple du mépris avec lequel le Droit des gens a été traité par lesdits Comités, permettez-moi de vous faire observer que les annales du monde civilisé offrent peu d'exemples d'une guerre aussi barbare que celle qui désole la malheureuse île de Candie. Les atrocités inouïes commises par une soldatesque fanatique sur des prisonniers et sur des créatures faibles et inoffensives ont excité la commisération des peuples et des Gouvernements.

En disant que « les bandits qui auraient été envoyés en Crète par les Comités avaient décidé par des menaces une partie de ces *malheureux* à émigrer en Grèce, où ils n'auraient trouvé que misère et souffrance, » vous oubliez que ce sont les bâtiments de guerre d'Angleterre, de France, de Russie, d'Autriche, de Prusse, d'Italie, qui, en violant dans un but humanitaire un blocus si fictif, ont recueilli ces infortunés et les ont transportés en Grèce; vous oubliez que ces réfugiés y ont trouvé une cordiale hospitalité, et que le Gouvernement du Roi continue de dépenser des sommes considérables pour leur entretien; vous oubliez que cinq grandes Puissances ont donné itérativement à la Sublime-Porte le conseil de faire constater par une enquête internationale les vœux des Crétois et de se conformer ensuite à ces vœux.

Il serait étrange que la Grèce et les Comités eussent pu exercer une influence sur les grandes Puissances de l'Europe, au point de les décider à faire une pareille démarche.

D'un autre côté, si le Gouvernement Ottoman était sûr de l'affection de ses sujets chrétiens en Crète, « de l'attachement de l'immense majorité des habitants de l'île, » ainsi que vous l'affirmez, pourquoi se serait-il refusé avec obstination à faire constater leurs vœux?

L'histoire burinera les scènes du drame sanglant qui s'est déroulé en Crète et dira si les chrétiens, en prenant les armes contre un Gouvernement qu'ils considéraient comme étranger, ont obéi aux instigations venues du dehors, si c'est la première fois qu'ils se sont

soulevés contre cette domination et si leurs prétentions sont contraires aux maximes du Droit des gens et du Droit naturel.

Les cinq points de l'acceptation desquels la Sublime-Porte fait une condition du maintien des relations de la paix avec la Grèce : 1° dispersion immédiate des bandes de volontaires dernièrement organisées dans différentes parties du Royaume et de toute autre bande à l'avenir ; 2° désarmement des corsaires *Enossis*, *Crète* et *Panhellénion* ou, en tout cas, défense à ces corsaires d'entrer dans les ports helléniques ; 3° autorisation aux émigrés crétois de retourner dans leur pays et protection efficace de leur rapatriement ; 4° punition, conformément aux lois, de ceux qui se sont rendus coupables d'agression contre des militaires et des sujets ottomans et indemnisation des victimes de ces attentats ; 5° engagement de suivre désormais une ligne de conduite conforme aux Traités existants et au Droit des gens.

Pour ce qui est du premier et du deuxième de ces points, je regrette, Monsieur le Ministre, de n'avoir pas d'autres arguments que ceux contenus dans ma dernière note, pour vous convaincre que les institutions du pays ne permettent pas au Gouvernement Royal d'enchaîner la liberté individuelle au profit d'une Puissance étrangère.

La Grèce ne saurait plus faire pour la Turquie qu'elle n'a fait pour d'autres Puissances. Dans les guerres qui ont eu lieu de nos jours en Europe et en Amérique, des volontaires hellènes ont pris du service dans les armées belligérantes, et pourtant aucune réclamation de ce genre ne nous a été adressée. C'est que ces volontaires agissaient pour leur propre compte et ne pouvaient engager la responsabilité du Gouvernement Royal. En cela aucune innovation n'a eu lieu chez nous. Je vous ai déjà dit à plusieurs reprises que, dans le long cours de l'insurrection de Candie, des corps de volontaires s'y étaient rendus. La Sublime-Porte a compris que le Gouvernement du Roi n'était pas armé par les lois du pays contre ces entreprises et, par conséquent, elle n'a pas persisté dans ses réclamations. D'ailleurs, ce n'est pas seulement de la Grèce que des volontaires se sont rendus en Crète. A côté des Hellènes il y avait des Anglais, des Français, des Italiens, des Hongrois, des Américains, des Monténégrins.

*L'Enossis*, *la Crète* et *le Panhellénion* ne sont point des corsaires armés dans nos ports. Ce sont des paquebots de la Compagnie hellénique de navigation à vapeur qui font des voyages en Crète pour porter des vivres aux insurgés, tout en se livrant à des opérations de commerce. Si ces bateaux, dont l'un fait un service régulier de paquebot à l'intérieur du Royaume, sont pris en violant le blocus et en opposant de la résistance aux croiseurs de l'escadre ottomane, ou en ayant un chargement considéré comme contrebande de guerre, ils peuvent être passibles de confiscation comme bonnes prises, suivant les pres-



criptions du Droit maritime. Aucune loi du pays ne défend aux sujets hellènes d'aller ravitailler, à leurs risques et périls, un port étranger bloqué. Je ne sache pas que les bateaux en question soient armés, mais, si par hasard ils le sont, il ne faut pas perdre de vue que tous les paquebots et même les grands bâtiments de commerce à voile portent ordinairement un certain nombre de pièces d'artillerie qui leur servent à se défendre en cas de danger.

Pour ce qui est du troisième point, je n'ai qu'à vous rappeler les observations contenues dans ma dernière Note sur le nombre des émigrés rapatriés par les soins de la Légation et sur la protection qui leur a été toujours accordée par nos autorités. S'il me fallait produire une autre preuve des bonnes dispositions du Gouvernement Royal à ce sujet, je n'aurais qu'à citer le fait, qu'après l'expédition de cette Note et au moment où l'on annonçait de toutes parts que la Sublime-Porte était décidée à rompre ses relations avec la Grèce, plus de deux cents réfugiés crétois s'embarquaient au Pirée pour Candie, *sans être aucunement molestés*.

Pour ce qui est du quatrième point, c'est avec étonnement que le Gouvernement du Roi apprend que des attentats auraient été commis contre des militaires et des sujets ottomans dans le Royaume et que ces attentats seraient restés impunis. Nous repoussons de toute notre force une semblable accusation. Si vous faites allusion à un soldat albanais qui, se trouvant de passage l'année dernière à Syra, fut tué dans une querelle par un autre Albanais, je ne pense pas que ce soit là un fait pouvant motiver une réclamation de cette nature. Vous savez fort bien que les autorités de Syra prirent alors sans retard les mesures nécessaires pour l'arrestation du coupable, mais que celui-ci s'était évadé en Crète aussitôt après la perpétration du crime. Toutes les informations vous avaient été données alors relativement aux procédés de nos autorités, et il ne résulte pas de la correspondance échangée à cette occasion que ces autorités eussent manqué à leur devoir.

Excepté cet attentat commis par un sujet ottoman contre un autre sujet ottoman, les sujets de la Sublime-Porte ont joui sur le territoire grec, comme tous les autres étrangers, de la plus complète sécurité.

Ce grief est tout aussi étrange que celui relatif à un de mes derniers discours à la Chambre et aux paroles prononcées du haut de la tribune par un ancien Ministre, touchant l'achat du vapeur *la Crète*.

Je ne sais pas ce que d'anciens Ministres ont pu dire et quelle signification il faut attribuer aux paroles qu'ils auraient prononcées, mais ce que je sais, c'est que le Cabinet actuel, désireux de maintenir



des rapports de bonne harmonie avec la Sublime-Porte, a fait preuve de la meilleure volonté. Vous vous rappelez quelle fermeté il a montrée dans la question de l'envoi de députés crétois. En ce qui concerne plus particulièrement les paroles que j'ai prononcées à la Chambre, je vous ai expliqué, dans un de nos entretiens, qu'elles n'avaient rien d'hostile à la Sublime-Porte, qu'elles n'étaient que l'expression de notre opinion sur la solution possible de la question crétoise, qu'il n'entraînait pas dans les vues du Gouvernement Royal de détacher par la force Candie de l'Empire Ottoman, ainsi que Son Excellence Safvet Pacha s'en était plaint dans une dépêche dont vous m'aviez donné lecture, et que les annexions de territoire n'impliquent pas toujours la nécessité d'une guerre.

Pour ce qui est enfin du dernier point, celui relatif à l'engagement que le Gouvernement devrait prendre de suivre une ligne de conduite conforme aux Traités et au Droit des gens, je vous avoue, Monsieur le Ministre, que je n'ai pas pu bien saisir le sens de ces mots.

Je voudrais savoir quel est le Traité que la Grèce aurait violé. Je ne parle plus des obligations du Droit des gens, puisque j'ai suffisamment établi que le Gouvernement du Roi n'en a violé aucune.

Si quelqu'un a le droit de se plaindre de la non-exécution des Traités, sans doute c'est la Grèce. En dehors des difficultés de tout genre que nos nationaux rencontrent ordinairement dans l'Empire Ottoman pour leurs affaires, et des mauvais traitements auxquels un grand nombre d'entre eux y sont souvent exposés, deux Conventions pour la répression du brigandage, qui infeste nos provinces limitrophes de la Turquie et qui nous expose à des dépenses extraordinaires, ont été conclues dans l'espace de dix ans, et pourtant la Sublime-Porte ne s'est jamais décidée à mettre aucune de ces Conventions à exécution, malgré les vives instances du Gouvernement du Roi. La plupart des Notes adressées par le Ministère des Affaires étrangères à la Légation impériale n'ont pour objet que les encouragements donnés aux brigands par les troupes irrégulières chargées par la Sublime-Porte de la garde des frontières, les méfaits commis dans nos provinces limitrophes par des bandes venant du territoire ottoman et la nécessité d'y mettre un terme par l'exécution de la Convention qui impose au Gouvernement Ottoman le devoir d'employer exclusivement sur toute la ligne frontière des troupes régulières, au lieu des Albanais irréguliers. Le Ministre du Roi à Constantinople y a appelé bien des fois la sérieuse attention du Gouvernement de la Sublime-Porte, mais ses représentations n'ont pas eu un meilleur résultat.

Par ce seul exemple on voit que si nous voulions accumuler des griefs contre le Gouvernement Ottoman pour motiver une rupture, nous en aurions, et de bien réels. Mais nous avons toujours pensé que

les intérêts multiples des deux pays commandaient de maintenir des relations d'amitié et de bon voisinage.

Il résulte de ce qui précède, Monsieur le Ministre, que rien ne justifie l'attitude que la Sublime Porte vient de prendre à notre égard et qui pourrait engendrer des complications de la plus haute gravité, pour elle même aussi bien que pour la Grèce. Quelques-unes de vos réclamations, comme par exemple le rapatriement des réfugiés, la protection des sujets ottomans en Grèce, le respect des traités et l'observation de la neutralité du Gouvernement Royal dans la lutte de Candie, n'ont jamais été un sujet de discussion ou d'hésitation pour ce Gouvernement. Les autres ne reposent que sur des données vagues et erronées, ou sont inadmissibles par leur nature.

La Sublime Porte est décidée à rompre les relations diplomatiques et commerciales avec la Grèce. Nous le regrettons vivement, mais nous n'y voyons pas de remède. Ce que nous regrettons davantage, c'est de voir que votre Gouvernement en prenant une mesure aussi grave ne s'est pas inspiré des idées qui tendent à prévaloir aujourd'hui dans les pays civilisés. Ainsi il est aujourd'hui admis dans le Code international, que l'on devrait chercher à atténuer, autant que possible, les calamités de la guerre, et surtout à éviter d'en étendre les effets immédiats aux personnes privées.

Dans les guerres qui ont eu lieu en Europe, en 1859 et en 1866, les sujets des puissances belligérantes n'ont point été expulsés de leurs territoires respectifs.

La Sublime Porte elle-même, en d'autres circonstances, a donné des délais de plusieurs mois pour le règlement de leurs affaires, aux sujets des Puissances avec lesquelles elle s'est trouvée en guerre.

En obligeant maintenant nos nationaux à quitter son territoire dans le délai de 15 jours, en fermant ses ports à nos bâtiments de commerce et en démentant ainsi la modération dont elle se vante, elle veut évidemment causer des pertes considérables à des individus qui n'ont d'autre tort que celui d'être des Hellènes. C'est d'autant plus déplorable et injuste, que tous ces individus ont contribué par leur négoce et par leur industrie à l'accroissement de la richesse publique de l'Empire Ottoman.

Fidèle aux principes des institutions nationales du pays, le Gouvernement du Roi ne suivra pas un exemple aussi contraire à l'humanité et aux idées du siècle.

En renvoyant les Consuls ottomans résidant en Grèce, à la suite de la mesure prise à l'égard de nos Consuls en Turquie par la Sublime Porte, le Gouvernement du Roi ne se propose point d'expulser de son territoire les sujets ottomans.

Le monde civilisé jugera de quel côté est la modération.

Comme vous m'avez fait connaître que, passé le délai de cinq jours, vous quitterez la capitale, j'ai donné l'ordre de tenir à votre disposition les passe-ports nécessaires pour vous et pour le personnel de la Légation impériale. En même temps je viens d'inviter le Ministre du Roi à Constantinople à quitter cette capitale.

Veuillez agréer, etc.

*Signé:* DELYANNI.

## N° 34.

### M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.

Péra, le 29 novembre/11 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, ni le paquebot Français, ni le paquebot Autrichien ne sont encore arrivés; par conséquent, nous sommes sans nouvelles de la Grèce. D'après mes informations, M. Erskine aurait télégraphié à M. Elliot qu'il n'y a aucune probabilité que le Gouvernement Grec accepte l'ultimatum de la Porte, et que, par conséquent, la rupture est inévitable, à moins qu'il ne survienne un événement imprévu et inattendu qui change la face des choses.

La Porte a la même conviction; c'est pourquoi elle se prépare vigoureusement de manière à pouvoir se montrer sévère et inexorable, espérant de cette manière que, si les menaces ne réussissent pas, elle n'aura plus qu'à appliquer ces mesures et à forcer ainsi le Gouvernement Grec à cesser son opposition actuelle. Telles sont les idées qui règnent en ce moment dans l'esprit des Ministres ottomans, idées qui sont peut-être encouragées d'ailleurs; car il est difficile de croire que la Porte s'engage avec tant de confiance dans une voie aussi téméraire, si elle n'y était pas encouragée.

Je viens d'être informé d'une manière qui ne permet pas le doute que le général Ignatieff a reçu hier du prince Gagarine un télégramme, daté d'avant-hier, lui annonçant les mêmes dispositions, sans qu'il soit dit un mot concernant l'issue de cette affaire. Il annonce seulement qu'une grande agitation règne à Athènes, que le Ministre de France montre les dispositions les plus conciliantes, et qu'il a télégraphié à M. Bourée pour lui dire qu'il serait bon d'engager les Ministres de la Porte à montrer le même esprit de conciliation, afin que cette affaire se termine sans conflit.

De nouvelles représentations ont été faites par l'Ambassade russe au Grand-Vizir, par l'entremise de son premier interprète, au sujet des graves complications qui peuvent résulter, et du danger que pourra

courir finalement l'intégrité de l'Empire Ottoman. Aali-Pacha s'est montré, comme toujours, calme et insouciant, disant que la Turquie a remis son sort aux mains du Prophète, et que la volonté de Dieu sera faite. Allah est grand !

Dans ma conviction, la Porte veille et continuera à veiller avec soin de ne montrer par aucun indice qu'elle pousse le moins du monde à la guerre, et, à cet effet, elle a donné aux autorités de sévères instructions, dans le désir de laisser à la Grèce l'initiative. Afin de ne pas exciter les esprits des habitants par l'apparition dans le Pirée d'un bâtiment de guerre ottoman qui aurait provoqué une manifestation, elle n'a pas jugé à propos d'en envoyer un pour recueillir et ramener à Constantinople son ministre, ainsi que le personnel de la Légation ottomane, mais elle a expédié à cet effet deux vapeurs de la Compagnie des Messageries françaises. J'ai été informé que les bâtiments avaient été préalablement frétés pour le transport des indigènes crétois.

*Signé : JEAN DELYANNI.*

---

N° 35.

**M. P. Delyanni à M. Jean Delyanni.**

Athènes, le 3/15 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, notre rupture avec le Gouvernement Turc est déjà un fait accompli. Il y a quelques instants, j'ai remis à son Envoyé, Photiadès-Bey, ma réponse à la Note qu'il m'a remise mardi soir dernier en forme d'ultimatum, d'après les ordres de son Gouvernement, et dans laquelle il demandait formellement l'acceptation dans un délai de cinq jours des conditions qui vous sont déjà connues.

Quoique la Note que j'ai envoyée à M. le Ministre de Turquie le 27 novembre/9 décembre prouve combien sont peu fondées les demandes de la Porte, ce qu'il y a d'inconvenant dans ses prétentions, et l'impossibilité pour le Gouvernement Hellène de les accepter, quoique à l'avance, pour ainsi dire, on eût donné une réponse négative, j'ai cru néanmoins nécessaire de répondre longuement à l'ultimatum de Photiadès-Bey, je réfuterai tout ce qui y est exposé, et j'établirai les droits de la Grèce et la voie légale suivie par son Gouvernement. Je déclarerai d'une manière expresse que la Grèce ne pouvait



se soumettre à des conditions humiliantes et contrevenir aux lois en vigueur.

Il est fort probable que, lorsque vous recevrez la présente, le Gouvernement Turc aura effectué son intention de vous envoyer vos passe-ports. Dans le cas où cela n'aurait pas été fait, vous êtes invité à les demander vous-même, à interrompre toute relation, et à partir avec le personnel de la Légation par la première occasion. Le jour de votre départ, vous adresserez une Note identique aux Ambassadeurs des trois Puissances protectrices, leur rappelant la situation de la Grèce vis-à-vis de ces trois Puissances, en raison de laquelle nous ne pouvons donner la préférence à aucune autre Puissance en faveur de nos nationaux, et vous demanderez leur protection pendant tout le temps que la Turquie se propose de les laisser dans ses États. Les Archives des bureaux de la Légation seront remises à celui des Ambassadeurs que vous préférerez.

Si vous croyez que les représentations des Ambassadeurs des grandes Puissances peuvent persuader la Porte à prolonger le délai fixé pour le départ des sujets hellènes, agissez en conséquence auprès d'eux.

*Signé : P. DELYANNI.*

---

N° 36.

**M. P. Delyanni à M. Jean Delyanni.**

Athènes, 3/15 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, les dépêches ci-annexées vous apprendront la violation scandaleuse du Droit des gens faite à Syra par le contre-amiral ottoman Hobart-Pacha.

Empressez vous de les communiquer aux Ambassadeurs, et de protester, au nom du Gouvernement, contre la violation du territoire Grec. Vous ferez remarquer, que, tandis que les relations entre les deux États n'étaient pas encore rompues, que le Gouvernement Ottoman avait fait savoir aux Ambassadeurs à Constantinople d'après votre rapport du 24 novembre (v. s.) qu'Hobart-Pacha n'entrerait pas dans les ports du Pirée et de Syra, celui-ci a fait le contraire, a commis des actes d'hostilité, de nature à précipiter entre les deux États la guerre que la Grèce n'a provoquée ni ne provoque. Inutile d'ajouter que le

Gouvernement Hellénique prend, en attendant, les mesures que des événements si scandaleux lui imposent.

*Signé : P. DELYANNI.*

---

N° 37.

**Photiadès bey à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 4/16 décembre 1868.

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. le Sultan, a eu l'honneur de recevoir la note que S. Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Hellénique a bien voulu lui adresser en date du 3/15 décembre, en réponse à sa communication du 21 novembre-11 décembre.

La réponse du Gouvernement Royal étant loin d'être satisfaisante, le soussigné se trouve dans la pénible nécessité d'annoncer à M. le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Hellénique que, conformément aux ordres de son Gouvernement, il quittera Athènes immédiatement avec tout le personnel de la Légation et du Consulat ottoman. Il prie par conséquent Son Excellence de vouloir bien faire expédier les passe-ports nécessaires à cet effet.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à S. Exc. M. Delyanni les assurances de sa haute considération.

*Signé : J. PHOTIADÈS.*

---

N° 38.

**M. P. Delyanni à Photiadès bey.**

Athènes, le 4/16 décembre 1868.

Le soussigné, Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Hellènes, a l'honneur de faire parvenir à Photiadès-Bey, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. le Sultan, conformément à sa demande, le passe-port ci-joint pour lui, sa suite et le personnel de la Légation Impériale.

En exprimant à Photiadès-Bey ses vifs regrets personnels de s'être

trouvé dans cette nécessité, le soussigné saisit cette occasion de lui offrir les assurances de sa haute considération.

Signé : P. DELYANNI.

---

N° 39.

**M. P. Delyanni aux Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, à Athènes,**

Athènes, le 4/16 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, une flagrante violation de notre territoire et du Droit des gens vient de se commettre à Syra par l'Anglais Hobart, Vice-Amiral ottoman. Tandis que la paix n'avait pas encore cessé d'exister entre la Grèce et la Turquie, tandis que la rupture des relations diplomatiques n'était pas même consommée, la marine turque a commencé les hostilités de la manière la plus inattendue et la plus audacieuse.

Vous savez déjà comment le bateau de la compagnie hellénique de navigation à vapeur *Enossis* a été attaqué à un demi-mille de distance de Syra, le 2/14 de ce mois, dans son voyage de retour de Candie, par une escadre turque, sous le commandement immédiat de cet officier.

Les navires turcs se mirent aussitôt, après l'avoir rencontré, à le canonner, dans l'intention évidente de le couler bas ; il ne dut son salut qu'à la rapidité de sa marche et à la proximité du port. Son équipage se vit obligé de tirer sur ces navires deux coups de canon, pour se défendre et parvenir à gagner le port, en les faisant reculer pour un instant ; c'est ce qui eut lieu en effet.

L'amiral ottoman ne s'est pas borné à cet acte de violence. Impuissant à capturer l'*Enossis* dans les eaux de Candie, ou à la haute mer, et ayant échoué dans l'attaque insidieuse et illicite qu'il avait dirigée contre ce bateau, il continua à lui donner la chasse, jusque dans le port de Syra, qu'il tint en quelque sorte bloqué. Les remontrances de nos autorités et celles des Consuls étrangers n'avaient pas réussi, au départ du courrier, à faire comprendre à l'amiral Hobart l'illégalité de ses procédés, et à lui faire quitter la position menaçante qu'il avait prise.

Dans cette situation, le Gouvernement du Roi n'avait qu'à consulter sa dignité et l'amour-propre national gravement offensé. Il a expédié,

ainsi que je vous l'ai fait savoir hier soir, des bâtiments de l'État, avec l'ordre d'inviter Hobart-Pacha à quitter les eaux de Syra, et d'employer la force contre lui, dans le cas où il n'y consentirait pas. Si un conflit a eu lieu, si le sang a coulé, si le port d'une ville commerçante a été le théâtre de déplorables hostilités, et si la guerre s'ensuit, la responsabilité tout entière en pèsera sur l'amiral turc et sur son Gouvernement.

La conscience du monde civilisé flétrira, à juste titre, la conduite de cet officier. Mais la position particulière de la Grèce, vis-à-vis des trois Puissances, qui ont garanti son indépendance, me fait un devoir de protester de la manière la plus énergique contre ce qui vient de se passer à Syra, et de vous prier de vouloir bien porter cette protestation à la connaissance de votre Gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : P. DELYANNI.*

---

N° 40.

**M. P. Delyanni à M. A. Rangabé, ministre à Paris<sup>1</sup>.**

Athènes, le 5/17 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre la Grèce et la Turquie est un fait accompli. Photiadès-Bey, ayant reçu hier ses passe-ports, s'est embarqué ce matin au Pirée, avec tout le personnel de la Légation ottomane, sur le paquebot des Messageries Impériales. Le Ministre du Roi à Constantinople a été invité à quitter également cette capitale avec tout le personnel de la Mission Royale.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, les dernières Notes échangées avec le Ministre de Turquie.

Les développements contenus dans ma réponse à son *ultimatum*, le discours que j'ai prononcé hier à la Chambre, et que vous trouverez ci-joint, et la connaissance que vous avez déjà des circonstances qui ont conduit à la complication actuelle, me dispensent de tout commentaire sur les procédés de la Porte Ottomane et sur l'esprit de conciliation, dont le Gouvernement du Roi a fait preuve dans cette grave occurrence. Pour qui veut apprécier avec justice et impartialité les

1. Une note identique a été adressée à Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et Florence.



faits et les arguments que j'ai produits, il est incontestable que la Turquie a cru le moment favorable de nous forcer à lui prêter notre concours pour étouffer la révolution de Candie.

En faisant suivre la rupture des relations diplomatiques et commerciales d'une mesure qui est aujourd'hui considérée comme un anachronisme barbare et qui sera sans doute flétrie par l'opinion publique du monde civilisé, l'expulsion en masse de nos nationaux dans un bref délai, elle fait voir combien elle méritait peu d'être comprise dans le concert européen.

Les hostilités que son amiral, l'Anglais Hobart, vient de commencer à Syra, tandis que la paix existait encore, tandis que la rupture des relations diplomatiques n'était pas même consommée, est une preuve de plus du cas que cette Puissance fait de la morale internationale.

La Turquie, nous croyant peu préparés à une guerre, y pousse, faisant bon marché et du repos général et des intérêts de sa propre conservation et des conseils de modération qui lui ont été probablement donnés.

En commençant aujourd'hui, sans déclaration préalable même, une guerre, que nous n'avons nullement provoquée, elle peut causer des pertes sensibles à notre commerce et à notre marine marchande, elle peut nuire à nos villes du littoral, mais elle ne fait que poser la question d'Orient, dont la solution finale ne pourra que lui être funeste. La nation grecque tout entière, se rappelant les faits glorieux de la guerre de l'Indépendance, se soumettra à tous les sacrifices possibles, plutôt que de céder aux menaces de la Turquie, et combattrà comme un seul homme pour la défense de son honneur et de ses intérêts les plus chers.

Je vous transmets, ci-joint, copie de la protestation que j'ai adressée hier aux Représentants de France, de la Grande-Bretagne et de Russie contre la violation faite par le Vice-Amiral ottoman Hobart, à Syra, de notre territoire et du Droit des gens.

Je vous invite à donner communication de la présente et de ses annexes à S. Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères de S. M. l'Empereur, et à appeler toute son attention sur la gravité de la situation qui nous est faite par la Turquie.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Signé : P. DELYANNI.*

N<sup>o</sup> 41.

**M. Erskine, ministre de la Grande-Bretagne à Athènes.  
à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 5/17 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre Note en date d'hier, protestant contre une violation du Droit des gens qui aurait été commise par l'escadre ottomane sous les ordres du vice-amiral Hobart. J'en transmets une copie au Gouvernement de Sa Majesté par la poste d'aujourd'hui.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

*Signé* : E. M. ERSKINE.

N<sup>o</sup> 42.

**Le baron Baude à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 5/17 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la Note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 4/16 décembre, au sujet de la présence de l'amiral Hobart-Pacha dans les eaux de Syra et de la poursuite du navire *l'Enossis*. Je me suis empressé de la transmettre au Gouvernement de l'Empereur, avec tous les documents, de nature à l'éclairer sur cet incident, qui me sont parvenus jusqu'ici.

J'espère, Monsieur le Ministre, que le commandant de la corvette de la marine impériale *le Forbin*, dont je vous ai annoncé la mission, avant que vous ne m'ayez fait connaître le départ des bâtiments de la marine royale pour Syra, réussira à prévenir par ses bons offices l'exécution des ordres éventuels qu'ils ont reçus.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Signé* : R. BAUDE.

## N° 43.

**Le prince Gagarine à M. P. Delyanni.**

Athènes, le 7/19 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur de recevoir la Note de Votre Excellence du 4/16 courant, et je m'empresse de l'informer que je la porterai à la connaissance de mon Gouvernement par la poste d'aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

*Signé : GAGARINE.*

## N° 44.

**M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni.**

(N° 3440.)

Péra, le 1/13 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, le paquebot français n'a touché ici que dimanche dernier; j'ai reçu par lui les dépêches de Votre Excellence jusqu'au 27 novembre.

Je vous ai télégraphié immédiatement, vous priant de m'envoyer *l'Amphitrîte*, mais le lendemain Salvét-Pacha chargea le premier drogman, qui lui lut la dépêche n° 9661 de Votre Excellence, de me dire qu'il me prie de vous écrire de ne pas envoyer *l'Amphitrîte*, parce que, dans ces circonstances, l'apparition d'un navire de notre nation à Constantinople peut donner lieu à des désagréments; c'est surtout pour cette raison que la Porte n'a pas envoyé de vaisseau de guerre pour prendre M. Photiadès.

Je devais vous télégraphier pour l'information du Gouvernement Royal, lorsque j'ai reçu les deux télégrammes chiffrés dont ci-joint copie. Comme vous pouvez l'observer, Monsieur le Ministre, certaines parties étaient défectueuses et, pour la plupart, incomplètes. J'ai seulement compris que *l'Amphitrîte* ne viendrait point.

L'entente des diverses Puissances de l'Europe sur les difficultés qui ont surgi entre la Grèce et la Turquie n'a amené jusqu'à présent aucun résultat pratique.

A la suite de résolutions prises à Paris entre MM. de Stackelberg et de Moustier, M. Bourée devait avoir reçu ou recevra des instructions pour agir, de concert avec le général Ignatieff, auprès de la Porte Ottomane et l'engager à ne pas pousser les choses jusqu'à une rupture.

J'ai appris seulement que M. Bourée dit n'avoir reçu aucune instruction dans ce sens ; qu'il n'a, par conséquent, rien à faire et qu'il continuera dans l'affaire en question à s'abstenir de toute action sur la Porte Ottomane.

En attendant, M. Elliot, que les communications d'Athènes continuent à irriter contre le Gouvernement Hellénique, a commencé à s'inquiéter de la tournure des choses et des suites inévitables de la rupture. Il paraît que différents rapports des Consuls anglais en Turquie l'informent de la grande surexcitation des esprits, qu'a causée la nouvelle de la rupture des relations entre la Grèce et la Turquie, mais il s'efforce de cacher ses inquiétudes.

Agrécz, etc., etc.

Signé : Jean DELYANNI.

---

N° 45.

**M. P. Delyanni à toutes les autorités consulaires de S. M. Hellénique dans l'Empire ottoman.**

Athènes, le 7/19 décembre 1868.

Vous connaissez, par les documents diplomatiques déjà publiés, que, malgré tous les efforts du Gouvernement, malgré l'esprit conciliant dont il a fait preuve dans la discussion des propositions formulées en dernier lieu dans un *ultimatum*, la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre les deux États s'est accomplie.

Le Gouvernement est d'autant plus affligé de ce fait qu'il en résulte de graves dommages pour les intérêts de tous nos nationaux commerçants ou marins engagés dans toute l'étendue de l'Empire Ottoman. Enfermée dans ce dilemme, ou de s'humilier en acceptant des conditions hautement imposées, contraires aux lois et au sentiment



national, ou de prendre fermement la défense des intérêts nationaux et des Droits du pays, la Grèce a préféré ce second parti. Toutes les provinces ont approuvé cette décision, avec tous les sacrifices qu'elle peut imposer à la nation. Cette fermeté, nous l'attendons aussi au dehors, de tous ceux de nos nationaux qu'anime le même patriotisme.

D'après l'ultimatum de Photiadès-Bey, notre ministre à Constantinople, le personnel de la Légation et de la Chancellerie et nos consuls dans l'Empire Ottoman recevront leurs passe-ports. Nos nationaux doivent quitter la résidence où ils sont fixés dans le délai de quinze jours à partir de la publication de la rupture des relations; et, à partir d'aujourd'hui, on défend aux navires grecs l'accès des ports de l'Empire Ottoman.

Après tous les arguments que nous avons opposés dans notre réponse à cet ultimatum, il ne nous convient pas de discuter davantage cette résolution du Gouvernement Ottoman. Les Gouvernements éclairés des États européens et l'opinion publique la jugeront.

Dans cette occasion, le Gouvernement Grec n'a pas jugé convenable de prendre des mesures d'expulsion contre les sujets ottomans résidant en Grèce, ainsi qu'on l'a fait en Turquie contre les Hellènes, comme contraires aux principes de la civilisation moderne; il a voulu, et il persiste à vouloir, qu'ils continuent à résider en Grèce.

Mais cette condescendance et généralement la conduite conciliante du Gouvernement Hellène ne doivent pas, croyons-nous, faire modifier la décision inique qu'a prise le Gouvernement Ottoman contre les Hellènes résidant en Turquie, et si, malgré l'intervention des ambassadeurs des Puissances protectrices à Constantinople, que nous avons sollicitée par notre Ministre dans cette ville, rien n'a pu faire fléchir le Gouvernement ottoman, vous vous hâterez de leur faire savoir qu'ils aient à mettre ordre à leurs affaires et qu'ils soient prêts à partir dans le délai fixé, si le Gouvernement Ottoman l'exige; que vous et le personnel de votre consulat, si on vous a envoyé vos passe-ports, vous retournerez à Athènes, plaçant de préférence les Hellènes de votre juridiction sous la protection, jusqu'à leur départ, des Consuls des trois Puissances protectrices, et, si ceux-ci ne s'en chargent pas, sous celui de quelque une des Puissances amies.

Les archives du consulat seront mises sous scellés et déposées chez celui de vos collègues sous la protection duquel vous aurez placé vos nationaux; sinon vous les emporterez avec vous.

Vous donnerez des instructions analogues à vos agents consulaires, relativement à leur départ.

Nous vous recommandons et, par votre intermédiaire, à tous les Hellènes de votre juridiction, d'observer une attitude mesurée et pru-

dente, telle qu'il convient aux citoyens d'un État libre, connaissant et ayant confiance en leur droit.

*Signé : P. DELYANNI.*

---

N° 46.

**Safvet pacha à M. Jean Delyanni,**

Constantinople, le 4/16 décembre 1868.

Monsieur l'Envoyé, le Gouvernement Hellénique ayant répondu par un refus aux cinq conditions que la Sublime Porte avait proposées à son acceptation par le canal de son Représentant à Athènes, les relations diplomatiques et commerciales viennent d'être interrompues entre la Turquie et la Grèce.

En conséquence, j'ai le regret de vous transmettre ci-joint vos passeports, ainsi que ceux du personnel de la Légation de la Chancellerie Hellénique à Constantinople. Les Consuls grecs dans l'Empire Ottoman devant également quitter l'Empire, des instructions ont été adressées aux Gouverneurs généraux des provinces pour leur retirer leur exéquatur. De même, tous les sujets Hellènes doivent, dans le délai de quinze jours à partir d'aujourd'hui, quitter le territoire ottoman. Ce délai commencera à courir, pour les sujets hellènes se trouvant dans les provinces, à partir du jour de l'arrivée de cet ordre aux autorités locales. Le Gouvernement Hellénique est également informé que l'entrée des ports ottomans se trouve interdite au pavillon hellénique.

Veuillez agréer, Monsieur l'Envoyé, l'assurance de ma haute considération.

*Signé : SAFVET.*

---

## N° 47.

**M. Jean Delyanni à MM. Bourée, Elliot et Ignatieff.**

Péra, le 5/17 décembre 1868.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que :

« La Sublime-Porte Ottomane m'ayant communiqué, le 4/16 décembre, que les relations diplomatiques et commerciales entre la Grèce et la Turquie ont été interrompues, que tous les sujets hellènes, demeurant et domiciliés à Constantinople, doivent quitter cette capitale dans le délai de quinze jours, à dater du 4/16 décembre, et que l'entrée dans les ports ottomans est interdite au pavillon hellénique, je dois partir pour la Grèce par le premier bateau des Messageries Impériales de France, en partance pour le Pirée, avec les employés de la légation. »

Avant de quitter Constantinople, je me fais un devoir d'exprimer à Votre Excellence combien j'ai eu à me louer des relations agréables que j'ai été à même d'entretenir avec elle pendant la courte durée de ma mission et de lui annoncer à la fois qu'à défaut d'une autorité quelconque hellénique à Constantinople, je crois devoir placer mes nationaux et les affaires helléniques en général sous la protection de LL. EE. les Représentants des trois grandes Puissances, qui ont garanti l'indépendance de la Grèce et qui n'ont jamais cessé de lui témoigner leur bienveillance.

Dans la conviction que Votre Excellence voudra bien accueillir cette demande avec bienveillance et s'entendre à ce sujet avec ses deux autres collègues, je la prie d'agréer d'avance mes remerciements et ma reconnaissance, et saisis en même temps l'occasion, etc., etc.

*Signé : J. DELYANNI.*

## N° 48.

**Le général Ignatieff à M. Jean Delyanni.**

Constantinople, le 6/18 décembre 1868.

Monsieur l'Envoyé, j'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser pour me confier, en même temps

qu'à LL. EE. MM. les Ambassadeurs de la Grande-Bretagne et de France, la protection des intérêts et des sujets hellènes, aussi longtemps qu'il s'en trouverait sur le territoire de l'Empire ottoman.

Tout disposé, pour ma part, à accueillir votre démarche en tant que mes collègues voudront y répondre, je vais leur proposer de concerter les mesures qu'il convient de prendre à cet égard.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : IGNATIEFF.*

---

N° 49.

**M. Elliot à M. Jean Delyanni.**

Constantinople, le 18 décembre 1868.

Monsieur l'Envoyé, j'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'hier, me communiquant son intention, en quittant Constantinople, de mettre les intérêts et les sujets helléniques sous la protection des Puissances protectrices.

Ne reconnaissant pas que ce devoir découle de la position des Puissances, comme garantes de l'indépendance de la Grèce, je regrette, Monsieur le Ministre, qu'il me soit impossible, dans les circonstances actuelles, d'accueillir la proposition que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser.

Je prie Votre Excellence, etc.

*Signé : HENRI ELLIOT.*

---

N° 50.

**M. Bourée à M. Jean Delyanni.**

Péra, le 8/20 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, à la date du 17 de ce mois, pour m'informer que vous placiez sous la protection des trois Grandes Puissances qui ont



garanti l'indépendance de la Grèce, les sujets hellènes établis en Turquie, et que la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre le Gouvernement hellénique et l'Empire ottoman laisse sans protection.

La déclaration de la Sublime-Porte et les considérations pour lesquelles elle l'a motivée, ne laissant aucun doute sur l'opposition qu'elle ferait à la mesure dont il s'agit, je regrette, Monsieur le Ministre, de ne pouvoir y accéder en ce qui me concerne ; je le pourrais d'autant moins qu'il me semble difficile d'attribuer aux Représentants des trois Puissances garantes de l'intégrité du Royaume de Grèce, le droit de revendiquer la protection des sujets et des intérêts hellènes, quand la Porte ne demande au Cabinet d'Athènes que le respect de son propre territoire.

Agrérez, etc.

*Signé : BOURÉE.*

---

## N° 51.

**M. Jean Delyanni à M. Morris, Ministre des États-Unis  
à Constantinople.**

Péra, le 10/22 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, devant quitter Constantinople avec tout le personnel de la Légation hellénique, à la suite de la rupture des relations diplomatiques et commerciales déclarée par la Sublime-Porte ottomane, entre la Grèce et la Turquie, j'ai cru devoir m'adresser tout d'abord à LL. EE. MM. les Représentants des trois Grandes Puissances, qui ont garanti l'indépendance de la Grèce, pour les prier d'accepter la protection des sujets hellènes et des intérêts helléniques en général.

Comme LL. EE. MM. les Représentants de France et d'Angleterre m'ont fait connaître qu'ils ne pouvaient pas se charger de cette tâche, et que, par ce refus, la protection collective des Représentants des trois Grandes Puissances bienfaitrices de la Grèce n'a pas été obtenue, je viens avoir recours, Monsieur le Ministre, à votre obligeance, en vous priant, en votre qualité de représentant d'une grande Nation qui n'a jamais cessé de témoigner les plus vives sympathies pour la Grèce, de vouloir bien accepter la protection des sujets hellènes et des intérêts helléniques en général, pendant la durée de la rupture.

Les nobles sentiments qui vous distinguent et l'intérêt que la Nation que vous représentez témoigne toujours à tous les peuples opprimés, me sont un sûr garant de l'accueil bienveillant que ma demande aura auprès de vous ; aussi, est-ce avec empressement que je viens vous en exprimer d'avance les remerciements du Gouvernement Hellénique et ma propre reconnaissance.

Je vous prie à la fois de vouloir bien agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Signé : J. DELYANNI.*

---

N° 52.

**M. Morris à M. J. Delyanni.**

Péra, le 10/22 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur de recevoir la Note que vous avez bien voulu m'adresser, en date d'aujourd'hui, pour me demander d'accepter la protection des sujets hellènes et des intérêts helléniques, pendant la rupture des relations diplomatiques entre la Grèce et la Turquie.

Regrettant vivement que l'état actuel des choses entre les deux pays rende une telle démarche de votre part nécessaire, je ne puis, sans un manque d'égards à une nation amie, refuser la demande que vous m'avez adressée. J'accepte donc provisoirement la tâche que vous m'avez fait l'honneur de me confier, en attendant la sanction de mon Gouvernement.

Dans l'intérêt des deux pays, espérant que les bonnes relations seront bientôt rétablies entre le Gouvernement, que vous avez si dignement représenté à cette capitale, et celui de S. M. le Sultan, je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien accepter les assurances de ma plus haute considération.

*Signé : MORRIS.*

---

## N° 53.

**M. Jean Delyanni à Safvet pacha.**

Péra, le 10/22 décembre 1868.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la Note que Votre Excellence a cru devoir m'adresser, en date du 16 décembre, ainsi que les passe-ports dont elle était accompagnée.

Les cinq conditions mentionnées dans cette Note ne m'ayant pas été officiellement communiquées, il ne m'appartient pas de les discuter.

Le monde entier aura bientôt à juger sur qui doit peser la responsabilité des circonstances graves qui pourraient surgir de la crise provoquée par la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre la Grèce et la Turquie, que la Sublime-Porte ottomane vient de déclarer.

Le Gouvernement du Roi, mon auguste souverain, n'a rien négligé pour éviter cette crise. Non-seulement il s'est tenu sur le pied d'une neutralité légale, vis-à-vis de l'insurrection de Candie, non-seulement il a fait tout ce que les institutions constitutionnelles du pays lui permettaient de faire pour éloigner, autant que possible, toute cause de rixe, mais encore il a supporté pour cela, pendant plus de deux ans, avec patience, toute sorte d'actes d'hostilité, de violences et d'avanies, commises dans les différentes provinces de l'Empire ottoman, au préjudice de ses nationaux et de leurs intérêts.

Depuis environ six mois que j'ai eu l'honneur de représenter Sa Majesté le Roi des Hellènes et son Gouvernement auprès de la Sublime-Porte Ottomane, je n'ai cessé d'être témoin d'actes de cette nature. Arrestations arbitraires et illégales, déportations scandaleuses, saisies de navires helléniques en pleine mer par des bâtiments de guerre ottomans, confiscations illégales de marchandises appartenant à des Hellènes, et enfin un déni de justice, constant et systématique pour toutes les affaires de mes nationaux; tels sont les faits qui se sont déroulés devant moi, tant à Constantinople même que dans d'autres provinces de l'Empire ottoman. Et cependant, en présence de tant d'infractions flagrantes aux traités existants, le Gouvernement hellénique a fait preuve de la plus grande modération. Son Représentant à Constantinople, se bornant à signaler à la Sublime-Porte toutes ces illégalités et à en demander la réparation qu'il n'a jamais obtenue, ne lui en a pas adressé une seule protestation, une seule Note irri-

tante. Il ne tenait cette conduite, dictée par ses instructions, que dans la crainte d'envenimer les relations déjà assez tendues entre les deux pays.

La Sublime-Porte ottomane, méconnaissant cette modération, toutes ces dispositions conciliantes du Gouvernement hellénique, a jugé à propos de procéder brusquement et inopinément à une mesure violente, en rompant, pour la quatrième fois depuis trente ans, ses relations diplomatiques et commerciales avec la Grèce sans qu'aucun fait nouveau, qui ne s'était produit dans le passé, se présentât, justifiant tant soit peu cette rigueur et sans donner le temps nécessaire pour qu'on eût pu arriver à un arrangement. C'est à elle à justifier devant le monde civilisé cette rigueur et les conséquences qu'elle pourrait entraîner, au préjudice du repos de l'Orient.

Pour moi, regrettant bien vivement que des circonstances aussi pénibles mettent fin à ma mission, toute pacifique et conciliante, auprès de la Sublime-Porte Ottomane, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que je quitterai Constantinople avec le personnel de la Légation royale, par le premier bateau à vapeur des Messageries impériales de France, partant pour Athènes, après avoir confié la protection de mes nationaux, et des intérêts helléniques en général, à la Légation des États-Unis de l'Amérique du Nord.

Veillez, etc.

*Signé : J. DELYANNI.*

---



## DEUXIÈME PARTIE.

---

### CONFLIT GRÉCO-TURC.

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU LIVRE BLEU GREC.

---

#### GRÈCE.

**Rapport de M. O. Angelinidi, directeur de la Police gouvernementale d'Athènes et du Pirée, à M. P. Bulgaris, ministre de l'Intérieur, au sujet des plaintes faites par Photadiès-Bey sur des violences exercées contre les Crétois.**

En date d'Athènes, le 13/25 septembre 1868.

En réponse à l'ordre du Ministère, au sujet de la Note de la Légation Impériale Ottomane à Athènes, concernant les violences qui furent faites contre des Crétois partant pour leur pays par quelques-uns de leurs propres compatriotes<sup>1</sup>, j'ai l'honneur de vous soumettre les renseignements suivants :

Les renseignements donnés à la Légation Ottomane sont très-exagérés, et la plupart ne sont pas véridiques, car, il est vrai que des Crétois qui portaient furent attaqués par quelques-uns de leurs compatriotes, et qu'il leur fut enlevé des effets, mais le Sous-Directeur de police arriva sur les lieux avec des huissiers, dispersa les agresseurs et facilita l'embarquement des partants sur le bateau du Lloyd Autrichien. Il découvrit en même temps plusieurs des effets enlevés, dont une partie fut immédiatement envoyée à bord du bateau. Une autre partie des effets retrouvés fut envoyée par le Sous-Directeur de la po-

1. Voir plus haut, page 293.

lice avec un rapport à la Direction Générale de la Police, qui s'adressa à l'autorité judiciaire. Une enquête commença, à la suite de laquelle plusieurs des auteurs de la scène violente susmentionnée furent emprisonnés ; ce sont les nommés Evagheli Stylianos, Jean-Michel Dirakis, Diomède Fracakis, Nicolas Apostolakis, G.-Lydis Stéphanopoulos et Zolacos.

M. le Ministre de Turquie ne donne point à l'agression dont il s'agit son véritable caractère, lorsqu'il qualifie les agresseurs d'assassins, car telle n'était point leur intention, mais seulement d'empêcher les partants de se rapatrier.

Il n'est pas exact non plus que les huissiers de la police n'accompagnèrent point les Crétois jusqu'au Pirée, mais seulement jusqu'aux baraques qui sont à mi-chemin. Les Crétois furent accompagnés jusqu'au Pirée, mais les voitures contenant leurs effets retardèrent et restèrent en arrière de l'escorte des huissiers, ce qui permit aux agresseurs de les enlever. Ainsi qu'il est dit plus haut, une partie de ces effets put être aussitôt retrouvée et restituée à leurs propriétaires. Il n'est pas vrai non plus que des effets appartenant à des Crétois aient été enlevés par des huissiers de police, car tout ce qui fut retrouvé a été remis à la sous-préfecture de police du Pirée, qui les envoya sur le bateau du Lloyd, ainsi que cela a été dit plus haut, ni que des effets enlevés par des huissiers auraient été saisis et se trouveraient dans la troisième section de police.

Les renseignements donnés à la Légation ottomane, d'après lesquels des Crétois auraient été grièvement blessés, sont également inexacts, puisqu'il ne résulte point du rapport du docteur Aphendoulis qu'il y eût des Crétois ayant des blessures graves.

Le nommé Papavassilis a été insulté et conspué, cela est vrai. On lui enleva une lettre qu'il portait sur lui et on le laissa ensuite libre de revenir à Athènes. La police prit des mesures pour le mettre à l'abri de nouvelles attaques, et le conduisit d'abord à la sous-préfecture, puis à la préfecture de police. Je n'ai pas pu constater que les huissiers de la police ont enlevé trente francs audit Papavassili. Le Ministère est prié de prendre en considération sur cet individu le rapport sub. n° 8253 de la préfecture de police.

La préfecture de police avec les organes placés sous ses ordres, n'a pas cessé de faire tous ses efforts pour saisir les promoteurs des désordres signalés dans la lettre ministérielle et les renvoyer par devant les autorités judiciaires, auxquelles elle a déposé, ainsi qu'il vient d'être dit, toutes les circonstances concernant l'attaque et l'enlèvement d'effets, ainsi que l'inventaire des effets retrouvés. Elle a pris des mesures pour arrêter ceux dont la culpabilité a résulté par l'enquête et pour opérer leur déplacement sur d'autres points du Royaume.

Je me réserve de fournir encore des détails plus amples, aussitôt que j'aurai reçu d'autres détails par mes employés.

*Signé : O. ANGÉLINIDI.*

---

## TURQUIE.

**Circulaire du contre-amiral Hobart pour annoncer qu'il est chargé de maintenir le blocus de l'île de Crète, en date du 9 décembre 1868.**

Sur le vaisseau-amiral *le Houdaberdiker*  
(*Port de Souda*), le 9 décembre 1868.

S. M. I. le Sultan ainsi que le Gouvernement ottoman ont daigné me nommer grand-amiral de la flotte turque envoyée dans les eaux de la Crète et chargée d'empêcher les communications entre les insurgés et cette île et tous ceux qui sympathisent avec eux et qui demeurent ailleurs. Je m'empresse donc de porter cela à la connaissance de tout le monde et surtout de ceux qui songent à violer le blocus turc ou à naviguer dans les eaux de la Crète sans une permission préalable. En même temps je les préviens que comme, d'après le droit des gens, tout navire qui se hasarderait à forcer ou à ne pas respecter le blocus proclamé peut être confisqué, je crois pouvoir considérer tout navire qui tirerait sur les croiseurs qui maintiennent le blocus comme pirate ; par conséquent je déclare que j'infligerai à tout navire qui se serait rendu coupable d'un pareil acte la peine portée par la loi contre les pirates.

*Signé : A. HOBART.*

---

**Décision prise par la Sublime-Porte par suite de la non-acceptation par la Grèce de l'Ultimatum du 10 décembre, en date du 16 décembre 1868.**

Le Gouvernement Hellénique, n'ayant pas accepté les cinq points proposés par la Sublime-Porte, les relations diplomatiques et commerciales entre la Turquie et la Grèce se trouvent rompues.

En conséquence le Ministre Impérial à Athènes, devant quitter cette

ville, le Ministre de Grèce auprès de la Sublime-Porte et le personnel de la Légation ont reçu leurs passe-ports.

Un délai de quinze jours à dater du 4/16 décembre a été accordé aux sujets hellènes qui se trouvent à Constantinople pour quitter cette capitale, et une commission a été instituée au Ministère de la Police pour régler les affaires pendantes entre les sujets des deux gouvernements.

Les affaires qui ne pourraient pas être réglées dans le délai ci-dessus mentionné, seront confiées à des fondés de pouvoirs désignés par les sujets hellènes y intéressés et acceptés par la susdite commission.

Quant aux Hellènes qui se trouvent dans les différentes provinces de l'Empire, ils auront à quitter le territoire ottoman dans l'espace de quinze jours à dater du jour de la notification de la présente décision par les autorités locales.

---

## GRÈCE.

**Discours de M. Delyanni à la Chambre des députés en lui communiquant l'Ultimatum du 11 décembre de la Turquie, prononcé le 16 décembre 1868.**

« Messieurs,

« La semaine passée, le ministère a fait savoir aux représentants de la nation qu'une crise sérieuse provenant de la résolution prise par la Porte de rompre ses relations avec la Grèce, était imminente, et il a ajouté qu'une intervention spontanée des ambassadeurs des grandes puissances avait donné lieu à des négociations qui l'empêchaient de déposer alors les dépêches diplomatiques. Il a promis cependant d'annoncer, dans le courant de la semaine, le résultat de ces négociations et de déposer les dépêches. Il vient, aujourd'hui, remplir cette promesse, au nom du ministère. Quoiqu'il regrette de ne pouvoir déposer toutes les pièces, il donnera cependant lecture de quelques-unes, parce qu'elles ne sont pas encore toutes imprimées, et, samedi prochain, il déposera les autres au bureau de la Chambre.

« Il y a deux ans, les grandes puissances, touchées des malheurs des Crétois, et voulant prévenir les effets que pouvait produire cette révolution, conseillèrent à la Porte de céder Candie à la Crète. La Porte a repoussé le conseil en prétendant qu'elle ne rencontrait dans



l'île aucune résistance, mais que la révolution était faite par des étrangers, et qu'elle la réprimerait et empêcherait tout trouble en Orient. Les puissances ne donnèrent alors plus de conseils, et les événements ont prouvé combien étaient faux les calculs de la Porte.

« Peu de temps après, la Porte invita les puissances à empêcher leurs vaisseaux de sauver des familles crétoises, parce qu'elles encourageaient ainsi la révolution. C'est ce que toutes les puissances, et la Russie la dernière, firent. La Porte insinua alors que 8 à 10 mille volontaires faisaient la révolution; mais ceux-ci partirent peu après, à l'exception de quatre à cinq cents. Elle insinua enfin que les réfugiés n'étaient pas venus spontanément en Grèce, et qu'ils aspiraient à rentrer dans leur pays, voulant prouver par là que la révolution était vaincue, et que l'ordre et la sûreté régnaient en Grèce.

« La Porte s'est servie de tous les moyens pour faire rentrer les réfugiés en Crète. Elle s'est imposé de grands sacrifices, et, on le comprend, elle a agi même auprès du Gouvernement Hellénique; elle avouait alors que l'entrée et la sortie étaient parfaitement libres en Grèce. Elle se plaignit ensuite de ce que l'on mettait des obstacles au rapatriement. Le Gouvernement a examiné cette question, et il s'est aperçu que des Crétois tâchaient d'empêcher le rapatriement de leurs compatriotes, et que quelques-uns même avaient employé la force dans ce but. Le Gouvernement prit toutes les mesures pour qu'on ne mît aucun empêchement.

« La Porte n'était cependant pas satisfaite : elle se plaignit que ces mesures étaient insuffisantes et qu'il fallait employer la force et d'autres mesures violentes. Le Gouvernement répondit qu'il ne pouvait prendre des mesures que les lois et les institutions du pays ne permettent pas. On conçoit que nos relations d'amitié devenaient de plus en plus froides, parce que le plan politique, que je vous ai exposé plus haut, de la Porte allait échouer.

« Les affaires étant ainsi et le Gouvernement se trouvant sous une pression, parce que les puissances amies soutenaient la Porte et que l'ambassadeur de France demandait, cet été, d'une manière comminatoire le renvoi des réfugiés, j'ai dû communiquer cette note du ministre de France aux autres puissances, parce qu'elle était menaçante, et ce fut à la suite de cette note que le gouvernement français donna des explications en disant que la demande qu'il avait soumise n'avait pas un caractère comminatoire.

« Dans cet intervalle survint le recrutement et la formation du corps de Petropoulaki, fait qui fit une très-grande impression à Constantinople. Notre ambassadeur nous informa aussitôt que la Porte se proposait de rompre les relations diplomatiques, et le ministre de

Turquie nous adressa trois notes concernant le recrutement et le départ du corps de Petropoulaki. »

Le ministre donne lecture de la réponse du Gouvernement Hellène à la Porte.

« Lorsque les ambassadeurs à Constantinople m'annoncèrent que la rupture était imminente, j'ai télégraphié à tous nos ambassadeurs en Europe cette mesure en disant que les motifs invoqués par la Turquie n'avaient aucune consistance, et que si par cette mesure la Porte pensait intimider la nation hellène pour la forcer à se soumettre à ses prétentions, elle était dans la plus grande erreur.

« Ainsi que je l'ai dit, est venue ainsi la médiation des grandes puissances et des autres États à Constantinople comme à Athènes.

« Les ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie sont venus vers moi, agissant d'après les ordres des ambassadeurs à Constantinople, afin de me persuader que le Gouvernement Hellène eût à prendre ses mesures pour satisfaire aux demandes de la Porte. Je leur ai répondu, comme dans la Note que je viens de lire, en ajoutant qu'ils devaient plutôt agir auprès de la Porte.

« Enfin, après plusieurs conférences avec d'autres ambassadeurs qui n'avaient pas d'ordres officiels, le Gouvernement adressa une Note aux ambassadeurs des grandes puissances, et ils répondirent qu'ils allaient la soumettre à leurs gouvernements <sup>1</sup>.

« Pendant que nous en étions là et que l'on aurait dû attendre le résultat de ces démarches, le ministre turc nous adressa un ultimatum. »

M. le Ministre des affaires étrangères donne lecture de l'ultimatum <sup>2</sup>.

« Avant de vous donner lecture de notre réponse <sup>3</sup> à l'ultimatum, permettez-moi de vous dire ce qui s'est passé dans cet intervalle.

« A peine eut-on appris à Constantinople que la Porte allait rompre ses relations avec la Grèce, les ambassadeurs des puissances, là, comme ici, tâchèrent de persuader le Gouvernement Hellène de ne pas refuser dans les formes les conditions soumises par la Porte. Ils pensaient peut-être que si quelqu'un devait reculer, c'était plutôt le Gouvernement Grec, comme État plus faible, sans que l'on portât atteinte à la dignité de la Couronne ou à la lutte crétoise.

« Voyant que ces exhortations venaient des puissances bienfaitrices et d'autres puissances amies, le Gouvernement fit tous ses efforts pour trouver, si c'était possible, un moyen de calmer l'inquiétude de ces puissances.

1. Voir page 345.

2. Voir page 351.

3. Voir page 354.

« Le conseil des ministres délibéra longuement pendant six heures sous la présidence du Roi. Cependant ces délibérations n'eurent d'autre résultat que de nous obliger de ne pas répondre, ainsi que nous pensions le faire auparavant, mais nous ne pûmes nous convaincre de répondre autrement que comme nous l'avons fait, sans laisser soupçonner que nous nous soumettions aux ordres de la Porte. Et en supposant même que l'on aurait retiré l'intimatum, l'outrage était fait et nous devons répondre par la Note que je vous ai lue. » (Applaudissements prolongés de tous les points de la Chambre et des tribunes.)

« Le ministre termine son discours en recommandant la concorde et l'union que réclament les circonstances, afin de pouvoir sortir victorieux d'une lutte que la Grèce n'a pas provoquée. »

---

**Loi promulguée le 10/22 décembre 1868, au sujet du crédit de 100 millions de drachmes et des pouvoirs extraordinaires qui ont été conférés au Gouvernement.**

« Art. 1<sup>er</sup>. — Un crédit extraordinaire de dr. 100 000 000 est ouvert au Gouvernement en vue des circonstances extraordinaires de l'État. Ce crédit sera réparti entre les différents ministères par des ordonnances royales au fur et à mesure que les circonstances extraordinaires en réclameront l'emploi.

« Art. 2. — Le Gouvernement, agissant pour la défense des intérêts de la patrie dans les présentes circonstances extraordinaires, est autorisé à contracter un emprunt sur gages ou hypothèque de toute propriété nationale, et à se créer d'autres ressources.

« Art. 3. — Le Gouvernement est autorisé à procéder à des recrutements extraordinaires pour l'armée de terre et de mer, dans la mesure qu'exigeront les circonstances de la patrie. »

---

## FRANCE.

**Lettre de M. Champoiseau, consul de France à la Canée, à Petropoulaki, chef des volontaires débarqués dans l'île de Crète, en date de la Canée, le 23 décembre 1868.**

« Monsieur,

« Je vous ai écrit le 21 une lettre dont vous trouverez ci-joint copie, mais j'apprends aujourd'hui que vous avez quitté le district d'Amamon, et que vous vous dirigez du côté de Sphakia. Je viens, par la présente, vous communiquer l'état des affaires en Grèce.

« La rupture des rapports diplomatiques entre la Turquie et la Grèce a eu lieu; les ambassadeurs se sont retirés; les sujets grecs ont été expulsés de Constantinople. — Les puissances européennes appuient toutes, sans exception et sans réserves, l'ultimatum ture, et menacent d'intervenir en Grèce si le Gouvernement n'abandonne pas ses vues sur la Crète. Le prince de Galles et le roi de Danemark ont écrit dans ce sens au Roi.

« *L'Énossis*, gardé par des marins européens, désarmé de ses canons, ses chaudières démontées par l'ordre commun des puissances, a été dirigé sur le Pirée, sous la garde de vaisseaux français et autres, et sera jugé comme pirate par une commission internationale.

« La flotte turque, composée d'une douzaine de navires, bloque Syra et les côtes de la Grèce, pour empêcher tout envoi d'hommes et de provisions en Crète: il est donc certain que vous ne recevrez aucun secours d'aucun genre; dans cette situation, je crois que continuer la lutte serait montrer un courage inutile, et je m'offre de nouveau, au nom de l'humanité, à traiter de votre capitulation et de votre retour en Grèce avec tous vos volontaires, comme je vous l'ai dit dans ma lettre du 21 décembre.

« Recevez, etc.,

« Signé : CHAMPOISEAU. »

---



## GRÈCE.

**Proclamation du Ministère au peuple, en date d'Athènes,  
le 24 décembre 1868.**

« Concitoyens,

« Les circonstances actuelles de la patrie vous sont déjà connues. Le Gouvernement de Sa Majesté, appuyé par les représentants de la nation, s'occupe instamment à trouver les moyens nécessaires pour soutenir les droits de la patrie et l'honneur national, et est pleinement convaincu qu'en se conduisant comme il l'a fait jusqu'ici, conformément au sentiment que la nation tout entière a manifesté, il soutiendra dignement les droits de la patrie et répondra pleinement à l'attente nationale.

« Les Ministères compétents ont nommé partout des comités pour provoquer de votre part aussi des moyens matériels absolument indispensables à toute action.

« Concitoyens, le patriotisme qui a toujours distingué l'Hellène est la plus solide base des mesures gouvernementales. C'est pourquoi le Gouvernement s'adresse à vous en toute confiance, persuadé qu'il aura en tout votre concours.

« *Signé* : D. BULGARIS, président ; P. DELYANNI, M. K. CANARIS,  
S. ANTONOPOULO, A. MAUROMICHALI, J. BALASSOPOULO,  
S. MILIOS. »

## CRÈTE.

**Capitulation de Petroulaki, chef des volontaires du district des  
Rhetymmo et des autres chefs de l'építropie, en date du 25 dé-  
cembre 1868.**

Ce vendredi 13 du mois de décembre de l'année 1868, à quatre heures du soir, les soussignés chefs généraux, chefs de corps, officiers indigènes et volontaires et les membres de l'építropie de Rhetymmo, s'étant réunis pour délibérer sur les lettres du 9/21 et 11/23 de M. Charles Champoiseau, consul de France à la Canée, adressée à M. Pétropoulaki, chef des volontaires, dans lesquelles lettres le consul

expose que le vapeur *Énossis*, saisi et désarmé, est tenu au Pirée sous la garde des vaisseaux français et autrichiens, de sorte qu'il ne reste aucun espoir d'envoi de munitions et de vivres de Grèce, surtout quand une flotte turque croise dans les mers de la Grèce pour empêcher des envois de cette nature; que toutes les puissances européennes insistent sans exception pour que la Grèce se soumette aux exigences de la Turquie et renonce à toute prétention sur la Crète, que le prince de Galles et le roi de Danemark ont écrit dans ce sens à Sa Majesté le roi Georges, et que le consul propose, mû par un sentiment d'humanité, de se charger de négocier avec les autorités turques tout ce qui a trait au départ des volontaires.

Ayant en vue que *l'Énossis* une fois séquestrée nous ne pouvons espérer qu'on nous envoie des vivres et des munitions, et qu'il nous est impossible de nous en procurer d'autres pays, et surtout que la séquestration a été faite par des vaisseaux européens, ce qui laisse voir que les puissances, étant directement intervenues, donnent un dernier coup à la révolution, et que la cruelle diplomatie l'a désapprouvée et condamnée dès sa naissance et l'a combattue de mille manières jusqu'à présent, nous soumettant à une force supérieure contre laquelle nous nous réservons de protester en temps opportun, et à cause du manque de munitions et de vivres pour la soutenir, avons décidé d'accepter la médiation proposée par M. le Consul de France pour faciliter notre départ de la malheureuse Crète dont la terre a été pénétrée du sang de tant d'Hellènes, gardant l'honneur militaire que de pareilles circonstances imposent, de demander par une dépêche collective ce qui suit ;

1° Cessation de toute hostilité à partir d'aujourd'hui jusqu'au moment de notre départ ;

2° Concession d'un endroit où il n'y aurait pas de troupes turques, pour que nous y demeurions jusqu'à notre embarquement sur le vaisseau à cet effet proposé ;

3° Envoi de vaisseaux français pour qu'ils nous ramènent en Grèce avec nos armes et bagages ;

4° Qu'une amnistie soit accordée à tous ceux des Crétois qui ont persisté jusqu'à aujourd'hui dans leur résolution primitive pour l'union de Crète à la Grèce ;

5° Qu'à tous les Crétois qui désirent partir de Crète avec les volontaires, il soit permis de s'embarquer avec armes et bagages, et que des vaisseaux français aillent à cet effet recueillir tous les insurgés qui se trouvent dans différentes provinces ;

6° Dans le cas où l'on ne pourrait nous accorder des vaisseaux français, qu'il nous soit accordé un délai convenable pour pouvoir

nous entendre avec le gouvernement hellénique pour l'envoi des vaisseaux nécessaires pour recevoir nos armes.

*Signé :* Le chef général du district de Rhétymno, D. PÉTROPOULAKI;  
 Les chefs de province du même district, Michel TZOUDEROS;  
 Chef de Saint-Basile, SROULAS;  
 Chef de Milopotamo, VARDAKIS; de Rhétymno, MOSKOVAKIS  
 L'épitrôpie de Rhétymno, MIGHAKIS, SKOULAS, MANOUSSAKIS;  
 Les chefs des volontaires, L. D. PÉTROPOULAKI, A. MITZAS,  
 G. ZICOS, A. TZAKONAS, P. B. ZERVOBEAKOS.

---

## TURQUIE.

**Pétition des négociants grecs et autres de Constantinople, à M. Elliot, ambassadeur d'Angleterre en Turquie, au sujet des mesures prises par le Gouvernement turc, en date de Constantinople, le 26 décembre 1868.**

« Excellence,

« Nous soussignés, sujets helléniques et autres, résidant à Constantinople, demandons la permission d'attirer l'attention de Votre Excellence sur les faits suivants :

« Votre Excellence n'ignore point sans doute quelle est la grande quantité de maisons grecques engagées dans les affaires, tant à Constantinople que dans le reste de l'empire turc; elle n'ignore point non plus qu'en raison de la grande quantité d'affaires qui se trouvent entre leurs mains elles exercent une influence très-considérable sur la position commerciale de ce pays et sur ses relations avec l'Europe.

« Votre Excellence n'ignore point non plus que, de tous les pays du monde, la Grande-Bretagne est celui qui possède le plus d'intérêts engagés dans le commerce avec la Turquie, commerce qui se trouve, pour une très-grande partie, aux mains de sujets helléniques, et cela à un tel point que l'on a estimé que la dette flottante des sujets grecs qui trafiquent en Turquie avec la Grande-Bretagne ne s'élève pas à moins de quatre millions de livres sterling qui résultent d'opérations commerciales et d'opérations de banque.

« C'est un fait également bien connu de Votre Excellence que toutes les affaires commerciales se traitent avec un crédit plus ou moins long, et que, par conséquent, il est complètement impossible

d'arrêter tout à coup la marche du système commercial, sans mettre en danger tous les intérêts commerciaux à la fois.

« Le décret lancé récemment par la Porte, relativement à l'expulsion des Hellènes, s'il est mis à exécution avant le 30 de ce mois, occasionnera une perte immense non-seulement au commerce de ce pays, mais aussi aux intérêts industriels et commerciaux de la Grande-Bretagne.

« En conséquence, dans l'intérêt des soussignés, dans l'intérêt du monde commerçant en général et des affaires en ce pays et en Europe, nous prenons la liberté de faire appel à Votre Excellence comme représentant la Grande-Bretagne et protégeant le commerce et l'industrie dans ses rapports avec votre pays, pour qu'elle exerce son influence puissante auprès de la Sublime-Porte, afin qu'elle mitige, si elle ne consent à effacer tout à fait la rigueur du décret sommaire et désastreux qu'elle a rendu.

« Nous nous permettons d'émettre le vœu que le délai de quinze jours, accordé primitivement par la Porte pour le départ de tous les sujets helléniques, soit augmenté de trois mois, ou qu'on adopte telles mesures que Votre Excellence jugera les meilleures pour alléger les conséquences désastreuses que le décret actuel, s'il était strictement observé, ne manquerait pas d'avoir sur les intérêts des soussignés et sur une si grande partie du commerce et de l'industrie br anniques.

« Et ce faisant, vous obligerez les soussignés. »

(Suivent les signatures de plus de deux cents commerçants, parmi lesquels se trouvent les raisons sociales des principales maisons de cette ville.)

---

**Circulaire de Safvet pacha, ministre des affaires étrangères, aux Représentants de la Porte à l'Étranger, en date de Constantinople, le 30 décembre 1868.**

Monsieur le Ministre,

Mes télégrammes successifs vous ont tenu au courant des circonstances qui ont précédé et des motifs qui ont rendu indispensable la rupture de nos relations diplomatiques et commerciales avec la Grèce.

La longanimité du Gouvernement impérial n'a eu, pendant ces deux dernières années, pour effet que d'enhardir le peuple et le



Gouvernement helléniques dans leurs menées; la répression de la rébellion qu'ils ont fomentée en Crète à tant de frais les a tellement exaspérés que, mettant de côté tout scrupule et toute mesure, ils croient pouvoir impunément recourir à des actes d'une hostilité ouverte envers nous. Il n'en fallait pas moins pour convaincre enfin l'Europe du parti pris de la Grèce de nous arracher l'île de Crète, sans s'arrêter devant le choix des moyens.

Une partie de ce peuple et son Gouvernement à la tête ont cru et croient encore qu'envoyer des bandes recrutées jusque dans ses bagnes et ses prisons pour porter le meurtre et le pillage sur le territoire d'un pays voisin, armer des corsaires pour faire un blocus; retenir par la force de malheureux réfugiés qu'on a attirés chez soi par la ruse et leur faire endurer toutes les souffrances de la misère et de la faim; maltraiter et même assassiner les sujets de son voisin traversant paisiblement un territoire neutre, ne tenir aucun de ses engagements, et, en un mot, fouler aux pieds les traités, le droit international et la morale universelle sont des moyens parfaitement légitimes, et, qu'après les avoir largement employés, on peut encore se présenter aux yeux du monde comme un peuple jeune, vivace, généreux et victime !!!

Devant une pareille absence de toute notion du juste et de l'injuste, du bien et du mal, est-il étonnant que tous les efforts conciliants de la Sublime-Porte aient échoué, et que même les conseils réitérés des grandes Puissances soient demeurés sans résultats?

La dignité du Gouvernement impérial et ses intérêts les plus chers, aussi bien que l'opinion publique du pays, lui faisaient un devoir impérieux de chercher une solution propre à faire cesser cet état de choses. Deux moyens s'offraient à lui : déclarer immédiatement la guerre à la Grèce, ou rompre seulement ses relations diplomatiques et commerciales avec elle. La Grèce nous avait, certes, fourni assez de griefs pour légitimer amplement une déclaration de guerre de notre part; elle n'avait plus, dans ces derniers temps, à faire valoir même le futile prétexte de venir au secours d'une insurrection qui avait cessé depuis plusieurs mois. Tous ses efforts se dirigeaient vers le but de rallumer un feu qu'elle se désespérait de voir éteint. La supériorité de nos forces de terre et de mer nous assurait d'un succès prompt et complet. Mais nous avons pensé que, dans l'état actuel de l'Europe, toute étincelle lancée quelque part pourrait mettre le feu à une véritable trainée de poudre. Ne voulant pas assumer sur nous la responsabilité de pareils malheurs, nous préférâmes nous arrêter au second parti qui peut encore nous mener à notre but de pacification, sans effusion de sang.

En effet, la Grèce tire ses principales ressources de son commerce

avec nos ports, et ce n'est qu'en Turquie que les Hellènes trouvent un champ assez grand à exploiter. Nous croyons donc que cette obstination, fruit d'une ambition effrénée et inassouvie, qui n'a pas voulu fléchir devant la raison, la justice, le respect du droit et des stipulations internationales et la déférence due surtout par la Grèce aux conseils de Grandes Puissances, cette ambition, dis-je, cédera devant le cri des intérêts matériels.

Une dernière tentative d'arrangement, la seule que les circonstances pouvaient autoriser, fut encore essayée. Résumant nos griefs en cinq points, nous mîmes la Grèce en demeure de les réparer et nous lui donnâmes un délai de cinq jours pour s'y décider. Cette tentative échoua également, et je vous envoie, ci-joint, une copie de l'incroyable réponse de M. Delyanni <sup>1</sup> à l'ultimatum remis par Photiadès bey, ainsi que la réfutation de cette réponse <sup>2</sup>.

Le Gouvernement Impérial aurait-il pu, comme on a voulu le lui demander, se borner à la rupture de ses relations diplomatiques avec la Grèce ? Mais cette mesure n'eût servi qu'à assurer à ce pays, déjà si peu scrupuleux, une liberté d'action complète, en lui enlevant jusqu'aux apparences de la gêne. Néanmoins, nous nous serions certainement contentés d'y ajouter la rupture des relations commerciales, en permettant aux sujets hellènes de continuer à résider paisiblement parmi nous, sans les graves inconvénients développés dans le document responsif ci-haut mentionné.

Cependant, on peut être certain que les autorités Impériales portent et porteront jusqu'au bout, dans l'exécution de cette dernière mesure, tous les ménagements et tous les adoucissements compatibles avec la mesure en elle-même.

Le Gouvernement Impérial a la conscience d'avoir agi avec la plus grande modération. Ce n'est qu'après avoir bien étudié l'étendue de ses droits extérieurs et de ses devoirs envers ses peuples, aussi bien que des exigences des intérêts et de la sûreté du pays, qu'il s'est arrêté aux résolutions dont il s'agit. Une plus grande longanimité eût été une faiblesse et un danger, et nous sommes heureux de constater que l'opinion publique, dans notre pays comme dans le reste de l'Europe, a pleinement approuvé notre conduite.

La sagesse des Grandes Puissances européennes et leur sollicitude pour la paix de l'Orient peuvent précipiter la solution pacifique du différend. Mais nous n'hésitons pas à le déclarer : le moyen qui semble avoir prévalu dans leurs délibérations comme pouvant attein-

1. Voir plus haut, page 334.

2. Voir ci-après.

dre le but désiré ne nous paraît nullement de nature à amener un résultat pratique.

Ainsi que je me suis empressé de vous en informer par le télégraphe, il nous sera impossible d'accepter le principe d'une Conférence, sans que le programme de ses délibérations ne soit connu d'avance. Nous avons en même temps déclaré que nous ne pourrions faire aucune concession relativement aux cinq conditions posées par nous à la Grèce et qui ont été calculées de façon à ne représenter que le *minimum* de ce qu'il faut pour mettre nos relations avec la Grèce sur le pied du droit commun et de faire cesser une hostilité injuste et anormale. La moindre concession sous ce rapport impliquerait l'autorisation donnée par l'Europe de continuer cette hostilité. Elles sont tellement légitimes et si universellement admises dans les relations de toutes les nations entre elles que leur acceptation ne peut en rien porter atteinte ni à la dignité, ni aux intérêts légitimes de la Grèce.

De plus, notre Plénipotentiaire ne pourra, dans aucun cas, consacrer par sa présence toute délibération ou discussion qui, sortant de la question pendante, s'engagerait sur l'île de Crète où tenterait d'aborder toute autre question territoriale ou administrative de l'Empire.

Nous espérons que nos communications à cet égard seront prises en sérieuse considération, et je vous autorise, M..., à donner lecture et à laisser copie à S. E. M. le Ministre des affaires étrangères de... de la présente dépêche, ainsi que de la réfutation susmentionnée de la réponse du Gouvernement hellénique.

Veuillez, etc.

Signé : SAFVET.

---

**Réfutation de la réponse de M. Delyanni à l'Ultimatum  
de Photiadès bey, en date du 30 décembre 1868.**

« Par l'ultimatum adressé au Gouvernement hellénique, en date du 11 décembre, la Sublime-Porte s'est vue dans la nécessité de mettre comme condition au maintien de ses relations avec la Grèce la cessation d'un état de choses incompatible avec les rapports de bon voisinage nécessaires aux deux pays, et contraire à tous les principes de la morale politique.

« Il n'est assurément aucun État en Europe qui aurait supporté de la part d'un État limitrophe des actes tels que ceux qui ont enfin épuisé la patience du Gouvernement impérial, comme il n'est per-

sonne qui n'eût jugé que plus de modération ne fût devenue faible.

« L'honneur du Gouvernement impérial n'aurait pas pu lui permettre de rester spectateur résigné des flagrantes hostilités ouvertement ourdies en Grèce avec le concours public des autorités helléniques, en vue de renouveler en Crète l'insurrection apaisée avec des précautions d'humanité, de temporisation et de douceur dont tout État civilisé aurait droit de se glorifier, et qui devaient contraster si fâcheusement avec les actes commis par les volontaires hellènes, recrutés en partie, ainsi que l'ont constaté toutes les correspondances diplomatiques, dans les bagnes de Chalcis, de Nauplie et de Lamie, et parmi les brigands, dont l'envoi en Crète a pu seul délivrer l'Acarmanie, la Phthiotide, l'Attique et les faubourgs mêmes d'Athènes.

« Des rapports honorables devenaient impossibles, et le Gouvernement impérial a dû rompre des relations pour lesquelles le droit des gens n'a pas cherché jusqu'à ce jour de dénomination. Il l'a fait pour ramener la Grèce à une plus saine appréciation de ce que se doivent les unes aux autres les nations entrées dans le concert européen.

« La Note contenant la réponse du cabinet d'Athènes, en date du 15 décembre, nous a paru affligeante à tous égards, moins encore par le refus de satisfaire aux justes réclamations de la Sublime-Porte, que par les accusations qui la remplissent, et qui témoignent de la résolution du Gouvernement hellénique de persister à favoriser les entraînements passionnés qu'un parti turbulent et sans frein a le triste privilège de populariser et de perpétuer en Grèce.

« L'opinion publique a été éclairée sur les véritables motifs et sur le caractère des regrettables événements dont la Crète a été le théâtre, par le rapport que S. A. le Grand vizir a soumis à S. M. I. le Sultan, le 1<sup>er</sup> mars 1868.

« Nous renverrons à la lecture de cet important document tous les amis de la justice et de la vérité,

« On ne saurait s'expliquer comment le Gouvernement hellénique peut dire que ce ne sont pas les menées des comités qui ont produit et entretenu l'insurrection de Crète, lorsqu'il est de notoriété publique que les principaux membres de ces comités ont rédigé tout le dossier révolutionnaire, y compris le fameux décret d'annexion, et que ce sont eux qui ont pu persuader aux Crétois égarés que la Grèce leur donnerait des travaux publics, des routes, des établissements de crédit et les autres bienfaits de la civilisation, toutes choses que ce pays n'aurait qu'à un bien moindre degré que la Turquie.

« Mais c'est surtout en rallumant des haines de religion entre les chrétiens du rite orthodoxe et les musulmans, les uns et les autres fils de la Crète, n'ayant qu'une même patrie et des intérêts identiques



que ces comités sont parvenus à envenimer la situation, et au fond, tous les appels faits à l'humanité de l'Europe ne firent que la convier à s'associer, comme les Hellènes, à une guerre de religion.

« On connaît aujourd'hui les circonstances qui ont contraint une partie notable de la population crétoise à quitter ses foyers pour aller traîner sur la terre étrangère une existence remplie d'angoisses et de privations. On sait que l'appât du pillage fut un des stimulants offerts aux bandes de mercenaires pour raffermir leur courage et les conduire en Crète; on sait que des excès barbares, et rendus encore plus odieux par la connivence des officiers hellènes qui commandaient ces mercenaires, furent commis par ces bandes venues de la Grèce, et qu'on a employé le plus implacable terrorisme en vue de forcer les paisibles insulaires à participer à la rébellion ou à s'expatrier en masse.

« Le Gouvernement hellénique n'ignore pas ces tristes réalités, mais il a trouvé plus commode et plus profitable à la cause dont il s'est rendu le complice, d'accumuler dans sa Note du 15 décembre des accusations diffamatoires contre les autorités de l'île et contre les troupes ottomanes, et d'insinuer que le refus de la Sublime-Porte d'adhérer à la proposition tendante à faire constater les vœux des Crétois au moyen d'une enquête internationale témoigne de la méfiance que lui inspiraient les dispositions de ses sujets.

« Est-il besoin de faire observer que si le Gouvernement impérial n'a pas jugé à propos d'accepter le principe de l'enquête internationale, bien qu'il n'ait jamais douté de l'esprit d'ordre et des sentiments de fidélité de la grande majorité des Crétois, c'est qu'il a pensé que son application pourrait impliquer de graves inconvénients, en créant un précédent de nature à porter atteinte aux droits de sa souveraineté?

« C'est donc le principe d'une enquête internationale qui a été rejeté par la Sublime-Porte, comme la Grèce le ferait si les Puissances venaient lui demander la même chose pour rechercher les causes du brigandage qui infeste presque tout le Royaume hellénique, ou pour s'enquérir des vœux des habitants des îles Ioniennes.

« L'argument tiré de l'embarquement précipité des Crétois sur les bâtiments étrangers a eu du succès, il faut en convenir, et les allégations des Hellènes, multipliées par les cent cinquante journaux qui se publient en Grèce, ont réussi à tromper l'opinion publique dans un moment où les faits n'étaient pas éclaircis, tandis que la dignité silencieuse de la Sublime-Porte n'a pas toujours été comprise.

« Mais qu'on se souvienne que le rapport de l'amiral Simon a démontré que si un ensemble de calomnies peut, pour un temps très-limité, surprendre la bonne foi de l'Europe, la vérité ne tarde pas à se faire jour. Tout le monde se rappellera que 3000 Crétois, contraints

à s'embarquer par des dangers imaginaires, déclarèrent aux officiers français qui les ont interrogés, qu'ils n'avaient jamais vu un des leurs offensé par les soldats ottomans.

« Il serait oiseux de discuter longuement les considérations développées par le Cabinet d'Athènes dans sa Note précitée pour justifier son refus formel de satisfaire à l'ultimatum par lequel la Sublime-Porte a réclamé qu'il prît l'engagement 1° de dissiper les bandes de volontaires dernièrement organisées et d'empêcher la formation de nouvelles bandes; 2° de désarmer les corsaires *Enosis* et *Panhellenion*, ou, en tout cas, de leur fermer l'accès des ports helléniques; 3° d'accorder aux émigrés crétois, non-seulement l'autorisation de retourner dans leurs foyers, mais encore une aide et une protection efficaces; 4° de punir conformément aux lois ceux qui se sont rendus coupables d'agression contre les militaires et les sujets ottomans, et d'accorder aux familles des victimes de ces attentats une juste indemnité; 5° de suivre désormais une ligne de conduite conforme aux traités existants et au droit des gens.

« Il suffit d'énoncer les considérations émises à cet égard par le Cabinet d'Athènes pour convaincre tout jugé impartial et de la légitimité des réclamations en question et des sentiments qui ont dicté leur rejet. En ce qui concerne les deux premières demandes, à savoir la dispersion des bandes des volontaires et le désarmement des navires armés en course, il est formellement déclaré que les institutions du pays ne permettent pas au Gouvernement d'enchaîner la liberté individuelle, quels qu'en soient les écarts, et qu'il ne saurait d'aucune manière empêcher des actes contre lesquels les lois se trouveraient désarmées.

« Il serait donc permis en Crète à tous les meneurs, à tous les ennemis de l'ordre de recruter et d'enrôler des volontaires, d'organiser des bandes, de les équiper et de les armer au vu et au su de tout le monde, sous les yeux mêmes des autorités, dans le but avoué de fomenter le désordre et la rébellion dans les provinces d'un État voisin en paix avec le Royaume!

« Il serait également permis aux navires sous pavillon hellénique de s'armer en guerre dans les ports de ce pays, de se livrer régulièrement au transport des bandes armées, toujours dans le même but, et d'attaquer à coups de canon — l'incident récent de Syra en offre un exemple nouveau — les bâtiments de guerre de l'Empire ottoman!

« Si le Gouvernement hellénique était fondé à tenir ce langage, on devrait en conclure que le droit des gens n'existe pas pour la Grèce, qui pourtant, vivant parmi les États de l'Europe civilisée, invoque elle-même sans cesse ce même droit, agissant ainsi comme le ferait un particulier qui, se déclarant indépendant des lois de son pays

toutes les fois qu'il serait agresseur, recourrait aux tribunaux dès qu'il se verrait attaqué.

« Si de pareilles théories étaient admissibles, 2000 Albanais pourraient aller en Acarnanie et jusqu'aux portes d'Athènes, faire ce que les volontaires hellènes vont faire en Crète, et la Sublime-Porte serait aussi fondée que la Grèce à répondre que ses institutions ne lui permettent pas de s'opposer à la formation et à l'invasion des bandes qui auraient porté sur le sol hellénique le pillage et l'incendie.

« La Sublime-Porte, en pareil cas, aurait sévi contre les coupables, persuadée qu'il y a quelque chose de supérieur aux lois intérieures d'un pays : c'est le droit des gens et la morale universelle.

« Le Gouvernement impérial se refuse à admettre qu'un tel état de barbarie constitue un ordre de choses légal en Grèce. Il y a effectivement des dispositions formelles dans la législation du Royaume, contre les rassemblements et les recrutements de corps armés effectués sans ordre du Gouvernement. Nous citerons textuellement l'article 127 du Code pénal de Grèce, conçu dans les termes suivants :

« Sont punis de mort ceux qui, sans ordre ou permission du Gouvernement, rassemblent ou enrôlent seuls, ou au moyen d'autres, des corps de troupes ou des soldats, de même que ceux qui, en connaissance de cause et de leur propre mouvement, se rassemblent de cette façon pour une expédition. »

« L'inexécution de cette disposition est due au mauvais vouloir ainsi qu'aux entraînements des passions qui dominent ce pays. Mais à moins que le droit des gens ne soit une fiction dérisoire, la Sublime-Porte devrait-elle tolérer des actes aussi subversifs de l'ordre public européen, commis à son détriment, et qui constituent une menace perpétuelle contre la tranquillité de ses provinces situées à proximité de la Grèce? Pourrait-elle, enfin, souffrir plus longtemps des expéditions dirigées contre l'Empire lorsqu'elle sait, comme tout le monde, qu'elles sont organisées et effectuées avec le concours des autorités helléniques, et au moyen des fonds fournis par le Gouvernement, qui préfère mettre ses ressources au service d'entreprises inavouables, au lieu de les employer à faire honneur à ses dettes envers les trois Puissances garantes, et de développer le bien-être du pays?

« Le Gouvernement hellénique n'hésite pas à déclarer que sa protection a toujours été donnée aux familles crétoises qui ont exprimé le désir de rentrer dans leurs foyers; étrange assertion! Tout le monde, en Grèce, a été témoin des cruautés infligées aux Crétois qui osent parler de retourner dans leur pays; on a vu, en maintes occasions, en présence de la force publique immobile, une populace furieuse assaillir des vieillards et des femmes, les attaquer, piller leurs effets et s'opposer à leur départ par le meurtre.



« Les représentations réitérées de la Légation impériale à Athènes n'ont jamais pu obtenir du Gouvernement hellénique que des garanties de sécurité fussent accordées à ces malheureux. Tout récemment encore des pères de famille arrivés de Crète ont en vain cherché à communiquer avec leurs femmes et leurs enfants se trouvant dans différentes localités; des sicaires stipendiés par les comités s'y sont opposés en leur faisant subir les plus cruels traitements.

« Nous nous en référons, pour confirmer la véracité de cette assertion, à la correspondance échangée à ce sujet avec le Gouvernement hellénique et aux Rapports adressés à leurs Gouvernements par les représentants des Puissances étrangères à Athènes. Tout le monde sait, en Grèce, que si quelques Crétois ont pu partir du Pirée et de Syra, leur départ n'a pu s'effectuer que nuitamment et d'une manière furtive.

« Quant à la demande relative à la punition de ceux qui se sont rendus coupables d'agression contre les militaires et les sujets ottomans, et à l'indemnité due aux victimes de ces attentats, il convient au Gouvernement hellénique d'ignorer les circonstances qui l'ont motivée. Pourtant il est de notoriété publique, en Grèce, que des militaires et des sujets ottomans ont été attaqués, pillés, blessés, assassinés en mainte occasion, souvent même sous les yeux des autorités chargées de maintenir l'ordre et de faire respecter les lois.

« Les représentations faites en plus d'une circonstance, par la Légation impériale à Athènes, en font foi. Ces méfaits ne furent jamais sérieusement réprimés, et aucune indemnité n'a été accordée aux victimes, parce que les assassiner c'était faire acte de patriotisme. Le seul attentat que le Gouvernement hellénique a jugé à propos de citer, dans sa Note du 15 décembre, pour témoigner de la sollicitude de ses autorités à le réprimer, est lui-même demeuré impuni, de l'aveu même de ce Gouvernement.

« Le Cabinet d'Athènes, conséquent avec les principes dont il s'est inspiré jusqu'à présent, déclare n'avoir pas même saisi le sens de la dernière demande formulée dans l'ultimatum du 11 décembre, et qui consistait à l'engager à suivre dorénavant une ligne de conduite conforme aux traités existants et au droit des gens. On a vu par ce qui précède de quelle manière il a toujours rempli ses obligations à cet égard.

« Au surplus, intervertissant les rôles de la façon la plus étrange, il prétend avoir à se plaindre de l'inexécution par la Sublime-Porte de la convention pour la répression du brigandage, par suite de l'entretien de troupes irrégulières à proximité de la frontière.

« Le Gouvernement impérial a déjà déclaré à plusieurs reprises que les agressions dont sa frontière était le théâtre du côté de la Grèce



lui imposaient la nécessité d'employer tous ses moyens de défense pour les repousser, mais qu'elle était prête à remplacer ces détachements, d'ailleurs peu nombreux, par des soldats réguliers, aussitôt qu'un ordre de choses offrant des garanties de paix s'établirait en Grèce. Il convient de faire observer que si le Gouvernement hellénique a insisté pour qu'il n'y eût plus sur la frontière que des troupes régulières, c'est qu'il les juge moins aptes que les autres à réprimer les coupables entreprises des envahisseurs hellènes.

« Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la faute de la Sublime-Porte si le Gouvernement hellénique n'a pas voulu jusqu'à présent la mettre en demeure de traduire en faits ses loyales intentions. Quant aux causes du brigandage qui infeste les provinces limitrophes, il est à peine nécessaire de faire observer que ce qui se passait en Grèce, au sein même de l'Attique, est très-propre à expliquer les proportions si inquiétantes que ce fléau a prises depuis quelques années.

« Le Gouvernement hellénique a jugé à propos de blâmer la décision prise par la Sublime-Porte de renvoyer de son territoire les sujets hellènes et de fermer ses ports aux navires sous pavillon hellénique. La Sublime-Porte regrette elle-même de se voir dans la pénible nécessité d'adopter cette mesure, mais elle ne pouvait que prendre en considération les circonstances impérieuses et les exigences de l'ordre public qui lui commandaient cette décision.

« On sait de quelle manière les sujets hellènes, qui n'ont pour la plupart d'autre titre à la protection hellénique que les passe-ports délivrés à des conditions inavouables, par des agents peu scrupuleux, ont répondu à la large et généreuse hospitalité dont ils jouissent dans l'Empire ottoman, et qui leur a permis de prospérer et de s'enrichir sous la protection des lois.

« C'est par des procédés malveillants, de sourdes intrigues et des menées hostiles, qu'ils ont toujours payé la sollicitude dont ils sont l'objet; trop souvent ces Hellènes ont profité de la sécurité dont on jouit, et, de plus, de la position exceptionnelle assurée aux étrangers par les capitulations, pour conspirer contre le Gouvernement impérial, et il est notoire que leurs souscriptions ouvertes ont puissamment contribué à ravitailler l'insurrection. Leur séjour ultérieur sur le territoire ottoman, dans les circonstances actuelles, ne manquerait pas d'occasionner de regrettables conflits et de graves désordres, et de constituer un danger permanent pour la tranquillité publique.

« Il n'est pas inutile de dire ici que pendant que 200 000 Hellènes veulent rester en Turquie et vivre sous la prétendue tyrannie du Gouvernement ottoman plutôt que de se rendre en Grèce où 1 million d'habitants est clair-semé sur un sol capable d'en contenir 4, on pourrait à peine citer 200 sujets ottomans qui auraient quitté la Turquie

pour aller habiter en Grèce où ils vivent paisiblement sous les lois du pays, sans invoquer le bénéfice d'aucune espèce de capitulation.

« On s'explique dès lors que le Gouvernement hellénique parle de sa décision de ne pas expulser le petit nombre de sujets ottomans inoffensifs qui se trouvent sur son territoire ; mais il est difficile de concevoir qu'il ait cru devoir appeler sur ce grand acte l'admiration de l'Europe. D'ailleurs, nous le demandons, ce langage convenait-il à ceux qui retiennent les réfugiés crétois malgré eux ?

« Quant à la critique sévère que la Note hellénique contient sur notre administration intérieure, nous ne jugeons pas nécessaire de chercher à nous justifier à ce sujet. Nous n'avons jamais prétendu être parvenus à la perfection, mais nous ne croyons pas que la Grèce possède l'administration modèle qui l'eût mise en position de nous donner des leçons utiles.

« La Sublime-Porte a répondu à la Note hellénique, parce qu'elle la considère comme destinée à l'Europe, où la Grèce a été si longtemps en possession du regrettable privilège de propager des erreurs fâcheuses pour la renommée du Gouvernement impérial. Si ce travail n'avait été écrit que pour des lecteurs plus rapprochés des faits, la Sublime-Porte eût laissé à la conscience publique le soin de se prononcer entre la Note hellénique et son silence. »

---

**Mémoire adressé par les notables bulgares à la Conférence de Paris, en date de Roustchouk, le 6 janvier 1869.**

I

A défaut de communications officielles sur la réunion de la Conférence, nous devons nous contenter des renseignements, plus ou moins exacts, que nous donnent les télégrammes publiés par les journaux. Toutes ces dépêches constatent unanimement que le Gouvernement de S. M. le Sultan acceptait la Conférence projetée, mais à condition seulement que les grandes Puissances, signataires du Traité de Paris, prendront pour base de leurs délibérations les cinq points de l'ultimatum que la Sublime-Porte a envoyé au Cabinet d'Athènes, et en outre, que les griefs des Crétois ainsi que la mise en exécution du hatti-houmayoun ne seraient point examinés.

Ces conditions, que le Gouvernement turc met à sa participation dans la prochaine Conférence de Paris, prouvent indubitablement que

la Porte n'a pas tenu les engagements qu'elle a solennellement pris dans la Conférence de Paris de 1856; qu'elle n'a rien fait pour l'amélioration du sort de ses sujets chrétiens. Ce refus de la part du Gouvernement de Constantinople à rendre compte à l'Europe de la mise à exécution du hatti-houmayoun anéantit tous les bruits de réformes que la Porte a constamment et systématiquement répandus en Europe depuis quelques années.

Quoique la prochaine Conférence n'ait à s'occuper, selon le désir formel de la Sublime-Porte, que des moyens propres à détruire les sympathies des Grecs libres pour leurs frères esclaves, nous croyons qu'il nous sera permis d'élever notre faible voix, au nom de la nation bulgare, pour implorer de nouveau, en cette occasion, les grandes Puissances garantes, d'avoir miséricorde des souffrances intolérables des chrétiens d'Orient, leurs malheureux protégés. C'est un devoir sacré que nous accomplissons, en décrivant l'état de nos coreligionnaires sous le joug musulman et les bienfaits qu'ils implorent des Puissances chrétiennes de l'Europe, au nom de la justice et de l'humanité.

## II

Le règne de S. M. le Sultan Abdul-Azis fera époque dans l'histoire de la diplomatie de l'Europe : jamais jusqu'à présent le Gouvernement de Constantinople n'a montré un tel sang-froid à tromper l'opinion publique de l'Occident et à donner à ses actes les plus illégaux et les plus tyranniques la forme la plus libérale.

Les Crétois, voyant leurs justes supplications indignement repoussées par la Porte, prennent les armes contre leurs tyrans; aussitôt le Gouvernement turc dicte une adresse pour le Sultan à quelques Bulgares de Constantinople, et fait répandre, par ses organes, le bruit que la nation bulgare entière a protesté de sa fidélité au trône des Ottomans. Comme corollaire de cette *éclatante* victoire, la Porte impose aux chrétiens une contribution, qui est prélevée par force, en menaçant ceux qui ne sont pas en état d'acquitter ce nouvel impôt de les punir comme complices des *brigands* de Candie et elle fait répandre le bruit en Europe « que les braves Bulgares, touchés des souffrances de leurs chers compatriotes, les Turcs de Candie, se sont spontanément empressés de leur payer les dommages qu'ils ont soufferts de la part des Grecs. »

L'an passé, lorsque les bandes bulgares passèrent le Danube, le fil électrique de Constantinople surprit tout le monde par la nouvelle : que le Gouvernement turc a résolu d'organiser une landwehr compo-

sée exclusivement de Bulgares, et il s'est trouvé en Europe des journaux assez naïfs pour dire : que dans ce cas, le Gouvernement de Constantinople doit se sentir bien sûr de la fidélité de ses sujets chrétiens pour oser, dans un moment aussi critique, lui-même leur donner des armes.

La Porte voyant son avenir menacé par les progrès que ses sujets chrétiens font dans la civilisation, et se sentant impuissante à arrêter ce courant, si naturel dans le siècle actuel, par les persécutions qu'elle exerce isolément contre les professeurs et les directeurs de ses écoles, a résolu de mettre la main sur ces institutions pour en disposer à son gré. Cette injuste spoliation est présentée à l'Europe sous la forme on ne peut plus libérale : Le Gouvernement du Sultan, désireux de répandre la lumière dans ses États, a résolu de rendre l'instruction obligatoire pour tous ses sujets indistinctement.

Nous ne finirions pas si nous voulions énumérer tous les stratagèmes qu'emploie la Sublime-Porte pour cacher ou pour déguiser ses actes; nous voulons à présent donner une description sommaire de l'État des chrétiens d'Orient.

Depuis l'avènement au trône de S. M. Azis, l'état des chrétiens a empiré : non-seulement les barbaries auxquelles ils ont été toujours exposés n'ont point diminué depuis la promulgation du fameux hattî-houmayoun, mais ils ont été, en outre, ruinés depuis le nouveau règne.

Les medjliss mixtes ont de tout temps existé en Turquie; le hattî-houmayoun les a seulement confirmés, mais aujourd'hui, comme avant le Traité de Paris, l'élection des membres de ces conseils judiciaires est influencée par l'autorité; et dans beaucoup de cas le caïmacan seul choisit pour ses medjliss, non pas les personnes les plus dévouées — puisque jamais un chrétien ne peut être sincèrement dévoué au Gouvernement turc — mais les individus les plus ignorants et les plus craintifs. En outre, les membres chrétiens de ces conseils n'ont aucune autorité; leur unique devoir est de signer les sentences des mudirs et d'agir sur les chrétiens pour le prélèvement des impôts. S'il arrive que quelqu'un de ces membres, dégoûté du rôle dégradant qu'on lui fait jouer, donne sa démission, *le moindre mal* qui lui arrivera sera d'être remplacé par un autre, aussi arbitrairement qu'il y a été lui-même placé. Il y a quelques semaines le medjliss de Razgrad<sup>1</sup>, pour protester contre les abus du caïmacan de cette ville, donna sa démission en masse et tout ce que l'autorité supérieure de Roustchouk a cru de son devoir de faire a été de les remplacer le plus tôt possible : point d'enquête, point de satisfaction.

1. Macédoine, 7 décembre 1868.



J'ai dit le moindre mal qui peut lui arriver parce que, en effet, les notables chrétiens sont exposés aux persécutions les plus atroces lorsqu'ils ne s'empressent pas assez d'exécuter les volontés des muftis, ou qu'ils jouissent d'une bonne considération parmi leurs coreligionnaires. Un exemple récemment arrivé à Vidin a excité l'horreur de toute la Péninsule. Parce que les habitants de cette ville, au lieu des candidats officiels, ont choisi pour membres du medjliss Zanco et Hadji Zanco, ces deux malheureux furent jetés aussitôt en prison et de là sans jugement ils furent chargés de chaînes et envoyés en exil en Asie, où ils sont encore en ce moment. Tel est l'état des medjliss, de ces institutions sur lesquelles les Puissances garantes mettaient le plus d'espérance pour l'amélioration du sort des chrétiens. Elles oublient qu'avant tout il faut que les chrétiens aient des droits, puis des armes pour défendre leurs droits contre les empiétements de l'autorité turque.

Le témoignage des chrétiens contre les musulmans n'est pas valable, et les crimes perpétrés par les Turcs sur des chrétiens jouissent d'une impunité assurée. Les journaux de Constantinople sont pleins d'exemples révoltants de ces barbaries auxquelles les chrétiens sont journellement exposés, non-seulement de la part de particuliers, mais aussi de la part des zaptiés et des fonctionnaires turcs. Tout récemment encore un Turc a assassiné, dans le village bulgare-catholique Beleni (district de Sistov), un jeune enfant de douze ans, pour avoir résisté à ses désirs bestiaux; malgré les réclamations du village entier, les prêtres catholiques à sa tête, l'assassin n'a subi aucune punition.

Les chrétiens sont soumis à de lourdes corvées, surtout dans les saisons de travail aux champs; on les force à quitter leurs ouvrages pour transporter les troupes et leurs bagages, pour déplacer d'un lieu à un autre ces brigands de Circassiens, ou pour faire des routes. Ils sont encore obligés de nourrir gratuitement les fonctionnaires et les gendarmes turcs, et leurs chevaux, de passage dans leurs villages.

La sécurité est une chose inconnue dans les États du Sultan; les biens, la vie et l'honneur des chrétiens sont placés entre les mains des brigands qui rôdent librement de tous côtés, dévastant des villages entiers, dépouillant et massacrant tous ceux qui leur tombent entre les mains. S'il arrive à quelque chrétien de blesser ou de tuer quelqu'un de ces brigands en défendant sa vie, il est puni par l'autorité turque sous l'inculpation d'avoir attenté à la vie d'un honnête homme. Tout dernièrement encore on se plaignait dans le journal de Constantinople, la *Macédoine* (3/15 décembre) de la ville Escki-Djoumaïa, que dans un espace de trois mois neuf personnes de cette ville eussent été dépouillées par des voleurs et deux assassinées.

Voilà, à peu près, l'état des chrétiens en Turquie, après la promulgation du hatti-houmayoun; nous avons omis de parler, comme de peu d'importance, des tracasseries que les Turcs font journellement aux chrétiens, pour leur rappeler que c'est eux qui sont les maîtres, des insultes, des coups de bâton, des coups de couteau que les musulmans distribuent généreusement à leurs chers ghiaours.

### III

Au point de vue financier les chrétiens sont encore plus opprimés. Depuis l'avènement au trône du Sultan actuel, il paraît que ses hommes d'État ne s'occupent que des moyens à extorquer le plus d'argent possible de leurs sujets. Après avoir doublé et triplé les anciens impôts, ils en inventèrent une foule de nouveaux de plus en plus écrasants, sans se préoccuper de savoir si les contribuables pourront les acquitter. Il est facile de comprendre qu'un tel régime ne peut conduire la Turquie qu'à la ruine : il est cependant à présumer que les chrétiens ne se laisseront pas longtemps dépouiller; mais qu'ils secoueront le joug de leurs oppresseurs avant de se voir réduits à la misère.

Exposer en détail tous les impôts qui pèsent plus particulièrement sur les chrétiens, ce serait abuser de la patience de nos honorables lecteurs; nous prouverons seulement par des chiffres que la Sublime-Porte prend plus que la moitié du gain de ses sujets, et dans ce but nous rapporterons un exemple d'un pauvre chrétien, d'un cabaretier de village, ayant une cabane, ouverte aux quatre coins, pour y entasser sa famille, et possédant quatre arpents de vigne, seul moyen pour l'entretien de sa famille; en voici le compte :

Il obtiendra de sa vigne 2000 oka de vin à 3 paras . . .	P.	150
Le marc du raisin distillé lui donnera 60 oka d'eau de vie à 10 paras . . . . .	»	15
Pour le sol de sa vigne à 2 1/2 par arpent . . . . .	»	10
Le droit de vendre son vin en détail . . . . .	»	75
Sa cabane sera estimée à 10 000 piastres à 4 p. 100. . .	»	40
Pour exonération du service militaire trois enfants mâles et le père 4 à 70 piastres . . . . .	»	280
	P.	570
Le gain annuel de ce cabaretier se réduit en ceci :		
2000 oka de vin à 20 paras . . . . .	P.	1 000
60 oka d'eau-de-vie à 2 piastres . . . . .	»	120
	P.	1 120

Ainsi donc un contribuable en Turquie paye au Gouvernement en impôts directs seulement plus que la moitié de son gain, les autres impôts plus arbitraires et plus écrasants (pour les Circassiens et les Tartares, pour les Turcs de Candie, pour fusils, les imdadiés ou secours pour le Sultan, et les corvées, etc.) n'entrant point dans le compte.

Sans doute, au premier abord, beaucoup de nos honorables lecteurs nous accuseront d'exagération; qu'ils se tranquillisent cependant; il n'y a que les causes injustes qui combattent avec des armes déloyales. Nous prenons pour témoin de nos assertions l'estimable *Courrier d'Orient*, notre mortel ennemi, à qui nous rendons, avec plaisir, cette justice qu'il ne ménage pas trop les abus des fonctionnaires turcs, croyant en cela rendre service au Gouvernement du Sultan; cependant, il doit s'être déjà persuadé qu'il crie dans le désert. Entre une foule de correspondances, se plaignant des injustices que subissent les chrétiens, et dont particulièrement les derniers numéros de ce journal sont pleins, nous résumons la suivante, qui lui a été envoyée de Velesse :

« Il y a deux ans l'autorité a fait dans notre ville un recensement des habitants et une estimation des valeurs des propriétés; mais cette estimation fut tellement exagérée que nous espérions de jour en jour voir les prix de ces immeubles réduits à leur juste valeur; cependant, notre attente fut vaine : nous dûmes payer des taxes énormes.

« Il y a trois mois un haut fonctionnaire fut envoyé dans notre ville avec la mission de fixer l'impôt de l'exonération du service militaire : au lieu de taxer ces personnes seulement qui sont en état de porter les armes, comme le bon sens et la justice le veulent, ce fonctionnaire a inscrit sur le compte de la ville les boiteux, les aveugles, les petits enfants et même ceux qui s'étaient expatriés depuis longtemps; de telle sorte que cet impôt d'exonération de notre ville fut surchargé de 25 pour 100.

« Les boissons n'ont pas été traitées plus justement : le vin, l'eau-de-vie, etc., ont été taxés sur une valeur de quatre ou cinq fois plus grande.

« Lorsque Akif-Pacha, le gouverneur général de notre vilayet, en allant, il y a quelques jours, à Scopia, passa par notre ville, nous lui exposâmes toutes ces iniquités et le priâmes d'avoir la bonté de réformer ces abus, qui réduisent à la misère toute la population : malheureusement, nous n'en reçûmes aucune réponse, quoiqu'un hatt impérial ordonne aux ministres de veiller à ce que les sujets de la Porte ne soient pas molestés. »

Le malheureux correspondant oublie que les hatts des Sultans ne sont faits que pour le public de l'Europe !

Mais ce qui caractérise la soif immodérée de la Sublime-Porte de faire de l'argent de tout, c'est l'impôt dit des corbeaux. L'an passé, le Gouvernement turc, prétendant que la quantité des corbeaux était trop grande dans ses provinces, ordonna : que chaque personne mâle doit livrer à l'autorité trois corbeaux ; et un correspondant de Philippopolis manifeste son étonnement dans un journal de Constantinople<sup>1</sup>, que l'autorité exige même des enfants nouveau-nés d'aller à la chasse des corbeaux ou de lui payer les quinze piastres, autrement, son père, ou sa mère, veuve, prendra le chemin de la prison : c'est de la logique turque !

Telles sont les réformes que le hattî-houmayoun et le nouveau règne du Sultan actuel ont apportées aux chrétiens, protégés des grandes Puissances.

Nous sera-t-il permis, en interrompant le récit de ces barbaries, de demander ce que deviennent ces énormes sommes que le Gouvernement extorque annuellement et avec tant d'injustices de ses sujets ? N'avons-nous pas le droit, nous qu'on réduit à la misère, de demander ce que devient l'argent qu'on nous prend de force ? N'avons-nous pas le droit, comme cela a lieu dans tous les autres États du monde, de contrôler les dépenses du Gouvernement ?

L'armée turque est misérablement payée ; le commerce, l'industrie ne reçoivent pas le moindre encouragement de la part du Gouvernement ; l'instruction publique est abandonnée ; le peu de routes existantes ont été faites par les chrétiens au moyen de corvées, sans que le Gouvernement ait dépensé un seul centime ; nous n'exagérons donc pas en disant que les finances turques sont gaspillées dans les sérails du Sultan et des fauts fonctionnaires turcs.

#### IV

L'instruction publique n'a jamais joui devant le Gouvernement turc de la considération qui lui est due ; les mosquées, possédant de grands fiefs, ont seules entretenu quelques écoles à Constantinople pour l'instruction du clergé turc ; quant au Gouvernement, il ne s'en est jamais occupé. Les communautés chrétiennes ont dû, de leur côté, avoir soin pour l'instruction de leurs coreligionnaires, et l'état actuel de leurs écoles, malgré leur manque de ressources, montre les efforts inouïs qu'elles font pour se traîner à la suite de la civilisation de l'Europe. Le Gouvernement turc a pris ombrage, dans ces derniers temps du bon état des écoles des chrétiens, qui contrastent étrangement

1. Macédoine, n° 31.



avec celles des Turcs, et il a résolu de mettre la main sur elles, afin d'en pouvoir disposer à son gré. Le premier soin que la Porte a eu, dès qu'elle a conçu cette idée, a été de chasser d'un grand nombre d'écoles les professeurs qui avaient fait leurs études à l'étranger et qui, par conséquent, étaient les plus coupables, en les taxant de révolutionnaires. Dans beaucoup de cas, les professeurs bulgares ont eu à souffrir d'horribles persécutions de la part de l'autorité : la ville de Sistov seule a vu, dans un court espace de temps, quatre de ses professeurs — Hroulif, Bojdar, Georg et Matchovits — soumis aux traitements les plus révoltants et envoyés en exil où les deux premiers, Hroulif et Bojdar, ont déjà succombé !

Depuis quelques années cependant, le Gouvernement du Sultan a ouvert quelques écoles à Constantinople, mais les Bulgares en sont exclus. Il faut lui rendre cependant cette justice que dernièrement il a envoyé quatre jeunes Bulgares à Paris et a accordé vingt bourses pour l'entrée de vingt autres jeunes gens dans l'école française de Galata. C'est tout ce que la Sublime-Porte a cru devoir faire pour une nation de six millions d'âmes, son principal soutien, lorsque le Gouvernement roumain, qui ne doit rien à notre nation, a reçu à ses frais et par simple humanité, plus de cinquante Bulgares dans ses différentes écoles gouvernementales.

Cette flagrante injustice envers une nation entière n'est plus com mise par des fonctionnaires subalternes, mais par les ministres turcs eux-mêmes, qui protestent journellement de leur sollicitude paternelle envers les populations chrétiennes ; qu'il me soit permis de demander à présent quels peuvent être les sentiments des Bulgares lorsqu'ils voient que les Gouvernements étrangers les estiment plus que leur propre Gouvernement ? Cette seule injustice de se voir dégradés et méprisés par la Porte, suffira, dans le cas où les autres persécutions et les autres mauvais traitements n'existeraient point, pour révolter l'amour-propre des Bulgares contre leur Gouvernement tyrannique.

## V

Nous venons d'exposer brièvement l'état des chrétiens de la Turquie ; à présent quel est le fruit de toutes les persécutions qu'ils subissent.

Une foule de Bulgares, ne pouvant endurer les maux qui leur sont infligés, abandonnent le foyer paternel et émigrent en Roumanie, en Serbie et Bessarabie, le cœur rempli de haine contre les oppresseurs de leur patrie. Les villes de la Roumanie : Braïla, Oltenitza, Giur-

gevo, Zimnitsa, Turno, Ploesti, Alexandria, etc., peuvent être considérées comme des villes bulgares; elles sont habitées presque exclusivement par des Bulgares. Une partie de ces émigrants se soumet au travail, sans oublier pourtant les amis et les parents laissés sous le joug des Turcs; mais un grand nombre d'entre eux, les plus impatients et les plus résolus, prennent le chemin des aventures : *voilà l'origine des bandes bulgares*. Le Gouvernement roumain n'y peut rien faire, attendu que presque toute la population du littoral du Danube est complice de ces bandes; et, consciencieusement parlant, on ne peut pas imputer à crime le désir de ces populations de voir leur patrie délivrée du joug odieux qui l'opprime.

Quant aux accusations qu'une certaine presse en Europe lançait contre ces braves patriotes, qui sont allés mourir pour la délivrance de leur patrie, d'être des brigands, des instruments aveugles de panslavisme, etc., elles sont trop intéressées pour que nous les honorions même d'une critique : la presse ultramontaine aussi appelle les garibaldiens des brigands.

Les bandes qui passent le Danube ou qui se forment sur le territoire turc, ne peuvent pas être attribuées à des comités bulgares; nous ne croyons pas que ces comités seraient aussi imprévoyants, pour vouloir user leurs moyens par ces petites bandes, mal armées, mal habillées et incapables de lutter contre les forces de la Turquie : nous sommes plutôt portés à croire que ces bandes s'organisent d'elles-mêmes, tandis que les comités réservent leurs forces pour des entreprises plus décisives.

Si la prochaine conférence se bornait à soutenir les iniques prétentions du Gouvernement turc contre la nation grecque, elle n'aurait rien fait; et il est facile de présumer qu'elle devra se réunir de nouveau, dans quelques mois, pour décider, qui sait, peut-être la guerre générale. Les populations esclaves des Turcs, se voyant abandonnées par les grandes puissances protectrices à la merci de leurs bourreaux, tourneront leurs espérances vers leurs bras et tenteront eux aussi la fortune des Crétois avec l'espérance d'être plus heureux.

Le seul moyen de préserver l'Europe d'un conflit général est d'accorder à la nation bulgare son autonomie sous la suzeraineté du Sultan; de cette manière l'intégrité de l'Empire ottoman sera consolidée et tout objet d'une conflagration entre les Puissances disparaîtra de l'Europe.

## GRÈCE.

**Note de M. Rangabé, ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris, au marquis de La Valette, en sa qualité de président de la Conférence, pour l'informer des motifs qui s'opposent à ce qu'il assiste aux réunions des plénipotentiaires, en date de Paris, le 9 janvier 1869.**

Monsieur le Président,

Je regrette infiniment de ne pouvoir me rendre à l'invitation que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser pour assister à la séance de la Conférence avec voix consultative.

L'objet de la Conférence étant de traiter un différend qui s'est élevé entre la Grèce et la Turquie, la Grèce ne peut y participer si elle n'y figure à titre de partie, et vis-à-vis de la partie adverse elle ne peut accepter une position d'infériorité.

Si des deux Puissances en litige l'une est appelée à siéger à la Conférence à titre de grande Puissance, la Grèce, sans vouloir s'appesantir sur cette appréciation, ne peut admettre, comme doctrine, que les grandes Puissances aient seules le droit d'avoir dans leurs propres causes une voix qui serait refusée à leurs adversaires.

Si c'est à ce titre de signataire du traité de 1856 que la Turquie est admise à la Conférence et que la Grèce en est exclue, je dois faire observer que l'incident spécial auquel la Conférence se propose de limiter ses travaux est entièrement étranger aux stipulations de ce traité, qui — étant pris pour base de la Conférence — aurait le grave inconvénient de faire une part inégale aux deux parties également intéressées et qui mettent en avant des griefs mutuels.

Que la Conférence ait en vue une œuvre d'arbitrage ou de conciliation, la Grèce doit, dans l'un et dans l'autre cas, y assister à titre égal avec la Turquie.

C'est avec confiance dans les sentiments d'équité des membres de la Conférence, que l'ai l'honneur de leur soumettre cette réclamation.

Dans le cas où la Conférence ne croirait pas devoir y faire droit, j'ai ordre de me retirer et de ne pas participer à ses délibérations.

Signé : A.-R. RANGABÉ.

---

**Mémoire sur le conflit gréco-turc, présenté à la Conférence  
de Paris par M. Rangabé, le 9 janvier 1869.**

**I**

**CAUSES DU CONFLIT.**

Les Puissances qui se sont réunies en Conférence ayant décidé qu'elles se borneraient à traiter du conflit seul, sans remonter à sa source première, il est évident que la seule cause immédiate, à laquelle on puisse attribuer la rupture, est à chercher dans les notes très-vives et dans l'ultimatum adressés en dernier lieu par le Gouvernement ottoman à la Grèce. Il n'y a eu de la part de celle-ci nul fait qui pût être interprété comme une provocation. On ne dira pas que l'attitude constante de la Grèce vis-à-vis de la Turquie pendant les trois dernières années constitue cette provocation. Cette attitude n'est pas un fait nouveau propre à justifier une résolution soudaine; elle a, du reste, été, à plusieurs reprises de la part du Ministère grec, le sujet d'explications franches, dont le Gouvernement turc a paru comprendre la valeur et s'en contenter. Enfin remonter à cette cause éloignée, ce serait sortir des limites que la Conférence s'est tracées, et la Grèce serait alors en droit de réclamer aussi l'examen des causes qui ont déterminé sa conduite et de chercher à justifier la vivacité de ses sympathies pour les Crétois.

Mais, a-t-on dit, c'est justement parce que les griefs étaient anciens que la coupe en était pleine; il ne fallait qu'une goutte pour la faire déborder; cette goutte a été l'insulte faite au Ministre de Turquie par les volontaires qui, allant en Crète, ont passé sous ses fenêtres, en plein jour, drapeau déployé, sans que le Gouvernement grec osât ou voulût s'y opposer. Ce fait, tout déplorable qu'il serait même dans le cas où les auteurs n'eussent eu en vue que de braver ou de compromettre le Gouvernement, n'en serait pas moins de l'ordre de ceux qui, entre Gouvernements soucieux du repos du monde, s'arrangent par des explications ou des réparations demandées et reçues dans un esprit de conciliation. Mais l'incident n'a pas eu lieu; M. Délyanni, Ministre des Affaires Étrangères de Grèce, dans une de ses réponses à M. Photiadis bey, le lui dit expressément. Cette dénégation, qui eût été impossible si elle n'était pas vraie, est restée sans réponse. On a donc agi à Constantinople avec une précipitation regrettable sur une nouvelle sans fondement, trop légèrement accueillie



et communiquée. Le conflit a été provoqué par un ultimatum qu'aucune cause immédiate et nouvelle ne motivait.

## II

### ULTIMATUM.

Passons à l'ultimatum lui-même, examinons-en les conditions pour voir ce qu'elles ont de pratique et de juste, et jusqu'à quel point la Grèce se doit à elle-même de les repousser, ou peut s'y conformer pour servir les intérêts de la paix. Ces conditions sont au nombre de cinq ; nous les citons dans l'ordre inverse de leur importance :

#### Premier point.

Que la Grèce assume l'obligation expresse de se conformer à l'avenir aux traités existants entre elle et la Turquie et en général aux lois internationales.

Par sa généralité même, ce point est sans portée politique. Tout État constitué est tenu d'observer les obligations auxquelles la Turquie veut soumettre la Grèce. C'est le Gouvernement grec, au contraire, qui a dû rappeler souvent à la Turquie l'observation des traités existants, particulièrement de ceux qui concernent la poursuite du brigandage aux frontières ; sa sécurité et son repos y étaient intéressés. Ses réclamations sont restées impuissantes ; plus d'une fois, elle a dû en appeler aux Puissances protectrices.

#### Deuxième point.

Punir, conformément aux lois, ceux qui se sont rendus coupables d'attaques contre des soldats et des citoyens ottomans et indemniser les victimes de ces crimes.

Tel qu'il est formulé, ce point ne saurait avoir trait aux Grecs qui se battent en Crète. Les notions les plus élémentaires du droit des gens s'opposent à une supposition pareille. Il s'applique probablement à un grief inconnu jusqu'ici, dont on ignorait la cause, si M. Delyanni ne la signalait à M. Photiadis bey lui-même, dans sa note restée sur ce point sans réponse. D'après le Ministre des Affaires Étrangères de Grèce, un Albanais, sujet ottoman, s'est pris à Syra de querelle avec un autre Albanais, également sujet ottoman, et lui a donné un coup de poignard. La police se livra à des poursuites contre le coupable ; il réussit à s'évader et à quitter la Grèce. Est-ce là un incident de nature à justifier des réclamations et une rupture ?

## Troisième point.

Que les familles crétoises puissent s'embarquer librement pour rentrer dans leurs foyers, et que le Gouvernement grec protège efficacement leur repatriement.

La Grèce n'aura rien à objecter à ce point. De tout temps, le Gouvernement grec a déclaré que les Crétois, qui avaient pleine liberté de chercher un refuge sur son territoire, y étaient accueillis avec sympathie et entretenus par les dons particuliers et par de grands sacrifices de l'État, n'étaient pas moins libres, conformément aux lois du pays, d'en partir quand bon leur semblerait. A deux ou trois reprises quelques Candistes, mécontents de voir un certain nombre des leurs s'en aller et désertier, comme ils pensaient, leur cause, ont tenté de les empêcher par des voies de fait. Ils leurs adressèrent des injures, les attaquèrent même en s'emparant de leurs effets. La police intervint, dispersa les perturbateurs, rétablit l'ordre, et permit à ceux qui voulaient partir de s'embarquer. Le Gouvernement grec agit dans cette circonstance avec une sévérité qui alla jusqu'à compromettre gravement sa popularité; car, sur des indices assez plausibles, on croyait généralement que c'était la Légation de Turquie qui, par des efforts de tous genres et au moyen d'argent, déterminait plusieurs familles à rentrer en Crète, afin de donner créance, à ce qui a été souvent et trop prématurément affirmé, que la Crète était soumise et heureuse de l'être. Après que les autorités grecques eurent réprimé une ou deux fois ces désordres, ils ne se reproduisirent plus; quarante embarquements eurent lieu sans entrave avant que l'ultimatum turc n'en eût fait un sujet sérieux de rupture. Le jour même où il était présenté à Athènes, deux cents Crétois s'embarquaient sans aucun empêchement. La Turquie a frété des bâtiments autrichiens ou français pour le transport des Crétois; elle a paru croire qu'il était nécessaire de les faire escorter par des bâtiments de guerre des Puissances. La Grèce n'y fit pas d'opposition; elle gagnait à avoir des témoins de sa conduite à l'égard du départ des Crétois, et à faire constater que, si sur soixante mille réfugiés, il n'y a que quatre mille qui soient retournés en Crète, ce n'était nullement de sa faute. Aucune mesure, pour faciliter le transport des familles qui voudraient spontanément quitter le pays, ne sera entravée par le Gouvernement grec.

## Quatrième point.

Que les bateaux *l'Énoësis*, *la Crète* et *le Panhellénion* soient désarmés, ou qu'au moins les ports grecs leur soient fermés.

Ce point et le suivant sont les seuls qui aient une importance réelle, bien qu'il soit naturel de croire qu'une ou deux petites croisières et quelques centaines de volontaires ne peuvent pas faire un tort sérieux aux efforts de l'Empire ottoman pour soumettre l'île insurgée.

D'abord, il importe d'observer que ces bateaux n'appartiennent pas à l'État, comme quelques journaux l'ont dit. Ils sont la propriété d'une Compagnie de navigation. L'un ou l'autre ont fait autrefois partie de la marine royale; ils ont été vendus depuis plusieurs années à la Compagnie.

Ce ne sont pas non plus des bâtiments pirates. On ne désigne de ce nom sinistre que ceux qui pillent et assassinent en haute mer pour s'emparer du bien d'autrui. On n'a jamais considéré comme pirates des hommes qui, avec un entier désintéressement et à travers mille dangers, vont porter l'obole des souscriptions volontaires et de la nourriture à des populations affamées.

Ils sont tout aussi peu des corsaires comme on l'a prétendu parfois. Un corsaire est celui qui, muni de lettres de marque, attaque des navires de commerce sous pavillon ennemi, et s'en empare pour nuire aux intérêts commerciaux de la nation avec laquelle la sienne est en guerre. La course a été abolie pour les Puissances contractantes de 1856, auxquelles la Grèce s'est jointe par un acte officiel.

Les bâtiments dont il s'agit appartiennent à des particuliers. Que ce soit l'amour du gain ou un sentiment plus désintéressé qui les stimule, ils vont forcer le blocus pour porter des provisions aux Crétois, de temps à autre aussi des munitions et des armes. Ils sont de la nature de ceux que les Anglais désignent sous le nom de *Blockade runners*. Leurs opérations sont familières aux marins grecs. Pendant la grande révolution française et sous le régime du système continental, les bâtiments hydriotes, chargés de blé, allaient, bravant tous les dangers, en approvisionner les ports bloqués d'Espagne. C'est ainsi que Hydra s'enrichit. L'Angleterre n'en rendit pas alors la Porte responsable, bien que les principes les plus éclairés du droit des gens n'eussent pas encore généralement pénétré dans les constitutions de tous les pays civilisés. Le principe généralement admis aujourd'hui, c'est que lorsqu'une côte est déclarée en état de blocus, les bâtiments de commerce neutres n'ont pas la permission d'y aborder. Ils peuvent le tenter, mais à leurs risques et périls, et la Puissance qui a déclaré le blocus est en droit de tirer sur eux pour les en empêcher, ou, les ayant capturés, de disposer de la cargaison selon ses propres lois. Voilà comment s'exprime à ce sujet Pinheiro-Ferreira, l'éditeur et commentateur de Martens : « Lorsque une Puissance belligérante déclare une partie quelconque de la côte ennemie en état

de blocus vis-à-vis des autres nations dont elle est cependant dans l'intention de reconnaître la neutralité, sa déclaration se borne à avertir les vaisseaux de ces nations que ce ne sera qu'à leurs périls et dangers qu'ils pourront hasarder de forcer le blocus, sans que cette déclaration entraîne ni le devoir d'y obtempérer, ni par conséquent le droit de punir ceux qui n'en auraient point tenu compte. »

Même au sujet du traitement de la cargaison, le droit positif n'est pas le même chez toutes les nations; il a été diversement réglé par divers traités. Ordinairement « les objets qui servent directement à la guerre, et dont l'usage n'est pas douteux, tels que les armes, les boulets, bombes, la poudre à canon, les soldats, les chevaux, etc. » sont considérés comme contrebande de guerre; mais les autres marchandises, et notamment les *vivres*, sont libres (Martens, t. II, § 318), et Martens rappelle qu'il existe deux traités qui permettent aux bateaux de commerce neutres de porter même des armes à l'ennemi. « Aujourd'hui, ajoute le même publiciste, presque tous les traités de commerce portent que, dans la règle, on ne confisquera que les marchandises de contrebande, en permettant au vaisseau de continuer son voyage avec le reste de sa cargaison, et que le navire neutre ne sera jamais confisqué. » Le traité entre la Prusse et l'Amérique de 1785 va encore plus loin, et règle (art. 13) que même la contrebande ne sera pas confisquée, mais seulement détenue. » (Martens, *Recueil*, t. II, p. 566.)

Tels sont les principes du droit des gens à l'égard des navires appartenant à des neutres, et telle est leur application la plus générale dans le droit positif. Rien ne justifie un belligérant, s'il ne réussit pas à arrêter un navire qui rompt son blocus, à s'en prendre à l'État neutre auquel ce navire appartient, et à en exiger de le prendre pour lui.

Quant aux nations elles-mêmes, on ne peut faire remonter à elles la responsabilité de la conduite des navires qui portent leur pavillon, ou de leurs sujets en général, que si, par des dispositions légales, elles autorisent l'envoi des objets de guerre à l'un des belligérants en le défendant pour l'autre. Voici les termes dans lesquels Martens s'exprime à ce sujet (II, § 315) : « La nation neutre blesse les devoirs naturels de la neutralité dont le caractère essentiel est l'impartialité : 1° si elle permet à ses sujets le transport de munitions de guerre vers l'une des Puissances belligérantes en le leur défendant vers l'autre...; 2° si, sans se borner à permettre le commerce à ses sujets, elle-même envoie des munitions de guerre à l'une des Puissances belligérantes, etc. » Or, le Gouvernement grec n'a pris nulle disposition de la nature de celles prévues dans l'article 1<sup>er</sup> et il ne met ni n'a le droit de mettre aucun empêchement à ceux de ses sujets, s'il s'en trouvait,



qui voudraient transporter des munitions de guerre aux Turcs. Lui-même il n'en envoie point aux Crétois.

On ne dira pas que ces principes du droit des gens s'appliquent aux belligérants, tandis que les Crétois sont des sujets du Sultan et que la Crète fait partie intégrante de la Turquie. Dans ce cas les navires dont il est question ne seraient que des contrebandiers, passibles des lois applicables à la simple contrebande.

Quant au droit de visite que le vice-amiral turc, Hobart-Pacha, a probablement voulu appliquer en vue du port de Syra, sans parler du lieu où il a cru devoir l'exercer, et de la manière dont il s'y est pris, voici ce qu'en dit le publiciste portugais déjà cité (Pinheiro Ferreira, note 92 à Mart. II, p. 273) : « Ce droit de notre part n'entraîne pas à la charge du neutre le devoir de se laisser visiter.... Les vaisseaux que nous sommions d'amener.... auraient le droit d'y résister s'ils croyaient cette sommation indue et qu'ils eussent le moyen de repousser la force par la force.... Il est donc faux que les vaisseaux rencontrés par les vaisseaux des Puissances belligérantes soient tenus de se laisser visiter sous peine d'être traités comme coupables envers celui qui leur en aurait fait l'injonction. »

Si un navire neutre n'est pas en devoir de se soumettre à la visite et a le droit d'y résister, même par la force, lorsqu'il le peut, à plus forte raison on ne peut faire peser la responsabilité de la conduite et de la résistance de ce navire à la Puissance dont il porte le pavillon.

#### Cinquième point.

Que les bandes de volontaires existantes soient dispersées, et que la formation de nouvelles bandes soit prévenue.

La première partie de ce point ne peut trouver son application. En effet, au moment où l'ultimatum a été présenté, et depuis, aucune bande de volontaires n'a existé en Grèce.

Pour ce qui est de l'avenir, le droit des gens n'impose aucun devoir et ne donne aucun droit au Gouvernement grec pour empêcher ses sujets d'aller se battre en Crète ou ailleurs pour tel parti qu'il leur plairait. « Ce principe, dit Pinheiro-Ferreira (Martens II, note 86), ne saurait être admis que dans le Code des nations où les hommes ne sont que des serfs attachés à la glèbe. Mais partout ailleurs où l'on saura que la liberté individuelle est un des droits de l'homme dont aucune loi positive ne peut le dépouiller, chacun pourra prendre le parti de telle nation actuellement en guerre qu'il croira à propos, sans que celle dont il fait partie, et qui reste neutre entre les deux belligérantes, ait droit de l'en empêcher, et par conséquent, sans qu'elle en demeure responsable envers l'autre nation belligérante. »

Or, en Grèce, les hommes ne sont pas des serfs, et ce principe n'est pas admis dans le Code. Des Grecs ont pris part, à titre de volontaires, à toutes les guerres récentes; des Européens de toutes nations se battaient aux États Unis dans les rangs des armées du Nord ou du Sud; des Français en grand nombre ont souvent combattu pour les Polonais; la Grèce, pendant la guerre de l'indépendance, comptait parmi ses défenseurs des Français, des Anglais, des Allemands, compagnons d'armes de Fabvier, de Cochrane. Pendant les guerres civiles en Grèce, Tafilbusi, un Turc, qui occupe maintenant un poste important à Constantinople, venait avec une bande nombreuse s'enrôler dans les rangs des partis contendants et, dans la dernière insurrection contre le roi Othon, des Turcs volontaires ont pris fait et cause pour les insurgés sans que la Grèce songeât jamais à rendre la Porte responsable de la conduite de ses sujets. En Crète même, des volontaires des différentes parties de l'Europe soutiennent, par les armes, la cause des insurgés, et de l'autre côté l'Anglais Hobart-Pacha commande la flotte turque. L'Angleterre n'y a pas mis d'empêchement; elle n'en avait pas le droit; mais dans son désir de garder une stricte neutralité, elle a refusé à ses officiers supérieurs l'autorisation de servir dans la flotte de l'un des belligérants; là se bornait son autorité. Il en est de même en Grèce. Son Gouvernement ne pouvait pas défendre à Pétropoulaki d'aller, comme Hobart-Pacha, courir les risques de la guerre en Crète; la constitution et les lois du pays ne l'y autorisent point, mais il pouvait interdire à ses officiers et à ses soldats d'y participer; c'est ce qu'il a fait. Quelques soldats ayant déserté leur corps pour suivre Pétropoulaki, le Ministre de la guerre publia, antérieurement à l'ultimatum, des ordres sévères, fit arrêter plusieurs d'entre eux et les punit comme déserteurs. Les annexes S. L. A. et B. en font foi. Il remplit par là ce que lui imposaient les obligations internationales, en se prévalant du droit que lui accorde la législation du pays.

Mais en admettant que rien n'oblige ni autorise le Gouvernement Grec d'entraver la liberté des volontaires isolés qui veulent aller en Crète à leurs risques et périls, peut-être prétendra-t-on que c'est au départ de bandes armées qu'il peut et doit s'opposer. Il pourrait, pour le faire, profiter de l'article 10 de la Constitution, lequel autorisant les réunions sans armes, interdit implicitement les réunions armées; et aussi de l'article 127 du Code pénal grec, qui punit de mort ceux qui, sans l'autorisation du Gouvernement, recrutent, ou se laissent recruter, ou qui s'arrogent un commandement sur terre ou sur mer; de même de l'article 136, qui punit de deux années d'emprisonnement les recrutements non autorisés pour le service d'une Puissance étrangère. Enfin, on pourrait dire, si la Constitution et les lois de

pays sont en désaccord avec les principes les plus sains du droit des gens, on doit changer ces lois et cette Constitution.

Ces observations ne peuvent être sérieusement défendues.

Pour appliquer au cas actuel l'article de la Constitution et ceux du Code pénal, il faut leur faire violence et les interpréter d'une manière que leur sens comporte à peine et qui est énergiquement repoussée par l'esprit public en Grèce. Des articles du Code, le premier n'a trait qu'au recrutement pour le pays même qui est puni de mort ; l'autre se rapporte seul à l'enrôlement pour l'étranger : il est beaucoup plus légèrement puni. Tous les deux sont des dispositions d'ordre purement intérieur, traitant non d'un devoir que le Gouvernement aurait de défendre la sécurité du pays, mais des droits dont il est revêtu pour sauvegarder sa propre sécurité. Cela devient de toute évidence aussi par le titre ainsi conçu du chapitre auquel ces articles appartiennent : « Des crimes de haute trahison, de trahison à la patrie et d'autres actes attentatoires à la sécurité et à l'indépendance de l'État. »

On ne donnera sans doute jamais au Gouvernement Grec l'avis de faire bon marché de ses lois et de sa Constitution, qu'il se fait un honneur et un devoir d'appliquer religieusement. Dans cette circonstance il serait même dans l'impossibilité de céder à un pareil avis ; il se heurterait contre le sentiment de toute la nation. S'il se trouve un Ministère pour donner à la loi un sens qui lui permette de restreindre la liberté individuelle, s'il essaye de s'en servir pour couper les vivres aux Crétois et les prendre par la faim pour les forcer à la soumission, s'il veut, s'appuyant sur ce sens équivoque, empêcher le départ des volontaires, il est plus que probable qu'il soulèvera une opposition violente qui pourrait dégénérer en une anarchie dangereuse à la Grèce, à tous les pays limitrophes et en général au repos du monde.

Enfin, il n'y a rien dans la Constitution et les lois grecques qui doive être changé comme contrevenant au principe du droit des gens ci-dessus énoncé, la liberté pour les citoyens d'aller à leurs risques et périls se battre pour qui ils veulent ; et cette liberté étant admise, les autres prohibitions demandées sont sans nulle portée, car les volontaires qui voudraient partir pourraient avec la plus grande facilité échapper à toute poursuite, en évitant de se recruter régulièrement, ce qu'ils n'ont, du reste, jamais fait, ou même de se réunir en armes ou désarmés jusqu'au dernier moment, lorsqu'ils seraient hors de portée du Gouvernement Grec.

Il est peut-être opportun de rappeler également que des bandes armées de brigands, recrutées en Turquie, envahissent périodiquement le territoire Grec. La Grèce, qui en souffre dans ses intérêts les

plus réels, n'en a jamais rendu la Turquie responsable. Elle s'en est seulement plainte, parce que la Porte a toujours négligé d'exécuter un traité en vigueur, lequel serait la meilleure sauvegarde de la Grèce contre ces invasions. Les brigands sont cependant des ennemis communs que tout Gouvernement se doit à lui-même de réprimer et de punir.

#### CONSÉQUENCES DE L'ULTIMATUM.

Mais la Porte ne s'est pas bornée à envoyer à la Grèce un ultimatum si peu motivé. Elle l'a aussi accompagné et fait suivre de mesures violentes, qui ont de beaucoup aggravé les difficultés de la situation. Un de ses officiers de marine a poursuivi avec des intentions hostiles, dans l'Archipel Grec, un navire marchand sous pavillon hellénique, a menacé de voies de fait et a tenu bloqué un des ports du pays. Les sujets grecs ont reçu l'intimation de quitter la Turquie dans un très-bref délai, au grand détriment de leurs intérêts matériels, et les ports turcs ont été fermés aux bâtiments de Grèce, causant à son commerce des pertes incalculables. Celle-ci n'a point usé de représailles. Elle considère comme un devoir qui lui est fait par la justice et l'humanité, de limiter le plus possible les effets désastreux d'une rixe, et de ne pas les faire peser sur des innocents. Elle a déclaré que les sujets ottomans établis sur son territoire continueraient à jouir de la protection de ses lois. Au contre-amiral turc elle a, conformément à un avis de jurisconsultes dont copie annexée S. L. C., reconnu le droit de citer devant les tribunaux compétents le capitaine de l'*Énosis*, de la conduite duquel il prétend avoir à se plaindre.

Ayant montré un tel esprit de modération, la Grèce est en droit d'exiger, avant de reprendre ses anciens rapports d'amitié avec la Turquie, que la Turquie autorise de son côté la mise en jugement du contre-amiral turc pour les plaintes portées contre lui par le capitaine de l'*Énosis*; qu'elle donne réparation pour le traitement qu'elle a fait subir à la Grèce, et qu'elle indemnise celle-ci de toutes les pertes très-considérables que lui ont occasionnées les mesures ordonnées par la Porte. Enfin, qu'elle offre des garanties réelles qu'elle traiterait à l'avenir les Grecs de même que les nationaux des autres Puissances européennes.

#### RÉSUMÉ.

Pour résumer ces considérations, nous dirons que la Grèce décline la responsabilité des causes immédiates de la présente rupture, se réservant de revenir sur les causes les plus reculées, si la question



en était soulevée; que des cinq points de l'ultimatum, les deux premiers, dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés, sont de nulle importance; que le troisième est entièrement et sans restriction admis par la Grèce; que les deux autres sont repoussés par les principes du droit des gens, aussi bien que par la législation du pays; que, par conséquent, la Grèce ne pourrait s'y soumettre sans renoncer à ses droits et sans fouler aux pieds les libertés de ses citoyens, sans s'exposer enfin à des conséquences qui pourraient être grosses de dangers pour elle et non moins pour les autres.

L'ultimatum devrait être entièrement retiré en partie comme inopportun, en partie comme injuste, et la Turquie devrait examiner, par les tribunaux compétents, la conduite du contre-amiral et accorder à la Grèce des réparations et des indemnités qu'un examen équitable prouverait lui être dues, de même que des garanties de traiter réellement ses nationaux, à l'avenir, comme ceux des nations les plus favorisées ainsi qu'elle s'y est engagée par des traités.

Le gouvernement Grec, de son côté, promettrait de la manière la plus formelle : 1° de ne mettre aucun obstacle au départ des Crétois qui désireraient se repatrier; de ne permettre à aucune autorité et à aucun de ses sujets de s'y opposer; de punir enfin sévèrement tous ceux qui le tenteraient; 2° de ne permettre à aucun officier, sous-officier, soldat ou employé civil de l'État de prendre les armes pour les insurgés; 3° de ne pas permettre que des bâtiments de l'État, armés en guerre ou autrement, aillent porter des munitions et des secours aux Crétois; 4° d'autoriser la mise en accusation du capitaine de l'*Énosis*, sur une dénonciation en règle du contre-amiral turc.

---

#### ANNEXE.

**Le général Milios, ministre de la guerre, à M. Delyanni,  
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 21 novembre/3 décembre 1868.

Monsieur le Ministre et cher Collègue, à la suite de notre conversation relative aux désertions qui ont lieu dans les rangs de l'armée pour le recrutement opéré par le chef Petropoulaki, j'ai également l'honneur de vous communiquer par la présente, les mesures déjà prises par mon département pour l'arrestation des déserteurs, et pour prévenir le renouvellement des désertions.

Le commandant militaire d'Athènes ayant conçu des soupçons sur la désertion d'hommes de différents corps de la garnison de la capitale, a pris des mesures pour les prévenir, ainsi que pour l'arrestation de ceux qui quitteraient leurs rangs. En effet, le commandant de place du Pirée a arrêté d'abord quinze soldats, puis hier quatre autres ayant quitté leurs rangs. Quelques déserteurs ont pu s'échapper en se revêtant d'habits bourgeois.

Les soldats arrêtés ont été punis disciplinairement; ils avaient été arrêtés avant l'expiration du délai légal accordé en pareil cas par le Code pénal; une enquête judiciaire a été ouverte contre ceux qui ont déserté à l'étranger.

Informé le 13/25 de ce mois, par un rapport du commandant de place de Nauplie, et par un autre rapport de celui de Tripolitza de la désertion de vingt-quatre soldats de la garnison, dans la première ville, et de dix-sept dans l'autre, j'ai donné l'ordre par le télégraphe au commandant de la gendarmerie de la Laconie, d'après la direction prise par les déserteurs, indiquée par les rapports des autorités militaires, de les faire arrêter et de les renvoyer à leurs corps respectifs. J'ai en même temps donné l'ordre aux chefs de ces corps de faire interroger les déserteurs et de leur appliquer des peines disciplinaires.

Je ne me suis pas borné là, j'ai adressé une circulaire aux autorités militaires. Vous en trouverez, ci-joint, copie. Elle a pour but, ainsi que vous voudrez bien l'observer, d'éclairer les soldats sur les graves conséquences de la désertion et d'en prévenir le retour.

Informé enfin aujourd'hui que le détachement du bataillon qui se trouve à Gythion faisait craindre des désertions, j'ai donné l'ordre, par le télégraphe, d'y envoyer un officier avec mission spéciale de prévenir une pareille éventualité et de diriger ailleurs ce détachement.

En un mot, monsieur le Ministre et cher Collègue, je persisterai, en ce qui concerne les désertions, à l'application des mesures prescrites par ma circulaire. J'userai de la plus grande sévérité : les soldats de l'Armée Royale ne doivent, en aucun cas, abandonner leurs rangs. De promptes et vigoureuses mesures ont été prises contre les déserteurs, en vertu de ma circulaire.

*Signé : S. MILIOS.*

# TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

## DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA NEUVIÈME ANNÉE.

(1869)

### PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

1861

	Pages.
Juin ..... 9 <i>Turquie</i> . Règlement pour l'administration du Liban.....	211

1868

Janvier. .. 23	<i>Bade, Italie</i> . Déclaration pour le règlement des significations d'actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires en matière civile.....	149
— 27	<i>États-Unis d'Amérique, Russie</i> . Article additionnel au Traité de commerce et de navigation du 18 décembre 1832.....	150
Mars..... 9	<i>Prusse, Confédération de l'Allemagne du Nord, Zollverein, Autriche</i> . Traité de commerce et de douane.....	152
Avril. .... 15	<i>Pays-Bas, Suisse</i> . Convention de poste.....	160
Mai..... 7	<i>Turquie</i> . Rescrit pour la création du nouveau Conseil d'État.....	168
— 30	<i>France, Bavière</i> . Déclaration relative aux formalités à remplir pour l'expulsion des sujets français du territoire bavarois et des sujets bavarois du territoire français.....	172
Juin..... 25	<i>Suisse, Italie</i> . Articles additionnels à la Convention de poste du 8 août 1861.....	173
Juillet.... 16	<i>Turquie, Serbie</i> . Berat d'investiture du prince Milano Obrenovich IV comme prince régnant de Serbie.....	175
— 21	<i>France, Confédération de l'Allemagne du Nord, Autriche et Hongrie, Bade, Bavière, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Turquie, Wurtemberg</i> . Acte pour apporter des modifications à la Convention télégraphique internationale de Paris, du 17 mai 1865.....	176
— 21	<i>France, Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Arrangement signé à Vienne relativement aux taxes de transit pour les correspondances télégraphiques échangées entre les deux pays.....	204
— 22	<i>Conférence télégraphique internationale de Vienne</i> . Déclaration pour la suppression réciproque des droits de transport des télégrammes par la poste.....	204

1868

Pages.

Juillet....	22	<i>France, Autriche, Hongrie, Serbie, Suisse, Turquie.</i> Arrangement signé à Vienne pour organiser, par les territoires des États respectifs, une communication télégraphique directe entre Londres, Paris, Vienne, Constantinople et les Indes.....	206
—	22	<i>Italie, Autriche et Hongrie, France, Suisse.</i> Arrangement relatif aux taxes des dépêches télégraphiques.....	207
—	24	<i>Italie, Autriche et Hongrie.</i> Arrangement pour la réduction des taxes de l'échange des correspondances télégraphiques entre les deux États.....	208
—	27	<i>Turquie.</i> Protocole relatif aux pouvoirs du nouveau gouverneur du Liban.....	210
—	31	<i>France, Italie.</i> Protocole final pour régler le partage des inscriptions de la dette pontificale en exécution de la Convention du 7 décembre 1866.....	217
Octobre...	2	<i>Belgique, Confédération argentine.</i> Acte d'adhésion de la Confédération argentine au Traité du 16 juillet 1863 sur le rachat du péage de l'Escaut.....	222
—	7	<i>Autriche.</i> Ordonnance impériale pour suspendre, en cas de guerre, certains articles de la loi fondamentale.....	223
—	8	<i>Grèce.</i> Acte d'accession à la Convention monétaire conclue à Paris le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.....	227
Novembre.	9	<i>Commission militaire de Saint-Petersbourg.</i> Protocole n° 1. Conférence sur l'emploi des balles explosibles en temps de guerre....	252
—	13	<i>Commission militaire de Saint-Petersbourg.</i> Protocole n° 2. Conférences sur l'emploi des balles explosibles en temps de guerre..	272
—	16	<i>Commission militaire de Saint-Petersbourg.</i> Protocole n° 3. Conférences sur l'emploi des balles explosibles en temps de guerre.	278
Décembre.	11	<i>Autriche, Bavière, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Perse, Portugal, Prusse, Russie, Suède et Norvège, Suisse, Turquie, Wurtemberg.</i> Déclaration sur l'interdiction des balles explosibles en temps de guerre.....	280

## DEUXIÈME PARTIE.

## CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1867

Pages.

Septembre.	16	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. — Instructions pour amener l'abrogation du Concordat de 1855 et son remplacement par un nouveau Traité conforme à la situation.....	127
Octobre..	18	<i>Grande-Bretagne.</i> Dépêche de lord Stanley au colonel Stanton, au sujet de la réforme judiciaire en Turquie.....	282

1868

Janvier..	3	<i>Autriche.</i> Le comte Crivelli au baron de Beust. — Sa réception par le Pape qui est disposé à réviser et à modifier le Concordat, mais qui ne consentira jamais à l'abroger; suites incalculables d'un conflit avec le Saint-Siège, si l'Autriche considérait le Concordat comme non avenu.....	132
-----------	---	--	-----



1868

		Pages.
Janvier...	6 Autriche. Le comte Kalnoky au baron de Beust. — Conversation avec lord Stanley sur la réorganisation constitutionnelle de l'Autriche .....	27
—	15 Autriche. Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. — Ne pas se laisser influencer par des manifestations étrangères à la question religieuse; ordre de donner au cardinal Antonelli lecture de ses instructions. ....	133
—	21 Autriche. Le baron de Beust au comte Kalnoky à Londres. — Désir de l'Autriche du maintien de la paix, elle écarte de sa politique tout acte qui pourrait ressembler à de la rancune à l'égard de la Prusse. ....	20
—	22 Autriche. Le comte Crivelli au baron de Beust. — Communication de ses instructions au cardinal Antonelli qui demande au Gouvernement autrichien de faire ses propositions; les bases sur lesquelles sont établis jusqu'ici les rapports de l'Eglise et de l'Etat sont les principes de l'Eglise et invariables; le Pape assure d'ailleurs l'Empereur de ses bonnes dispositions. ....	134
—	28 Autriche. Le comte Kalnoky au baron de Beust. — Réponse à dépêche du 21 janvier, conversation avec lord Stanley. ....	22
—	30 Autriche. Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. — Réponse à sa dépêche du 22 janvier, les bases des rapports entre l'Eglise et l'Etat en Autriche ont été pendant nombre d'années différentes de celles qui subsistent aujourd'hui, et conséquemment elles ne sont pas immuables. ....	135
Février....	3 Autriche. M. Nencovich au baron de Beust. — Repatriement des réfugiés crétois aux frais de la Turquie, menées du comité crétois. ....	56
—	5 Autriche. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. — Affaires des Principautés, influence qu'il dépend du Gouvernement prussien d'exercer à Bucharest dans l'intérêt de la paix et du repos des voisins. ....	101
—	5 Etats-Romains. Le cardinal Antonelli au comte Crivelli. — Accusé de réception du Promemoria du baron de Beust, où sont contenus des principes que le Saint-Siège ne saurait admettre, mais auquel sera fait, le moment venu, une réponse catégorique. ....	137
—	6 Autriche. Le baron d'Eder au baron de Beust. — Formation, sur le territoire des Principautés, de bandes prêtes à envahir la Bulgarie. ....	102
—	8 Autriche. Le comte Crivelli au baron de Beust. — Envoi de la note du cardinal Antonelli en réponse au Promemoria du baron de Beust. ....	136
—	14 Autriche. Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Réponse à dépêche du 6 février. Tentatives dans les Principautés contre la tranquillité des provinces turques voisines. ....	105
—	14 Autriche. Le baron d'Eder au baron de Beust. — Affaires des bandes bulgares sur le territoire moldo-valaque. ....	106
—	25 Autriche. Le baron de Beust aux Ambassadeurs de l'Autriche à Paris et à Londres. — Affaire des passe-ports autrichiens délivrés à des émigrés hanovriens; l'incident est vidé d'une manière satisfaisante avec la Prusse. ....	23
—	29 Autriche. Le comte Crivelli au baron de Beust. — Intervention de M. Sartiges pour diminuer les difficultés entre le Saint-Siège et l'Autriche. ....	138
Mars.....	5 Autriche. Le baron de Beust au baron Prokesch à Constantinople. — Nécessité pour la Turquie d'étendre l'œuvre des réformes salutaires aux autres parties de l'Empire, afin d'éviter les mêmes difficultés qui proviennent des affaires de Crète. ....	60
—	6 Autriche. Le baron de Prokesch au baron de Beust. — Conversation	

		1868	Pages.
	avec Aali pacha à son retour de Candie, sa confiance dans la fin prochaine de l'insurrection crétoise.....		
Mars.....	6 Autriche. Le baron d'Eder au baron de Beust. — Comités bulgares dans les Principautés. M. Golesco déclare qu'il n'existe aucuns motifs légaux pour les faire disparaître.....		107
—	8 Autriche. Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. — Réponse à dépêche du 29 février, remerciements pour l'appui donné par M. de Sartiges.....		139
—	10 Autriche. Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. — Illusion à Rome sur l'état du régime public et responsable en Autriche et sur la force de l'opinion publique parmi les populations de race allemande, développements du baron de Beust sur la situation, espoir dans la haute sagesse du Saint-Père.....		140
—	18 Autriche. Le comte Crivelli au baron de Beust. — Réponse à dépêche du 8 mars; observations du Cardinal Antonelli.....		228
—	20 Autriche. Le baron de Prokesch au baron de Beust. — Réponse à dépêche du 5 mars, les conseils de l'Autriche ont été accueillis avec satisfaction par la Porte, il a été résolu que les institutions données à la Crète seront appliquées aux autres provinces de l'Empire.....		62
—	24 Autriche. Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. — Télégramme. S'associer à la France et à l'Angleterre pour décider la Turquie en faveur des réformes intérieures.....		63
—	25 Autriche. Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. Adoption par la Chambre des Seigneurs de la loi sur les mariages, symptômes de l'état de l'opinion publique en Autriche.....		230
—	27 Autriche. Le baron de Prokesch au baron de Beust. — Réponse à télégramme du 24 mars, au sujet des réformes à introduire en Turquie.....		63
—	29 Autriche. Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. — La loi relative aux mariages est votée, la loi sur l'enseignement est soumise à la Chambre des Seigneurs. Après le vote de cette loi, il ne restera plus que la sanction royale qui ne sera donnée qu'après mûre délibération, mais le Gouvernement impérial ne reculera pas au dernier moment; ce qu'il désire, c'est de laisser la porte ouverte aux chances d'une entente avec le Saint-Siège.....		232
Avril.....	1 Autriche. Le baron de Beust au comte Wimpffen à Berlin. — Marche des négociations entre le Danemark et la Prusse, au sujet de l'exécution de l'article 5 du Traité de Prague.....		43
—	5 Autriche. Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Entretien avec M. Cantacuzène et M. Stourdza, l'Autriche n'entretient aucun projet préjudiciable à la Roumanie et désire voir assurer son indépendance, mais une indépendance égale dans toutes les directions.....		108
—	6 Autriche. Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Télégramme. — Expulsion de 500 familles israélites.....		73
—	6 Autriche. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris et au comte Apponyi à Londres. — Télégramme. — Démarche collective à faire pour protéger les Israélites de Jassy.....		74
—	8 Autriche. Le baron de Beust aux Représentants de l'Autriche à Paris, Londres, Florence, Berlin, Saint-Petersbourg et Constantinople. — Circulaire. Bruits d'après lesquels le général Ignatieff se serait prononcé à Berlin dans le sens de la réunion de l'île de Crète à la Grèce. Conversation du baron de Beust avec le général.....		48
—	8 Autriche. Le baron d'Eder au baron de Beust. — Conversation avec M. Golesco au sujet de l'expulsion de 500 Israélites de leurs demeures. M. Golesco ne peut admettre que la nouvelle fût exacte,		

1868

		Pages.
	car une telle mesure n'aurait pu être prise à l'insu du Gouvernement roumain.....	74
Avril.....	9 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. — Opinion de M. de Moustier sur l'urgence de peser énergiquement à Athènes pour le repatriement des familles crétoises .....	57
—	10 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. — Le Ministre d'Angleterre est chargé de s'énoncer, vis-à-vis des Ministres du Sultan, dans le sens des conseils donnés par l'Autriche pour l'extension des réformes en Turquie.....	64
—	12 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Télégramme. Confirmation venant de Paris des horreurs commises contre les Israélites. Agir énergiquement.....	74
—	13 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Télégramme. Continuation des poursuites contre les Israélites.....	76
—	13 <i>Autriche</i> . Le baron d'Eder à M. Étienne Golesco. — Pétition des Israélites expulsés de leurs communes; demande de mesures énergiques pour faire cesser l'état d'anarchie de la ville de Bakeou..	79
—	14 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. — Lord Stanley approuve les conseils donnés par la France à la Grèce de renoncer à de folles espérances de grandeur et de gloire et de s'occuper à mettre de l'ordre dans son intérieur.....	49
—	14 <i>Autriche</i> . Le baron d'Eder au baron de Beust. — Envoi de sa Note au baron Golesco au sujet de l'affaire des Israélites de Moldavie.	77
—	14 <i>Autriche</i> . Le baron d'Eder à M. Étienne Golesco. — Demande d'audience collective au sujet des mesures adoptées contre les Israélites en Moldavie.....	79
—	15 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust. — Envoi de la protestation du Corps consulaire de Bucharest contre les persécutions exercées contre les Israélites en Moldavie.....	80
—	15 <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, France</i> . Protestation du Corps consulaire de Bucharest contre les persécutions contre les juifs de Jassy.....	80
—	15 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Crivelli à Rome. — Annonce de l'envoi du baron de Meysenbug à Rome, chargé d'une mission spéciale pour arriver à un <i>modus vivendi</i> sur la base des nouvelles lois sanctionnées par l'Empereur.....	233
—	21 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Ambassadeurs de l'Autriche à Paris et à Londres. — Communication de la Protestation du 15 avril du Corps consulaire étranger de Bucharest contre les persécutions contre les Israélites de Moldavie.....	81
—	23 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron Testa à Athènes. — Avis bienveillants à faire entendre à la Grèce, sympathie sincère de l'Autriche pour les destinées du royaume hellénique.....	49
—	23 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. — Détails reçus par le marquis de Moustier sur les mesures vexatoires dont les Israélites ont été victimes en Moldavie .....	82
—	24 <i>Autriche</i> . Le baron d'Eder à M. Étienne Golesco. — Affaires des Israélites de Moldavie, demande que des ordres sévères soient donnés pour faire cesser ces persécutions.....	85
—	23 <i>Autriche</i> . M. Moretti à M. Nencovich à Corfou. — Situation déplorable des réfugiés crétois.....	57
—	28 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. — Instructions énergiques envoyées par lord Stanley, au sujet des persécutions des Israélites en Moldavie .....	83
Mai.....	1 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Télégramme. — Satisfaction pour sa conduite dans la question des Israélites.....	83

Mai.....	7	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au chevalier de Pusswald à Athènes. — Télégramme. — Faire des représentations contre l'admission des députés crétois dans le Parlement hellénique.....	55
—	9	<i>Autriche</i> . Le chevalier de Pusswald au baron de Beust. — Réponse à la dépêche du 23 avril, conversation avec M. Delyanni.....	51
—	10	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Représentants de l'Autriche, à Paris, Londres, Florence, Berlin, Saint-Petersbourg et Constantinople. — Circulaire. — Affaire des Israélites de Moldavie. Proposition d'une entente entre les Cours signataires du Traité de Paris, pour faire réprimer ces actes de barbarie.....	83
—	11	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Ambassadeurs de l'Autriche à Paris et à Londres. — Protestation contre l'accusation par M. Golesco contre le Consul d'Autriche à Jassy, d'être le propagateur de fausses nouvelles, demande d'une rétractation.....	88
—	15	<i>Autriche</i> . Le comte Wimpffen au baron de Beust. — Télégramme. M. de Bismarck a envoyé des instructions à Bucharest au sujet des persécutions des Israélites.....	89
—	16	<i>Autriche</i> . Le chevalier de Pusswald au baron de Beust. — La France et l'Angleterre ont donné ordre à leurs Ministres à Athènes de protester contre l'admission au Parlement hellénique des députés crétois.....	55
—	16	<i>Autriche</i> . Le baron de Brenner au baron de Beust. — La Russie se joint aux demandes des autres Puissances dans l'affaire des Juifs de Moldavie.....	89
—	18	<i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. — Télégramme. — Lord Stanley appuiera, à Bucharest, les demandes de réparation de l'Autriche.....	89
—	18	<i>Confédération argentine</i> . Discours du Président en présentant son Message aux Chambres.....	285
—	19	<i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de M. Gould à lord Stanley au sujet de la Plata.....	287
—	21	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Demandes de réparation contre la diffamation dont le Consul d'Autriche à Jassy a été l'objet, elle sera appuyée par les Cabinets de Paris et de Londres.....	90
—	23	<i>Autriche</i> . Le chevalier de Pusswald au baron de Beust. — Repatriement des familles crétoises, observations de lord Stanley au Gouvernement hellénique.....	58
—	26	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. — Projet d'impôt sur la rente de toutes les valeurs publiques autrichiennes.....	36
—	26	Le baron de Kübeck au baron de Beust. — Entretien avec le général Menabrea au sujet des persécutions contre les juifs en Moldavie, qui sont désapprouvées par le Gouvernement italien.....	91
—	26	<i>Autriche</i> . Le baron de Kübeck au baron de Beust. — Le général Menabrea lui a dit qu'il lui semblait que l'Autriche convoitait fort les Principautés, répondu qu'elle ne saurait admettre à sa frontière un foyer de troubles et d'intrigues.....	92
—	26	<i>États-Romains</i> . Le nonce Falcinelli de Antonucci au baron de Beust. — Exposé des griefs du Saint-Siège en présence des faits graves qui violent en Autriche les droits de l'Eglise catholique.....	233
—	29	<i>Autriche</i> . Le baron de Meysenbug au baron de Beust. — Télégramme. Le Saint-Siège ne se prononcera sur les nouvelles lois de l'Autriche qu'après un mûr examen.....	241
—	30	<i>Autriche</i> . Le chevalier de Pusswald au baron de Beust. — Note remise par M. Delyanni à M. Photiadès, ministre de Turquie à Athènes, tendant à prouver que les réfugiés crétois sont résolus	



1868

		Pages.
	à ne pas rentrer dans leur île avant son incorporation à la Grèce, des requêtes contraires arrivent journellement à M. Photiadès..	59
Mai.....	30 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Kübeck à Florence. — Réponse aux dépêches du 26 mai sur l'accueil fait par le général Menabrea à sa communication relative aux vexations contre les juifs.....	92
—	30 Le prince de Metternich au baron de Beust. — Télégramme. — Le Consul français à Bucharest a ordre d'appuyer la demande de satisfaction de l'Autriche.....	93
—	30 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au nonce Falcinelli de Antonucci. — Réponse à note du 26 mai.....	240
—	31 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Télégramme. — L'Autriche se contentera d'une pièce excusant et désavouant l'accusation contre son Consul à Jassy.....	94
Juin.....	2 <i>Roumanie</i> . Le général Golesco au baron d'Eder. — Explications satisfaisantes au sujet des intentions du Consul d'Autriche à Paris que le Gouvernement roumain n'a jamais voulu inculper.....	95
—	3 <i>Autriche</i> . Le baron d'Eder au baron de Beust. — Envoi de la Note du général Golesco du 21 mai, donnant satisfaction à la demande de réparation de l'Autriche.....	94
—	3 <i>Autriche</i> . Le baron de Brenner au baron de Beust. — Appui de la Russie dans l'affaire des juifs de Moldavie.....	95
—	4 <i>Autriche</i> . Le baron de Kübeck au baron de Beust. — Communication au général Menabrea de la dépêche du 5 avril de M. de Beust au baron d'Eder.....	96
—	4 <i>Autriche</i> . Le baron de Meysenbug au baron de Beust. — Conversation avec le cardinal Antonelli, sympathies de certains Cardinaux en faveur de l'avenir de l'Autriche.....	241
—	9 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres. — Projet d'impôt à frapper sur la rente des valeurs publiques autrichiennes.	39
—	9 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. — Lord Stanley se prononce vivement sur le principe de l'inadmissibilité des députés crétois au Parlement grec.....	56
—	9 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. — Satisfaction de lord Stanley sur les dispositions concluanes de l'Autriche dans son différend avec le Gouvernement roumain.....	97
—	13 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Missions impériales et royales à Paris, Londres, Berlin et Florence. — En faveur de l'élection de Milan Obrenovitch au trône de Serbie.....	64
—	13 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron d'Eder, à Bucharest. — Réponse à sa dépêche du 3 juin. Affaires des juifs de Moldavie, réparations faites par le général Golesco.....	97
—	14 <i>Autriche</i> . Le baron de Meyserbug au baron de Beust. — Télégramme. Rédaction primitive du passage de l'Allocution du Pape concernant l'Autriche déjà mitigée.....	243
—	16 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. — La Porte n'apportera aucun empêchement à l'élection de Milan Obrenovitch au trône de Serbie.....	65
—	16 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron Beust. — Attitude sage de la Porte pour l'élection d'un prince en Serbie, mais elle refuserait cependant de sanctionner le choix d'un Prince non originaire du pays.....	65
—	16 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. — Les Puissances garantes ne sont nullement appelées à intervenir dans les questions du maintien de la Constitution des Principautés, ou de modifications que le Gouvernement roumain voudrait y apporter.....	109

		Pages.
Juin.....	17 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Meysenbug à Rome. — Points de vue à développer au Gouvernement romain.....	243
—	20 <i>Autriche</i> . Le baron de Meysenbug au baron de Beust.—Télégramme. Audience du Saint-Père qui assure avoir mis tous ses soins dans la rédaction de l'Allocution papale pour concilier les devoirs du chef de l'Eglise avec les égards dus au Souverain de l'Autriche..	245
—	23 <i>Autriche</i> . Le baron de Meysenbug au baron de Beust. — Envoi de l'Allocution du Pape du 22 juin.....	246
—	24 <i>Autriche</i> . Le baron de Münch au baron de Beust. — Question de la succession en Serbie et affaire de la capitulation.....	66
—	25 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Meysenbug.—Télégramme. Regrets du ton de l'Allocution papale qui ne fait que dénaturer les bonnes intentions de l'Autriche .....	246
—	30 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. — Réponse à l'envoi de la dépêche du 16 juin au prince de Metternich sur l'attitude à tenir en présence de la volonté du ministère Bratiano de dissoudre le Sénat de Bucharest. ....	110
Juillet, ...	3 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Meysenbug à Rome. — Réponse à dépêche du 23 juin ; observations suggérées par l'Allocution pontificale.....	247
—	7 <i>Roumanie</i> . M. Jean Bratiano au baron d'Eder. Note satisfaisante sur l'affaire des Israélites de Moldavie.....	99
—	10 <i>Autriche</i> . Le baron d'Eder au baron de Beust. — Envoi d'une Note de M. Bratiano sur l'affaire des juifs.....	98
—	10 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au chevalier Vetsera. — Envoi du télégramme au baron de Brenner, féliciter la Russie pour son initiative à restreindre les maux de la guerre; question des balles explosibles. ....	250
—	11 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Ambassadeurs de l'Autriche à Paris et à Londres.— Démarches de la Régence de Serbie pour obtenir que la Porte reconnaisse Milan Obrenovitch comme prince <i>héréditaire</i> .....	66
—	12 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. — Au sujet de l'hérédité au trône à accorder au prince Milan Obrenovitch de Serbie .....	67
—	16 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. — Accord du Gouvernement français pour appuyer à Constantinople le principe d'hérédité au trône de Serbie dans la famille Milosch.....	68
—	17 <i>Autriche</i> . Le comte Trauttmansdorff au baron de Beust.—L'opinion devient à Munich plus favorable à l'Autriche.....	27
—	18 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Brenner à Saint-Petersbourg. — Télégramme. — Acceptation du projet de protocole pour l'exclusion des projectiles explosibles en temps de guerre.....	250
—	21 <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au baron de Beust. — Lord Stanley ne peut intervenir dans l'affaire de Serbie, l'entremise de l'Angleterre n'ayant pas été réclamée auprès de la Porte, mais il est convaincu que le rétablissement de l'hérédité est aussi bien dans l'intérêt de la Serbie que de la Turquie. ....	68
—	24 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust.— Envoi du berat d'investiture par la Porte au prince Milan Obrenovitch de Serbie. ....	69
—	28 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. — Entrevue de Fuad pacha avec les représentants des Puissances; connivence du Gouvernement des Principautés dans les projets d'invasion de la Bulgarie; nécessité d'une enquête sérieuse .....	110
—	28 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron d'Eder à Bucharest. — Télégramme. — Surveiller l'attitude du Gouvernement roumain à l'égard des bandes formées contre la Bulgarie.....	112

1868

		Pages.
Juillet.....	28 Autriche. M. Waldhart au baron de Beust. — Article du journal de Bucharest le <i>Romanul</i> , tendant à démontrer l'impuissance de la police à intervenir dans les menées contre la Bulgarie, à cause de l'immixtion des Consuls étrangers invoquant leurs droits d'intervention.....	112
—	29 Turquie. Proclamation du Gouvernement provisoire. — Appel aux armes.....	115
—	29 Autriche. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. — Réponse à dépêche du 10 juillet. Emploi des balles explosibles.....	251
Août.....	3 Autriche. Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. — Félicitation à la Porte pour son esprit de conciliation dans l'affaire de l'élection du prince de Serbie.....	70
—	4 Serbie. Les membres de la Régence princière de Serbie au baron de Beust.—Annnonce de l'avènement au trône de Serbie du prince Milan Obrenovitch IV.....	71
—	4 Autriche. Le baron de Prokesch au baron de Beust.—Envoi d'une note de la Turquie aux Représentants des Puissances garantes pour provoquer l'examen de la conduite du Gouvernement roumain au sujet de l'entrée de bandes en Bulgarie.....	113
—	4 Autriche. Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust. — Nouvelle de l'arrivée à Radautz de 500 caisses de fusils venant de Russie et dirigées, par le Gouvernement roumain, sur le Danube.....	120
—	7 Autriche. Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Le Gouvernement roumain saura, il faut l'espérer, remplir ses obligations internationales et prouver qu'il n'est pour rien dans les tentatives de désordre dans le vilayet du Danube.....	116
—	10 Autriche. Le comte Trauttmansdorff au baron de Beust.—Extrait.—Conversation avec le prince de Hohenlohe sur l'impression générale de l'opinion à l'égard de l'Autriche en Bavière; approbation à Munich du discours de M. de Beust à l'issue de la fête du tir allemand.....	29
—	13 Autriche. Le baron de Beust au baron de Prokesch. — Envoi d'un projet de dépêche de M. de Moustier à Bucharest, au sujet des bandes armées qui ont envahi la Bulgarie, l'Autriche associe ses efforts à ceux de la France.....	117
—	13 Autriche. M. d'Udrycki au chevalier de Wolfarth à Jassy. — Envoi de caisses contenant des prétendus matériaux de construction de chemin de fer et que tout fait présumer renfermer exclusivement des armes et des munitions.....	120
—	14 Autriche. M. de Knappitsch, Consul à Ibraila, au baron de Prokesch à Constantinople. — Envoi d'une proclamation, en date du 29 juillet, faisant un appel à la population bulgare pour se joindre à l'insurrection.....	114
—	17 Autriche. Le baron de Beust aux membres de la Régence princière de Serbie. — Réponse à leur lettre du 4 août.....	72
—	21 Autriche. Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust. — Rapport sur le transport d'armes fait par Radautz.....	121
—	24 Autriche. Le baron d'Eder au baron de Beust. — Entretien avec M. Bratiano sur l'invasion de la Bulgarie par des bandes armées formées sur le territoire des Principautés.....	118
—	24 Autriche. Le baron d'Eder au baron de Beust. — Explications de M. Bratiano sur les transports d'armes arrivant par la Russie dans les Principautés.....	123
—	27 Autriche. Le baron de Beust au comte Trauttmansdorff à Munich.—Réponse à dépêche du 17 juillet et du 10 août sur l'impression produite en Bavière par les nouvelles institutions constitutionnelles de l'Autriche.....	31

1868

Pages.

Août.....	28	<i>Autriche.</i> Le baron d'Eder au baron de Beust. — L'envoi de fusils de la Russie en Moldavie est évalué à 50 000, on en attend en outre 15 000 autres.....	124
Septembre.	2	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Observations sur les éclaircissements donnés par M. Bratiano sur l'envoi des fusils et communiqués par le baron d'Eder au baron de Beust dans sa dépêche du 24 août.....	124
—	3	<i>Autriche.</i> Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust. — Annonce d'un troisième transport d'armes composé de 30 chariots.....	125
—	4	<i>Autriche.</i> Le baron d'Eder au baron de Beust. — Arrivée à Bucharest d'un premier transport d'armes qui a été porté à l'arsenal.....	125
—	8	Le baron de Beust au baron Testa à Athènes. — Conseils à faire entendre à Athènes pour faire cesser les excès du comité crétois tendant à empêcher le repatriement des réfugiés dans leurs foyers.....	59
—	8	<i>Autriche.</i> Le baron de Prokesch au baron de Beust. — Entretien avec le Grand Vizir sur la démarche faite à Bucharest au sujet de l'envahissement de la Bulgarie par des bandes armées.....	119
—	12	<i>Autriche.</i> Le baron d'Eder au baron de Beust. — Conversation avec M. Bratiano, qui répond que la quantité des armes réunies ici, loin d'être en rapport avec les besoins du pays, est encore insuffisante.....	126
—	15	<i>Turquie.</i> Photiadès bey à M. P. Delyanni. — Agressions contre les émigrés crétois désireux de rentrer dans leur pays, renouvelées les 11 et 12 septembre. Responsabilité du Gouvernement hellénique dont c'est le devoir de mettre un terme à un semblable état de choses.....	293
—	19	<i>Autriche.</i> Le chevalier de Wolfarth au baron de Beust. — Envoi de 18 voitures lourdement chargées d'armes dirigées de Radautz sur Bucharest, faisant en tout 112 chariots.....	126
—	24	<i>Turquie.</i> Photiadès bey à M. P. Delyanni. — Envoi des dépositions des émigrés crétois victimes d'agressions les 11 et 12 septembre.....	296
—	25	<i>Grèce.</i> Rapport de M. O. Angelinidi, directeur de la police d'Athènes et du Pirée, à M. Bulgari, au sujet de violences qui auraient été commises contre les Crétois.....	378
Octobre...	5	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron de Lago à Madrid. — Télégramme. Révolution en Espagne, attendre des instructions.....	45
—	9	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. — Faits graves à Galatz, faire des démarches préalables.....	100
—	13	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au comte Hoyos à Paris. — La Porte notifie un bâtiment du Lloyd et un des Messageries impériales pour accélérer le repatriement des réfugiés crétois.....	60
—	13	<i>Autriche.</i> Le baron d'Eder au baron de Beust. — Télégramme. — Affaire de Galatz : le préfet de police destitué, les dommages seront réparés.....	100
—	15	<i>Grèce.</i> M. P. Delyanni à Photiadès bey. — Réponse aux deux notes des 15 et 24 septembre. Le Gouvernement hellénique décline toute la responsabilité des désordres et ne peut que sévir contre les réfractaires ; son seul devoir est de faire protéger la liberté de ceux qui veulent partir, et il l'accomplit.....	296
—	16	<i>Autriche.</i> Le baron d'Eder au baron de Beust. — Les mesures promises par le Cabinet roumain à l'égard des faits de Galatz ont été exécutées ; les Israélites sont satisfaits.....	100
—	22	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust à toutes les Missions de l'Autriche. — Effets du nouveau régime constitutionnel sur le développement intérieur de l'Empire austro-hongrois.....	32
—	24	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron de Lago à Madrid. — Vœux sincères de l'Autriche pour un prompt dénoûment de la crise	



1868

		Pages.
	en Espagne, continuation de relations à titre officieux avec le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement provisoire....	45
Octobre...	27 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au chevalier de Vetsera à Saint-Pétersbourg. — Le prince d'Aremberg représentera l'Autriche dans la commission chargée de la question des balles explosibles.....	251
—	30 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Missions impériales et royales. — Projet de loi relatif à l'organisation militaire de l'Autriche, explications sur le discours prononcé par M. de Beust dans le comité de la Chambre des représentants.....	24
Novembre.	10 <i>Grèce</i> . M. P. Delyanni aux Légations helléniques à Paris, Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne et Florence. — Discours du Ministre des affaires étrangères sur le maintien des Légations helléniques à l'étranger. L'idée de la réunion de la Crète à la Grèce est incorporée au sentiment du peuple hellénique .....	302
—	23 <i>Grèce</i> . M. Jean Delyanni; à Constantinople, à M. P. Delyanni. — Bruits du rappel de Photiadès bey d'Athènes; correspondance entre M. Rhasis, premier drogman de la légation hellénique, avec Khalil bey, au sujet du Discours de M. P. Delyanni sur le maintien des Légations helléniques à l'étranger. Neutralité de la Grèce dans l'insurrection crétoise.....	304
—	27 <i>Grèce</i> . M. P. Delyanni aux Légations helléniques à Paris, Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne et Florence. — Envoi d'un télégramme de M. J. Delyanni, de Constantinople, annonçant que M. Elliot, ministre d'Angleterre, l'a prévenu de l'imminence de la rupture des relations entre la Turquie et la Grèce, rupture qui ne ferait naître, suivant M. Elliot, aucun conflit en Orient ou en Europe. La Porte a tort de menacer, c'est sur la Grèce que l'insurrection de Crète, que la Porte est impuissante à réprimer, fait peser, depuis trois ans, des dépenses au-dessus de ses moyens. L'interruption des relations avec la Porte ne sera pas seulement nuisible à la Grèce, mais elle ne peut manquer d'amener d'autres conflits en Orient..	306
—	30 <i>Grèce</i> . M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni. — Son télégramme inséré dans la Circulaire de M. P. Delyanni, du 27 novembre; détails, ignorance de M. Bourée des projets de la Porte qui n'en viendra pas à l'extrémité de la rupture des relations avec la Grèce, sans l'assentiment des grandes Puissances.....	307
Décembre.	1 <i>Turquie</i> . Photiadès bey à M. P. Delyanni. — Réponse à Note du 15 octobre. La Porte demande que des mesures promptes soient prises pour protéger la liberté des émigrés crétois qui désirent se repatrier .....	309
—	1 <i>Grèce</i> . M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni. — Conversation avec M. Bourée; ses plaintes sur l'attitude de la Grèce dans les affaires de Crète; inquiétude de la colonie grecque sur les bruits de rupture entre la Grèce et la Turquie.....	313
—	1 <i>Grèce</i> . M. Rhasis, premier drogman de la Légation de Grèce à Constantinople, à M. P. Delyanni. — Plaintes de Khalil bey sur les enrôlements faits en Grèce; ses appréhensions d'une rupture; avis de conseiller la modération au Gouvernement hellénique. Conversation avec Safvet pacha. L'idée d'une rupture avec la Grèce semble prévaloir dans les conseils de la Porte.....	316
—	2 <i>Grèce</i> . M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Envoi du rapport du 19 novembre de M. Rhasis; conversation du premier drogman de l'ambassade de Russie avec le Grand Vizir qui lui a lu un rapport de Photiadès bey dans lequel le Ministre de Turquie à Athènes conclut qu'il n'y a plus rien à espérer du Gouvernement hellénique.....	318
—	2 <i>Grèce</i> . M. Jean Delyanni à M. P. Delyanni. — Télégramme. Le	

	1868	Pages.
	Grand Vizir a soumis au Conseil la question de la rupture des relations avec la Grèce.....	319
Décembre.	3 Grèce. Le général Milios à M. P. Delyanni. — Désertion dans l'armée, mesures prises pour en empêcher le renouvellement. ....	419
—	3 Turquie. Photiadès bey à M. P. Delyanni. — Faits déplorables arrivés à Égine, au sujet du repatriement des Crétois dont la vie a été exposée aux plus grands périls, grave responsabilité du Gouvernement hellénique.....	311
—	3 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Télégramme. La rupture des relations avec la Grèce est décidée en principe par la Turquie, il n'y manque plus que l'approbation du Sultan; envoi d'Hobart pacha dans les eaux grecques; démarche du général Ignatieff auprès de ses collègues de France, d'Angleterre, etc., à Constantinople.....	320
—	3 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Conversation du général Ignatieff avec M. Bourée et M. Elliot. Le Sultan a consenti à la rupture des relations avec la Grèce, qui sera bientôt mise à exécution. Départ d'Hobart pacha pour les eaux grecques.....	320
—	4 Turquie. Photiadès bey à M. P. Delyanni. — Enrôlements de volontaires en Grèce dans le but d'envahir la Crète; obstacles au repatriement des familles crétoises, violences exercées contre elles; faits graves dont la Porte réclame la cessation et la répression... ..	312
—	4 Grèce. M. Rhasis à M. Jean Delyanni à Constantinople. — Entrevue avec Aali pacha, conversation sur la nomination de M. Drossos comme président de la Chambre, et sur les conséquences éventuelles d'une rupture de relations. La communication officielle de la rupture sera notifiée demain à Athènes.....	323
—	4 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Points de l'Ultimatum communiqués par Khalil bey, dont l'opinion est que la Grèce sera obligée de consentir aux exigences de la Turquie. Départ d'Hobart pacha avec quatre navires cuirassés.....	324
—	5 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Télégramme. — Démarches des Ambassadeurs de la France, de l'Angleterre et de la Russie, auprès de la Porte, la rupture est retardée de huit jours.	325
—	6 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Télégramme. Le représentant de la Prusse s'est associé aux démarches des autres Ambassadeurs; le départ de Photiadès bey d'Athènes est retardé jusqu'au 13 décembre, époque à laquelle la rupture aura lieu si le Gouvernement hellénique n'a pas fait une déclaration satisfaisante.....	327
—	7 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Télégramme. — Ordre envoyé par la Porte à Photiadès bey d'adresser au Gouvernement hellénique un ultimatum auquel a été ajouté un cinquième point, et de quitter Athènes s'il n'obtient pas entière satisfaction.....	326
—	7 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Visite des Ambassadeurs de France, d'Angleterre, de Russie et de Prusse à Aali pacha, en vue du maintien de la paix; délai de 8 jours pour le départ de Photiadès bey d'Athènes. Opinion des amis de la Grèce; aucun espoir que la rupture puisse être prévenue; inquiétudes des Grecs résidant à Constantinople.....	328
—	8 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Conversation avec M. Elliot.....	334
—	8 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Réunion du grand Conseil sous la présidence du Sultan, où il a été décidé qu'un Ultimatum en cinq points sera adressé à la Grèce; observations.....	338
—	9 Grèce. M. P. Delyanni à Photiadès bey. — Réponse à ses Notes des 1 <sup>er</sup> , 3 et 4 décembre.....	340

1868

	Pages.
Décembre. 9 Grèce. M. P. Delyanni aux Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie. — Informations sur les quatre points mis en avant par la Porte; discussion sur ces points qui ne sauraient être considérés comme des motifs suffisants d'une rupture de relations.....	345
— 9 Grèce. M. P. Delyanni à M. J. Delyanni. — Réponse à sa dépêche du 1 <sup>er</sup> décembre.....	347
— 9 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Grande activité dans les mesures de guerre prises par la Porte; instructions à Hobart-pacha; le Ministre d'Italie a pris part aux représentations des quatre autres Puissances.....	350
— 9 Turquie. Circulaire du contre-amiral Hobart pour annoncer qu'il est chargé de maintenir le blocus de l'île de Crète.....	381
— 10 France. Le baron Baude à M. P. Delyanni. — Accusé de réception de sa Note du 9 décembre.....	348
— 10 Grèce. M. P. Delyanni aux Légations helléniques à Paris, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et Florence. — Circulaire. — Raisons qui ne permettent pas au Gouvernement hellénique de faire droit aux prétentions de la Porte. La responsabilité de la rupture retombera tout entière sur la Turquie.....	348
— 11 Turquie. Photiadès bey à M. P. Delyanni. — Présentation de l'Ultimatum de la Porte dont la non-acceptation par la Grèce entraînerait le départ, dans les cinq jours, de la Légation ottomane à Athènes.....	351
— 11 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Conviction de la Porte que la Grèce n'acceptera pas l'Ultimatum, ses nombreux préparatifs; la Porte désire laisser à la Grèce l'initiative de la rupture; elle a envoyé deux vapeurs des Messageries françaises au Pirée pour ramener son Ministre d'Athènes.....	361
— 12 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Télégramme. — La rupture est résolue, ordre envoyé à Photiadès bey d'adresser l'Ultimatum au Gouvernement hellénique.....	333
— 13 Grèce. M. J. Delyanni à M. P. Delyanni. — Inquiétudes dans le corps diplomatique à Constantinople.....	369
— 15 Grèce. M. P. Delyanni à Photiadès bey. — Réponse à l'Ultimatum du 29 novembre/ 11 décembre. Discussion des points renfermés dans l'Ultimatum. Les passe-ports sont tenus à sa disposition; le Ministre du Roi à Constantinople vient d'être invité à quitter la capitale..	354
— 15 Grèce. M. P. Delyanni à M. J. Delyanni. — La rupture avec la Turquie est un fait accompli; résumé de sa réponse à Photiadès bey; ordre de demander ses passe-ports et de partir par la première occasion.....	362
— 15 Grèce. M. P. Delyanni à M. J. Delyanni. — Protestation contre la violation du territoire grec à Syra.....	363
— 16 Turquie. Salvét pacha à M. Jean Delyanni. — Envoi de ses passe-ports; retrait de l'exequatur aux Consuls grecs; délai de quinze jours aux sujets hellènes pour quitter le territoire ottoman.....	372
— 16 Turquie. Photiadès bey à M. P. Delyanni. — Réponse à la Note du 15 décembre; demande de ses passe-ports.....	364
— 16 Grèce. M. P. Delyanni à Photiadès bey. — Envoi de ses passe-ports pour sa suite et le personnel de la Légation ottomane.....	364
— 16 Grèce. M. P. Delyanni aux Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie à Athènes. — Protestation contre la violation du territoire grec à Syra.....	365
— 16 Grèce. M. Jean Delyanni à MM. Bourée, Elliot et Ignatieff. — Demande de prendre les sujets et intérêts helléniques sous leur protection.....	373

1868

Pag es

Décembre.	16	<i>Turquie</i> . Décision prise par la Sublime-Porte par suite de la non-acceptation de l'Ultimatum du 10 décembre par la Grèce.....	381
—	16	<i>Grèce</i> . Discours de M. Delyanni à la Chambre des députés d'Athènes en lui communiquant l'Ultimatum de la Turquie du 11 décembre.....	382
—	17	<i>Grèce</i> . M. P. Delyanni à M. Rangabé à Paris. — Circulaire. — Annonce de la rupture des relations avec la Porte; départ des Ministres respectifs d'Athènes et de Constantinople; envoi de sa réponse à l'Ultimatum de Photiadès bey et de sa protestation adressée aux Représentants des trois grandes Puissances contre la violation du territoire grec à Syra; la nation grecque se soumettra à tous les sacrifices plutôt que de céder aux menaces de la Turquie.....	366
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . M. Erskine à M. P. Delyanni. — Accusé de réception de sa Note du 16 décembre.....	368
—	17	<i>France</i> . Le baron Baude à M. P. Delyanni. — Accusé de réception de sa Note du 16 décembre.....	368
—	18	<i>Russie</i> . Le général Ignatieff à M. Jean Delyanni. — Réponse à la demande de protection des sujets hellènes par la Russie, la France et l'Angleterre sur le territoire ottoman.....	373
—	18	<i>Grande-Bretagne</i> . M. Elliot à M. Jean Delyanni. — Refus d'admettre sa demande de prendre les intérêts et les sujets hellènes sur le territoire ottoman sous la protection des Représentants des Puissances protectrices.....	374
—	19	<i>Russie</i> . Le prince Gagarine à M. P. Delyanni. — Accusé de réception de sa Note du 16 décembre.....	369
—	19	<i>Grèce</i> . M. P. Delyanni aux autorités consulaires dans l'Empire ottoman. — Rupture avec la Porte; protection des sujets hellènes en Turquie.....	370
—	20	<i>France</i> . M. Bourée à M. Jean Delyanni. — L'Ambassadeur de France décline l'offre de prendre sous sa protection les sujets hellènes établis en Turquie.....	374
—	22	<i>Grèce</i> . M. Jean Delyanni à M. Morris, Ministre des États-Unis à Constantinople. — Demande d'accepter la protection des sujets hellènes en Turquie pendant la durée de la rupture.....	375
—	22	<i>États-Unis d'Amérique</i> . M. Morris à M. Jean Delyanni. — Réponse à sa Note du même jour. Acceptation provisoire de la protection des sujets hellènes en Turquie sous réserve de la sanction du Gouvernement des États-Unis.....	376
—	22	<i>Grèce</i> . M. Jean Delyanni à Safvet pacha. — Réponse à sa Note du 16 décembre pour lui annoncer son départ et que la protection des sujets hellènes est confiée à la Légation des États-Unis.....	377
—	22	<i>Grèce</i> . Loi autorisant un crédit de 100 millions de drachme et conférant des pouvoirs extraordinaires au Gouvernement hellénique.....	385
—	23	<i>France</i> . Lettre de M. Champoiseau, consul à la Canée, à Petropoulaki, chef des volontaires débarqués dans l'île de Crète.....	386
—	24	<i>Grèce</i> . Proclamation du Ministère hellénique au peuple.....	387
—	25	<i>Crète</i> . Capitulation de Petropoulaki, chef des volontaires du district de Rhetymino et des autres chefs de l'Épitropie.....	387
—	26	<i>Turquie</i> . Pétition des négociants grecs et autres de Constantinople, à M. Elliot, ambassadeur d'Angleterre en Turquie, au sujet des dernières mesures prises par le Gouvernement turc.....	389
—	30	<i>Turquie</i> . Circulaire de Safvet pacha aux Représentants de la Porte à l'Étranger, au sujet du conflit gréco-turc.....	390
—	30	<i>Turquie</i> . Circulaire de Safvet pacha. — Réfutation de la Note de M. Delyanni à Photiadès bey du 15 décembre. — Conflit gréco-turc.....	393



1868

		Pages.
Janvier....	6 <i>Turquie</i> . Mémoire adressé à la Conférence de Paris par les notables bulgares. — Conflit gréco-turc.....	400
—	9 <i>Grèce</i> . Note de M. Rangabé au marquis de La Valette pour l'informer des motifs qui s'opposent à ce qu'il assiste à la Conférence de Paris, pour régler le conflit gréco-turc.....	409
—	9 <i>Grèce</i> . Mémoire présenté à la Conférence de Paris par le Gouvernement hellénique sur le conflit gréco-turc.....	410

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME DE LA NEUVIÈME ANNÉE.

---

 F. AMYOT.





